

Bernard Apothéloz · Alfred Stettler
Vincent Dousse · Minyue Dong

MAÎTRISER L'INFORMATION COMPTABLE

Volume 2

LES SOCIÉTÉS. LES SUCCURSALES.
THÉORIE DE L'ÉVALUATION. CAS PARTICULIERS
DE TRAITEMENT COMPTABLE ET D'ÉVALUATION.
LIEN ENTRE LA COMPTABILITÉ FINANCIÈRE
ET LA COMPTABILITÉ DE GESTION

Quatrième édition avec normes actualisées Swiss GAAP RPC, IFRS, Union européenne

COLLECTION
DIRIGER L'ENTREPRISE



Presses polytechniques et universitaires romandes

www.pur.ch

MAÎTRISER L'INFORMATION COMPTABLE

Collection Diriger l'entreprise

éditée sous la direction d'Alain Schärli

- 1 Décider sur plusieurs critères**
Panorama de l'aide à la décision multicritère
Alain Schärli
- 2 Exporter vers les marchés industriels**
Les stratégies, les marchés, les organisations et les hommes
François Léonard
- 3 Segmenter les marchés**
Application pratique des techniques de segmentation dans le marketing
Alain Smadja
- Maîtriser l'information comptable**
Bernard Apollhéloz, Alfred Stettler, Vincent Dousse
- 4 Vol. 1: Théorie comptable et théorie des comptes**
- 6 Vol. 2: Les sociétés. Les succursales. Théorie de l'évaluation.**
Cas particuliers de traitement comptable et d'évaluation.
Lien entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion.
- 7 Vol. 3: Instruments financiers. Modifications du capital.**
Cessation d'activité. Analyse. Comptes de groupe.
- 12 Vol. 4: Exercices et cas**
- 5 STEP I**
Statistique Et Probabilités: une Introduction
Elvazio Ronchetti, Gabrielle Antille et Maurice Polla
- 8 Stratégies de marketing industriel**
Concepts et pratiques
François Léonard
- 9 Le manager, la qualité et les normes ISO (épuisé)**
De l'ISO 9000 vers la Qualité Totale
Willy A. Sussland
- 10 Faire parler les chiffres**
La statistique descriptive au service de la gestion
Alain Schärli et Olivier Blanc
- 11 Pratiquer Electre et Prométhée**
Un complément à «Décider sur plusieurs critères»
Alain Schärli
- 13 Dynamiser la gestion des ressources humaines**
Des concepts aux outils, une approche intégrée compatible avec les normes de qualité
Yves Emery et François Gorin
- 14 Comptabilité analytique de gestion**
Alain Boulal et Jean-Marc Capraro
- 15 Renouveler la gestion des ressources humaines**
Une approche axée sur la valeur ajoutée pour les organismes publics et les entreprises privées
Yves Emery
- 16 Adjuger un marché au mieux-disant**
Analyse multicritère, pratique et droit des marchés publics
Jacques Pictet et Dominique Bollinger
- 17 Planifier la stratégie**
Un procédé pour les projets de planification stratégique
Rudolf Grünig et Richard Kühn
- 18 Impact des décisions informatiques**
Introduction à l'informatique pour le décideur non-informaticien
Philippe Dugerdil Ed.
- 19 Harcèlement sur le lieu de travail**
L'entreprise en question
Gilbert Künzi, Denise Künzi, Angelo Vicario, Catherine Jeandet

Bernard Apothéloz · Alfred Stettler
Vincent Dousse · Minyue Dong

MAÎTRISER L'INFORMATION COMPTABLE

Volume 2

LES SOCIÉTÉS. LES SUCCURSALES.
THÉORIE DE L'ÉVALUATION. CAS PARTICULIERS
DE TRAITEMENT COMPTABLE ET D'ÉVALUATION.
LIEN ENTRE LA COMPTABILITÉ FINANCIÈRE
ET LA COMPTABILITÉ DE GESTION

Quatrième édition avec normes actualisées Swiss GAAP RPC, IFRS, Union européenne

Presses polytechniques et universitaires romandes

Copyrighted material

Des mises à jour régulières se rapportant notamment aux normes et aux textes de loi non encore entrés en vigueur seront progressivement mis en ligne à l'adresse: <http://www.ppur.org>

Cet ouvrage est une publication des Presses polytechniques et universitaires romandes, fondation scientifique dont le but est principalement la diffusion des travaux de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne et d'autres universités francophones. Le catalogue général peut être obtenu par courrier aux: Presses polytechniques et universitaires romandes, EPFL-Centre Midi, CP 119, CH-1015 Lausanne, par E-mail à ppur@epfl.ch, par téléphone au (0)21 693 41 40 ou encore par fax au (0)21 693 40 27.

www.ppur.org

Quatrième édition

© 2008, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne

ISBN 978-2-88074-757-2

Tous droits réservés

Reproduction, même partielle, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, interdite sans l'accord écrit de l'éditeur.

Imprimé en Italie

Avertissement

L'édition précédente de cet ouvrage a déjà tenu compte des projets les plus avancés en matière de modifications du Code des obligations relatives aux sociétés. Elle anticipait également la refonte des Swiss GAAP RPC. Ces anticipations sont aujourd'hui réalité puisque les modifications prévues du Code des obligations sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et la refonte des Swiss GAAP RPC, le 1^{er} janvier 2007.

Cette quatrième édition tient ainsi compte, en particulier, des modifications du droit de la révision des sociétés, du droit révisé de la S.à.r.l., de la loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (Loi sur la surveillance de la révision, LSR) ainsi que de la refonte totale de l'Ordonnance sur le registre du commerce (ORC) qui leur est liée.

A la fin de l'année 2005, le Conseil fédéral a lancé un nouveau volet de modifications du droit de la société anonyme et une refonte du titre trente-deuxième: *De la comptabilité commerciale* du Code des obligations (CO). Actuellement sous forme d'avant-projet, ces modifications seront proposées dans un proche avenir sous forme de Message du Conseil fédéral aux Chambres; elles seront dès lors étudiées par les commissions et le parlement fédéral. Cette édition mentionne l'essence des modifications proposées par l'avant-projet dans les parties concernées par ce nouveau volet de mesures. Celles-ci peuvent cependant encore connaître des modifications d'abord dans le Message du Conseil fédéral puis au cours des délibérations au Parlement fédéral.

La recherche de la grandeur la plus pertinente pour évaluer les actifs et les dettes au bilan est une préoccupation permanente pour tous les intéressés par le domaine de l'information comptable. Dans le cadre de leur programme de convergence, l'International Accounting Standards Board (IASB) et le Financial Accounting Standards Board (FASB) ont placé l'étude approfondie de ce thème au centre de leurs préoccupations. Deux papiers de discussion ont été publiés dans ce sens en novembre 2005 et en novembre 2006. De nouvelles publications sont en cours. Les réponses à cette thématique vont tout naturellement influencer la notion de résultat.

La théorie comptable, et la théorie des comptes en particulier, constituent les bases de l'approche comptable.

Pour des raisons didactiques, le *volume 1* de la série *Maîtriser l'information comptable* a développé ces théories en se référant avant tout aux entreprises à raison individuelle.

Le *volume 2* étend, dans une *première partie*, l'application de ces bases théoriques aux principales autres formes d'entreprises, les sociétés. Il présente une approche commune et générale aux différentes formes de sociétés puis approfondit les spécificités de certaines d'entre elles.

Parmi les principes comptables, le principe de l'état complet des états financiers conduit, dans certains cas, pour une entité économique donnée, à la prise en compte d'une partie ou de la totalité des états financiers d'autres entités économiques avec

lesquelles des participations ont été conclues. Le *volume 2* propose ainsi une première approche de réunion des états financiers dans le cas de participations et dans celui des relations entre un siège ou établissement principal et ses succursales. Pour les deux, les auteurs ont voulu, par une étude aussi complète que possible, illustrer les problèmes rencontrés et proposer des solutions d'application.

Le processus d'évaluation préoccupe depuis longtemps théoriciens et praticiens, partagés entre le respect du principe de prudence et d'objectivité et celui de la rationalité. Les législations nationales et les cadres conceptuels comptables envisagent généralement plusieurs valeurs, le coût historique en particulier et la valeur actuelle. Pour son caractère d'objectivité le coût historique occupe cependant souvent une place privilégiée dans le processus d'évaluation.

Le *volume 2* propose, dans une *deuxième partie*, une approche approfondie des principales méthodes d'évaluation auxquelles il est possible de recourir dans le processus d'évaluation des éléments des états financiers; il présente ensuite une approche rationnelle d'utilisation des valeurs, c'est-à-dire celle qui prend en compte la valeur qui paraît le mieux appropriée pour le poste à évaluer en fonction des postulats de base et tout en respectant les principes comptables. Cette partie n'a donc pas pour ambition de donner une réponse définitive au problème de la valeur dans le processus d'évaluation mais de montrer, le plus complètement possible, les implications pratiques de l'utilisation des différentes valeurs proposées. Seule une bonne connaissance de ces implications permet à un utilisateur des états financiers de se faire une opinion avertie de la situation économique réelle de l'entreprise qui les publie.

Cette étude systématique a paru d'autant plus importante aux auteurs qu'en Suisse, en particulier, les inconvénients du coût historique sont de longue date corrigés par le recours aux réserves latentes, aux réserves de remplacement entre autres. Ces ajustements des comptes individuels sont cependant généralement établis de façon extracomptable au moment de la clôture des comptes. De plus, dans la présentation des comptes consolidés selon les normes comptables généralement reconnues, les valeurs actuelles, notamment pour les immobilisations corporelles détenues à des fins de rendement, sont souvent utilisées. L'approche proposée illustre l'utilisation systématique des valeurs appropriées, sur le plan interne au moins, et les ajustements à apporter au moment de l'établissement des états financiers pour tenir compte des règles légales de prudence autorisées. La *deuxième partie* de l'ouvrage s'accorde donc pleinement avec les dispositions du droit des sociétés anonymes et s'inscrit dans les préoccupations de l'IASB et du FASB en termes de valeurs évoquées ci-dessus.

L'approche approfondie de la valeur est illustrée par les cas de traitement comptable et d'évaluation des postes les plus significatifs du bilan: les effets de change, les emprunts par obligations, les titres, les stocks, les immobilisations corporelles et incorporelles. Sont aussi traités le crédit-bail et les opérations en devises. Pour chaque poste l'ouvrage analyse l'approche proposée par le Code des obligations, les International Financial Reporting Standards (IFRS) les Swiss GAAP RPC. Les analyses se réfèrent également aux directives comptables européennes.

Pour tenir compte de l'augmentation des exigences en matière d'information comptable sur le plan interne aussi bien qu'externe, le *volume 2* développe dans

une *troisième partie* les liens logiques entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion. Cette dernière est présentée aussi bien sous son utilité dans la gouvernance d'entreprise que comme outil indispensable pour la préparation des états financiers des entreprises de transformation. Elle permet en effet de produire des informations sur les processus d'activité et les centres de responsabilité mais aussi sur les segments d'activité (produits et secteurs géographiques) ou sur les secteurs opérationnels.

Le *volume 3* de la série aborde la question des retraitements et de la préparation des données en vue de l'analyse financière. Il propose une étude des incidences comptables des changements intervenus dans les activités. Il approfondit l'étude de l'évaluation des titres, en particulier celle des nouveaux instruments financiers, et propose une bonne préparation aux états financiers consolidés et à leur analyse.

Le *volume 4* réunit les exercices et les cas se rapportant aux volumes 2 et 3.

C'est avec beaucoup de reconnaissance que les auteurs pensent à toutes celles et tous ceux qui les ont secondés durant la préparation des différentes éditions de ces ouvrages.

Les auteurs tiennent aussi à remercier très chaleureusement Madame Flavia Catella, des Presses polytechniques et universitaires romandes, pour le grand soin qu'elle a porté au suivi de la production de cet ouvrage. Ils ont particulièrement apprécié sa compétence, sa disponibilité et son amabilité.

Chapitre 8

Les entités économiques sociétés

Le principe de l'entité économique qui ouvre, au chapitre 7 (vol. 1), le déroulement de la démarche comptable postule que, quel que soit son statut juridique, l'entreprise est une unité économique autonome, indépendante de son ou de ses propriétaires. *A priori* et de façon générale la théorie des comptes et la théorie comptable sont donc indépendantes du statut juridique des entreprises dont elles modélisent le fonctionnement financier.

Grâce à la grande adaptabilité du jeu des comptes, il est aisé de prévoir certains passages obligés de l'information comptable pour renseigner, par exemple, sur le montant des apports respectifs des associés d'une société de personnes ou sur l'état de la réserve générale d'une société anonyme (art. 671 CO) voire d'une société coopérative (art. 860 CO). Ces passages obligés sont fréquemment appelés par la loi comme le montrent les articles cités du *Code des obligations* (CO).

De plus certaines exigences légales, souvent liées à la protection des tiers (investisseurs et créanciers), imposent des procédures particulières qui ont une incidence sur les enregistrements comptables. C'est le cas par exemple pour la fondation d'une société anonyme ou pour la répartition de son résultat.

Ajoutons cependant que l'avant-projet de révision du Code des obligations: droit de la société anonyme et droit comptable du 2 décembre 2005 (avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005) propose de regrouper systématiquement toutes les dispositions générales de l'obligation de tenir une comptabilité et d'établir des comptes dans le titre trente-deuxième: De la comptabilité commerciale. Seules des dispositions particulières subsisteront dans le droit des différentes sociétés. Les articles 959 à 963 CO seront donc beaucoup plus étoffés que dans leur présentation actuelle; ils reprendront notamment les principes comptables de base fixés actuellement dans les articles 662 et suivants CO de la société anonyme, ces articles de référence, articles 662-670 CO, étant abrogés. Cet avant-projet fixe les règles en fonction de la taille des entités plutôt que de leur forme juridique; il précise les règles de base pour la tenue de la comptabilité et l'établissement des états financiers. Pour les règles plus élaborées, notamment celles exigées pour les états financiers des sociétés ouvertes au public ou pour les comptes

consolidés, il renvoie aux référentiels comptables généralement reconnus. Ces derniers gagneront donc en importance. La tenue de la comptabilité et l'établissement des états financiers seront donc coiffés par un droit comptable général comprenant tous les principes comptables et les exigences générales; ne subsisteront dans les droits spécifiques que des règles particulières¹.

L'ouverture de comptes spécifiques à certaines formes de sociétés ou l'enregistrement d'écritures particulières ne mettent aucunement en cause la théorie comptable.

La question des entités économiques sociétés consiste donc à identifier et analyser certains de leurs aspects particuliers ainsi qu'à proposer des solutions comptables adaptées à ces aspects particuliers. L'étude peut être menée de manière synoptique par famille de problèmes.

Ce chapitre comprend une présentation schématique de ces situations spécifiques. Les chapitres 10 et 11 reviennent plus en détail sur certaines règles propres aux sociétés en ce qui concerne les évaluations. L'augmentation ou la réduction d'activité ainsi que les assainissements et la cessation éventuelle d'activité seront traités dans le volume 3.

Va être examiné successivement, pour chacune des principales formes de sociétés, le traitement comptable des événements suivants:

- fondation de la société;
- relations financières des associés avec la société;
- détermination et répartition du résultat.

La section 8.4 traite de la présentation des états financiers et le chapitre 9 présente le cas particulier des succursales.

Avant cette étude, il est important de définir les principales entités que l'on range en général sous les titres d'entreprise, de société simple, de sociétés commerciales ou de société coopérative.

8.1 Définition de l'entreprise et des sociétés

La théorie comptable se développe indépendamment de la forme juridique que peuvent prendre les entités dont on veut suivre l'évolution financière. Les explications se fondent cependant généralement sur l'entreprise; les autres domaines d'application de la comptabilité se justifient par analogie.

Dans un premier temps, la comptabilité a été décrite comme faisant naturellement partie de *tout système économique autonome ouvert ayant pour but d'offrir sur le marché de façon rentable des prestations (biens ou services)*; le rôle assigné à la comptabilité étant de constituer un sous-système de contrôle du système entreprise.

¹ CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Modification du Code des obligations, *Rapport explicatif concernant l'avant-projet de révision du code des obligations: Droit de la société anonyme et droit comptable*, 2 décembre 2005.

Il faut bien admettre que la mise en place d'un système comptable adéquat n'est pas aussi naturel que voudrait le croire la théorie. Il a fallu dès lors légiférer.

Au moment d'introduire l'étude des opérations spécifiques aux sociétés généralement réglementées par le droit, il devient intéressant de proposer une définition juridique de l'entreprise et des sociétés.

8.1.1 L'entreprise

Par entreprise, on entend, au sens juridique, *une activité économique indépendante exercée en vue d'un revenu régulier* (art. 2 al. b de l'Ordonnance sur le registre du commerce du 17 octobre 2007, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008 (ORC)). On constate que l'on retrouve dans cette définition les idées d'autonomie et d'activité économique. On notera que pour l'Ordonnance sur le registre du commerce, *revenu* signifie en fait chiffre d'affaires et non bénéfice.

L'obligation de tenir une comptabilité est liée en Suisse à celle de *faire inscrire sa raison de commerce sur le registre du commerce* (art. 957 CO). En effet, selon l'article 36 de l'ORC, *toute personne physique qui exploite une entreprise en la forme commerciale et qui obtient, sur une période d'une année, une recette brute de 100 000 francs au moins (chiffre d'affaires annuel) doit requérir l'inscription de son entreprise individuelle au registre du commerce. Si une même personne exploite plusieurs entreprises individuelles, les chiffres d'affaires de ces entreprises sont additionnés lorsqu'il s'agit de déterminer l'obligation de s'inscrire.*

L'obligation de s'inscrire naît dès que des chiffres fiables concernant la recette brute annuelle sont disponibles.

Le respect du principe de l'entité économique peut se trouver en contradiction avec l'étendue réelle de la responsabilité personnelle du ou des propriétaires. Par exemple, le fait que le chef d'une entreprise individuelle tienne une comptabilité de son entreprise, indépendante de sa comptabilité personnelle ou familiale, ne l'empêche pas de répondre sur l'ensemble de ses biens en cas de faillite. Il retrouve aussi la même unité de patrimoine lorsqu'il remplit sa déclaration d'impôt.

Certains auteurs, comme cela a déjà été relevé au chapitre 7, pensent dès lors qu'une description de la situation privée des propriétaires personnellement responsables devrait être jointe aux états financiers qu'ils fournissent. Cette dernière remarque va s'étendre évidemment à la situation privée des associés personnellement responsables des sociétés dites, justement, sociétés de personnes.

8.1.2 Les sociétés

8.1.2.1 Introduction

La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent d'unir leurs efforts ou leurs ressources en vue d'atteindre un but commun (art. 530 al. 1 CO).

Notons que la fondation puis la détention d'une société par une seule et unique personne existe pour la société anonyme, S.A., (art. 625 CO) et la société à responsabilité limitée, S.à.r.l., (art. 772 CO). La société unipersonnelle reste au

sens large une société dans la mesure où elle est une entité juridique indépendante ouverte à la participation d'autres personnes. La société unipersonnelle est aussi prévue par la 12^e directive de l'Union européenne pour les S.à.r.l.². Il s'agit d'une société à personnalité juridique (voir ci-après) composée d'un seul associé. Cette forme extraordinaire de l'organisation individuelle correspond au besoin de l'entrepreneur de limiter son risque.

La définition très générale du Code des obligations recouvre des sociétés commerciales, des coopératives ou des sociétés simples qui poursuivent presque toujours un but lucratif, celui de se partager le bénéfice qui pourra résulter de l'union de leurs efforts et de leurs ressources. Il convient donc de reserrer la définition et de mettre en évidence les caractéristiques pouvant appeler un traitement comptable particulier.

On admettra de n'examiner que les sociétés qui poursuivent *normalement, mais pas nécessairement*, un but de nature économique, celui de partager des profits entre les associés comme dans les sociétés commerciales ou de favoriser et garantir *des intérêts déterminés de ses membres* comme dans la société coopérative. Enfin, il faut relever l'existence de la société simple que l'on définit négativement comme étant celle qui *n'offre pas les caractères distinctifs d'une des autres sociétés réglées par la loi* (art. 530 al. 2 CO).

Les sociétés désignées par la loi peuvent être classées en trois catégories selon qu'elles disposent complètement ou non d'une personnalité leur permettant d'*acquérir tous les droits et assumer toutes les obligations qui ne sont pas inséparables des conditions naturelles de l'homme, telles que le sexe, l'âge ou la parenté* (art. 53 CC).

Une société qui dispose d'une personnalité complète est une personne morale ou juridique, elle a une existence propre, un nom, la jouissance et l'exercice des droits civils. Elle est un sujet de droit distinct des personnes qui la composent, c'est le cas de la société anonyme, de la société à responsabilité limitée, de la société en commandite par actions ou de la société coopérative. Les autres formes de sociétés – simple, en nom collectif ou en commandite simple – conservent leur caractère contractuel bien qu'elles aient aussi acquis une certaine indépendance à l'égard de leurs membres. Elles forment une communauté qui dispose – *en fait, sinon en droit* – d'un *patrimoine propre et peut continuer à exister malgré le départ ou le décès de certains de ses membres*³.

Au moyen du critère de la personnalité, on peut donc distinguer trois catégories de sociétés:

1. Les sociétés de personnes sans personnalité juridique ou avec une personnalité juridique limitée ou quasi-personnalité, soit
 - la *société simple*, *S. simple* ou *SS*,
 - la *société en nom collectif*, *S.n.c.* ou *SNC*,
 - la *société en commandite simple*, *S. comm.* ou *SC*.

² Douzième directive du Conseil du 21 décembre 1989 en matière de droit des sociétés concernant les sociétés à responsabilité limitée à un seul associé (89/667/CEE), version consolidée, L.J.2007.

³ PATRY R., *Précis de droit suisse des sociétés*, Editions Staempfli, Berne, 1976, vol. I, p. 27.

2. Les sociétés de capitaux (société anonyme et sociétés assimilées) qui ont la personnalité juridique, soit
 - la *société en commandite par actions*, *S. comm. act.* ou *SCA*,
 - la *société anonyme*, *S.A.* ou *SA*,
 - la *société à responsabilité limitée*, *S.à.r.l.* ou *Sàrl*.
3. Une société qui ressortit à la fois de la société de personnes et de la société de capitaux,
 - la *société coopérative*, *S. coop.* ou *Coop.*

D'autres classements des sociétés existent, par exemple le Code des obligations distingue la société simple, les sociétés commerciales (*S.n.c.*, *S. comm.*, *S.A.*, *S. comm. act.*, *S.à.r.l.*) et la société coopérative. Ce classement est moins utile pour une approche comptable des entités sociétés qu'un classement fondé sur la responsabilité des associés et la personnalité éventuelle de la société.

Pour la comptabilité, ces diverses entreprises sont autant d'entités économiques sur lesquelles il faut appliquer son modèle. Cependant, la qualité de l'information va demander quelques traitements spécifiques en particulier à cause de la nature et de l'étendue des responsabilités prises par les associés et à cause de la personnalité juridique de la société. Dans certains cas ces traitements propres sont appelés ou même spécifiés par la loi.

Avant de présenter ces particularités du traitement comptable, il convient de décrire de façon succincte les différentes sociétés évoquées jusqu'ici. Seules leurs principales caractéristiques seront relevées en particulier lorsque ces dernières appellent un traitement comptable spécifique. Seront présentées d'abord, les cinq sociétés les plus courantes, soit la société simple, la société en nom collectif, la société anonyme, la société à responsabilité limitée et la société coopérative. Les autres sociétés, moins courantes, comme la société en commandite simple et la société en commandite par actions, seront définies par comparaison avec celles du premier groupe.

8.1.2.2 La société simple

La société simple est formée par deux ou plusieurs personnes ayant pour but de faire en commun des opérations bien déterminées et de se partager ensuite le résultat qui en découlera. Il y a notamment société simple lorsque les participants n'ont pas donné à leur accord les caractères distinctifs d'une autre société régie par la loi ; leurs affaires en participation sont dès lors régies par les dispositions légales concernant la société simple (art. 530 à 551 CO). En général, ces sociétés sont constituées pour une courte durée, limitée par celle des opérations entreprises. Ces dernières ne représentent souvent qu'un aspect des activités des associés.

Par exemple, il s'agira d'un consortium d'entreprises constitué en vue d'ériger un édifice public, d'un syndicat de banques regroupées pour prendre en charge l'émission et la souscription d'un emprunt par obligations lancé par une entreprise ou de l'accord entre deux partenaires pour l'achat, la mise en bouteilles et la vente d'une futaie de vin de Bordeaux.

Ces accords ne donnent pas lieu à une inscription au registre du commerce. En effet, la société simple est en fait plus proche d'un contrat que d'une société à proprement parler. Le titre vingt-troisième du CO qui traite de la société simple n'appartient d'ailleurs pas au chapitre sur les sociétés.

Les tiers ne connaîtront pas nécessairement les partenaires de l'associé avec lequel ils traitent. On parle de représentation directe si l'associé traite au nom de la société et de représentation indirecte lorsqu'il n'a pas mentionné sa qualité de représentant. Dans les deux cas ce dernier reste personnellement responsable. Cependant s'il a les pouvoirs internes de représentation tous les autres associés deviennent créanciers ou débiteurs du tiers (art. 543 al. 2 CO).

Impérativement chaque associé doit faire un apport qui peut consister en argent, en créances, en travail (le Code dit en industrie), en biens matériels et immatériels, par exemple. Ces apports ne sont pas nécessairement égaux. Il est particulièrement indiqué d'en fixer d'un commun accord la valeur au moment de la conclusion du contrat de société.

La société simple n'a pas l'obligation de dresser un compte de résultat et un bilan à la fin de chaque exercice annuel.

Par contre, au nom du principe général de sincérité et du principe de l'intégralité dans la tenue de la comptabilité, notamment, chaque associé, s'il est obligé de tenir une comptabilité, devra s'assurer d'un suivi comptable distinct des opérations qu'il entreprend au nom de la société et de celles entreprises par ses partenaires qui engagent aussi sa responsabilité.

Pour parvenir à déterminer le résultat périodique ou final d'une affaire en participation, il faudra bien localiser un compte de résultat voire un bilan. On le fait en général dans la comptabilité d'un des associés qui fonctionne comme chef de file du groupement. Cette comptabilité ouverte à la société simple peut être intégrée ou autonome, c'est une pure question technique.

Sauf convention contraire, chaque associé a une part égale dans les bénéfices et dans les pertes, quelles que soient la nature et la valeur de son apport (art. 533 al. 1 CO). Un associé qui n'a apporté que son industrie peut être *dispensé de contribuer aux pertes, tout en prenant une part dans les bénéfices* (art. 533 al. 3 CO). Néanmoins, notons que l'art. 533 al. 3 n'a qu'une portée interne et ne permet pas à cet associé d'échapper à sa responsabilité vis-à-vis des créanciers externes lorsque le patrimoine social ne suffit plus à répondre des dettes⁴.

8.1.2.3 La société en nom collectif

La société en nom collectif est régie par les art. 552 à 593 CO. Elle représente, environ, les 4 % des entreprises inscrites en Suisse au registre du commerce⁵.

⁴ CHAUDIER F., Droit suisse des affaires, Helbing et Lichtenbahr, Bruylant, L.G.D.J., Paris, 2004, p. 42.

⁵ En Suisse, on compte environ 484 200 entreprises inscrites au registre du commerce, dont environ 31 % d'entreprises individuelles (Source: *Feuille officielle suisse du commerce*, Berne, 2006). Les institutions et corporations de droit public ne sont pas comprises dans ce total.

La société en nom collectif est celle que contractent deux ou plusieurs personnes physiques, sous une raison sociale et sans restreindre leur responsabilité envers les créanciers de la société, pour faire le commerce, exploiter une fabrique ou exercer en la forme commerciale quelque autre industrie (art. 552 al. 1 CO).

Les associés ne peuvent être que des personnes physiques et forment une *communauté de personnes* dans laquelle chaque partenaire voit sa responsabilité personnelle engagée. La société en nom collectif n'est donc pas une personne morale même si elle possède certains attributs de la personnalité juridique, tels qu'une raison sociale sous laquelle elle peut *acquérir des droits et s'engager, actionner et être actionnée en justice* (art. 562 CO) ou tels qu'être soumise à la poursuite par voie de faillite (art. 39 LP). On dit parfois que la société en nom collectif dispose d'une *quasi-personnalité*.

Cette personnalité juridique limitée ressort aussi du fait que la responsabilité personnelle des associés est solidaire, illimitée – ils répondent sur tous leurs biens –, mais subsidiaire (art. 568 al. 3 CO) par rapport à la société qui doit avoir fait *l'objet de poursuites restées infructueuses* ou être *dissoute*.

Sauf convention contraire, les associés ont tous le droit de représenter la société, ils peuvent donc tous la gérer. On peut admettre dès lors qu'une telle communauté ne devrait comprendre que quelques membres; il ne faut pas trop de chefs.

Ces membres ont droit à un intérêt sur leur part d'actif social (*Kapitalanteil*); à défaut de disposition expresse, cet intérêt est de 4% (art. 558 al. 2 CO). Si le contrat le prévoit ils peuvent recevoir des honoraires qui sont *alors assimilés à une dette de la société*, c'est-à-dire qu'ils représentent une charge et non une part de bénéfice comme ce serait le cas si le contrat ne disait rien.

Les intérêts et les honoraires-charges peuvent être retirés en cours d'exercice, par contre il faut attendre la clôture annuelle des comptes pour bonifier et payer des parts de bénéfice.

Si l'apport a été diminué par des pertes antérieures, les associés ne toucheront des parts de bénéfice que lorsqu'ils l'auront reconstitué. Cette reconstitution se fera en général grâce à de nouveaux bénéfices, en effet *aucun associé n'est tenu de compléter son apport réduit par des pertes* (art. 560 al. 2 CO).

Les bénéfices à répartir entre associés doivent être soit payés, soit portés en compte courant d'un associé mais, en aucun cas, ils ne peuvent être ajoutés purement et simplement à l'apport initial sans accord des autres associés. En effet, l'article 559 al. 3 CO prévoit que chaque associé a le droit de s'opposer par un veto individuel à l'accroissement de la part sociale des autres. La société en nom collectif peut également créer des réserves auxquelles elle attribuerait les bénéfices de l'exercice.

Contrairement à ce qui se passe pour la société simple, la loi oblige la société en nom collectif à déterminer les bénéfices ou les pertes *sur la base du compte de profits et pertes et du bilan* (art. 558 al. 1 CO), ce qui implique la tenue d'une comptabilité. La tenue de cette dernière est d'ailleurs aussi appelée, comme on l'a vu, par l'obligation d'inscription au registre du commerce qui soumet la société en nom collectif aux articles 957 à 964 CO concernant la comptabilité commerciale.

8.1.2.4 La société anonyme

La société anonyme est régie par les articles 620 à 763 CO. Elle représente les 36% environ des entreprises inscrites en Suisse au registre du commerce. En Suisse, il s'agit de la forme juridique la plus couramment adoptée pour les sociétés. En Italie et en France, la société en nom collectif et l'association jouent un rôle non négligeable. En Allemagne et en France, la société la plus répandue est la société à responsabilité limitée.

La *société anonyme* est une société de capitaux, c'est-à-dire que l'actif social est la seule garantie des engagements de la société. *La société anonyme est celle qui se forme sous une raison sociale, dont le capital-actions est déterminé à l'avance, divisé en actions, et dont les dettes ne sont garanties que par l'actif social* (art. 620 al. 1 CO)⁶.

On ne confondra pas l'actif social, soit les moyens d'activité portés à l'actif du bilan, avec la fortune sociale, soit les capitaux propres, ni avec le capital-actions. Le montant de ce dernier, fixé par les statuts, est invariable sauf procédure spéciale; il est divisé en actions. Le capital-actions ne peut pas être inférieur à 100 000 francs et la valeur nominale de l'action inférieure à 1 centime⁷.

La responsabilité personnelle du ou des actionnaires n'est donc plus engagée dès lors qu'ils ont versé le capital souscrit. Ce dernier peut cependant n'être libéré que partiellement (§ 8.3.1.2.1). On doit noter que la responsabilité personnelle du ou des fondateurs, des administrateurs ou des réviseurs peut se trouver engagée pour des *dommages causés intentionnellement ou par négligence à leurs devoirs* (art. 753 à 761 CO).

La société anonyme est donc une entité indépendante de ses membres, les actionnaires, à laquelle le législateur confère la personnalité juridique. La société anonyme est une personne morale. Elle peut être unipersonnelle comme l'indique l'article 625 CO: *Une société anonyme peut être fondée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales ou par d'autres sociétés commerciales*⁸.

La garantie limitée que représente l'actif social pour les tiers fait que le législateur a fixé de nombreuses règles quant à la présentation des états financiers de la société anonyme et quant à la manière de mener certaines étapes de la vie de l'entreprise, telles la fondation, l'augmentation et la réduction du capital, l'évaluation du résultat ou la distribution du bénéfice. Dans la mesure où ces règles ont une incidence comptable, elles seront décrites plus particulièrement (vol. 2 et 3) dans le cadre de l'étude des opérations comptables spécifiques relatives aux sociétés commerciales.

⁶ L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 propose la définition suivante: La société anonyme est une société de capitaux que forment une ou plusieurs personnes ou sociétés commerciales. Son capital-actions doit être fixé dans les statuts. Ses dettes ne sont garanties que par la fortune sociale (art. 620 al. 1).

⁷ L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 prévoit que les actions ont une valeur nominale supérieure à zéro centime (art. 622 al. 2).

⁸ Le CO en vigueur jusqu'à fin 2007 prévoyait que leur nombre ne pouvait être inférieur à trois.

8.1.2.5 La société à responsabilité limitée

La société à responsabilité limitée est une société de capitaux à caractère personnel que forment une ou plusieurs personnes ou sociétés commerciales (art. 772 al. 1 CO). Elle est régie par les articles 772 à 827 CO. Ces dernières années le nombre de sociétés à responsabilité limitée a crû très fortement. Elle représente les 19% environ des entreprises inscrites au registre du commerce.

Tous les associés, pouvant être des personnes physiques ou morales, participent au capital; on relèvera de plus que dès la fondation la société unipersonnelle est admise, le capital social ne peut être inférieur à 20 000 francs et doit toujours être entièrement libéré; il n'y a pas de limite maximale. Chaque associé détient au moins une part sociale du capital dont la valeur nominale ne peut pas être inférieure à 100 francs. Cette valeur peut être réduite à un franc lors d'un assainissement. La société est fondée par un acte passé en la forme authentique. Les parts sociales, même si elles sont constatées par un titre, ne sont pas des titres au porteur pouvant donner lieu à des transactions sur le marché des capitaux comme par exemple des actions: elles ne constituent qu'un *titre de preuve ou un papier-valeur nominatif* (art. 784 al. 1 CO; art. 974 à 977 CO) et leur transfert requiert l'approbation de l'assemblée des associés qui peut le refuser. Les statuts peuvent cependant déroger à cette réglementation (art. 786 CO).

Le *caractère personnel* de la S.à.r.l. ressort particulièrement du fait que les associés ne sont pas anonymes car leur identité doit être inscrite au registre du commerce (art. 791 CO) et qu'on attend en principe qu'ils *exercent collectivement la gestion de la société*. Les statuts peuvent régler la gestion de manière différente (art. 809 al. 1 CO). La responsabilité des associés est en principe limitée à la libération effective du capital social (les statuts peuvent prévoir des obligations de versements supplémentaires, art. 772 al. 2 CO) ainsi qu'à sa préservation en appliquant par analogie les dispositions correspondantes du droit des sociétés anonymes, notamment en matière de vérification des apports en nature et des reprises de biens et de désignation d'un organe de révision (art. 818 CO).

8.1.2.6 La société coopérative

La société coopérative est régie par les art. 828 à 926 CO. Elle représente, environ, les 2% des entreprises inscrites en Suisse au registre du commerce.

La société coopérative est celle que forment des personnes ou des sociétés commerciales d'un nombre variable, organisées corporativement, et qui poursuit principalement le but de favoriser ou de garantir, par une action commune, des intérêts économiques déterminés de ses membres (art. 828 al. 1 CO).

La société coopérative est proche d'une société de capitaux, dans la mesure où, sauf convention contraire (art. 833 al. 1 ch. 5 CO), les associés ne sont pas personnellement responsables. Cependant elle est proche aussi d'une société de personnes car ses membres forment une association de personnes qui *peut recevoir en tout temps de nouveaux membres* (art. 839 al. 1 CO) qui peuvent en principe exercer librement leur droit de sortie. Leur union repose sur l'idée d'une communauté économique et de la défense mutuelle des participants. Ces derniers devraient donc collaborer plus ou moins activement au sein de la société. Cette

solidarité entre associés est aussi soulignée par l'égalité imposée par la loi qui interdit un traitement différencié entre les associés, en particulier en cas de participation financière différente. Chaque membre a droit à une seule voix.

De plus, ce n'est pas le fait de posséder une ou plusieurs parts sociales qui confère la qualité d'associé, mais l'acceptation par l'administration, voire l'assemblée générale, d'une *déclaration d'entrée* présentée par écrit.

La coopérative est donc une *société ouverte*. Les statuts peuvent prévoir des conditions particulières d'admission et d'exclusion qui ne doivent cependant pas être trop limitatives. En particulier, le Code précise que les conditions d'admission *ne doivent pas rendre l'entrée onéreuse à l'excès* (art. 839 al. 2 CO). Une condition d'admission sera, par exemple, la non-appartenance à une société concurrente.

Sept membres au moins doivent prendre part à la constitution d'une société coopérative (art. 831 al. 1 CO). Lorsque le nombre des associés tombe au-dessous de ce chiffre, les dispositions du droit de la société anonyme relatives aux carences dans l'organisation s'appliquent par analogie (art. 831 al. 2 CO).

Le capital social d'une société coopérative est donc essentiellement variable. Il est divisé en parts sociales. Notons qu'il peut exister des sociétés coopératives sans capital social dont les besoins financiers sont alors assurés par des cotisations versées par les membres (art. 832 ch. 3 CO).

La garantie limitée que représente l'actif social pour les tiers fait que le législateur exige, avant une éventuelle distribution de bénéfice, la constitution d'une réserve. Normalement la répartition du solde de bénéfice devrait se faire sous la forme d'une *ristourne* calculée en proportion des affaires que chaque associé a menées avec la société. Sauf convention contraire, un associé qui n'a pas utilisé les institutions de la coopérative ne doit rien toucher.

Dès son inscription au registre du commerce, la société coopérative devient une personne morale, dont la comptabilité sera dressée *en conformité des règles établies dans le titre de la comptabilité commerciale* (art. 858 al. 1 CO). Les sociétés de crédit et les sociétés d'assurance concessionnaires sont soumises aux règles prescrites pour le bilan des sociétés anonymes (art. 858 al. 2 CO).

8.1.2.7 Les autres sociétés

Deux sociétés commerciales n'ont pas été décrites car elles sont très peu nombreuses en Suisse. On en donnera cependant quelques caractéristiques.

La *société en commandite simple* est une société de personnes dans laquelle un au moins des associés est indéfiniment responsable, le *commandité*, tandis qu'un ou plusieurs autres, appelés *commanditaires*, ne sont tenus solidairement que jusqu'à concurrence d'un apport déterminé, la *commandite*. Ce montant fixe est inscrit au registre du commerce.

Les commandités sont des personnes *physiques*, personnellement, indéfiniment, solidairement et subsidiairement responsables comme le sont les associés d'une société en nom collectif, dont le but est de gérer l'entreprise; les commanditaires sont des personnes *physiques ou morales* dont la motivation n'est en principe que financière.

La société en commandite simple a aussi une quasi-personnalité juridique. Très peu courante, elle représente moins de 1 % des entreprises inscrites au registre du commerce en Suisse.

La société en commandite simple est régie par les articles 594 à 619 CO. Précisons que la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (Loi sur les placements collectifs, LPCC) prévoit la société en commandite de placements collectifs dont le but exclusif est le placement collectif. Au moins un associé est indéfiniment responsable, les autres associés (commanditaires) n'étant responsables que jusqu'à concurrence d'un montant déterminé (commandite) (LPCC art. 98).

La *société en commandite par actions* doit compter un ou plusieurs membres, indéfiniment responsables des engagements sociaux, qui forment l'administration de la société. Le capital social est divisé en actions dont une partie doit avoir été souscrite et libérée par un ou des commanditaires dont la responsabilité est semblable à celle des actionnaires d'une société anonyme. *Les règles de la société anonyme sont applicables, sauf dispositions contraires, à la société en commandite par actions* (art. 764 al. 2 CO). Cette dernière est régie par les articles 764 à 771 CO. Notons que la société en commandite par actions a pratiquement disparu en Suisse comme à l'étranger.

Le résumé synoptique du tableau 8.1 permet d'embrasser d'un seul coup d'œil les caractéristiques principales des cinq formes juridiques de sociétés les plus répandues. Toutes ces caractéristiques n'ont pas donné lieu à un commentaire, on se référera au *Code des obligations* ou à un traité spécialisé pour en savoir plus long. Les points qui ont été relevés permettent cependant de passer aux aspects comptables propres aux sociétés.

8.2 Traitements comptables de la société simple

8.2.1 Introduction

Comme cela a déjà été souligné, il n'y a pas de comptabilité des sociétés à proprement parler mais seulement un certain nombre de traitements particuliers appelés par le droit des sociétés et par le respect de la démarche comptable. Cependant, avant de traiter des sociétés qui forment de façon claire des entités économiques et comptables et qui peuvent de ce fait être étudiées simultanément, il convient d'examiner le cas particulier de la société simple.

Lorsque des associés font des apports sous forme d'argent, de créances, d'autres biens ou en industrie pour atteindre un but commun (art. 530 al. 1 et 531 al. 1 CO), ils devront bien à un moment donné établir des comptes pour déterminer leur situation financière respective. Cependant, comme l'entreprise commune se confond souvent avec leurs propres affaires, l'analyse des situations n'est pas toujours aisée et les problèmes comptables sont souvent difficiles à démêler. On dit parfois que la société simple est une double menteuse car d'une part elle n'est pas véritablement une société destinée à exploiter une entreprise commerciale mais plutôt un contrat pour coordonner certaines activités des associés et d'autre

Tableau 8.1 Résumé synoptique sur les sociétés.

NOM	SOCIÉTÉ SIMPLE	SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF	SOCIÉTÉ ANONYME	SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
ABRÉVIATION	S. simple ou SS	S.n.c. ou SNC	S.A. ou S.A.	S.àr.l. ou Sàrl	S.coop. ou Coop
ARTICLES CO	530 à 551	552 à 593	620 à 763	772 à 827 CO	828 à 926
INSCRIPTION RC (=> COMPTABILITÉ COMMERCIALE)	non	oui	oui	oui	oui
RAISON SOCIALE	non	oui	oui	oui	oui
PERSONNALITÉ JURIDIQUE	non	quasi-personnalité	personne morale	personne morale	personne morale
FONDATION	contrat de société (pas de forme imposée)	contrat de société (pas de forme imposée)	acte authentique (statuts, organes désignés)	acte authentique (statuts, organes désignés)	forme écrite (statuts, organes désignés)
ORGANES	—	—	assemblée gén., conseil d'administration, organe de révision (sauf exception)	assemblée des associés, un ou des gérants (facultatif), organe de révision (sauf exception)	assemblée gén., conseil d'administration, organe de révision
ASSOCIÉS					
nombre	au moins 2	au moins 2	un ou plusieurs	un ou plusieurs	au moins 7 (en principe)
personnes	physiques ou morales	physiques	physiques ou morales	physiques ou morales	physiques ou morales
responsabilité	personnelle, illimitée, solidaire (selon les règles de la représentation)	personnelle, illimitée, solidaire subsidiairement	limitée à la part au capital (+ responsabilité administration et contrôle)	limitée à la fortune sociale sauf dispositions contraires des statuts	limitée à la part sociale sauf convention contraire
entrée/sortie	entraîne dissolution sauf convention contraire	entraîne dissolution sauf convention contraire	en principe aisée (sauf act. nom. et nom. liées)	requiert l'approbation de l'assemblée des associés (les statuts peuvent déroger à cette règle)	libre mais sous conditions selon statuts (porte ouverte)
droit de gérer	tout associé	tout associé	toute personne élue par l'assemblée générale	les associés ou un ou des gérants (voir statuts)	tout associé élu par l'assemblée générale
droit de vote	—	—	selon le nombre d'actions (év. selon privilèges)	—	1 voix par associé (égalité entre associés)

Tableau 8.1 Résumé synoptique sur les sociétés (suite).

NOM	SOCIÉTÉ SIMPLE	SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF	SOCIÉTÉ ANONYME	SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
CAPITAL INITIAL					
minimum	—	0	100 000	20 000	0
maximum	—	aucun	aucun	aucun	aucun
libération partielle	—	non	oui, minimum nécessaire 20%, au moins 50 000	non	non
division	—	non	en actions (év. de montants différents, minimum 1 centime)	En parts sociales (minimum 100 francs)	en parts sociales de montant égal
fixe	—	non	oui	oui	non
variable	—	oui, si aucun des associés ne s'y oppose	modification qualifiée	sur décision de l'assemblée des associés	variable par essence
RÉMUNÉRATION ASSOCIÉ					
honoraires	non	oui (si convention)	non	non	non
intérêt sur la part sociale	non	oui (4% par défaut)	non	non	non
BÉNÉFICE					
réserve générale obligatoire	non	non	oui	oui	oui
distribution	parts égales sauf convention contraire	si pertes éponnées et apport reconstitué comme société simple	pour cent de la valeur nominale des actions (dividende) + autres affectations	pour cent de la valeur nominale des parts (dividende) + autres affectations	non mais distribué sous forme de ristourne ou évent. «dividende»
PERTES					
	parts égales sauf convention contraire	parts égales sauf convention contraire	couvertes par réserves ou figurent au bilan	figurent au bilan, couvertes par réserves ou des versements supplémentaires des associés si les statuts le prévoient	idem SA sauf si apports supplémentaires convendus

part elle n'est pas simple. Au point de vue comptable elle est en effet assez complexe.

Les sociétés simples ou les *sociétés en participation* comme les appelle le droit français posent un problème intéressant du point de vue de la théorie comptable, celui du respect du *principe de la prééminence de la réalité sur l'apparence (substance over form)* (chap. 7). Ce dernier indique que les transactions et les autres éléments de la vie de l'entité économique entreprise doivent être enregistrés et présentés conformément à leur nature économique et à la réalité financière qu'ils représentent, sans s'en tenir uniquement à leur apparence juridique.

Le traitement comptable de ce type d'affaires doit donc s'efforcer d'arbitrer ce conflit entre d'un côté la *réalité économique* du contrat qui lie les participants et de l'autre côté l'*apparence juridique* du contrat qui lie les participants à l'égard des tiers. Plusieurs problèmes vont se poser.

- Comment traiter en comptabilité la valeur économique de l'apport, biens ou mises de fonds, que chaque associé est tenu impérativement de faire (art. 531 al. 1 CO)? Généralement ces biens, qui sont donc réservés à la réalisation des objectifs de la participation, restent propriété de chaque participant qui n'en cède que l'usage. Cependant, il est aussi possible que certains apports soient remis en propriété commune de tous les participants.
- Comment traiter la question des biens créés ou acquis dans le cadre de la participation et réservés à son usage exclusif, en tenant compte du fait que la société simple n'a pas de personnalité juridique, donc pas de patrimoine, et qu'il est impossible de traiter en son nom?
- Comment mesurer le résultat annuel ou ponctuel de l'activité sociale?

De plus il est indispensable que chacun des associés tienne compte, au sens littéral du terme, de ses propres engagements et des engagements que ses associés prennent pour lui dans le cadre de l'affaire commune.

En effet, dans le cas normal de la représentation directe, lorsqu'un associé, qui dispose des pouvoirs de représentation nécessaires, traite avec un tiers *ostensiblement* au nom de la société ou plus justement au nom de tous ses associés pris individuellement, ces derniers deviennent immédiatement créanciers ou débiteurs de ce tiers.

En matière de tenue régulière de la comptabilité, on peut répondre à ces questions en soulignant, au nom des *principes de clarté, de l'état complet et de non-compensation* notamment, la nécessité d'une identification claire et analytique des opérations menées dans le cadre de la participation dans la comptabilité de chaque participant. Il sera indispensable aussi, au moins chez l'un d'eux qui deviendra le gérant, de tenir une comptabilité complète, intégrée ou autonome de l'affaire.

Au nom du *principe du degré de développement adéquat*, on choisira le plan de comptes adapté à la complexité des affaires traitées en commun. Ces comptes ne représentent cependant que des subdivisions du plan de comptes minimum qui va être étudié ici.

Des comptes propres à la participation vont donc être intégrés dans la comptabilité de chaque associé; si les affaires portent sur une longue durée et qu'elles

s'avèrent assez complexes, il serait judicieux de les traiter de façon autonome en utilisant la technique des comptes de liaison ou comptes réfléchis.

8.2.2 Analyse

L'analyse des problèmes comptables propres aux affaires en participation passe par l'examen des trois aspects suivants: aspect statique, aspect cinétique et élaboration logique de l'information.

8.2.2.1 Aspect statique

Plusieurs partenaires engagés dans les affaires ont convenu d'unir leurs efforts et leurs ressources dans le but de mener en commun certaines opérations bien déterminées.

Même si les partenaires ne mènent pas de façon ostensible leurs affaires communes, il est nécessaire qu'ils en tiennent une comptabilité, en particulier pour partager équitablement les bénéfices ou les pertes. Les affaires en commun forment une sous-entité commune qui doit être contrôlée pour elle-même.

8.2.2.2 Aspect cinétique

Les principaux événements ayant une incidence comptable dans le cadre des opérations liées à la participation se divisent en deux groupes, les opérations relatives à l'activité proprement dite, à l'exploitation, et celles relatives à l'investissement en moyens d'activité et à son financement.

Opérations d'exploitation

- un associé fournit des matières premières dans le cadre d'une opération commune;
- un associé facture des services à la société;
- un associé acquiert des biens ou des services liés aux activités de la société;
- un associé vend des marchandises ou d'autres prestations au nom de la société.

Opérations d'investissement

- les associés apportent à la participation des biens ou des fonds, apports en usage ou en propriété;
- un associé acquiert pour la société des installations ou d'autres biens d'investissement.

8.2.2.3 Elaboration logique de l'information

Sur le plan de l'*organisation comptable*, on peut envisager trois approches:

1. Chaque associé tient la comptabilité de toutes les opérations relatives à la participation, ce qui implique que chacun des associés informe tous les autres des opérations qu'il mène pour leur société. Cette solution est lourde puisque le même travail est répété par chaque associé.
2. Les associés confient à l'un d'entre eux, le gérant, qu'ils avisent régulièrement de leurs transactions relatives à la participation, le soin de tenir les comptes de

la société. Eux-mêmes se contentent de comptabiliser la contrepartie des opérations qu'ils mènent pour la participation par le compte courant ouvert à l'associé-gérant. On parle dans ce cas de *comptabilité centralisée*.

3. Chaque associé n'enregistre que les opérations qui le concernent. À la fin de l'opération ou à la fin d'un exercice comptable, on procède au regroupement matériel des documents comptables et au cumul des opérations analogues, par exemple celui des ventes réalisées par les divers associés, en éliminant les opérations réciproques. On parle dans ce cas de *comptabilité dissociée*.

La première de ces approches consiste donc à répéter, chez chaque associé, une prise en compte de toutes les opérations. C'est une solution qui convient bien pour des sociétés occasionnelles, telles que les affaires en participation ou les opérations d'émission des banques⁹; elle se justifie aussi dans le cadre de participations avec l'étranger.

La *comptabilité centralisée* permet d'alléger la comptabilisation chez les associés non gérants qui n'enregistrent que les opérations les concernant. Cette deuxième approche convient bien à des opérations de longue durée, par exemple, dans le cadre d'un consortium de construction. Seul le gérant tient une comptabilité complète et il informe ses partenaires des résultats obtenus et des montants sur lesquels doivent porter les règlements.

On renonce à analyser plus avant le cas de la *comptabilité dissociée*. Cette troisième approche pose plutôt des problèmes d'organisation matérielle que d'organisation comptable.

Il faut noter enfin que les trois approches décrites comptent des variantes, notamment en matière d'intégration ou de non-intégration des comptes de la participation dans les comptes du gérant. Cependant ces variantes d'application répondent aux mêmes principes que ceux dégagés par la solution schématique.

Néanmoins, quelle que soit la solution choisie, le problème logique reste le même.

Le plan comptable qui permet de suivre les opérations spécifiques relatives aux affaires en participation comprend trois catégories de comptes:

1. Des comptes de gestion pour enregistrer les opérations réalisées par les participants dans le cadre des activités de la société simple. Ces opérations sont de trois types seulement: les *charges identifiables*, les *charges non identifiables* et les *produits*. Ces charges et ces produits sont ensuite virés dans un compte de résultat intitulé, par exemple, *Participation* ou *Résultat du consortium*. Les *charges identifiables*, telles que des achats de matières ou de services extérieurs ou des frais financiers, peuvent être attribuées directement au consortium, par comptabilisation directe ou par virement à partir du crédit des comptes de charges concernés. L'information du partenaire gérant (comptabilité centralisée) ou de tous les associés se fait au moyen de notes de débit.

⁹ CHAMBRE FÉDÉRALE SUISSE, *Manuel suisse d'audit*, Zurich, 1998, § 2.3417c.

Les *charges non identifiables* sont le résultat d'un regroupement de charges, voire d'un calcul de coût tiré de la comptabilité de gestion, tel que des charges de personnel ou des coûts de fabrication, qui sont facturés à la participation par le crédit d'un compte *Transferts de charges*. Il y aura aussi création de notes de débit. Le compte *Transferts de charges* est un compte négatif de charges (ou de Produits diminutifs de charges) dont le solde est généralement viré en négatif au débit du compte d'exploitation des activités propres de l'associé.

Les *produits*, quant à eux, peuvent être attribués directement au consortium, par comptabilisation directe ou par virement du compte ordinaire de produits de l'associé qui a réalisé l'affaire. L'information sur ces ventes sera transmise par des notes de crédit.

Pour ce qui concerne les charges identifiables ou non identifiables, il est clair qu'elles sont «refacturées» à la participation à leur coût de revient ou à un prix forfaitaire convenu ce qui allège considérablement les opérations comptables. Il ne serait pas normal que les associés prennent une marge commerciale à l'avance sur des opérations communes.

2. Des *comptes courants* ouverts à chacun des coparticipants qui enregistrent les opérations qu'ils mènent au nom de la participation et les transferts de fonds entre associés notamment au moment du règlement périodique ou final. Ces comptes courants tiennent à jour la position débitrice ou créancière de chaque associé envers le consortium.
3. Un ou des comptes d'actif, *Immobilisations en participation*, pour les biens qui figurent dans les comptes de l'associé acquéreur mais dont il n'est propriétaire effectif que d'une part (selon sa quote-part contractuelle), cas de la propriété en main commune¹⁰; avec en contrepartie un ou des comptes de passif, *Dettes rattachées à la participation*, pour la part de ces biens communs appartenant aux autres associés.

Chez le participant non gérant, voire chez le gérant non acquéreur direct, on trouve alors un ou des comptes d'actif *Créances rattachées à la participation* pour la part qu'il finance.

Dans les cas d'affaires importantes et de longue durée, on porte aussi dans le ou les comptes d'immobilisations en participation les biens remis en jouissance, avec en contrepartie un compte de passif, *Dettes rattachées à la participation* en faveur du participant qui a apporté le bien. C'est le cas notamment lorsque les biens apportés en jouissance n'ont pratiquement pas d'autre destination que d'être engagés dans les opérations de la société simple.

¹⁰ Voir plus loin les explications de Patry sur la propriété en main commune (§ 8.2.3.3 *Observation II*).

8.2.3 Formalisation logique du traitement comptable

8.2.3.1 Formalisation logique du traitement comptable chez l'associé gérant

La figure 8.2 montre schématiquement le fonctionnement du plan de comptes minimum chez l'associé gérant du consortium, voire chez chacun des associés.

Les opérations courantes relatives aux affaires en participation représentées dans le schéma de comptabilisation sont les suivantes :

1. Charges identifiables telles que le coût d'acquisition des matières consommées ou des marchandises vendues par la participation, les salaires, les frais financiers, etc.
 - 1.1. remises par l'associé gérant,
 - 1.2. remises par les autres participants.
2. Charges non identifiables telles que les services facturés à la participation
 - 2.1. par l'associé gérant,
 - 2.2. par les autres participants.
3. Chiffre d'affaires de la participation
 - 3.1. réalisé par l'associé gérant,
 - 3.2. réalisé par les autres participants.
4. Acquisition par l'associé-gérant d'une installation destinée à la participation
 - 4.1. part payée par l'associé-gérant,
 - 4.2. part de l'installation financée par les autres participants.
5. Inscription de la quote-part de remboursement des créances et dettes rattachées correspondant aux amortissements récupérés sur les installations du consortium.
 - 5.1. remboursement de dettes rattachées,
 - 5.2. remboursement de créances rattachées.

En effet, les créances et dettes rattachées à une immobilisation commune doivent être remboursées au fur et à mesure qu'il a été possible de récupérer les fonds engagés par la vente des prestations du consortium. La récupération de ces fonds correspond à la charge d'amortissement comprise dans le coût des prestations ou des produits vendus.

Cette opération illustre particulièrement bien les deux buts de la dotation aux amortissements qui sont, d'une part l'enregistrement du vieillissement de l'immobilisation, d'autre part la récupération des fonds correspondant à la somme investie dans l'immobilisation.
6. Charges d'amortissement de l'installation commune.
7. Virements des charges et des produits relatifs au consortium.
8. Virement du résultat de la participation
 - 8.1. part de l'associé gérant,
 - 8.2. part des autres participants.
9. Règlement des soldes entre associés.
10. Virement des charges non identifiables portées au compte du consortium.

N.B. Les opérations d'ajustement de fin de période, la dotation à des provisions notamment, et les opérations d'évaluation ne diffèrent pas pour la société simple de celles qu'on mène dans le cadre de la clôture des comptes des autres entreprises.

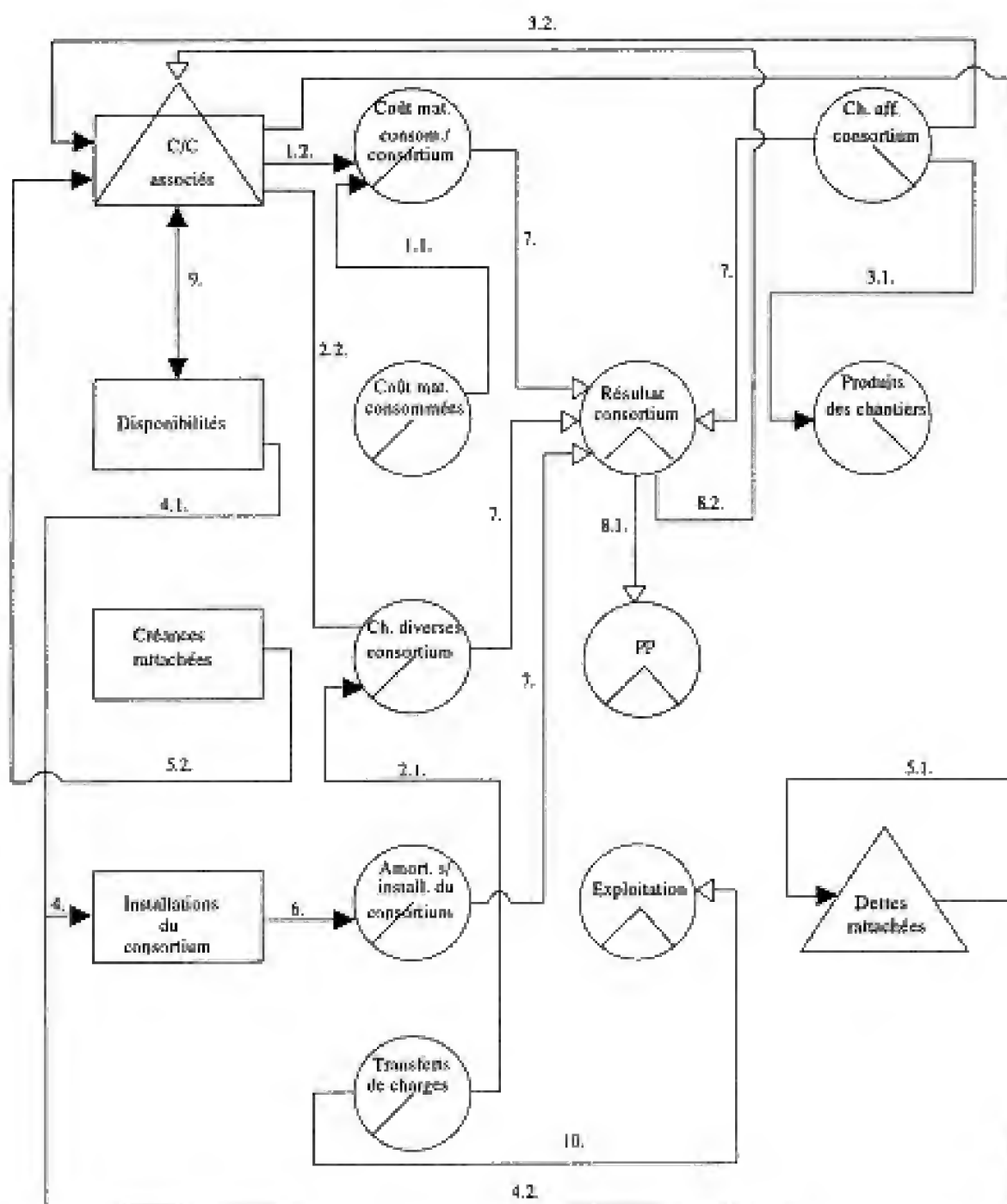


Fig. 8.2 Fonctionnement du plan de comptes minimum chez l'associé gérant en cas de comptabilité centralisée, voire chez chaque associé.

NOTES

- Si l'on désire suivre le cheminement des éléments non consommateurs de fonds de roulement, il faudrait subdiviser d'une part les transferts de charges en transferts de charges consommatrices de fonds de roulement et en transferts de charges non consommatrices de fonds de roulement, d'autre part les charges diverses du consortium en charges diverses consommatrices de fonds de roulement et charges diverses non consommatrices de fonds de roulement.
- Certains virements de charges telles que des frais financiers, par exemple, ne toucheraient pas le compte d'exploitation mais iraient directement au compte de pertes et profits.

8.2.3.2 Formalisation logique du traitement comptable chez l'associé non gérant

Dans le cas d'une comptabilité centralisée, la formalisation logique du traitement comptable est simplifiée chez les associés non gérants. La figure 8.3 reprend parmi les opérations courantes déjà représentées dans la figure 8.2, celles qui seront au minimum enregistrées chez un associé non gérant. Les numéros d'opérations sont conservés.

- 1.2. Charges identifiables telles que le coût d'acquisition des matières consommées ou des marchandises vendues par l'intermédiaire de la participation, les salaires, les frais financiers, etc.
- 2.2. Charges non identifiables telles que les services facturés au prix coûtant à la participation.
- 3.2. Ventes réalisées pour la participation (pour le CAMV voir 1.2.).
- 4.2. Versement à l'associé gérant pour l'acquisition d'une installation commune¹¹.
- 5.2. Remboursement par l'associé gérant de la quote-part de dettes rattachées correspondant aux amortissements récupérés sur les installations du consortium.
- 8.2. Enregistrement d'une part de bénéfice du consortium.
9. Règlement des soldes entre les associés.
 - a. Virement du coût des matières consommées sauf celles livrées au consortium.
 - b. Virement des charges non identifiables facturées au prix coûtant à la participation.
 - c. Virement du chiffre d'affaires sauf celui réalisé pour le consortium.
 - d. Virement de la quote-part de bénéfice du consortium.

8.2.3.3 Observations

Cette formalisation logique de base du traitement comptable appelle une série d'observations importantes.

Observation 1: simplification de la procédure comptable

Dans le courant de l'activité de la société, des présentations moins analytiques que celles présentées dans la figure 8.2 peuvent parfois être admises. Le Manuel suisse d'audit accepte comme alternative à la solution de base qu'il soit fait au bilan de l'associé outre les créances ou les dettes éventuelles envers la société simple une mention de la part du capital investi dans la société simple uniquement¹². Ce qui signifie la compensation des actifs en propriété apparente et des dettes rattachées, et leur inscription dans une seule rubrique.

Le Manuel donne cependant sa préférence à une présentation plus analytique des comptes annuels et dès lors du suivi comptable. Pour le bilan, il précise

¹¹ Si un associé non gérant acquiert la machine, l'opération est traitée de manière identique mais, par l'intermédiaire des comptes courants, toutes les immobilisations du consortium doivent figurer in fine dans la comptabilité du gérant, peu importe la situation géographique réelle de ces immobilisations.

¹² CHAMBRE FIDUCIAIRE SUISSE, *op. cit.*, § 2.3417c.

8.2. (Si bénéfice)

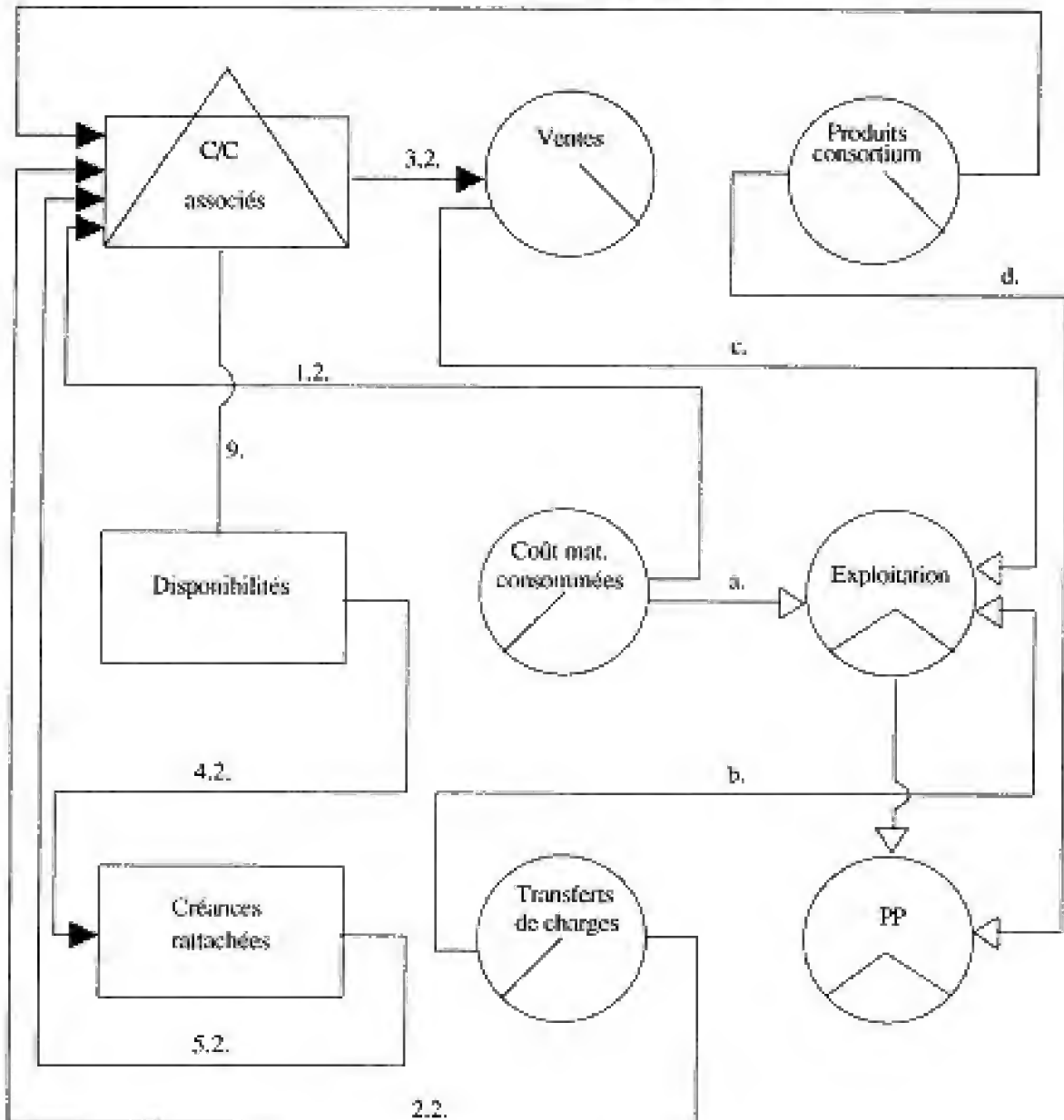


Fig. 8.3 Fonctionnement du plan de comptes minimum chez un associé non gérant, voire chez chaque associé en cas de comptabilité dissociée. (Même situation qu'à la figure 8.2.)

NOTES

- Si l'on désire suivre le cheminement des éléments non consommateurs de fonds de roulement, il faudrait subdiviser d'une part les transferts de charges en transferts de charges consommatrices de fonds de roulement et en transferts de charges non consommatrices de fonds de roulement, d'autre part les charges diverses du consortium en charges diverses consommatrices de fonds de roulement et charges diverses non consommatrices de fonds de roulement.
- Certains virements de charges telles que des frais financiers, par exemple, ne toucheraient pas le compte d'exploitation mais iraient directement au compte de pertes et profits.

qu'une mention séparée de la part des actifs et des dettes de la société simple (par exemple «part 40 % aux actifs du consortium de construction XY» et «part 40 % aux passifs du consortium de construction XY»). Si le bilan de la société simple ne comporte que peu de postes, une mention de la part à chaque actif ou chaque dette de la société simple sous les rubriques correspondantes du bilan de la société participante (par exemple pour les investissements en capitaux ou crédits en consortium) est possible ; lorsque les parts aux actifs et passifs figurent pour un seul montant de chaque côté du bilan, une ventilation dans l'annexe est indiquée¹³.

Observation II: traitement comptable des apports en nature des associés

La formalisation du traitement comptable proposée met en évidence l'aspect entité économique de la société en participation. Non seulement en faisant ressortir l'exploitation commune, mais aussi en faisant apparaître de façon distincte les actifs communs et les parts de financement des participants, ainsi que la part des engagements pris par chaque participant dans le cadre d'un financement par des fonds étrangers à la société.

On remarquera qu'il n'est pas prévu d'enregistrer les apports en nature que les associés remettent en jouissance à la société. Ces biens figurent en tant que tels dans la comptabilité des associés qui en ont gardé la propriété individuelle, la consommation effectuée est simplement facturée à la participation comme le montrent les opérations 1 et 2 ci-dessus. Une éventuelle remise de fonds à un associé gérant serait, quant à elle, débitée au compte courant ouvert à ce dernier.

Cependant, lorsque le principe de l'importance relative le demande, parce que le contrat porte sur des sommes considérables ou que l'opération est de longue durée, on peut ouvrir un compte d'actif *Participations à des consortiums* chez tous les associés. Ce compte, qui permet de déterminer dans la comptabilité de l'associé la valeur d'acquisition de la participation, est débité des apports en propriété, voire des apports en jouissance de l'associé. On peut imaginer des reprises de dettes corrélatives.

Au bilan, ces participations dans des sociétés simples, qui impliquent une responsabilité plus importante que celle assumée par un actionnaire, ne doivent pas figurer parmi les participations à des sociétés de capitaux enregistrées traditionnellement sous la rubrique *Participations*. Elles sont donc mentionnées séparément au bilan ou dans l'annexe¹⁴.

Si l'on choisit d'isoler chez les associés la valeur de la participation dans un consortium donné, il devient naturel de tenir une comptabilité indépendante de cette société simple: on utilisera le système de la comptabilité centralisée autonome. Il faut préciser que cette indépendance n'est qu'une autonomie comptable, comme celle de la comptabilité de gestion par rapport à la comptabilité financière.

Ainsi Patry relève que *si la société simple n'a pas une existence juridique propre, elle constitue quand même une communauté contractuelle, de sorte que les biens et créances, tout en ne pouvant pas être la propriété de la société,*

¹³ *Ibidem*, § 2.3417e.

¹⁴ *Ibidem*, § 2.3417e.

n'appartiennent pas, non plus, à chaque associé individuel, mais à tous les associés en commun.

[...] Les propriétaires en main commune ont chacun un droit de propriété s'étendant à la chose entière; en principe, ils ne peuvent disposer de la chose que d'un commun accord et les créanciers personnels d'un associé, membre de la communauté, n'ont ainsi aucun droit direct sur les biens, mais seulement sur la part de liquidation qui doit revenir à cet associé¹⁵.

On dispose là de bons arguments pour justifier la tenue d'une comptabilité complète se terminant par un compte de résultat et un bilan, même si leur établissement n'est pas obligatoire.

Juridiquement, des biens dont les associés n'ont fait qu'un apport d'usage n'ont pas leur place dans ce bilan, car il n'y a pas propriété commune. Cependant, au nom du *principe de la prééminence de la réalité sur les apparences*, la théorie comptable demande leur introduction dans le bilan de la société en participation dès lors qu'ils sont investis à long terme et que l'activité commune ne serait pas possible sans eux. On dispose ainsi d'un bilan complet facilitant l'analyse et d'une évaluation correcte de la valeur de la participation dans la société simple.

Observation III: mention de la responsabilité des associés dans leur bilan personnel

La modélisation comptable proposée ne reflète pas le risque solidaire pris par les associés. Ces derniers selon l'article 544 al. 3 CO peuvent être rendus responsables, sauf conventions contraires, du total *des engagements qu'ils ont assumés envers des tiers, en agissant conjointement ou par l'entremise d'un représentant*.

Dès lors, cette dette latente doit, de l'avis du *Manuel*, être mentionnée dans l'annexe. *Vu les montants souvent importants, le besoin latent de provisions et les suites fréquemment considérables de responsabilité, la présentation pour mémoire est déconseillée¹⁶.*

Observation IV: présentation du résultat du consortium dans le compte de résultat de l'associé

Sur le plan des opérations d'exploitation, des problèmes d'informations se posent. L'enregistrement de la quote-part du résultat du consortium dans les comptes d'un participant soulève la question du respect du principe de non-compensation. Cette quote-part ne suffit pas à donner un aperçu le plus sûr possible de la situation économique. Elle ne traduit pas en particulier le volume d'activités de l'associé avec le consortium. Il est donc préférable que le compte de résultat destiné aux comptes annuels montre les charges et les produits réalisés dans le cadre de la participation. Il faudra préciser dans l'annexe leur forme d'intégration, globale ou proportionnelle. Ces informations en annexe seront particulièrement nécessaires si le participant réalise d'importants contrats par l'intermédiaire de la société simple.

¹⁵ PATRY R., *op. cit.*, pp. 242-243.

RUEDIN R., *Droit des sociétés*, deuxième édition, Staempfli Editions SA, Berne, 2007, p. 137.

¹⁶ CHAMBRE FIDUCIAIRE SUISSE, *op. cit.*, § 2.3417e.

Les exemples chiffrés présentés infra proposent des comptes internes de résultat qui ne peuvent techniquement pas tenir compte de cette information. Le compte de résultat des comptes annuels reprend des informations qui figurent dans différents comptes de résultat de la comptabilité interne.

En définitive, il semble que le plus logique soit de porter dans les charges et les produits du compte de résultat annuel de chaque associé, de façon distincte, une part proportionnelle à sa participation des charges et des produits engagés dans l'affaire commune.

Observation V : traitement comptable des dettes contractées pour la société simple

La non-personnalité juridique de la société simple l'empêche de s'engager sur son patrimoine propre vis-à-vis des tiers. Dès lors, ce sont les associés, personnellement et solidairement responsables, qui vont contracter des dettes au nom du consortium, dans la mesure où le contrat constitutif de la société le prévoit.

Néanmoins, il est préférable d'ouvrir un compte particulier «Créanciers du consortium» lorsque le gérant, voire les associés non gérants, s'endettent en vue d'acquérir des biens réservés au consortium. Les dettes garanties par l'ensemble des associés apparaîtront ainsi distinctement dans le bilan du gérant.

8.2.4 Exemple de comptabilisation dans un consortium

L'exemple décrit les approches comptables les plus usitées dans le cadre d'un consortium réunissant trois participants. Il présente le journal et le grand livre de chacun des partenaires pour différentes variantes. C'est le libellé du journal qui décrit le phénomène comptable enregistré.

8.2.4.1 Donnée générale

Trois entreprises X, Y et Z rattachées au génie civil forment occasionnellement un consortium pour la réalisation de chantiers.

Pour les affaires relatives à leur accord, chaque associé est habilité à engager la société simple; il le fait de façon ostensible.

X est une société anonyme spécialisée dans la construction d'ouvrages d'art. Y est une société de personnes spécialisée dans la construction des routes et des rampes d'accès. Z est une entreprise individuelle qui exploite un bureau d'ingénieurs.

Les quotes-parts contractuelles de X, Y et Z dans leur affaire en participation sont respectivement de 50 %, 33 1/3 % et 16 2/3 %.

Les chiffres sont donnés en milliers de francs.

Le bilan initial et le libellé des écritures du journal forment la donnée du problème.

Actif	Bilan initial X S.A.		Passif
Disponibilités	800	Créanciers-fournisseurs	3 600
Débiteurs-clients	4 100	Autres créanciers	1 400
Stocks matériaux	2 100	Capital-actions	2 000
Installations et machines	3 000	Réserves	3 000
	<u>10 000</u>		<u>10 000</u>

8.2.4.2 Solution relative à la société X S.A. gérante du consortium (deux variantes)

Deux variantes de l'organisation centralisée vont être présentées.

Dans le premier cas, les comptes relatifs au consortium sont intégrés dans la comptabilité du gérant.

Dans le second cas, le gérant tient une comptabilité autonome pour le consortium. La jonction entre la comptabilité propre du gérant et celle du consortium est assurée par des comptes de liaison. Il est dès lors possible de tirer un bilan du consortium indépendant des comptes du gérant, ce qui permettrait à un tiers indépendant des participants au consortium de tenir la comptabilité autonome du consortium. Cette dernière solution est souvent adoptée par les entreprises.

Chez les associés non gérants, la comptabilité des affaires du consortium est identique dans les deux variantes. Dès lors cette solution ne sera présentée qu'une seule fois après la variante 2.

Variante 1. Comptabilité centralisée intégrée chez X

A. *Journal des opérations groupées autres que celles relatives au consortium enregistrées par la société X S.A.*

1. <i>Achats à crédit de matériaux, 5 240</i>		
Achats matériaux	5 240	
à Créanciers-fournisseurs		5 240
2. <i>Travaux encaissés au comptant, 916</i>		
Disponibilités	916	
à Produits des chantiers		916
3. <i>Travaux facturés aux clients, 13 400</i>		
Débiteurs-Clients	13 400	
à Produits des chantiers		13 400
4. <i>Encaissements de clients, 14 000</i>		
Disponibilités	14 000	
à Débiteurs-Clients		14 000
5. <i>Autres charges d'exploitation constatées au moment du paiement, 5 825</i>		
Autres charges d'exploitation	5 825	
à Disponibilités		5 825
6. <i>Autres charges d'exploitation constatées à la réception de la facture, 1 550</i>		
Autres charges d'exploitation	1 550	
à Créanciers-fournisseurs		1 550
7. <i>Acquisition d'une machine de chantier payée aux 2/3, 900</i>		
Installations et machines	900	
à Disponibilités		600
Autres créanciers		300
		25

8. <i>Paie ments de fournisseurs, 5 640</i>		
Créanciers-fournisseurs	5 640	
à Disponibilités		5 640
9. <i>Paie ments d'autres créanciers, 1 400</i>		
Autres créanciers	1 400	
à Disponibilités		1 400
10. <i>Coût des matériaux utilisés (selon cartes de stock) 5 140</i>		
Coût des matériaux consommés	5 140	
à Achats de matériaux		5 140
11. <i>Virement de la variation de stock de matériaux, 100</i>		
Stock matériaux	100	
à Achats matériaux		100
12. <i>Amortissement des installations et machines, 450</i>		
Amortissements sur installations et machines	450	
à Amort. cumulé		
sur installations et machines		450
13. <i>Valorisation des chantiers en cours: matériaux, 20; autres charges, 15 et amortissements, 5. Il n'y avait pas d'en-cours en début de période.</i>		
Chantiers en cours	40	
à Charges comprises dans les en-cours		40
B. <i>Journal des opérations groupées relatives au consortium enregistrées par la société X S.A.</i>		
14. <i>Charges relatives au consortium constatées dans les comptes ordinaires de X S.A.</i>		
a. <i>Charges identifiables: matériaux, 750</i>		
Coût des mat. consommés par le consortium	750	
à Coût des matériaux consommés		750
b. <i>Charges non identifiables: autres charges d'exploitation calculées, 770</i>		
Charges diverses du consortium	770	
à Transferts de charges		770
c. <i>Charges non identifiables: amortissements calculés, 50</i>		
Charges diverses du consortium ¹⁷	50	
à Transferts de charges		50

¹⁷ Si l'on désire suivre le cheminement des éléments non consommateurs de fonds de roulement, il faudrait subdiviser les transferts de charges en transferts de charges consommatrices ou non de fonds de roulement et les charges diverses du consortium en charges diverses consommatrices ou non de fonds de roulement.

15.	<i>Coût de la main-d'œuvre et des machines¹⁸ mises à disposition du consortium par l'associé Y, 928</i>		
	Charges diverses du consortium	928	
	à C.e. associé Y		928
16.	<i>Frais d'étude et travaux divers fournis par l'associé Z, 270</i>		
	Charges diverses du consortium	270	
	à C.e. associé Z		270
17.	<i>Acquisition en fin de période par l'associé X d'une installation destinée à la participation, 342 (chaque associé a versé sa quote-part au gérant)</i>		
	Installations du consortium	342	
	à Disponibilités		342
	Disponibilités	171	
	à Dettes rattachées		171
18.	<i>Enregistrement des produits des chantiers relatifs au consortium encaissés et facturés par X, 2 800</i>		
	Produits des chantiers	2 800	
	à Produits des chantiers du consortium		2 800
19.	<i>Avance sur le chiffre d'affaires en faveur de l'associé Y pour lui permettre de couvrir les frais engagés pour le consortium, 1 200</i>		
	C.e. associé Y	1 200	
	à Disponibilités		1 200
20.	<i>Amortissement des installations du consortium, 70</i>		
	Amortissements sur installations du consortium	70	
	à Amort. cumulé sur installations du consortium		70
21.	<i>Valorisation des travaux en cours du consortium, 74 (dont 10 d'amortissement)</i>		
	En-cours du consortium	74	
	à Charges comprises dans les en-cours du consortium		74
22.	<i>Virement des charges relatives au consortium</i>		
	<i>a. Coût des matériaux</i>		
	Résultat du consortium	750	
	à Coût des mat. consommés par le consortium		750
	<i>b. Charges diverses</i>		
	Résultat du consortium	2 018	
	à Charges diverses du consortium		2 018

¹⁸ Toujours dans le but de suivre le cheminement des éléments non consommateurs en fonds de roulement, il faudrait distinguer ici la part consacrée aux amortissements des machines mises à disposition du consortium par l'associé Y. Néanmoins, on préférera considérer le coût de ces machines comme une charge locative consommatrice en fonds de roulement.

c. Amortissement des installations du consortium

Résultat du consortium	70	
à Amortissement sur installations du consort.		70
23. <i>Virement du chiffre d'affaires du consortium</i>		
Produits des chantiers du consortium	2 800	
à Résultat du consortium		2 800
24. <i>Virement des charges comprises dans les en-cours</i>		
Charges comprises dans les en-cours du consortium	74	
à Résultat du consortium		74
25. <i>Répartition du résultat entre les associés selon le contrat de société</i>		
Résultat du consortium	36	
à Résultat général (PP)		18
à C.e. associé Y		12
à C.e. associé Z		6
26. <i>Inscription de la quote-part des amortissements sur les installations du consortium récupérée dans les ventes¹⁹. Elle devra être remboursée aux deux associés Y et Z</i>		
Dettes rattachées	30	
à C.e. associé Y		20
à C.e. associé Z		10

Les autres opérations de clôture ne sont pas journalisées.

C. Grand livre de la société X S.A. gérante

• *Comptes relatifs au gérant X*

Disponibilités				Débiteurs-clients				Stocks			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
S.A.	800	5.	3 825	S.A.	4 100	4.	14 000	S.A.	2 100	S.A.	2 200
2.	916	7.	600	3.	13 400	S.A.	3 500	11.	100		
4.	14 000	8.	5 640								
17.	171	9.	1 400								
		17.	342								
		19.	1 200								
		S.A.	880								
	<u>15 887</u>		<u>15 887</u>		<u>17 500</u>		<u>17 500</u>		<u>2 200</u>		<u>2 200</u>

Chantiers en cours				Installations et machines				Amortissement cumulé sur installations et machines			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
13.	40	S.A.	40	S.A.	3 000	S.A.	3 900	S.A.	450	12.	450
				7.	900						
	<u>40</u>		<u>40</u>		<u>3 900</u>		<u>3 900</u>		<u>450</u>		<u>450</u>

¹⁹ On ne rembourse pas la part des amortissements sur les installations du consortium non encore récupérée dans les ventes, à savoir la part comprise dans les en-cours de fabrication.

Créanciers-fournisseurs				Autres créanciers				Capital-actions			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
8.	5 640	S.f.	3 600	9.	1 400	S.f.	1 400	S.f.	2 000	S.f.	2 000
S.f.	4 730	1.	5 240	S.f.	300	7.	300				
		6.	1 530								
	<u>10 390</u>		<u>10 390</u>		<u>1 700</u>		<u>1 700</u>		<u>2 000</u>		<u>2 000</u>

Réserves				Achats de matériaux				Coût des mat. consommés			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.f.	3 000	S.f.	3 000	1.	5 240	10.	5 140	10.	5 140	14a.	750
						11.	100			V/Ex.	4 300
	<u>3 000</u>		<u>3 000</u>		<u>5 240</u>		<u>5 240</u>		<u>5 140</u>		<u>5 140</u>

Autres charges d'exploit.				Amortissements				Charges comprises dans les en-cours			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
5.	5 825	V/Ex.	7 375	12.	450	V/Ex.	450	V/Ex.	40	13.	40
6.	1 550										
	<u>7 375</u>		<u>7 375</u>		<u>450</u>		<u>450</u>		<u>40</u>		<u>40</u>

Transferts de charges				Produits des chantiers			
Débit		Crédit		Débit		Crédit	
V/Ex.	820	14b.	770	18.	2 800	2.	916
		14c.	50	V/Ex.	11 516	3.	13 400
	<u>820</u>		<u>820</u>		<u>14 316</u>		<u>14 316</u>

• *Comptes relatifs au consortium*

C/c associé Y				En-cours du consortium				Install. du consortium			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
19.	1 200	15.	928	21.	74	S.f.	74	17.	342	S.f.	342
		23.	12								
		26.	20								
		S.f.	240								
	<u>1 200</u>		<u>1 200</u>		<u>74</u>		<u>74</u>		<u>342</u>		<u>342</u>

Amortissement cumulé sur installations du consortium				C/c associé Z				Dettes mutuelles			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.f.	70	20.	70	S.f.	286	16.	270	26.	30	17.	171
						25.	6	S.f.	141		
						26.	10				
	<u>70</u>		<u>70</u>		<u>286</u>		<u>286</u>		<u>171</u>		<u>171</u>

C. mat. consommés consort.				Charges diversés consort.				Amort. install. du consortium			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
14a.	750	22a.	750	14b.	770	22b.	2 018	20.	70	22c.	70
				14c.	50						
				15.	928						
	<u>750</u>		<u>750</u>	16.	270						
					<u>2 018</u>		<u>2 018</u>		<u>70</u>		<u>70</u>

Charges comprises dans les en-cours du consortium				Produits des chantiers du consortium			
Débit		Crédit		Débit		Crédit	
24.	74	21.	74	23.	2 800	18.	2 800
	<u>74</u>		<u>74</u>		<u>2 800</u>		<u>2 800</u>

Résultat du consortium				Crédit	
Débit					
22a.	Coûts matériaux consommés	750	23.	Produits des chantiers du consortium	2 800
22b.	Charges diverses	2 018			
22c.	Amortissements installations du consortium	70			
24.	Charges comprises dans les en-cours du consortium	(74)			
25.	Bénéfice du consortium	36			
		<u>2 800</u>			<u>2 800</u>

Exploitation				Crédit	
Débit					
	Coûts des matériaux consommés	6 390		Produits des chantiers	11 516
	Autres charges d'expl.	7 375			
	Amortissements sur install. et machines	450			
	Charges comprises dans les en-cours	(40)			
	Transferts de charges	(820)			
	Bénéfice d'exploitation	161			
		<u>11 516</u>			<u>11 516</u>

Résultat général (PI)				Crédit	
Débit					
	Bénéfice de l'exercice	179		Bénéfice du consortium	18
				Bénéfice d'exploitation	161
		<u>179</u>			<u>179</u>

Bilan final X S.A.				Passif	
ACTIF					
	Disponibilités	880		Créanciers-fournisseurs	4 750
	Débiteurs-clients	3 500		Autres créanciers	300
	C/c associé Y	240		C/c associé Z	286
	Stocks mat. (dont stocks consortium, 50)	2 200		Dettes rattachées	141
	Chantiers en cours	40		Capital-actions	2 000
	Chantiers en cours consortium	74		Réserves	3 000
	Installations et machines	3 900		Bénéfice de l'exercice	179
	Amort. cum. sur installations et machines	(450)			
	Installations du consortium	342			
	Amort. cum. sur installations du consortium	(70)			
		<u>10 656</u>			<u>10 656</u>

Variante 2. Comptabilité non intégrée ou autonome chez X S.A.

REMARQUE

Pour faciliter la comparaison des deux variantes entre elles, les numéros d'opération ont été conservés, ils sont inscrits pour mémoire lorsqu'ils deviennent sans objet.

A. Journal des opérations enregistrées dans la comptabilité propre de la gérante, la société X S.A.

1.	<i>Achats à crédit de matériaux, 5 240 dont 800 pour le consortium</i>		
	Achats matériaux	4 440	
	Liaison consortium	800	
	à Créanciers-fournisseurs		5 240
2.	<i>Travaux encaissés au comptant, 916, dont 200 pour le consortium</i>		
	Disponibilités	916	
	à Produits des chantiers		716
	à Liaison consortium		200
3.	<i>Travaux facturés aux clients, 13 400, dont 2 600 pour le consortium</i>		
	Débiteurs-Clients	13 400	
	à Produits des chantiers		10 800
	à Liaison consortium		2 600
4.	<i>Encaissements de clients, 14 000</i>		
	Disponibilités	14 000	
	à Débiteurs-Clients		14 000
5.	<i>Autres charges d'exploitation constatées au moment du paiement, 5 825</i>		
	Autres charges d'exploitation	5 825	
	à Disponibilités		5 825
6.	<i>Autres charges d'exploitation constatées à la réception de la facture, 1 550</i>		
	Autres charges d'exploitation	1 550	
	à Créanciers-fournisseurs		1 550
7.	<i>Acquisition d'une machine de chantier payée aux 2/3, 900</i>		
	Installations et machines	900	
	à Disponibilités		600
	à Autres créanciers		300
8.	<i>Paie ments de fournisseurs, 5 640</i>		
	Créanciers-fournisseurs	5 640	
	à Disponibilités		5 640
9.	<i>Paie ments d'autres créanciers, 1 400</i>		
	Autres créanciers	1 400	
	à Disponibilités		1 400
10.	<i>Coût des matériaux utilisés (selon cartes de stock), 4 390</i>		
	Coût des matériaux consommés	4 390	
	à Achats de matériaux		4 390

11.	<i>Virement de la variation de stock de matériaux, 50</i>		
	Stock matériaux	50	
	à Achats matériaux		50
12.	<i>Amortissement des installations et machines, 450</i>		
	Amortissements sur installations et machines	450	
	à Amort. cumulé sur installations et machines		450
13.	<i>Valorisation des chantiers en cours : matériaux, 20 ; autres charges, 15 ; amortissements, 5. (Il n'y avait pas d'en-cours en début de période)</i>		
	Chantiers en cours	40	
	à Charges comprises dans les en-cours		40
14.	<i>Charges relatives au consortium constatées dans les comptes ordinaires de X S.A.</i>		
	a) <i>Pour mémoire</i>		
	b) <i>Charges non identifiables : autres charges d'exploitation calculées, 770</i>		
	Liaison consortium	770	
	à Transferts de charges		770
	c) <i>Charges non identifiables : amortissements calculés, 50</i>		
	Liaison consortium	50	
	à Transferts de charges		50
15.	<i>Coût de la main-d'œuvre et des machines mises à disposition du consortium par l'associé Y, 928</i>		
	Aucune écriture		
16.	<i>Frais d'étude et travaux divers fournis par l'associé Z, 270</i>		
	Aucune écriture		
17.	<i>Acquisition en fin de période par l'associé X d'une installation destinée à la participation, 342 (chaque associé a versé directement sa quote-part au gérant)</i>		
	Liaison consortium	171	
	Créances rattachées	171	
	à Disponibilités		342
	Disponibilités	171	
	à Liaison consortium		171
18.	<i>Pour mémoire</i>		
19.	<i>Avance sur le chiffre d'affaires en faveur de l'associé Y pour lui permettre de couvrir les frais engagés pour le consortium, 1200</i>		
	Liaison consortium	1 200	
	à Disponibilités		1 200
20.	<i>Amortissement des installations du consortium, 70</i>		
	Aucune écriture		
21.	<i>Valorisation des travaux en cours du consortium, 74 (dont 10 d'amortissement)</i>		
	Aucune écriture		

22.	<i>Pour mémoire</i>		
23.	<i>Pour mémoire</i>		
24.	<i>Pour mémoire</i>		
25.	<i>Répartition du résultat net entre les associés selon le contrat de société</i>		
	Liaison consortium	18	
	à Résultat général (PP)		18
26.	<i>Inscription de la quote-part de X des amortissements sur les installations du consortium récupérée dans les ventes</i>		
	Liaison consortium	30	
	à Créances rattachées		30

Les autres opérations de clôture ne sont pas journalisées, elles figurent dans le grand livre ci-dessous.

B. Journal des opérations enregistrées dans la comptabilité autonome du consortium tenue par la société X S.A., gérante

1.	<i>Achats à crédit de matériaux, 5 240 dont 800 pour le consortium</i>		
	Achats de matériaux	800	
	à Liaison gérant		800
2.	<i>Travaux encaissés au comptant, 916 dont 200 pour le consortium</i>		
	Liaison gérant	200	
	à Produits des chantiers du consortium		200
3.	<i>Travaux facturés aux clients, 13 400 dont 2 600 pour le consortium</i>		
	Liaison gérant	2 600	
	à Produits des chantiers du consortium		2 600
4.	<i>Encaissements de clients, 14 000</i>		
	Aucune écriture		
5.	<i>Autres charges d'exploitation constatées au moment du paiement, 5 825</i>		
	Aucune écriture		
6.	<i>Autres charges d'exploitation constatées à la réception de la facture, 1 550</i>		
	Aucune écriture		
7.	<i>Acquisition d'une machine de chantier payée aux 213, 900</i>		
	Aucune écriture		
8.	<i>Paiements de fournisseurs, 5 640</i>		
	Aucune écriture		

9. Paiements d'autres créanciers, 1 400		
Aucune écriture		
10. Coût des matériaux utilisés (selon cartes de stock), 750		
Coût des matériaux consommés	750	
à Achats de matériaux		750
11. Virement de la variation de stock de matériaux, 50		
Stock matériaux	50	
à Achats de matériaux		50
12. Amortissement des installations et machines, 450 dont 50 sont pour les machines utilisées par le consortium		
Aucune écriture		
13. Valorisation des chantiers en cours: matériaux, 20; autres charges, 15; amortissements, 5. Il n'y avait pas d'en-cours en début de période.		
Aucune écriture		
14. Charges relatives au consortium constatées dans les comptes ordinaires de X S.A.		
a) Pour mémoire		
b) Charges non identifiables: autres charges d'exploitation calculées, 770		
Charges diverses	770	
à Liaison gérant		770
c) Charges non identifiables: amortissements calculés, 50		
Charges diverses du consortium	50	
à Liaison gérant		50
15. Coût de la main-d'œuvre et des machines mises à disposition du consortium par l'associé Y, 928		
Charges diverses	928	
à C.c. associé Y		928
16. Frais d'étude et travaux divers fournis par l'associé Z, 270		
Charges diverses	270	
à C.c. associé Z		270
17. Acquisition en fin de période par l'associé X d'une installation destinée à la participation, 342 (chaque associé paie directement sa quote-part au gérant)		
Installations et machines	342	
à Dettes rattachées		342
18. Pour mémoire		
19. Avance sur le chiffre d'affaires en faveur de l'associé Y pour lui permettre de couvrir les frais engagés pour le consortium, 1 200		
C.c. associé Y	1 200	
à Liaison gérant		1 200

20.	<i>Amortissement direct des installations du consortium. 70</i>		
	Amortissements sur installations du consortium	70	
	à Amort. cumulé sur installations du consortium		70
21.	<i>Valorisation des travaux en cours du consortium. 74 (dont 10 d'amortissements)</i>		
	Travaux en cours	74	
	à Charges comprises dans les en-cours		74
22.	<i>Pour mémoire.</i>		
23.	<i>Pour mémoire.</i>		
24.	<i>Pour mémoire.</i>		
25.	<i>Répartition du résultat net entre les associés selon le contrat de société</i>		
	Résultat du consortium	36	
	à Liaison gérant		18
	à C.c. associé Y		12
	à C.c. associé Z		6
26.	<i>Inscription de la quote-part des amortissements sur les installations du consortium récupérée dans les ventes.</i>		
	Dettes rattachées	60	
	à C.c. associé Y		20
	à C.c. associé Z		10
	à Liaison gérant		30

Les autres opérations de clôture ne sont pas journalisées, elles figurent par contre dans le grand livre ci-après.

C. Grand livre des opérations enregistrées dans la comptabilité propre de la gérante, la société X S.A.

Disponibilités				Débiteurs-clients				Stocks numériques			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.l.	800	S.	3 825	S.l.	4 100	4.	14 000	S.l.	2 100	S.f.	2 150
2.	916	7.	600	3.	13 400	S.J.	3 500	11.	50		
4.	14 000	8.	3 640								
17.	171	9.	1 400								
		17.	342								
		19.	1 200								
		S.f.	880								
	<u>15 887</u>		<u>15 887</u>		<u>(7 500)</u>		<u>17 500</u>		<u>2 150</u>		<u>2 150</u>

Chantiers en cours				Installations et machines				Amortissement cumulé sur installations et machines			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
13.	40	S.f.	40	S.l.	3 000	S.f.	3 900	S.f.	450	12.	450
				7.	900						
	<u>40</u>		<u>40</u>		<u>3 900</u>		<u>3 900</u>		<u>450</u>		<u>450</u>

Installations du consortium				Amort. cumulé sur installations du consortium				C/c associé Z			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
17.	342	S.f.	342	S.f.	70	20.	70	S.f.	286	16.	270
										25.	6
										26.	10
	<u>342</u>		<u>342</u>		<u>70</u>		<u>70</u>		<u>286</u>		<u>286</u>
Liaison gérant				Dettes rattachées				Achats de matériaux			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
2.	200	1.	800	26.	60	17.	342	1.	800	10.	750
3.	2 600	14b.	770	S.f.	282					11.	50
S.f.	68	14c.	50								
		19.	1 200								
		25.	18								
		26.	50								
	<u>2 868</u>		<u>2 868</u>		<u>342</u>		<u>342</u>		<u>800</u>		<u>800</u>
Coût des mat. consommés				Charges diverses				Amortissements des install. du consortium			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
10.	750	V/Rés.	750	14b.	770	V/Rés.	2 018	20.	70	V/Rés.	70
				14c.	50						
				15.	928						
				16.	270						
	<u>750</u>		<u>750</u>		<u>2 018</u>		<u>2 018</u>		<u>70</u>		<u>70</u>
Charges comprises dans les en-cours				Produits des chantiers du consortium							
Débit		Crédit		Débit		Crédit					
V/Rés.	74	21.	74	V/Rés.	2 800	2.	200				
						3.	2 600				
	<u>74</u>		<u>74</u>		<u>2 800</u>		<u>2 800</u>				
Débit		Résultat du consortium				Crédit					
Coûts matériaux consommés			750	Produits des chantiers du consortium			2 800				
Charges diverses			2 018								
Amortissements des installations du consortium			70								
Charges comprises dans les en-cours			(74)								
Bénéfice à répartir			36								
			<u>2 800</u>				<u>2 800</u>				
ACTIF		Bilan du consortium				Passif					
C/c associé Y			240	C/c associé Z			286				
Stocks			50	Liaison gérant			68				
Chantiers en cours			74	Dettes rattachées			282				
Install. du consortium			342								
Amort. cumulé sur installations du consortium			(70)								
			<u>636</u>				<u>636</u>				

Débit	Exploitation		Crédit
Coûts des matériaux consommés	4 390	Produits des chantiers	11 516
Autres charges d'exploitation	7 375		
Amortissements sur install. et machines	450		
Charges comprises dans les en-cours	(40)		
Transferts de charges	(820)		
Bénéfice V.P.P.	161		
	<u>11 516</u>		<u>11 516</u>

Débit	Résultat général (PP)		Crédit
Bénéfice de l'exercice	179	Bénéfice du consortium	18
		Bénéfice d'exploitation	161
	<u>179</u>		<u>179</u>

ACTIF	Bilan final X S.A.		PASSIF
Disponibilités	880	Créanciers-fournisseurs	4 750
Débiteurs-clients	3 500	Autres créanciers	200
Stocks matériels	2 150	Capital-actions	2 000
Chantiers en cours	40	Réserves	3 000
Installations et machines	3 900	Bénéfice de l'exercice	179
Amort. cumulé sur installations et machines	(450)		
Créances rattachées	141		
Liaison consortium	68		
	<u>10 229</u>		<u>10 229</u>

E. Intégration proportionnelle

Au lieu de présenter les comptes de la société simple à côté de ceux de la société gérante comme ci-dessous, on peut procéder à l'intégration proportionnelle des données annuelles de la société simple dans les comptes annuels de X S.A. On intègre les comptes du consortium dans les comptes de X, Y et Z proportionnellement à la part qu'ils détiennent sur le consortium.

La quote-part de X S.A. dans la société simple est de 50 %; l'installation acquise par X pour le consortium est cependant intégrée à 100 % avec la créance rattachée correspondant au financement des autres associés.

Débit	Compte de résultat «consolidé»		Crédit
Coût des matériaux consommés	4 765	Produits des chantiers	12 916
Charges diverses	8 784		
Amortissements	485		
Ch. comprises dans les en-cours	(77)		
Transferts de charges	(820)		
Bénéfice «consolidé»	179		
	<u>12 916</u>		<u>12 916</u>

ACTIF	Bilan «consolidé»		PASSIF
Disponibilités	880	Créanciers-fournisseurs	4 750
Débiteurs-clients	3 500	Associé Z	143
Associé Y	120	Part des associés sur install. et machines**	136
Stocks matériaux	2 175	Autres créanciers	300
Chantiers en cours	77	Capital-actions	2 000
Installations et machines	4 242	Réserves	3 000
Amortissement cumulé sur installations et machines	(520)	Bénéfice	179
Consortium [*]	34		
	<u>10 508</u>		<u>10 508</u>

* 50 % de la valeur comptable des installations et machines du consortium.

** Le gérant conserve sa Liaison consortium, moins la moitié de la Liaison gérant du consortium.

Notons que le compte de résultat et le bilan «consolidé» ne présentent pas une image fidèle des engagements du gérant puisque celui-ci est en fait personnellement responsable sur l'entièrete des dettes du consortium.

8.2.4.3 Solution relative à la société en nom collectif Y, participante au consortium

Le bilan initial et le libellé des écritures du journal forment la donnée du problème.

ACTIF	Bilan initial Y (S.n.c.)		PASSIF
Disponibilités	500	Créanciers-fournisseurs	1 700
Débiteurs-clients	1 700	Autres créanciers	800
Stocks	1 100	Emprunt (I.a)	1 000
Installations et machines	2 200	Capital (associés)	2 000
	<u>5 500</u>		<u>5 500</u>

A. Journal des opérations relatives aux affaires propres de la S.n.c. Y

Les opérations relatives aux affaires propres de la S.n.c. Y ont déjà été comptabilisées, elles sont comprises dans les balances du grand livre ci-après.

B. Journal des opérations relatives au consortium enregistrées dans la comptabilité de la S.n.c. Y., participante.

1. Coût de la main-d'œuvre et des machines mises à disposition du consortium, 928

C.c. associé gérant X	928	
à Transferts de charges		928

2. Quote-part payée par Y sur l'installation acquise par X pour le consortium, 114

Créances rattachées	114	
à Disponibilités		114

3. *Avance sur le chiffre d'affaires reçue de l'associé gérant X pour couvrir les frais engagés dans la participation. 1 200*

Disponibilités	1 200	
à C.c. associé gérant X		1 200

4. *Bénéfice annoncé par le gérant*

C.c. associé gérant X	12	
à Produits du consortium		12

5. *Quote-part d'amortissements sur les installations du consortium récupérée dans les ventes*

C.c. associé gérant X	20	
à Créances rattachées		20

C. Grand livre de la S.n.c. Y participante du consortium

Disponibilités				Débiteurs-clients				Stocks			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	8 146	Bal.	9 009	Bal.	9 546	Bal.	7 646	Bal.	1 120	S.f.	1 120
3.	1 200	2.	114			S.f.	1 900				
		S.f.	223								
	<u>9 346</u>		<u>9 346</u>		<u>9 546</u>		<u>9 546</u>		<u>1 120</u>		<u>1 120</u>

Créances rattachées				Installations et machines				Amortissement cumulé sur installations et machines			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
2.	114	S.	20	Bal.	2 520	S.f.	2 520	S.f.	300	Bal.	300
		S.f.	94								
	<u>114</u>		<u>114</u>		<u>2 520</u>		<u>2 520</u>		<u>300</u>		<u>300</u>

Créanciers-fournisseurs				Autres créanciers				C/c associé gérant X			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	3 436	Bal.	5 535	Bal.	800	Bal.	926	1.	928	3.	1 200
S.f.	2 105			S.f.	126			4.	12		
								5.	20		
	<u>5 535</u>		<u>5 535</u>		<u>926</u>		<u>926</u>	S.f.	340		
									<u>1 200</u>		<u>1 200</u>

Emprunt				Associés, c. Capital				Achats de matériaux			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.f.	1 000	S.i.	1 000	S.f.	2 000	S.i.	2 000	Bal.	3 500	Bal.	3 500
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>		<u>2 000</u>		<u>2 000</u>		<u>3 500</u>		<u>3 500</u>

Coût des mat. consommés				Autres charges d'exploit.				Amortissements			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	3 480	V/Ex.	3 480	Bal.	4 920	V/Ex.	4 920	Bal.	300	V/Ex.	300
	<u>3 480</u>		<u>3 480</u>		<u>4 920</u>		<u>4 920</u>		<u>300</u>		<u>300</u>

Transferts de charges				Produits des travaux				Produits du consortium			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
V/Ex.	928	1.	928	V/Ex.	7 846	Bal.	7 846	V/PP.	12	4.	12
	<u>928</u>		<u>928</u>		<u>7 846</u>		<u>7 846</u>		<u>12</u>		<u>12</u>

Débit	Exploitation		Crédit
Coûts des matériaux consommés	3 480	Produits des travaux	7 846
Autres charges d'exploitation	4 920		
Amortissements	300		
Transferts de charges	(928)		
Bénéfice VPP	74		
	<u>7 846</u>		<u>7 846</u>

Débit	Résultat général (PP)		Crédit
Bénéfice exercice	86	Bénéfice exploitation	74
		Produit du consortium	12
	<u>86</u>		<u>86</u>

ACTIF	Bilan final Y S.n.c.		PASSIF
Disponibilités	223	Cranciers-fournisseurs	2 105
Débiteurs-clients	1 900	Autres créanciers	126
Stocks	1 120	C/c associé gérant X	240
Créances rattachées	94	Emprunt	1 000
Installations et machines	2 520	Capital (associés)	2 000
Amortissement cumulé sur installations et machines	(300)	Bénéfice	86
	<u>5 557</u>		<u>5 557</u>

8.2.4.4 Solution relative à l'entreprise individuelle Z, participante au consortium

Le bilan initial et le libellé des écritures du journal forment la donnée du problème.

ACTIF	Bilan initial Z		PASSIF
Disponibilités	300	Cranciers-fournisseurs	800
Débiteurs-clients	2 200	Autres créanciers	500
Installations	600	Capital	1 800
	<u>3 100</u>		<u>3 100</u>

A. Journal des opérations relatives aux affaires propres de l'entreprise individuelle Z

Les opérations relatives aux affaires propres de l'entreprise individuelle Z ont déjà été comptabilisées, elles sont comprises dans les balances du grand livre ci-après.

B. Journal des opérations relatives au consortium enregistrées dans la comptabilité de l'entreprise individuelle participante Z

1. Charges relatives à des travaux effectués pour le consortium

a)	Salaires directs, 200		
	C.c. associé gérant X	200	
	à Salaires		200
b)	Autres charges d'exploitation, 70		
	C.c. associé gérant X	70	
	à Transferts de charges		70

2. *Quote-part payée sur l'acquisition par l'associé X d'une installation destinée à la participation, 57*

Créances rattachées	57	
à Disponibilités		57

3. *Bénéfice annoncé par le gérant, 6*

C.c. associé gérant X	6	
à Produits du consortium		6

4. *Quote-part d'amortissements sur les installations du consortium récupérée dans les ventes.*

C.c. associé gérant X	10	
à Créances rattachées		10

C. Grand livre de l'entreprise individuelle Z, participante au consortium

Disponibilités		Débiteurs-clients		C/c associé gérant X	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 4 780	Bal. 4 562	Bal. 6 480	Bal. 4 480	1a. 200	S.F. 286
	2. 57		S.F. 2 000	1b. 70	
	S.F. 161			3. 6	
				4. 10	
4 780	4 780	6 480	6 480	286	286

Créances rattachées		Installations		Amortissement cumulé sur installations	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2. 57	4. 10	Bal. 600	S.F. 600	S.F. 120	Bal. 120
	S.F. 47				
57	57	600	600	120	120

Créanciers-fournisseurs		Autres créanciers		Capital	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 780	Bal. 1 830	Bal. 480	Bal. 500	S.F. 1 800	S.F. 1 800
S.F. 1 130		S.F. 20			
1 830	1 830	500	500	1 800	1 800

Salaires		Autres charges d'exploit.		Amortissements	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 3 350	1a. 200	Bal. 1 062	V/Ex. 1 062	Bal. 120	V/Ex. 120
	V/Ex. 3 150				
3 350	3 350	1 062	1 062	120	120

Transferts de charges		Honoraires		Produits du consortium	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
V/Ex. 70	1b. 70	V/Ex. 4 280	Bal. 4 280	V/PP. 6	3. 6
70	70	4 280	4 280	6	6

Débit	Exploitation		Crédit
Salaires	3 150	Honoraires	4 280
Autres charges d'exploitation	1 062		
Amortissements	120		
Transferts de charges	(70)		
Bénéfice Y/PP	18		
	<u>4 280</u>		<u>4 280</u>

Débit	Résultat général (PP)		Crédit
Bénéfice exercice	24	Bénéfice exploitation	18
		Produit du consortium	6
	<u>24</u>		<u>24</u>

ACTIF	Bilan final Z		PASSIF
Disponibilités	161	Créanciers-fournisseurs	1 120
Débiteurs-clients	2 000	Autres créanciers	20
C/c associé gérant X	286	Capital	1 800
Créances rattachées	47	Bénéfice	24
Installations et machines	600		
Amortissement cumulé sur installations et machines	(120)		
	<u>2 974</u>		<u>2 974</u>

8.3 Les sociétés commerciales et la société coopérative

Lorsqu'une société est dotée d'une personnalité juridique, par exemple la société anonyme et la coopérative, ou d'une quasi-personnalité, par exemple la société en nom collectif, elle forme une entité économique et plus particulièrement une entité comptable indéniable. Son inscription au registre du commerce lui impose d'ailleurs la tenue d'une comptabilité commerciale indépendante des affaires personnelles de ses propriétaires.

Quelques événements propres à la vie des sociétés donnent lieu à des procédures comptables particulières. Ces cas, relativement peu nombreux, obéissent à une logique commune. Il est dès lors possible d'étudier le cas général qu'ils posent, puis la variante, appelée par le droit ou par la théorie comptable, propre aux différentes formes juridiques de sociétés.

Les événements qui vont être analysés plus spécialement sont les suivants :

- la fondation de la société, avec en particulier,
 - l'engagement des associés, la souscription,
 - l'apport des associés, la libération;
- les relations financières des associés avec la société en cours d'exercice, avec en particulier,
 - les nouveaux apports ou les retraits de fonds,
 - les prélèvements pour des besoins personnels;
- la répartition du résultat.

8.3.1 Fondation de la société, formation du capital social

8.3.1.1 Analyse

8.3.1.1.1 Aspect statique

Plusieurs personnes s'accordent pour fonder une société, sous une raison sociale, pour faire le commerce, exploiter une fabrique ou exercer en la forme commerciale quelque autre industrie. La société sera inscrite au registre du commerce.

8.3.1.1.2 Aspect cinétique

D'une façon générale, on peut distinguer deux étapes dans l'enregistrement comptable de la constitution du capital d'une société, d'une part l'inscription de l'engagement des associés, d'autre part l'enregistrement des apports en espèces ou en nature qu'ils effectuent pour honorer leur engagement.

8.3.1.1.3 Elaboration logique de l'information

L'engagement ou la souscription des associés doit être enregistré à l'actif dans un *compte courant individuel ou collectif* et la contrepartie qui représente la prétention correspondante des propriétaires sur la société s'inscrira au passif dans un *compte capital individuel ou collectif*.

Les apports en espèces ou en nature remis à la société par les associés pour honorer leur engagement seront enregistrés dans les comptes d'actif ou, si l'apport en nature comprend des dettes, du passif du bilan de la nouvelle société. Les frais engagés pendant la période de fondation de la société seront portés au bilan.

8.3.1.2 Formalisation logique du traitement comptable

La figure 8.4 illustre schématiquement les deux étapes, l'inscription de l'engagement des associés et le contrôle de la libération de leur engagement. Les opérations représentées sont les suivantes :

1. Engagement des associés ou souscription.
2. Libération du capital souscrit
 - 2.1. par un versement en espèces;
 - 2.2. par un apport de moyens d'activité autres que des espèces;
 - 2.3. par la remise de dettes.

8.3.1.2.1 Engagement et libération totale ou partielle

Pour enregistrer l'engagement, puis pour contrôler la libération correspondante, on ouvre un compte courant, appelé souvent compte d'apport, à chacun des associés; un compte collectif peut parfois suffire. Dans la mesure où la libération est entière, ce compte sera soldé par cette dernière. En cas de libération partielle, cette créance figure, selon le CO, dans les actifs circulants de la société.

Dans le cas de la *société anonyme* pour laquelle l'éventualité d'une libération partielle est prévue, cette créance figure en général au bilan sous la rubrique *Actionnaires ou Capital-actions non versé* (art. 663a al. 4 CO). L'apport minimum des souscripteurs doit être de 20 % du capital-actions mais de 50 000 francs

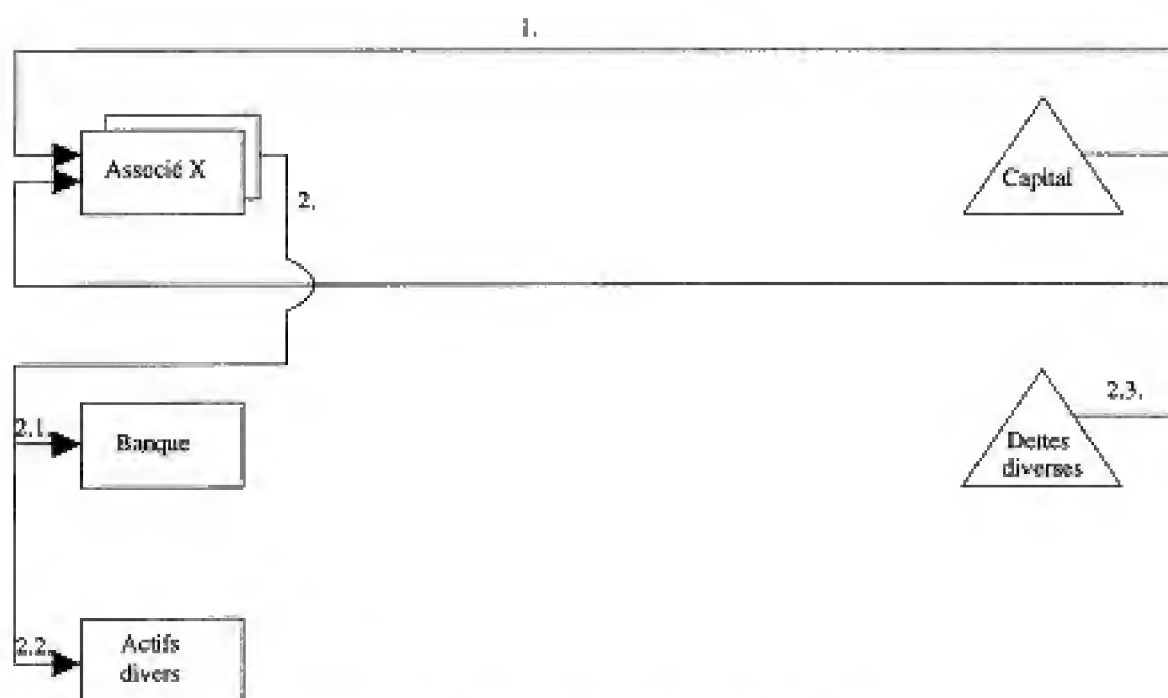


Fig. 8.4 Fondation d'une société, schéma général.

au moins (art. 632 CO)²⁰. Les actions non entièrement libérées sont obligatoirement nominatives et la société tient un registre des actions qui mentionne le nom et l'adresse des propriétaires et des usufructiers d'actions nominatives (art. 686 al. 1 CO). Lorsqu'il le juge nécessaire, le conseil d'administration, compétent en la matière, peut donc atteindre facilement les actionnaires, non anonymes pour lui, pour leur demander de libérer le solde de leurs actions (art. 634a CO). Quant au capital-participation, formé de bons sans droit de vote, il n'est pas soumis à l'exigence d'un montant minimum (art. 656a al. 1 et 656b al. 2). Néanmoins, comme pour les actions, les bons de participation non entièrement libérés sont nécessairement nominatifs.

Le ou les fondateurs d'une société anonyme fondent la société et libèrent eux-mêmes simultanément le capital. S'ils désirent ouvrir leur capital, ils peuvent créer une société anonyme au capital-actions minimum, puis, immédiatement, augmenter le capital en faisant appel au public (art. 652a CO).

Dans le cas de la *société à responsabilité limitée*, chaque associé détient au moins une part sociale qui doit avoir été entièrement libérée en espèces ou en nature (art 777c CO). De plus, les statuts peuvent prévoir l'obligation, pour les associés, d'effectuer des versements supplémentaires ou de fournir des prestations accessoires (art. 772 al. 2 CO).

Dans le cas de la *société en commandite*, il est aussi possible de libérer progressivement la commandite. Le ou les commanditaires sont cependant responsables du montant fixé de leur commandite inscrit sur le registre du commerce.

²⁰ L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 prévoit que les souscripteurs doivent avoir libéré 25 % au moins de la valeur nominale de chaque action lors de la constitution de la société, mais au minimum 50 000 francs.

Il est normal que pour des sociétés dont la responsabilité des propriétaires est limitée à la commandite ou au capital souscrit, le montant du non-versé doive apparaître de façon distincte au bilan. La procédure comptable en deux étapes proposée dans la figure 8.4 assure la présence de cette créance.

Pour les associés dont la responsabilité personnelle va au-delà du montant du capital souscrit à la fondation la question du non-versé ne se pose pas.

8.3.1.2.2 Apports en espèces ou en nature

La libération peut se faire *en argent* ou *par des apports en nature*. Dans ce dernier cas, il faut encore distinguer s'il s'agit de l'apport d'une entité économique ou de celui de quelques biens, voire de quelques dettes, ne formant pas une entreprise ou un secteur viable d'une entreprise.

La Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus)²¹, donne un cadre juridique formel aux transformations admises pour chaque type de société. Lorsque la situation ne correspond pas à l'une de celles autorisées pour une fusion, une scission ou une transformation, on se réfère aux règles relatives au transfert de patrimoine qui figurent aussi dans la loi.

Pour la remise d'une entité économique indépendante, un bilan d'apport est établi dans une perspective de continuité de l'exploitation selon les règles de l'art comptable. Il aura notamment été procédé à des inventaires et à des évaluations correctes. Des réévaluations autorisées par la doctrine comptable, dans le but de rendre apparentes certaines réserves cachées, ne sont pas exclues. Le bilan d'apport est établi dans la comptabilité commerciale de l'entité apportée. Pour la remise d'éléments isolés ne formant pas une entité indépendante, un contrat de transfert est établi qui comprend en particulier un inventaire désignant clairement les objets du patrimoine actif et passif transférés.

Dans la négociation de reprise on peut prévoir un goodwill, c'est-à-dire une survalueur entre le coût d'acquisition convenu et la valeur économique du capital repris. Selon la doctrine comptable, cette valeur incorporelle non identifiable peut être inscrite à l'actif de la nouvelle entité si elle a été acquise à titre onéreux²². Il donnera donc lieu à un paiement direct ou au versement d'une prime d'entrée. L'observation IV traite l'aspect fiscal lié à cette survalueur.

Le bilan d'apport ou le relevé de la valeur à laquelle sont acceptés des biens et des dettes isolés fait l'objet d'une négociation entre les associés.

²¹ Entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2004, cette loi est conforme au droit de l'Union européenne hormis notamment pour certains allègements concernant des obligations à respecter dans la transformation accordés en Suisse aux PME, même celles ayant la forme de sociétés anonymes. En effet, dans l'Union européenne des directives s'appliquent à toutes les sociétés anonymes indépendamment de leur taille.

²² Swiss GAAP RPC 10. À l'article 19 la norme donne des exemples de valeurs incorporelles qui, en principe, ne peuvent pas être activées: goodwill créé par l'entité elle-même, frais de formation et de perfectionnement, frais de restructuration, frais de recherche fondamentale et appliquée, frais de constitution et d'organisation.

Quelle que soit la société en formation, il est très indiqué de fixer par écrit les valeurs arrêtées au moment de la conclusion du contrat. On peut établir une convention d'apport expresse (ou contrat d'apport).

Les dispositions à propos de ces conventions sont indiquées aux articles suivants :

- pour la société en commandite, art. 596 al. 3 CO ;
- pour la société anonyme, art. 633 à 635a CO ;
- pour la société à responsabilité limitée, art. 777, 777a, b et c CO ;
- pour la société coopérative, art. 833 al. 1 ch. 2 et 3 CO.

Le CO révisé, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2008, fixe l'obligation de révision des contrats d'apport pour la société anonyme et la société à responsabilité limitée. Ces contrats sont soumis à l'examen d'un réviseur ou d'un expert-réviseur agréé par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (autorité de surveillance) ; ils peuvent l'être, dans certains cas, à une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat.

En matière de révision, le CO révisé distingue, d'une part les sociétés ouvertes au public et les sociétés qui, au cours de deux exercices successifs, dépassent deux des valeurs suivantes : a. total du bilan de 10 millions de francs, b. chiffre d'affaires de 20 millions de francs, c. 50 emplois à plein temps en moyenne annuelle, d'autre part les autres sociétés. Les premières sont soumises au contrôle ordinaire, les secondes au contrôle restreint (§ 8.4.1).

Les sociétés ouvertes au public désignent comme organe de révision une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat au sens de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision. Elles doivent également charger une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat de réaliser les contrôles qui, selon la loi, doivent être effectués par un réviseur agréé ou par un expert-réviseur agréé (CO art. 727b). Les autres sociétés tenues à un contrôle ordinaire désignent comme organe de révision un expert-réviseur agréé. Elles doivent également charger un tel expert-réviseur de réaliser les contrôles qui, selon la loi, doivent être effectués par un réviseur agréé. Enfin les sociétés tenues à un contrôle restreint désignent comme organe de révision un réviseur agréé (CO art. 727c). Le CO révisé prévoit également le cas où aucun organe de révision n'est exigé (CO 727a al. 2).

Les observations qui suivent portent sur des cas particuliers d'apports en espèces et en nature et sur les cas de traitements comptables différenciés selon les sociétés qui reçoivent ces apports.

Observation 1: amortissement cumulé et provision

Dans le cadre d'un bilan d'apport, les actifs sont acceptés pour une valeur nette, il n'y a donc pas lieu d'introduire dans le bilan de fondation des amortissements cumulés, voire des provisions diminutives d'actif. On fait souvent une exception pour les provisions pour dépréciation des créances, de manière à ce que le montant nominal des créances figure à l'actif. Par contre, des provisions pour charges futures, lorsqu'elles sont autorisées, représentent un engagement de l'entreprise dont l'activité se poursuit sous une autre forme juridique.

Observation II : compensation dettes-créances

Les fondateurs d'une société sont souvent déjà en relation d'affaires. Dès lors, il arrive qu'ils apportent respectivement une créance ou une dette entre associés. Au sein de la société, ces dernières vont en général s'annuler pour autant qu'elles soient bien réciproques, effectives, libres de toute restriction et exigibles. Cette rencontre s'inscrit dans un compte *Compensation dettes/créances*. Par exemple, lors de la fondation de la société, on enregistre au journal de fondation de la société :

- *L'associé X apporte une créance contre l'associé Y*
Compensation dettes/créances 100
à Compte d'apport X 100
- *L'associé Y apporte une dette envers l'associé X*
Compte d'apport Y 100
à Compensation dettes/créances 100

Observation III : survaleur et prime à l'émission

Il est possible de convenir que les associés ou certains d'entre eux apportent un montant supérieur au capital social sur lequel ils s'engagent. Cette survaleur se justifie notamment lorsque certains participants entrent dans une entité économique qui vaut plus que la valeur comptable pour laquelle on la reprend.

Cette prime s'explique par l'existence de réserves latentes, actifs sous-évalués ou provisions exagérées qui n'ont pas été dissoutes ou par un goodwill, c'est-à-dire un excédent d'actif incorporel qui tire sa source notamment des bonnes relations de l'entreprise avec ses clients, de ses ressources humaines, d'un emplacement favorable ou de sa réputation.

Cette survaleur versée par certains associés peut par analogie avec les sociétés anonymes être comptabilisée avec contrepartie en réserve. En effet, pour la société anonyme, l'article 671 al. 2 ch. 1 CO précise que *le produit de l'émission qui dépasse la valeur nominale, la prime à l'émission, doit être affecté à la réserve générale, après paiement des frais d'émission, en tant qu'il n'est pas employé à des amortissements ou à des buts de prévoyance*²³. Cette prime à l'émission éventuelle appartient à l'entité société, elle ne peut pas être ressortie de l'entreprise et donner lieu à une distribution en faveur de certains ayants droit.

La figure 8.5 montre le schéma d'une émission de capital au-dessus du pair. Les opérations représentées sont les suivantes :

1. Souscription au-dessus du pair par un associé
 - 1.1. souscription du capital social;
 - 1.2. souscription de la prime à l'émission.
2. Libération par un apport en espèces auprès de l'Office de consignation.
3. Utilisation de la prime à l'émission

²³ Le recours à l'amortissement laisse plus de flexibilité pour la distribution future du résultat que la solution de la réserve générale, qu'on ne peut utiliser que pour couvrir des pertes ou pour des mesures qui permettent d'éviter le chômage ou en atténuer les conséquences (art. 671 CO).

- 3.1. amortissement des frais d'émission ou d'autres frais ;
- 3.2. dotation à la réserve générale, voire à un fonds de prévoyance ou à des amortissements.

On relèvera que les frais d'émission et autres frais sont déductibles du résultat imposable.

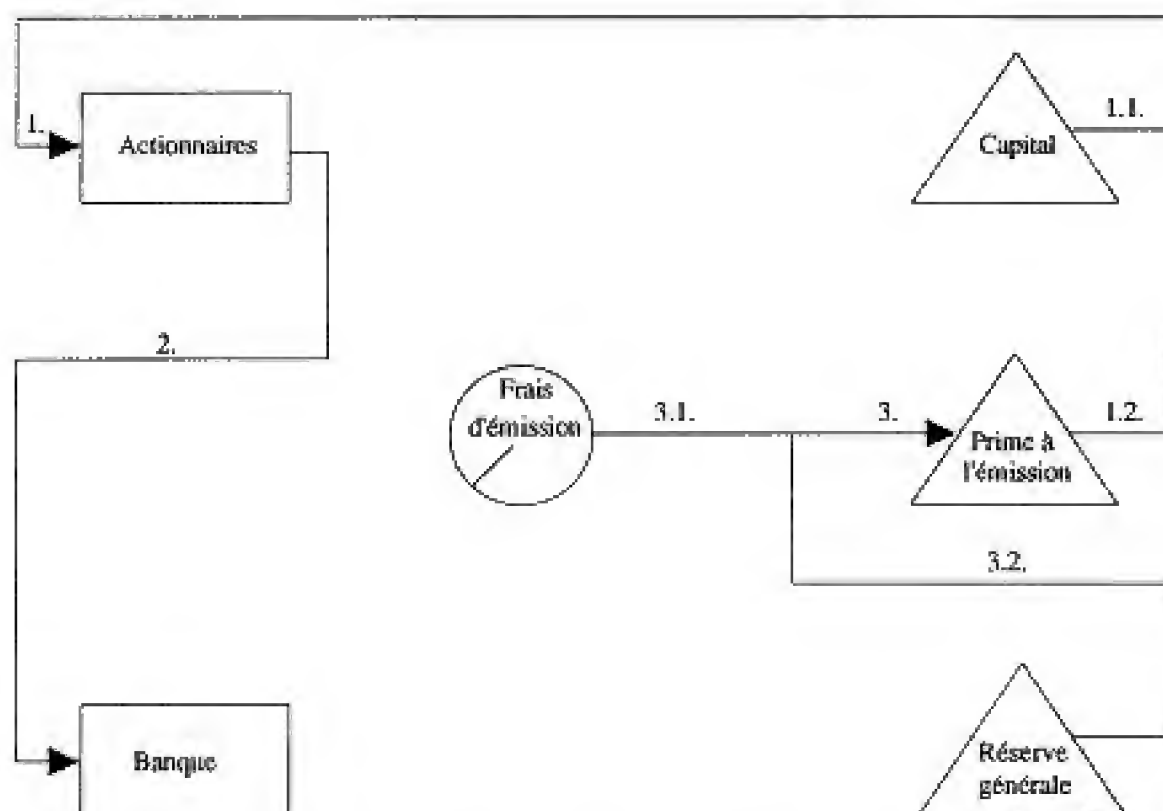


Fig. 8.5 Emission de capital au-dessus du pair.

Observation IV : aspect fiscal de la survaleur

Commençons par relever que dans le cadre des restructurations, il est possible de bénéficier de la neutralité fiscale à certaines conditions. Le législateur veut éviter qu'une restructuration économiquement et socialement nécessaire ne soit pas entreprise pour des raisons fiscales. Le sujet est repris plus loin.

Dans les autres cas, deux autres solutions peuvent être envisagées pour régler le problème de la survaleur. Premièrement, la prime peut donner lieu à un paiement direct des autres participants à l'associé qui apporte son entreprise : l'associé qui reçoit ce versement sera imposé sur ce revenu dans la mesure où il représente un gain par rapport aux valeurs comptables déterminantes du « bilan fiscal ». Deuxièmement, la prime peut être constatée comme un goodwill dans les actifs du bilan d'apport de l'entreprise cédée. Là aussi dans la mesure où ces plus-values n'ont pas été reprises précédemment, le fisc profitera de la transformation de l'entreprise pour les imposer.

De façon générale pour le ou les titulaires de l'ancienne raison, la transformation de leur entreprise entraînera une imposition supplémentaire si elle

est réalisée pour des valeurs supérieures aux valeurs fiscalement déterminantes. Ces valeurs fiscalement déterminantes peuvent être différentes des valeurs des comptes annuels si le fisc a opéré des reprises sur des dotations exagérées aux amortissements ou aux provisions. Dans le cas de reprises, le bénéfice fiscal, taxé, est plus important que le bénéfice comptable qui apparaît dans le bilan de l'entreprise. Les réserves latentes qui seraient dissoutes au moment de la préparation du bilan d'apport auraient évidemment déjà été imposées et ne feraient donc pas l'objet d'une nouvelle taxation.

Le droit prévoit expressément l'émission à un cours supérieur au pair (art. 624 CO) pour la société anonyme. En outre, même si le droit ne le prévoit pas spécifiquement, la prime d'émission peut également être demandée aux associés des autres formes juridiques d'entreprises.

8.3.1.2.3 Frais de fondation

Les fondateurs engagent généralement des frais avant que la nouvelle société soit fondée. Ces frais de fondation, de premier établissement, de l'entité économique sont une source de revenu futur qui peuvent être portés à l'actif et amortis en quelques années. Le droit de la société anonyme précise qu'ils peuvent être indiqués au bilan, dans ce cas séparément, et amortis en cinq ans (art. 664 CO). Notons que les Swiss GAAP RPC relèvent que les frais de constitution et d'organisation ne sont pas à proprement parler des valeurs incorporelles. Relevons enfin que les normes IFRS (voir IAS 32 ch. 35) obligent l'imputation directe des frais de fondation sur les capitaux propres.

Ces frais de fondation comprennent en particulier des frais d'études, des frais de notaires et d'inscription au Registre du commerce, éventuellement un droit de timbre fédéral²⁴.

8.3.1.3 Exemple général de fondation d'une société

8.3.1.3.1 Donnée générale

Quatre personnes, Gianini, Bianchi, Sassoli et Antonelli, décident de fonder une société au capital de 2 400 000 pour exploiter un commerce de gros de bijoux de pacotille et de colifichets. Gianini s'engage pour 954 000, Bianchi pour 546 000, Sassoli et Antonelli respectivement pour 600 000 et 300 000. Les associés estiment à 300 000 le goodwill de l'entreprise Gianini et compagnie. Sassoli et Antonelli acceptent dès lors de verser une prime de 20% en supplément de leur capital de départ.

Pour libérer leur engagement, Gianini et Bianchi apportent leur société en nom collectif, qu'ils souhaitent développer grâce à cette association. Les associés conviennent enfin d'utiliser la prime pour amortir les frais de fondation et de porter son solde en réserve. Sassoli apporte 220 000 en espèces et sa créance contre Gianini et compagnie, et Antonelli le solde en espèces. Des frais de fondation de 90 000 ont été payés par la société en formation.

²⁴ Swiss GAAP RPC 10, ad chiffre 19. Pour le calcul du droit de timbre, se référer à la formule de l'Administration fédérale des contributions.

Le bilan d'apport de Gianini et compagnie a été établi après une négociation entre les quatre associés; les valeurs qui figurent dans ce bilan ne correspondent donc pas à celles qui étaient inscrites dans le bilan final de l'entreprise de Gianini et compagnie. La préparation du bilan d'apport à partir des comptes de Gianini et compagnie est présentée dans le paragraphe 8.3.2.4.

Bilan d'apport de Gianini et compagnie (en milliers de francs)			
ACTIF			PASSIF
Disponibilités	400	Créanciers-fournisseurs	420
Débiteurs-clients	200	Dette envers Sassoli	500
Provision pour dépréciation des créances	(20)	Intérêts courus sur hypothèque	80
Stocks	550	Hypothèque	1 000
Équipement	700	Gianini, compte capital	954
Immeuble	1 600	Bianchi, compte capital	546
Titres à long terme	70		
	<u>3 500</u>		<u>3 500</u>

Les associés doivent se déterminer sur la forme juridique qu'ils entendent donner à leur affaire.

Pour commencer, nous allons admettre qu'ils optent pour la société anonyme. Nous examinerons plus loin les éléments comptables qui changeraient s'ils choisissaient la société en commandite simple, la société à responsabilité limitée voire la coopérative. Il existe en effet un schéma général de la fondation puis quelques différences formelles sont nécessaires pour tenir compte des types particuliers de sociétés (fig. 8.4 et 8.5).

8.3.1.3.2 Journal de la fondation de la société anonyme Bijouxfous S.A.

1. Engagement des associés

1.1. C.e. actionnaire Gianini	954	
C.e. actionnaire Bianchi	546	
C.e. actionnaire Sassoli	720	
C.e. actionnaire Antonelli	360	
	à Capital-actions	2 400
	à Prime à l'émission	180

2. Libération de la part de Gianini et de Bianchi

2.1. Apports d'actifs

Disponibilités (Office de consignation)	400	
Débiteurs-clients	200	
Stocks	550	
Équipement	700	
Immeuble	1 600	
Titres à long terme	70	
	à C.e. actionnaire Gianini	2 239
	à C.e. actionnaire Bianchi	1 281

2.2. Apports de passifs

C.e. actionnaire Gianini	1 285
C.e. actionnaire Bianchi	735

	à Créanciers-fournisseurs	420	
	à Compensation dettes-créances	500	
	à Intérêts courus sur hypothèque	80	
	à Provision pour dépréciation des créances	20	
	à Hypothèque	1 000	
3.	<i>Libération de la part de Sassoli</i>		
	Disponibilités (Office de consignation)	220	
	Compensation dettes-créances	500	
	à C.c. actionnaire Sassoli		720
4.	<i>Libération de la part d'Antonelli</i>		
	Disponibilités (Office de consignation)	360	
	à C.c. actionnaire Antonelli		360
5.	<i>Frais de fondation payés</i>		
	Frais de fondation	90	
	à Disponibilités		90
6.	<i>Amortissement des frais de fondation et mise en réserve du solde de la prime</i>		
	Prime à l'émission	180	
	à Frais de fondation		90
	à Réserve générale		90

8.3.1.3.3 Grand livre de la fondation de Bijoux tous S.A. (en milliers de francs)

Disponibilités				C.c. actionnaire Giuliani				Créanciers-fournisseurs			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
2.1.	400	5.	90	1.1.	954	2.1.	2 239	v/bf	420	2.2.	420
3.	220	v/bf	890	2.2.	1 285						
4.	360										
	<u>980</u>		<u>980</u>		<u>2 239</u>		<u>2 239</u>		<u>420</u>		<u>420</u>

Débiteurs-clients				C.c. actionnaire Bianchi				Int. courus sur hypothèque			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
2.1.	200	v/bf	200	1.1	546	2.1	1 281	v/bf	80	2.2.	80
				2.2	735						
	<u>200</u>		<u>200</u>		<u>1 281</u>		<u>1 281</u>		<u>80</u>		<u>80</u>

Proce. p. dépréciation des créances				C.c. actionnaire Sassoli				Hypothèque			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
v/bf	20	2.2.	20	1.1.	720	3.	720	v/bf	1 000	2.2.	1 000
	<u>20</u>		<u>20</u>		<u>720</u>		<u>720</u>		<u>1 000</u>		<u>1 000</u>

Stocks				C.c. actionnaire Antonelli				Compensation dettes-créances			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
2.1.	550	v/bf	550	3.	360	4.	360	3.	500	2.2.	500
	<u>550</u>		<u>550</u>		<u>360</u>		<u>360</u>		<u>500</u>		<u>500</u>

compte figurera à l'actif du bilan tant qu'il restera des actions non entièrement libérées, sous une rubrique plus explicite comme *Capital-actions non libéré* par exemple (art. 663a al. 4 CO).

De plus, une des conditions de l'inscription de la société au registre du commerce est que *les apports en espèces doivent être déposés auprès d'un établissement soumis à la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne et être tenus à la disposition exclusive de la société* (art. 633 al. 1 CO). Cet établissement ne remet ce dépôt à la société qu'après son inscription au registre du commerce (art. 633 al. 2 CO).

L'utilisation de la prime à l'émission est réglée par l'article 671 al. 2 ch. 1 CO qui stipule qu'après paiement des frais d'émission, le produit de l'émission des actions qui dépasse la valeur nominale en tant qu'il n'est pas affecté à des amortissements ou à des buts de prévoyance est affecté à la réserve générale.

La prime versée par Sassoli et Antonelli a donc servi en premier lieu à amortir les frais de fondation constatés chez Bijouxfous S.A.; le solde a été porté au crédit de la réserve générale.

L'article 671 CO stipule encore que tant que cette dernière ne dépasse pas la moitié du capital-actions, elle ne peut être employée qu'à couvrir des pertes ou à prendre des mesures pour éviter le chômage ou d'en atténuer les conséquences.

La responsabilité personnelle des actionnaires n'étant pas engagée, la raison sociale de la société peut être un nom de fantaisie, Bijouxfous S.A. par exemple.

Observation II: fondation d'une société anonyme avec capital-participation

Toujours dans l'hypothèse de la fondation d'une société anonyme, les fondateurs auraient pu prévoir la formation d'un capital-actions de 1 500 000 souscrit par Gianini et Bianchi et d'un capital-participation (art. 656a CO) souscrit respectivement par Sassoli et Antonelli. Les porteurs des bons de participation n'auraient pas de droit de vote, les statuts pourraient prévoir le droit de consulter les documents et le droit d'obtenir des renseignements ou le droit de participer à l'assemblée générale (art. 656c et ss CO). Le bilan de la société comprendrait alors les rubriques suivantes, pour les capitaux propres.

ACTIF	Bilan de fondation de Bijouxfous S.A.	PASSIF
	<i>Capitaux propres</i>	
	Capital-actions	1 500
	Capital-participation	900
	Réserve générale	90

Observation III: fondation d'une société en commandite simple

Pour développer l'entreprise, Gianini et Bianchi auraient pu proposer à Sassoli et Antonelli d'entrer dans le capital propre de la nouvelle société en limitant leur risque au montant de leur engagement. Gianini et Bianchi resteraient ainsi les seuls associés habilités à gérer la société dont ils seraient personnellement responsables. Les associés auraient donc opté pour une *société en commandite simple*, dans laquelle Gianini et Bianchi seraient les commandités personnellement responsables, Sassoli et Antonelli étant les commanditaires avec une responsabilité limitée au montant de leur engagement.

Pour faire apparaître dans les états financiers la différence de responsabilité des associés, les prétentions des deux commanditaires figureront sous les rubriques *Sassoli, compte commandite* et *Antonelli, compte commandite* alors que celles des deux commandités s'inscriront dans les rubriques *Gianini, compte capital* et *Bianchi, compte capital*.

ACTIF	Bilan de fondation de Bijouxfous S.à r.l.	PASSIF
	<i>Capitaux propres</i>	
	Gianini, c. capital	954
	Bianchi, c. capital	546
	Sassoli, c. commandite	600
	Antonelli, c. commandite	300
	Réserve	90

On observera que dans ce type de sociétés, la constitution d'une réserve générale n'est pas demandée par la loi car la responsabilité des associés personnellement responsables (dans ce cas particulier Gianini et Bianchi) s'étend au-delà de leur engagement en capital, il peut toutefois être judicieux de constituer une réserve.

Observation IV : fondation d'une société à responsabilité limitée

Les associés peuvent également décider de créer une société à responsabilité limitée (art. 772 à 827 CO) dans laquelle chaque associé détient une part du capital social divisé en *parts sociales* qu'il doit entièrement libérer par des versements en espèces ou des apports en nature. La responsabilité des associés est limitée au montant nominal de leur(s) part(s) sociale(s). Les statuts peuvent prévoir des versements supplémentaires et des prestations accessoires. Il serait donc logique de faire apparaître de façon distincte au bilan les parts respectives des associés. De toute manière, une liste indiquant en particulier les noms des associés, le nombre et la valeur nominale des parts qu'ils détiennent est déposée au registre du commerce. Les listes déposées sont publiques (art. 791 CO).

ACTIF	Bijouxfous S.à r.l.	PASSIF
	<i>Capitaux propres</i>	
	Capital social	2 400
	Gianini, part(s) sociale(s)	954
	Bianchi, part(s) sociale(s)	546
	Sassoli, part(s) sociales(s)	600
	Antonelli, part(s) sociale(s)	300
	Réserve générale	90

Observation V : fondation d'une société coopérative

Dans notre exemple il est peu probable que les associés Gianini, Bianchi, Sassoli et Antonelli fondent une société coopérative. Ce type de société n'est en effet généralement pas créé dans un but lucratif. Les coopérateurs n'entendent en principe pas tirer de l'activité de leur entreprise des bénéfices à se partager, ils sont seulement désireux de défendre leurs intérêts économiques dans le domaine pour lequel ils se sont groupés. En outre, ils devraient trouver trois autres participants puisqu'une société coopérative compte au minimum sept membres (art. 831 al. 1 CO).

S'ils devaient néanmoins choisir la *société coopérative*, le bilan de fondation ne comporterait que deux particularités. La prétention des coopérateurs figurerait sous la rubrique *Capital social*. Quant à l'engagement des participants à libérer leur part sociale, il serait le cas échéant enregistré dans un compte *Parts à libérer*. Dans la mesure où la responsabilité individuelle des coopérateurs ne figure pas dans les statuts (art. 833 ch. 5 CO), la réserve créée grâce à la prime d'émission devrait obéir aux mêmes règles que pour la société anonyme.

ACTIF	Bijouxfour, société coopérative	PASSIF
	Capitaux propres	
	Capital social	2 400
	Réserve générale	90

8.3.2 Préparation du bilan d'apport dans l'entreprise en transformation ou objet d'un transfert de patrimoine

8.3.2.1 Introduction

Dans un certain nombre de cas, une société peut se créer à partir d'une entité existante. Comptablement, cette création se divise en deux étapes distinctes: premièrement, dans le but d'établir la valeur économique du patrimoine transféré, un bilan d'apport doit être établi par la société en transformation; deuxièmement, l'opération de restructuration doit être entérinée par la fondation de la nouvelle entité qui reprendra, à son compte, la part convenue par les associés du patrimoine de l'ancienne entité (§ 8.3.1.2.2).

La Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus)²⁵ donne un cadre juridique formel qui fixe les possibilités de transformation admises pour chaque type de société. Par contre, elle ne traite pas directement de deux autres cas de restructuration: d'une part de la pratique courante de transformation d'une entreprise individuelle en société de capitaux et, d'autre part, des cas analogues aux transformations de sociétés de capitaux en entreprises de personnes (Message LFus par. 1.3.9.4).

La transformation

La loi définit la transformation comme *une modification de la forme juridique de l'entité dans la continuité des rapports patrimoniaux et sociaux* (art. 53 LFus); le sujet revêt donc une nouvelle forme juridique sans modifier ses rapports patrimoniaux (soit les aspects directement pécuniaires du sociétariat) et ses rapports sociaux (soit les aspects non directement pécuniaires du sociétariat)²⁶, ce qui rend inutile tout transfert des droits et obligations de l'entité transformée. Ainsi, selon le

²⁵ Entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2004, cette loi est conforme au droit de l'Union européenne hormis notamment pour certains allègements des obligations à respecter dans la transformation accordés en Suisse aux PME même celles ayant la forme de sociétés anonymes. En effet, dans l'Union européenne des directives s'appliquent à toutes les sociétés anonymes indépendamment de leur taille.

²⁶ Sur les droits patrimoniaux et sociaux, voir notamment RUEDIN R., *Droit des sociétés*, deuxième édition, Staempfli Editions SA, Berne, 2007, par. 1372 et ss.

principe de la continuité du sociétariat, l'article 56 al. 1 LFus stipule que les associés de la société avant transformation doivent le rester après la transformation.

La liste exhaustive des transformations autorisées figure à l'article 54 al. 1 à 4 LFus. Seules sont admises les transformations dont la structure juridique de la forme légale future est fondamentalement compatible avec celle de la forme actuelle (tab. 8.6). En dehors de ces cas, l'unique possibilité demeure le transfert de patrimoine qui se limite en principe à un transfert des seuls droits patrimoniaux (tab. 8.7).

Tableau 8.6 Formes juridiques compatibles lors d'une transformation.

Nouvelle forme juridique	Ancienne forme juridique	Entreprise individuelle	Société en nom collectif	Société en commandite	Société anonyme	Société en commandite par actions	Société à responsabilité limitée	Société coopérative	Société coopérative (sans capital social)	Association	Fondation
Entreprise individuelle											
Société en nom collectif			T	T	T	T	T	T			
Société en commandite		T		T	T	T	T	T			
Société anonyme					T	T	T	T			
Société en commandite par actions				T		T	T	T			
Société à responsabilité limitée				T	T		T	T			
Société coopérative				T	T	T					
Société coopérative (sans capital social)				T	T	T			T		
Association				T*	T*	T*	T*	T*			
Fondation											

T: Transformation.
 *: Le sujet doit être inscrit au registre du commerce.
 Ce tableau est adapté du *Message concernant la loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus)*.

Le transfert de patrimoine

Le transfert de patrimoine permet à un sujet (sociétés, fondations, entreprises individuelles inscrites au registre du commerce, institutions de droit public, selon art. 2 LFus) de remettre tout ou partie de son patrimoine, avec actifs et dettes, à un ou plusieurs autres sujets sans transfert de droits sociaux. Si cette remise ne se limite pas uniquement à un transfert de droits patrimoniaux, mais que les associés de la société transférante (SA., SCA, S.à.r.l., Coop.) reçoivent des parts sociales ou des droits de sociétariat de la société reprenante, le chapitre 3 LFus sur les scissions s'applique (art. 69 LFus). Le transfert de patrimoine apporte donc une réponse aux cas de restructuration qui ne rentrent pas dans les listes établies par la loi relative aux fusions (chap. 2 LFus), aux scissions (chap. 3 LFus) et aux transformations (chap. 4 LFus).

Tableau 8.7 Transferts de patrimoine autorisés.

Entité transférante	Entité reprenante	Entreprise individuelle	Société en nom collectif	Société en commandite	Société anonyme	Société en commandite par actions	Société à responsabilité limitée	Société coopérative	Société coopérative (sans capital social)	Association	Fondation
Entreprise individuelle	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Société en nom collectif	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Société en commandite	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Société anonyme	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Société en commandite par actions	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Société à responsabilité limitée	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Société coopérative	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Société coopérative (sans capital social)	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Association	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP
Fondation	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP	TP

Zones grisées: Le transfert de patrimoine avec remise de parts sociales ou de droits de sociétariat de la société reprenante (art. 69 al. 1 LFus) ne concerne que les sujets autorisés à mener une scission, soit les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives (art. 30 LFus).

Pour être autorisée à transférer tout ou partie de son patrimoine, l'entité transférante doit être inscrite au Registre du commerce.

Ce tableau est adapté du *Message concernant la loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus)*.

Notons encore que pour être autorisé, le transfert de patrimoine doit remplir deux conditions: il doit être réalisé par un sujet inscrit au registre du commerce (art. 69 LFus) et le solde du patrimoine doit s'avérer positif (art. 71 al. 2 LFus).

Le cas d'un transfert de patrimoine est utilisé par exemple pour distribuer des actifs et dettes aux associés d'une société en liquidation, ou lors d'un apport de patrimoine dans le cadre d'une fondation (§ 8.3.1.2.2). Dans ce cas il s'agit, comme on le verra plus loin (chap. 10 et 14 notamment), d'évaluer le patrimoine transféré à sa valeur la plus pertinente du point de vue économique, ceci afin d'évaluer correctement l'apport de l'associé dans la nouvelle entité. Bien entendu, si les nouvelles valeurs diffèrent des valeurs figurant dans le bilan de l'entité, le transfert ne sera probablement pas neutre fiscalement.

Le processus de transformation

Au début du processus de transformation, une négociation aura lieu entre les nouveaux partenaires sur la valeur à donner aux actifs et aux passifs qui vont être repris: certains éléments peuvent être retirés de l'affaire, des apports complémentaires peuvent être demandés. Dans la mesure où il s'agit bien de la remise d'une

entité économique dont les activités vont continuer sous une nouvelle raison, il y a lieu de préparer le bilan d'apport de cette entreprise à partir de son grand livre en respectant les règles comptables en matière de tenue des comptes.

En particulier, l'évaluation doit respecter les principes généraux de la comptabilité commerciale (art. 960 CO). Les sous-évaluations sont admises puisqu'il n'existe pas de valeur plancher pour le droit suisse (art. 669 ch. 3 et 960 CO). En cas de réévaluation des valeurs comptables, elle se fondera sur les valeurs en cours d'exploitation et tiendra compte des frais d'acquisition ou d'installation. Par exemple, la valeur de marché sera déterminante pour l'évaluation du matériel ou des installations de production que toute entreprise doit acquérir; la valeur d'aliénation nette servira à évaluer un immeuble non attaché à l'exploitation représentant une réserve de liquidités; s'il est difficile de déterminer une valeur d'acquisition ou de fabrication, une valeur de rendement pourra servir de base.

L'ensemble de ces ajustements permettra d'établir la valeur effective nette du patrimoine de l'entreprise apportée. Cette valeur servira aussi à déterminer le montant à rembourser aux associés qui sortiraient de l'entreprise en cas d'une fusion ou d'une scission (art. 7 al. 2 et 31 LFus) ou à calculer la prime que pourraient avoir à verser de nouveaux associés.

Dans le cas d'une transformation, il n'y a pas lieu de prévoir le versement d'une soulte en espèces, ce qui peut être le cas lors d'une fusion. En effet, puisqu'on est en présence d'une même entité dont seule la forme juridique change (art. 53 LFus), les parts sociales ont la même valeur relative avant et après la transformation.

Ces réévaluations doivent cependant être menées avec prudence dans une perspective globale de continuité de l'exploitation.

Précisons que la transformation se fonde sur un contrat passé en la forme écrite établi par l'organe supérieur de direction ou d'administration. Ce contrat, soumis à l'approbation de l'assemblée générale ou des associés, doit contenir le nom ou la raison de commerce, le siège et la forme juridique ancienne et nouvelle, les nouveaux statuts et des indications sur les parts sociales remises ainsi que sur le sociétariat des associés après la transformation. L'organe supérieur de direction ou d'administration a également la charge d'établir un rapport écrit expliquant et justifiant l'opération du point de vue juridique et économique (art. 61 LFus). Dans le nouveau droit, la vérification des documents relatifs à la transformation n'est plus réservée à la société anonyme, mais a été étendue à l'ensemble des formes juridiques pouvant être transformées. La révision, effectuée par un réviseur au sens de la loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (LSR), permet de vérifier si les conditions de l'opération sont remplies, à savoir si le statut juridique des associés sera maintenu après la transformation et si les dispositions en matière de fondation sont maintenues (art. 62 LFus).

La loi offre également aux associés un droit de consultation; ces derniers peuvent, pendant les 30 jours qui précèdent la décision, consulter les différents documents relatifs à la transformation (projet et rapport de transformation, rapport de révision) ainsi que les comptes et rapports annuels des trois derniers exercices et, le cas échéant, le bilan intermédiaire (art. 63 LFus). Précisons qu'un tel bilan doit être établi dans les cas où la date de clôture du bilan est antérieure de

plus de six mois ou si des modifications importantes sont intervenues dans le patrimoine depuis la clôture du dernier bilan (art. 58 LFus).

Enfin, le projet de transformation doit être approuvé par l'assemblée générale ou, dans certains cas, par l'ensemble des associés (art. 64 LFus). Les effets juridiques de l'opération sont déployés lors de son inscription au registre du commerce (art. 66 et 67 LFus).

Notons encore quelques points importants. Tout d'abord, une société unipersonnelle peut maintenir sa structure reposant sur un associé unique lors de sa transformation. De plus, la loi permet aux PME²⁷ de passer par un processus de transformation allégé. En effet, sous la condition d'approbation de tous les associés, et du respect de leur droit de consultation (art. 63 LFus), elles peuvent renoncer d'une part à établir un rapport de transformation (art. 61 LFus), d'autre part à soumettre le projet à la vérification d'un expert-réviseur agréé (art. 62 LFus). Cet allègement qui est aussi valable pour des petites sociétés anonymes est en contradiction avec les directives européennes qui traitent toutes les sociétés anonymes de la même manière indépendamment de leur taille. Enfin, en raison de leur statut juridique proche, la société en nom collectif et la société en commandite peuvent choisir la forme opposée en jouant sur la qualité d'associé indéfiniment responsable/commanditaire d'un membre de la société (art. 55 LFus).

8.3.2.2 Analyse

8.3.2.2.1 Aspect statique

Deux associés décident de transformer leur société en nom collectif sur laquelle ils exercent un contrôle conjoint. Ils libèrent leurs parts en apportant l'entreprise. Les livres comptables exigés par la nature et l'étendue des affaires sont à disposition.

8.3.2.2.2 Aspect cinétique

Les associés de la nouvelle entité juridique doivent convenir des éléments du bilan qui vont être repris et de leur valeur. Les ajustements comptables nécessaires sont portés dans un grand livre de transformation de l'entreprise apportée, dont la clôture donne le bilan d'apport. La situation nette du bilan d'apport indique le montant du capital de la nouvelle société libéré par la remise du patrimoine de l'entité transformée.

8.3.2.2.3 Elaboration logique de l'information

Les associés conviennent du retrait de certaines valeurs portées au bilan que la nouvelle société ne reprend pas. Ces retraits, voire éventuellement les apports,

²⁷ La loi définit les PME comme étant toutes les sociétés non débitrices d'un emprunt par obligations ou dont les parts ne sont pas cotées en bourse et qui ne dépassent pas deux des grandeurs suivantes pendant les deux exercices qui précèdent la décision de fusion: total du bilan de 20 millions de francs, chiffre d'affaires de 40 millions de francs, moyenne annuelle de 200 emplois à plein temps (art. 2 LFus).

sont respectivement débités, voire crédités, de la situation nette, *compte de capital* par exemple.

Des corrections de valeur sont apportées à certains postes du bilan pour constater des réserves latentes, des plus-values, ou éventuellement des surévaluations. La contrepartie de ces corrections sera portée dans un compte *Transformation*. Ce compte de résultat peut éventuellement être subdivisé s'il est utile de distinguer certaines pertes ou certains gains de transformation.

8.3.2.3 Formalisation logique du traitement comptable

La figure 8.8. illustre schématiquement les opérations relatives à la préparation du bilan d'apport dans une entreprise en transformation.

Les opérations représentées sont les suivantes:

1. Elimination des éléments non remis²⁸
 - 1.1. actifs conservés par les anciens propriétaires;
 - 1.2. dettes conservées par les anciens propriétaires.

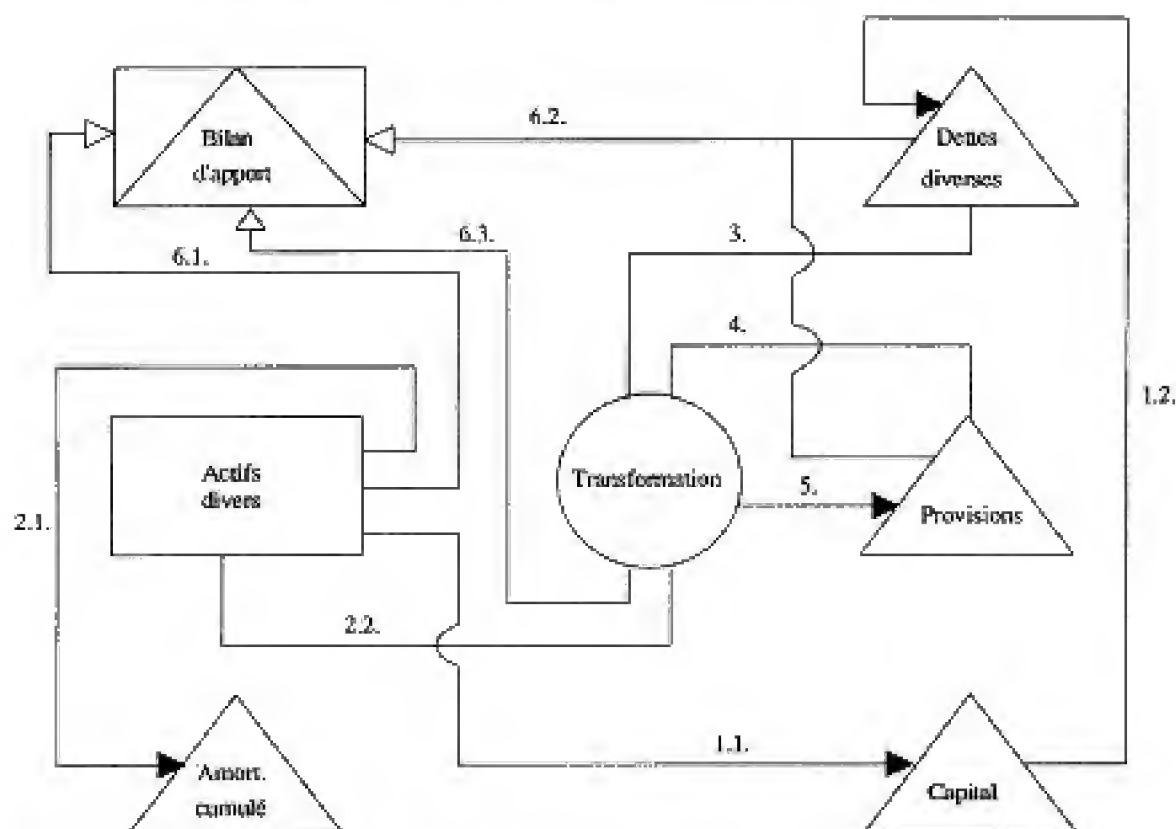


Fig. 8.8 Opérations relatives à la préparation du bilan d'apport dans une entreprise en transformation.

²⁸ L'associé qui libère son engagement en apportant une entreprise, soit comptablement des actifs et des dettes, peut décider de ne pas remettre tous les éléments qui figurent dans son bilan. Le retrait d'un actif ou le retrait d'une dette auront pour effet respectivement de diminuer ou d'augmenter la valeur nette de l'apport de l'associé. Notons cependant que l'exploitation doit se poursuivre. Ce qui signifie que la transformation ne doit pas être l'occasion de distraire du patrimoine de l'entreprise des immobilisations ou des liquidités nécessaires à son exploitation (RIVIER J.-M., *Droit fiscal suisse*, Lausanne, 1998, pp. 369-370).

2. Ajustement de la valeur comptable des actifs à leur valeur de reprise (on ouvrira les comptes de charges et de produits de transformation nécessaires pour la clarté de l'information)
 - 2.1. virement des amortissements cumulés, s'il y en a;
 - 2.2. gain ou perte sur la valeur de reprise.
3. Ajustement de la valeur comptable des dettes à leur valeur de reprise; bénéfice ou perte sur la reprise.
4. Ajustements de certaines provisions, comme provision pour dépréciation des créances ou provision pour garantie.
5. Dissolution des provisions non nécessaires.
6. Virement des soldes des comptes du grand livre dans le bilan d'apport
 - 6.1. valeur d'apport des actifs;
 - 6.2. valeur d'apport des dettes et des provisions;
 - 6.3. virement du résultat de transformation.

Observation I: aspect fiscal

Dans la mesure où le résultat de transformation est un gain, il sera imposé. Il faudra évidemment s'assurer que certaines plus-values constatées n'ont pas déjà donné lieu à des reprises fiscales, et donc déjà été imposées. Il y a reprise lorsque l'administration fiscale refuse une dotation aux amortissements par exemple et qu'elle corrige en conséquence le résultat des comptes annuels pour déterminer le revenu imposable.

L'opération peut s'avérer fiscalement neutre si les actifs et les dettes sont repris à leur dernière valeur déterminante pour l'autorité fiscale: sans enregistrement de réserves latentes ou de plus-values. Les réserves latentes seront néanmoins taxées si la société de capitaux est vendue avec un gain en capital dans les cinq ans qui suivent l'opération de restructuration (art. 19, 61 LIFD; art. 8 al. 3 et 3bis, 24 al. 3 et 3ter LHID).

Un allègement fiscal est également prévu pour l'émission et la transaction de droits de participation (art. 9 al. 1, art 14 al. 1 LT) ainsi que dans la situation d'un transfert de réserves et de bénéfices soumis à l'impôt anticipé (art. 5 al. 1 LIA).

Pour des raisons fiscales, la solution comptable adoptée peut ne pas correspondre à la logique économique. Cependant, la préparation d'un bilan d'apport aux valeurs économiques de reprise reste nécessaire pour fixer la part libérée réellement par l'apport de l'entreprise à la nouvelle société.

Observation II: effet de la transformation à l'égard des créanciers et des autres tiers intéressés

La transformation d'une entreprise doit être portée directement à la connaissance des créanciers ou publiée dans les journaux par les nouveaux propriétaires. La publication se fera en particulier dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC).

L'article 68 LFus (qui renvoie à l'art. 26 LFus) prévoit le maintien de la responsabilité pour les associés de la société transformée qui répondaient des dettes sociales nées avant la publication de la décision de transformation ou dont la cause est antérieure à cette date. Le délai imparti est de trois ans à partir de

l'inscription de la transformation au registre du commerce ou, si la créance ne devient exigible qu'après la publication, à partir de son exigibilité. En ce qui concerne les obligations et les autres titres d'obligation émis publiquement, la responsabilité subsiste jusqu'à leur remboursement, à moins que le prospectus d'émission n'en dispose autrement. Sont toutefois réservées les dispositions concernant la communauté des créanciers dans les emprunts par obligations.

8.3.2.4 Exemple de préparation du bilan d'apport dans une entreprise en transformation

L'exemple reprend la situation de la société en nom collectif Gianini et compagnie. Toutes les opérations sont enregistrées dans un grand livre de transformation relié de façon parfaitement régulière avec les comptes de la S.N.C.: ouverture de tous les comptes du dernier bilan, création d'un compte *Résultat de transformation* et enregistrement de toutes les opérations de transformation.

ACTIF	Bilan interne de la S.N.C. Gianini et compagnie		PASSIF
Disponibilités	400	Créanciers-fournisseurs	500
Débiteurs-clients	200	Provision pour dépréciation des créances	10
Stocks	367	Dettes envers Sassoli	500
Véhicule	50	Amortissement cumulé sur véhicule	30
Équipement	900	Amortissement cumulé sur équipement	150
Immeuble	1 800	Amortissement cumulé sur immeuble	300
Titres à long terme	65	Hypothèque	1 000
		Gianini, compte capital	800
		Blanchi, compte capital	492
	3 782		3 782

Les associés ont convenu entre eux des biens acceptés et de leur valeur. Le bilan final qui clôture le grand livre est celui qui figure au paragraphe 8.3.1.3.1. Le libellé du journal sert de données à l'exemple. Les montants sont en milliers de francs. Remarquons que cet exemple n'est pas optimal au point de vue fiscal, mais il illustre diverses situations comptables possibles.

8.3.2.4.1 Journal de transformation chez Gianini et compagnie

1.	<i>L'unique véhicule n'est pas accepté par la société, Gianini le conserve à titre personnel à la valeur comptable</i>		
1.1.	Virement de l'amortissement cumulé, 30		
	Amortissement cumulé sur véhicule	30	
	à Véhicule		30
1.2.	Virement de la valeur comptable du véhicule, 20		
	Gianini, compte capital	20	
	à Véhicule		20
2.	<i>Une dette classée dans les créanciers-fournisseurs sera réglée à l'échéance par Gianini à titre personnel, 80</i>		
	Créanciers-fournisseurs	80	
	à Gianini, compte capital		80
			63

3.	<i>Tous les débiteurs-clients sont acceptés avec une dépréciation de valeur de 20. Dotation à la provision pour dépréciation, 10</i>		
	Résultat de transformation	10	
	à Provision pour dépréciation des créances		10
4.	<i>Après contrôle de l'inventaire, les stocks sont acceptés pour 550. La réserve latente de 33 ¹/3% est dissoute, 183</i>		
	Stocks	183	
	à Résultat de transformation		183
5.	<i>Les équipements sont acceptés pour 700</i>		
5.1.	<i>Virement de l'amortissement cumulé, 150</i>		
	Amortissement cumulé sur équipement	150	
	à Equipement		150
5.2.	<i>Ajustement de la valeur comptable par une moins-value de 50</i>		
	Résultat de transformation	50	
	à Equipement		50
6.	<i>L'immeuble est accepté avec une plus-value de 100</i>		
6.1.	<i>Virement de l'amortissement cumulé, 300</i>		
	Amortissement cumulé sur immeuble	300	
	à Immeuble		300
6.2.	<i>Enregistrement de la plus-value, 100</i>		
	Immeuble	100	
	à Résultat de transformation		100
7.	<i>Les titres à long terme sont acceptés pour 70. Enregistrer la plus-value de 5</i>		
	Titres à long terme	5	
	à Résultat de transformation		5
8.	<i>L'hypothèque est transférée à la nouvelle société. Tenir compte de l'intérêt couru qui n'a pas été comptabilisé, 80</i>		
	Résultat de transformation	80	
	à Intérêts courus sur hypothèque		80
9.	<i>Virement du résultat de transformation, 148</i>		
	Résultat de transformation	148	
	à Bilan d'apport		148

8.3.2.4.2 Grand livre de transformation de Gianini et compagnie

Disponibilités				Débiteurs-clients				Provision pour dépréciation des créances			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
S.i.	400	S.f.	400	S.i.	200	S.f.	200	S.f.	20	S.i.	10
										3.	10
	<u>400</u>		<u>400</u>		<u>200</u>		<u>200</u>		<u>20</u>		<u>20</u>

Stocks				Véhicule				Amortissement cumulé sur véhicule			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.I.	367	S.I.	550	S.I.	50	I.I.	30	I.I.	30	S.I.	30
4.	183					I.2.	20	S.I.	0		
						S.I.	0				
	<u>550</u>		<u>550</u>		<u>50</u>		<u>50</u>		<u>30</u>		<u>30</u>

Équipement				Amortissement cumulé sur équipement				Immeuble			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.I.	900	S.I.	150	S.I.	150	S.I.	150	S.I.	1 800	6.1.	300
		S.2.	50	S.I.	0			6.2.	100	S.I.	1 600
		S.I.	700								
	<u>900</u>		<u>900</u>		<u>150</u>		<u>150</u>		<u>1 900</u>		<u>1 900</u>

Amortissement cumulé sur immeuble				Titres à long terme				Créanciers-fournisseurs			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
6.1.	300	S.I.	300	S.I.	65	S.I.	70	2.	80	S.I.	500
S.4.	0			7.	5			S.I.	420		
	<u>300</u>		<u>300</u>		<u>70</u>		<u>70</u>		<u>500</u>		<u>500</u>

Dettes envers Sassoli				Intérêts courus sur hypothèque				Hypothèque			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.I.	500	S.I.	500	S.I.	80	8.	80	S.I.	1000	S.I.	1000
	<u>500</u>		<u>500</u>		<u>80</u>		<u>80</u>		<u>1000</u>		<u>1000</u>

Gianini, compte capital				Bianchi, compte capital				Résultat de transformation			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
I.2.	20	S.I.	800	S.I.	492	S.I.	492	3.	10	4.	183
S.I.	860	2.	80					S.2.	50	6.2.	100
								8.	80	7.	5
								9.	148		
	<u>880</u>		<u>880</u>		<u>492</u>		<u>492</u>		<u>288</u>		<u>288</u>

Bilan d'apport de la S.N.C. Gianini et compagnie				PASSIF			
ACTIF							
Disponibilités	400	Créanciers-fournisseurs	420				
Débiteurs-clients	200	Dettes envers Sassoli	500				
Provision pour dépréciation des créances	(20)	Intérêts courus sur hypothèque	80				
Stocks	550	Hypothèque	1 000				
Équipement	700	Gianini, compte capital	860				
Immeuble	1 600	Bianchi, compte capital	492				
Titres à long terme	70	Résultat de transformation	148				
	<u>3 500</u>		<u>3 500</u>				

8.3.3 Relations financières des associés avec la société en cours d'exercice

8.3.3.1 Analyse

8.3.3.1.1 Aspect statique

Les associés peuvent apporter ou retirer des fonds, voire en prêter ou en emprunter à l'entreprise. Certains associés gèrent la société, ils auront droit à des honoraires et même à des intérêts sur leur capital, il arrive que ces associés personnellement responsables effectuent des prélèvements en espèces ou en nature durant l'exercice comptable.

8.3.3.1.2 Aspect cinétique

Il faut examiner successivement comment comptabiliser les flux de financement entre les associés et leur entreprise ainsi que les flux d'activité tels que les intérêts et les honoraires auxquels les associés peuvent avoir droit.

Apports ou retraits de fonds

Un nouvel apport ou un retrait de fonds n'appellent pas de dispositions particulières si les associés ont une responsabilité personnelle sur tous leurs biens, comme c'est le cas pour les associés d'une société en nom collectif ou pour les commandités des sociétés en commandite simple. Ils seront, par contre, strictement réglementés dans les sociétés de capitaux, comme la société anonyme, ou pour les associés dont la responsabilité est limitée au montant de leur engagement inscrit au bilan.

Pour la *société anonyme*, les dispositions qui concernent l'augmentation du capital figurent aux articles 650 ss CO. Ce sont les articles 732 à 735 CO qui régissent la question de la réduction du capital-actions. L'augmentation et la réduction du capital de la société anonyme seront traitées spécialement dans le volume 3²⁹.

La société anonyme peut compter une autre catégorie d'associés, les porteurs de bons de participation; les droits de ces derniers sont cependant limités (art. 656a à 656g CO).

Pour la *société en commandite simple*, l'article 609 précise qu'une réduction de la commandite n'est valable que si elle a donné lieu à une inscription *sur le registre du commerce* et a été publiée dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les dettes sociales nées avant cette publication demeurent garanties par le montant intégral de la commandite. Quant aux augmentations de capital, elles doivent également faire l'objet d'une modification d'inscription au Registre du commerce.

La *société à responsabilité limitée*, quant à elle, voit ses augmentations et diminutions de capital réglementées par les articles 781 et 782 CO.

²⁹ L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 prévoit de réduire les formes d'augmentation de capital présentes dans la législation actuelle pour en simplifier la compréhension et d'introduire une marge de fluctuation du capital pour les formes maintenues. De plus, il inscrit les formes de réduction du capital à la suite des augmentations de l'art. 653 CO. Les articles 732 à 735 CO seraient donc abrogés.

Il convient de rappeler, enfin, qu'il est en principe possible d'entrer et sortir en tout temps d'une *société coopérative*, son capital social va donc se trouver fréquemment modifié par des apports ou des retraits.

Créances et dettes des associés

Si un associé a prêté ou emprunté des fonds à la société, ces montants devraient apparaître de façon distincte dans les comptes et le bilan de la société. Pour la société anonyme cette présentation est appelée par l'article 663a al. 4 lorsque l'associé détient une participation au moins égale à 20 % des droits de vote.

Intérêts et honoraires des associés dans les sociétés de personnes

Les associés personnellement responsables ont droit à des intérêts sur leur capital et, s'ils sont prévus dans le contrat de société, à des honoraires pour leur travail. Ces intérêts et ces honoraires sont des charges pour l'entreprise qui seront généralement comptabilisées en fin de période. Le fait que les intérêts et les honoraires soient des charges indique qu'ils sont dus même si l'entreprise fait des pertes. Si le contrat n'en dispose pas autrement le taux d'intérêt est de 4 pour cent (art. 558 CO).

L'entreprise ne déclare pas le revenu des associés personnellement responsables aux assurances sociales comme elle doit le faire pour les salaires qu'elle verse à ses employés. Elle ne paie pas par conséquent la part patronale, dès lors les associés sont tenus de faire une déclaration aux assurances sociales comme le font les indépendants.

Les associés qui gèrent l'entreprise ne sont pas tenus d'attendre la clôture des comptes annuels pour toucher une part de leur revenu, en effet *en tant que le contrat le prévoit, les intérêts et honoraires peuvent être perçus au cours de l'exercice* (art. 559 al. 2 CO).

Si des commanditaires travaillent régulièrement ou occasionnellement pour l'entreprise dont ils sont en partie propriétaires, leur rémunération peut faire partie soit des charges salariales soit des commissions payées par l'entreprise en fonction du contrat qui les lie³⁰. Ces associés sont donc soit des employés soit des mandataires de leur entreprise; il n'y a donc pas lieu de leur ouvrir un compte particulier.

Le commanditaire a aussi droit aux intérêts (voir Observation III ci-après).

8.3.3.1.3 Elaboration logique de l'information

Si l'associé a emprunté ou prêté des fonds à l'entreprise, on ouvrira un compte distinct de *Débiteur, associé* ou de *Dettes, associé*.

Les intérêts pourront être débités du compte *Charges financières*, par contre la rémunération des associés sera débitée d'un compte spécifique *Honoraires* différent du compte *Charges de personnel* qui enregistre les salaires et les charges sociales afférentes.

³⁰ De même, dans une société anonyme, un actionnaire peut détenir des actions de l'entreprise pour laquelle il travaille.

Pour suivre comptablement les prélèvements des associés-gérants en cours d'année et enregistrer leur droit aux intérêts, aux honoraires voire au bénéfice, il faut ouvrir un *compte courant* à chacun d'eux. Ces comptes courants seront débités de leurs prélèvements en nature ou en espèces et crédités de la contrepartie des charges d'intérêts, d'honoraires et de la part de bénéfice qui leur revient s'il y a lieu. Le solde du compte courant donne la position débitrice ou créancière de l'associé concerné par rapport à la société. Ce compte permettra aussi de justifier la part de revenu que chaque associé inscrit dans sa propre déclaration fiscale.

Après l'établissement du bilan, le solde créancier du compte courant d'un associé peut être ajouté à *sa part de l'actif social si aucun des autres associés ne s'y oppose* (art. 559 al. 3 CO).

Dans les sociétés de personnes, si l'exercice se termine par une perte, les quotes-parts de cette dernière seront virées au compte de capital ou de commandite de chaque associé. Les montants ainsi réduits devront être reconstitués, avant toute distribution, par les bénéfices postérieurs et les intérêts des commanditaires. Cependant, *aucun associé n'est tenu de faire un apport supérieur à celui prévu par le contrat, ni de compléter son apport réduit par des pertes* (art. 560 al. 2 CO). Cette question de la répartition du résultat est reprise au point suivant. Dans les sociétés de capitaux comme la société anonyme les pertes sont reportées de façon distincte au bilan.

8.3.3.2 Formalisation logique du traitement comptable

La figure 8.9 schématise les enregistrements comptables relatifs aux relations de l'associé personnellement responsable avec la société qu'il gère seul ou collectivement. Les opérations retenues sont les suivantes:

1. La société accorde un prêt à un associé.
2. La société obtient un prêt d'un associé.
3. Prélèvements en nature ou en espèces durant l'exercice.
4. Enregistrement des honoraires conventionnels.
5. Enregistrement des intérêts sur la part de capital présent.
6. Virement des charges financières et des honoraires de l'exercice au compte de résultat.
7. Attribution de la quote-part de bénéfice de l'exercice
 - 7.1. pour reconstituer le cas échéant le capital diminué par des pertes;
 - 7.2. pour être à disposition de l'associé.

Observation 1: compte courant associé

Le compte courant de l'associé responsable fonctionne un peu comme le compte *Privé* d'une entreprise individuelle. Cependant les prélèvements qu'il enregistre ne sont pas des avances sur le bénéfice futur, on ne peut donc pas dire que ce compte est un sous-compte de capital. On observe aussi qu'il est susceptible de changer de position.

Si aucun des autres associés ne s'y oppose (art. 559 al. 3 CO), le solde créancier du compte courant d'un associé peut être porté en augmentation de son

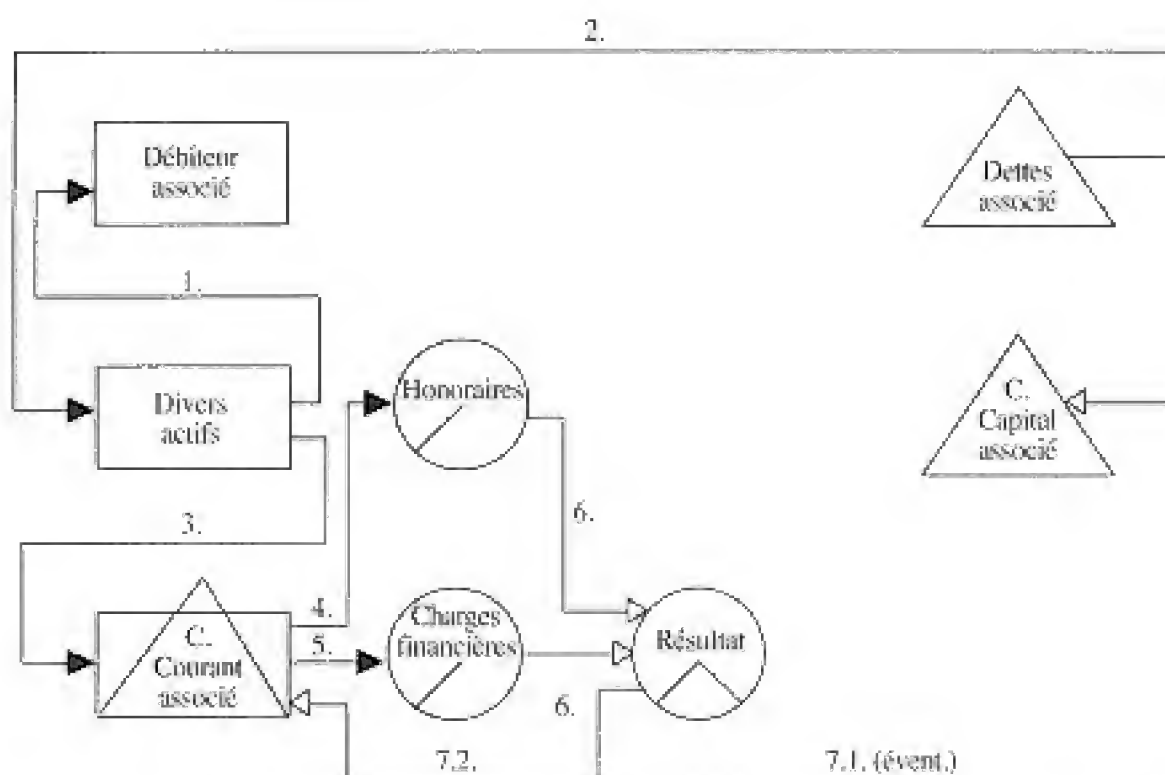


Fig. 8.9 Relations de l'associé personnellement responsable avec la société qu'il gère.

capital. La proportion des parts de capital au sein de la société est donc susceptible de varier; ce qui peut avoir une incidence sur la répartition des résultats futurs selon ce qui a été convenu.

Observation II: droit aux honoraires et aux intérêts

Si le contrat de société ne prévoit pas le paiement d'honoraires pour les associés appelés à gérer, la rémunération de ces derniers sera leur quote-part de bénéfice. Par contre, l'intérêt du capital présent est dû de toute façon; le taux légal de 4% n'est pas un taux maximum, on peut convenir d'un taux plus élevé.

Observation III: cas du commanditaire

Le schéma relatif à un commanditaire ne change pas fondamentalement de celui qui se rapporte au commandité. Le commanditaire ne reçoit pas d'honoraires puisqu'il ne gère pas l'entreprise (opération 4.). Il pourrait cependant être rémunéré pour des mandats qu'il effectuerait dans l'entreprise. L'intérêt de sa commandite est aussi une charge pour l'entreprise (opération 5.), cependant le commanditaire ne peut toucher des intérêts ou bénéfices que dans la mesure où il n'en résulte pas une diminution de la commandite (art. 611 al. 1 CO). Ce qui signifie qu'un intérêt en faveur du commanditaire ne peut être payé qu'après que la commandite a été reconstituée³¹. Cette restriction de prélèvement n'est pas faite pour le commandité qui peut toucher ses intérêts même si son capital reste diminué par des pertes.

³¹ BUXBAUM-CARONI M., *Die vermögensrechtliche Stellung des Kommanditärs*, Schulthess Verlag, Zurich, 1987, 378 p.

Observation IV : créance ou dette envers un associé

A l’instar de ce qui est demandé pour la structure minimale du bilan dans la société anonyme (art. 663a al. 4 CO), les créances ou les dettes envers les associés doivent être traitées de façon distincte des autres créances ou dettes de la société.

8.3.3.3 Exemple d’opérations entre les associés et leur société

Opérations relatives aux associés dans le cadre d’une société de personnes, par exemple la société en commandite Gianini et compagnie. Les montants sont en milliers de francs.

1.	<i>Utilisation à des fins privées par Gianini d’un véhicule de l’entreprise, 100 (charges non identifiables)</i>		
	C.c. Gianini	100	
	à Transferts de charges (ou Produits exceptionnels hors exploitation si utilisation exceptionnelle)		100
2.	<i>Prélèvement par Gianini de marchandises pour des cadeaux privés, 15</i>		
	C.c. Gianini	15	
	à Ventes		15
3.	<i>Versement d’honoraires à Gianini, 50</i>		
	Honoraires	50	
	à Banque		50
4.	<i>Le commanditaire Sassoli accorde un prêt à la S. comm., 100</i>		
	Banque	100	
	à Dettes envers Sassoli		100
5.	<i>Le commanditaire Antonelli facture à la S. comm. une étude de marché pour laquelle il était mandaté, 60</i>		
	Frais généraux de vente	60	
	à C.c. Antonelli		60

8.3.4 Répartition du résultat

8.3.4.1 Définitions

Avant d’examiner les aspects statiques de la répartition du résultat dans les sociétés commerciales et la coopérative, il convient de rappeler les définitions du résultat et des réserves.

8.3.4.1.1 Résultat

Le résultat est principalement la conséquence de l’activité de l’entreprise, il peut aussi être la conséquence d’une variation des éléments du patrimoine. En comptabilité double, la mesure du résultat de l’exercice s’obtient de deux manières:

- par différence entre les produits et les charges;
- par différence entre les actifs et les passifs (dettes et capitaux propres) en fin de période avant l’attribution du résultat.

En d'autres termes, le résultat indique la production nette (ou la consommation nette) de moyens réalisée durant un exercice. Les moyens supplémentaires (ou disparus) sont à disposition des propriétaires qui vont donc décider de leur affectation. Si le résultat est une perte, c'est-à-dire une consommation nette de moyens, cette dernière doit être enregistrée directement ou indirectement (perte reportée) en diminution des capitaux propres. Si le résultat est un bénéfice, c'est-à-dire une production nette de moyens, cet excédent est en principe à la disposition des propriétaires; la loi et les statuts peuvent cependant limiter leur liberté d'affectation. En général, les propriétaires décideront de distribuer une partie du résultat aux ayants droit (dont eux-mêmes) et de retenir le solde au titre de réserves.

8.3.4.1.2 Réserves

Les réserves sont principalement des bénéfices affectés durablement à l'entreprise par ses propriétaires. Exceptionnellement, les réserves peuvent aussi avoir pour origine une augmentation de capitaux propres non liée aux activités, telle qu'une prime à l'émission du capital.

Les réserves qui figurent au bilan sont des capitaux propres de l'entreprise qui représentent une part de la prétention des propriétaires sur les moyens présents (actifs). Ces réserves n'ont pas de localisation particulière dans les actifs, elles font partie de la mesure de la situation nette (Actifs – Dettes) de l'entreprise. Le fait de disposer de réserves importantes n'est donc pas un indice suffisant pour juger par exemple de la solvabilité de l'entreprise. Cependant, une augmentation des réserves, c'est-à-dire des capitaux propres, représente une sécurité supplémentaire pour les partenaires de l'entreprise. On comprend dès lors que le législateur exige des sociétés dont la responsabilité des propriétaires est en principe limitée au capital souscrit la constitution de réserves retenues sur les bénéfices réalisés.

Les réserves qui figurent au bilan, en principe, sous un intitulé qui commence par «Réserve» sont des réserves apparentes créées de façon ostensible. À côté de ces réserves apparentes, les entreprises peuvent avoir créé ou bénéficier de réserves latentes obtenues en particulier par des dotations aux amortissements ou aux provisions exagérées ou par le non-enregistrement de plus-value. En droit suisse, les réserves latentes jouent un rôle important dans la mesure où leur constitution volontaire est admise (art. 669 al. 3 CO). Leur dissolution par contre est réglementée (art. 663b ch. 8 CO). Le sujet des réserves latentes est repris au chapitre 10.

Dans la société anonyme, on distingue en particulier les réserves légales appelées par le droit, les réserves statutaires prévues par les statuts de la société et les réserves extraordinaires décidées par l'assemblée générale.

Les réserves légales

La législation suisse prévoit trois types de réserves légales que la société anonyme et les sociétés assimilées doivent constituer et dont la dissolution ne peut avoir lieu que dans des circonstances prévues par la loi:

- *La réserve générale.* Les sociétés anonymes doivent obligatoirement affecter durablement une fraction des bénéfices de l'exercice et de certaines augmentations de capitaux propres (prime à l'émission) à la réserve générale. Le but de cet

autofinancement obligatoire est bien exprimé par l'alinéa 3 de l'article 671 CO: *tant que la réserve générale ne dépasse pas la moitié du capital-actions, elle ne peut être employée qu'à couvrir des pertes ou à prendre des mesures permettant à l'entreprise de se maintenir en temps d'exploitation déficitaire, d'éviter le chômage ou d'en atténuer les conséquences.*

Les attributions obligatoires à la réserve générale sont réglementées par l'article 671 al. 1, 2 et 4 CO.

- *La réserve pour actions propres.* Une société peut acquérir ses propres actions si elle dispose librement d'une part de ses capitaux propres équivalant au montant de la dépense nécessaire (art. 659 al. 1 CO). Cette part de capitaux propres libres (sous forme de réserves libres ou de bénéfices non attribués) sera affectée à une réserve légale intitulée *Reserve pour actions propres* (art. 659a al. 2 CO). Cette réserve peut être dissoute dans la limite de leur valeur d'acquisition, si les actions sont aliénées (vendues) ou annulées (art. 671a CO).

La détention de ses propres actions par une société est limitée au 10 pour cent du capital-actions. Cette limite est augmentée provisoirement à 20 pour cent au maximum lorsqu'il s'agit d'actions nominatives avec restriction de transmissibilité. La société a un délai de deux ans pour aliéner ou annuler les actions qui excèdent les 10 pour cent (art. 659 CO).

La constitution d'une réserve pour actions propres et la limite d'acquisition ont pour but d'éviter que la société puisse être vidée de sa substance aux dépens du capital-actions et que ses organes (administration, assemblée générale en particulier) perdent leur sens.

Les Normes comptables Swiss GAAP RPC 24 et IAS 32 traitent notamment de la présentation et de l'évaluation des actions propres.

- *La réserve de réévaluation.* Si la moitié du capital-actions et des réserves légales n'est plus couverte par suite d'une perte résultant du bilan, les immeubles ou les participations dont la valeur réelle dépasse le prix d'acquisition ou le coût de revient peuvent être réévalués au plus jusqu'à concurrence de cette valeur afin d'équilibrer le bilan déficitaire (art. 670 al. 1 CO).

Le montant de cette réévaluation doit être enregistré dans un compte *Reserve de réévaluation*, par souci de transparence; il ne peut donc pas compenser directement la perte qu'elle équilibre. Par la suite, lorsque la perte reportée aura été compensée par de nouveaux bénéfices, la réserve de réévaluation pourra être dissoute par transformation en capital-actions, par amortissement (*Wiederabschreibung*) ou au moment de l'aliénation des actifs réévalués (art. 671b CO).

Les réserves statutaires

Les statuts peuvent prescrire que la société doit affecter des montants supplémentaires à ceux affectés obligatoirement aux réserves légales à des réserves dont ils précisent la destination et l'emploi (art. 672 CO). Ces réserves peuvent être destinées par exemple à des développements futurs, à la distribution de dividendes ou à soutenir des institutions de prévoyance en faveur du personnel, en supplément aux versements à la caisse de pension prévus par la loi. Dans ce dernier

cas, puisque les dons à ces institutions sont irréversibles, les réserves devraient être assimilées à des capitaux étrangers.

Les réserves extraordinaires

L'assemblée générale peut encore, par simple décision, constituer d'autres réserves non exigées par la loi ou prévues par les statuts. Ces réserves peuvent être liées à des objectifs particuliers de remplacement ou de construction, ou encore pour assurer d'une manière durable la prospérité de l'entreprise. Elles peuvent aussi ne pas être affectées à un but particulier, ce sont alors des réserves libres à disposition de l'assemblée générale.

La loi fédérale sur les réserves de crise permet aux entreprises de créer un fonds d'épargne auprès d'une banque dont la dotation est exempte d'impôt. La décision de libérer ces fonds est alors liée à une décision officielle en cas de conjoncture défavorable. Remarquons que les réserves de crise épargnées sur un compte spécifique en banque sont un contre-exemple de ce que représente une réserve en comptabilité, soit une fraction de situation nette sans valeur correspondante particulière à l'actif³².

8.3.4.2 Analyse

8.3.4.2.1 Aspect statique

Le résultat de l'exercice, obtenu à partir d'une comptabilité tenue dans le respect des principes comptables, est normalement à disposition des propriétaires, après prélèvements pour réserves légales et statutaires conformément à la loi et aux statuts. Les propriétaires choisiront d'en augmenter leur apport ou de le prélever.

Comme cela a été relevé précédemment, un associé, avec l'assentiment de ses partenaires, peut augmenter son apport au moyen du solde créditeur de son compte courant. Dans les *sociétés de personnes*, si le contrat n'en dispose pas autrement, les pertes ou les bénéfices, déterminés sur la base d'un compte de résultat, sont répartis par tête comme dans la société simple pour les associés personnellement responsables (S.n.c. art. 557 al. 2 CO, S. comm. art. 598 al. 2 CO, S. simple art. 533 al. 1 CO). Par contre, pour le commanditaire, en l'absence de convention, c'est le juge qui fixe librement la participation aux bénéfices et aux pertes (art. 601 al. 2 CO). Les pertes sont portées en diminution du capital ou de la commandite de chaque associé. Les bénéfices ne sont attribués aux propriétaires qu'après avoir, le cas échéant, reconstitué leur apport diminué par des pertes antérieures. Les commanditaires doivent aussi consacrer leurs intérêts à la reconstitution de leur commandite diminuée par des pertes (art. 611 al. 1 CO).

³² L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 prévoit deux catégories de réserves: la réserve issue du capital (art. 671) et les réserves issues du bénéfice (art. 672). Ces dernières comprennent la réserve légale (art. 672) et les autres réserves (art. 673). Les conditions de répartition du résultat sont allégées. L'objectif de ces modifications est une simplification du dispositif légal et un rapprochement avec les usages internationaux. Suite à une approche différente du traitement du risque de surendettement et d'insolvabilité, l'avant-projet ne retient plus la réserve de réévaluation au sens de l'art. 670 al. 1. Le traitement de la Réserve pour actions propres ne subit pas de modification.

Dans les sociétés de capitaux, le formalisme est, là aussi, un peu plus développé, dans le but de protéger les tiers face à une garantie limitée en principe au montant des capitaux propres (sauf à pouvoir démontrer, il faut le rappeler, une responsabilité causale des administrateurs ou des contrôleurs).

Pour la *société anonyme*, le bénéfice net à répartir aux termes de la loi ou des statuts est attribué aux actionnaires sous forme d'une *part proportionnelle* (art. 660 al. 1 CO). Le bénéfice disponible sous forme de dividende pour les actionnaires est donc différent, en principe, du bénéfice de l'exercice indiqué par la comptabilité. En effet, ce *dividende global ne peut être fixé qu'après que les affectations aux réserves légales et statutaires ont été opérées conformément à la loi et aux statuts* (art. 674 al. 1 CO). Il peut cependant tenir compte des bénéfices reportés.

Les pertes, qui n'ont pas été compensées par des réserves constituées dans des exercices antérieurs, doivent figurer de façon distincte au bilan, normalement comme un passif négatif, diminutif du capital-actions, voire des capitaux propres. Une inscription à l'actif n'est pas correcte car ces pertes ne correspondent pas à la définition d'un actif, de plus une telle inscription augmente anormalement les totaux du bilan.

Si la société fait des pertes depuis plusieurs exercices, ces dernières seront cumulées au bilan. La responsabilité limitée de la société fait que l'accumulation des pertes est réglementée, les conséquences de l'article 725 CO, qui traite de ce thème, seront étudiées dans le volume 3.

La société ne pourra procéder à une distribution de bénéfice qu'après que les pertes reportées auront été compensées par des dissolutions de réserves ou par de nouveaux bénéfices. Des dividendes ne peuvent être prélevés que sur le bénéfice résultant du bilan, c'est-à-dire le résultat de l'exercice et le résultat reporté, et sur les réserves constituées à cet effet, par exemple *Réserves pour péréquation de dividende* (art. 675 al. 2 CO).

Pour la *société à responsabilité limitée* les règles quant à l'acquisition de parts sociales propres (art. 783 CO) et à la distribution du bénéfice sous forme de dividendes (art. 798 CO) correspondent à celles prévues pour la société anonyme (art. 675 al. 2 et 674 al. 1 CO pour la distribution du bénéfice). Les dividendes sont en principe proportionnels à la valeur nominale des parts sociales complétée le cas échéant des versements supplémentaires, cependant les statuts peuvent prévoir un autre mode de détermination des dividendes (art. 798 al. 3 CO).

Les *sociétés coopératives* quant à elles n'ont en principe pas comme but de réaliser un bénéfice, mais de favoriser ou de garantir, par une action commune, des intérêts économiques des sociétaires et plus particulièrement de leur fournir certains services économiques³³. Si la société coopérative réalise tout de même un bénéfice, appelé *excédent d'actif*, ce dernier reste à la société, sauf disposition contraire des statuts (art. 859 al. 1 CO).

Dans le cas d'une distribution conventionnelle, cette dernière aura lieu après une attribution d'un vingtième au moins à la réserve générale; les statuts peuvent prévoir plus. *Cette affectation doit se poursuivre pendant vingt ans au moins et,*

³³ PATRY R., *Précis de droit suisse des sociétés*, Editions Stämpfli, Berne, 1977, vol. II, p. 350.

en outre, s'il existe des titres constatant les parts sociales, jusqu'à ce que la réserve atteigne un cinquième du capital social (art. 860 al. 1 CO).

Les statuts peuvent prévoir des attributions à des fonds de prévoyance ou à des réserves: l'assemblée générale peut aussi constituer d'autres réserves qui ne sont ni prévues par la loi, ni par les statuts ou qui excèdent les exigences de la loi ou des statuts, dans la mesure nécessaire pour assurer d'une manière durable la prospérité de l'entreprise (art. 863 al. 2 CO).

Dans la pratique, il existe deux procédés de répartition de l'excédent d'actif:

- La *ristourne* qui consiste à attribuer le bénéfice en fonction de l'utilisation, par chaque associé respectivement, des institutions ou des installations de la société. Pour des raisons fiscales, il est évidemment plus rationnel de vendre les prestations de la coopérative à ses membres à un prix plus bas. L'effet de répartition en fonction des services utilisés reste le même.
- Le *dividende*, cette répartition capitaliste, proportionnelle aux parts sociales, est limitée par l'art. 859 al. 3 CO qui stipule, *s'il existe des titres constatant les parts sociales, la portion de l'excédent y afférente ne peut dépasser le taux de l'intérêt usuel pour des prêts à longue échéance accordés sans garanties spéciales.*

8.3.4.2.2 Aspect cinétique

Dans le respect du droit et des statuts les associés décideront de l'utilisation du bénéfice à disposition.

Au point de vue comptable, la répartition du résultat est une opération interne de virement du montant à disposition dans les comptes du passif concernés. Les opérations de paiements des parts de bénéfice qui reviennent aux ayants droit ne font pas partie de ce que l'on appelle la répartition du bénéfice.

8.3.4.2.3 Elaboration logique de l'information comptable

L'ouverture de comptes spécifiques n'est pas toujours nécessaire. Le cas échéant on ouvrira un compte *Pertes et profits répartition* dans lequel seront reportés le résultat de l'exercice, une perte ou un bénéfice reporté, voire une dissolution de réserve. Les parts sont ensuite virées dans des comptes du passif comme *Associé*, *C. courant*, *Dividendes*, *Réserves*, *Fonds de prévoyance*, etc.

Il faut rappeler que les pertes sont portées, dans les sociétés de personnes en diminution des prétentions respectives des associés au débit du compte *Capital* ou *Commandite*, dans les sociétés de capitaux au débit d'un compte spécifique du bilan, *Perte de l'exercice*, voire *Perte cumulée*. Dans le cadre du bilan publié, ces rubriques figurent dans les capitaux propres, ce sont des passifs négatifs.

8.3.4.3 Formalisation logique du traitement comptable

8.3.4.3.1 Journal de la répartition

D'une façon générale, après avoir préparé un tableau de répartition et obtenu l'accord des associés, en assemblée générale le cas échéant, le journal de répartition prend l'une des deux formes suivantes:

Répartition du bénéfice dans le cadre d'une société de personnes

Pertes et profits répartition

à Comptes courants associés
(évent. Capital ou Commandite)

Répartition du bénéfice selon projet accepté dans le cadre d'une société de capitaux

Pertes et profits répartition

à Réserves légales
à Réserves statutaires
à Autres réserves
à Fonds de prévoyance
à Autres ayants droit
à Dividendes ou Ristournes
à Bénéfice non distribué (reliquat)

8.3.4.3.2 Tableau de répartition

Pour respecter le droit, les statuts et la volonté des associés, il est recommandé, particulièrement pour la société anonyme, de préparer un tableau de répartition du résultat avant d'enregistrer les virements. Pour la S.A. par exemple, la préparation de la proposition d'utilisation du résultat à l'assemblée générale peut prendre la forme suivante:

	Fr.	Fr.
Bénéfice de l'exercice après impôts		xx
/.	Perte reportée ³⁴	xx
=	Bénéfice, base pour le calcul de la 1 ^{re} attribution	
	à la réserve générale	xx
/.	5% du bénéfice, base pour le calcul de la 1 ^{re} attribution	
	à la réserve générale (art. 671 al. 1 CO)	xx
/.	Montant nécessaire pour un 1 ^{er} dividende de 5% (art. 671 al. 2 ch. 3 CO) ³⁵	xx
	Subtotal	xx
+	Complément pour la répartition (bénéfice reporté, réserve spéciale pour dividende, etc.) (art. 675 al. 2 CO) ³⁶	xx
=	Montant disponible pour la répartition supplémentaire	xx
/.	Répartition statutaire (tantièmes (art. 677 CO), réserves, etc.)	xx

³⁴ Le cas échéant, la perte reportée peut aussi être amortie par une dissolution de la réserve générale.

³⁵ La loi prévoit que le dividende concerne aussi bien le capital-actions que le capital-participation.

³⁶ La première attribution à la réserve générale en ce qui concerne ces compléments a déjà eu lieu dans les exercices antérieurs. Le Code des obligations ne précise pas la place exacte que doit occuper ce complément dans la proposition d'utilisation du résultat.

J.	2 ^e attribution à la réserve générale: 1/10 sur les montants complémentaires ci-dessus qui sortent de l'entreprise (art. 671 al. 2 ch. 3 CO) ³⁷	XX	
J.	Montant nécessaire pour un dividende supplémentaire	XX	
J.	2 ^e attribution à la réserve générale: 1/10 sur le montant versé à titre de dividende supplémentaire (art. 671 al. 2 ch. 3 CO)	XX	XX
	Résultat reporté ³⁸		XX

REMARQUES

1. L'article 671 al. 2 montre que la réserve générale peut être alimentée par d'autres affectations que la première ou la deuxième attribution à la réserve générale, par exemple par les primes d'émission.
2. L'assemblée générale peut accepter ou modifier (notamment compléter) la proposition d'utilisation du résultat (art. 674 al. 2 et 3 CO).
3. La répartition du résultat ne comprend pas le paiement. Elle se reflète donc uniquement dans la structure du passif du bilan. Notons qu'un bilan après répartition définitif ne peut être établi qu'après l'acceptation de la proposition de répartition par l'assemblée générale, soit en principe dans les six mois qui suivent la date de clôture du bilan, parfois même un peu plus tard. Les opérations internes de comptabilisation de la répartition du résultat d'une année donnée sont donc des opérations de l'exercice comptable suivant. Pour l'analyse notamment, il est cependant nécessaire de retraiter le bilan avant répartition au moyen de la proposition de répartition publiée ou de la répartition décidée par l'assemblée générale des actionnaires. Les totaux du bilan vont rester les mêmes, la structure du passif va se modifier.

Bilan avant répartition d'une S.A.				Bilan après répartition d'une S.A.			
ACTIFS DIVERS	477			ACTIFS DIVERS	477	Divid. à payer	15
						Autres créanciers	5
		Dettes à c.t.	160			Dettes à c.t.	160
		Dettes à l.t.	120			Dettes à l.t.	120
		CAP. ÉTRANGERS	280			CAP. ÉTRANGERS	380
		Capital-actions	100			Capital-actions	100
		Capital-particip.	50			Capital-particip.	50
		Réserve gén.	12			Réserve gén.	15
		Autres réserves	8			Autres réserves	11
		Résultat reporté	2			Résultat reporté	1
		Résultat de l'ex.	25				
		CAP. PROPRES	197			CAP. PROPRES	177
	477	477			477	477	

³⁷ La deuxième attribution est obligatoire pour tout montant qui sort de l'entreprise. Elle doit être de un dixième au moins des montants distribués.

³⁸ L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 prévoit une simplification des règles de répartition du résultat.

8.3.4.4 Exemple de répartition du résultat

8.3.4.4.1 Répartition du bénéfice dans une société anonyme

Après une période déficitaire où des pertes cumulées ont été portées au bilan, la société Bijouxfous S.A. (capital-actions de 2 400 000) renoue avec les bénéfices. Après utilisation de toute la réserve générale, les pertes cumulées s'élèvent encore à 480 000. Le bénéfice de l'exercice est de 976 000 que le conseil d'administration va proposer de répartir dans le respect de l'article 671 CO et des statuts. Ces derniers prévoient le versement de tantièmes aux administrateurs pour lesquels il faut un montant de 60 000 et un don au fonds de prévoyance qui s'élèvera à 40 000. L'administration propose en plus la constitution d'une réserve spéciale de 110 000. Le solde disponible sera attribué aux actionnaires sous la forme d'un dividende supplémentaire arrondi au demi pourcent par défaut.

Le conseil d'administration va préparer la proposition de répartition qui figurera dans le rapport annuel destiné aux actionnaires. Réunis en assemblée générale, ces derniers accepteront ce projet tel quel ou après l'avoir modifié.

a) Préparation de la proposition de répartition du bénéfice de Bijouxfous S.A. (en milliers de francs)

Bénéfice de l'exercice après impôt (voir Remarque 1)		976
Perte reportée		480
Bénéfice pour la 1 ^{re} attribution		496
1 ^{re} attribution à la réserve générale: 5% de 496	25	
Dividende autorisé: 5% de 2400	120	145
Subtotal		351
Complément pour la répartition		0
Montant disponible pour une répartition supplémentaire		351
Dotation à la réserve spéciale	110	
Versement de tantièmes (voir Remarque 2)	60	
Versement au fonds de prévoyance	40	
2 ^e attribution à la réserve générale: 10% de 60+40	10	220
Montant disponible pour un dividende supplémentaire		131
Dividende supplémentaire: 4 1/2% de 2400 (voir Remarque 3)	108	
2 ^e attribution à la réserve générale: 10% de 108	11	119
Bénéfice reporté		12

REMARQUES

- La société anonyme et les sociétés assimilées sont des contribuables distincts soumis au paiement d'un impôt direct sur le bénéfice, le capital et les réserves, alors que les sociétés de personnes ne sont en général pas des contribuables distincts. Chacun des associés de ces dernières doit ajouter à son revenu ou à sa fortune individuelle sa part de revenu ou de fortune de la société de personnes. Deux remarques peuvent être faites :
 - la comparaison entre les résultats d'une société anonyme et ceux d'une société de personnes doit être faite sur la base du résultat avant impôt

- pour la société anonyme, pour autant que les honoraires aient été comptabilisés pour les gérants des sociétés de personnes;
- les actionnaires sont soumis à une double imposition économique d'abord sur leur société puis sur les dividendes qu'ils tirent de leur société.
2. Les tantièmes sont des parts du bénéfice disponible pour des attributions supplémentaires destinées aux membres du conseil d'administration (art. 677 CO). Ces tantièmes sont assimilés à des salaires donc soumis à l'AVS, l'entreprise prend à sa charge la moitié de la cotisation.
 3. La distribution d'un dividende supplémentaire est soumise à la deuxième attribution à la réserve générale, dès lors, si l'on décide d'arrondir le dividende au demi-pourcent inférieur comme dans notre exemple, le taux maximum distribuable est de 4,5 % du capital-actions. En effet, pour attribuer 1 % de dividende, il faut disposer de 1,1 % du capital-actions en bénéfice, compte tenu du 1/10 pour la deuxième attribution à la réserve générale³⁹. Dans notre exemple le calcul du taux de dividende supplémentaire est le suivant:
 $131 : (2400 \times 0,011) = 4,96$ soit 4,5 % par défaut.

b) Proposition de répartition du bénéfice destiné à l'assemblée générale de Bijouxfous S.A.

Bénéfice à disposition	496
/./ Dividende brut: 95.– par action de 1000	228
/./ Tantièmes aux administrateurs	60
/./ Don au fonds de prévoyance du personnel	40
/./ Attribution à la réserve générale	46
/./ Attribution à la réserve spéciale	110
Bénéfice reporté	<u>12</u>

Après l'acceptation par l'assemblée générale, donc dans l'exercice suivant, la répartition du résultat de l'année N se journalisera de la manière suivante:

PP répartition	496	
à Dividende net, 65% par action		148,2
à Administration fédérale des contributions (AFC), 35% par action		79,8
à Autres créanciers (Administrateurs, AVS...)		60
à Fonds de prévoyance		40
à Réserve générale		46
à Réserve spéciale		110
à PP reporté		12

³⁹ On peut aussi raisonner en disant que sur chaque un pour cent prélevé sur le bénéfice, 0,9 % est distribuable et 0,1 % doit être attribué à la réserve générale. Les deux modes de calcul ne sont pas équivalents, le plus courant est celui indiqué dans la remarque 3. Dans la réalité le taux de dividende effectif dépend d'autres critères que le taux maximum possible.

Le règlement de la retenue de 35 % d'impôt anticipé doit être effectué dans les 30 jours qui suivent le moment où échoit la prestation imposable.

La société comptabilisera

Administration fédérale des contributions	79,8	
à Banque		79,8

Les actionnaires qui présenteront, par exemple le coupon attaché à chacune de leurs actions, recevront le dividende net, soit 61,75 par action. L'impôt anticipé est récupérable auprès de l'administration des contributions. Il faut évidemment avoir déclaré le revenu grevé par l'impôt et la fortune d'où provient ce revenu.

Un paiement de 100 coupons sera comptabilisé par la société ainsi

Dividende N	6 175	
à Banque		6 175

Les coupons non encaissés se prescrivent après 5 ans et la créance d'impôt après 3 ans. Passé ces délais l'entreprise ou l'Etat, auprès desquels l'actionnaire n'aurait pas réclamé son dû, fait un bénéfice hors période.

8.3.4.4.2 Répartition du bénéfice dans une société en commandite simple

Par besoin didactique, ce second exemple de répartition ne correspond pas à une situation comptable complètement identique à la précédente qui se rapportait à la société anonyme Bijouxfous S.A..

Après une période déficitaire où les capitaux propres ont été réduits par des pertes, l'entreprise Gianini, Bianchi et compagnie (S. comm.) renoue avec les bénéfices. La part de Gianini a été diminuée de 191, celle de Bianchi de 109 et les commandites de Sassoli et d'Antonelli respectivement de 120 et 60. Les associés ont convenu précédemment qu'ils renonceraient à l'enregistrement de leurs intérêts sur les capitaux propres dans les périodes déficitaires.

Selon le contrat de société qui lie les associés, les commandités Gianini et Bianchi ont chacun droit à 120 d'honoraires annuels. Un intérêt de 5 % est aussi convenu sur le capital et les commandites présentes au début de l'exercice. Les résultats sont partagés proportionnellement à la valeur des apports en début de période.

Juridiquement, les associés personnellement responsables, Gianini et Bianchi ont droit au paiement de leurs honoraires et des intérêts sur leur part réduite, même lorsque des pertes ont diminué l'actif social, mais ils ne peuvent retirer des bénéfices avant que leur part ait été reconstituée. Le droit de la société en commandite se réfère sur ce point au droit de la société en nom collectif (art. 598 puis art. 560 CO).

Quant aux commanditaires, Sassoli et Antonelli, ils doivent consacrer à la reconstitution de leur commandite leur part de bénéfice évidemment, mais aussi leurs intérêts afin d'éviter qu'il y ait diminution non publiée de la commandite en contradiction avec l'article 609 alinéa 1 CO. Si l'entreprise avait constitué des réserves, elle peut les utiliser au préalable pour compenser les pertes.

L'exemple illustre l'interprétation comptable de ces différentes règles juridiques à respecter. Le libellé du journal représente la donnée, dans le grand livre ne

restent encore ouverts que les comptes nécessaires pour enregistrer les opérations réglées par le droit: honoraires des commandités, intérêts, partage du résultat et reconstitution des apports. Les montants sont en milliers de francs.

Journal

1. *Le contrat prévoit des honoraires annuels de 120 pour chacun des associé gérants*

Honoraires	240	
à C.e. Gianini		120
à C.e. Bianchi		120

REMARQUE

Durant l'année Gianini et Bianchi ont pu retirer leurs honoraires en espèces voire en nature, ces retraits ont été débités aux comptes courants ouverts au nom de chacun. Rappelons que les honoraires des associés gérants ne sont pas des salaires. Le règlement des charges sociales afférentes est donc à la charge de chaque associé gérant considéré comme un indépendant, et non comme un employé de la société.

2. *Le contrat prévoit une rémunération au taux de 5% des capitaux propres présents au début de l'exercice comptable*

Charges financières	96	
à C.e. Gianini $(954 - 191) \times 0,05$		38
à C.e. Bianchi $(546 - 109) \times 0,05$		22
à C.e. Sassoli $(600 - 120) \times 0,05$		24
à C.e. Antonelli $(300 - 60) \times 0,05$		12

3. *Virement des honoraires*

Exploitation	240	
à Honoraires		240

4. *Virement du bénéfice d'exploitation (BE)*

Exploitation	496	
à Profits et pertes		496

5. *Virement des charges financières*

Pertes et profits	96	
à Charges financières		96

6. *Virement du bénéfice à répartir*

Pertes et profits	400	
à Pertes et profits répartition		400

7. *Le contrat prévoit le partage du résultat de l'exercice entre associés proportionnellement aux apports dont le total net est 1 920*

Profits et pertes répartition	400	
à C.e. Gianini $400 \times (763 : 1\,920)$		159
à C.e. Bianchi $400 \times (437 : 1\,920)$		91
à C.e. Sassoli $400 \times (480 : 1\,920)$		100
à C.e. Antonelli $400 \times (240 : 1\,920)$		50

8.	<i>Le commandité Gianini reconstitue partiellement son apport avec sa part de bénéfice</i>				
	C.c. Gianini		159		
		à Capital Gianini			159
9.	<i>Le commandité Bianchi reconstitue partiellement son apport avec sa part de bénéfice</i>				
	C.c. Bianchi		91		
		à Capital Bianchi			91
10.	<i>Le commanditaire Sassoli reconstitue complètement son apport avec ses intérêts et sa part de bénéfice</i>				
	C.c. Sassoli		120		
		à Commandite Sassoli			120
11.	<i>Le commanditaire Antonelli reconstitue complètement son apport avec ses intérêts et sa part de bénéfice.</i>				
	C.c. Antonelli		60		
		à Commandite Antonelli			60
S.f.	<i>Clôture des comptes restant ouverts et virement des soldes finals (S.f.) dans le bilan final simplifié.</i>				

Grand livre

Capital Gianini				Capital Bianchi				Commandite Sassoli			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
v/B.f.	922	S.I.	763	v/B.f.	528	S.I.	437	v/B.f.	600	S.I.	480
		8.	159			9.	91			10.	120
	<u>922</u>		<u>922</u>		<u>528</u>		<u>528</u>		<u>600</u>		<u>600</u>
Commandite Antonelli				C.c. Gianini				C.c. Bianchi			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
v/B.f.	300	S.I.	240	Bal.	130	1.	120	Bal.	100	1.	120
		11.	60	8.	159	2.	38	9.	91	2.	22
	<u>300</u>		<u>300</u>	v/B.f.	28	7.	159	v/B.f.	42	7.	91
					<u>317</u>		<u>317</u>		<u>233</u>		<u>233</u>
C.c. Sassoli				C.c. Antonelli				Honoraires			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
10.	120	2.	24	11.	60	2.	12	1.	240	3.	240
v/B.f.	4	7.	100	v/B.f.	2	7.	50				
	<u>124</u>		<u>124</u>		<u>62</u>		<u>62</u>		<u>240</u>		<u>240</u>
Charges financières				Exploitation				Pertes et profits			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
2.	96	5.	96	Bal.	2 264	Bal.	3 000	5.	96	4. B.c.x.	496
				3.	240			6.	400		
	<u>96</u>		<u>96</u>	4.	496				<u>496</u>		<u>496</u>
					<u>3 000</u>		<u>3 000</u>				

Actifs c. déjà clôturés				PP répartition				Passifs c. déjà clôturés			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
Bal.	7 426	v/B.f.	7 426	7.	400	6.	400	v/B.f.	5000	Bal.	5000
	<u>7 426</u>		<u>7 426</u>		<u>400</u>		<u>400</u>		<u>5000</u>		<u>5000</u>

ACTIF	Bilan final		PASSIF
Actifs (c. déjà clôturés)	7 426	Dettes (c. déjà clôturés)	5 000
		C.e. Gianini	28
		C.e. Bianchi	42
		C.e. Sassoli	4
		C.e. Antonelli	2
		Capital Gianini	922
		Capital Bianchi	528
		Commandite Sassoli	600
		Commandite Antonelli	300
	<u>7 426</u>		<u>7 426</u>

8.4 Présentation des états financiers

En Suisse, pour le moment, la législation ne réglemente la présentation des comptes annuels avec un certain détail qu'en ce qui concerne la société anonyme et les sociétés assimilées, en particulier aux articles 662 à 663b CO. Pour les autres formes juridiques d'entreprise, comme l'entreprise individuelle ou les sociétés de personnes notamment, le code n'indique que d'une manière générale les principes qui régissent la présentation des comptes annuels. Ces derniers doivent être dressés *conformément aux principes généralement admis dans le commerce* (art. 959 CO). Ces quelques règles sont contenues dans le titre trente-deuxième: De la comptabilité commerciale du Code des obligations⁴⁰.

En Suisse, cependant, pour établir des comptes annuels individuels, on peut aussi se référer aux recommandations relatives à la présentation des comptes, les Swiss GAAP RPC, au Manuel suisse d'audit, ainsi qu'au Plan comptable général PME édité par l'Union suisse des arts et métiers⁴¹.

Ajoutons que les Swiss GAAP RPC, prises dans leur ensemble, sont reconnues comme normes minimales pour l'établissement des comptes annuels et

⁴⁰ La présentation des états financiers selon l'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 est analysée au point 8.5.

⁴¹ Rappelons qu'en Suisse, les Recommandations relatives à la présentation des comptes, en abrégé les *Swiss GAAP RPC*, entrées en vigueur au début de l'année 2007, sont établies sur une structure modulaire. Le concept s'articule autour de quatre éléments: le cadre conceptuel, les RPC fondamentales, les autres normes et la norme spécifique pour les comptes consolidés. Les petites entités ont la possibilité de ne prendre en considération que le cadre conceptuel et les recommandations fondamentales. Les entités de taille moyenne ou importante sont tenues de respecter le cadre conceptuel, les recommandations fondamentales et les autres normes. En cas de consolidation des comptes, toutes les entités doivent respecter, en plus, la norme spécifique destinée aux comptes consolidés.

intermédiaires des sociétés cotées en Suisse sur les marchés autres que le marché principal. Le règlement de cotation de la Bourse suisse renferme aussi des dispositions relatives à la présentation des comptes. Les auteurs des normes et règlements suisses sont évidemment attentifs aux développements des standards au plan international, tout particulièrement les International Financial Reporting Standards – IFRS – qui succèdent aux IAS. Le passage des standards suisses à d'autres standards est rendu possible, lorsque cela s'avère nécessaire, par des possibilités de choix de variantes prévues dans les normes suisses.

8.4.1 Introduction

Le conseil d'administration de la société anonyme a la responsabilité de faire établir pour chaque exercice annuel un rapport de gestion⁴² (*Geschäftsbericht*) composé des états suivants:

- les comptes annuels
 - le compte de résultat (ou compte de profits et pertes⁴³),
 - le bilan,
 - l'annexe;
- le rapport annuel (*Jahresbericht*);
- les comptes de groupe, si nécessaire.

Ajoutons que les entreprises suisses qui entendent présenter leurs comptes annuels en conformité avec les Swiss GAAP RPC doivent présenter en plus de l'exigence minimale du Code des obligations un tableau de flux de trésorerie⁴⁴ et un tableau des capitaux propres⁴⁵.

Ces différents états doivent contribuer à *donner un aperçu aussi sûr que possible du patrimoine et des résultats de la société*. Ils découlent du respect de principes régissant l'établissement régulier des comptes (art. 662a al. 1 CO). Chacun de ces états joue son rôle et c'est la lecture de leur ensemble qui permet à l'utilisateur averti de se faire une opinion. Ainsi conservera-t-on une structure relativement simple au compte de résultat (Pertes et profits) et au bilan et c'est l'annexe qui entrera dans les détails.

De même, les comptes annuels fournissent une information neutre relativement technique et c'est au niveau du rapport annuel qu'une explication stratégique sera fournie.

Le législateur suisse a choisi de n'imposer qu'un schéma général de présentation du compte de résultat (Profits et pertes) et du bilan en désignant

⁴² Le rapport de gestion doit être mis à disposition des actionnaires au siège de la société 20 jours avant l'assemblée générale.

⁴³ Malheureusement la version française du CO a maintenu les termes de Compte de profits et pertes, alors qu'en allemand le code parle dorénavant de *Erfolgsrechnung*, compte de résultat. Nous choisissons d'utiliser de préférence le terme de Compte de résultat, plus conforme à la terminologie internationale.

⁴⁴ Swiss GAAP RPC 4.

⁴⁵ Swiss GAAP RPC 24/8.

cependant certaines rubriques qui doivent y figurer de façon distincte. L'intitulé des rubriques nommées spécialement n'est pas imposé, il indique leur contenu, mais une désignation mieux adaptée aux particularités de l'activité de l'entreprise peut être utilisée (art. 663h al. 2 CO). Par exemple, la rubrique *Chiffre d'affaires résultant des ventes et des prestations de services* s'intitulera selon l'exploitation *Produits des ventes*, *Produits des honoraires*, *Produits des transports*, etc. De même, dans une entreprise commerciale, la rubrique *Charges de matières et de marchandises* s'intitulera généralement *Coût d'acquisition des marchandises vendues*.

La notion de *structure minimale* selon la note marginale des articles 663 et 663a CO implique donc que les rubriques spécialement désignées peuvent être subdivisées et que des rubriques supplémentaires devront être ajoutées en fonction de la complexité des entreprises afin de respecter *les principes généralement admis dans le commerce* (art. 959 CO), en particulier le principe de clarté indiqué spécifiquement pour la société anonyme à l'article 662a CO. Le Plan comptable général PME édité par l'Union suisse des arts et métiers (vol. 1, chap. 3, sect. 3.7) qui inspire la majorité des plans de comptes en usage en Suisse permet cette adaptation aux caractéristiques propres des entreprises.

En regard des chiffres de l'exercice sous revue, les comptes annuels *contiennent les chiffres de l'exercice précédent* (art. 662a al. 1 CO). Cette exigence tout à fait courante sous-entend une permanence du plan de comptes, des directives comptables et des évaluations, ainsi que des commentaires en cas de rupture de cette permanence ou de mutations significatives. Ces commentaires apparaîtront dans l'annexe.

Ce sont les articles 663b, 663b^{bis} et 663c qui donnent une énumération des informations qui doivent en tout cas figurer dans l'annexe lorsque la société est concernée. Par exemple si elle a contracté un contrat de crédit-bail de financement, elle indiquera le montant global des dettes qui en découlent non portées au bilan. Cette énumération n'est cependant pas exhaustive, l'utilisateur aura presque toujours besoin d'autres renseignements pour pouvoir se faire le plus sûrement possible une opinion du patrimoine et des résultats de l'entreprise. L'annexe devrait donc notamment comporter des informations concernant l'origine et l'emploi des fonds ainsi que le détail de certaines positions globales des comptes. On doit admettre qu'il sera souvent nécessaire de fournir aussi des informations sur la segmentation du chiffre d'affaires et sur les rubriques et transactions en monnaies étrangères.

L'annexe doit donc apporter des explications servant à compléter et à détailler les informations que l'utilisateur peut tirer du compte de résultat (Pertes et profits) et du bilan. Ces explications doivent être neutres, c'est-à-dire dépourvues d'appréciations spéculatives par exemple sur l'opportunité d'un nouvel investissement ou sur celle d'une augmentation de l'endettement à long terme. De telles appréciations seront données dans le rapport annuel (art. 663d CO).

Le rapport annuel (*Jahresbericht*), à ne pas confondre avec le rapport de gestion (*Geschäftsbericht*) dont il est une partie, *expose la marche des affaires ainsi que la situation économique et financière de la société* (art. 663d al. 1 CO). Ce rapport annuel est plus subjectif que ne le sont les comptes

annuels, il n'est pas audité. Dans ce document, le conseil d'administration donne des explications sur ses objectifs stratégiques en matière d'investissement ou de désinvestissement, sur son interprétation des résultats ou sur les perspectives d'avenir. La vérification de l'organe de révision ne porte donc que sur les comptes annuels de l'entreprise; si des comptes de groupe sont joints, ces derniers font l'objet d'une vérification spéciale. Ces révisions sont faites par des réviseurs agréés⁴⁶.

Rappelons que le *CO révisé* et la *Loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs* définissent les conditions d'obtention de cet agrément et précisent qui sont les réviseurs, les experts-réviseurs et les entreprises de révision agréées par l'autorité de surveillance; la notion de réviseur a donc changé depuis le début de l'année 2008. Rappelons aussi que l'obligation de révision n'est plus liée au statut juridique des entreprises mais à leur importance économique et sociale. Le *CO révisé* comprend ainsi deux formes de révision: le contrôle ordinaire et le contrôle restreint.

L'article 728a fixe l'objet et l'ampleur du contrôle ordinaire:

¹*L'organe de révision vérifie:*

1. *Si les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes de groupe sont conformes aux dispositions légales, aux statuts et au cadre de référence choisi;*
2. *Si la proposition du conseil d'administration à l'assemblée générale concernant l'emploi du bénéfice est conforme aux dispositions légales et aux statuts;*
3. *S'il existe un système de contrôle interne.*

²*L'organe de révision tient compte du système de contrôle interne lors de l'exécution du contrôle et de la détermination de son étendue.*

³*La manière dont le conseil d'administration dirige la société n'est pas soumise au contrôle de l'organe de révision.*

⁴⁶ Rappelons qu'en matière de révision, le *CO révisé* distingue, d'une part les sociétés ouvertes au public et les sociétés qui, au cours de deux exercices successifs, dépassent deux des valeurs suivantes: a. total du bilan de 10 millions de francs, b. chiffre d'affaires de 20 millions de francs, c. 50 emplois à plein temps en moyenne annuelle, d'autre part les autres sociétés. Les premières sont soumises au contrôle ordinaire, les secondes au contrôle restreint.

Les sociétés ouvertes au public désignent comme organe de révision une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat au sens de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision. Elles doivent également charger une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat de réaliser les contrôles qui, selon la loi, doivent être effectués par un réviseur agréé ou par un expert-réviseur agréé (*CO art. 727b*). Les autres sociétés tenues à un contrôle ordinaire désignent comme organe de révision un expert-réviseur agréé. Elles doivent également charger un tel expert-réviseur de réaliser les contrôles qui, selon la loi, doivent être effectués par un réviseur agréé. Enfin les sociétés tenues à un contrôle restreint désignent comme organe de révision un réviseur agréé (*CO art. 727c*).

Le rapport de révision à l'assemblée générale précise que l'organe de révision a effectué un contrôle ordinaire. Il comprend un avis sur le résultat du contrôle effectué et des indications sur l'indépendance de l'organe de révision; il fournit aussi des informations sur la personne qui a dirigé la révision, en particulier sur ses qualifications professionnelles. Il inclut enfin une recommandation d'approuver, avec ou sans réserve, les comptes annuels et les comptes de groupe, ou de les refuser.

Dans le cas du contrôle ordinaire, l'organe de révision établit en outre, à l'intention du conseil d'administration, un rapport détaillé qui comprend des constatations relatives à l'établissement des comptes, au système de contrôle interne ainsi qu'à l'exécution et au résultat du contrôle (art. 728b).

L'objet et l'ampleur du contrôle restreint sont réglés par l'article 729a:

¹*L'organe de révision vérifie s'il existe des faits dont il résulte :*

1. *que les comptes annuels ne sont pas conformes aux dispositions légales et aux statuts;*
2. *que la proposition du conseil d'administration à l'assemblée générale concernant l'emploi du bénéfice n'est pas conforme aux dispositions légales et aux statuts.*

²*Le contrôle se limite à des auditions, à des opérations de contrôle analytiques et à des vérifications détaillées appropriées.*

³*La manière dont le conseil d'administration dirige la société n'est pas soumise au contrôle de l'organe de révision.*

Le rapport de l'organe de révision à l'assemblée générale précise le caractère restreint de la révision; il comprend un avis sur le résultat du contrôle effectué et des indications sur l'indépendance de l'organe de révision; il précise en particulier si l'organe a collaboré à la tenue de la comptabilité voire à la fourniture d'autres prestations à la société soumise au contrôle. Il fournit enfin des informations sur la personne qui a dirigé la révision, en particulier sur ses qualifications professionnelles. Le rapport ne comprend cependant pas de recommandation d'approuver, avec ou sans réserves, voire de refuser les comptes annuels.

On ne peut terminer cette description générale sans citer une restriction émise par le Code des obligations: *Dans les comptes annuels, le rapport annuel et les comptes de groupe, on peut omettre les indications qui risquent de causer des préjudices importants à la société ou au groupe. L'organe de révision est informé des motifs de cette omission* (art. 663b al. 1 CO).

En choisissant de n'imposer qu'une structure minimale pour la présentation des comptes annuels, le législateur fait reposer une très grande responsabilité sur le conseil d'administration et sur l'organe de révision, à qui il incombe de juger du développement adéquat des informations qu'ils fournissent aux utilisateurs. Le cadre de référence que mentionne l'article 728a al. 1, ch. 1 CO est donc primordial. Sur le plan suisse, on se référera en particulier aux Swiss GAAP RPC, au Règlement de la bourse, au Plan comptable général PME et au

Manuel d'audit: sur le plan international, aux IFRS, aux directives de l'Union européenne et aux US GAAP. Rappelons en outre que l'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 propose de regrouper systématiquement toutes les dispositions générales de l'obligation de tenir une comptabilité et de présenter des comptes dans le titre trente-deuxième: De la comptabilité commerciale, articles 959 à 963 CO. Seules des dispositions particulières subsisteront dans le droit des différentes sociétés. Pour les règles plus détaillées, il renvoie aux référentiels généralement reconnus. Ces derniers gagneront donc en importance.

La suite du chapitre présentera successivement:

- Un modèle type des états financiers à partir des exigences minimales du droit des sociétés.
- Le modèle des Swiss GAAP RPC.
- Le modèle IFRS.
- Le modèle de l'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005.

8.4.2 Un modèle type des états financiers à partir des exigences minimales du droit des sociétés

8.4.2.1 Introduction

Les différents états financiers de ce modèle type s'inspirent au premier chef des articles du Code des obligations, des observations du Manuel suisse d'audit et des directives en vigueur dans l'Union européenne en particulier. Ils dépassent les exigences minimales fixées par le Code des obligations pour présenter des états financiers plus complets et plus adaptés à la réalité. Les sections suivantes présenteront les exigences spécifiques fixées par deux textes de référence en usage, les Swiss GAAP RPC et les IFRS.

Afin de mettre en valeur les flux annuels de l'activité de l'entreprise plutôt que la photographie de cette dernière au début et à la fin de l'exercice, il paraît préférable de présenter le compte de résultat avant le bilan. On peut relever d'ailleurs que dans le Code des obligations l'article sur la structure minimale du compte de résultat (Profits et pertes) précède celui sur la présentation du bilan. La liberté accordée à l'entreprise quant à la présentation de ses comptes annuels s'accompagne néanmoins d'une obligation de continuité dans la présentation. La disposition générale exprimée par l'article 3 de la 4^e directive peut être reprise in extenso: *«La structure du bilan et celle du compte de profits et pertes, spécialement quant à la forme retenue pour leur présentation, ne peuvent pas être modifiées d'un exercice à l'autre. Des dérogations à ce principe sont admises dans des cas exceptionnels. Lorsqu'il est fait usage de telles dérogations, celles-ci doivent être mentionnées dans l'annexe et dûment motivées»*. Le Code des obligations demande cette continuité dans la présentation à l'article 662a alinéa 2 ch. 5. L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 mentionne le principe de permanence dans la présentation et l'évaluation à l'article 958b al. 1, ch. 4.

8.4.2.2 Structure du compte de résultat (Profits et pertes)

8.4.2.2.1 Modèles

Présentation en liste

Compte de résultat (Profits et pertes)	Exercice N	Exercice N – 1
+ Chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services + <i>Autres produits d'exploitation**</i> + Produits exceptionnels d'exploitation + Produits hors période* d'exploitation J. Charges de matières et de marchandises J. Charges de personnel J. Charges d'amortissement et de provision J. <i>Autres charges d'exploitation**</i> J. Diminution, + augmentation de stock des produits en cours et finis + Prestations propres activées J. Charges exceptionnelles d'exploitation J. Charges hors période* d'exploitation		
= Résultat d'exploitation (activité principale) + Chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services hors exploitation + Produits financiers + <i>Autres produits hors exploitation**</i> + Produits exceptionnels hors exploitation + Produits hors période* hors exploitation J. Charges de matières et de marchandises hors exploitation J. Charges de personnel hors exploitation J. Charges d'amortissement et de provision hors exploitation J. Diminution, + augmentation de stock des produits en cours et finis J. Charges financières J. <i>Autres charges hors exploitation**</i> J. Charges exceptionnelles hors exploitation J. Charges hors période* hors exploitation		
= Résultat courant (activités principale et accessoires) + <i>Autres produits exceptionnels**</i> J. <i>Autres charges exceptionnelles**</i>		
= Bénéfice/perte de l'exercice		

* Les produits hors période se rapportent particulièrement aux bénéfices provenant de l'aliénation d'actifs immobilisés et aux reprises d'amortissements et de provisions; les charges hors période comprennent notamment les pertes provenant de l'aliénation d'actifs immobilisés et les rattrapages d'amortissements ou de provisions.

** Les rubriques *Autres produits* et *Autres charges* remplacent pour mémoire toutes les rubriques nécessaires pour la clarté des comptes de chaque entreprise.

Présentation en tableau

Compte de résultat (Profits et pertes)	Exercice N	Exercice N - 1
Produits		
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services		
<i>Autres produits d'exploitation**</i>		
Produits exceptionnels d'exploitation		
Produits hors période* d'exploitation		
Produits hors exploitation		
Chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services hors exploitation		
Produits financiers		
<i>Autres produits hors exploitation**</i>		
Produits exceptionnels hors exploitation		
Produits hors période* hors exploitation		
Produits exceptionnels		
<i>Autres produits exceptionnels**</i>		
Total des produits		
Charges		
Charges d'exploitation		
Charges de matières et de marchandises		
Charges de personnel		
Charges d'amortissement et de provision		
<i>Autres charges d'exploitation**</i>		
Diminution, / augmentation de stock des produits en cours et finis		
/ Prestations propres activées		
Charges exceptionnelles d'exploitation		
Charges hors période* d'exploitation		
Charges hors exploitation		
Charges de matières et de marchandises		
Charges de personnel		
Charges d'amortissement et de provision		
Diminution, / augmentation de stock des produits en cours et finis		
Charges financières		
<i>Autres charges hors exploitation**</i>		
Charges exceptionnelles hors exploitation		
Charges hors période* hors exploitation		
Charges exceptionnelles		
<i>Autres charges exceptionnelles**</i>		
Total des charges		
Bénéfice (ou perte) de l'exercice		

* Même remarque que pour le tableau précédent.

** Même remarque que pour le tableau précédent.

8.4.2.2.2 Commentaires sur la présentation du compte de résultat

La présentation du compte de résultat en liste avec plusieurs niveaux de résultat est couramment utilisée. Dans cette présentation, on peut envisager deux méthodes, selon l'affectation des charges par nature ou par fonction⁴⁷. Dans la pratique, les postes des comptes publiés sont souvent très généraux, les rubriques détaillées sont alors données dans l'annexe. Pour des raisons didactiques les modèles proposés ci-dessous sont un compromis puisque la question de l'annexe n'est pas traitée jusque dans les moindres détails.

Nature des charges et produits

Il faut relever que la structure minimale proposée prévoit un classement des charges par nature avec cependant la nécessité de les répartir en trois parties : l'exploitation, le hors exploitation et l'exceptionnel. Une présentation plus développée, c'est-à-dire plus analytique, est toujours possible.

Le fait de regrouper les rubriques du compte de résultat (Profits et pertes) en trois catégories, l'exploitation, le hors exploitation et l'exceptionnel (art. 663 al. 1) signifie que l'utilisateur des états financiers aura connaissance du *résultat d'exploitation* et du *résultat courant* de l'entreprise en plus du résultat de l'exercice. Il convient dès lors de préciser les caractéristiques des charges et des produits qui ressortissent à chacune de ces catégories.

Un compromis entre les deux approches est souvent choisi par les entreprises : les charges et les produits sont classés par nature mais des informations sur la catégorie des éléments sont données en annexe. Généralement il n'est pas possible de reconstituer un compte de résultat par fonction à partir de ces renseignements. On donnera par exemple l'analyse du chiffre d'affaires par produits, par secteurs d'activité ou par régions. Les normes ont des exigences à cet égard.

Charges et produits d'exploitation

Les charges et les produits sont dits d'exploitation lorsqu'ils sont caractéristiques de l'activité *principale périodique* de l'entreprise. L'activité est dite *principale* au sens large du terme lorsqu'elle correspond au but social et éventuellement aussi à cause de son importance relative dans l'ensemble des activités qu'exerce l'entreprise. La notion de périodicité est reprise plus loin.

Charges et produits hors exploitation

La dénomination hors exploitation se rapporte aux activités *accessoires périodiques* de l'entreprise, comme par exemple l'exploitation d'un immeuble locatif pour une entreprise industrielle ou la gestion d'un portefeuille de valeurs

⁴⁷ L'affectation des charges par fonction implique en principe un traitement des données par nature (charges de matières, charges de personnel, charges d'amortissements, etc.) par une comptabilité de gestion pour la détermination des coûts. Les principaux aspects de la comptabilité de gestion sont traités au chapitre 11, section 11.6.

mobilières. L'activité principale ne changerait pas de nature si l'entreprise abandonnait l'une ou l'autre de ses activités *accessoires*⁴⁸.

Présentation simplifiée

La distinction entre les éléments appartenant aux activités principales (exploitation) et aux activités accessoires (hors exploitation) n'est pas nécessairement faite au niveau du compte de résultat publié. Cette présentation simplifiée présente alors les produits et les charges des activités (exploitation au sens large) sous une même rubrique. Seuls sont séparés les éléments constituant le résultat financier et les impôts. Cependant, l'analyse entre les éléments principaux et accessoires ne disparaît pas mais elle est donnée pour chacune des rubriques dans le commentaire des comptes (annexe ou explications).

Charges et produits exceptionnels

Les charges et les produits sont exceptionnels au sens étroit du terme quand ils sont non périodiques. Un événement est *non périodique* et dès lors *exceptionnel* s'il s'agit de la *correction de véritables erreurs* indique le Manuel ou s'il se rapporte à un tremblement de terre ou à un autre phénomène aussi inhabituel. Les événements exceptionnels ont donc un caractère accidentel ou fortuit, non inhérent aux activités courantes de l'entreprise⁴⁹. En principe, ils ne se reproduiront pas. La troisième catégorie de rubriques du compte de résultat (Pertes et profits) proposée à l'alinéa 1 de l'article 663 CO ne devrait donc comprendre que très peu d'éléments voire aucun.

Périodicité des charges et des produits

Comme le montre la définition de la catégorie des charges et des produits exceptionnels, la notion de *non périodique* doit être prise dans un sens étroit. En effet, un événement non périodique lié à une activité courante de l'entreprise est considéré comme périodique. Par exemple, les coûts relatifs à l'incendie d'un entrepôt de produits chimiques et à la pollution qui s'en est suivi pourraient être classés comme des charges d'exploitation par l'entreprise pharmaceutique Novartis. Certains faits comptables exceptionnels inhérents aux activités courantes de l'entreprise sont donc classés comme des faits périodiques exceptionnels d'exploitation ou hors exploitation.

Charges et produits exceptionnels d'exploitation ou hors exploitation

L'activité est *périodique* lorsqu'elle est exercée régulièrement; cette caractéristique n'interdit cependant pas d'enregistrer des événements résultant de l'activité courante, donc périodique, de l'entreprise, qui se produisent de temps en temps ou ponctuels, comme une perte importante sur un client ou une visite de

⁴⁸ La Swiss GAAP RPC 3 entend par *hors exploitation* les charges et les produits résultant d'événements ou d'opérations qui se distinguent clairement de l'activité ordinaire de l'entité; en font également partie les charges et les produits des immobilisations corporelles hors exploitation. L'activité ordinaire comprend, pour sa part, l'activité principale et les éléments financiers normaux.

⁴⁹ Autrement dit, comme l'exprime l'article 29 de la 4^e directive CE, ces événements exceptionnels sont *les produits ou charges ne provenant pas des activités ordinaires de la société*.

foire tous les 4 ans⁵⁰. Des charges et des produits *exceptionnels périodiques*⁵¹ d'exploitation ou hors exploitation doivent donc être distingués si nécessaire dans les deux premières catégories du compte de résultat (Profits et pertes). Le Manuel précise que dans la mesure où des charges ou des produits ponctuels de l'activité périodique rendraient difficile la comparaison entre exercices, ils seront mentionnés en annexe et non dans le compte de résultat.

Charges et produits hors période d'exploitation ou hors exploitation

Des plus- ou moins-values sur ventes d'actifs immobilisés, des ajustements de provision ou d'amortissement résultant de mauvaises estimations et hypothèses faites dans des exercices antérieurs font aussi partie du résultat courant car ils surviennent dans le cadre du processus comptable normal. Ils sont liés à la révision ordinaire des évaluations qu'il convient de mener à la fin de chaque exercice. Dès que ces ajustements, que l'on peut qualifier de hors période car ils représentent une correction du passé, ont une importance relative qui pourrait influencer le jugement de l'utilisateur des états financiers, il conviendra de les distinguer dans chaque catégorie par une rubrique particulière du compte de résultat (Profits et pertes) ou dans l'annexe.

Ainsi le Manuel prévoit dans les modèles qu'il présente de distinguer pour chaque catégorie exploitation, hors exploitation et exceptionnel les résultats ponctuels issus de l'*aliénation d'actifs immobilisés*. Cette distinction devrait aussi porter sur tout mouvement significatif de dotations hors période ou de reprises d'amortissements et provisions.

Cette distinction importe également dans la mesure où les pertes ou les gains hors période n'influencent pas le fonds de roulement. Il est en effet nécessaire de distinguer les charges et les produits sans effet sur le fonds de roulement comme les dotations aux amortissements et à certaines provisions ou les reprises de ces mêmes éléments pour pouvoir déterminer des capacités d'autofinancement comparables. Les modèles de structure minimale ci-avant proposent cette finesse de présentation même si les normes en usage ne la demandent pas toujours expressément.

Contenu des principales rubriques du compte de résultat

Il convient d'étudier maintenant plus en détail le contenu de certaines rubriques du compte de résultat (Profits et pertes).

Chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services

Le chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services s'obtient à partir du décompte suivant:

⁵⁰ CHAMBRE FIDUCIAIRE, *op. cit.*, section 2.2532.

⁵¹ STETTLER A., Mieux informer pour piloter: préciser le langage comptable, *L'Expert-comptable suisse*, n° 4 et 5, 1989, pp. 130 à 133, 205 à 209.

Produits bruts des ventes et des prestations de services facturés
 Produits annexes d'exploitation facturés(ventes de déchets, revenus de licences, etc.)
 Emballages facturés aux clients
 J. Retours des clients

Produits bruts de biens et de prestations de services

- J. Déductions accordées (remises, rabais, autres bonifications, escomptes commerciaux, escomptes de règlement⁵²)
 - J. Frais directs de vente (frais de port, emballage spécial, etc., facturés aux clients)
 - J. Pertes effectives sur clients, voire dotation à la provision pour dépréciation des créances
 - J. Pertes de change directement liées au règlement de la vente
- Gains de change directement liés au règlement de la vente
- J. Frais d'encaissement

Chiffre d'affaires net des ventes et des prestations de services

La plupart de ces rubriques ont déjà été traitées dans les chapitres précédents, en particulier au chapitre 4 (vol. 1). Quelques points doivent cependant être relevés.

- Toutes les opérations relatives aux ventes de biens ou de services sont comptabilisées sans la taxe à la valeur ajoutée collectée (vol. 1, chap. 5).
- Les ventes devraient être enregistrées escompte commercial déduit. En cas d'encaissement de ce dernier, il doit être constaté comme un produit financier relatif à la durée du crédit accordé (voir au chapitre 4 *Dossier comptabilisation des escomptes, solution rationnelle*).
- Les frais directs de vente sont des frais spéciaux qui ont été portés sur la facture remise à certains clients, leur déduction permet de dégager le chiffre d'affaires à proprement parler. Par contre, en vertu du principe de non-compensation, les charges engagées pour réussir les ventes, comme les commissions aux vendeurs ou la prise en charge des frais d'expédition, sont des frais de vente, c'est-à-dire des charges qui doivent être traitées de façon distincte du chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services.
- Comme le montre le chapitre 3 (vol. 1) (Comptabilisation des opérations relatives aux pertes sur clients), rationnellement seules les pertes sur créances nées durant l'exercice devraient figurer dans la rubrique *Pertes effectives sur clients*. Les pertes sur créances nées dans des exercices antérieurs qui n'auraient pas été déjà dépréciées directement, voire indirectement par la constitution d'une «provision» pour dépréciation des créances⁵³, doivent être considérées comme des charges hors période d'exploitation. La doctrine suisse admet qu'une dotation ordinaire à la Provision pour dépréciation des créances ne soit pas distinguée des pertes effectives sur les créances de

⁵² Voir au chapitre 4 (vol. 1), *Dossier comptabilisation des escomptes, solution usuelle*.

⁵³ Rappelons qu'il est inadéquat d'appeler provision l'enregistrement indirect d'une dépréciation d'actif comme les créances. Les provisions sont en effet des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain (IAS 37). La dénomination de «Provision» pour dépréciation des créances (voire pour pertes sur clients) étant cependant encore fort répandue notamment en Suisse, nous maintenons encore cette terminologie tout en relevant le changement demandé par les normes.

l'année et puisse ainsi être enregistrée sous la même rubrique. Cette dotation est donc assimilée à une charge consommatrice de fonds de roulement – il s'agit en fait d'un produit négatif – qui diminue la capacité d'autofinancement. La solution usuelle qui consiste d'une part à ne pas distinguer les pertes sur créances nées dans des exercices antérieurs et celles nées dans l'exercice, d'autre part à ajuster la provision à la situation finale des créances est déconseillée; en effet, cette solution ne permet pas de distinguer des charges ou des produits hors période dus à une insuffisance ou à un excédent de provision pour dépréciation des créances et par conséquent annonce un chiffre d'affaires net ne correspondant pas à l'exercice.

- Les prestations internes portées à l'actif et les variations de stock de produits finis et semi-finis qui figurent souvent dans les produits, malgré une évaluation selon leur coût, doivent en tout cas être traités de façon distincte du chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services. Leur place logique est dans les charges, en négatif, comme le proposent les structures minimales.

Produits financiers

Cette rubrique recouvre l'ensemble des revenus que l'entreprise réalise sur des avoirs en banque, des créances, des placements financiers ou des titres. Les revenus courants prennent la forme d'intérêts, de dividendes, de primes, d'escomptes encaissés et de bénéfice de change. On inscrit encore sous la même rubrique les bénéfices en capital à la revente des titres figurant dans l'actif circulant. Des bénéfices en capital obtenus à la revente d'actifs financiers immobilisés, comme des participations par exemple, sont des produits hors période comme ceux obtenus lors de l'aliénation d'actifs immobilisés corporels ou incorporels.

Une rubrique distincte devrait être créée pour indiquer des dissolutions de provisions pour dépréciation de valeurs encore en portefeuille devenues sans objet et pour la constatation de plus-values non réalisées sur des valeurs en portefeuille. Cependant, en fait, ces plus-values non réalisées devraient être enregistrées comme un passif dans un compte de réserves adéquat plutôt que comme un produit risquant d'être distribué avant sa réalisation certaine.

Hormis des entreprises dont les placements financiers sont le but, les produits financiers sont des revenus hors exploitation. Ces revenus pouvant être de nature assez différente, il conviendrait de distinguer au moins dans l'annexe lorsque les montants sont significatifs, les revenus du portefeuille réalisés, les autres revenus financiers réalisés et les revenus financiers non réalisés (lorsqu'on admet cette pratique).

Produits exceptionnels

Voir les explications ci-dessus à propos des charges et produits exceptionnels et des charges et produits hors période.

Autres produits

Souvent cette rubrique générale pourra convenir pour les derniers produits qui n'ont pas pu être classés dans le chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services, les produits financiers et les produits exceptionnels ou hors période. Le principe de clarté demande cependant de ne pas cacher sous une rubrique trop

générale des produits particuliers dont l'importance relative ou la nature sont significatives pour l'utilisateur, par exemple des produits d'opérations de leasing, de location ou d'affaires en participation. Si cela s'avère nécessaire ces autres produits seront présentés dans des rubriques distinctes ou une analyse sera fournie dans l'annexe. Cette dernière solution a l'avantage de ne pas trop alourdir la présentation du compte de résultat (Profits et pertes).

Charges de matières et de marchandises

Dans un classement par nature, la rubrique Charges de matières et de marchandises ne recouvre que les dépenses nécessaires pour l'achat des matières premières et auxiliaires, de fournitures d'exploitation, de pièces détachées et des marchandises destinées à la revente qui sont entrées dans l'entreprise, ainsi que d'éventuelles corrections de valeurs. Ces éléments peuvent être présentés dans un décompte:

Prix d'achat aux fournisseurs

Prix des travaux sous-traités

J. Retours aux fournisseurs

Prix d'achat brut

J. Déductions obtenues (remises, rabais, autres bonifications, escomptes commerciaux, escomptes de règlement)

Prix d'achat net

Frais directs d'achats (transports, assurances, droits d'entrée, etc.)

J. Gains de change directement liés au règlement de l'achat

Pertes de change directement liées au règlement de l'achat

Coût d'acquisition des matières et des marchandises

J. Augmentation ou + diminution de stock⁵⁴ de matières et marchandises

Dépréciation habituelle de stock (ou dotation à la provision pour dépréciation de stock)

Charges de matières et de marchandises

Les charges sont enregistrées taxe à la valeur ajoutée déductible déduite (vol. I, chap. 5).

Variation de stock des produits en cours et finis –

Prestations propres activées

Les charges de production ajoutées comme la main-d'œuvre, les charges de fabrication ou les amortissements ne sont pas compris dans les charges de matières et de marchandises. Dès lors, la variation de stock des prestations et des biens produits par l'entreprise doit être traitée de façon distincte de cette rubrique. Souvent cette variation qui corrige les charges annuelles par nature est inscrite du côté des produits du compte de résultat (Profits et pertes), il s'agit en fait d'un produit diminutif de charges ou plus simplement d'une charge négative. Dans les modèles de structure minimale, c'est cette dernière solution qui a été présentée. Malgré sa logique, il faut savoir qu'elle est peu utilisée en Suisse comme à l'étranger (4^e directive CE par exemple).

⁵⁴ Voir au chapitre 4 (vol. I) *Détermination du coût d'acquisition des marchandises vendues*.

Les prestations propres activées sont des charges pour compte propre (par exemple, des versements de salaires à des ouvriers de la firme pour la rénovation d'un étage du siège social). Elles répondent au même raisonnement et sont donc à traiter de la même manière que la variation de stock des produits en cours et finis. Là aussi le classement des prestations propres dans les produits est souvent pratiqué.

Le calcul de la valeur des produits fabriqués ou en cours de fabrication ainsi que celle des prestations propres activées se fait en principe à partir d'une comptabilité de gestion. Elle nécessite de nombreuses précautions.

Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent les éléments suivants:

Rémunération assurée par l'entreprise ayant un caractère de salaire (salaires, appointements, gratification, commissions, participation, etc.)

Prestations sociales à la charge de l'entreprise

Charges de personnel mis à disposition par d'autres entreprises

Charges de personnel

Ces éléments ont bien entendu été ajustés par des comptes de régularisation voire de provisions afin de correspondre à la consommation de l'exercice.

On observe que dans la présentation selon la méthode de l'affectation des charges par fonction, la rubrique Charges de personnel n'apparaît pas. Ces dernières sont attribuées aux coûts et aux autres charges. L'information sur les charges de personnel sera donnée dans l'annexe. Il en sera de même pour les amortissements.

Charges financières

Cette rubrique recouvre l'ensemble des intérêts et des frais financiers que l'entreprise consacre au service de ses dettes, ainsi que les escomptes sur les effets de change. Rationnellement c'est dans cette rubrique que devraient s'inscrire aussi les escomptes commerciaux non obtenus pour paiement tardif (voir au chapitre 4, vol. 1 *Dossier comptabilisation des escomptes*), de même que les moins-values sur les titres ainsi que sur les autres éléments financiers et les pertes de change réalisées ou comptables non enregistrées ailleurs.

Figurent également en principe sous cette rubrique les escomptes de règlement déduits par le client de l'entreprise.

Charges d'amortissement et de provision

Observons immédiatement que la rubrique Charges d'amortissement et de provision est absente de la présentation selon la méthode de l'affectation des charges par fonction. Ces dotations sont attribuées aux coûts et aux autres charges. Comme pour les charges de personnel, ces charges seront présentées en détail dans l'annexe. Dès lors les observations qui suivent sont valables pour les deux méthodes de présentation.

Cette rubrique doit comprendre l'ensemble des charges non consommatrices de fonds de roulement, c'est-à-dire les dotations aux amortissements, les dépréciations d'actifs immobilisés et certaines dotations aux provisions. Pour pouvoir déterminer les différentes capacités d'autofinancement il faudrait distinguer en annexe ces différentes charges.

Par prudence ou à des fins de remplacement (art. 669 al. 2 CO), l'entreprise peut décider lorsque les résultats sont bons d'enregistrer des amortissements supplémentaires qui dépassent ceux prévus dans le tableau d'amortissement normal, on parlera alors d'amortissements exceptionnels. Ils représentent aussi des charges non consommatrices de fonds de roulement. Ces dotations exceptionnelles ne sont pas nécessairement divulguées par le biais d'un compte exceptionnel d'exploitation; elles sont alors amalgamées avec les dotations aux amortissements normales.

Les règles d'évaluation entraînent aussi la nécessité d'enregistrer des moins-values, dépréciations ou amortissements non planifiés, sur certains postes des actifs immobilisés dues par exemple à l'obsolescence de certains matériels ou à la baisse de valeur de titres de participation. Ces dépréciations de long terme surviennent ponctuellement, elles représentent aussi des charges non consommatrices de fonds de roulement. Leur enregistrement peut être direct ou indirect par dotation à des comptes d'amortissement cumulé ou de provision. Rappelons que le terme de provision encore couramment en usage pour désigner des dépréciations d'actif est impropre. En effet, ces actifs négatifs ne correspondent pas à la définition stricte des provisions qui sont des passifs (capitaux étrangers) dont l'échéance ou le montant qu'impliquera leur règlement est incertain (IAS 37, 11). Il serait donc préférable de créer des comptes de dépréciation d'actif ou d'inscrire directement la dépréciation au crédit de l'actif concerné. Sans être aussi strict sur les définitions, le Manuel relève, de façon générale, que lorsque le compte de correction de valeur a entièrement le caractère d'une correction d'évaluation réelle et exigée par le droit commercial, il faut donner la préférence à une déduction directe; une inscription au passif ne conduit qu'à un gonflement inapproprié du bilan (MSA § 2.3419 d).

On notera, par contre, que les dotations à des provisions sur le court terme qui servent à couvrir des non-encaissements prévisibles ou des charges probables dont le montant n'est pas exactement connu sont considérées comme des produits négatifs ou des charges influençant le fonds de roulement, c'est le cas par exemple de la dotation normale à la provision pour dépréciation des créances ou de la dotation à la provision pour impôts. Dès lors les charges, comme une dépréciation des stocks ou de titre en portefeuille, ou les produits négatifs, comme la constitution d'un dueroire, sont directement débités respectivement aux achats, aux coûts de fabrication, aux charges financières et au chiffre d'affaires (MSA § 2.3501; § 2.3505).

Les dotations aux amortissements voire à des provisions de long terme sont des charges non consommatrices de fonds de roulement. Ces charges doivent être présentées de façon distincte des charges consommatrices de fonds de roulement. Directement dans le compte de résultat ou alors dans l'annexe. Pour les amortissements et les dépréciations des actifs immobilisés, il convient de plus de prévoir trois subdivisions:

1. Les amortissements sur les installations corporelles mobilières et immobilières.
2. Les amortissements sur les immobilisations incorporelles.
3. Les moins-values sur les immobilisations financières.

Pour les deux premières subdivisions, la charge ordinaire est calculée sur la base d'un plan d'amortissement (amortissements planifiés) qui est fonction d'un usage normal et d'un vieillissement prévisible du bien. Des amortissements supplémentaires (non planifiés) pour tenir compte de la valeur de remplacement

plus élevée que le coût d'acquisition devraient être mentionnés séparément. Il en est de même des amortissements arbitraires que justifierait une prudence exagérée (excessive et arbitraire dit le Manuel) admise par le Code des obligations (art. 669 CO) mais qui empêche de tendre à la présentation fidèle, *Fair presentation*, appelée par les normes dont les Swiss GAAP RPC.

Pour la troisième subdivision se rapportant aux immobilisations financières, il faut comprendre que la charge évoquée correspond à l'enregistrement de moins-value de caractère non récurrent due à l'évolution défavorable de ces valeurs. Ce seront par exemple des moins-values sur des participations ou des difficultés probables pour certains des débiteurs à long terme.

La dotation à des provisions à long terme, par exemple pour des travaux de garantie, ou pour des restructurations, doit être traitée de façon distincte. Ce sont aussi des charges non consommatrices de fonds de roulement.

Les reprises d'amortissement, de moins-values ou de provision sont délimitées par des produits hors période car leur constitution date d'un exercice antérieur. Le respect du principe de non-compensation (art. 662a, al. 2, chap. 6 CO; chap. 7 MIC 1) exige que ces dissolutions soient inscrites distinctement au crédit du compte de résultat. Si ces distinctions ne sont pas respectées, la capacité d'auto-financement ne peut plus être reconstituée à partir du compte de résultat publié.

On peut rappeler pour terminer que la quatrième directive autorise des simplifications importantes des schémas pour les entreprises petites et moyennes. Dans une communication du 10 juillet 2007, la Commission européenne a soumis aux commentaires des Etats membres, du Parlement européen et des autres parties intéressées plusieurs propositions de simplification de l'environnement des sociétés en matière juridique, comptable et de contrôle des comptes. En matière de comptabilité et de contrôle des comptes, il a été proposé d'exclure du champ d'application de la 4^e directive les micro-entités définies comme étant les entités de moins de 10 salariés, total de bilan inférieur à 500 000 euros et chiffre d'affaires inférieur à 100 000 euros. D'autres mesures de simplification ont encore été proposées.

La structure actuelle exigée pour les sociétés anonymes par le Code des obligations suisse n'autorise pas de simplifications quelle que soit l'importance de la société. L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 veut cependant pallier cette lacune et prévoit des simplifications puisque les exigences pour la présentation des comptes envisagées sont fonction de la taille des entreprises⁵⁵.

Autres charges

Souvent cette rubrique générale suffira à regrouper les charges qui n'ont pas pu être classées dans les rubriques de charges précédentes. Toutefois comme pour les autres produits, si certaines de ces charges sont significatives par leur importance relative ou par leur nature, il conviendra de prévoir des rubriques distinctes ou de les détailler dans l'annexe.

⁵⁵ Rappelons que la structure des Swiss GAAP RPC, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2007, tient compte du même souci de simplification et d'adaptation des exigences à la taille des entreprises. Il en est de même du projet de Norme internationale d'information financière (IFRS) pour les petites et moyennes entités de l'IASB.

8.4.2.3 Structure du bilan

Modèle

En Suisse, la structure minimale du bilan prévue dans le Code des obligations propose quatre titres principaux (actifs circulants, actifs immobilisés, fonds étrangers⁵⁶ et fonds propres⁵⁷, voir art. 663a CO al. 1), quinze sous-titres (tels que liquidités⁵⁸, créances résultant de ventes et de prestations de services, autres créances, stocks, etc., voir art. 663a CO al. 2 et 3) et un certain nombre de subdivisions pour des rubriques qui doivent obligatoirement être distinguées lorsque l'élément existe (par exemple la part non libérée du capital-actions, le montant global des participations, etc., voir art. 663a CO al. 4)⁵⁹. Cette structure minimale peut sembler bien légère en comparaison par exemple de l'article 9 de la 4^e directive CE ou la norme comptable internationale IFRS 1, mais elle est faite pour être complétée par des rubriques supplémentaires ou des indications additionnelles dans l'annexe lorsque la complexité de l'entité présentée le rend nécessaire.

On trouve aussi dans les Swiss GAAP RPC des recommandations relatives à la présentation des comptes. Celles-ci tiennent compte de la taille des entreprises.

Pratiquement aucune entreprise ne pourra se contenter d'une présentation aussi ramassée⁶⁰. Pour respecter l'objectif général des comptes annuels qui est de *donner un aperçu aussi sûr que possible du patrimoine et des résultats* (art. 662a CO) et le principe de clarté qui demande en particulier que chaque rubrique ne contienne que ce qui correspond clairement à sa désignation, elle aura nécessairement des rubriques complémentaires à ajouter et des informations détaillées à fournir en annexe. Par exemple, une entreprise qui détient pour un montant relativement important par rapport au total du bilan⁶¹ des effets de change (lettres de change ou billets à ordre) et des valeurs mobilières (actions, obligations, etc.) ouvrira deux subdivisions complémentaires par rapport à la structure minimale, ce seront une rubrique Effets à recevoir et une rubrique Titres en portefeuille. Dans d'autres cas, comme le relève le Manuel suisse d'audit, il sera préférable de conserver au bilan publié une structure relativement synthétique et de fournir dans l'annexe les subdivisions de certains postes, par exemple pour le sous-titre Stocks, on donnera en annexe le stock de matières premières, de produits semi-finis, de produits en cours et de produits finis.

⁵⁶ L'expression capitaux étrangers utilisée dans nos présentations est plus conforme à la terminologie internationale, il en est de même pour celle de capitaux propres préférée à fonds propres.

⁵⁷ Voir note précédente.

⁵⁸ La terminologie internationale parle de Disponibilités, l'expression liquidité qualifie le caractère des moyens mobilisables immédiatement ou à plus ou moins long terme.

⁵⁹ La division en titres, sous-titres et subdivisions appartient à la terminologie des directives européennes, elle correspond plus ou moins dans le plan comptable de K. Käfer respectivement aux groupes et aux rubriques de 3^e et de 4^e degrés. Voir KÄFER K., *Plan comptable général*, sixième édition révisée, Editions Cosmos S.A., Berne.

⁶⁰ Pour un modèle plus détaillé, voir la section 2.11 du volume I.

⁶¹ Si le montant des effets ou des titres détenus est peu important, le *Manuel* admet un classement dans la rubrique Autres créances de l'actif circulant. Dans cet exemple, les titres représentent pour l'entreprise une réserve de disponibilités.

Bilan (présentation en liste)*	N	N-1
Actif <i>Actifs circulants</i> Disponibilités (CO; liquidités) Débiteurs-clients ou Créances sur ventes et prestations de services à des tiers à des sociétés du groupe à des actionnaires qui détiennent une participation dans la société Comptes de régularisation (actifs anticipés: produits à recevoir) J. Provision pour dépréciation des créances sur les ventes et les prestations de services Autres débiteurs ou Autres créances contre des tiers contre des sociétés du groupe contre des actionnaires qui détiennent une participation dans la société capital-actions non libéré autres créances J. Provision pour dépréciation des autres créances Stocks de marchandises, matières premières, produits semi-finis, produits en cours, produits finis... Comptes de régularisation (actifs transitoires: charges payées d'avance) <i>Actifs immobilisés</i> Immobilisations financières participations créances envers d'autres sociétés du groupe créances envers les actionnaires qui détiennent une participation dans la société autres créances Immobilisations corporelles dont équipements, immeubles d'exploitation, terrains, autres immeubles, ... J. Amortissement cumulé sur immobilisations corporelles (CO; pas demandé) Immobilisations incorporelles dont Brevets, Goodwill, R&D, Charges à répartir, Frais de fondation, d'augmentation de capital et d'organisation (art. 464 CO). ... J. Amortissement cumulé sur immobilisations incorporelles (CO; pas demandé) Passif <i>Capitaux étrangers (CO: fonds étrangers)</i> Créanciers-fournisseurs ou dettes sur achats et prestations de services envers des tiers envers des sociétés du groupe envers des actionnaires qui détiennent une participation dans la société Autres dettes à court terme ou Autres créanciers envers des tiers envers des sociétés du groupe envers des actionnaires qui détiennent une participation dans la société Comptes de régularisation (passifs transitoires et anticipés: produits reçus d'avance et charges à payer) Dettes à long terme envers des tiers envers des sociétés du groupe envers des actionnaires qui détiennent une participation dans la société Provisions pour risques et charges y compris provision pour impôts <i>Capitaux propres (CO: fonds propres)</i> Capital-actions Capital-participations Réserves légales réserve générale (art. 671 CO) réserve pour actions propres (art. 671a CO) réserve de réévaluation (art. 671b CO) Autres réserves (art. 672 à 674 CO) Bénéfice (ou perte ou «CO; déficit») résultant du bilan		

* Cette présentation est conforme aux exigences de l'article 663a CO. Lorsque la terminologie adoptée ne correspond pas exactement à celle du code, l'expression «officielle» figure entre parenthèses. Pour une présentation plus complète, voir au chapitre 2 *Exemple de subdivisions du bilan*.

Apportons maintenant quelques réflexions sur les critères de classification et sur certaines rubriques du bilan minimum.

Critères de classification

Les critères de classification du bilan sont la liquidité des actifs, l'exigibilité du passif et la nature de l'utilisation ou de la destination des actifs et des passifs. Une mention spéciale doit être faite dans le bilan ou en annexe lorsque ces critères amènent à des classements contradictoires, par exemple si des stocks qui seront consommés dans plus d'un an sont cependant classés en fonction de leur destination dans les actifs circulants ou si toutes les dettes hypothécaires sont classées selon leur destination dans les dettes à long terme sans tenir compte de la fraction remboursable dans l'exercice prochain, donc à moins d'un an.

On comprend que les notions de court terme et long terme ne correspondront pas nécessairement à un partage strict entre les éléments à moins d'un an et ceux à plus d'un an. Pour les directives UE et pour les IFRS la distinction en court terme et long terme doit être comprise dans le sens plus large de la séparation entre les éléments courants et non courants, « *current et non-current items* » (art 10 bis 4^e Directive UE dans la Directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 et IAS1). Des indications additionnelles permettront aux analystes de retraiter s'ils le désirent les données du bilan (voir chap. 15, vol. 3).

Ordre de liquidité ou d'exigibilité décroissant

L'approche dynamique du bilan⁶² rend logique un classement des rubriques de l'actif et du passif respectivement dans l'ordre de liquidité et d'exigibilité décroissant, en d'autres termes les actifs circulants sont énumérés avant les actifs immobilisés et les dettes à court terme avant celles à long terme et les capitaux propres. Ce choix de présentation est celui des Anglo-saxons; dans les pays de l'Europe continentale la présentation inverse est souvent utilisée, ainsi les deux schémas proposés aux articles 9 et 10 de la 4^e directive proposent un classement dans l'ordre de liquidité et d'exigibilité croissant.

Le droit suisse n'impose pas d'ordre de présentation, cependant l'énumération que donne l'article 663a sur la structure minimale du bilan va de l'actif circulant à l'actif immobilisé et de l'exigible au non exigible, donc une présentation de type anglo-saxon. C'est cet ordre de liquidité et d'exigibilité décroissant qui a été retenu dans le modèle présenté au paragraphe 8.4.2.2.3, ainsi qu'au chapitre 2 (vol. 1), *Exemple de subdivisions du bilan*.

Destination ou nature de l'utilisation

L'ordre de liquidité pour les actifs et l'ordre d'exigibilité pour les passifs ne sont pas les seuls critères de classement des rubriques du bilan. On doit en particulier tenir compte de la nature de l'utilisation lorsqu'il faut déterminer la

⁶² Voir au chapitre 2 (vol. 1), *Le dispositif de double contrôle des flux comptables* et au chapitre 10, *Les bilans et le temps*, en particulier les réflexions théoriques d'E. Schmalenbach sur le bilan dynamique.

limite entre le court terme, moins d'un an, et le long terme, plus d'un an. Ainsi pour certaines créances classées dans les actifs circulants, on indiquera séparément dans les actifs circulants les montants dont la valeur résiduelle est supérieure à un an; on inclura, par contre, dans les actifs circulants des éléments réalisables à plus d'un an s'ils ne sont pas destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise. Au passif, les dettes sont généralement classées par nature avec toutefois une mention séparée pour la fraction remboursable à moins d'un an.

Contenu des principales rubriques du bilan

Créances (actif) et dettes (passif)

*envers des sociétés du groupe ou des actionnaires
qui détiennent une participation dans la société*

Les relations commerciales ou financières avec des entreprises appartenant à un même groupe ou avec un actionnaire détenant plus de 20 % des droits de vote et donc capable d'exercer une influence notable, voire déterminante sur la société (art. 665a al. 2 et 3 CO) sont différentes de celles que l'entreprise peut avoir avec des tiers. Par exemple, on pourrait constater des transferts d'avantages ou de risques à l'intérieur d'un groupe ou un prêt à un actionnaire pourrait enfreindre l'interdiction de restitution des versements effectués au moment de l'émission (art. 680 al. 2 CO). Il est donc nécessaire par souci de transparence de présenter de façon distincte ce type de relation.

Les articles 663b^{bis} et 663c CO s'inscrivent dans le même souci de transparence; ils exigent des indications supplémentaires dans l'annexe pour les sociétés dont les actions sont cotées en bourse en termes d'indemnités, y compris les prêts et autres crédits, de participations des actionnaires importants ainsi que des droits de conversion et d'option de chacun des membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif, y compris les participations des personnes qui leur sont proches, avec mention de leur nom et de leur fonction.

Les indemnités concernent les membres du conseil d'administration, les personnes auxquelles le conseil d'administration a délégué tout ou partie de la gestion de la société, les membres du conseil consultatif, les proches des personnes ci-devant lorsqu'elles ont reçu des indemnités non conformes à la pratique du marché.

Autres créances (actif) ou Autres dettes (passif)

Les créances et les dettes qui ne se rapportent pas aux activités courantes de l'entreprise doivent être traitées séparément des créances et des dettes résultant des consommations et des productions de l'entreprise. La distinction entre les créances ou les dettes envers des tiers et celles envers des membres du même groupe doit aussi être respectée. On regroupera notamment sous les rubriques Autres créances ou Autres dettes les comptes suivants:

- avances aux salariés;
- retenues d'impôts à la source;
- prêts accordés par l'entreprise;

- créances ou dettes envers les institutions d'assurances sociales (AVS, CNA, caisse-maladie...);
- coupons à payer;
- compte courant des institutions de prévoyance professionnelle;
- dettes relatives au crédit obtenu sur des acquisitions d'actifs immobilisés.

Provision pour dépréciation des créances

La «provision» pour dépréciation des créances est une correction de valeur des créances portées à l'actif, il s'agit donc d'un actif négatif⁶³ à présenter en principe de façon distincte après les créances provisionnées correspondantes (voir au chapitre 3 (vol. 1), *La comptabilité et le temps. Ajustements*). Si l'entreprise provisionne le risque général de dépréciation des créances sur les débiteurs commerciaux et autres débiteurs, on trouvera habituellement une seule rubrique après l'ensemble des débiteurs. Cette solution est souvent adoptée, elle est influencée par l'Administration fédérale des contributions qui admet une provision générale de 5% sur les créances suisses et de 10% sur les créances étrangères, à l'exception des créances contre des corporations de droit public et des sociétés apparentées. Il serait cependant préférable de distinguer la provision pour dépréciation des créances sur les débiteurs-clients de celle sur les autres débiteurs, c'est cette présentation qui est proposée au paragraphe 8.4.2.1.3.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour but de prévoir des obligations résultant des risques généraux pris par l'entreprise (travaux de garantie, pertes de change) et des charges (impôts, grosses réparations) dont les montants ne sont pas encore fixés (voir au chapitre 3, vol. 1, *La comptabilité et le temps. Ajustements*). Ce compte collectif de provisions pour risques et charges doit être présenté de façon distincte au passif du bilan, des indications additionnelles seront fournies, notamment sur l'objet des provisions et sur leur répartition entre le court et le long terme. Les normes comptables (Swiss GAAP RPC, Directives UE, IFRS) limitent les autorisations de constituer des provisions. Les Swiss GAAP RPC et les IFRS interdisent ainsi la constitution de provisions pour charges futures qui ne constituent pas des faits générateurs d'obligation.

Provision pour impôts ou Impôts différés passifs

Même si ce compte peut faire partie des provisions pour risques et charges, il mérite, vu son importance, une analyse particulière. Ce compte permet d'inscrire au passif la dette réelle d'impôts due pour l'exercice. La dotation à la *provision*

⁶³ Rappelons que le terme en usage de Provision pour des actifs négatifs n'est pas heureux, car ces dépréciations prévisibles ne représentent pas à proprement parler des dettes dont l'échéance ou le montant sont incertains, ce qui est la définition des véritables provisions (IAS 37).

Au point de vue de la technique comptable un compte d'actif négatif fonctionne comme un compte de passif. Dans un bilan interne, il peut apparaître au passif du bilan, par contre au moment de la préparation des comptes annuels, il réintègrera sa place à l'actif ou donnera lieu à une indication additionnelle en annexe.

pour impôts permet, d'une part d'approcher la charge réelle d'impôts correspondant au revenu acquis et à la fortune de l'entreprise pour l'exercice sous revue (impôts courants), d'autre part de tenir compte de la naissance de charges latentes d'impôts (impôts différés). En effet, dans le système d'imposition postnumerando avec calcul sur le revenu acquis, des acomptes sont, en général, versés durant l'année, alors que le solde dû devra faire l'objet d'une provision à la date de clôture en attendant le décompte final qui sera établi précisément par le fisc dans le courant de l'exercice suivant. Enfin l'entreprise peut, par exemple, avoir constitué des réserves latentes non admises ou tolérées par le fisc et par la pratique fiscale. La charge fiscale latente correspondant à ces réserves doit être provisionnée (vol. 3). Des bénéfices hors période ou exceptionnels peuvent aussi occasionner une dette latente d'impôts qu'il conviendra de provisionner.

Une partie de la dotation à la provision ne sera dès lors pas nécessairement fiscale, c'est-à-dire que le fisc opérera une reprise pour déterminer le revenu imposable. Cette reprise entraînera donc une divergence entre le bilan annuel et son suivi fiscal. Cette divergence est naturelle dans un système où le bilan commercial est le bilan déterminant à partir duquel le fisc détermine statistiquement le «bilan fiscal». Pour respecter la règle de l'*aperçu aussi sûr possible du patrimoine et des résultats* (art. 662a CO), il est indispensable d'enregistrer ces dotations. Il y a un danger cependant que les entreprises y renoncent pour ne pas attirer l'attention du fisc sur la constitution de réserves exceptionnelles.

Comme la dette d'impôts est généralement irréversible, le montant des impôts potentiellement dus par l'entité devrait s'inscrire dans un compte Passifs d'impôts différés, voire Actifs d'impôts différés, au lieu d'un compte Provision pour impôts (MIC 3, § 16.5.3).

Comptes de régularisation (actifs et passifs de régularisation)

Les comptes de régularisation (art. 663a al. 4) sont les contreparties en actif et passif des écritures destinées à répartir les charges et les produits dans le temps de manière à rattacher à un exercice déterminé toutes les charges et tous les produits qui le concernent effectivement⁶⁴ (voir au chapitre 3, vol. 1, *La comptabilité et le temps. Les ajustements*).

Les comptes de régularisation actifs (actifs de régularisation) comprennent les *produits à recevoir* ou *produits à encaisser* qui peuvent être présentés de façon distincte ou rattachés aux créances sur ventes et prestations de services et les *charges transitoires* ou *charges constatées d'avance* qui peuvent être présentées de façon distincte ou rattachées aux stocks. Une présentation sous une rubrique générale Comptes de régularisation actifs ou Actifs de régularisation est admise.

Les comptes de régularisation passifs (passifs de régularisation) comprennent les *produits reçus d'avance* ou *produits constatés d'avance* et les *charges à payer*, qui peuvent être présentés de façon distincte ou être rattachés aux dettes sur achats et prestations de services. Une présentation sous une rubrique générale Comptes de régularisation passifs ou Passifs de régularisation est admise.

⁶⁴ La définition des comptes de régularisation correspond à celle du Plan comptable général pour petites et moyennes entreprises (Union suisse des arts et métiers).

Amortissement cumulé

Les comptes d'amortissement cumulé sont des comptes d'actif négatif et non des comptes du passif, dans la présentation des comptes annuels ils doivent donc être inscrits en négatif sous les actifs immobilisés correspondants. L'inscription de la valeur comptable au bilan est admise (amortissement direct). Des renseignements complémentaires sur la valeur d'acquisition et les taux ou la durée d'amortissement devraient figurer en annexe.

Immobilisations incorporelles

Toutes les immobilisations incorporelles doivent être évaluées avec une grande prudence. Il faut de plus apporter un commentaire à certaines d'entre elles qui sont parfois considérées par les analystes comme des non-valeurs, en d'autres termes comme des passifs négatifs à porter dans la présentation des comptes annuels dans les capitaux propres comme doit l'être, par exemple, une perte reportée.

On peut rappeler que pour être porté à l'actif, un moyen d'activité doit représenter pour l'entreprise *une ressource sur laquelle l'entreprise exerce un contrôle, par suite de faits passés, et dont elle est censée retirer des avantages économiques futurs*⁶⁵.

Tout d'abord, les frais de fondation ou d'augmentation du capital et d'organisation peuvent être portés à l'actif du bilan s'ils représentent des charges qui se rattachent à des opérations qui conditionnent l'existence, l'activité ou le développement de l'entreprise. Ces frais, qui devront être amortis en 5 ans (art. 664 CO), sont notamment les suivants:

- honoraires, débours, émoluments, droits de timbre, etc., qui résultent des formalités légales de constitution;
- frais d'études, d'expertise, de prospection, de publicité en vue de l'établissement;
- frais de mise en place d'un réseau de vente, de préparation et d'installation d'une exploitation, d'élaboration de logiciels propres à l'entreprise⁶⁶.

On admet généralement que les frais de fondation ou d'augmentation du capital et d'organisation sont des actifs. Il faut être beaucoup plus circonspect pour le contenu de la rubrique «Charges à répartir». Les charges à répartir peuvent en particulier comprendre:

- des *charges différées* se rapportant à des productions déterminées à venir et qui représentent une ressource future durable (plusieurs exercices) pour l'entreprise par exemple, frais d'essais et de pré-exploitation, frais de mise en service, frais de démarrage d'un chantier, etc.;

⁶⁵ IASB, *Cadre pour la préparation et la présentation des états financiers*. Londres, § 49.

⁶⁶ Précisons que l'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 ne comprend plus cette possibilité. Ces postes sont donc analysés à la lumière de la définition d'un actif, c'est-à-dire que l'entreprise peut en disposer en raison d'événements passés, qu'elle en attend des flux de trésorerie et que leur valeur peut être estimée avec fiabilité.

- des *charges à étaler* qui ne sont pas directement affectables à une production donnée, mais qui représentent une ressource future durable (plusieurs exercices) pour l'entreprise, par exemple, frais d'ouverture des points de vente, frais de participation à des aménagements collectifs, frais de grosses réparations, etc.;
- la *perte à l'émission*, voire les frais d'émission d'un emprunt obligataire qui n'auraient pas été immédiatement amortis en totalité; à notre avis, ces frais portés au bilan ne correspondent pas à la définition d'un actif selon l'IASB, ce sont des passifs négatifs; ils seront amortis sur la durée de l'emprunt.

Bénéfice (ou perte) résultant du bilan

Le bénéfice (ou perte) résultant du bilan (art. 663a al. 4 CO) est le résultat de l'exercice corrigé par le résultat reporté et la formation ou la dissolution de réserves déclarées. Seul le bénéfice du bilan, en particulier après compensation des pertes reportées, est susceptible d'être distribué. Dans un bilan avant répartition destiné à l'assemblée générale des actionnaires, on présentera de façon distincte le résultat reporté et le résultat de l'exercice, car les décisions de compensation et d'affectation appartiennent aux actionnaires. L'expression déficit au lieu de perte utilisée par le code n'est pas heureuse, elle ne correspond pas à la terminologie internationale.

La perte de l'exercice et les pertes reportées qui figurent au bilan sont des passifs négatifs et non pas des actifs; dans la présentation des comptes annuels, ils apparaîtront dans les capitaux propres.

8.4.2.4 Modèle de structure de l'annexe des comptes annuels

Rôle de l'annexe

Pour pouvoir comprendre et interpréter avec profit les informations contenues dans le compte de résultat et le bilan, il est nécessaire de fournir aux utilisateurs un certain nombre de commentaires qui porteront notamment sur les méthodes d'évaluation, sur le détail de certaines rubriques trop globales et sur les engagements hors bilan. Ces commentaires (ou indications additionnelles) seront présentés dans l'annexe. Les articles 663b, 663b^{bis} et 663c CO indiquent les informations que l'annexe doit au moins contenir, il est certain que les entreprises devront presque toujours présenter des indications complémentaires qui leur seront propres pour permettre de se faire une image aussi sûre que possible de l'évolution de leur situation économique et du résultat de leurs activités annuelles.

Les informations complémentaires données en annexe autorisent une présentation allégée du compte de résultat et du bilan qui permet une vision globale de la situation de l'entreprise. L'utilisateur qui a besoin de plus de détails consultera ensuite systématiquement les commentaires des comptes.

Les indications de l'annexe doivent se rapporter directement au compte de résultat et au bilan. Elles doivent être fiables, c'est-à-dire représentatives,

vérifiables et neutres, comme doivent l'être par ailleurs toutes les informations contenues dans les comptes commentés. Cela signifie qu'il ne faut pas confondre l'annexe qui fera l'objet d'une vérification par l'organe de révision et le rapport annuel qui donnera des interprétations et des informations sur la politique de l'entreprise.

Le canevas de l'annexe pourra donc être assez différent d'une entreprise à l'autre. Cependant, ces commentaires doivent obéir aux principes généraux qui régissent la présentation des comptes, tels que la permanence des méthodes, l'état complet, la comparabilité; il conviendra notamment de donner pour les éléments chiffrés les valeurs de l'exercice précédent.

Contenu de l'annexe

L'énumération donnée ci-dessous est indicative, elle recouvre en particulier les demandes des articles 663b, 663b^{bis} et 663c CO et celles du Manuel suisse d'audit.

Présentation des comptes

Indications des principes adoptés pour la présentation des comptes ou référence au Code des obligations.

Dérogations aux principes de base

Indications sur des dérogations aux principes de la continuation de l'exploitation, de la continuité dans la présentation et l'évaluation ainsi qu'au principe de l'interdiction de la compensation si elles sont fondées (art. 662a al. 3 CO). Le retraitement des données n'est pas demandé par le Code des obligations.

Engagements conditionnels

Indications sur les cautionnements, obligations de garantie, constitution de gages en faveur de tiers ou actifs sous réserve de propriété (art. 663b ch. 1 et 2 CO). Indication, le cas échéant, sur les provisions constituées pour couvrir les risques relatifs à ces engagements.

Crédit-bail et autres contrats de long terme

Indications sur les contrats de crédit-bail de financement (leasing) telles que la valeur d'acquisition au comptant, la durée du contrat, la durée de vie économique, le montant de l'option d'achat en fin de contrat, mais au minimum (art. 663b ch. 3 CO) le montant global des dettes découlant des contrats de leasing. Des indications sur d'autres contrats à long terme devraient aussi être mentionnées, par exemple des contrats destinés à se procurer des biens d'investissement, des contrats d'achats ou de ventes à tempérament, des contrats d'attribution de droits de pension ou des contrats de droit de construire.

Valeur d'assurance

Indications des valeurs d'assurance-incendie des immobilisations corporelles (art. 663b ch. 4 CO). Il s'agit de la valeur à neuf des immeubles et des

installations mobiles, cette valeur ne comprend pas en particulier les terrains et les fondations.

Détail des rubriques

Détail de certaines rubriques du compte de résultat ou du bilan très condensées, au minimum pour le bilan (art. 663b ch. 5 et 6) l'énumération

- des dettes envers les institutions de prévoyance,
- des emprunts obligataires émis par la société avec indications du montant, du taux d'intérêt et de l'échéance.

Cette analyse pourrait notamment être étendue à toutes les dettes à long terme avec, le cas échéant, l'indication des tranches à rembourser à court terme sur les emprunts à long terme.

Statistiques complémentaires

Données statistiques complémentaires comme par exemple des analyses

- des immobilisations corporelles et de leur amortissement,
- des engagements en devises,
- des provisions,
- du chiffre d'affaires,
- des charges exceptionnelles,
- de la répartition de la valeur ajoutée.

Participation importante

Indications relatives à des participations importantes (art. 663b ch. 7 CO). Indication de la raison sociale de chacune des filiales ou des sociétés associées, du siège, du but, du capital-actions et du taux de participation.

Dissolution de réserves latentes

Indications sur les mouvements et l'état des réserves latentes, au minimum (art. 663b ch. 8 CO) indication du montant global provenant de la dissolution nette des réserves de remplacement et des réserves latentes, si le résultat économique est ainsi présenté de façon sensiblement plus favorable. Les réserves latentes doivent être comprises ici comme l'excédent des coûts d'acquisition ou de revient, déduction faite des amortissements nécessaires (au sens de la comptabilité de gestion), sur la valeur comptable.

Pour Helbling⁶⁷, la dissolution nette de réserves latentes doit être divulguée si elle permet la distribution d'un dividende qui n'aurait pas eu lieu en l'absence de cette dissolution ou si un résultat significatif pour le volume d'affaires de l'entreprise est nettement amélioré. La Commission fédérale des banques précise que «la matérialité de la dissolution totale de réserves latentes et/ou de réserves pour risques bancaires généraux doit en particulier être appréciée en proportion

⁶⁷ HELBLING C., Der Anhang – neuer Teil der Jahresrechnung und des Konzernabschlusses, *L'Expert-comptable suisse*, N° 7-8, Chambre fiduciaire, Zurich, 1992.

des capitaux propres publiés et du bénéfice annuel publié ainsi qu'en fonction des influences sur ces valeurs. Une dissolution est en règle générale considérée comme essentielle lorsqu'elle représente au moins 2% des capitaux propres publiés ou 20% du bénéfice publié de l'exercice»⁶⁸.

Réévaluation

Indications sur l'objet et le montant des réévaluations (art. 663b ch. 9 CO). Il s'agit ici des réévaluations des *immeubles et participations dans le cas d'une perte de capital* (art. 670 CO). L'objet, le moment et le montant seront précisés.

Actions propres

Indications sur les actions propres (art. 663b ch. 10 CO).

Capital autorisé, augmentation conditionnelle

Indications de la partie non employée du montant de l'augmentation de capital autorisée et du montant de l'augmentation conditionnelle du capital (art. 663b ch. 11). Indication de la variation intervenue durant l'exercice.

Des indications sur la réalisation d'une évaluation du risque

Au minimum indication, sans détails, qu'une évaluation des risques a été effectuée. De préférence cependant, information sur les risques en liaison directe avec les états financiers tenant compte du type, de la taille et de la complexité de l'entreprise et de son exposition au risque (art. 663b ch. 12 CO).

Les motifs qui ont conduit à la démission de l'organe de révision

Le cas échéant, les motifs qui ont conduit à la démission de l'organe de révision (art. 663b ch.13 CO).

Autres

Les autres indications prévues par la loi (art. 663b ch. 14 CO).

Deux articles supplémentaires (art. 663b^{bis} et 663c CO) ne concernent que les sociétés cotées en bourse. Celles-ci doivent fournir des éclaircissements sur les indemnités versées ou des prêts et autres crédits accordés, directement ou indirectement, aux membres du conseil d'administration et aux délégués du conseil d'administration ainsi que sur les indemnités, prêts ou autres crédits, non conformes à la pratique du marché, versés, directement ou indirectement, aux proches des personnes précédentes. Enfin des renseignements seront fournis sur les actionnaires importants, s'ils peuvent être connus.

⁶⁸ Commission fédérale des banques, *Directives de la Commission fédérale des banques sur les dispositions régissant l'établissement des comptes* (art. 23 à 27 OB) (DEC-CFB). Etat au 21.12.2006.

8.4.3 Structure minimale des comptes selon les Swiss GAAP RPC

Rappelons que les Swiss GAAP RPC, plus loin RPC, sont destinées aux besoins des entreprises cotées sur les marchés autres que le marché principal de la bourse suisse, SWX Swiss Exchange, et à ceux des entreprises non cotées. Les sociétés cotées sur le segment principal de la bourse, SWX Swiss Exchange, sont en effet tenues par le règlement de la bourse d'appliquer les standards IFRS ou les US GAAP.

Les Swiss GAAP RPC, dans la conception valable dès le 1^{er} janvier 2007, visent la présentation des comptes des petites et moyennes entreprises ainsi que les groupes à l'échelon national. Pour satisfaire au mieux les besoins de ce public-cible le nouveau concept adopté une structure modulaire à savoir:

- le cadre conceptuel;
- les RPC fondamentales;
- les autres RPC;
- la Swiss GAAP RPC 30 pour les comptes consolidés⁶⁹.

Les petites entités définies comme ne dépassant pas, au cours de deux exercices successifs, deux des critères suivants: a) total du bilan: CHF 10 millions, b) chiffre d'affaires: CHF 20 millions, c) effectif: 50 emplois à plein temps en moyenne annuelle, ont la possibilité de ne prendre en considération que le cadre conceptuel et les RPC fondamentales. Les entités plus grandes doivent respecter les RPC dans leur ensemble.

Pour les états financiers consolidés, toutes les entités doivent respecter en plus la Swiss GAAP RPC 30 sur les comptes consolidés (chap. 16 vol. 3). Les petites entités peuvent conjuguer les RPC fondamentales avec la RPC sur les comptes consolidés.

RPC fondamentales

Selon la logique du concept modulaire, les RPC fondamentales règlent en particulier la structure minimale du bilan, du tableau de variation des capitaux propres, du compte de résultat, de l'annexe et du tableau de financement (tableau des flux de trésorerie) pour les petites entités. Les informations supplémentaires à présenter par les entités plus grandes sont dictées par les RPC plus détaillées. Les présentations ci-dessous présentent donc les exigences minimales. Les exigences plus détaillées sont reprises, plus loin, dans l'étude des normes spécifiques telles que la RPC 17 pour les stocks ou la RPC 18 pour les immobilisations corporelles. Les exigences pour les comptes consolidés sont reprises dans le volume 3 (chap. 16).

⁶⁹ Le texte qui suit est un extrait des présentations formulées par les normes RPC auxquelles le lecteur peut toujours se référer. Il se base sur les Swiss GAAP RPC 2007.

Structure minimale du bilan (RPC 3)

Le bilan peut être présenté soit sous forme de compte soit sous forme de liste. On peut indifféremment commencer par l'actif circulant, les immobilisations ou encore par les capitaux étrangers (fonds étrangers) ou les capitaux propres (fonds propres).

ACTIF

A. Actif circulant

- liquidités
- titres
- créances résultant de livraisons et de prestations
- autres créances à court terme
- stocks
- comptes de régularisation

B. Actif immobilisé

- immobilisations corporelles
- immobilisations financières
- immobilisations incorporelles

PASSIF

C. Capitaux étrangers à court terme

- dettes financières à court terme
- dettes résultant de livraisons et de prestations
- autres dettes à court terme
- provisions à court terme
- comptes de régularisation

D. Capitaux étrangers à long terme

- dettes financières à long terme
- autres dettes à long terme
- provisions à long terme

E. Capitaux propres

- capital de l'entité
- capital non libéré de l'entité (poste négatif)
- réserves provenant de primes
- propres actions/propres parts au capital de l'entité (poste négatif)
- réserves provenant de bénéfices ou pertes cumulées

Autres postes

Les postes suivants doivent être indiqués séparément dans le bilan ou dans l'annexe :

Sous Créances

- envers des entités ou des personnes apparentées

Sous Immobilisations corporelles

- terrains non bâtis
- terrains et constructions
- installations et aménagements techniques et machines
- immobilisations corporelles en cours de construction
- autres immobilisations corporelles

Sous Immobilisations financières

- titres
- impôts différés actifs sur le bénéfice
- participations
- envers des entités ou des personnes apparentées
- autres immobilisations financières

Sous Immobilisations incorporelles

- valeurs incorporelles acquises
- valeurs incorporelles créées par l'entité elle-même (notamment aussi frais de développement activés)

Sous Dettes

- envers des entités ou des personnes apparentées

Sous Provisions

- provisions pour impôts (pour impôts différés sur le bénéfice)
- provisions pour engagements de prévoyance
- provisions pour restructurations
- autres provisions

Sous Capitaux propres (fonds propres)

- montants des différentes catégories de titres du capital de l'entité.

Les autres postes importants seront présentés séparément.

Corrections de valeur

Les corrections de valeur effectuées sur des postes de l'actif circulant et des immobilisations financières doivent être indiquées dans l'annexe. Dans la méthode indirecte, les corrections de valeur cumulées sur des postes de l'actif immobilisé doivent être indiquées séparément sous l'actif correspondant ou dans l'annexe.

Tableau de variation des capitaux propres (RPC 3)

Les variations des différentes rubriques des capitaux propres entre le début et la fin de la période de référence doivent être mentionnées séparément.

Structure minimale du compte de résultat (RPC 3)

Le compte de résultat peut être présenté soit sous forme de compte soit sous forme de liste. Il peut être établi soit selon la méthode de l'affectation des charges par nature, soit selon la méthode de l'affectation des charges par fonction.

Compte de résultat selon la méthode de l'affectation des charges par nature

	Produit net des livraisons et des prestations
	Autres produits d'exploitation
±	Variation des stocks de produits finis et semi-finis ainsi que variation des livraisons et des prestations non facturées
-	Charges de matières premières et consommables
-	Charges de personnel
-	Amortissements des immobilisations corporelles
-	Amortissements des immobilisations incorporelles
-	Autres charges d'exploitation
=	Résultat d'exploitation
	Résultat financier
=	Résultat ordinaire
	Résultat hors exploitation
	Résultat exceptionnel
=	Bénéfice/perte avant impôts
	Impôts
=	Bénéfice/perte

Compte de résultat selon la méthode de l'affectation des charges par fonction

	Produit net des livraisons et des prestations
-	Coût d'acquisition ou de revient des produits vendus et prestations fournies
-	Charges administratives
-	Charges de commercialisation et de distribution
+	Autres produits d'exploitation
-	Autres charges d'exploitation
=	Résultat d'exploitation
	Résultat financier
=	Résultat ordinaire
	Résultat hors exploitation
	Résultat exceptionnel
=	Bénéfice/perte avant impôts
	Impôts
=	Bénéfice/perte

Complément

- Le résultat hors exploitation comprend les charges et les produits d'événements ou d'opérations qui se distinguent clairement de l'activité ordinaire de l'entreprise.
- Les charges et produits exceptionnels comprennent celles et ceux qui n'apparaissent que très rarement dans le cadre de l'activité ordinaire et qui n'étaient pas prévisibles. Charges et produits doivent être définis selon les mêmes critères.
- Les corrections de valeur peuvent être incluses dans le poste approprié sans être indiquées séparément.
- Les résultats (intermédiaires) doivent être désignés de manière appropriée.
- Doivent être indiqués séparément, dans le compte de résultat ou dans l'annexe, et expliqués :

- Charges et produits financiers
- Charges et produits hors exploitation
- Charges et produits exceptionnels
- La présentation selon la méthode de l'affectation des charges par fonction doit aussi contenir:
 - Charges de personnel
 - Amortissements sur immobilisations corporelles
 - Amortissements sur immobilisations incorporelles
- Les corrections de valeur peuvent être incluses dans le poste approprié sans être indiquées séparément.

Structure minimale de l'annexe (RPC 6)

L'annexe complète et explique le contenu des autres états financiers. Elle indique en particulier:

- les principes régissant l'établissement des comptes annuels (notamment les bases et les principes d'évaluation utilisés, RPC 2);
- des explications relatives aux autres parties des comptes annuels;
- des informations supplémentaires qui n'ont pas encore été prises en considération dans les autres parties des comptes annuels, en particulier les affaires exceptionnelles en suspens et les risques et les événements postérieurs à la date du bilan.

Les engagements conditionnels et les autres engagements ne devant pas être portés au bilan sont repris dans la RPC 5 consacrée aux Opérations hors bilan.

Structure minimale du tableau de financement (tableau des flux de trésorerie) (RPC 4)

Les fonds autorisés sont les «liquidités» ou les «liquidités nettes».

Les premières renferment les espèces (avoirs en caisse) et les avoirs à vue auprès des banques et d'autres établissements financiers (fonds de liquidités). Elles renferment également les fonds monétaires apparentés détenus à titre de réserves de liquidités; il s'agit de moyens financiers à court terme extrêmement liquides qui peuvent être convertis à tout moment en liquidités et sont soumis à des fluctuations de valeur négligeables. Les fonds monétaires apparentés à des liquidités ont une durée résiduelle maximale de 90 jours à partir de la date du bilan.

Les secondes s'obtiennent par déduction des dettes bancaires à court terme arrivant à échéance à tout moment (comptes courants) dans la mesure où elles font partie des moyens de paiement et des équivalents moyens de paiement.

Le tableau présente la variation des liquidités de l'entité selon:

- l'activité d'exploitation,
- l'activité d'investissement,
- l'activité de financement.

Les flux financiers découlant de l'activité d'exploitation peuvent être déterminés selon la méthode directe (très rarement utilisée) ou selon la méthode

indirecte. En cas d'utilisation de la méthode directe, l'annexe doit comprendre l'explication du passage au résultat de la période (ou éventuellement au résultat d'exploitation) des flux provenant de l'activité d'exploitation.

Les deux méthodes de constitution des tableaux des flux de trésorerie sont expliquées en détail au volume 1, chapitre 6. N'est donc fournie ci-dessous que la structure minimale prévue par la RPC 4.

Structure minimale du tableau des flux de trésorerie selon la méthode indirecte pour l'exploitation

Activité d'exploitation

- Bénéfice/perte
- ± Amortissements/Réévaluation (réévaluation avec incidence sur le résultat de l'actif immobilisé)
- ± Pertes sur dépréciations d'actifs/suppression de dépréciation d'actifs
- ± Augmentation/diminution de provisions sans incidence sur le fonds (y.e. impôts différés)
- ± Autres charges/produits sans incidence sur le fonds
- ± Perte/bénéfice provenant de la vente d'actifs immobilisés
- ± Diminution/augmentation des créances résultant de livraisons et de prestations
- ± Diminution/augmentation des stocks
- ± Diminution/augmentation des autres créances et comptes de régularisation actif
- ± Augmentation/diminution des dettes résultant de livraisons et de prestations
- ± Augmentation/diminution des autres dettes à court terme et comptes de régularisation passif
- = Entrée/sortie de liquidités provenant de l'activité d'exploitation (cash-flow opérationnel)

Activité d'investissement

- Versements pour investissements (achat) d'immobilisations corporelles
- + Paiements provenant de désinvestissements (vente) d'immobilisations corporelles
- Versements pour investissements (achat) d'immobilisations financières (y. e. prêts, participations, titres, etc.)
- + Paiements provenant de désinvestissements (vente) d'immobilisations financières (y. e. prêts, participations, titres, etc.)
- Versements pour investissements (achat) d'immobilisations incorporelles
- + Paiements provenant de désinvestissements (vente) d'immobilisations incorporelles
- = Entrée/sortie de liquidités provenant de l'activité d'investissement

Activité de financement

- + Paiements provenant d'augmentations de capital (y. e. agio)
- Versements pour réduction du capital avec libération de fonds
- Distribution de bénéfice aux actionnaires
- ± Vente/achat de propres actions/propres parts au capital de l'entité
- + Versements pour de nouveaux emprunts
- Remboursements d'emprunts
- ± Augmentation/diminution d'engagements financiers à court terme
- ± Augmentation/diminution d'engagements financiers à long terme
- = Entrée/sortie de liquidités provenant de l'activité de financement

Variation des liquidités de l'entité

Compléments

- L'activité d'investissement et l'activité de financement sans incidence sur les liquidités ne doivent pas être reprises dans le tableau de financement. Elles sont expliquées dans l'annexe aux comptes annuels. Ces activités comprennent par exemple une acquisition d'actifs contre remise de propres actions/propres parts au capital de l'entité ou par augmentation de capital (p. ex. apports en nature); acquisition d'une entité par émission de propres actions/propres parts au capital de l'entité (p. ex. fusion); émission d'actions gratuites; transformation de dettes financières en fonds propres (p. ex. emprunt convertible ou abandon de créance); acquisition d'éléments du patrimoine en leasing financier.
- Les dépenses et recettes pour intérêts, produits de participation et impôts sur le bénéfice doivent être indiquées séparément dans le tableau de financement ou dans l'annexe.

8.4.4 Structure minimale des comptes selon IFRS

Rappelons que l'International Accounting Standards Board (IASB) a été établi en 2001 dans le cadre de l'International Accounting Standards Committee (IASC) Foundation; cette dernière comprend également l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) et le Standards Advisory Council (SAC). L'IASB et l'IFRIC, précédemment SIC, publient des normes et des interprétations de normes. En septembre 2007, l'IASB a publié une version révisée de l'IAS 1, Présentation des états financiers (*Presentation of Financial Statements*).

L'IAS 1 n'impose pas une structure standard exhaustive pour la présentation des états financiers, elle précise seulement les informations minimales qui doivent figurer dans les états eux-mêmes ou en annexe au moyen d'explications et de tableaux. C'est aux responsables de la préparation et de la présentation des comptes annuels, soit le conseil d'administration et/ou tout autre organe de direction, qu'il incombe de développer l'information à publier de façon appropriée. La norme donne des illustrations en annexe à titre indicatif. C'est à partir de ces dernières que sont développés les exemples qui suivent. La structure minimale vaut pour les comptes individuels et les comptes de groupe (vol. 3).

Pour les IFRS un jeu complet d'états financiers comprend:

- (a) un tableau de la situation financière à la fin de la période;
- (b) un tableau du résultat intégral (*comprehensive income*) de la période;
- (c) un tableau de variations des capitaux propres de la période;
- (d) un tableau des flux de trésorerie (*cash flows*) de la période;
- (e) des notes, comprenant un résumé des politiques comptables essentielles et des autres informations explicatives et
- (f) un tableau de la situation financière du début de la période de comparaison lorsqu'une entité applique une politique comptable rétrospectivement, établit un retraitement rétrospectif pour des éléments de ses états financiers ou lorsqu'elle procède à une reclassification de postes dans ses états financiers.

Remarquons aussi que l'IASB a renoncé à utiliser le terme de bilan, il lui a préféré celui de tableau de la situation financière.

a) Structure minimale du tableau de la situation financière à la fin de la période

ACTIF

Actif circulant (ou actif courant)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Clients et autres débiteurs

Actifs d'impôts exigibles

Autres actifs financiers

Stocks

Actifs biologiques

Actif immobilisé (ou actif non courant)

Actifs d'impôts différés

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Autres actifs financiers

Immobilisations incorporelles

Immeubles de placement

Immobilisations corporelles

Actifs biologiques

Actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente

PASSIF

Passif à court terme (ou passif courant)

Fournisseurs et autres créditeurs

Passifs d'impôts exigibles

Autres passifs financiers

Provisions

Passif à long terme (ou passif non courant)

Passifs d'impôts différés

Autres passifs financiers

Provisions

Passifs non courants compris dans les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente

Capitaux propres

Intérêts minoritaires

Capital émis

Réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère

REMARQUES

1. Un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:
 - l'entité s'attend à pouvoir réaliser l'actif, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal de son exploitation;
 - l'actif est détenu essentiellement aux fins d'être négocié;
 - on s'attend à ce que l'actif soit réalisé dans les douze mois suivant la date du bilan, ou
 - il s'agit de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie, sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois à compter de la date du bilan.

Tous les autres actifs doivent être classés en tant qu'actifs non courants.

2. Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il satisfait à l'un des critères suivants:
 - l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal;
 - il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié;
 - il doit être réglé dans les douze mois après la date du bilan, ou
 - l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois à compter de la date du bilan.

Tous les autres passifs doivent être classés en tant que passifs non courants.

3. L'entité doit indiquer des lignes, des rubriques et des sous-totaux supplémentaires dans le tableau de la situation financière quand une telle présentation est pertinente pour la compréhension de la situation financière de l'entité.
4. La norme ne prescrit pas l'ordre ou le format dans lequel l'entité doit présenter les postes. Elle liste simplement les éléments qui sont suffisamment différents en nature ou dans leur fonction pour mériter en général une présentation séparée dans le tableau de la situation financière.
5. L'entité effectue le jugement nécessaire pour une présentation séparée sur la base de l'évaluation: a) de la nature et de la liquidité des actifs, b) de la fonction des actifs au sein de l'entité, c) des montants, de la nature et de l'échéance des passifs. L'utilisation de bases d'évaluation différentes pour les différentes classes des actifs suggère que leur nature et leur fonction sont différentes et, par conséquent, nécessite une présentation séparée. Par exemple les différentes classes des immobilisations corporelles peuvent être évaluées au coût ou à un montant réévalué selon l'IAS 16.

b) Structure minimale du tableau du résultat intégral (*comprehensive income*)

L'entité peut présenter les charges encourues et les produits réalisés au cours d'une période:

- dans un tableau unique de résultat intégral (*comprehensive income*), ou
- dans deux tableaux séparés: un tableau présentant les composantes des profits et pertes (compte de résultat séparé) et un second tableau débutant par le profit ou la perte et présentant les autres éléments du résultat intégral (tableau du résultat intégral).

La structure minimale du tableau du résultat intégral (*comprehensive income*) doit comprendre les postes suivants:

- les produits des activités ordinaires;
- les charges financières;
- la quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence;
- la charge d'impôt sur le résultat;

- un montant unique comprenant d'une part le montant du résultat après impôt des activités abandonnées et d'autre part le montant du résultat après impôt de l'évaluation à la juste valeur, diminuée des coûts de la vente, ou de la cession des actifs ou du (des) groupe(s) destiné(s) à être cédé(s) constituant l'activité abandonnée;
- le résultat;
- chaque composante des autres éléments du résultat intégral classés par nature;
- la quote-part des autres éléments du résultat intégral des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence;
- le résultat intégral.

Les postes suivants doivent être indiqués dans le tableau de résultat intégral en tant qu'affectations du résultat intégral:

- le résultat attribuable:
 - aux intérêts minoritaires
 - aux porteurs de capitaux propres de la société mère
- le résultat intégral attribuable:
 - aux intérêts minoritaires
 - aux porteurs de capitaux propres de la société mère.

Des postes, rubriques et sous-totaux supplémentaires doivent être présentés dans le ou les tableau(x) ci-dessus lorsqu'une telle présentation est pertinente pour comprendre la performance financière de l'entité.

Les autres éléments du résultat intégral comprennent les produits et les charges (y compris les ajustements de reclassification) qui ne sont pas compris dans le compte de résultat comme le demandent ou le permettent les autres IFRS.

Ces éléments comprennent:

- les variations dues à la réévaluation (IAS 16 Immobilisation corporelles)
- les gains ou pertes actuariels

Structure minimale du compte de profits et pertes ou de résultat

En principe les postes seront classés soit par nature soit par fonction.

Compte de résultat classé par nature

Produits des activités ordinaires

Autres produits

- ± Variation des stocks de produits finis et des travaux en cours
- Matières premières et consommables utilisées
- Coûts des avantages du personnel
- Charges de dépréciation et d'amortissement
- Autres charges
- Charges financières
- ± Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence
- ± Résultat avant impôt comptabilisé lors de la sortie des actifs ou le règlement des passifs attribuables à des abandons d'activité

Résultat avant impôt

- Charges d'impôt

Résultat après impôt de l'exercice**Compte de résultat classé par fonction**

Produits des activités ordinaires

- Coût des ventes

Marge brute

Autres produits

- Coûts commerciaux
- Charges administratives
- Autres charges opérationnelles
- Charges financières
- ± Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la mise en équivalence
- ± Résultat avant impôt comptabilisé lors de la sortie des actifs ou le règlement des passifs allouables à des abandons d'activité

Résultat avant impôt

- Charge d'impôt

Résultat après impôt de l'exercice**REMARQUES**

1. L'IASB bannit les termes de produits et charges extraordinaires du compte de résultat.
2. Des postes, rubriques et sous-totaux supplémentaires doivent être présentés au compte de résultat lorsqu'une telle présentation est pertinente pour comprendre la performance financière de l'entreprise.
3. La méthode des charges par nature consiste à regrouper les charges du compte de résultat selon leur nature (par exemple achats de matières, frais de transport, salaires et rémunérations, dépenses de publicité, dotation aux amortissements), et à ne pas les réaffecter aux différentes fonctions de l'entreprise.
4. La méthode des charges par fonction ou du «coût des ventes» consiste à classer les charges selon leur fonction dans le coût des ventes ou dans les activités commerciales ou administratives. Cette présentation fournit souvent des informations plus pertinentes pour les utilisateurs que la classification des charges par nature mais l'affectation des coûts aux différentes fonctions peut être arbitraire et impliquer une part de jugement considérable. Les entreprises classant les charges par fonction doivent fournir des informations supplémentaires sur la nature des charges car celles-ci sont utiles pour le calcul des flux de trésorerie prévisionnels.
5. Les variations des produits finis et des travaux en cours pendant l'exercice représentent un ajustement des charges de production pour traduire le fait que la production a augmenté les niveaux des stocks ou que des ventes supérieures à la production ont réduit les niveaux de stocks. Dans certaines juridictions, une augmentation des stocks de produits finis et travaux en cours durant l'exercice est présentée immédiatement après les produits des activités ordinaires comme dans l'analyse ci-dessus. Toutefois, la présentation retenue ne doit pas laisser à penser que ces montants constituent des produits.

e) Tableau de variations des capitaux propres

Les IFRS demandent la présentation analytique, dans un état distinct, des variations des capitaux propres survenues dans l'exercice.

Le tableau doit comprendre :

- le total du résultat intégral de la période, présentant séparément le total des montants attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère et aux intérêts minoritaires ;
- pour chaque composante des capitaux propres les effets des changements de méthodes comptables et des corrections d'erreurs comptabilisées ;
- les montants des transactions avec les porteurs de capitaux propres agissant en cette qualité, en présentant séparément les contributions des et les distributions aux porteurs de capitaux propres ;
- pour chaque composante des capitaux propres un rapprochement entre la valeur comptable en début et en fin de période en indiquant chaque élément de variation séparément.

Doivent également être présentés, dans le tableau de variations des capitaux propres ou dans les notes, le montant des dividendes reconnus comme distributions aux porteurs de capitaux propres et le montant correspondant par action.

Exemple de tableau de variation des capitaux propres.

	Capital-actions	Résultats non distribués	Ecart de conversion	Actifs financiers disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de réévaluation	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 1.1.N-1									
± Effets des changements de méthodes comptables et corr. erreurs									
Solde retraité									
Variations des capitaux propres en N-1									
Variation du capital-actions									
Dividendes									
Total du résultat intégral									
Transferts des résultats non distribués									
Solde au 31.12.N-1									
Variation des capitaux propres en N									
Variation du capital-actions									
Dividendes									
Total du résultat intégral									
Transferts des résultats non distribués									
Solde au 31.12.N									

d) Tableau des flux de trésorerie selon les IFRS

Les IFRS imposent la fourniture d'une information sur l'historique des évolutions de la trésorerie et des équivalents de trésorerie d'une entreprise au moyen d'un tableau classant les flux de trésorerie de l'exercice en flux d'activités, d'investissement et de financement. Les flux de trésorerie sont les entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue; les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les IFRS proposent deux méthodes de présentation des tableaux de flux de trésorerie: les méthodes directes ou indirectes. Ces formes de présentation ont été développées au chapitre 6 du volume 1, nous ne présenterons ici qu'un exemple de schéma général de la méthode la plus usitée, la méthode indirecte. Cette méthode est indirecte parce qu'elle reconstitue les flux de trésorerie générés par les activités à partir du résultat de l'exercice.

Tableau des flux de trésorerie, méthode indirecte: exemple

Bénéfice avant impôt

- + Amortissements
- + Pertes de change
- Produits de placement
- + Charges financières
- etc.

Capacité d'autofinancement opérationnelle avant variation du fonds de roulement

- Augmentation ou diminution des «clients» *
- Augmentation ou diminution des «stocks»*
- Augmentation ou diminution des «fournisseurs»*

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Intérêts payés
- Impôts sur le résultat payés
- etc.

a) Flux de trésorerie net lié aux activités

- Acquisition ou cession de filiales (sous déduction de la trésorerie attachée)**
- Acquisition ou cession d'immobilisations**
- Intérêts encaissés
- Dividendes reçus
- etc.

b) Flux de trésorerie net lié aux activités de placement (investissements)

- Produits de l'émission de capital
- Augmentation ou diminution d'emprunts
- Dividendes versés (peut se classer dans les activités)
- etc.

c) Flux de trésorerie net lié aux activités de financement

Augmentation ou diminution nette de trésorerie et équivalents de trésorerie

± Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice

Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice

NOTES RELATIVES AU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

- * «Clients», «Stocks» ou «Fournisseurs» au sens large y compris les comptes assimilés respectifs.
- ** Ces éléments doivent tenir compte si nécessaire des transactions non encore payées.

e) Annexe selon les IFRS

Pour les IFRS, les notes annexes aux états financiers doivent décrire la ou les bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des états financiers, par exemple le coût historique, le coût actuel, la valeur de réalisation, la juste valeur ou la valeur actuelle et chaque méthode comptable spécifique nécessaire à une bonne compréhension des états financiers.

L'indication d'une méthode comptable spécifique doit permettre aux utilisateurs de comprendre la manière dont les transactions et les événements sont traduits dans la performance et la situation financière communiquée. Les IFRS donnent la liste suivante non exhaustive des méthodes comptables pouvant nécessiter des explications complémentaires :

- a) comptabilisation des produits des activités ordinaires,
- b) principes de consolidation, y compris des filiales, des entreprises associées, et coentreprises,
- c) regroupements d'entreprises,
- d) changements d'estimations comptables et erreurs,
- e) comptabilisation et amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles,
- f) incorporation des coûts d'emprunts et d'autres dépenses dans le coût d'un actif,
- g) contrats de construction,
- h) dépréciation des actifs,
- i) immeubles de placement,
- j) instruments financiers et placements,
- k) contrats de location,
- l) frais de recherche et de développement,
- m) stocks,
- n) impôts, y compris les impôts différés,
- o) provisions,
- p) coût des avantages du personnel,
- q) paiement fondé sur des actions,
- r) conversion des monnaies étrangères et opérations de couverture,
- s) définition des secteurs d'activité et des secteurs géographiques, et les bases d'affectation des coûts entre les secteurs,
- t) définition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie,
- u) subventions publiques
- v) contrats d'assurance,
- w) ventes et abandons d'activité,
- x) prospection et évaluation des ressources minérales,
- y) agriculture.

Les notes annexes doivent également indiquer les jugements réalisés par la direction, les hypothèses sous-jacentes relatives aux incertitudes et leur impact sur les montants présentés dans les états financiers.

8.4.5 Avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005

Rappelons que cet avant-projet propose de regrouper systématiquement toutes les dispositions générales de l'obligation de tenir une comptabilité et d'établir des comptes dans le titre trente-deuxième: De la comptabilité commerciale. Seules des dispositions particulières subsisteront dans le droit des différentes sociétés. Les articles 959 à 963 CO seront donc beaucoup plus étoffés que dans leur présentation actuelle: ils reprendront notamment les principes comptables de base fixés actuellement dans les articles 662 et suivants CO de la société anonyme; ces articles de référence, articles 662-670 CO, seront abrogés. Cet avant-projet vise donc à uniformiser les règles en fonction de la taille des entités plutôt que de leur forme juridique; il envisage enfin de fixer les règles de base pour la tenue de la comptabilité et l'établissement des états financiers. Pour les règles plus détaillées, il renvoie aux référentiels généralement reconnus. Ces derniers gagneront donc en importance. La tenue de la comptabilité et l'établissement des états financiers seront ainsi coiffés par un droit comptable général comprenant tous les principes comptables et les exigences générales; ne subsisteront dans les droits spécifiques que des règles particulières.

Toutes les entreprises individuelles, les sociétés de personnes et les personnes morales sont en principe obligées de tenir une comptabilité et de présenter des comptes; cette obligation concerne aussi les associations et les fondations puisqu'elles sont des personnes morales. Notons que les entreprises individuelles, les associations et les fondations que la loi n'oblige pas à se faire inscrire dans le registre du commerce peuvent tenir une comptabilité simple de trésorerie. Il en est de même pour les entreprises dont le montant net du chiffre d'affaires résultant des ventes et des prestations de service ne dépasse pas 75 000 francs par année.

Pour la présentation des comptes, l'avant-projet établit une distinction des entreprises en fonction de leur taille. Pour les grandes entreprises il reprend les tailles arrêtées dans l'article 727 CO pour le contrôle ordinaire:

1. Les sociétés ouvertes au public.
2. Les sociétés qui, au cours de deux exercices successifs, dépassent deux des valeurs suivantes:
 - a) total du bilan: 10 millions de francs
 - b) chiffre d'affaires: 20 millions de francs
 - c) effectif: 50 emplois à plein temps en moyenne annuelle
3. Les sociétés qui ont l'obligation d'établir des comptes de groupe

Comptes annuels individuels des entreprises de petite et moyenne taille

Les comptes doivent présenter la situation économique de l'entreprise, en particulier son patrimoine, sa situation financière et ses résultats, de telle façon qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Ils sont présentés dans le rapport

de gestion qui comprend les comptes annuels : ces derniers se composent du bilan, du compte de résultat et de l'annexe.

Le bilan et le compte de résultat peuvent être présentés sous forme de compte ou de liste, avec les chiffres de l'exercice précédent.

Contrairement aux articles 957-964 CO actuels, l'avant-projet précise les caractéristiques des éléments qui peuvent être portés à l'actif et au passif, ainsi que celles des actifs circulants, des actifs immobilisés, des dettes à court terme et des dettes à long terme.

Structure minimale du bilan

ACTIF

1. *Actif circulant*
 - a) Trésorerie
 - b) Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services
 - c) Autres créances à court terme
 - d) Stocks et prestations de services non facturées
 - e) Actifs de régularisation
2. *Actif immobilisé*
 - a) Immobilisations financières
 - b) Immobilisations corporelles
 - c) Immobilisations incorporelles

PASSIF

1. *Dettes à court terme*
 - a) Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services
 - b) Autres dettes à court terme
 - c) Dettes financières à court terme
 - d) Passifs de régularisation
2. *Dettes à long terme*
 - a) Dettes financières à long terme
 - b) Provisions et positions analogues prévues par la loi
3. *Capitaux propres*
 - a) Capital social ou capital de la fondation, le cas échéant ventilé par catégories de droits de participation
 - b) Réserves issues du capital
 - c) Réserves issues du bénéfice ou pertes cumulées, en négatif
 - d) Propres parts du capital portées en déduction

D'autres postes sont inclus dans le bilan ou l'annexe s'ils sont essentiels à l'évaluation du patrimoine ou de la situation financière par des tiers ou si cela répond aux usages dans le secteur d'activité de l'entreprise.

Les créances et les dettes envers les associés et les organes de la société ou envers des sociétés dans lesquelles l'entreprise détient une participation sont présentées séparément.

Structure minimale du compte de résultat

Le compte de résultat peut être établi selon la méthode de l'affectation des charges par nature ou selon la méthode de l'affectation des charges par fonction.

Compte de résultat par nature

1. Produits nets des ventes de biens et de prestations de services
2. Charges de matière, y compris variation des stocks des produits finis et semi-finis et variation des prestations de services non facturés
3. Charges de personnel
4. Autres charges
5. Charges et produits financiers
6. Amortissements et corrections de valeur
7. Charges et produits exceptionnels
8. Bénéfice ou perte de l'exercice

Compte de résultat par fonction

1. Produits nets des ventes de biens et de prestations de services
2. Coûts d'acquisition ou de production des biens et prestations de services vendus
3. Frais d'administration et de distribution
4. Charges et produits financiers
5. Charges et produits exceptionnels
6. Bénéfice ou perte de l'exercice

Les charges de personnel ainsi que les amortissements et corrections de valeur figurent séparément dans l'annexe.

D'autres postes doivent être inclus dans le compte de résultat ou l'annexe s'ils sont essentiels à l'évaluation des résultats de l'entreprise par les tiers.

Structure minimale de l'annexe

1. Des informations sur les principes comptables appliqués et des commentaires concernant certains postes du bilan et du compte de résultat.
2. Des compléments d'information, une structure détaillée et des commentaires concernant certains postes du bilan et du compte de résultat.
3. D'autres informations prescrites par la loi.

Si elles ne ressortent directement du bilan ou du compte de résultat des informations sur:

- la raison de commerce ou le nom, la forme juridique et le siège de l'entreprise;
- la moyenne annuelle des emplois à plein temps;
- la raison sociale, la forme juridique et le siège des entreprises dans lesquelles une participation directe ou indirecte est détenue, avec la part du capital et des droits de vote;
- l'acquisition et l'aliénation de propres parts de participation et le nombre de parts détenues y compris celles qui sont détenues par une autre

entreprise dans laquelle la première détient une participation: les conditions auxquelles l'entreprise a acquis ou aliéné ses propres parts sont également mentionnées;

- la valeur résiduelle des dettes découlant d'opérations de crédit-bail assimilables à des contrats de vente;
- les montants totaux des cautionnements, des obligations de garantie et des gages constitués en faveur des tiers;
- le montant total des actifs nantis ou cédés en garantie des propres dettes et des actifs grevés d'une réserve de propriété;
- les instruments financiers dérivés, les obligations d'achat et de vente et les postes similaires;
- les risques exceptionnels;
- les explications relatives à d'autres facteurs importants ou exceptionnels ayant influencé les comptes annuels;
- les événements importants survenus après la date de clôture du bilan;
- le cas échéant, les raisons de la démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat.

Les entreprises débitrices d'emprunts par obligations indiquent séparément le montant, le taux d'intérêt, les échéances et les autres conditions de chacun de ces emprunts.

Comptes annuels individuels des entreprises de grande taille

Pour cette catégorie d'entreprises l'avant-projet prévoit en outre:

1. Un tableau de financement.
2. Un rapport annuel.
3. Les informations supplémentaires suivantes si elles n'apparaissent pas dans le bilan:
 - la ventilation des dettes financières à long terme par échéance, à savoir moins d'un an, de deux à cinq ans, et plus de cinq ans;
 - des informations sur la réalisation d'une évaluation des risques;
 - le montant total des indemnités perçues par les membres de l'organe de supérieur de direction ou d'administration;
 - le montant des honoraires versés à l'organe de révision pour les prestations en matière de révision d'une part et pour d'autres prestations de services d'autre part.
4. Les autres informations exigées par la loi.

Le tableau de financement présente séparément les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement.

Le rapport annuel expose la marche des affaires et la situation économique de l'entreprise voire de son groupe de sociétés, à la fin de l'exercice en soulignant les aspects que les comptes annuels ne révèlent pas, en particulier l'état des commandes et des mandats, les activités de recherche et de développement, la situation et l'évolution des principaux secteurs de l'entreprise, les événements extraordinaires et les perspectives de l'entreprise.

Si les entreprises remplissent les conditions ci-après, elles doivent, en plus des comptes annuels établis conformément au Code des obligations, dresser des états financiers conformes à un référentiel comptable. Voici ces conditions:

1. Les sociétés ouvertes au public, si la bourse l'exige.
2. Les coopératives qui comptent au moins 2000 associés.
3. Les associations et les fondations que la loi soumet au contrôle ordinaire.

Des groupes d'associés ou de membres peuvent aussi demander l'établissement des états financiers selon un référentiel comptable.

Comptes annuels consolidés

Toute personne morale tenue d'établir des comptes et qui contrôle d'autres entreprises doit inclure des comptes annuels consolidés dans son rapport de gestion. Les comptes consolidés doivent être établis selon un référentiel comptable.

Etablissement principal et succursales

Le développement des entreprises passe souvent par l'ouverture d'un bureau de vente ou même la création d'une nouvelle unité de production et de vente dans le but, par exemple, de s'implanter dans une autre région. Cette nouvelle unité peut être juridiquement indépendante de la maison mère, même si cette dernière en détient le capital, ou faire partie juridiquement de l'établissement principal. Dans le premier cas, la nouvelle unité est une filiale, dans le second cas, la nouvelle unité est une succursale.

Selon la jurisprudence suisse, la succursale est un établissement commercial qui, sous la dépendance d'une entreprise dont elle fait juridiquement partie, l'établissement principal ou le siège, exerce d'une façon durable, dans des locaux séparés, une activité similaire, en jouissant d'une certaine autonomie dans le monde économique et celui des affaires. L'établissement principal peut être une entreprise individuelle ou une société.

La succursale n'est pas, juridiquement, considérée comme une entreprise, au sens qui a été donné à ce terme précédemment puisqu'il lui manque la caractéristique de l'indépendance. La succursale n'est pas un sujet de droit indépendant, elle n'a pas de personnalité autonome.

La succursale doit néanmoins être inscrite au Registre du commerce au lieu de son siège après l'avoir été au siège de l'établissement principal (art. 935 CO). Le Code des obligations (art. 952 CO) précise que la raison de commerce des succursales doit être la même que celle de l'établissement principal; il est toutefois permis d'apporter pour la succursale une adjonction spéciale à la raison de commerce de l'établissement principal si cette adjonction ne s'adapte qu'à elle. Le cas des succursales à l'étranger sera repris dans le cadre du traitement des monnaies étrangères.

Un gérant est placé à la tête de la succursale, il dispose de certains pouvoirs de décision et il répond de la rentabilité de ses actions. Il est dès lors naturel que les activités de la succursale donnent lieu à un suivi comptable spécifique. L'enregistrement des opérations courantes du siège ou de la succursale avec des tiers ne diffère en rien de celui des autres entreprises, par contre les opérations qui

mettent en relation le siège et une succursale, voire des succursales d'un même siège entre elles, telles que les livraisons de marchandises, les prestations de services ou les transferts de fonds doivent être analysés spécialement; c'est l'objet de ce chapitre.

La succursale peut bénéficier d'une autonomie comptable par rapport au siège, son grand livre sera tenu de façon séparée avec un certain nombre de comptes spécifiques pour le suivi de ses relations avec le siège, voire avec d'autres succursales si ces dernières sont traitées comme des correspondantes directes. Pour la clôture annuelle, la succursale sera en mesure d'établir des comptes de résultat et un bilan final. Le siège fera de même. Afin d'obtenir une vision d'ensemble de la valeur comptable de l'entreprise – la maison formée du siège et des succursales autonomes – il sera nécessaire d'opérer l'union, au sens mathématique du terme – des comptes annuels. La réunion, juxtaposition ou contraction comptable est préparée extra-comptablement.

Sur la base de ces éléments de définition et de description, la comptabilité des succursales peut être analysée sous l'angle statique, l'angle cinétique et celui des principes comptables avant de considérer l'élaboration logique de l'information et la formalisation du traitement comptable.

9.1 Analyse

9.1.1 Aspect statique

Une entreprise, établissement principal ou siège, possède une ou plusieurs succursales établies en Suisse. Chacune des succursales jouit d'une certaine liberté qui se traduit comptablement par la tenue de comptes qui lui sont propres dans une comptabilité autonome (§ 9.1.4.1) ou dans une comptabilité intégrée dans celle du siège (§ 9.1.4.2). Le siège et les succursales constituent une maison.

9.1.2 Aspect cinétique

Le siège et ses succursales ont, d'une part des relations normales indépendantes avec des tiers (clients, fournisseurs, autres créanciers, etc.), d'autre part des relations entre eux, telles que fournir des marchandises, livrer des prestations ou transférer des fonds. Ce sont ces opérations à l'intérieur du groupe qu'il convient d'étudier.

9.1.3 Analyse par les principes comptables

Comme la succursale œuvre sous la raison de commerce du siège, dont elle fait juridiquement partie, elle n'est pas astreinte à établir des états financiers indépendants de ceux du siège. Néanmoins, la définition donnée de la succursale qui met en évidence une certaine autonomie dans les affaires tend à indiquer que l'entreprise doit pouvoir justifier, pour sa ou ses succursales, le résultat de leurs activités, l'état de leurs moyens d'activité et des prétentions qui leur sont liées.

Selon le *principe de l'entité économique* ainsi que le *principe du développement adéquat*, une comptabilité doit donc être tenue pour chaque succursale. Les états de cette dernière seront ensuite réunis avec ceux du siège et des autres succursales pour établir les états financiers de l'ensemble, siège-succursales, c'est-à-dire de la maison. Notons que la tenue d'une comptabilité pour chaque succursale est aussi nécessaire pour remplir des obligations fiscales.

9.1.4 Elaboration logique de l'information pour la succursale

Le siège peut faire en sorte que chaque succursale tienne une comptabilité autonome ou intégrer la comptabilité des succursales dans sa propre comptabilité. Il s'agit d'un problème d'organisation comptable qui ne remet nullement en cause les principes comptables évoqués ci-dessus. Ces deux possibilités vont être étudiées successivement.

9.1.4.1 Comptabilité autonome des succursales

L'organisation comptable de la maison peut prévoir que la succursale tienne une comptabilité autonome complète. Comme la succursale ne dispose cependant pas de capitaux propres, ce poste sera remplacé dans sa comptabilité par le compte *Siège*. Il s'agit en fait d'un compte courant de liaison entre la succursale et le siège qui regroupe toutes les transactions qui ont lieu entre la succursale et le siège. Son solde représente le montant net des prétentions du siège sur les moyens d'activité de la succursale. La comptabilité du siège comprendra un compte spécifique qui constituera le pendant du compte *Siège* de la succursale. Ce compte est généralement appelé le compte *Succursale X, Y ou Z*. Il représente l'investissement net du siège dans la succursale. Les comptes *Siège*, à la succursale, et *Succursale*, au siège, doivent donc indiquer les mêmes mouvements et les mêmes soldes après prise en compte des éléments en circulation (en route) entre les deux unités au moment de la clôture, qu'il s'agisse de fonds ou de marchandises en particulier.

Pour identifier les transactions entre une succursale et le siège des transactions avec les tiers, le plan de comptes précisera l'origine des mouvements. On aura ainsi par exemple à la succursale une distinction entre Achats au Siège et Achats à des tiers, Stocks du Siège et Stocks de tiers. De plus, il faut examiner deux hypothèses selon que les transactions entre le siège et les succursales se font sans ou avec une marge sur les coûts. Dans la seconde hypothèse, les membres de la maison, le siège et ses succursales, font des profits internes qu'il convient d'identifier s'ils sont restés stockés chez l'un d'eux afin de pouvoir les éliminer lors de la réunion des comptes annuels. Le traitement comptable selon les deux hypothèses ne diffère que sur ce point.

Ajouter une marge pour une livraison ou une prestation destinée à un autre établissement de la même maison se justifie par le besoin de dégager des résultats cohérents dans chaque unité responsable.

Hypothèse I: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent au coût d'acquisition du siège (sans ajouter de marge)

Si la succursale bénéficie de l'autonomie comptable, il faudra, pour déterminer le résultat des activités, l'état des moyens engagés et les prétentions qui leur sont liées ainsi que les relations entre le siège et la succursale, prévoir au moins les comptes suivants

au siège:

- un compte *Succursale X, Y ou Z* qui enregistre toutes les transactions entre le siège et la succursale et qui donne le montant de l'investissement net du siège dans la succursale;
- un compte *Fonds en route de la Succursale X, Y ou Z* pour les virements de fonds effectués par la succursale en fin de période et non encore constatés dans les comptes de disponibilités du siège;
- un compte *Marchandises en route de la Succursale X, Y ou Z* pour les marchandises envoyées par la succursale et non encore parvenues au siège;
- un compte *Résultat Succursale X, Y ou Z* pour enregistrer le résultat des succursales qui aura été déterminé dans leur comptabilité autonome respective,

à la succursale X, Y ou Z:

- un compte *Siège* qui enregistre toutes les transactions entre la succursale et le siège, voire les transactions de la succursale avec les autres succursales de la maison s'il n'est pas prévu de relations directes, et qui donne le montant net des prétentions du siège envers la succursale;
- un compte *Achats au siège (ou aux succursales)* pour les livraisons de marchandises du siège (ou des autres succursales) à la succursale;
- un compte *Stock du siège (ou des succursales)* pour les stocks provenant de marchandises livrées par le siège (ou les autres succursales) à la succursale;
- un compte *Fonds en route* pour les disponibilités versées par le siège et non encore parvenues à la succursale;
- un compte *Marchandises en route* pour les livraisons de marchandises du siège non encore parvenues à la succursale.

Hypothèse II: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent à un coût qui comprend une marge par rapport au coût d'acquisition du siège

Dans ce cas, le plan de comptes du siège doit comprendre deux comptes supplémentaires par rapport à l'hypothèse I

au siège:

- un compte *Ventes à la Succursale X, Y ou Z* pour faire apparaître le montant des livraisons comprenant une marge bénéficiaire pour le siège; dans l'hypothèse I, les livraisons sans marge étaient enregistrées dans le compte Achats;

- un compte *Coût d'acquisition des marchandises vendues des livraisons à la Succursale X, Y, ou Z* pour faire apparaître le montant des livraisons au coût d'acquisition du siège.

Au cas où le siège ne veut pas faire apparaître dans le résultat du siège la marge bénéficiaire facturée par le siège mais qui ne sera réalisée que lors de la vente des marchandises par la succursale, le compte précédent *Ventes à la Succursale X, Y ou Z* sera remplacé par:

- un compte *Ventes au coût d'acquisition à la Succursale X, Y ou Z* tenu au coût d'acquisition du siège;
- un compte *Marge réalisable sur livraisons de marchandises à la Succursale X, Y ou Z*.

On ajoutera de plus:

- un compte *Marge réalisée sur livraisons de marchandises du Siège*; le solde de ce compte sera viré à *Résultat Succursale*, permettant ainsi de rétablir la véritable marge réalisée par la Succursale sur ses ventes, puisque le coût d'achat des marchandises, qui incluait la marge interne, était surévalué.

Des livraisons ont lieu le plus souvent du siège vers une succursale, mais selon l'organisation de la maison des livraisons d'une succursale vers le siège ou entre succursales sont possibles. Au point de vue comptable, le problème reste le même, le plan de comptes du «vendeur», siège ou succursale, doit être complété par quelques comptes spécifiques.

Remarquons que les succursales et le siège inscrits au Registre du commerce en Suisse constituent ensemble un seul assujetti à la TVA suisse. Les transactions entre le siège et les succursales ou les transactions entre deux succursales ne doivent donc pas inclure de TVA.

9.1.4.2 Comptabilité des succursales intégrée dans celle du siège

L'intégration des comptabilités des succursales et du siège rend en principe superflus les comptes de liaison Succursale-Siège. Deux comptes individuels peuvent toutefois être ouverts dans le grand livre unique tenu par le siège pour marquer la présence d'une créance du siège envers la succursale ou d'une dette de la succursale envers le siège.

Pour distinguer le résultat des activités des succursales ainsi que l'état de leurs moyens d'activité et des prétentions correspondantes, l'entreprise devra identifier tous les comptes concernant les succursales par l'adjonction de leur nom ou d'un autre signe de même portée. On aura ainsi, par exemple, un compte *Achats Succursale X* et un compte *Achats*, le premier permettant d'identifier les marchandises livrées par le Siège à la Succursale X. Le reste de l'analyse est identique au cas de la comptabilité autonome, notamment en ce qui concerne les deux hypothèses.

9.2 Formalisation du traitement comptable

Les schémas ci-dessous représentent les opérations courantes liées aux relations entre le siège et les succursales. Le cas de la comptabilité autonome des succursales et celui de la comptabilité intégrée y sont successivement étudiés.

9.2.1 Comptabilité autonome des succursales

Les schémas montrent les opérations courantes entre le siège et les succursales, d'une part dans la comptabilité du siège, d'autre part dans celle des succursales, dans le cas des transactions sans marge, puis dans celui des opérations avec marge. Les opérations particulières relatives à l'union extra-comptable des comptes annuels sont présentées sous la forme d'un journal. Il en est de même pour les opérations entre succursales autonomes.

9.2.1.1 Hypothèse I: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent au coût d'acquisition du siège donc sans marge (fig. 9.1 et 9.2) – voir exemple 9.3.1, Hyp. I

Opérations courantes entre le siège et une succursale

1. A. Livraison de marchandises du siège à la succursale
B. Une partie de ces marchandises n'est pas encore parvenue à la succursale
2. Retour de marchandises sur les livraisons du siège à la succursale
3. A. Transfert de fonds de la succursale au siège
B. Une partie de ces fonds n'est pas encore parvenue au siège
4. Paiement au siège d'un client de la succursale
5. Escompte sur le paiement au siège d'un client de la succursale
6. Paiement des charges de la succursale par le siège
7. A. Transfert de fonds du siège à la succursale
B. Une partie de ces fonds n'est pas encore parvenue à la succursale
8. Encaissement d'éléments à la succursale pour le compte du siège
9. Paiement d'éléments à la succursale pour le compte du siège
10. Virement du stock final ou de la variation de stock à la succursale
11. Virement des charges et des produits de la succursale à Exploitation puis à Pertes et Profits
12. Virement du bénéfice (perte) de l'exercice de la succursale au siège

Réunion des comptes annuels des succursales et du siège

La réunion des comptes annuels ne touche pas les comptabilités individuelles des succursales ou du siège. Effectuée de manière extra-comptable, elle peut être conduite sur un tableau récapitulatif par soldes ou dans un grand livre de réunion. Le respect du principe de non-compensation demande d'entreprendre ce traitement à partir de la balance des comptes de chaque établissement avant les opérations de virement des comptes de charges et de produits. Dans le tableau récapitulatif ou dans le grand livre, les comptes des différents établissements sont

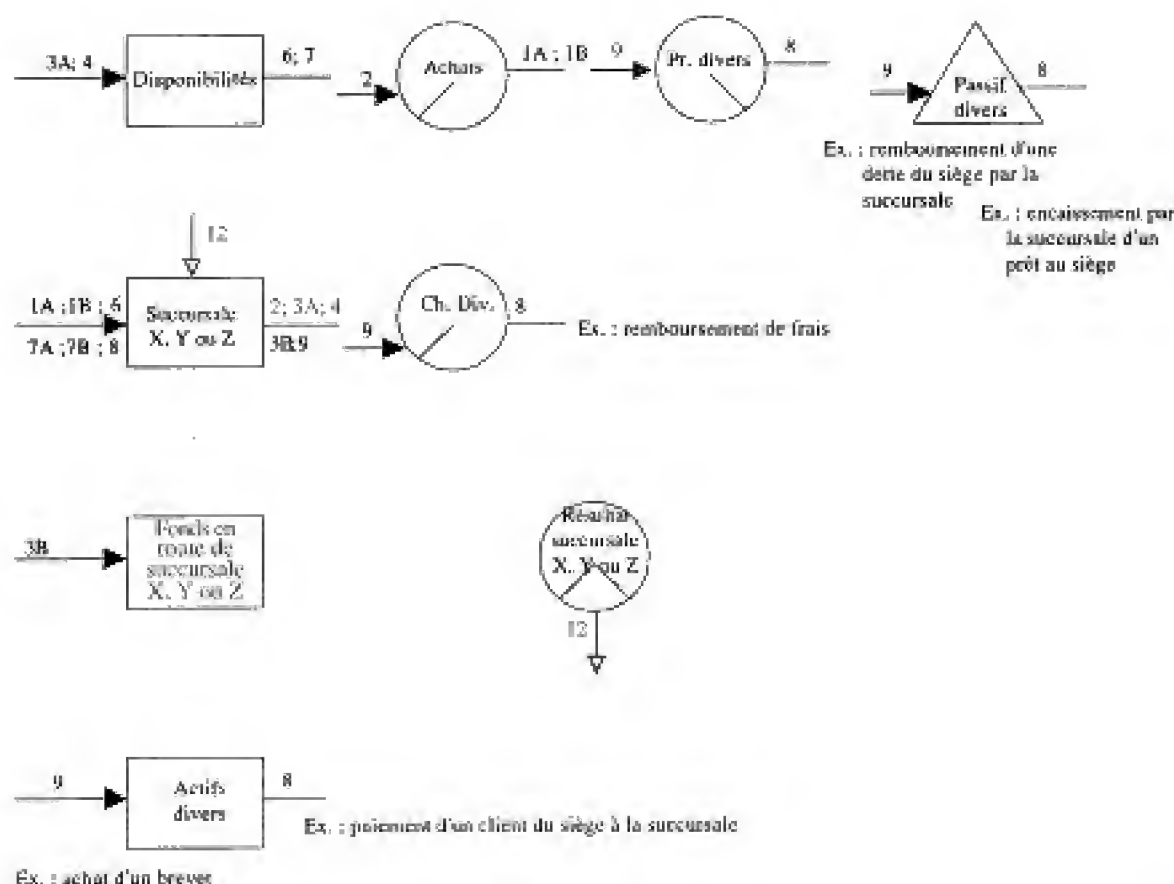


Fig. 9.1 Comptabilité autonome au siège. Hypothèse 1: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent au coût d'acquisition du siège, donc sans marge.

cumulés, puis on élimine les comptes de transition et on regroupe les comptes particuliers répartis entre les succursales et le siège. On enregistre les opérations suivantes:

1. *Élimination des comptes Siège et Succursale X, Y ou Z*
Siège
à Succursale X, Y ou Z
ou l'inverse en cas de découvert.
2. *Regroupement des comptes particuliers, disponibilités, stocks, etc. répartis entre le siège et les succursales*
Disponibilités
à Disponibilités Siège
Disponibilités Succursales X, Y ou Z
Il en sera de même pour le regroupement des autres comptes particuliers.
3. *Élimination du résultat des succursales*
Résultat Succursale X, Y ou Z (chez le Siège si le résultat est un bénéfice)
Résultat Succursale X, Y ou Z (chez la Succursale)

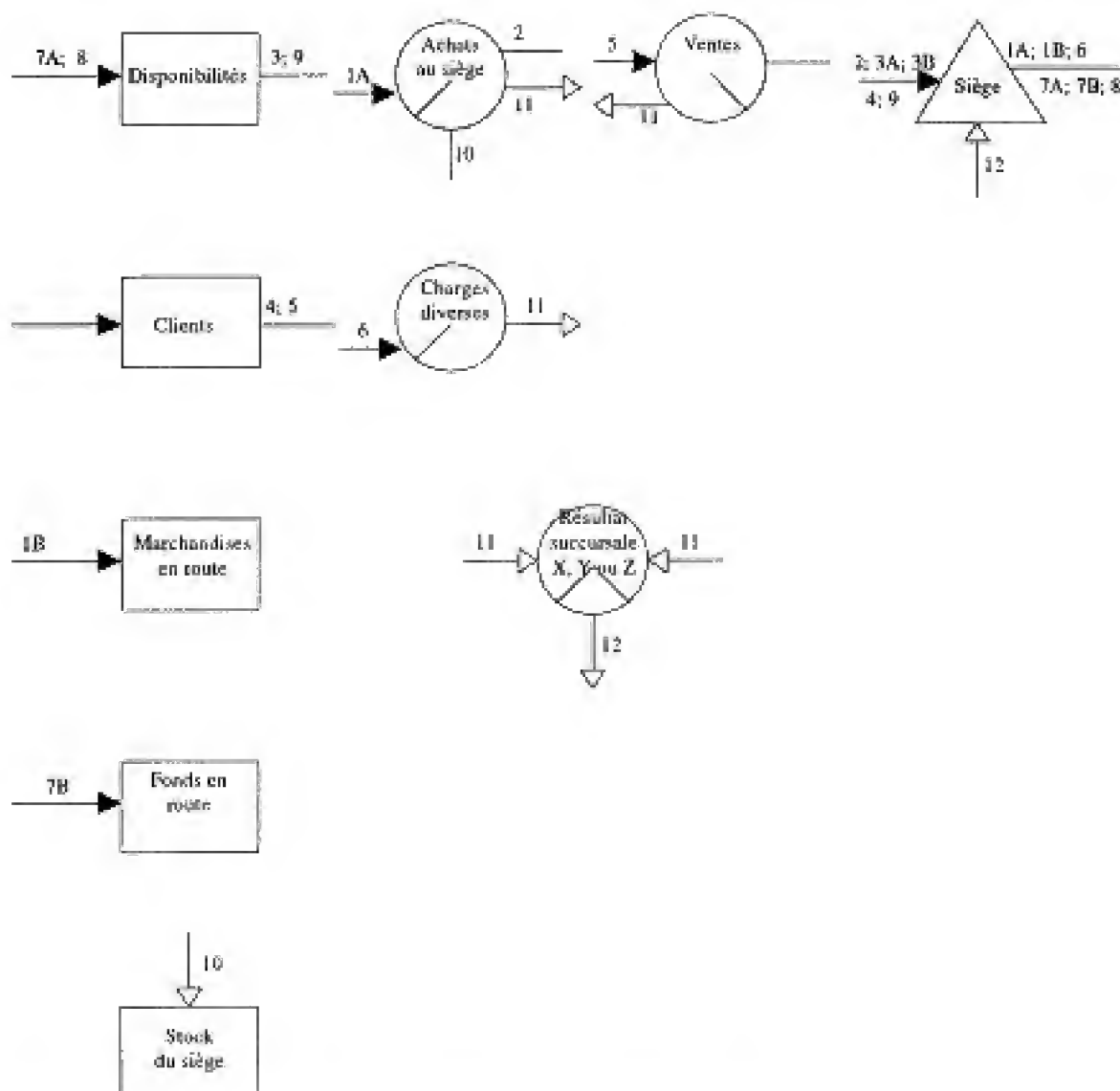


Fig. 9.2 Comptabilité autonome à la succursale. Hypothèse I: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent au coût d'acquisition du siège, donc sans marge.

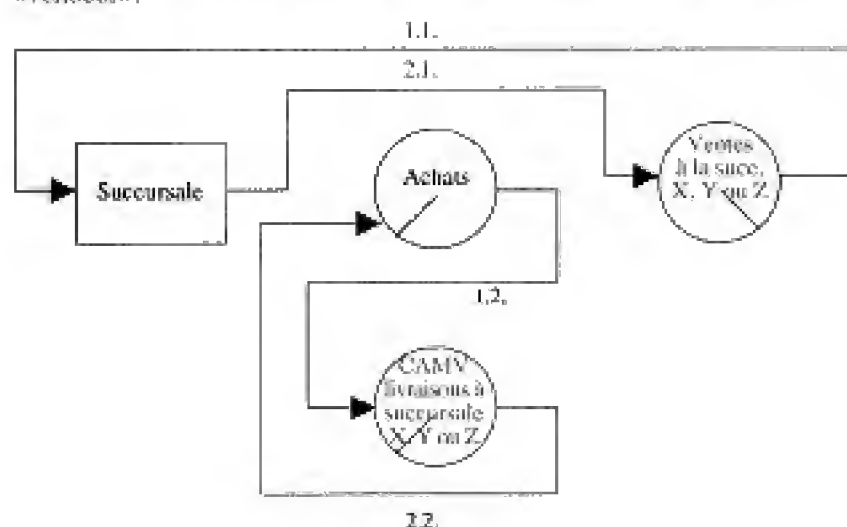
9.2.1.2 Hypothèse II: les transactions entre le siège et les succursales autonomes s'effectuent avec une marge par rapport au coût d'acquisition du siège (fig. 9.3) – voir exemple 9.3.1, Hyp. II

Opérations courantes entre le siège et une succursale

Pour distinguer les produits internes et éviter de les compter dans les résultats s'ils sont restés stockés dans la maison, il faut traiter spécialement les «ventes» avec marge de biens ou de services d'un établissement à l'autre d'une même maison.

Des livraisons ont lieu le plus souvent du siège vers une succursale, mais selon l'organisation de la maison, des livraisons d'une succursale vers le siège ou entre succursales sont possibles. Au point de vue comptable, le problème reste le même, le plan de comptes du «vendeur», siège ou succursale, doit être complété par quelques comptes spécifiques.

Variante 1: l'entreprise englobe la marge sur les livraisons à la succursale dans le résultat du siège «vendeur».



Variante 2: l'entreprise n'englobe pas la marge sur les livraisons à la succursale dans les résultats du siège «vendeur».

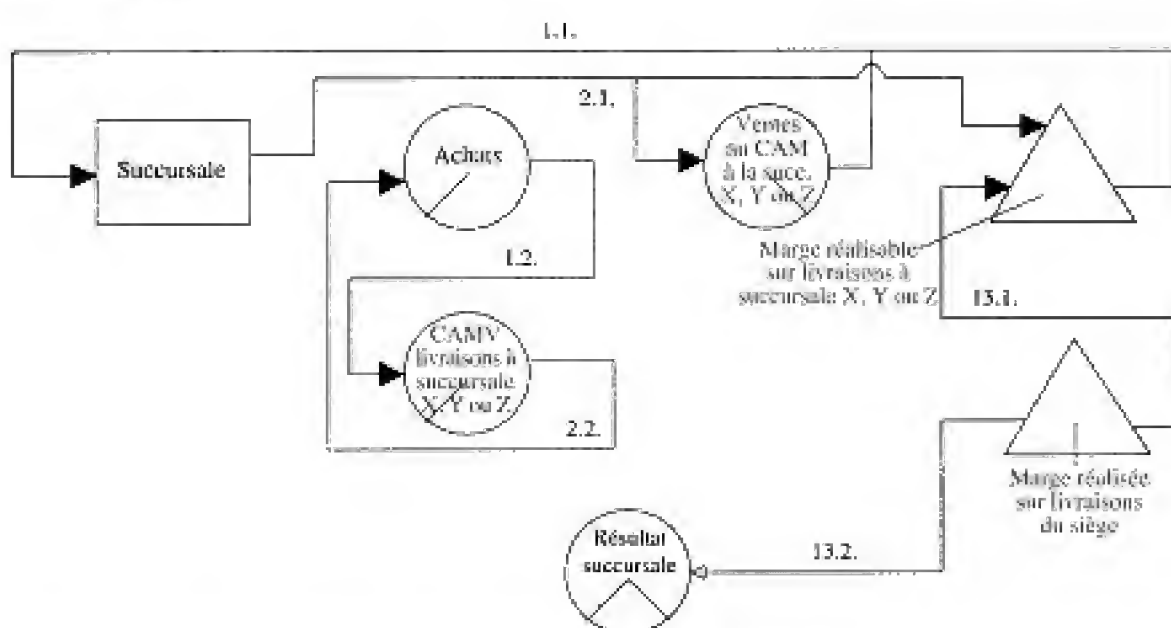


Fig. 9.3 Comptabilité autonome. Hypothèse II (exemple): les livraisons entre le siège et une succursale autonome s'effectuent avec une marge par rapport au coût d'acquisition du siège; seul le plan de comptes du siège «vendeur» est complété.

Néanmoins, si la livraison d'une succursale à une autre ou au siège est occasionnelle, on enregistrera simplement le transfert de stocks sans ouvrir ces comptes spécifiques.

Prenons, par exemple, la manière de traiter les opérations liées aux livraisons et aux retours de marchandises (opérations 1. et 2. ci-dessus) entre le siège, «vendeur», et les succursales. Le siège peut enregistrer les opérations selon deux variantes, la seconde entraîne une opération supplémentaire, l'opération 13

ci-dessous. La succursale qui reçoit des marchandises ne modifie pas le plan de comptes déjà étudié ci-avant.

Au siège:

Variante 1: l'entreprise englobe la marge sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège.

1. *Livraison de marchandises du siège à la succursale*
 - 1.1. Enregistrement au prix de vente
Succursale X, Y, ou Z
à Ventes à la Succursale X, Y ou Z
 - 1.2. Enregistrement au coût d'acquisition
CAMV des livraisons à la Succursale X, Y ou Z
à Achats
2. *Retour de marchandises sur les livraisons du siège à la succursale*
 - 2.1. Enregistrement au prix de vente
Ventes à la Succursale X, Y ou Z
à Succursale X, Y ou Z
 - 2.2. Enregistrement au coût d'acquisition
Achats
à CAMV des livraisons à la Succursale X, Y ou Z

Variante 2: l'entreprise n'englobe pas la marge sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège.

1. *Livraison de marchandises du siège à la succursale*
 - 1.1. Enregistrement au prix de vente
Succursale X, Y ou Z
à Ventes au coût d'acquisition
à la Succursale X, Y ou Z
Marge réalisable sur livraisons à la Succursale X, Y ou Z
 - 1.2. Enregistrement au coût d'acquisition
CAMV des livraisons à la Succursale X, Y ou Z
à Achats
2. *Retour de marchandises sur les livraisons du siège à la succursale*
 - 2.1. Enregistrement au prix de vente
Ventes au coût d'acquisition à la Succursale X, Y ou Z
Marge réalisable sur livraisons à la Succursale X, Y ou Z
à Succursale X, Y ou Z
 - 2.2. Enregistrement au coût d'acquisition
Achats
à CAMV des livraisons à la Succursale X, Y ou Z
13. *Transfert de la marge, facturée par le siège aux succursales, réalisée par les ventes des succursales à des tiers*
 - 13.1. Marge réalisable sur livraisons à la Succursale X, Y ou Z
à Marge réalisée sur livraisons
à la Succursale X, Y ou Z

- 13.2. Marge réalisée sur livraisons du siège à la Succursale X, Y ou Z
à Résultat Succursale X, Y ou Z

Réunion des comptes annuels des succursales et du siège

Sous les nouvelles hypothèses (hypothèse II et variantes), dans le tableau récapitulatif ou dans le grand livre, les comptes des différents établissements sont cumulés, puis on enregistre encore les opérations suivantes:

1. *Elimination des comptes Siège et Succursales*

Siège

à Succursale X, Y ou Z

ou l'inverse en cas de découvert.

2. *Elimination des transactions internes*

Variante 1:

- 2.1. Annulation des transactions au prix de vente

Ventes à la Succursale X, Y ou Z

à Achats au Siège

- 2.2. Réintégration des transactions au coût d'acquisition

Achats au Siège

à CAMV des livraisons à la Succursale X, Y ou Z

Variante 2:

Annulation des transactions au prix d'acquisition

Ventes au coût d'acquisition à la Succursale X, Y ou Z

à CAMV des livraisons à la Succursale X, Y ou Z

3. *Elimination des marges par rapport au coût d'acquisition du Siège contenues dans les stocks initiaux et finals en distinguant de nouveau les deux variantes:*

- 3.1. *Variante 1:* l'entreprise englobe la marge sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège

La maison-mère vend ses marchandises à la succursale et réalise ainsi un bénéfice. Or, si la succursale ne vend pas ces marchandises, la vente et le bénéfice ne sont pas réellement réalisés puisque les marchandises sont simplement passées de la maison-mère à la succursale. Il faut donc corriger la valeur des stocks, d'une part via le compte *Réserves* pour les marges mises en réserve les années antérieures¹, d'autre part via le compte *Achats du Siège* pour la variation de marge durant l'année en cours.

Pour obtenir la situation réelle envers les tiers, il convient donc d'éliminer les éléments suivants:

- (1) la marge sur le stock₀ de la succursale qui est comprise dans les réserves₀ du siège puisque les comptabilités sont autonomes;

¹ En effet, les redressements lors de la réunion des comptes annuels se font de manière extra-comptable. Dans son bilan, la société enregistre donc des stocks surévalués et reporte dans ses réserves un bénéfice qui inclut des marges non réalisées.

- (2) la variation de marge entre le stock₁ et le stock₀ qui est comprise dans le coût des marchandises acquises auprès du siège;
- (3) la marge sur stock₁ qui est comprise dans le stock final de la succursale.

3.1.1. Si la marge finale dans les stocks de la succursale est supérieure à la marge initiale (le montant des marges non réalisées a augmenté), le compte Achat au siège a été crédité d'un montant trop élevé lors de l'élimination: on journalise donc:

Réserves	(1)	
Achats au Siège	(2)	
	à Stocks du Siège	(3)

3.1.2. Si la marge finale dans les stocks de la succursale est inférieure à la marge initiale (le montant des marges non réalisées a diminué), le compte Achats au siège a été crédité d'un montant trop faible lors de l'élimination: on journalise donc:

Réserves	(1)	
	à Achats au Siège	(2)
	à Stocks du Siège	(3)

3.2. Variante 2: l'entreprise n'englobe pas la marge sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège.

3.2.1. Elimination du solde de la marge sur livraisons à la Succursale X, Y ou Z

Marge réalisable sur livraisons à la Succursale X, Y ou Z	
à Stocks du Siège	

3.2.2. Rectification du coût d'achat des marchandises vendues par la Succursale X, Y ou Z

Marge réalisée sur livraisons du Siège à la Succursale X, Y ou Z	
à Achats au Siège	

Des opérations moins courantes telles que la vente d'équipements du Siège à une succursale posent des problèmes semblables d'élimination de la marge interne. Les opérations d'élimination portent cependant sur plusieurs exercices. Elles touchent la valeur de l'équipement, l'amortissement de la période, les amortissements cumulés ainsi que les réserves. Ces opérations d'élimination concernent enfin la problématique des impôts différés analysés plus loin.

9.2.1.3 Opérations entre succursales autonomes

Si l'on fait abstraction du problème de livraisons d'une succursale à l'autre avec une marge, ce qui demanderait de reproduire dans la comptabilité de la succursale «vendeuse» un plan de comptes analogue à celui développé dans la variante 1 étudiée ci-dessus, les relations entre succursales peuvent être traitées dans les comptes respectifs de façon directe ou indirecte.

Prenons l'exemple d'une livraison de marchandises sans marge de la succursale X à la succursale Y.

Méthode directe: les succursales agissent comme des correspondants directs, elles s'ouvrent mutuellement un compte.

Journal de la succursale X:	
Succursale Y	
	à Achats

Journal de la succursale Y:
Achats
à Succursale X

Journal du siège
Pas d'enregistrement

Méthode indirecte: les succursales s'ignorent au point de vue comptable, elles comptabilisent leurs opérations mutuelles par l'intermédiaire du compte Siège, l'établissement principal est avisé de chaque opération.

Journal de la succursale X:
Siège
à Achats

Journal de la succursale Y:
Achats
à Siège

Journal du siège:
Succursale Y
à Succursale X

9.2.2 Comptabilité des succursales intégrée à celle du siège

Les deux hypothèses sans marge ou avec marge doivent aussi être examinées.

9.2.2.1 Hypothèse I: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent au coût d'acquisition du siège (fig. 9.4) – voir exemple 9.3.2, Hyp. I

Pour faciliter la comparaison, la série des opérations étudiées est la même que celle étudiée dans le cadre de la comptabilité autonome (§ 9.2.1).

Opérations courantes entre le siège et une succursale

1. A. Livraison de marchandises du siège à la succursale
B. Une partie de ces marchandises n'est pas encore parvenue à la succursale
2. Retour de marchandises sur les livraisons du siège à la succursale
3. A. Transfert de fonds de la succursale au siège
B. Une partie de ces fonds n'est pas encore parvenue au siège
4. Paiement au siège d'un client de la succursale
5. Escompte sur le paiement au siège d'un client de la succursale
6. Paiement des charges de la succursale par le siège
7. A. Transfert de fonds du siège à la succursale
B. Une partie de ces fonds n'est pas encore parvenue à la succursale
8. Encaissement d'éléments à la succursale pour le compte du siège
9. Paiement d'éléments à la succursale pour le compte du siège
10. Virement du stock final ou de la variation de stock à la succursale
11. Virement des charges et des produits de la succursale à Exploitation puis à Pertes et Profits
12. Virement du bénéfice (perte) de l'exercice de la succursale au siège

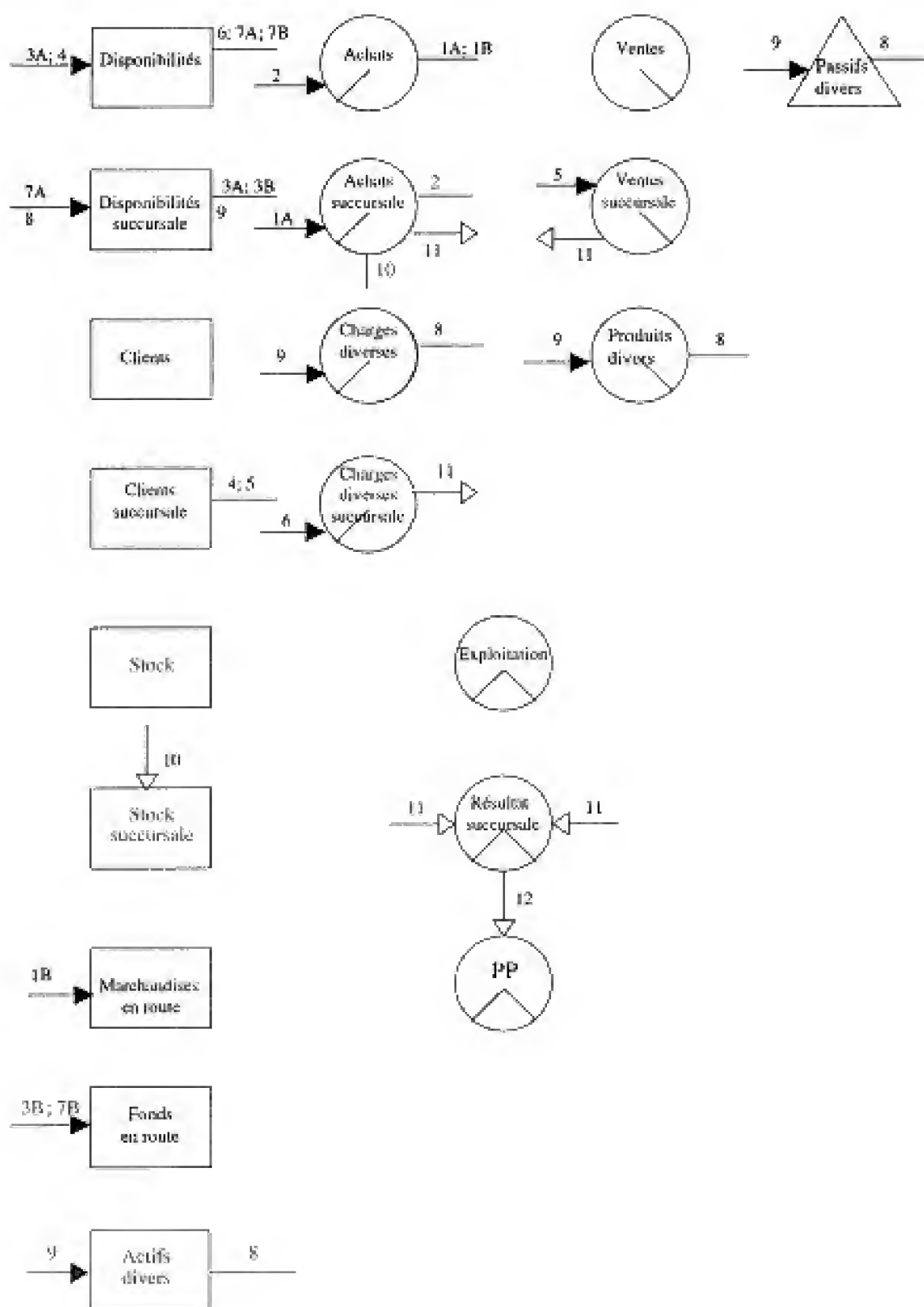


Fig. 9.4 Comptabilité intégrée. Les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent au coût d'acquisition du siège, donc sans marge interne.

Réunion des comptes annuels des succursales et du siège

La réunion des comptes ne modifie en rien les comptes propres aux succursales ou au siège ouverts dans le grand livre intégré. Elle a pour but d'éliminer les comptes réciproques de manière extra-comptable. Elle peut s'effectuer à l'aide d'un tableau récapitulatif par soldes ou dans un grand livre de réunion et de son journal. Pour respecter le principe de non-compensation, il faut se baser sur l'état des comptes avant les opérations de virement des comptes de charges et de produits. Quelle que soit la méthode choisie, les opérations générales suivantes doivent être enregistrées:

1. Elimination des comptes réciproques individuels éventuels;
2. Regroupement des comptes particuliers, Disponibilités, Stocks, etc. répartis entre le siège et les succursales.

9.2.2.2 Hypothèse II: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent avec une marge interne par rapport au coût d'acquisition du siège (fig. 9.5) – voir exemple 9.3.2, Hyp. II

Opérations courantes entre le siège et une succursale

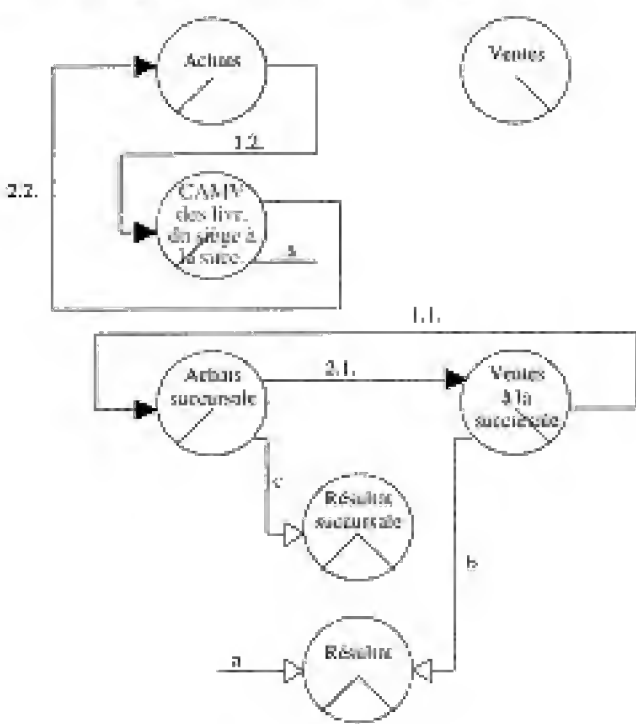
Variante I: l'entreprise englobe la marge interne sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège.

1. *Livraison de marchandises du siège à la succursale*
 - 1.1. Enregistrement au prix de vente interne
Achats succursale
à Ventes à la succursale
 - 1.2. Enregistrement au coût d'acquisition
CAMV des livraisons à la succursale
à Achats
2. *Retour de marchandises sur les livraisons du siège à la succursale*
 - 2.1. Enregistrement au prix de vente
Ventes à la succursale
à Achats succursale
 - 2.2. Enregistrement au coût d'acquisition
Achats
à CAMV des livraisons à la succursale

Définitions et fonctionnement de certains de ces comptes

CAMV des livraisons à la succursale. Ce compte de charges d'exploitation du siège enregistre les mouvements relatifs aux livraisons de marchandises, valorisées au coût d'acquisition du siège, par le siège à la succursale; ajusté par la variation de stock à la succursale (cas de l'intermittence de l'inventaire), il donne le CAMV du siège pour les livraisons à la succursale (a).

Variante 1: la marge interne est englobée dans le résultat du siège.



Variante 2: la marge interne est attribuée au résultat de la succursale.

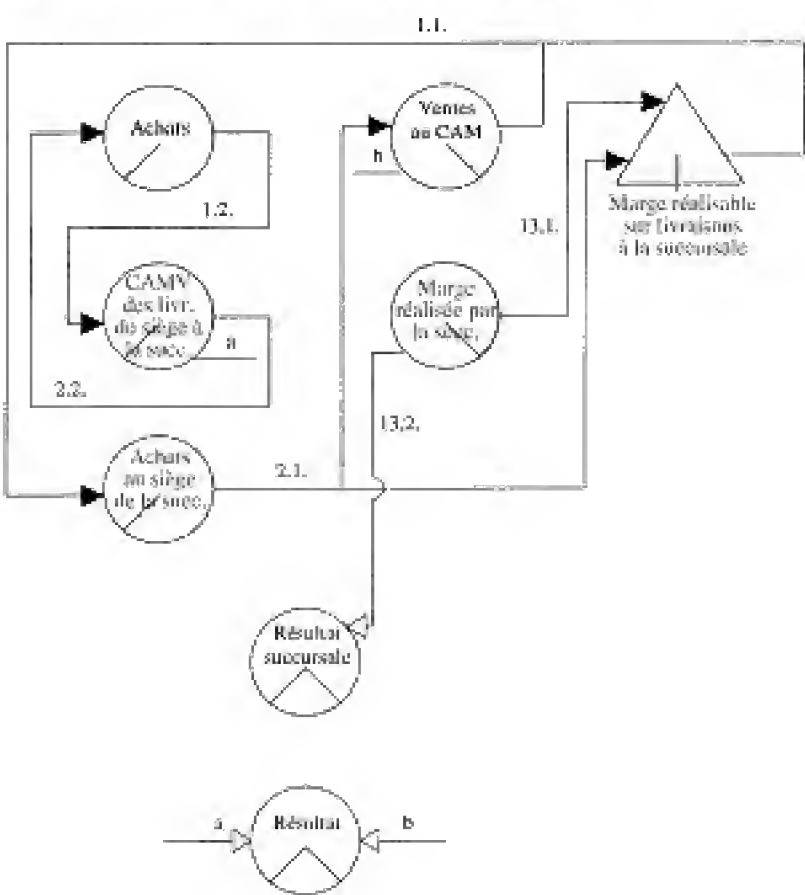


Fig. 9.5 Comptabilité intégrée. Les transactions entre le siège et les succursales s’effectuent avec une marge par rapport au coût d’acquisition du siège.

Ventes à la succursale. Ce compte de produits d'exploitation du siège enregistre les mouvements relatifs aux livraisons de marchandises, valorisées au prix de vente interne, par le siège à la succursale; il donne le chiffre d'affaires interne réalisé par le siège (b).

Achats succursale. Ce compte de charges d'exploitation de la succursale enregistre les mouvements relatifs aux livraisons de marchandises, valorisées au prix de vente interne, par le siège à la succursale; ajusté par la variation de stock, valorisé au prix de vente interne, il donne le CAMV de la succursale (c).

REMARQUE. Pour alléger les explications et la présentation des figures, nous avons choisi la méthode de l'intermittence de l'inventaire, un plan de comptes plus développé peut prévoir la méthode de la permanence de l'inventaire, les particularités du traitement comptable propres aux relations entre le siège et la succursale non autonome ne seraient cependant pas modifiées.

Variante 2: l'entreprise attribue la marge interne sur les livraisons aux succursales au résultat de la succursale.

1. *Livraison de marchandises du siège à la succursale*
 - 1.1. Achats au siège de la succursale
 - à Ventes au coût d'acquisition du siège à la succursale
 - à Marge réalisable sur les livraisons à la succursale
 - 1.2. CAMV des livraisons du siège à la succursale
 - à Achats aux tiers siège
2. *Retour de marchandises sur les livraisons du siège à la succursale*
 - 2.1. Ventes au coût d'acquisition du siège à la succursale
 - Marge réalisable sur les livraisons à la succursale
 - à Achats au siège de la succursale
 - 2.2. Achats aux tiers siège
 - à CAMV des livraisons du siège à la succursale
13. *Virement de la marge, facturée par le siège aux succursales, réalisée par les ventes des succursales de livraisons du siège (intermittence)*
 - 13.1. Marge réalisable sur les livraisons à la succursale
 - à Marge réalisée par la succursale
 - 13.2. Marge réalisée par la succursale
 - à Résultat succursale

Définitions et fonctionnement de certains comptes

Achats succursale. Voir variante 1.

Ventes au coût d'acquisition du siège à la succursale. Ce compte enregistre les mouvements relatifs aux ventes de marchandises par le siège à la succursale, valorisées à leur coût d'acquisition (b).

Marge réalisable sur les livraisons à la succursale. Ce compte de passif enregistre les mouvements relatifs aux marges internes comprises dans les livraisons de marchandises, valorisées au prix de vente interne, du siège à la succursale; ajusté par la variation de marge interne sur le stock des marchandises livrées à la succursale (intermittence de l'inventaire), il donne la marge interne non réalisée.

CAMV des livraisons du siège à la succursale. Ce compte de charges d'exploitation du siège enregistre les mouvements relatifs aux livraisons de marchandises par le siège à la succursale, valorisées au coût d'acquisition du siège (a).

Marge réalisée par la succursale. Ce compte de produit enregistre la marge réalisée par la succursale sur les ventes vers l'extérieur de la maison des livraisons du siège.

Réunion des comptes annuels des succursales et du siège

La réunion a pour but d'éliminer les comptes réciproques. Elle s'effectue de manière extra-comptable à l'aide d'un tableau récapitulatif par soldes ou sous forme d'un grand livre de réunion et de son journal. Pour respecter le principe de non-compensation, on se base sur l'état des comptes avant les opérations de virement des comptes de charges et de produits. Quelle que soit la méthode choisie, les opérations suivantes doivent être enregistrées:

- élimination des comptes réciproques éventuels;
- élimination des opérations internes;
- élimination des marges par rapport au coût d'acquisition du siège contenues dans les stocks initiaux et finals:
variante 1: l'entreprise englobe la marge sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège;
variante 2: l'entreprise n'englobe pas la marge sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège;
- regroupement des comptes particuliers, Disponibilités, Stocks, etc., répartis entre le siège et les succursales.

9.3 Exemple de comptabilisation des opérations relatives aux relations entre un siège et ses succursales

Sous la forme d'une société anonyme, A exploite un commerce de meubles à Lausanne et deux succursales, l'une à Fribourg, l'autre à Delémont, tenues par des gérants.

Tous les chiffres sont exprimés en milliers de francs.

Les succursales utilisent la méthode directe pour comptabiliser les opérations entre elles.

Le stock est tenu selon la méthode de l'intermittence de l'inventaire.

9.3.1 Exemple de comptabilité autonome des succursales et du siège

Travail demandé

- Journaliser les opérations entre le siège et les succursales ou entre les succursales pour les succursales et le siège et tenir le grand livre des succursales et du siège.

- Etablir le compte de pertes et profits de l'exercice N et le bilan au 31.12.N des succursales et du siège.
- Dresser le compte de pertes et profits général de l'entreprise concernant l'exercice N et le bilan général de l'entreprise au 31.12.N.

REMARQUE. Par souci didactique, un seul numéro est attribué à chacune des opérations, ainsi le même fait comptable est traité sous le même numéro d'opération dans les comptes des succursales ou du siège.

Opérations de l'exercice

A la Succursale de Fribourg (F)

Opérations déjà comptabilisées

- Extourne au 1.1.N des produits reçus d'avance, 4, des autres charges d'exploitation à payer, 2 et des autres charges d'exploitation payées d'avance, 7.
- Ventes au comptant, 70 et à crédit, 2 460.
- Rabais accordés aux clients, 85.
- Marchandises retournées par les clients, 35.
- Versements des clients, 2 025.
- Achats au comptant, 65 et à crédit, 1 665.
- Escomptes obtenus des fournisseurs, 20.
- Versements aux fournisseurs, 1 525.
- Paiement des loyers, 60.
- Paiement des autres charges d'exploitation, 105.
- Paiement des frais de vente, 19.
- Produits reçus d'avance au 31.12.N, 9; autres charges d'exploitation à payer au 31.12.N, 8; autres charges d'exploitation payées d'avance au 31.12.N, 3.
- Pertes subies sur clients de l'année, 10.
- Au 31.12.N, la provision pour dépréciation des créances est portée à 11.

Opérations à comptabiliser

- 1A. Livraisons de marchandises par le Siège, coût d'acquisition, 282; marge interne, 28.
- 1B. Envoi de marchandises annoncé par le Siège mais non encore parvenu, coût d'acquisition, 30; marge interne, 3.
2. Marchandises retournées au Siège, coût d'acquisition, 15; marge interne, 2.
3. Livraison de marchandises à la Succursale de Delémont, coût d'acquisition, 40; marge interne, 4, (Ces marchandises ont été achetées par la Succursale de Fribourg à des tiers).
4. Versements de la Succursale au Siège, 300.
5. Versements du Siège à la Succursale, 20.
6. Versements de la Succursale de Delémont à la Succursale, 30.
7. Versements de clients de la Succursale effectués au Siège, 275.
8. Escomptes accordés à ces clients (op. 7) par le Siège, 10.
10. Paiement du salaire et des charges sociales du gérant par le Siège, 86.

11. Paiement de frais d'administration par le Siège et facturation à la Succursale, 15.
12. Part de frais de matériel publicitaire payés par la Succursale de Fribourg imputable à la Succursale de Delémont, 4.
14. Le stock de marchandises au 31.12.N est de 475 dont 380 proviennent d'achats effectués auprès des fournisseurs tiers et 95 (coût d'acquisition) de livraisons du Siège. Dans l'hypothèse II, le stock provenant de livraisons du Siège est de 105 et la marge de 10.
15. Le résultat de l'exercice appartient au Siège.

A la Succursale de Delémont (D)

Opérations déjà comptabilisées

- Extourne au 1.1.N des produits reçus d'avance, 1, des autres charges d'exploitation à payer, 2 et des autres charges d'exploitation payées d'avance, 6.
- Ventes au comptant, 77 et à crédit, 1 115.
- Rabais accordés aux clients, 48.
- Marchandises retournées par les clients, 20.
- Versements des clients, 1 005.
- Achats au comptant, 10 et à crédit, 870.
- Escomptes obtenus des fournisseurs, 14.
- Versements aux fournisseurs, 842.
- Paiement des loyers, 48.
- Paiement des autres charges d'exploitation, 82.
- Paiement des frais de vente, 12.
- Produits reçus d'avance au 31.12.N, 3; autres charges d'exploitation à payer au 31.12.N, 3; autres charges d'exploitation payées d'avance au 31.12.N, 7.
- Pertes subies sur clients de l'année, 6.
- Au 31.12.N, la provision pour dépréciation des créances est portée à 5.

Opérations à comptabiliser

3. Livraisons de marchandises par la Succursale de Fribourg, coût d'acquisition, 40; marge interne, 4.
6. Versements à la Succursale de Fribourg, 30.
9. Versements au Siège, 50.
10. Paiement du salaire et des charges sociales du gérant par le Siège, 80.
12. Part de frais de matériel publicitaire payés par la Succursale de Fribourg imputable à la Succursale de Delémont, 4.
13. Paiement de frais d'administration par le Siège et facturation à la Succursale, 10.
16. Le stock de marchandises au 31.12.N est de 190 dont 160 proviennent d'achats effectués auprès des fournisseurs tiers et 30 (coût d'acquisition) de livraisons de la Succursale de Fribourg. Dans l'hypothèse II, le stock provenant de livraisons de la Succursale de Fribourg est de 33 et la marge interne de 3.
17. Le résultat de l'exercice appartient au Siège.

Au Siège

Opérations déjà comptabilisées

- Extourne au 1.1.N des produits reçus d'avance, 12; des autres charges d'exploitation à payer, 3 et des autres charges d'exploitation payées d'avance, 34.
- Ventes au comptant, 145 et à crédit, 5 055.
- Rabais accordés aux clients, 240.
- Versements des clients, 4 770.
- Achats à crédit, 4 360.
- Paiement des frais d'achat, 160.
- Versements aux fournisseurs, 4 350.
- Paiement des autres charges d'exploitation, 184.
- Paiement des frais de vente, 175.
- Paiement des frais d'entretien de l'immeuble, 35.
- Paiement de l'annuité hypothécaire: intérêts, 97; remboursement, 29.
- Intérêts créanciers du compte en banque, 2.
- Produits reçus d'avance au 31.12.N, 18; autres charges d'exploitation à payer au 31.12.N, 8; autres charges d'exploitation payées d'avance au 31.12.N, 32.
- Hypothèque à rembourser en N+1, 29.
- Pertes subies sur clients de l'année, 25.
- Au 31.12.N, la provision pour dépréciation des créances est portée à 25.
- Les amortissements sur le mobilier sont de 13 et sur l'immeuble de 18.

Opérations à comptabiliser

1. Livraisons de marchandises à la Succursale de Fribourg, coût d'acquisition, 312; marge interne, 31.
2. Marchandises retournées par la Succursale de Fribourg, coût d'acquisition, 15; marge interne, 2.
- 4A. Versements de la Succursale de Fribourg au Siège, 280.
- 4B. Envoi de fonds annoncé par la Succursale de Fribourg mais non encore parvenu, 20.
5. Versements du Siège à la Succursale de Fribourg, 20.
7. Versements de clients de la Succursale de Fribourg effectués au Siège, 275 (il a été déduit des escomptes pour 10).
9. Versements de la Succursale de Delémont au Siège, 50.
10. Paiement du salaire et des charges sociales du gérant de la Succursale de Fribourg, 86 et du gérant de la Succursale de Delémont, 80, par le Siège.
11. Paiement de frais d'administration de la Succursale de Fribourg, par le Siège, 15.
13. Paiement de frais d'administration de la Succursale de Delémont, par le Siège, 10.
15. Virement du résultat de la Succursale de Fribourg.
17. Virement du résultat de la Succursale de Delémont.
18. Au 31.12.N, le stock est de 1 021.

Hypothèse I: les transactions internes sont comptabilisées au coût d'acquisition, sans marge.

Bilans juxtaposés au 1^{er} janvier N en milliers de francs

Actif	Siège	Succursale Fribourg (F)	Succursale Delémont (D)
Disponibilités	454	60	47
Clients	476	202	70
Provision pour dépréciation des créances	(24)	(10)	(4)
Succursale Fribourg	528		
Succursale Delémont	184	28	
Stock tiers	1 010	365	185
Stock Siège		106	
Actifs de régularisation	34	7	6
Mobilier et machines de bureau	65	11	10
Amort. cumulé s/mobilier et mach. de bureau	(26)	(11)	(10)
Immeuble	1 800		
Amortissement cumulé s'immeuble	(216)		
	4 285	758	304
Passif			
Fournisseurs	511	217	84
Siège		528	184
Succursale Fribourg			28
Autres créanciers	41	7	5
Passifs de régularisation	15	6	3
Hypothèque	1 430		
Capital-actions	2 000		
Réserves	288		
	4 285	758	304

REMARQUE: Le stock provenant de livraisons du Siège à la Succursale F de 106 correspond au coût d'acquisition des marchandises achetées par le Siège à des tiers. Dans l'hypothèse II, il faut ajouter à ces 106 une marge interne de 11.

Journal de la Succursale de Fribourg

1A. *Livraisons de marchandises par le Siège, coût d'acquisition, 282*

Achats au Siège	282	
à Siège		282

1B. *Envoi de marchandises annoncé par le Siège mais non encore parvenu, coût d'acquisition, 30*

Marchandises en route	30	
à Siège		30

2. *Marchandises retournées au Siège, coût d'acquisition, 15*

Siège	15	
à Achats au Siège		15

3.	<i>Livraison de marchandises à la Succursale D, coût d'acquisition, 40 (ces marchandises ont été achetées par la Succursale F à des tiers)</i>		
	Succursale D	40	
	à Achats aux tiers		40
4.	<i>Versements de la Succursale F au Siège, 300</i>		
	Siège	300	
	à Disponibilités		300
5.	<i>Versements du Siège à la Succursale F, 20</i>		
	Disponibilités	20	
	à Siège		20
6.	<i>Versements de la Succursale D à la Succursale F, 30</i>		
	Disponibilités	30	
	à Succursale D		30
7.	<i>Versements de clients de la Succursale effectués au Siège, 275</i>		
	Siège	275	
	à Clients		275
8.	<i>Escomptes accordés à ces clients (op. 7) par le Siège, 10</i>		
	Ventes	10	
	à Clients		10
10.	<i>Païement du salaire et des charges sociales du gérant par le Siège, 86</i>		
	Salaire et charges sociales du gérant	86	
	à Siège		86
11.	<i>Païement de frais d'administration par le Siège et facturation à la Succursale, 15</i>		
	Autres charges d'exploitation	15	
	à Siège		15
12.	<i>Part de frais de matériel publicitaire payés par la Succursale F imputable à la Succursale D, 4</i>		
	Succursale D	4	
	à Frais de vente		4
14.	<i>Variation des stocks de marchandises</i>		
	Stock tiers	15	
	à Achats aux tiers		15
	Achats au Siège	11	
	à Stock Siège		11
15.	<i>Virement du résultat (bénéfice) de l'exercice au Siège</i>		
	Compte de résultat	160	
	à Siège		160

Grand livre de la Succursale de Fribourg (les montants relatifs aux opérations déjà comptabilisées sont regroupés dans «Balance»)

Disponibilités				Clients				Prov. pour dépréciation des créances			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	2 155	Bal.	1 774	Bal.	2 662	Bal.	2 155	S.f.	11	Bal.	11
5.	20	4.	300			7.	275				
6.	30	S.f.	131			8.	10				
						S.f.	222				
	<u>2 205</u>		<u>2 205</u>		<u>2 662</u>		<u>2 662</u>		<u>11</u>		<u>11</u>

Succursale D				Stock Siège				Stock tiers			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	28	6.	30	Bal.	106	14.	11	Bal.	365	S.f.	380
3.	40	S.f.	42			S.f.	95	14.	15		
12.	4										
	<u>72</u>		<u>72</u>		<u>106</u>		<u>106</u>		<u>380</u>		<u>380</u>

Marchandises en route				Actifs de régularisation				Mobiliier et machines de bureau			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
1B.	30	S.f.	30	Bal.	10	Bal.	7	Bal.	11	S.f.	11
						S.f.	3				
	<u>30</u>		<u>30</u>		<u>10</u>		<u>10</u>		<u>11</u>		<u>11</u>

Amort. cumulé s/mobiliier et machines de bureau				Fournisseurs				Siège			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.f.	11	Bal.	11	Bal.	1 545	Bal.	1 882	2.	15	Bal.	528
				S.f.	337			4.	300	1A.	282
								7.	275	1B.	30
								S.f.	531	5.	20
										10.	86
										11.	15
										15.	160
	<u>11</u>		<u>11</u>		<u>1 882</u>		<u>1 882</u>		<u>1 121</u>		<u>1 121</u>

Autres créanciers				Passifs de régularisation				Achats au Siège			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.f.	7	Bal.	7	Bal.	6	Bal.	23	1A.	282	2	15
				S.f.	17			14.	11	V/Rés.	278
	<u>7</u>		<u>7</u>		<u>23</u>		<u>23</u>		<u>293</u>		<u>293</u>

Achats aux tiers				Salaire et charges sociales du gérant				Charges de vente			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	1 730	Bal.	20	10.	86	V/Rés.	86	Bal.	19	12.	4
		3.	40							V/Rés.	15
		14.	15								
		V/Rés.	1 655								
	<u>1 730</u>		<u>1 730</u>		<u>86</u>		<u>86</u>		<u>19</u>		<u>19</u>

Autres charges d'exploitation				Ventes			
Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	180	Bal.	5	Bal.	140	Bal.	2 534
11.	15	V/Rés.	190	8.	10		
				V/Rés.	2 384		
	<u>195</u>		<u>195</u>		<u>2 534</u>		<u>2 534</u>

Compte de résultat (Succursale de Fribourg)

Achats au Siège	278	Ventes	2 384
Achats aux tiers	1 655		
Salaire et charges sociales du gérant	86		
Charges de vente	15		
Autres charges d'exploitation	190		
Résultat de l'exercice V/Siège (op. 15)	160		
	<u>2 384</u>		<u>2 384</u>

ACTIF		Bilan final (Succursale de Fribourg)		PASSIF	
Disponibilités	131	Fournisseurs	337		
Clients	222	Siège	531		
Provision pour dépréciation des créances	(11)	Autres créanciers	7		
Succursale Delémont	42	Passifs de régularisation	17		
Stock Siège	95				
Stock tiers	380				
Marchandises en route	30				
Actifs de régularisation	3				
Mobilier et machines de bureau	11				
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(11)				
	<u>892</u>				<u>892</u>

Journal de la Succursale de Delémont

3.	Livraisons de marchandises par la Succursale F, coût d'acquisition, 40		
	Achats à la Succursale F	40	
	à Succursale F		40
6.	Versements à la Succursale F, 30		
	Succursale F	30	
	à Disponibilités		30

9. <i>Versements au Siège, 50</i>		
Siège	50	
à Disponibilités		50
10. <i>Paiement du salaire et des charges sociales du gérant par le Siège, 80</i>		
Salaire et charges sociales du gérant	80	
à Siège		80
12. <i>Part de frais de matériel publicitaire payés par la Succursale F imputable à la Succursale D, 4</i>		
Charges de vente	4	
à Succursale F		4
13. <i>Paiement de frais d'administration par le Siège et facturation à la Succursale, 10</i>		
Autres charges d'exploitation	10	
à Siège		10
16. <i>Variation des stocks de marchandises</i>		
Stock Succursale F	30	
à Achat à la Succursale F		30
Achat aux tiers	25	
à Stock tiers		25
17. <i>Virement du résultat de l'exercice (perte) au Siège</i>		
Siège	22	
à Compte de résultat		22

Grand livre de la Succursale de Delémont (les montants relatifs aux opérations déjà comptabilisées sont regroupés dans «Balance»)

Disponibilités				Clients				Prov.p. dépréc. des créances			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	1 129	Bal.	994	Bal.	1 185	Bal.	1 079	S.f.	5	Bal.	5
		6.	30			S.f.	106				
		9.	50								
		S.f.	55								
	<u>1 129</u>		<u>1 129</u>		<u>1 185</u>		<u>1 185</u>		<u>5</u>		<u>5</u>

Stock Succursale F				Stock tiers				Actifs de régularisation			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
16.	30	S.f.	30	Bal.	185	16.	25	Bal.	13	Bal.	6
						S.f.	160			S.f.	7
	<u>30</u>		<u>30</u>		<u>185</u>		<u>185</u>		<u>13</u>		<u>13</u>

Mobilier et machines de bureau				Amort. cumulé s/mobilier et machines de bureau				Fournisseurs			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	10	S.f.	10	S.f.	10	Bal.	10	Bal.	856	Bal.	954
								S.f.	98		
	<u>10</u>		<u>10</u>		<u>10</u>		<u>10</u>		<u>954</u>		<u>954</u>

Autres créanciers				Siège				Succursale F			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
S.f.	5	Bal.	5	9.	50	Bal.	184	6.	30	Bal.	28
				17.	22	10.	80	S.f.	42	3.	40
				S.f.	202	13.	10			12.	4
	<u>5</u>		<u>5</u>		<u>274</u>		<u>274</u>		<u>72</u>		<u>72</u>

Passifs de régularisation				Achats à la Succursale F				Achats aux tiers			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	3	Bal.	9	3.	40	16.	30	Bal.	880	Bal.	14
S.f.	6					V/Rés.	10	16.	25	V/Rés.	891
	<u>9</u>		<u>9</u>		<u>40</u>		<u>40</u>		<u>905</u>		<u>905</u>

Salaire et charges sociales du gérant				Charges de vente				Autres charges d'exploitation			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
10.	80	V/Rés.	80	Bal.	12	V/Rés.	16	Bal.	139	Bal.	9
				12.	4			13.	10	V/Rés.	140
	<u>80</u>		<u>80</u>		<u>16</u>		<u>16</u>		<u>149</u>		<u>149</u>

Ventes			
Débit		Crédit	
Bal.	78	Bal.	1 193
V/Rés.	1 115		
	<u>1 193</u>		<u>1 193</u>

Compte de résultat (Succursale de Delémont)

Achats à la succursale de Fribourg	10	Ventes	1 115
Achats aux tiers	891	Résultat de l'exercice V/Siège (op. 17)	22
Salaire et charges sociales du gérant	80		
Charges de vente	16		
Autres charges d'exploitation	140		
	<u>1 137</u>		<u>1 137</u>

ACTIF	Bilan final (Succursale de Delémont)		PASSIF
Disponibilités	55	Fournisseurs	98
Clients	106	Autres créanciers	5
Provision pour dépréciation des créances	(5)	Siège	202
Stock succursale de Fribourg	30	Succursale de Fribourg	42
Stock tiers	160	Passifs de régularisation	6
Actifs de régularisation	7		
Mobilier et machines de bureau	10		
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(10)		
	<u>353</u>		<u>353</u>

Journal du Siège

1. <i>Livraisons de marchandises à la Succursale F, coût d'acquisition, 312</i>			
Succursale F	312		
à Achats aux tiers			312
2. <i>Marchandises retournées par la Succursale F, coût d'acquisition, 15</i>			
Achats aux tiers	15		
à Succursale F			15
4A. <i>Versements de la Succursale F au Siège, 280</i>			
Disponibilités	280		
à Succursale F			280
4B. <i>Envoi de fonds annoncé par la Succursale F mais non encore parvenu, 20</i>			
Fonds en route	20		
à Succursale F			20
5. <i>Versements du Siège à la Succursale F, 20</i>			
Succursale F	20		
à Disponibilités			20
7. <i>Versements de clients de la Succursale F effectués au Siège, 275 (il a été déduit des escomptes pour 10)</i>			
Disponibilités	275		
à Succursale F			275
9. <i>Versements de la Succursale D au Siège, 50</i>			
Disponibilités	50		
à Succursale D			50
10. <i>Salaires et charges sociales du gérant de la Succursale F, 86 et du gérant de la Succursale de D, 80, payés par le Siège</i>			
Succursale F	86		
à Disponibilités			86
Succursale D	80		
à Disponibilités			80

11. <i>Frais d'administration de la Succursale F payés par le Siège, 15</i>		
Succursale F	15	
à Disponibilités		15
13. <i>Frais d'administration de la Succursale D payés par le Siège, 10</i>		
Succursale D	10	
à Disponibilités		10
15. <i>Virement du résultat (bénéfice) de la Succursale F</i>		
Succursale F	160	
à Résultat Succursale F		160
17. <i>Virement du résultat (perte) de la Succursale D</i>		
Résultat Succursale D	22	
à Succursale D		22
18. <i>Variation de stock de marchandises</i>		
Stock tiers	11	
à Achats aux tiers		11

Grand livre du Siège (les montants relatifs aux opérations déjà comptabilisées sont regroupés dans «Balance»)

Disponibilités		Fonds en route		Clients	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 5 371	Bal. 5 030	4B. 20	S.f. 20	Bal. 5 531	Bal. 5 035
4A. 280	S. 20				S.f. 496
7. 275	10. 86				
9. 50	10. 80				
	11. 15				
	13. 10				
	S.f. 735				
<u>5 976</u>	<u>5 976</u>	<u>20</u>	<u>20</u>	<u>5 531</u>	<u>5 531</u>
Prov.p. dépréc. des créances		Succursale F		Succursale D	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
S.f. 25	Bal. 25	Bal. 528	2. 15	Bal. 184	9. 50
		1. 312	4A. 280	10. 80	17. 22
		5. 20	4B. 20	13. 10	S.f. 202
		10. 86	7. 275		
		11. 15	S.f. 531		
		15. 160			
<u>25</u>	<u>25</u>	<u>1 121</u>	<u>1 121</u>	<u>274</u>	<u>274</u>
Stock tiers		Actifs de régularisation		Mobilier et machines de bureau	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 1 010	S.f. 1 021	Bal. 66	Bal. 34	Bal. 65	S.f. 65
18. 11			S.f. 32		
<u>1 021</u>	<u>1 021</u>	<u>66</u>	<u>66</u>	<u>65</u>	<u>65</u>

Amort. cumulé s/mobilier et machines de bureau			
Débit		Crédit	
S.f.	39	Bal.	39
	<u>39</u>		<u>39</u>

Immeuble			
Débit		Crédit	
Bal.	1 800	S.f.	1 800
	<u>1 800</u>		<u>1 800</u>

Amort. cumulé s/immeuble			
Débit		Crédit	
S.f.	234	Bal.	234
	<u>234</u>		<u>234</u>

Fournisseurs			
Débit		Crédit	
Bal.	4 350	Bal.	4 871
S.f.	521		
	<u>4 871</u>		<u>4 871</u>

Autres créanciers			
Débit		Crédit	
Bal.	29	Bal.	70
S.f.	41		
	<u>70</u>		<u>70</u>

Passifs de régularisation			
Débit		Crédit	
Bal.	15	Bal.	41
S.f.	26		
	<u>41</u>		<u>41</u>

Hypothèque			
Débit		Crédit	
Bal.	29	Bal.	1 430
S.f.	1 401		
	<u>1 430</u>		<u>1 430</u>

Capital-actions			
Débit		Crédit	
S.f.	2 000	Bal.	2 000
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>

Réserves			
Débit		Crédit	
S.f.	288	Bal.	288
	<u>288</u>		<u>288</u>

Achats aux tiers			
Débit		Crédit	
Bal.	4 520	1.	312
2.	15	18.	11
		V/Ex.	4 212
	<u>4 535</u>		<u>4 535</u>

Charges de vente			
Débit		Crédit	
Bal.	175	V/Ex.	175
	<u>175</u>		<u>175</u>

Charges d'entretien d'immeuble			
Débit		Crédit	
Bal.	35	V/Ex.	35
	<u>35</u>		<u>35</u>

Amortissements s/mobilier et machines de bureau			
Débit		Crédit	
Bal.	13	V/Ex.	13
	<u>13</u>		<u>13</u>

Amortissements s/immeuble			
Débit		Crédit	
Bal.	18	V/Ex.	18
	<u>18</u>		<u>18</u>

Autres charges d'exploitation			
Débit		Crédit	
Bal.	226	Bal.	35
		V/Ex.	191
	<u>226</u>		<u>226</u>

Charges financières			
Débit		Crédit	
Bal.	97	V/PP	97
	<u>97</u>		<u>97</u>

Ventes			
Débit		Crédit	
Bal.	284	Bal.	5 212
V/Ex.	4 928		
	<u>5 212</u>		<u>5 212</u>

Produits financiers			
Débit		Crédit	
V/PP	2	Bal.	2
	<u>2</u>		<u>2</u>

Résultat Succursale F			
Débit		Crédit	
V/PP	160	15.	160
	<u>160</u>		<u>160</u>

Résultat Succursale D			
Débit		Crédit	
17.	22	V/PP	22
	<u>22</u>		<u>22</u>

Exploitation (Siège)			
Achats aux tiers	4 212	Ventes	4 928
Charges de vente	175		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	191		
Résultat d'exploitation (V/PP)	284		
	<u>4 928</u>		<u>4 928</u>

Pertes et Profits (Siège)			
Charges financières	97	Résultat d'exploitation	284
Résultat Succursale D	22	Produits financiers	2
Résultat de l'exercice (V/Bil.)	327	Résultat Succursale F	160
	<u>446</u>		<u>446</u>

ACTIF	Bilan final du Siège		PASSIF
Disponibilités	735	Fournisseurs	521
Fonds en route	20	Autres créanciers	41
Clients	496	Passifs de régularisation	26
Provision pour dépréciation des créances	(25)	Hypothèque	1 401
Succursale Fribourg	531	Capital-actions	2 000
Succursale Delémont	202	Réserves	288
Stock tiers	1 021	Résultat de l'exercice	327
Actifs de régularisation	32		
Mobilier et machines de bureau	65		
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(39)		
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s/immeuble	(234)		
	<u>4 604</u>		<u>4 604</u>

Réunion des comptes annuels des succursales et du Siège

a)	<i>Elimination des résultats des succursales, puisque pour respecter le principe de non-compensation, il faut réunir les comptes annuels avant transfert des charges et produits au compte de résultat</i>			
	Résultat Succursale F	160		
	à Résultat Succursale D		22	
	à Résultat		138	
b)	<i>Elimination des comptes Siège-Succursale F</i>			
	Siège	531		
	à Succursale F		531	
c)	<i>Elimination des comptes Siège-Succursale D</i>			
	Siège	202		
	à Succursale D		202	
				161

d) <i>Élimination des comptes Succursale F - Succursale D</i>		
Succursale F	42	
à Succursale D		42
e) <i>Regroupement des comptes de disponibilités</i>		
Disponibilités	20	
à Fonds en route		20
f) <i>Regroupement des comptes de stocks</i>		
Stock	1 716	
à Stock Siège		95
à Stock Succursale F		30
à Stock tiers		1 561
à Marchandises en route		30
g) <i>Regroupement des comptes d'achats</i>		
Achats	7 046	
à Achats au Siège		278
à Achats à la Succursale F		10
à Achats aux tiers		6 758

Tableau de réunion des comptes annuels

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Prod.
Disponibilités	131		55		735		921		c) 20		941			
Fonds en route					20		20			e) 20				
Clients	222		106		496		824				824			
Prov. p. dépréciation des créances		11		5	35		41					41		
Succ. Fribourg				42	531		489		d) 42	b) 531				
Succ. Delémont	42				202		244			c) 202 d) 42				
Stock									f) 1 716		1 716			
Stock Siège	95						95			f) 95				
Stock Succursale F			30				30			f) 30				
Stock tiers	980		160		1 021		1 561			f) 1 561				
March. en route	30						30			f) 30				
Actifs de régul.	5		7		32		42				42			
Mobilisat. bar.	11		10		65		86				86			
Amort. imm. et mob./mach. bar.		11		10	39		60					60		
Immeuble					1 800		1 800				1 800			
Am. imm. s'imm.					234		234					234		
Fournisseurs		337		98	521		956					956		
Siège		531		202			733		b) 531 c) 202					
Autres créanciers		7		5	41		53					53		
Passifs de régul.		17		6	26		49					49		
Hypothèque					1 401		1 401					1 401		
Capital-actions					2 000		2 000					2 000		
Réserves					288		288					288		
Achats									g) 7 046				7 046	

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Prod.
Actifs au Siège	278						278		g)	278				
Achats à la Succ. F			10				10		g)	10				
Achats aux tiers	1 655		891		4 212		6 758		g)	6 758				
Sal. et ch. soc. gérant	86		80				166						166	
Charges de vente	45		16		175		206						206	
Charges ent. imm.					35		35						35	
Amort. s/mob+mach.					13		13						13	
Amort. s/immeuble					18		18						18	
Autres charges d'expl.	190		146		191		521						521	
Charges financières					97		97						97	
Ventes		2 384		1 115		4 918		8 427						8 427
Produits financiers						2	2							2
Résultat Succ. F						160		160	a)	160				
Résultat Succ. D					22		22			a)	22			
Résultat	160			22			138			a)	138	327	327	
	3 298	3 298	1 505	1 505	9 665	9 665	14 004	14 004	9 717	9 717	5 409	5 409	8 429	8 429

La réunion des comptes annuels aboutit aux comptes suivants:

ACTIF	Bilan consolidé extra-comptable		PASSIF
Disponibilités	941	Fournisseurs	956
Clients	824	Autres créanciers	53
Provision pour dépréciation des créances	(41)	Passifs de régularisation	49
Stock	1 716	Hypothèque	1 401
Actifs de régularisation	42	Capital-actions	2 000
Mobilier et machines de bureau	86	Réserves	288
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(60)	Résultat de l'exercice	327
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s/immeuble	(234)		
	<u>5 074</u>		<u>5 074</u>

Compte de résultat consolidé extra-comptable			
Achats	7 046	Ventes	8 427
Salaires et charges sociales gérant	166	Produits financiers	2
Charges de vente	206		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	521		
Charges financières	97		
Résultat de l'exercice	327		
	<u>8 429</u>		<u>8 429</u>

Hypothèse II, variante 1: les transactions internes sont comptabilisées à un prix qui comprend une marge interne; l'entreprise englobe la marge dans le résultat du siège

*Bilans juxtaposés au 1^{er} janvier N en milliers de francs
(le solde des postes du bilan qui ne correspond pas à celui indiqué dans l'hypothèse I est inscrit en italique)*

Actif	Siège	Succursale Fribourg (F)	Succursale Delémont (D)
Disponibilités	454	60	47
Clients	476	202	70
Provision pour dépréciation des créances	(24)	(10)	(4)
Succursale Fribourg	539		
Succursale Delémont	184	28	
Stock tiers	1 010	365	185
Stock Siège		117	
Actifs de régularisation	34	7	6
Mobilier et machines de bureau	65	11	10
Amort. cumulé s/mobilier et mach. de bureau	(26)	(11)	(10)
Immeuble	1 800		
Amortissement cumulé s'immeuble	(216)		
	4 296	769	304
Passif			
Fournisseurs	511	217	84
Siège		539	184
Succursale Fribourg			28
Autres créanciers	41	7	5
Passifs de régularisation	15	6	3
Hypothèque	1 430		
Capital-actions	2 000		
Réserves	299		
	4 296	769	304

REMARQUE: L'ajustement du stock provenant des livraisons du Siège à la Succursale F de 11 (117-106) correspond à la marge interne comprise dans ce stock au 1.1.N. Cet ajustement influence les comptes *Siège* chez la Succursale F d'une part et *Succursale F* et *Réserves* au Siège d'autre part.

Journal de la Succursale de Fribourg (uniquement les opérations qui sont modifiées par cette méthode; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse I)

1A. Livraisons de marchandises par le Siège, coût d'acquisition, 282, marge interne, 28			
Achats au Siège		310	
	à Siège		310
1B. Envoi de marchandises annoncé par le Siège mais non encore parvenu, coût d'acquisition, 30, marge interne, 3			
Marchandises en route		33	
	à Siège		33

2. <i>Marchandises retournées au Siège, coût d'acquisition, 15, marge interne, 2</i>		
Siège	17	
à Achats au Siège		17
3. <i>Livraisons de marchandises à la Succursale D, coût d'acquisition, 40, marge interne, 4</i>		
Succursale D	44	
à Ventes à la Succursale D		44
CAMV des livraisons à la Succursale D	40	
à Achats aux tiers		40
14. <i>Variation des stocks de marchandises</i>		
Stock tiers	15	
à Achats aux tiers		15
Achats au Siège	12	
à Stock Siège		12
15. <i>Virement du résultat de l'exercice (bénéfice) au Siège</i>		
Compte de résultat	137	
à Siège		137

Grand livre de la Succursale de Fribourg (uniquement les comptes qui sont modifiés par cette méthode par rapport à ceux présentés dans l'hypothèse I)

Succursale D		Stock Siège		Stock tiers	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 28	Bal. 30	Bal. 117	14. 12	Bal. 365	S.I. 380
3. 44	Sf. 46		Sf. 105	14. 15	
12. 4					
<u>76</u>	<u>76</u>	<u>117</u>	<u>117</u>	<u>380</u>	<u>380</u>

Marchandises en route		Siège		Achats au siège	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1B. 33	Sf. 33	2. 17	Bal. 539	1A. 310	2. 17
		4. 300	1A. 310	14. 12	V/Rés. 305
		7. 275	1B. 33		
		Sf. 548	5. 20		
			10. 86		
			11. 15		
			15. 137		
<u>33</u>	<u>33</u>	<u>1 140</u>	<u>1 140</u>	<u>322</u>	<u>322</u>

Achats aux tiers		CAMV des livraisons à la Succursale D		Ventes à la Succursale D	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 1 730	Bal. 20	3. 40	V/Rés. 40	V/Rés. 44	3. 44
	3. 40				
	14. 15				
	V/Rés. 1 655				
<u>1 730</u>	<u>1 730</u>	<u>40</u>	<u>40</u>	<u>44</u>	<u>44</u>

Avec ces modifications, les comptes de synthèse du grand livre deviennent:

Compte de résultat (Succursale de Fribourg)

<i>Achats au Siège</i>	305	Ventes	2 384
Achats aux tiers	1 655	<i>Ventes à la Succursale D</i>	44
<i>CAMV des livraisons à la Succ. D</i>	40		
Salaire et charges sociales du gérant	86		
Frais de vente	15		
Autres charges d'exploitation	190		
<i>Résultat de l'exercice V/Siège (op. 15)</i>	137		
	<u>2 428</u>		<u>2 428</u>

ACTIF	Bilan final (Succursale de Fribourg)		PASSIF
Disponibilités	131	Fournisseurs	337
Clients	222	Siège	548
Provision pour dépréciation des créances	(11)	Autres créanciers	7
<i>Succursale Delémont</i>	46	Passifs de régularisation	17
<i>Stock Siège</i>	105		
Stock tiers	380		
<i>Marchandises en route</i>	33		
Actifs de régularisation	3		
Mobilier et machines de bureau	11		
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(11)		
	<u>909</u>		<u>909</u>

Journal de la Succursale de Delémont (uniquement les opérations qui sont modifiées par cette méthode; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse I)

3. <i>Livraisons de marchandises par la Succursale F, coût d'acquisition, 40, marge interne, 4</i>		
Achats à la Succursale F	44	
à Succursale F		44
16. <i>Variation des stocks de marchandises</i>		
Stock Succursale F	33	
à Achats à la Succursale F		33
Achats aux tiers	25	
à Stock tiers		25
17. <i>Virement du résultat de l'exercice au Siège</i>		
Siège	23	
à Compte de résultat		23

Grand livre de la Succursale de Delémont (uniquement les comptes qui sont modifiés par cette méthode par rapport à ceux présentés dans l'hypothèse I)

Stock Succursale F				Stock tiers				Siège			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
16.	33	S.f.	33	Bal.	185	16.	25	9.	50	Bal.	184
						S.f.	160	17.	23	10.	80
								S.f.	201	13.	10
	<u>33</u>		<u>33</u>		<u>185</u>		<u>185</u>		<u>274</u>		<u>274</u>

Succursale F				Achats à la Succursale F				Achats aux tiers			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
6.	30	Bal.	28	3.	44	16.	33	Bal.	880	Bal.	14
Sf.	46	3.	44			V/Rés.	11	16.	25	V/Rés.	891
		12.	4								
	<u>76</u>		<u>76</u>		<u>44</u>		<u>44</u>		<u>905</u>		<u>905</u>

Suite à ces modifications, le bilan et le compte de résultat de la Succursale de Delémont deviennent:

Compte de résultat (Succursale de Delémont)

Achats à la succursale F	11	Ventes	1 115
Achats aux tiers	891	Résultat de l'exercice V/Siège (op. 17)	23
Salaire et charges sociales du gérant	80		
Charges de vente	16		
Autres charges d'exploitation	140		
	<u>1 138</u>		<u>1 138</u>

Bilan final (Succursale de Delémont)			
ACTIF		ACTIF	
Disponibilités	55	Fournisseurs	98
Clients	106	Autres créanciers	5
Provision pour dépréciation des créances	(5)	Siège	201
Stock succursale F	33	Succursale F	46
Stock tiers	160	Passifs de régularisation	6
Actifs de régularisation	7		
Mobilier et machines de bureau	10		
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(10)		
	<u>356</u>		<u>356</u>

Journal du Siège (uniquement les opérations qui sont modifiées par cette méthode; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse I)

1. Livraisons de marchandises à la Succursale F, coût d'acquisition, 312, marge interne, 31		
Succursale F	343	
à Ventes à la Succursale F		343
CAMV des livraisons à la Succursale F	312	
à Achats aux tiers		312
2. Marchandises retournées par la Succursale F, coût d'acquisition, 15, marge interne 2		
Ventes à la Succursale F	17	
à Succursale F		17
Achats aux tiers	15	
à CAMV des livraisons		
à la Succursale F		15
15. Virement du résultat de la Succursale F		
Succursale F	137	
à Résultat Succursale F		137

17. *Virement du résultat de la Succursale D*

Résultat Succursale D

23

à Succursale D

23

Grand livre du Siège (uniquement les comptes qui sont modifiés par cette méthode par rapport à ceux présentés dans l'hypothèse I)

Succursale F				Succursale D				Réserves			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	539	2.	17	Bal.	184	9.	50	S.f.	299	Bal.	299
1.	343	4A.	280	10.	80	17.	23				
5.	20	4B	20	13.	10	S.f.	201				
10.	86	7.	275								
11.	15	S.f.	548								
15.	137										
	<u>1 140</u>		<u>1 140</u>		<u>274</u>		<u>274</u>		<u>299</u>		<u>299</u>

Achats aux tiers				CAMV des livraisons à la Succursale F				Ventes à la Succursale F			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	4 520	1.	312	1.	312	2.	15	2.	17	1.	343
2.	15	18.	11			V/Ex.	297	V/Ex.	326		
		V/Ex.	4 212								
	<u>4 535</u>		<u>4 535</u>		<u>312</u>		<u>312</u>		<u>343</u>		<u>343</u>

Résultat Succursale F				Résultat Succursale D			
Débit		Crédit		Débit		Crédit	
V/PP	137	15.	137	17.	23	V/PP	23
	<u>137</u>		<u>137</u>		<u>23</u>		<u>23</u>

Les comptes de synthèse du grand livre deviennent après ces modifications:

Exploitation (Siège)			
Achats aux tiers	4 212	Ventes	4 928
CAMV des livraisons à la Succ. F	297	Ventes à la Succursale F	326
Charges de vente	175		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	191		
Résultat d'exploitation (V/PP)	313		
	<u>5 254</u>		<u>5 254</u>

Pertes et Profits (Siège)			
Charges financières	97	Résultat d'exploitation	313
Résultat Succursale D	23	Produits financiers	2
Résultat de l'exercice (V/Bil.)	332	Résultat Succursale F	137
	<u>452</u>		<u>452</u>

ACTIF	Bilan final du Siège		PASSIF
Disponibilités	735	Fournisseurs	521
Fonds en route	20	Autres créanciers	41
Clients	496	Passifs de régularisation	26
Provision pour dépréciation des créances	(25)	Hypothèque	1 401
<i>Succursale F</i>	548	Capital-actions	2 000
<i>Succursale D</i>	201	Réserves	299
Stock tiers	1 021	Résultat de l'exercice	332
Actifs de régularisation	32		
Mobilier et machines de bureau	65		
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(39)		
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s/immeuble	(234)		
	<u>4 620</u>		<u>4 620</u>

Réunion des comptes annuels des succursales et du Siège

- a) *Elimination des résultats des succursales, puisque pour respecter le principe de non-compensation, il faut réunir les comptes annuels avant le transfert des charges et produits au compte de résultat*

Résultat Succursale F	137	
à Résultat Succursale D		23
à Résultat		114

- b) *Elimination des comptes Siège-Succursale F*

Siège	548	
à Succursale F		548

- c) *Elimination des comptes Siège-Succursale D*

Siège	201	
à Succursale D		201

- d) *Elimination des comptes Succursale F-Succursale D*

Succursale F	46	
à Succursale D		46

- e) *Elimination des ventes du Siège à la Succursale F au prix de vente*

Ventes à la Succursale F	326	
à Marchandises en route		33
à Achats au Siège		293

- f) *Elimination des ventes de la Succursale F à la Succursale D au prix de vente*

Ventes à la Succursale D	44	
à Achats à la Succursale F		44

- | | | |
|----|---|-------|
| g) | <i>Réintégration des ventes du Siège à la Succursale F au coût d'acquisition</i> | |
| | Achats au Siège | 267 |
| | Marchandises en route | 30 |
| | à CAMV des livraisons | |
| | à la Succursale F | 297 |
| h) | <i>Réintégration des ventes de la Succursale F à la Succursale D au coût d'acquisition</i> | |
| | Achats à la Succursale D | 40 |
| | à CAMV des livraisons | |
| | à la Succursale D | 40 |
| i) | <i>Élimination des marges par rapport au coût d'acquisition du Siège contenues dans les stock initial et final de la Succursale F</i> | |
| | Réserves | 11 |
| | à Achats au Siège | 1 |
| | à Stock Siège | 10 |
| j) | <i>Élimination des marges par rapport au coût d'acquisition de la Succursale F contenues dans le stock final de la Succursale D</i> | |
| | Achats à la Succursale F | 3 |
| | à Stocks Succursale F | 3 |
| k) | <i>Regroupement des comptes de disponibilités</i> | |
| | Disponibilités | 20 |
| | à Fonds en route | 20 |
| l) | <i>Regroupement des comptes de stocks</i> | |
| | Stock | 1 716 |
| | à Stock Siège | 95 |
| | à Stock Succursale F | 30 |
| | à Stock tiers | 1 561 |
| | à Marchandises en route | 30 |
| m) | <i>Regroupement des comptes d'achats</i> | |
| | Achats | 7 046 |
| | à Achats au Siège | 278 |
| | à Achats à la Succursale F | 10 |
| | à Achats aux tiers | 6 758 |

Tableau de réunion des comptes annuels

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Prod.
Disponibilités	133		55		735		921		k)	20	941			
Fonds en route					20		20			l)	20			
Clients	223		106		496		824				824			
Prov. p. dépréc. des créances		11		5		25		41				41		
Succ. Filionnag.				46	348		302		d)	46	b)	348		
Succ. Delémont	46				201		247				c)	201		
											d)	46		

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Prod.
Stock									j) 1 716		1 716			
Stock Siège	105						105			i) 10				
Stock Succ.F			53				53			ii) 5				
Stock tiers	380		160		1 021		1 561			iii) 50				
March. en cours	33						33		g) 30	iv) 33				
Actifs de régl.	3		7		32		42			v) 30			42	
Mob./mach. bur.	11		10		65		86						86	
Amort. cum. s/ mob./mach. bur.		11		10		30		60					60	
Immeuble					1 800		1 800				1 800			
Am. cum. s/imm.						234		234					234	
Fournisseurs		337		98		521		956					956	
Siège		548		201				749	b) 548					
Autres créanciers		7		5		41		53	c) 201				53	
Passifs de régl.		17		6		26		49					49	
Hypothèque						1 401		1 401					1 401	
Capital-actions						2 000		2 000					2 000	
Réserves						299		299	d) 11				288	
Achats									m) 7 046				7 046	
Achats au Siège	305						305		g) 267	e) 293				
Achats à la Succ. F			11				11		h) 40	ii) 1				
Achats aux tiers	1 655		891		4 212		6 758		j) 3	iii) 10				
CAMV livr. à la Succ. F					297		297			g) 297				
CAMV livr. à la Succ. D	40						40			h) 40				
Salaires/ch. soc. gérance	86		80				166						166	
Charges de vente	15		16		175		206						206	
Charges enr. immeuble					35		35						35	
Amort. s/mob+mach.					13		13						13	
Amort. s/immeuble					18		18						18	
Autres charges d'expl.	190		140		191		521						521	
Charges financières					97		97						97	
Ventes		2 384		1 115		4 028		8 427						8 427
Ventes à la Succ. F						326		326	e) 326					
Ventes à la Succ. D		44					44		f) 44					
Produits financiers						2		2						2
Résultat Succ. F						137		137	a) 137					
Résultat Succ. D						23		23		a) 23				
Résultat	137			23			114			a) 114		327	327	
	3 359	3 359	1 509	1 509	9 979	9 979	14 778	14 778	10 435	10 435	5 409	5 409	8 429	8 429

Présentés de manière extra-comptable, les comptes du groupe deviennent:

ACTIF	Bilan consolidé extra-comptable		PASSIF
Disponibilités	941	Fournisseurs	956
Clients	824	Autres créanciers	53
Provision pour dépréciation des créances	(41)	Passifs de régularisation	49
Stock	1 716	Hypothèque	1 401
Actifs de régularisation	42	Capital-actions	2 000
Mobilier et machines de bureau	86	Réserves	288
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(60)	Résultat de l'exercice	327
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s/immeuble	(234)		
	<u>5 074</u>		<u>5 074</u>

Compte de résultat consolidé extra-comptable

Achats	7 046	Ventes	8 427
Salaires et charges sociales gérant	166	Produits financiers	2
Charges de vente	206		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	521		
Charges financières	97		
Résultat de l'exercice	327		
	<u>8 429</u>		<u>8 429</u>

Hypothèse II, variante 2: les transactions internes sont comptabilisées à un prix qui comprend une marge interne; l'entreprise n'englobe pas la marge interne sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège, mais dans celui de la succursale

*Bilans juxtaposés au 1^{er} janvier N en milliers de francs
(le solde des postes du bilan qui ne correspond pas à celui indiqué dans l'hypothèse I est inscrit en italique)*

Actif	Siège	Succursale Fribourg (F)	Succursale Delémont (D)
Disponibilités	454	60	47
Clients	476	202	70
Provision pour dépréciation des créances	(24)	(10)	(4)
Succursale Fribourg	539		
Succursale Delémont	184	28	
Stock tiers	1 010	365	185
Stock Siège		117	
Actifs de régularisation	34	7	6
Mobilier et machines de bureau	65	11	10
Amort. cumulé s/mobilier et mach. de bureau	(26)	(11)	(10)
Immeuble	1 800		
Amortissement cumulé s/immeuble	(216)		
	<u>4 296</u>	<u>769</u>	<u>304</u>

Passif	Siège	Succursale Fribourg (F)	Succursale Delémont (D)
Fournisseurs	511	217	84
Siège		539	184
Succursale Fribourg			28
Autres créanciers	41	7	5
Passifs de régularisation	15	6	3
Hypothèque	1 430		
Capital-actions	2 000		
Réserves	288		
Marge réalisable s/livraisons à la Succursale F	11		
	4 296	769	304

REMARQUES:

- Les numéros d'écriture «00» dans les journaux des succursales et du siège se réfèrent à des opérations qui n'existent que dans l'hypothèse II, variante 2.
- L'ajustement du stock provenant des livraisons du Siège à la Succursale F de 11 (117-106) correspond à la marge interne réalisable comprise dans ce stock au I.I.N. Cet ajustement influence les comptes *Siège à la Succursale F* d'une part et *Marge réalisable s/livraisons à la Succursale F* et *Succursale F au Siège* d'autre part.

Journal de la Succursale de Fribourg (uniquement les opérations qui sont modifiées dans cette méthode par rapport à celles données sous hypothèse I; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse I)

1A. Livraisons de marchandises par le Siège, coût d'acquisition, 282, marge interne, 28		
Achats au Siège	310	
à Siège		310
1B. Envoi de marchandises annoncé par le Siège mais non encore parvenu, coût d'acquisition, 30, marge interne, 3		
Marchandises en route	33	
à Siège		33
2. Marchandises retournées au Siège, coût d'acquisition, 15, marge interne, 2		
Siège	17	
à Achats au Siège		17
3. Livraisons de marchandises à la Succursale D, coût d'acquisition, 40, marge interne, 4		
Succursale D	44	
à Ventes au coût d'acquisition		
à la Succursale D		40
à Marge réalisable s/livr. à la Succ. D		4
CAMV des livraisons à la Succursale D	40	
à Achats aux tiers		40
14. Variation des stocks de marchandises		
Stock tiers	15	
à Achats aux tiers		15
Achats au Siège	12	
à Stock Siège		12

00.	Marge réalisée durant l'exercice N sur les livraisons de la Succursale F à la Succursale D		
	Marge réalisable s/livr. à la Succursale D	1	
	à Marge réalisée s/livraisons à la Succursale D		1
00.	Virement de la marge réalisée au résultat de la Succursale D		
	Marge réalisée s/livraisons à la Succursale D	1	
	à Résultat Succursale D		1
00.	Virement du CAMV des livraisons à la Succursale D		
	Ventes au coût d'acquisition à la Succursale D	40	
	à CAMV des livraisons à la Succursale D		40
15.	Virement du résultat de l'exercice (bénéfice) de la Succursale F au Siège		
	Compte de résultat	133	
	à Siège		133
00.	Virement du résultat concernant la Succursale D inclus dans la comptabilité de la Succursale F		
	Résultat Succursale D	1	
	à Siège		1

Grand livre de la Succursale de Fribourg (uniquement les comptes qui sont modifiés dans cette méthode par rapport à ceux donnés sous hypothèse I)

Succursale D				Stock Siège				Stock tiers			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	28	6.	30	Bal.	117	14.	12	Bal.	365	S.f.	380
3.	44	S.f.	46			S.f.	105	14.	15		
12.	4										
	<u>76</u>		<u>76</u>		<u>117</u>		<u>117</u>		<u>380</u>		<u>380</u>
Marchandises en route				Siège				Marge réalisable s/livraisons à la Succursale D			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
1B.	33	S.f.	33	2.	17	Bal.	539	00.	1	3.	4
				4.	300	1A.	310	S.f.	3		
				7.	275	1B.	33				
				S.f.	545	5.	20				
						10.	86				
						11.	15				
						15.	133				
						00.	1				
	<u>33</u>		<u>33</u>		<u>1 137</u>		<u>1 137</u>		<u>4</u>		<u>4</u>

Achats au Siège				Achats aux tiers				CAMV des livraisons à la Succursale D			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
1.A.	310	2.	17	Bal.	1 730	Bal.	20	3.	40	00.	40
14.	12	V/Rés.	305			3.	40				
						14.	15				
						V/Rés.	1 655				
	<u>322</u>		<u>322</u>		<u>1 730</u>		<u>1 730</u>		<u>40</u>		<u>40</u>
Ventes au coût d'acquisition à la Succursale D				Marge réalisée sur ventes du siège				Résultat Succursale D			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
00.	40	3.	40	00.	1	00.	1	00.	1	00.	1
	<u>40</u>		<u>40</u>		<u>1</u>		<u>1</u>		<u>1</u>		<u>1</u>

Les comptes de synthèse de la Succursale de Fribourg deviennent après les modifications de l'hypothèse II, variante 2:

Compte de résultat (Succursale de Fribourg)

Achats au Siège	305	Ventes	2 384
Achats aux tiers	1 655		
Salaire et charges sociales du gérant	86		
Charges de vente	15		
Autres charges d'exploitation	190		
Résultat de l'exercice V/Siège (op. 15)	133		
	<u>2 384</u>		<u>2 384</u>

ACTIF		Bilan final (Succursale de Fribourg)		PASSIF	
Disponibilités	131	Fournisseurs	337		
Clients	222	Siège	545		
Provision pour dépréciation des créances	(11)	Autres créanciers	7		
Succursale Delémont	46	Passifs de régularisation	17		
Stock Siège	105	Marge réalisable s/livr. à Succursale D	3		
Stock tiers	380				
Marchandises en route	33				
Actifs de régularisation	3				
Mobilier et machines de bureau	11				
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(11)				
	<u>909</u>				<u>909</u>

Journal de la Succursale de Delémont (uniquement les opérations qui sont modifiées dans cette méthode par rapport à celles données sous hypothèse I; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse I)

3. Livraisons de marchandises par la Succursale F, coût d'acquisition, 40, marge interne, 4

Achats à la Succursale F	44	
	à Succursale F	44

16. *Variation des stocks de marchandises*

Stock Succursale F	33	
à Achats à la Succursale F		33
Achats aux tiers	25	
à Stock tiers		25

17. *Virement du résultat de l'exercice (perte) au Siège*

Siège	23	
à Compte de résultat		23

Grand livre de la Succursale de Delémont (uniquement les comptes qui sont modifiés dans cette méthode par rapport à ceux donnés sous hypothèse I)

Stock Succursale F				Stock tiers				Siège			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
16.	33	S.f.	33	Bal.	185	16.	25	9.	50	Bal.	184
						S.f.	160	17.	23	10.	80
								S.f.	201	13.	10
	<u>33</u>		<u>33</u>		<u>185</u>		<u>185</u>		<u>274</u>		<u>274</u>

Succursale F				Achats à la Succursale F				Achats aux tiers			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
6.	30	Bal.	28	3.	44	16.	33	Bal.	880	Bal.	14
S.f.	46	3.	44			V/Rés.	11	16.	25	V/Rés.	891
		12.	4								
	<u>76</u>		<u>76</u>		<u>44</u>		<u>44</u>		<u>905</u>		<u>905</u>

Suite à ces modifications, le bilan et le compte de résultat de la Succursale de Delémont deviennent:

Compte de résultat (Succursale de Delémont)

Achats à la succursale F	11	Ventes	1 115
Achats aux tiers	891	Résultat de l'exercice V/Siège (op. 17)	23
Salaire et charges sociales du gérant	80		
Charges de vente	16		
Autres charges d'exploitation	140		
	<u>1 138</u>		<u>1 138</u>

Bilan final (Succursale de Delémont)					
ACTIF				PASSIF	
Disponibilités	55	Fournisseurs	98		
Clients	106	Autres créanciers	5		
Provision pour dépréciation des créances	(5)	Siège	201		
Stock succursale F	33	Succursale F	46		
Stock tiers	160	Passifs de régularisation	6		
Actifs de régularisation	7				
Mobilier et machines de bureau	10				
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(10)				
	<u>356</u>				<u>356</u>

Journal du Siège (uniquement les opérations qui sont modifiées dans cette méthode par rapport à celles données sous hypothèse 1; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse 1)

1.	<i>Livraisons de marchandises à la Succursale F, coût d'acquisition, 312, marge interne, 31</i>		
	Succursale F	343	
	à Ventes à la Succursale F		
	au coût d'acquisition		312
	Marge réalisable s/livraisons à la Succursale F		31
	CAMV des livraisons à la Succursale F	312	
	à Achats aux tiers		312
2.	<i>Marchandises retournées par la Succursale F, coût d'acquisition, 15, marge interne 2</i>		
	Ventes à la Succursale F au coût d'acquisition	15	
	Marge réalisable s/livraisons à la Succursale F	2	
	à Succursale F		17
	Achats aux tiers	15	
	à CAMV des livraisons à la Succursale F		15
00.	<i>Marge réalisée durant l'exercice N sur les livraisons du siège à la Succursale F²</i>		
	Marge réalisable sur les livraisons à la Succursale F	27	
	à Marge réalisée sur les livraisons à la Succursale F		27
15.	<i>Virement du résultat de la Succursale F</i>		
	Succursale F	133	
	à Résultat Succursale F		133
00.	<i>Virement de la part du résultat de la Succursale D incluse dans la comptabilité de la Succursale F</i>		
	Succursale F	1	
	à Résultat Succursale D		1
17.	<i>Virement du résultat de la Succursale D</i>		
	Résultat Succursale D	23	
	à Succursale D		23
00.	<i>Virement de la marge réalisée au résultat de la Succursale F</i>		
	Marge réalisée s/livraisons à la Succursale F	27	
	à Résultat Succursale F		27
00.	<i>Virement du coût d'acquisition des ventes à la Succursale F</i>		
	Ventes à la Succursale F au coût d'acquisition	297	
	à CAMV des livraisons à la Succursale F		297

² En tout, il y a une marge de 40 (31 + 11 – 2) dont une partie est réalisée dans les ventes (27) et dont l'autre partie n'est pas encore réalisée et figure encore dans les stocks (13).

Grand livre du Siège (uniquement les comptes qui sont modifiés dans cette méthode par rapport à ceux donnés sous hypothèse I)

Succursale F				Succursale D				Stock tiers			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	539	2.	17	Bal.	184	9.	50	Bal.	1 010	S.C.	1 021
1.	343	4A.	280	10.	80	17.	23	18.	11		
5.	20	4B.	20	13.	10	S.f.	201				
10.	86	7.	275								
11.	15	S.f.	545								
15.	133										
00.	1										
	<u>1 137</u>		<u>1 137</u>		<u>274</u>		<u>274</u>		<u>1 021</u>		<u>1 021</u>

Marge réalisable s/livraisons à la Succursale F				Achats aux tiers				CAMV des livraisons à la Succursale F			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
2.	2	Bal.	11	Bal.	4 520	1.	312	1.	312	2.	15
00.	27	1.	31	2.	15	18.	11			00.	297
S.f.	13					V/Ex.	4 212				
	<u>42</u>		<u>42</u>		<u>4 535</u>		<u>4 535</u>		<u>312</u>		<u>312</u>

Ventes à la Succursale F au coût d'acquisition				Résultat Succursale F				Résultat Succursale D			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
2.	15	1.	312	V/PP	160	15.	133	17.	23	00.	1
00.	297					00.	27			V/PP	22
	<u>312</u>		<u>312</u>		<u>160</u>		<u>160</u>		<u>23</u>		<u>23</u>

Marge réalisée s/livraisons à la Succursale F			
Débit		Crédit	
00.	27	00.	27
	<u>27</u>		<u>27</u>

Les comptes de synthèse du grand livre du Siège deviennent:

Exploitation (Siège)			
Achats aux tiers	4 212	Ventes	4 928
Charges de vente	175		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	191		
Résultat d'exploitation (V/PP)	284		
	<u>4 928</u>		<u>4 928</u>

Pertes et Profits (Siège)

Charges financières	97	Résultat d'exploitation	284
Résultat Succursale D	22	Produits financiers	2
Résultat de l'exercice (V/Bil.)	327	Résultat Succursale F	160
	<u>446</u>		<u>446</u>

ACTIF	Bilan final du Siège		PASSIF
Disponibilités	735	Fournisseurs	521
Fonds en route	20	Autres créanciers	41
Clients	496	Passifs de régularisation	26
Provision pour dépréciation des créances	(25)	Hypothèque	1 401
<i>Succursale F</i>	545	Capital-actions	2 000
<i>Succursale D</i>	201	Réserves	288
Stock tiers	1 021	<i>Marge réalisable s/livr. à Succ. F</i>	13
Actifs de régularisation	32	Résultat de l'exercice	327
Mobilier et machines de bureau	65		
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(39)		
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s/immeuble	(234)		
	<u>4 617</u>		<u>4 617</u>

Réunion des comptes annuels des succursales et du Siège

a)	<i>Elimination des résultats des succursales, puisque pour respecter le principe de non-compensation, il faut réunir les comptes annuels avant transfert des charges et produits au compte de résultat</i>		
	Résultat succursale F	160	
	à Résultat succursale D		22
	à Marge réalisée s/livr. à Succ. D		1
	à Marge réalisée s/livr. à Succ. F		27
	à Résultat		110
b)	<i>Elimination des comptes Siège-Succursale F</i>		
	Siège	545	
	à Succursale F		545
c)	<i>Elimination des comptes Siège-Succursale D</i>		
	Siège	201	
	à Succursale D		201
d)	<i>Elimination des comptes Succursale D-Succursale F</i>		
	Succursale F	46	
	à Succursale D		46
e)	<i>Elimination des transactions internes entre la Succursale F et le Siège</i>		
	Ventes au coût d'acquisition à la Succursale F	297	
	à CAMV des livraisons		
	à la Succursale F		297
f)	<i>Elimination des transactions internes entre la Succursale F et la Succursale D</i>		
	Ventes au coût d'acquisition à la Succursale D	40	
	à CAMV des livraisons		
	à la Succursale D		40

g)	<i>Correction du CAMV à la Succursale F</i>		
	Marge réalisée s/ ventes de Succursale F	27	
	à Achats au Siège		27
h)	<i>Correction du CAMV à la Succursale D</i>		
	Marge réalisée s/ ventes de Succursale D	1	
	à Achats à la Succursale F		1
i)	<i>Elimination de la marge interne comprise dans le stock final livré par le Siège à la Succursale F</i>		
	Marge réalisable s/ livraisons à Succursale F	13	
	à Stock siège		10
	à Marchandises en route		3
j)	<i>Elimination de la marge interne comprise dans le stock final livré par la succursale F à la Succursale D</i>		
	Marge réalisable s/ livraisons à Succursale D	3	
	à Stock Succursale F		3
k)	<i>Regroupement des comptes de disponibilités</i>		
	Disponibilités	20	
	à Fonds en route		20
l)	<i>Regroupement des comptes de stocks</i>		
	Stocks	1 716	
	à Stock Siège		95
	à Stock Succursale F		30
	à Stock tiers		1 561
	à Marchandises en route		30
m)	<i>Regroupement des comptes d'achats</i>		
	Achats	7 046	
	à Achats au Siège		278
	à Achats à la Succursale F		10
	à Achats au tiers		6 758

Tableau de réunion des comptes annuels

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charg.	Prod.
Disponibilités	131		55		735		921		k)	20	941			
Fonds en route					20		20			k)	20			
Clients	222		106		496		824				824			
Proc. p. dépréc. des créances		11		5		25		21				21		
Succ. Fribourg				46	545		499		d)	46	545			
Succ. Delémont	46				201		247			c)	201			
									d)	46				
Stock									l)	1 716	1 716			
Stock Siège	105						105			l)	10			
										l)	95			
Stock Succ. F			33				33			j)	3			
										l)	30			
Stock tiers	380		160		1 021		1 561			l)	1 561			

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charg.	Post.
Marchen route	33						33			d) 3 e) 30				
Actifs de régut.	3		7		32		42				42			
Mob./mach./aut.	11		10		65		86				86			
Amort. cum. s/ mob./mach./aut.		11		10		29		60				60		
Immeuble					1 800		1 800				1 800			
Am. cum. s/imm.						234		234				234		
Fournisseurs		337		98		521		956				956		
Siège		545		201				746	b) 545 c) 201					
Autres créanciers		7		5		41		53				53		
Passifs de régut.		17		6		26		49				49		
Hypothèque						1 401		1 401				1 401		
Capital-actions						2 000		2 000				2 000		
Réserves						288		288				288		
Marge réalisable F à D		3						3	d) 3					
Marge réalisable S à F						13		13	i) 13					
Achats									m) 7 046				7 046	
Achats au Siège	305						305			g) 27 h) 278				
Achats à la Succ. F			11				11			b) 1 m) 10				
Achats aux tiers	1 655		891		4 212		6 758			m) 6 758				
CAMV des livraisons	40				297		337			e) 297 f) 40				
Salaires/ele. soc. général	86		80				166						166	
Charges de vente	15		16		175		206						206	
Charges ent. immeuble					35		35						35	
Amort. s/mob./mach.					13		13						13	
Amort. s/immeuble					18		18						18	
Autres charges d'expl.	190		140		191		521						521	
Charges fonctionnaires					97		97						97	
Ventes		2 384		1 115		4 928		8 427						8 427
Ventes au coût d'acquisition		40				297		337	e) 297 f) 40					
Marge réalisée par F									g) 27 h) 1 40	a) 27				
Marge réalisée par D									h) 1 40	a) 1				
Produits financiers						2		2						2
Résultat Succ.F						160		160	a) 160					
Résultat Succ.D					22		22			a) 22				
Résultat	133			23			110			a) 110			327	327
	3 353	3 353	1 509	1 509	9 975	9 975	14 770	14 770	10 115	10 115	5 409	5 409	8 429	8 429

ACTIF	Bilan consolidé extra-comptable		PASSIF
Disponibilités	941	Fournisseurs	956
Clients	824	Autres créanciers	53
Provision pour dépréciation des créances	(41)	Passifs de régularisation	49
Stock	1 716	Hypothèque	1 401
Actifs de régularisation	42	Capital-actions	2 000
Mobilier et machines de bureau	86	Réserves	288
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(60)	Résultat de l'exercice	327
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s/immeuble	(234)		
	<u>5 074</u>		<u>5 074</u>

Compte de résultat consolidé extra-comptable			
Achats	7 046	Ventes	8 427
Salaires et charges sociales gérant	166	Produits financiers	2
Charges de vente	206		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	521		
Charges financières	97		
Résultat de l'exercice	327		
	<u>8 429</u>		<u>8 429</u>

9.3.2 Exemple de comptabilité des succursales intégrée à celle du siège

Travail demandé

- Journaliser les opérations entre le siège et les succursales ou entre les succursales pour le siège et tenir le grand livre du siège.
- Etablir le compte de pertes et profits de l'exercice N des succursales et du siège et le bilan au 31.12.N du siège.
- Dresser le compte de pertes et profits général de l'entreprise concernant l'exercice N et le bilan général de l'entreprise au 31.12.N.

Opérations de l'exercice

Opérations déjà comptabilisées (voir les opérations déjà comptabilisées dans l'hypothèse de comptabilité autonome des succursales (§ 9.3.1))

Opérations à comptabiliser

1. Livraisons de marchandises par le Siège à la Succursale de Fribourg, coût d'acquisition, 312; marge interne, 31, dont une partie est en route, 30, marge 3.
2. Marchandises retournées au Siège par la Succursale de Fribourg, coût d'acquisition, 15; marge interne, 2.
3. Livraison de marchandises à la Succursale de Delémont par la Succursale de Fribourg, coût d'acquisition, 40; marge interne, 4 (ces marchandises ont été achetées par la Succursale de Fribourg à des tiers).
4. Versements de la Succursale de Fribourg au Siège, 300, dont 20 sont en route.
5. Versements du Siège à la Succursale de Fribourg, 20.
6. Versements de la Succursale de Delémont à la Succursale de Fribourg, 30.
7. Versements de clients de la Succursale de Fribourg effectués au Siège, 275.
8. Escomptes accordés à ces clients (op. 7) par le Siège, 10.
9. Versements de la Succursale de Delémont au Siège, 50.
10. Paiement de salaires et charges sociales par le Siège, 86 pour le gérant de la Succursale de Fribourg, 80 pour celui de la Succursale de Delémont.
11. Paiement de frais d'administration par le Siège et facturation à la Succursale de Fribourg, 15.
12. Part de frais de matériel publicitaire payés par la Succursale de Fribourg imputable à la Succursale de Delémont, 4.
13. Paiement de frais d'administration de la Succursale de Delémont par le Siège et facturés à la succursale, 10.
14. Le stock de marchandises de la Succursale de Fribourg au 31.12.N est de 475 dont 380 proviennent d'achats effectués auprès des fournisseurs tiers et 95 (coût d'acquisition) de livraisons du Siège. Dans l'hypothèse II, le stock provenant de livraisons du Siège est de 105 et la marge de 10.
15. Virement du résultat de la Succursale de Fribourg.
16. Le stock de marchandises de la Succursale de Delémont au 31.12.N est de 190 dont 160 proviennent d'achats effectués auprès des fournisseurs tiers et 30 (coût d'acquisition) de livraisons de la Succursale de Fribourg. Dans l'hypothèse II, le stock provenant de livraisons de la Succursale de Fribourg est de 33 et la marge interne de 3.
17. Virement du résultat de la Succursale de Delémont.
18. Le stock de marchandises au Siège, qui proviennent exclusivement de fournisseurs tiers, est de 1 021 au 31.12.N.

Hypothèse I: les transactions internes sont comptabilisées au prix coûtant, sans marge

ACTIF	Bilan initial Siège		PASSIF
Disponibilités Siège	454	Fournisseurs Siège	511
Disponibilités Succursale F	60	Fournisseurs Succursale F	217
Disponibilités Succursale D	47	Fournisseurs Succursale D	84
Clients Siège	476	Autres créanciers Siège	41
Clients Succursale F	202	Autres créanciers Succursale F	7
Clients Succursale D	70	Autres créanciers Succursale D	5
Prov. p. dépréc. des créances Siège	(24)	Passifs de régularisation Siège	15
Prov. p. dépréc. des créances Succursale F	(10)	Passifs de régularisation Succursale F	6
Prov. p. dépréc. des créances Succursale D	(4)	Passifs de régularisation Succursale D	3
Stock de tiers au Siège	1 010	Hypothèque Siège	1 430
Stock de tiers à la Succ. F	365	Capital-actions	2 000
Stock de tiers à la Succ. D	185	Réserves	288
Stock du Siège à la Succ. F	106		
Actifs de régularisation Siège	34		
Actifs de régularisation Succursale F	7		
Actifs de régularisation Succursale D	6		
Mobilier et machines de bureau Siège	65		
Mobilier et machines de bureau Succ. F	11		
Mobilier et machines de bureau Succ. D	10		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Siège	(26)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. F	(11)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. D	(10)		
Immeuble Siège	1 800		
Amort. cum. s/immeuble Siège	(216)		
	<u>4 607</u>		<u>4 607</u>

Journal du Siège

- Livraison de marchandises par le Siège à la Succursale F, coût d'acquisition, 312, dont 30 ne sont pas encore parvenues*

Achats au Siège par la Succursale F	282	
Marchandises en route Succursale F	30	
à Achats aux tiers Siège		312
- Marchandises retournées au Siège par la Succursale F, coût d'acquisition, 15*

Achats aux tiers Siège	15	
à Achats au Siège par la Succursale F		15
- Livraison de marchandises par la Succursale F à la Succursale D, coût d'acquisition, 40. (Ces marchandises ont été achetées par la Succursale F à des tiers)*

Achats à la Succursale F par la Succursale D	40	
à Achats aux tiers Succursale F		40

4. <i>Versements de la Succursale F au Siège, 300 dont 20 som en route au 31.12.N</i>		
Disponibilités Siège	280	
Fonds en route Siège	20	
à Disponibilités Succursale F		300
5. <i>Versements du Siège à la Succursale F, 20</i>		
Disponibilités Succursale F	20	
à Disponibilités Siège		20
6. <i>Versements de la Succursale D à la Succursale de F, 30</i>		
Disponibilités Succursale F	30	
à Disponibilités Succursale D		30
7. <i>Versements de clients de la Succursale de F effectués au Siège, 275</i>		
Disponibilités Siège	275	
à Clients Succursale F		275
8. <i>Escomptes accordés à ces clients (op. 7) par le Siège, 10</i>		
Ventes Succursale F	10	
à Clients Succursale F		10
9. <i>Versements de la Succursale D au Siège, 50</i>		
Disponibilités Siège	50	
à Disponibilités Succursale D		50
10. <i>Paiement de salaires et charges sociales des gérants par le Siège, 86 pour la Succursale de F, 80 pour la Succursale D</i>		
Salaire et charges sociales du gérant Succursale F	86	
Salaire et charges sociales du gérant Succursale D	80	
à Disponibilités Siège		166
11. <i>Paiement de frais d'administration par le Siège et facturation à la Succursale F, 15</i>		
Autres charges d'exploitation Succursale F	15	
à Disponibilités Siège		15
12. <i>Part de frais de matériel publicitaire payés par la Succursale F imputable à la Succursale D, 4</i>		
Charges de vente Succursale D	4	
à Charges de vente Succursale F		4
13. <i>Paiement de frais d'administration de la Succursale D par le Siège et facturation à la Succursale, 10</i>		
Autres charges d'exploitation Succursale D	10	
à Disponibilités Siège		10
14. <i>Variation de stocks de marchandises de la Succursale F</i>		
Stock de tiers à la Succursale F	15	
à Achats aux tiers Succursale F		15

185

Achats au Siège par la Succursale F	11	
à Stock du Siège à la Succursale F		11
15. <i>Virement du résultat de l'exercice (bénéfice) de la Succursale F au Siège</i>		
Exploitation Succursale F	160	
à Pertes et profits Siège		160
16. <i>Variation de stocks de marchandises de la Succursale D</i>		
Achats aux tiers Succursale D	25	
à Stock de tiers à la Succursale D		25
Stock de la Succursale F à la Succursale D	30	
à Achats à la Succursale F par la Succursale D		30
17. <i>Virement du résultat de l'exercice (perte) de la Succursale D au Siège</i>		
Pertes et profits Siège	22	
à Exploitation Succursale D		22
18. <i>Variation de stock de marchandises du Siège</i>		
Stock de tiers au Siège	11	
à Achats aux tiers Siège		11

Grand livre du Siège (les montants relatifs aux opérations déjà comptabilisées sont regroupées dans «Balance»)

Disponibilités Siège				Disponibilités Succursale F				Disponibilités Succursale D			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	5 371	Bal.	5 030	Bal.	2 155	Bal.	1 774	Bal.	1 129	Bal.	994
4.	280	5.	20	5.	20	4.	300		6.	30	
7.	275	10.	86	6.	30	S.f.	131		9.	50	
9.	50	10.	80						S.f.	55	
		11.	15								
		13.	10								
		S.f.	735								
	<u>5 976</u>		<u>5 976</u>		<u>2 205</u>		<u>2 205</u>		<u>1 129</u>		<u>1 129</u>

Fonds en route Siège				Clients Siège				Clients Succursale F			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
4.	20	S.f.	20	Bal.	5 531	Bal.	5 035	Bal.	2 662	Bal.	2 155
						S.f.	496			7.	275
										8.	10
										S.f.	222
	<u>20</u>		<u>20</u>		<u>5 531</u>		<u>5 531</u>		<u>2 662</u>		<u>2 662</u>

Clients Succursale D				Prov. p. dépréc. des créances Siège				Prov. p. dépréc. des créances Succursale F			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	1 185	Bal.	1 079	S.f.	25	Bal.	25	S.f.	11	Bal.	11
		S.f.	106								
	<u>1 185</u>		<u>1 185</u>		<u>25</u>		<u>25</u>		<u>11</u>		<u>11</u>

Prov. p. dépréc. des créances
Succursale D

Débit			Crédit
S.f.	5	Bal.	5
	<u>5</u>		<u>5</u>

Stock de tiers au Siège

Débit			Crédit
Bal.	1 010	S.f.	1 021
18.	11		
	<u>1 021</u>		<u>1 021</u>

Stock de tiers à la
Succursale F

Débit			Crédit
Bal.	365	S.f.	380
14.	15		
	<u>380</u>		<u>380</u>

Stock de tiers
à la Succursale D

Débit			Crédit
Bal.	185	16.	25
		S.f.	160
	<u>185</u>		<u>185</u>

Stock du Siège à la
Succursale F

Débit			Crédit
Bal.	106	14.	11
		S.f.	95
	<u>106</u>		<u>106</u>

Stock de la Succursale F
à la Succursale D

Débit			Crédit
16.	30	S.f.	30
	<u>30</u>		<u>30</u>

Marchandises en route
Succursale F

Débit			Crédit
1.	30	S.f.	30
	<u>30</u>		<u>30</u>

Actifs de régularisation Siège

Débit			Crédit
Bal.	66	Bal.	34
		S.f.	32
	<u>66</u>		<u>66</u>

Actifs de régularisation
Succursale F

Débit			Crédit
Bal.	10	Bal.	7
		S.f.	3
	<u>10</u>		<u>10</u>

Actifs de régularisation
Succursale D

Débit			Crédit
Bal.	13	Bal.	6
		S.f.	7
	<u>13</u>		<u>13</u>

Mobilier et machines
de bureau Siège

Débit			Crédit
Bal.	65	S.f.	65
	<u>65</u>		<u>65</u>

Mobilier et machines
de bureau Succ. F

Débit			Crédit
Bal.	11	S.f.	11
	<u>11</u>		<u>11</u>

Mobilier et machines
de bureau Succursale D

Débit			Crédit
Bal.	10	S.f.	10
	<u>10</u>		<u>10</u>

Amort. cumulé s/mobilier
et machines de bureau Siège

Débit			Crédit
S.f.	39	Bal.	39
	<u>39</u>		<u>39</u>

Amort. cumulé s/mobilier et
machines de bureau Succ. F

Débit			Crédit
S.f.	11	Bal.	11
	<u>11</u>		<u>11</u>

Amort. cumulé s/mobilier et
machines de bureau
Succursale D

Débit			Crédit
S.f.	10	Bal.	10
	<u>10</u>		<u>10</u>

Immeuble Siège

Débit			Crédit
Bal.	1 800	S.f.	1 800
	<u>1 800</u>		<u>1 800</u>

Amort. cumulé
s/immeuble Siège

Débit			Crédit
S.f.	234	Bal.	234
	<u>234</u>		<u>234</u>

Fournisseurs Siège

Débit			Crédit
Bal.	4 350	Bal.	4 871
S.f.	521		
	<u>4 871</u>		<u>4 871</u>

Fournisseurs Succursale F

Débit			Crédit
Bal.	1 545	Bal.	1 882
S.f.	337		
	<u>1 882</u>		<u>1 882</u>

Fournisseurs Succursale D

Débit			Crédit
Bal.	856	Bal.	954
S.f.	98		
	<u>954</u>		<u>954</u>

Autres créanciers Siège			
Débit		Crédit	
Bal.	29	Bal.	70
S.I.	41		
	<u>70</u>		<u>70</u>

Autres créanciers Succursale F			
Débit		Crédit	
S.I.	7	Bal.	7
	<u>7</u>		<u>7</u>

Autres créanciers Succursale D			
Débit		Crédit	
S.I.	5	Bal.	5
	<u>5</u>		<u>5</u>

Passifs de régularisation Siège			
Débit		Crédit	
Bal.	15	Bal.	41
S.I.	26		
	<u>41</u>		<u>41</u>

Passifs de régularisation Succursale F			
Débit		Crédit	
Bal.	6	Bal.	23
S.I.	17		
	<u>23</u>		<u>23</u>

Passifs de régularisation Succursale D			
Débit		Crédit	
Bal.	3	Bal.	9
S.I.	6		
	<u>9</u>		<u>9</u>

Hypothèque Siège			
Débit		Crédit	
Bal.	29	Bal.	1 430
S.I.	1 401		
	<u>1 430</u>		<u>1 430</u>

Capital-actions			
Débit		Crédit	
S.I.	2 000	Bal.	2 000
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>

Réserves			
Débit		Crédit	
S.I.	288	Bal.	288
	<u>288</u>		<u>288</u>

Achats aux tiers Siège			
Débit		Crédit	
Bal.	4 520	1.	312
2.	15	18.	11
		V/Ex.S	4 212
	<u>4 535</u>		<u>4 535</u>

Achats aux tiers Succursale F			
Débit		Crédit	
Bal.	1 730	Bal.	20
		3.	40
		14.	15
		V/Ex.F	1 655
	<u>1 730</u>		<u>1 730</u>

Achats aux tiers Succursale D			
Débit		Crédit	
Bal.	880	Bal.	14
16.	25	V/Ex.D	891
	<u>905</u>		<u>905</u>

Achats au Siège par la Succursale F			
Débit		Crédit	
1.	282	2.	15
14.	11	V/Ex.F	278
	<u>293</u>		<u>293</u>

Achats à la Succursale F par la Succursale D			
Débit		Crédit	
3.	40	16.	30
		V/Ex.D	10
	<u>40</u>		<u>40</u>

Salaire et charges sociales du gérant Succursale F			
Débit		Crédit	
10.	86	V/Ex.F	86
	<u>86</u>		<u>86</u>

Salaire et charges sociales du gérant Succursale D			
Débit		Crédit	
10.	80	V/Ex.D	80
	<u>80</u>		<u>80</u>

Charges de vente Siège			
Débit		Crédit	
Bal.	175	V/Ex.S	175
	<u>175</u>		<u>175</u>

Charges de vente Succursale F			
Débit		Crédit	
Bal.	19	12.	4
		V/Ex.F	15
	<u>19</u>		<u>19</u>

Charges de vente Succursale D			
Débit		Crédit	
Bal.	12	V/Ex.D	16
12.	4		
	<u>16</u>		<u>16</u>

Charges d'entretien d'immeuble Siège			
Débit		Crédit	
Bal.	35	V/Ex.S	35
	<u>35</u>		<u>35</u>

Amortissement s/mobilier et machines de bureau Siège			
Débit		Crédit	
Bal.	13	V/Ex.S	13
	<u>13</u>		<u>13</u>

Amortissement s/immeuble Siège			Autres charges d'exploitation Siège			Autres charges d'exploitation Succursale F				
Débit		Crédit	Débit		Crédit	Débit		Crédit		
Bal.	18	V/Ex.S	18	Bal.	226	Bal.	180	Bal.	5	
						V/Ex.S	191	V/Ex.F	190	
	<u>18</u>			<u>226</u>			<u>195</u>		<u>195</u>	
Autres charges d'exploitation Succursale D			Charges financières Siège			Ventes Siège				
Débit		Crédit	Débit		Crédit	Débit		Crédit		
Bal.	139	Bal.	9	Bal.	97	V/PPS	97	Bal.	5 212	
13.	10	V/Ex.D	140					V/Ex.S	4 928	
	<u>149</u>			<u>97</u>			<u>5 212</u>		<u>5 212</u>	
Ventes Succursale F			Ventes Succursale D			Produits financiers Siège				
Débit		Crédit	Débit		Crédit	Débit		Crédit		
Bal.	140	Bal.	2 534	Bal.	78	Bal.	1 193	V/PPS	2	
8.	10			V/Ex.D	1 115				Bal.	2
V/Ex.F	2 384									
	<u>2 534</u>			<u>1 193</u>			<u>2</u>			<u>2</u>
Exploitation Succursale F										
Achats au Siège				278	Ventes				2 384	
Achats aux tiers				1 655						
Salaire et charges sociales du gérant				86						
Charges de vente				15						
Autres charges d'exploitation				190						
Résultat de l'exercice (V/PPS)				160						
				<u>2 384</u>					<u>2 384</u>	
Exploitation Succursale D										
Achats à la succursale F				10	Ventes				1 115	
Achats aux tiers				891	Résultat de l'exercice (V/PPS)				22	
Salaire et charges sociales du gérant				80						
Charges de vente				16						
Autres charges d'exploitation				140						
				<u>1 137</u>					<u>1 137</u>	
Exploitation Siège										
Achats aux tiers				4 212	Ventes				4 928	
Charges de vente				175						
Charges d'entretien d'immeuble				35						
Amortissement s/mobilier et machines de bureau				13						
Amortissement s/immeuble				18						
Autres charges d'exploitation				191						
Résultat d'exploitation (V/PPS)				284						
				<u>4 928</u>					<u>4 928</u>	

Pertes et Profits Siège

Charges financières	97	Résultat d'exploitation	284
Résultat Succursale D	22	Produits financiers	2
Résultat de l'exercice (V/Bil.)	327	Résultat Succursale F	160
	<u>446</u>		<u>446</u>

ACTIF	Bilan final Siège		PASSIF
Disponibilités Siège	735	Fournisseurs Siège	521
Disponibilités Succursale F	131	Fournisseurs Succursale F	337
Disponibilités Succursale D	55	Fournisseur Succursale D	98
Fonds en route Siège	20	Autres créanciers Siège	41
Clients Siège	496	Autres créanciers Succursale F	7
Clients Succursale F	222	Autres créanciers Succursale D	5
Clients Succursale D	106	Passifs de régularisation Siège	26
Prov. p. dépréc. des créances Siège	(25)	Passifs de régularisation Succursale F	17
Prov. p. dépréc. des créances Succursale F	(11)	Passifs de régularisation Succursale D	6
Prov. p. dépréc. des créances Succursale D	(5)	Hypothèque Siège	1 401
Stock de tiers au Siège	1 021	Capital-actions	2 000
Stock de tiers à la Succ. F	380	Réserves	288
Stock de tiers à la Succ. D	160	Résultat de l'exercice	327
Stock du Siège à la Succ. F	95		
Stock de Succ. F à la Succ. D	30		
Marchandises en route Succursale F	30		
Actifs de régularisation Siège	32		
Actifs de régularisation Succursale F	3		
Actifs de régularisation Succursale D	7		
Mobilier et machines de bureau Siège	65		
Mobilier et machines de bureau Succ. F	11		
Mobilier et machines de bureau Succ. D	10		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Siège	(39)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. F	(11)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. D	(10)		
Immeuble Siège	1 800		
Amort. cum. s/immeuble Siège	(234)		
	5 074		5 074

Réunion des comptes annuels des succursales et du siège

- a) *Elimination des résultats des succursales, puisque pour respecter le principe de non-compensation, il faut réunir les comptes annuels avant transfert des charges et produits au compte de résultat*

Résultat	138	
Résultat Succursale D	22	
à Résultat Succursale F		160

- b) *Regroupement des comptes de disponibilités*

Disponibilités	20	
à Fonds en route		20

c) *Regroupement des comptes de stocks*

Stock	1 716	
à Stock Siège		95
à Stock Succursale F		30
à Stock tiers		1 561
à Marchandises en route		30

d) *Regroupement des comptes d'achats*

Achats	7 046	
à Achats au Siège		278
à Achats à la Succursale F		10
à Achats aux tiers		6 758

Tableau de réunion des comptes annuels

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Produit
Disponibilités	131		55		755		921		b) 20		941			
Fonds en route					20		20			20				
Clients	222		106		496		824				824			
Prov. p. dépréc. des créances		11		5		25		41				41		
Stock									c) 1 716		1 716			
Stock Siège	95						95			95				
Stock Succ.F			30				30			30				
Stock tiers	380		160		1 021		1 561			1 561				
March. en route	30						30			30				
Actifs de régul.	5		7		32		42				42			
Mob./Mach.ben.	11		10		65		86				86			
Actif. cour. s/f														
Mob./mach./bur.		11		10		39		60				60		
Immeuble					1 800		1 800				1 800			
Act. cour. s/imm.						234	234					234		
Fournisseurs		337		98	521		956					956		
Autres créanciers		7		5	41		53					53		
Passifs de régul.		17		6	26		49					49		
Hypothèque					1 401		1 401					1 401		
Capital-periculis					2 000		2 000					2 000		
Réserves					288		288					288		
Achats									d) 7 046				7 046	
Achats au Siège	278						278			278				
Achats à la Succ.F			10				10			10				
Achats aux tiers	1 655		891		4 212		6 758			6 758				
Salaires/charges soc. gérant	86		80				166						166	
Charges de vente	15		16		175		206						206	
Charges ent. imm.					35		35						35	
Amort. s/mob+mach.					13		13						13	
Amort. s/imm.					18		18						18	
Autres charges d'explo.	190		140		191		521						521	
Charges finance.					97		97						97	
Ventes		2 384		1 115	4 928		8 427							8 427
Produits financ.					2		2							2
Résultat Succ. F	160						160			160				
Résultat Succ. D				22			22		a) 22					
Résultat					138		138		a) 138				327	327
	1 250	2 767	1 505	1 261	8 916	9 643	13 671	13 671	8 942	8 942	5 409	5 409	8 429	8 429

La réunion des différents comptes aboutit au compte de résultat et au bilan final suivants:

Compte de résultat consolidé extra-comptable

Achats	7 046	Ventes	8 427
Salaires et ch. soc. gérant	166	Produits financiers	2
Charges de vente	206		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissement s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissement s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	521		
Charges financières	97		
Résultat de l'exercice	327		
	<u>8 429</u>		<u>8 429</u>

ACTIF	Bilan consolidé extra-comptable		PASSIF
Disponibilités	941	Fournisseurs	956
Clients	824	Autres créanciers	53
Prov. p. dépréciation des créances	(41)	Passifs de régularisation	49
Stock	1 716	Hypothèque	1 401
Actifs de régularisation	42	Capital-actions	2 000
Mobilier et machines de bureau	86	Réserves	288
Amort. cum. s/mob. et mach. bur.	(60)	Résultat de l'exercice	327
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s/immeuble	(234)		
	<u>5 074</u>		<u>5 074</u>

Hypothèse II, variante I: les transactions internes sont comptabilisées à un prix qui comprend une marge interne; l'entreprise englobe la marge interne sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège

ACTIF	Bilan initial Siège		PASSIF
Disponibilités Siège	454	Fournisseurs Siège	511
Disponibilités Succursale F	60	Fournisseurs Succursale F	217
Disponibilités Succursale D	47	Fournisseur Succursale D	84
Clients Siège	476	Autres créanciers Siège	41
Clients Succursale F	202	Autres créanciers Succursale F	7
Clients Succursale D	70	Autres créanciers Succursale D	5
Prov. p. dépréc. des créances Siège	(24)	Passifs de régularisation Siège	15
Prov. p. dépréc. des créances Succursale F	(10)	Passifs de régularisation Succursale F	6
Prov. p. dépréc. des créances Succursale D	(4)	Passifs de régularisation Succursale D	3
Stock de tiers au Siège	1 010	Hypothèque Siège	1 430
Stock de tiers à la Succ. F	365	Capital-actions	2 000
Stock de tiers à la Succ. D	185	Réserves	299
Stock du Siège à la Succ. F	117		
Actifs de régularisation Siège	34		
Actifs de régularisation Succursale F	7		
Actifs de régularisation Succursale D	6		
Mobilier et machines de bureau Siège	65		
Mobilier et machines de bureau Succ. F	11		
Mobilier et machines de bureau Succ. D	10		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Siège	(26)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. F	(11)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. D	(10)		
Immeuble Siège	1 800		
Amort. cum. s'immeuble Siège	(216)		
	<u>4 618</u>		<u>4 618</u>

REMARQUE: L'ajustement du stock provenant des livraisons du Siège à la Succursale F de 11 (117-106) correspond à la marge interne comprise dans ce stock au 1.1.N. Cet ajustement influence le compte Réserves pour 11.

Journal du Siège (uniquement les opérations qui sont modifiées par cette méthode; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse I)

- Livraison de marchandises par le Siège à la Succursale F.*
coût d'acquisition, 312, marge interne, 31, dont une partie,
30, marge 3, n'est pas encore arrivée

Achats au Siège par la Succursale F	310	
Marchandises en route Succursale F	33	
à Ventes à la Succursale F par le Siège		343
CAMV des livraisons par le Siège à la Succursale F	312	
à Achats aux tiers Siège		312
- Marchandises retournées au Siège par la Succursale F.*
coût d'acquisition, 15, marge interne, 2

Ventes à la Succursale F par le Siège	17	
à Achats au Siège par la Succursale F		17

Achats aux tiers Siège	15	
à CAMV des livraisons par le Siège à la Succursale F		15
3. <i>Livraison de marchandises par la Succursale F à la Succursale D, coût d'acquisition, 40, marge interne, 4. (Ces marchandises ont été achetées par la Succursale F à des tiers)</i>		
Achats à la Succursale F par la Succursale D	44	
à Ventes à la Succursale D par la Succursale F		44
CAMV des livraisons par la Succursale F à la Succursale D	40	
à Achats aux tiers Succursale F		40
14. <i>Variation de stocks de marchandises de la Succursale F</i>		
Stock de tiers à la Succursale F	15	
à Achats aux tiers Succursale F		15
Achats au Siège par la Succursale F	12	
à Stock du Siège à la Succursale F		12
15. <i>Virement du résultat de l'exercice (bénéfice) de la Succursale F au Siège</i>		
Exploitation Succursale F	137	
à Pertes et profits Siège		137
16. <i>Variation de stocks de marchandises de la Succursale D</i>		
Achats aux tiers Succursale D	25	
à Stock de tiers à la Succursale D		25
Stock de la Succursale F à la Succursale D	33	
à Achats à la Succursale F par la Succursale D		33
17. <i>Virement du résultat de l'exercice (perte) de la Succursale D au Siège</i>		
Pertes et profits Siège	23	
à Exploitation Succursale D		23

*Grand livre du Siège (uniquement les comptes qui diffèrent de ceux passés
dans l'hypothèse I)*

Stock de tiers à la Succursale F				Stock de tiers à la Succursale D				Stock du Siège à la Succursale F			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
Bal.	365	S.f.	380	Bal.	185	16.	25	Bal.	117	14.	12
14.	15					S.f.	160			S.f.	105
	<u>380</u>		<u>380</u>		<u>185</u>		<u>185</u>		<u>117</u>		<u>117</u>
Stock de la Succursale F à la Succursale D				Marchandises en route Succursale F				Réserve générale			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
16.	33	S.f.	33	1.	33	S.f.	33	S.f.	299	Bal.	299
	<u>33</u>		<u>33</u>		<u>33</u>		<u>33</u>		<u>299</u>		<u>299</u>

Achats aux tiers Siège				Achats aux tiers Succursale F				Achats aux tiers Succursale D			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	4 520	1.	312	Bal.	1 730	Bal.	20	Bal.	880	Bal.	14
2.	15	18.	11			3.	40	16.	25	V/Ex.D	891
		V/Ex.S	4 212			14.	15				
						V/Ex.F	1 655				
	<u>4 535</u>		<u>4 535</u>		<u>1 730</u>		<u>1 730</u>		<u>905</u>		<u>905</u>

Achats au Siège par la Succursale F				Achats à la Succursale F par la Succursale D				CAMV des livraisons par le Siège à la Succ. F			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
1.	310	2.	17	3.	44	16.	33	1.	312	2.	15
14.	12	V/Ex.F	305			V/Ex.D	11			V/Ex.S	297
	<u>322</u>		<u>322</u>		<u>44</u>		<u>44</u>		<u>312</u>		<u>312</u>

CAMV des livraisons par la Succ. F à la Succ. D				Ventes à la Succursale F par le Siège				Ventes à la Succursale D par la Succursale F			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
3.	40	V/Ex.F	40	2.	17	1.	310	V/Ex.F	44	3.	44
				V/Ex.S	326	1.	33				
	<u>40</u>		<u>40</u>		<u>343</u>		<u>343</u>		<u>44</u>		<u>44</u>

Suite à ces modifications, les comptes de synthèse du grand livre deviennent:

Exploitation Succursale F			
Achats au Siège	305	Ventes	2 384
Achats aux tiers	1 655	Ventes à la Succursale D	44
CAMV des livraisons à la Succ. D	40		
Salaire et charges sociales du gérant	86		
Charges de vente	15		
Autres charges d'exploitation	190		
Résultat de l'exercice VI/PPS	137		
	<u>2 428</u>		<u>2 428</u>

Exploitation Succursale D			
Achats à la Succursale F	11	Ventes	1 115
Achats aux tiers	891	Résultat de l'exercice VI/PPS	23
Salaire et charges sociales du gérant	80		
Charges de vente	16		
Autres charges d'exploitation	140		
	<u>1 138</u>		<u>1 138</u>

Exploitation Siège

<i>CAMV des livraisons à la Succ. F</i>	297	<i>Ventes</i>	4 928
<i>Achats aux tiers</i>	4 212	<i>Ventes à la Succursale F</i>	326
<i>Charges de vente</i>	175		
<i>Charges d'entretien d'immeuble</i>	35		
<i>Amortissement s/mobilier et machines de bureau</i>	13		
<i>Amortissement s/immeuble</i>	18		
<i>Autres charges d'exploitation</i>	191		
<i>Résultat d'exploitation (V/PPS)</i>	313		
	<u>5 254</u>		<u>5 254</u>

Pertes et Profits Siège

<i>Charges financières</i>	97	<i>Résultat d'exploitation</i>	313
<i>Résultat Succursale D</i>	23	<i>Produits financiers</i>	2
<i>Résultat de l'exercice (V/Bil.)</i>	332	<i>Résultat Succursale F</i>	137
	<u>452</u>		<u>452</u>

ACTIF	Bilan final Siège		PASSIF
Disponibilités Siège	735	Fournisseurs Siège	521
Disponibilités Succursale F	131	Fournisseurs Succursale F	337
Disponibilités Succursale D	55	Fournisseur Succursale D	98
Fonds en route Siège	20	Autres créanciers Siège	41
Clients Siège	496	Autres créanciers Succursale F	7
Clients Succursale F	222	Autres créanciers Succursale D	5
Clients Succursale D	106	Passifs de régularisation Siège	26
Prov. p. dépréc. des créances Siège	(25)	Passifs de régularisation Succursale F	17
Prov. p. dépréc. des créances Succursale F	(11)	Passifs de régularisation Succursale D	6
Prov. p. dépréc. des créances Succursale D	(5)	Hypothèque Siège	1 401
Stock de tiers au Siège	1 021	Capital-actions	2 000
Stock de tiers à la Succ. F	380	Réserves	299
Stock de tiers à la Succ. D	160	Résultat de l'exercice	332
Stock du Siège à la Succ. F	105		
Stock de Succ. F à la Succ. D	33		
Marchandises en route Succursale F	33		
Actifs de régularisation siège	32		
Actifs de régularisation Succursale F	3		
Actifs de régularisation Succursale D	7		
Mobilier et machines de bureau Siège	65		
Mobilier et machines de bureau Succ. F	11		
Mobilier et machines de bureau Succ. D	10		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Siège	(39)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. F	(11)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. D	(10)		
Immeuble Siège	1 800		
Amort. cum. s/immeuble Siège	(234)		
	5 090		5 090

Réunion des comptes annuels des succursales et du siège

<i>a) Elimination des résultats des succursales, puisque pour respecter le principe de non-compensation, il faut réunir les comptes annuels avant transfert des charges et produits au compte de résultat</i>			
Résultat	114		
Résultat Succursale D	23		
à Résultat Succursale F		137	
<i>b) Elimination des ventes du Siège à la Succursale F au prix de vente</i>			
Ventes à F	326		
à Marchandises en route		33	
à Achats au siège		293	
<i>c) Elimination des ventes de la Succursale F à la Succursale D au prix de vente</i>			
Vente à D	44		
à Achats Succursale F		44	
<i>d) Réintégration des ventes du Siège à la Succursale F au coût d'acquisition</i>			
Achats au Siège	267		
Marchandises en route	30		
à CAMV des livraisons à la Succursale F		297	
<i>e) Réintégration des ventes de la Succursale F à la Succursale D au coût d'acquisition</i>			
Achats à la Succursale F	40		
à CAMV des livraisons à la Succursale D		40	
<i>f) Elimination des marges par rapport au coût d'acquisition du Siège contenues dans les stock initial et final de la Succursale F</i>			
Réserves	11		
à Achats au Siège		1	
à Stocks du Siège			
à la Succursale F		10	
<i>g) Elimination des marges par rapport au coût d'acquisition de la Succursale F contenues dans le stock final de la Succursale D</i>			
Achats à la Succursale F	3		
à Stocks Succursale F		3	
<i>h) Regroupement des comptes de disponibilités</i>			
Disponibilités	20		
à Fonds en route		20	
<i>i) Regroupement des comptes de stocks</i>			
Stock	1 716		
à Stock Siège		95	

à Stock Succursale F	30
à Marchandises en route	30
à Stock tiers	1 561

j) *Regroupement des comptes d'achats*

Achats	7 046	
à Achats au Siège		278
à Achats à la Succursale F		10
à Achats aux tiers		6 758

Tableau de réunion des comptes annuels

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Prod.
Disponibilités	131		35		755		921		b)	20	941			
Fonds en route					20		20			b)	20			
Cléants	824		106		496		824				824			
Prov. p. dépréc. des créances		11		5		25		41				41		
Stocks									c)	1 716	1 716			
Stock Siège	105						105			d)	10			
Stock Succ. F			33				33			e)	3			
Stock tiers	380		160		1 021		1 561			f)	1 561			
March. en route	33						33		d)	20	33			
Actifs de régular.	3		7		32		42				42			
Mob./mach. bor.	11		10		65		86				86			
Amort. conc. st. mob./mach. bor.		11		10		39		60				60		
Immeuble					1 800		1 800				1 800			
Am. imm. s'imm.						234		234				234		
Fournisseurs	337		98		521		956				956			
Autres créanciers	7		5		41		53				53			
Passifs de régular.	17		6		26		49				49			
Hypothèque					1 401		1 401				1 401			
Capital-actions					2 000		2 000				2 000			
Réserves					299		299		f)	11	288			
Achats									g)	7 046			7 046	
Achats au Siège	305						305		d)	267	293			
Achats à la Succ.F			11				11		e)	40	378			
Achats aux tiers	1 635		891		4 212		6 738		f)	3	44			
CAMV liq. à Succ. F					297		297				297			
CAMV liq. à Succ. D	40						40			e)	40			
Salaires/ch. soc. géant	86		80				166						166	
Charges de vente	15		16		175		206						206	
Charges ent. imposable					35		35						35	
Amort. st. mob./mach.					13		13						13	
Amort. st. immeuble					18		18						18	
Autres charges d'expl.	190		140		191		521						521	
Charges financières					97		97						97	
Ventes		2 384		1 115		4 928		8 427						8 427
Ventes à Succ. F						326		326	b)	326				
Ventes à Succ. D		44					44		e)	44				
Produits financiers						2		2						2
Résultat Succ. F	137						137			a)	137			
Résultat Succ. D				35			23		e)	23				
Résultat						114		114	d)	114		327	327	
	2 333	2 311	1 309	1 263	9 287	9 936	14 029	14 029		9 640	9 640	5 409	5 409	8 429

La réunion des différents comptes aboutit au compte de résultat et au bilan final suivants:

ACTIF	Bilan consolidé extra-comptable		PASSIF
Disponibilités	941	Fournisseurs	956
Clients	824	Autres créanciers	53
Provision pour dépréciation des créances	(41)	Passifs de régularisation	49
Stock	1 716	Hypothèque	1 401
Actifs de régularisation	42	Capital-actions	2 000
Mobilier et machines de bureau	86	Réserves	288
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(60)	Résultat de l'exercice	327
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s'immeuble	(234)		
	<u>5 074</u>		<u>5 074</u>

Compte de résultat consolidé extra-comptable			
Achats	7 046	Ventes	8 427
Salaires et charges sociales gérant	166	Produits financiers	2
Charges de vente	206		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s'immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	521		
Charges financières	97		
Résultat de l'exercice	327		
	<u>8 429</u>		<u>8 429</u>

Hypothèse II, variante 2: les transactions internes sont comptabilisées à un prix qui comprend une marge interne; l'entreprise n'englobe pas la marge interne sur les livraisons aux succursales dans le résultat du siège, mais dans celui de la succursale

ACTIF	Bilan initial Siège		PASSIF
Disponibilités Siège	454	Fournisseurs Siège	511
Disponibilités Succursale F	60	Fournisseurs Succursale F	217
Disponibilités Succursale D	47	Fournisseur Succursale D	84
Clients Siège	476	Autres créanciers Siège	41
Clients Succursale F	202	Autres créanciers Succursale F	7
Clients Succursale D	70	Autres créanciers Succursale D	5
Prov. p. dépréc. des créances Siège	(24)	Passifs de régularisation Siège	15
Prov. p. dépréc. des créances Succursale F	(10)	Passifs de régularisation Succursale F	6
Prov. p. dépréc. des créances Succursale D	(4)	Passifs de régularisation Succursale D	3
Stock de tiers au Siège	1 010	Hypothèque Siège	1 430
Stock de tiers à la Succ. F	365	Capital-actions	2 000
Stock de tiers à la Succ. D	185	Réserves	288
Stock du Siège à la Succ. F	117	Marge réalisable s/livr. du Siège à la Succursale F	11
Actifs de régularisation Siège	34		
Actifs de régularisation Succursale F	7		
Actifs de régularisation Succursale D	6		
Mobilier et machines de bureau Siège	65		
Mobilier et machines de bureau Succ. F	11		
Mobilier et machines de bureau Succ. D	10		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Siège	(26)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. F	(11)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. D	(10)		
Immeuble Siège	1 800		
Amort. cum. s'immeuble Siège	(216)		
	<u>4 618</u>		<u>4 618</u>

REMARQUES

- Les opérations qui figurent avec un numéro «00» dans le journal ne concernent que l'hypothèse II, variante 2.
- L'ajustement du stock provenant des livraisons du Siège à la Succursale F de 11 (117-106) correspond à la marge interne réalisable comprise dans ce stock au I.J.N. Cet ajustement influence le compte Stock du Siège à la Succursale F et le compte *Marge réalisable s/livr. du Siège à la Succursale F* pour 11.

Journal du Siège (uniquement les opérations qui sont modifiées par cette méthode; pour les autres opérations, voir sous Hypothèse I).

1. Livraison de marchandises par le Siège à la Succursale F, coût d'acquisition, 312, marge interne 31 dont une partie, 30, marge 3, n'est pas encore arrivée			
Achats au Siège par la Succursale F		310	
Marchandises en route Succursale F		33	
à Ventes au coût d'acquisition du Siège à la Succursale F			312
à Marge réalisable s/livr. du Siège à la Succursale F			31

	CAMV des livraisons par le Siège à la Succursale F à Achats aux tiers Siège	312	312
2.	<i>Marchandises retournées au Siège par la Succursale F, coût d'acquisition, 15, marge interne, 2</i>		
	Ventes au coût d'acquisition du Siège à la Succursale F	15	
	Marge réalisable s/livr. du Siège à la Succursale F à Achats au Siège par la Succursale F	2	17
	Achats aux tiers Siège à CAMV des livraisons par le Siège à la Succursale F	15	15
3.	<i>Livraison de marchandises par la Succursale F à la Succursale D, coût d'acquisition, 40, marge interne, 4, (Ces marchandises ont été achetées par la Succursale F à des tiers)</i>		
	Achats à la Succursale F par la Succursale D à Ventes au coût d'acquisition de la Succ. F à la Succursale D	44	40
	à Marge réalisable s/livr. de la Succ. F à la Succ. D		4
	CAMV des livraisons à la Succ. D par la Succ. F à Achats aux tiers Succursale F	40	40
14.	<i>Variation de stocks de marchandises de la Succursale F</i>		
	Stock de tiers à la Succursale F à Achats aux tiers Succursale F	15	15
	Achats au Siège par la Succursale F à Stock du Siège à la Succursale F	12	12
16.	<i>Variation de stocks de marchandises de la Succursale D</i>		
	Achats aux tiers Succursale D à Stock de tiers à la Succursale D	25	25
	Stock de la Succursale F à la Succursale D à Achats à la Succursale F par la Succursale D	33	33
00.	<i>Marge réalisée durant l'exercice N sur les livraisons du Siège à la Succursale F</i>		
	Marge réalisable s/livr. du Siège à la Succursale F à Marge réalisée par la Succursale F sur livraisons du Siège	27	27
00.	<i>Transfert de la marge réalisée au compte d'exploitation de la Succursale F</i>		
	Marge réalisée à la Succursale F sur livraisons du Siège à Exploitation Succursale F	27	27
00.	<i>Marge réalisée durant l'exercice N sur les livraisons de la Succursale F à la Succursale D</i>		
	Marge réalisable s/livr. de la Succ. F à la Succ. D à Marge réalisée par la Succursale D sur livraisons de la Succursale F	1	1

00.	Transfert de la marge réalisée au compte d'exploitation de la Succursale D		
	Marge réalisée par la Succ. D sur livraisons de la Succursale F	1	
	à Exploitation Succursale D		1
15.	Virement du résultat de l'exercice (bénéfice) de la Succ. F au Siège		
	Exploitation Succursale F	160	
	à Pertes et profits Siège		160
17.	Virement du résultat de l'exercice de la Succursale D (perte) au Siège		
	Pertes et profits Siège	22	
	à Exploitation Succursale D		22
00.	Virement du CAMV des livraisons par le Siège à la Succursale F		
	Ventes au coût d'acquisition du Siège à la Succursale F	297	
	à CAMV des livraisons du Siège		
	à la Succursale F		297
00.	Virement du CAMV des livraisons par la Succursale F à la Succursale D		
	Ventes au coût d'acquisition de la Succursale F à la Succursale D	40	
	à CAMV des livraisons par la Succursale F		
	à la Succursale D		40

Grand livre du Siège (uniquement les comptes qui sont différents de ceux passés dans l'hypothèse I)

Stock de tiers à la Succursale F				Stock de tiers à la Succursale D				Stock du Siège à la Succursale F			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
Bal.	365	S.f.	380	Bal.	185	16.	25	Bal.	117	14.	12
14.	15					S.f.	160			S.f.	105
	<u>380</u>		<u>380</u>		<u>185</u>		<u>185</u>		<u>117</u>		<u>117</u>
Stock de la Succursale F à la Succursale D				Marchandises en route Succursale F				Marge réalisable s/livr. du Siège à la Succursale F			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
16.	33	S.f.	33	1.	33	S.f.	33	22.	2	Bal.	11
								00.	27	1.	31
	<u>33</u>		<u>33</u>		<u>33</u>		<u>33</u>	S.f.	<u>13</u>		<u>42</u>
Marge réalisable s/livr. de la Succ. F à la Succ. D				Achats aux tiers Siège				Achats aux tiers Succursale F			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
00.	1	3.	4	Bal.	4 520	1.	3 12	Bal.	1 730	Bal.	20
S.f.	3			2.	15	18.	11			3.	40
						V/Ex.S	4 212			14.	15
	<u>4</u>		<u>4</u>		<u>4 535</u>		<u>4 535</u>			V/Ex.F	1 655
									<u>1 730</u>		<u>1 730</u>

Achats aux tiers Succursale D

Débit		Crédit	
Bal.	880	Bal.	14
16.	25	V/Ex.D	891
	<u>905</u>		<u>905</u>

Achats au Siège par la Succursale F

Débit		Crédit	
1.	310	2.	17
14.	12	V/Ex.F	305
	<u>322</u>		<u>322</u>

Achats à la Succursale F par la Succursale D

Débit		Crédit	
3.	44	16.	33
	<u>44</u>	V/Ex.D	11
			<u>44</u>

CAMV des livraisons par le Siège à la Succursale F

Débit		Crédit	
1.	312	2.	15
		00.	297
	<u>312</u>		<u>312</u>

CAMV des livraisons par la Succursale F à la Succursale D

Débit		Crédit	
3.	40	00.	40
	<u>40</u>		<u>40</u>

Ventes au coût d'acquisition du Siège à la Succursale F

Débit		Crédit	
2.	15	1.	312
00.	297		
	<u>312</u>		<u>312</u>

Ventes au coût d'acquisition de la Succ. de F à la Succ. de D

Débit		Crédit	
00.	40	3.	40
	<u>40</u>		<u>40</u>

Marge réalisée par la Succursale F s/livraisons du Siège

Débit		Crédit	
V/Expl.F	27	00.	27
	<u>27</u>		<u>27</u>

Marge réalisée par la Succursale D s/livraisons de la Succursale F

Débit		Crédit	
V/Expl.D	1	00.	1
	<u>1</u>		<u>1</u>

Exploitation Succursale F

Achats au Siège	305	Ventes	2 384
Achats aux tiers	1 655	Marge réalisée s/livr. du Siège (op. 00)	27
Salaire et charges sociales du gérant	86		
Charges de vente	15		
Autres charges d'exploitation	190		
Résultat de l'exercice V/PPS	160		
	<u>2 411</u>		<u>2 411</u>

Exploitation Succursale D

Achats à la Succursale F	11	Ventes	1 115
Achats aux tiers	891	Marge réalisée s/livr. de Succ. F à Succ. D (op. 00)	1
Salaire et charges sociales du gérant	80	Résultat de l'exercice V/PPS	22
Charges de vente	16		
Autres charges d'exploitation	140		
	<u>1 138</u>		<u>1 138</u>

Exploitation Siège

Achats aux tiers	4 212	Ventes	4 928
Charges de vente	175		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissement s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissement s/immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	191		
Résultat d'exploitation (V/PPS)	284		
	<u>4 928</u>		<u>4 928</u>

Pertes et Profits Siège

Charges financières	97	Résultat d'exploitation	284
Résultat Succursale D	22	Produits financiers	2
Résultat de l'exercice (V/Bil.)	327	Résultat Succursale F	160
	<u>446</u>		<u>446</u>

ACTIF	Bilan final Siège		PASSIF
Disponibilités Siège	735	Fournisseurs Siège	521
Disponibilités Succursale F	131	Fournisseurs Succursale F	337
Disponibilités Succursale D	55	Fournisseurs Succursale D	98
Fonds en route Siège	20	Autres créanciers Siège	41
Clients Siège	496	Autres créanciers Succursale F	7
Clients Succursale F	222	Autres créanciers Succursale D	5
Clients Succursale D	106	Passifs de régularisation Siège	26
Prov. p. dépréc. des créances Siège	(25)	Passifs de régularisation Succursale F	17
Prov. p. dépréc. des créances Succursale F	(11)	Passifs de régularisation Succursale D	6
Prov. p. dépréc. des créances Succursale D	(5)	Hypothèque Siège	1 401
Stock de tiers au Siège	1 021	Capital-actions	2 000
Stock de tiers à la Succ. F	380	Réserves	288
Stock de tiers à la Succ. D	160	Résultat de l'exercice	327
Stock du Siège à la Succ. F	105	Marge réalisable s/livr. du Siège	
Stock de Succ. F à la Succ. D	33	à Succ. F	13
Marchandises en route Succursale F	33	Marge réalisable s/livr. de Succ. F	
Actifs de régularisation siège	32	à Succ. D	3
Actifs de régularisation Succursale F	3		
Actifs de régularisation Succursale D	7		
Mobilier et machines de bureau Siège	65		
Mobilier et machines de bureau Succ. F	11		
Mobilier et machines de bureau Succ. D	10		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Siège	(39)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. F	(11)		
Amort. cum. s/mob. et mach. bur. Succ. D	(10)		
Immeuble Siège	1 800		
Amort. cum. s/immeuble Siège	(234)		
	5 090		5 090

Réunion des comptes annuels des succursales et du Siège

<i>a) Elimination des résultats des succursales</i>			
Résultat	138		
Résultat Succursale D	23		
à Résultat Succursale F		133	
à Marge réalisée s/livr. de F à D		1	
à Marge réalisée s/livr. du Siège à F		27	
<i>b) Elimination des transactions internes entre la Succursale F et le Siège</i>			
Ventes au coût d'acquisition à la Succursale F	297		
à CAMV des livraisons			
à la Succursale F		297	
<i>c) Elimination des transactions internes entre la Succursale F et la Succursale D</i>			
Ventes au coût d'acquisition à la Succursale D	40		
à CAMV des livraisons			
à la Succursale D		40	
<i>d) Correction du CAMV à la Succursale F</i>			
Marge réalisée sur ventes de Succursale F	27		
à Achats au Siège		27	
<i>e) Correction du CAMV à la Succursale D</i>			
Marge réalisée sur ventes de Succursale D	1		
à Achats à la Succursale F		1	
<i>f) Elimination de la marge interne comprise dans le stock final livré par le Siège à la Succursale F</i>			
Marge réalisable s/ livraisons à Succ. F	13		
à Stock livraisons Siège		10	
à Marchandises en route		3	
<i>g) Elimination de la marge interne comprise dans le stock final livré par la Succursale F à la Succursale D</i>			
Marge réalisable s/ livraisons à Succ. D	3		
à Stock Succ. F		3	
<i>h) Regroupement des comptes de disponibilités</i>			
Disponibilités	20		
à Fonds en route		20	
<i>i) Regroupement des comptes de stocks</i>			
Stock	1 716		
à Stock Siège		95	
à Stock Succ. F		30	
à Stock tiers		1 561	
à Marchandises en route		30	
<i>j) Regroupement des comptes d'achats</i>			
Achats	7 046		
à Achats Siège		278	
à Achats Succ. F		10	
à Achats tiers		6 758	
			205

Tableau de réunion des comptes annuels

	Succ.F		Succ.D		Siège		Total		Ajustements		Bilan		Résultat	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Prod.
Disponibilités	131		55		755		921		b) 20		941			
Fonds en route					20		20			b) 20				
Clients	222		106		496		824				824			
Prov. p. dépréc. des créances		11		5		25		41				41		
Stock									j) 1 716		1 716			
Stock Siège	105						105			d) 10 i) 95				
Stock Succ.F			33				33			e) 3 j) 30				
Stock tiers	380		160		1 021		1 561			i) 1 561				
March. en route	35						35			d) 3 i) 30				
Actifs de régul.	3		7		32		42				42			
Mob./mach. bur.	11		10		65		86				86			
Amort. ent. s/ mob./mach. bur.		11		10		39		60				60		
Immeuble					1 800		1 800				1 800			
Am. ent. s/imm.						234		234				234		
Fournisseurs		337		98		521		956				956		
Autres créanciers		7		5		41		53				53		
Passifs de régul.		17		6		26		49				49		
Hypothèque						1 401		1 401				1 401		
Capitaux-actions						2 000		2 000				2 000		
Réserves						288		288				288		
Marge réalisable s/livr. à Succ.D		3					3	3	g) 3					
Marge réalisable s/livr. à Succ.F						13		13	j) 13					
Achats									j) 7 046				7 046	
Achats au Siège	305						305			d) 27 j) 278				
Achats à la Succ.F			11				11			e) 1 j) 10				
Achats aux tiers	1 655		891		4 212		6 758			j) 6 758				
CAMV des livraisons	40				297		337			b) 297 c) 40				
Salair. s/ch. soc. géant	86		80				166						166	
Charges de vente	15		16		175		206						206	
Charges ent. immeuble					35		35						35	
Amort. s/mob+mach.					13		13						13	
Amort. s/immeuble					18		18						18	
Autres charges d'expl.	190		140		191		521						521	
Charges financières					97		97						97	
Ventes		2 384		1 115		4 928		8 427						8 427
Ventes au coût d'acquisition		40				297		337	b) 297 c) 40					
Marge réalisée par F									d) 27	a) 27				
Marge réalisée par D									e) 1	a) 1				
Produits financiers						2		2						2
Résultat Succ.F	133						133			a) 133				
Résultat Succ.D				23			23	23	a) 23					
Résultat						138		138	a) 138			327	327	
	2 369	2 510	1 509	1 262	9 207	9 953	14 025	14 025	9 324	9 324	5 409	5 409	8 429	8 429

La réunion des différents comptes aboutit au compte de résultat et au bilan final suivants:

ACTIF	Bilan consolidé extra-comptable		PASSIF
Disponibilités	941	Fournisseurs	956
Clients	824	Autres créanciers	53
Provision pour dépréciation des créances	(41)	Passifs de régularisation	49
Stock	1 716	Hypothèque	1 401
Actifs de régularisation	42	Capital-actions	2 000
Mobilier et machines de bureau	86	Réserves	288
Amort. cum. s/mobilier et mach. bureau	(60)	Résultat de l'exercice	327
Immeuble	1 800		
Amort. cum. s'immeuble	(234)		
	<u>5 074</u>		<u>5 074</u>

Compte de résultat consolidé extra-comptable			
Achats	7 046	Ventes	8 427
Salaires et charges sociales gérant	166	Produits financiers	2
Charges de vente	206		
Charges d'entretien d'immeuble	35		
Amortissements s/mobilier et machines de bureau	13		
Amortissements s'immeuble	18		
Autres charges d'exploitation	521		
Charges financières	97		
Résultat de l'exercice	327		
	<u>8 429</u>		<u>8 429</u>

Chapitre 10

Etats financiers et évaluation

Etude approfondie des différentes méthodes d'évaluation

Le processus comptable comprend les grandes phases suivantes:

- l'enregistrement au fur et à mesure des opérations qui reflètent les faits de nature juridique ou économique qui découlent de la vie de l'entreprise;
- l'enregistrement des opérations de fin de période comptable qui doit permettre d'attribuer, le mieux possible, selon le principe de la spécialisation des exercices, tous les produits et toutes les charges à la période comptable effectivement concernée.

Dans la première phase, les faits à enregistrer sont vérifiables parce qu'ils ont fait l'objet d'une transaction. Ils n'impliquent pratiquement que le choix du moment de leur comptabilisation.

Dans la seconde phase, le choix des faits à enregistrer est plus complexe car ces derniers résultent rarement d'une transaction mais plutôt d'une appréciation, par exemple lors de l'enregistrement d'une dotation exceptionnelle aux amortissements ou aux provisions, voire d'une réévaluation. Il importe que soit précisé le but du bilan que l'on veut établir; que soit déterminé, par respect du principe de l'état complet du bilan, ce qui doit ou peut y figurer; que soit attribuée à chaque élément du bilan une valeur en tenant compte des principes de sincérité et de l'image fidèle. Les choix opérés à ce niveau auront naturellement un impact sur le résultat de la période comptable et sur les autres composantes des états financiers.

Dans les chapitres précédents, les questions du choix des valeurs sont restées ouvertes. Par rapport à la démarche comptable (vol. 1, chap. 7), les explications se sont jusque-là arrêtées à la manière d'obtenir le résultat de la période avant les évaluations. Ce chapitre doit permettre d'analyser plus en détail certaines de ces questions cruciales.

10.1 Les bilans et le temps

Le cadre théorique comptable utilisé dans ces ouvrages (vol. 1, 2 et 3) est basé notamment sur le postulat de la continuité de l'exploitation (*going concern*). Cette hypothèse de travail est généralement admise même si elle n'est pas

toujours formulée expressément. Elle est cependant explicitement exprimée, par exemple, dans le Cadre conceptuel de l'IASB au paragraphe 23: *L'entreprise est normalement considérée comme étant en activité, c'est-à-dire comme devant continuer à fonctionner dans un avenir prévisible. Il est admis que l'entreprise n'a ni l'intention ni l'obligation de se mettre en liquidation ou de réduire sensiblement l'étendue de ses activités.* Pour la Suisse, cette hypothèse figure en particulier dans le Cadre conceptuel des Swiss GAAP RPC et à l'art. 662a CO relatif au droit des sociétés anonymes¹. On rappellera que les Swiss GAAP RPC concernent toutes les entreprises astreintes à tenir une comptabilité et non pas uniquement les sociétés anonymes et les sociétés assimilées.

Le postulat de la continuité de l'exploitation fixe le cadre pour plusieurs éléments de la démarche comptable, notamment pour les unités de mesure à utiliser lors des évaluations au bilan.

Découlant de l'égalité de fonctionnement $Actifs_t = Résultat + Passifs_{t-1}$, le bilan va donc présenter, d'une part l'image des moyens d'activité présents à un moment donné, susceptibles de créer des avantages économiques futurs; d'autre part, l'image des sorties de moyens d'activité qui seront certainement ou vraisemblablement effectuées au cours des activités futures. Ce bilan, tourné vers les activités, est un *bilan dynamique* (voir plus bas E. Schmalenbach); il a, comme le rappelle l'égalité de fonctionnement, comme rôle essentiel de permettre le calcul du résultat annuel des activités. Par contre, il ne donne pas directement une bonne idée de la fortune de l'entreprise.

Si cette optique de déterminer le résultat des activités est abandonnée, le postulat de base de la continuité de l'exploitation n'est plus une référence: la démarche comptable devra prendre en considération d'autres éléments, notamment d'autres unités de mesure. Ainsi en est-il si l'entreprise envisage de poursuivre son activité sous une autre forme juridique (chap. 8). Elle peut aussi ne plus pouvoir ou ne plus vouloir poursuivre la totalité ou une partie de son activité (vol. 3).

Le bilan débouchera dans le premier cas sur l'image de l'apport à la nouvelle entité, dans le second cas sur celle de la réalisation, forcée ou volontaire, des moyens d'activité présents et celle des destinataires potentiels de la réalisation de ces moyens. Il s'agit donc d'exprimer la fortune de l'entreprise, c'est un *bilan statique*. On se rend compte que l'on peut au moins envisager deux bilans statiques, l'un en continuité d'exploitation, l'autre en cessation d'activités.

La cessation d'activités, forcée ou volontaire, est davantage une dérogation qu'une alternative au postulat de continuité de l'exploitation. Si le choix est clair lorsque l'entreprise ne veut plus continuer, il l'est moins lorsque celle-ci ne peut vraisemblablement plus continuer. Les issues envisageables doivent donc être jaugées avec prudence (vol. 3).

Trois auteurs allemands ont particulièrement marqué, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, la réflexion théorique pour une théorie du bilan qui pourrait justifier les valeurs utilisées lors des évaluations.

¹ L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 reprend ce principe, lui donnant une portée générale, à l'article 958a: «Les comptes sont dressés selon l'hypothèse que l'entreprise poursuivra ses activités dans un avenir prévisible».

Herman Veit Simon a publié, en 1886, la première édition d'un ouvrage concluant que le bilan doit exprimer la fortune du commerçant, à un moment donné, dans un contexte de continuité de l'exploitation². C'est le bilan statique en continuité d'exploitation (*Fortführungsstatik*). Tout en cherchant à se distinguer du bilan statique de fin d'activité, l'auteur ne précise pas clairement les objectifs visés par le bilan qu'il propose. Il donne donc davantage des règles d'évaluation spécifiques pour certains postes qu'un cadre général d'évaluation. Comme le souci de la distribution du résultat doit être séparé du calcul de celui-ci, l'auteur admet dans certains cas que des actifs soient évalués au prix de vente même si la marge n'est pas réalisée. En résumé, si l'auteur tente d'abandonner l'idée d'un bilan statique, il ne propose pas encore une approche typique de celle du bilan dynamique en continuité d'exploitation.

Depuis 1908, Eugen Schmalenbach a publié ses réflexions sur le bilan dynamique, bilan pour le calcul du résultat. Etant donné en effet qu'il n'est pas possible d'attendre la fin de l'entreprise pour déterminer le résultat global définitif, il est nécessaire de mettre «en suspens», pendant un certain temps, les éléments qui ne peuvent être considérés comme consommés³.

Pour Schmalenbach, il ne faut cependant pas admettre de revalorisations, même si celles-ci ne violent en rien les valeurs maxima admises par le droit commercial et les usages. Elles sont contraires au principe de réalisation et à celui de prudence.

En 1921, Fritz Schmidt consacre un ouvrage à la théorie du bilan organique. Il y défend avant tout le maintien du capital de production de l'entreprise, donc l'utilisation du coût ou de la valeur de remplacement en amont pour l'établissement du bilan⁴.

Le bilan de continuité de l'exploitation, le bilan dynamique, introduit par Schmalenbach, est l'approche la plus généralement admise aujourd'hui; elle va donc être développée plus loin.

Pour F. Schmidt, l'entreprise continue mais doit éviter, afin de maintenir sa structure, de distribuer de sa substance en sous-estimant ses besoins en moyens (dotations aux amortissements calculées sur le coût de remplacement au lieu du coût historique). Cette préoccupation est fondamentale: les comptes de groupe peuvent comprendre des éléments présentés en valeur de remplacement; ceux-ci sont liés aux entités en activité dans des pays dans lesquels le niveau de l'inflation peut conduire à une image peu réaliste de la situation financière des entités. Cette réflexion sera donc aussi reprise plus loin.

De nombreuses autres études ont été conduites pour tenter de déterminer de manière inductive ou déductive les relations entre les buts de l'information comptable et le processus d'évaluation.

² VEIT SIMON H., *Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und der Kommanditgesellschaften auf Aktien*, Guttentag, Berlin, 1886.

³ En particulier, SCHMALENBACH E., *Le bilan dynamique*, Dunod, Paris, 1961, 245 p.

⁴ En particulier, SCHMIDT F., *Die organische Tageswertbilanz*, 3^e édition, G.A. Gloeckner, Leipzig, 1929, 359 p.

Aucune de ces approches n'aboutit cependant à une seule justification du processus d'évaluation des postes d'un bilan. Comme théories partielles, ces approches permettent cependant d'approfondir les solutions envisageables.

La réalité des évaluations est en fait fort complexe. D'une part, les finalités d'un bilan sont enchevêtrées; ainsi cherche-t-on à la fois à rendre des comptes, à déterminer la valeur économique de l'entreprise, en quelque sorte sa valeur boursière, à assurer à l'entreprise la capacité de poursuivre sa production en maintenant sa capacité de production au moins intacte, à éviter de faire apparaître un résultat fictif et de là à distribuer la substance de l'entreprise et à protéger les créanciers. À cela s'ajoute encore la perspective de non-continuation de l'entreprise.

On comprend dès lors qu'il est certainement illusoire de chercher une théorie du bilan unique; la voie à suivre passe par des étapes correspondant aux finalités recherchées. Une théorie du bilan doit ainsi être jugée selon deux critères différents. Le premier consiste à s'assurer que les finalités envisagées ont un sens; le second, que les règles suivies pour l'établir sont pertinentes. Les règles pour l'établissement du bilan sont pertinentes si elles correspondent aux finalités fixées pour le bilan⁵. Même si les finalités sont clairement définies, les règles pour l'établissement du bilan rencontrent cependant des obstacles difficiles à surmonter. Ainsi en est-il du choix de la valeur dans le bilan en continuité d'exploitation.

10.2 Le bilan de continuité de l'exploitation⁶

Après avoir précisé les notions de bilan, actif et passif, pour déterminer ce qui doit ou peut figurer dans le bilan, cette section analysera les finalités possibles du bilan et de là les valeurs envisageables pour l'évaluation des postes du bilan.

10.2.1 Le bilan

Les mouvements des moyens d'activité liés aux flux d'activité et de financement qui traversent l'entreprise sont enregistrés dans le système comptable sur la base de l'égalité de fonctionnement logique, exprimée en termes comptables, par

$$\text{Actifs}_j + \text{Charges} = \text{Produits} + \text{Passifs}_{j,*},$$

c'est-à-dire avant l'attribution du résultat aux passifs (vol. 1, chap. 3). Dans ce système, qui implique un double enregistrement de chaque fait et permet un double contrôle du résultat, les actifs et les passifs sont mesurés, en quelque sorte, à

⁵ Moxter A., *Bilanzlehre*, Band I, Einführung in die Bilanztheorie, Gabler, 1984, p. 24.

⁶ Cette section se réfère à Alfred Stettler, «Les coûts et les valeurs en matière de bilan et de résultat, un essai de synthèse et d'explication de la présence de réserves latentes volontaires», *Bewertung, Prüfung und Beratung in Theorie und Praxis*, Festschrift für Carl Helbling, Treuhänder-Kammer, Band 107, Zurich, 1992, pp. 399-413.
Stettler A., «Le résultat, son concept, ses méthodes de mesure, sa portée. Approches théoriques et approches pratiques mesurées à l'aune des normes comptables», in Conrad Meyer, Dieter Pfaff, *Finanz- und Rechnungswesen Jahrbuch 2007*, WEKA Verlag AG, Zurich, 2007, pp. 27-67.

l'aide de jauges dont le nombre peut varier à souhait. Les jauges de l'actif montrent l'état des différentes composantes des moyens d'activité présents à un moment donné. Celles du passif illustrent, pendant l'exercice, l'origine des moyens d'activité autres que ceux liés au résultat en devenir de la période. Les charges et les produits sont quant à eux contrôlés par des compteurs qui fonctionnent comme des totalisateurs.

Pour situer l'entreprise dans son contexte juridique, le passif est aussi considéré comme représentant les prétentions de tiers ou des propriétaires sur les moyens d'activité présents à un moment donné. Les prétentions des tiers sont prioritaires et, selon la forme juridique de l'entité, peuvent s'étendre sur les autres biens du ou des propriétaires. Les propriétaires n'ont pas de prétentions sur eux-mêmes mais sur des biens qu'une affectation commune a réunis dans un même ensemble⁷.

Le passage d'un exercice comptable à l'autre nécessite la mise des compteurs charges et produits à zéro; ce qui permet de déterminer le résultat de la période et de l'attribuer aux passifs pour obtenir ainsi l'équilibre entre actifs et passifs

$$\text{Actifs}_j + 0 = 0 + \text{Passifs}_j$$

Cette image ponctuelle, le bilan, exprime donc l'équilibre, à un moment donné, entre l'état des moyens d'activité présents et leur origine; on peut le voir aussi comme l'état des capitaux engagés selon le critère de leur emploi d'une part et de leur origine d'autre part. Il s'agit donc d'une seule et même réalité observée selon deux critères. Il est en effet important de comprendre que l'ensemble des éléments du bilan n'est pas compté deux fois selon des critères différents, puis regroupé. Ainsi en serait-il si on classait une population d'une part d'après son âge, d'autre part d'après son sexe. On pourrait alors choisir sans autre des critères supplémentaires tels la couleur des cheveux, la taille, le poids et obtenir ainsi un état à trois, quatre ou cinq dimensions⁸. Connaissant la population et les éléments qui ont entre 20 et 30 ans, il serait possible d'associer à cette tranche d'âge les femmes et les hommes blonds ou roux (fig. 10.1).

Age/Sexe	Filles	Garçons	Total	A/P	Dettes	Capitaux propres	Total
0 - 10	4	5	9	Créances			x
10 - 20	10	9	19	Stocks		?	x
20 - 30	6	3	9	Immeuble			x
Total	20	17	37	Total	x	x	x

Fig. 10.1 Classement des éléments du bilan.

⁷ LAFFONT J., *Fondements et théories de la comptabilité*, Université de Toulouse, 1967, p. 430.
⁸ KÄFER K., *Die Bilanz als Zukunftsrechnung*, Mitteilungen aus dem handelswissenschaftlichen Seminar der Universität Zürich, Schulthess, Zürich, 1962, p. 11.

Ce regroupement n'est pas possible en comptabilité puisqu'on a affaire, à un moment donné, à deux ensembles égaux en valeur, l'actif et le passif, mais distincts dans leurs composantes. Les composantes d'un des ensembles ne peuvent en principe être rattachées spécifiquement à des composantes de l'autre ensemble. Il n'est ainsi pas possible de déterminer à quelles prétentions est lié le montant du compte de chèques postaux. Il peut cependant exister de très rares exceptions; en Suisse par exemple, il y a correspondance entre un poste de l'actif, Dépôt auprès de la Confédération ou auprès d'une banque à titre de réserves de crise et un poste de passif, Réserves de crise (fig. 10.2). Il peut en être de même des Actions propres achetées et de la Réserve pour actions propres. L'organisation préalable des faits comptables dans les bases de données ne met pas non plus en cause ce concept de non-association. La comptabilité traditionnelle est simplement une application parmi d'autres de l'information contenue dans la base de données⁹.

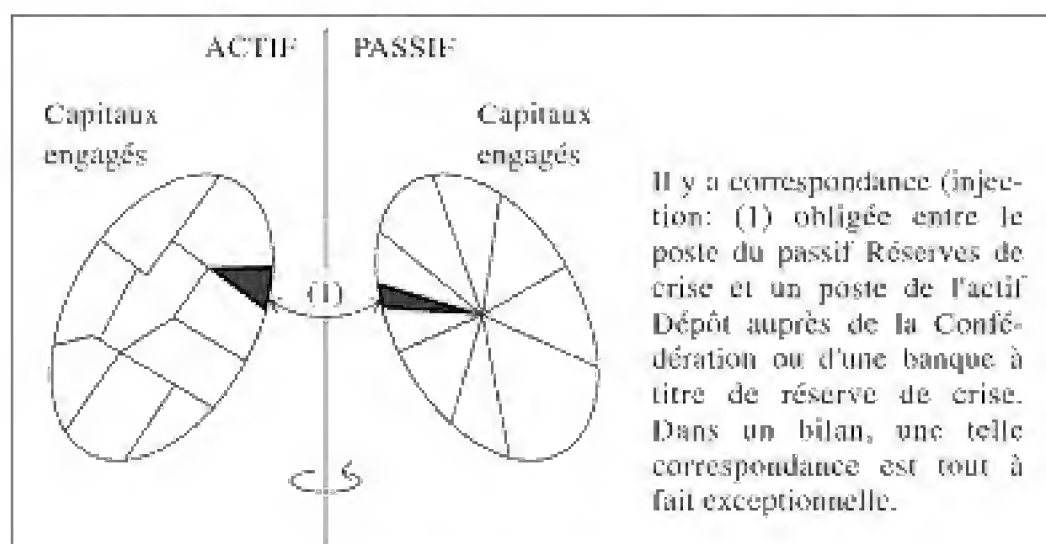


Fig. 10.2 Réserves de crise¹⁰.

Cette réflexion est fondamentale pour la compréhension de l'information fournie par le bilan.

La séparation des actifs et passifs en deux ensembles distincts est justifiée par la théorie de l'entité. À caractère avant tout économique, cette théorie envisage l'entité comme indépendante et distincte des propriétaires. L'entité est ainsi responsable à l'égard des propriétaires au même titre qu'elle l'est à l'égard des créanciers. La séparation en deux ensembles distincts permet de chercher une définition commune aux différentes composantes de chacun d'eux, pour les actifs d'une part, pour les passifs d'autre part.

⁹ APOTHÉLOZ B., *Contribution à l'élaboration d'une théorie générale de la comptabilité et application de sa méthode aux opérations relatives au crédit-bail*, Méta-Editions, Lausanne, 1989, p. 92.

¹⁰ APOTHÉLOZ B. et SCHWARTZ J.J., «Aspects économiques de la nouvelle loi sur les réserves de crise», *L'Expert-comptable suisse*, Zurich, n° 7 et 8, 1987.

10.2.2 Définitions des actifs et passifs

Respecter l'état complet du bilan implique également de respecter l'état complet de l'inventaire: *l'état complet du bilan dépendra donc, principalement, de l'état complet de l'inventaire qui est un des principes les plus anciens de la comptabilité*¹¹. Parvenir à ces fins exige cependant que soit précisé ce qui doit ou peut figurer dans un inventaire et un bilan en termes matériels et en valeur; en d'autres termes, il s'agit de définir la capacité des différents éléments du bilan à être inventoriés.

Le principe de prudence peut cependant conduire à une prise en compte différente, en valeur, du même élément dans le bilan ou dans l'inventaire; la prudence ne limite cependant pas la capacité de cet élément à être inventorié.

Les définitions des deux parties d'un bilan présentées ci-dessous ne sont pas les seules possibles; d'autres sont encore fournies dans les Notes et compléments.

10.2.2.1 Les actifs

A un moment donné, l'actif du bilan représente l'ensemble des moyens d'activité présents, en attente de consommation, à la disposition de l'entreprise pour ses activités futures.

Définition

Un élément de l'ensemble actif, pris individuellement, est un moyen d'activité, présent à un moment donné, dont l'entreprise peut disposer; acquis ou mis à disposition dans le passé, l'entreprise en attend un potentiel économique futur, direct ou indirect. Ce potentiel économique consiste à fournir, en une fois ou progressivement, un flux positif de trésorerie à l'entreprise en échange du moyen d'activité ou de son usage.

A cette définition sont liés un caractère de probabilité et un de fiabilité:

- le caractère de probabilité est lié à l'existence du potentiel économique futur direct ou indirect des moyens d'activité présents;
- le caractère de fiabilité est lié à l'attribution aux moyens d'activité présents d'un coût ou d'une valeur basés sur des estimations raisonnables¹².

Dans le processus d'évaluation, l'aspect économique domine l'aspect juridique, comme l'indique le principe de la prééminence de la réalité économique sur les apparences juridiques. Ce qui signifie que le prix convenu à l'acquisition d'un bien n'est pas une constante; ce dernier doit être revu régulièrement en fonction des critères de probabilité et de fiabilité économiques.

S'ils répondent à une définition commune, les actifs ne présentent cependant pas tous le même degré de probabilité de potentiel économique futur.

Degré de potentiel économique

Les disponibilités représentent la possibilité d'acquérir de nouveaux moyens pour poursuivre l'activité, voire de payer ceux déjà acquis à crédit.

¹¹ BOURQUIN G., *Le principe de sincérité du bilan*, Georg, Genève, 1976, p. 352.

¹² International Accounting Standards Board, *Cadre conceptuel pour la préparation et la présentation des états financiers*, 2007, paragraphes 85 et 86.

Dans les créances de toute nature, y compris les produits à recevoir et les participations, est incorporé un potentiel de transformation de créances en disponibilités, sources futures de nouveaux moyens d'activité. Il existe cependant un risque de non-encaissement complet de la valeur portée en compte.

Les stocks, y compris les charges payées d'avance, les actifs immobilisés, corporels ou incorporels, autres que les participations, représentent un potentiel de biens ou de services, qui, bien utilisés, engendreront des disponibilités. Il en sera ainsi par exemple des brevets, marques ou goodwill acquis. Ces valeurs sont cependant sensibles aux fluctuations des marchés ou à d'autres circonstances.

Le degré probable de capacité de ces différents éléments à générer des disponibilités futures sera donc déterminant pour le calcul des amortissements et des corrections de valeurs.

10.2.2.2 Les passifs

Définition

Le passif peut être défini comme l'ensemble des sorties futures, certaines ou possibles, du patrimoine de l'entreprise de moyens d'activité représentatifs d'avantages économiques; ces sorties, constatées à un moment donné, sont liées aux prétentions présentes ou intérêts de tiers et de propriétaires sur ces moyens d'activité.

A cette définition sont naturellement aussi liés un caractère de probabilité et un de fiabilité:

- le caractère de probabilité est lié aux chances de sorties de moyens d'activité;
- le caractère de fiabilité est lié à l'attribution d'une valeur aux prétentions ou intérêts présents de tiers ou des propriétaires sur ces moyens d'activité.

Degré de chance de sorties futures

Les dettes à court et long terme ainsi que les provisions pour risques et charges consistent en fourniture de services ou de disponibilités à régler à court ou à long terme. Ces éléments représentent donc des sorties certaines ou probables.

Les sorties de moyens d'activité peuvent aussi concerner les capitaux propres. Pendant un exercice donné il peut en effet y avoir perte, c'est-à-dire une consommation de moyens plus élevée que la production de moyens. Il peut aussi y avoir utilisation de réserves spécifiques ou réduction de capital.

10.2.2.3 Intérêt de ces définitions

Ces définitions confirment le classement traditionnel des actifs en liquidités croissantes ou décroissantes et les passifs en exigibilités croissantes ou décroissantes. Ce classement met notamment en exergue deux caractéristiques importantes: d'une part le caractère aléatoire du processus de transformation de certains actifs en disponibilités, d'autre part le fait que les entrées et les sorties peuvent s'effectuer sous une autre forme que celle de disponibilités. Ces définitions conduiraient aussi à classer à l'actif, en diminution, par exemple les acomptes de clients, dans la mesure où il n'existe pas de droit de restitution de ces acomptes, ou les produits reçus d'avance.

Si ces définitions permettent de déterminer la capacité d'un élément à être inventorié et à figurer au bilan, elles mettent aussi en lumière la raison pour

laquelle certains éléments ne peuvent être inventoriés et figurer au bilan: par exemple, le potentiel humain ne peut être inventorié puisqu'il ne répond pas au critère de fiabilité, capacité d'attribuer une valeur, alors qu'il s'agit bien d'un moyen à disposition de l'entreprise pour son activité et qu'il représente un potentiel futur.

Le principe de l'état complet de l'inventaire et du bilan s'entend donc sous certaines hypothèses de départ, en particulier celle qui veut que la comptabilité n'enregistre que les flux comptables, c'est-à-dire ceux qui ont un prix.

Ajoutons que la prise en compte des événements postérieurs à la date du bilan permet d'approfondir le critère de probabilité évoqué.

10.3 Finalité des états financiers

Le caractère de fiabilité d'un actif ou d'un passif est lié à l'attribution d'une valeur ou d'un coût à cet élément. Il n'indique cependant pas pour autant la valeur ou le coût fiables à utiliser. Le choix dépend en effet de la finalité attribuée aux états financiers ainsi que des contraintes légales ou d'usage.

A cet égard, le chapitre 7 (vol. 1) a montré qu'une approche déductive permettait de dresser une démarche comptable cohérente qui conduit à la réalisation d'un objectif pour les états financiers à partir de certaines hypothèses de travail. Si cette démarche assure la cohérence de l'application de la méthode comptable, elle ne fixe cependant pas les objectifs à atteindre. En effet, la même méthode permet d'atteindre des objectifs différents. Ce sont les études théoriques du bilan qui permettent de mieux cerner les objectifs qui peuvent être assignés aux états financiers. Parmi ces objectifs on a avant tout:

- la reddition des comptes aux intéressés, avant tout les propriétaires et autres destinataires prévus par les législateurs;
- le contrôle de la couverture des dettes;
- la préparation de la proposition de répartition du résultat;
- le calcul de l'impôt;
- l'évaluation de l'entreprise ou de parts de l'entreprise;
- l'estimation de la capacité de l'entreprise à continuer ses activités;
- la surveillance du versement de prestations indues tels que des intérêts intercalaires dans la S.A.

La théorie dite fiduciaire prévoit que les dirigeants de l'entreprise sont les responsables fiduciaires, c'est-à-dire de confiance, des capitaux qui sont engagés dans l'entreprise. Les différentes parties prenantes de cette unité économique veulent recevoir un compte rendu fidèle sur la qualité de la gestion des capitaux qu'ils y ont investis. Cette reddition des comptes leur est nécessaire pour juger de l'opportunité de maintenir les capitaux dans l'entreprise.

Prise au sens large, la responsabilité fiduciaire des dirigeants devrait être étendue à des partenaires qui n'ont pas directement engagé des capitaux dans l'entreprise, tels les travailleurs et les collectivités publiques¹³.

¹³ APOTHÉLOZ B., STETTLER A., «Essai sur l'éthique et l'élaboration de l'information comptable de l'entreprise», *L'Expert-comptable suisse*, octobre 1993, Zurich.

La comptabilité et les états financiers contribuent à la reddition des comptes puisqu'ils permettent de porter un jugement sur l'intégrité, l'efficacité et l'efficience des dirigeants. Ces éléments donnent aussi l'occasion aux dirigeants de se rendre des comptes à eux-mêmes sur la qualité de leur gestion.

En elle-même et à condition d'utiliser les unités de mesure les plus appropriées pour l'évaluation des postes du bilan, la reddition des comptes peut aussi satisfaire les autres objectifs évoqués ci-dessus, notamment celui du contrôle de la couverture des dettes. Ce contrôle est souvent appelé, à des degrés divers, par la législation des Etats qui désirent protéger les créanciers et autres tiers. En Suisse, la reddition des comptes découle notamment des articles 959 et 662 CO.

Les conflits d'intérêt qui existent entre les parties intéressées, mandants et mandataires en particulier, peuvent cependant réduire la portée de la reddition des comptes. Cette portée est aussi diminuée, dans certains cas, par le législateur. Ainsi en est-il en Suisse, où les sociétés anonymes peuvent omettre dans les comptes annuels, le rapport annuel et les comptes de groupe, certains renseignements dont la communication risquerait de causer des préjudices importants à la société ou au groupe¹⁴. Il en est de même de la création des réserves latentes et de l'information limitée lors de leur dissolution¹⁵ ou de l'obligation de comptabiliser les charges déductibles fiscalement.

Les possibilités de masquer une partie de la réalité ne doivent toutefois pas empêcher l'entreprise de rechercher, pour elle-même au moins, une reddition des comptes qui relate le plus fidèlement possible l'image de sa situation économique et financière et de son résultat à un moment donné. Cette image devrait être indépendante des besoins des différents utilisateurs potentiels des états financiers. Bien établie et bien commentée, elle devrait montrer ce qui a été accompli pour assurer la continuité de l'exploitation et dans quelle mesure cet objectif a été atteint.

Au cours des dernières années, au niveau national et international, les législateurs et les différentes autorités concernées par le contenu des rapports de gestion et des états financiers, des groupes notamment, se sont de plus en plus intéressés aux informations à fournir en matière de gouvernement de l'entreprise; ces informations visent en particulier les relations entre les différents niveaux de direction, notamment entre le conseil d'administration et la direction dans les sociétés anonymes, et les rémunérations sous toutes leurs formes touchées par les dirigeants des entreprises. Pour la Suisse, on peut mentionner la directive de la bourse SWX Swiss Exchange concernant les informations relatives à la Corporate Governance et le Code suisse de bonne pratique d'Economie suisse de 2002. On peut également mentionner le Rapport du Groupe de travail en vue de la révision partielle du droit de la société anonyme intitulé *Le Gouvernement d'entreprise*. Ce rapport propose en particulier de préciser le contenu du rapport annuel, appelé rapport de situation, et de modifier le contenu minimum de l'annexe pour y introduire des informations sur les relations entre la société anonyme, ses dirigeants et ses actionnaires¹⁶. On

¹⁴ CO 663h al. 1.

¹⁵ CO 663b ch. 8.

¹⁶ BÜCKLI P., HUGUENIN C., DESSEMONTET F., *Le Gouvernement d'entreprise*, Rapport du Groupe de travail en vue de la révision partielle du droit de la société anonyme, CEDIDAC, Lausanne, 2004, 302 p.

mentionnera enfin les nouvelles dispositions du CO, art. 663b^{bis} et 663c, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2007; celles-ci exigent des indications supplémentaires à fournir dans l'annexe par les sociétés cotées: elles concernent les indemnités versées directement ou indirectement aux membres du conseil d'administration, aux personnes auxquelles le conseil d'administration a délégué tout ou partie de la gestion de la société (direction), aux membres du conseil consultatif, aux anciens membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif ainsi que les indemnités non conformes à la pratique du marché versées directement ou indirectement aux proches des personnes précitées. Ces nouvelles exigences vont donner une nouvelle dimension à la théorie fiduciaire et créer un nouveau type de relations entre les mandataires et les mandants.

10.4 Taxinomie du bilan

Dans les chapitres 2 et 8 notamment de cette série d'ouvrages, plusieurs classifications des rubriques du bilan ont été examinées. La plus courante, qui sert le plus généralement à fixer la forme de présentation du bilan, est la classification en fonction du degré de liquidité des actifs et d'exigibilité des passifs décroissantes voire croissantes. Afin de déterminer les méthodes d'évaluation à utiliser, il s'avère cependant nécessaire d'examiner encore deux autres manières de classer les actifs et les passifs: en particulier la taxinomie monétaire (§ 10.4.1) et la taxinomie financière (§ 10.5.3.1).

10.4.1 Taxinomie monétaire

La taxinomie monétaire propose de classer les actifs et les passifs selon leur nature monétaire ou non monétaire. Sont des actifs ou des passifs monétaires, *ceux dont la valeur ne se modifie pas, en termes nominaux, de manière spécifique entre deux périodes*. Les actifs et passifs non monétaires se définissent *a contrario*. Ce sont donc ceux dont la valeur varie significativement, en termes nominaux, entre deux périodes.

L'IASB (International Accounting Standards Board) définit, de manière très semblable, les éléments monétaires comme étant *l'argent détenu ainsi que les éléments actifs et passifs devant être reçus ou payés pour des montants d'argent fixes ou déterminables*.

Les définitions sont proches, elles considèrent toutes les deux que les éléments monétaires sont ceux dont les variations dues à l'écoulement du temps uniquement (vitesse) sont nulles.

10.4.1.1 Ordonnancement

L'approche générale de la valeur propose donc de segmenter les actifs et les passifs selon leur propension à la variation en termes courants. Elle conduit à envisager au bilan les différentes catégories suivantes.

Les actifs monétaires

Font partie des actifs appelés monétaires, ceux dont la valeur ne se modifie pas, en termes nominaux, de manière spécifique entre deux périodes. Cette précision sera toujours sous-entendue dans les définitions qui vont suivre. Ainsi en est-il d'une créance, en francs suisses, envers un client ou d'une créance représentée par une inscription sur le compte de chèques postaux, pour lesquelles la quantité d'unités monétaires dont on pourra en principe disposer reste fixe, même si l'unité monétaire perd de sa valeur.

Les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes

Ces actifs constituent un ensemble de moyens d'activité dont la valeur varie de manière spécifique entre deux périodes. L'entreprise les détient pour les revendre à court ou à long terme; elle en touchera donc la contrepartie généralement directement en disponibilités. Des titres cotés ou non cotés, à court ou long terme, sous forme d'actions ou d'obligations, pour lesquels le nombre d'unités monétaires nécessaires à leur mesure aura, en principe, tendance à augmenter, en période de hausse de prix, pour compenser la perte de pouvoir d'achat de la monnaie, entrent par exemple dans cette catégorie.

Les actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs pour l'entreprise

Dans cette catégorie, on trouve aussi d'autres moyens d'activité dont la valeur varie de manière spécifique entre deux périodes. Cependant, l'entreprise les détient parce qu'elle en attend soit une mise à disposition de marchandises nécessaires à l'activité, soit des services. Dans ce dernier cas, on aura par exemple les machines nécessaires à l'exploitation, pour lesquelles on devrait aussi constater une augmentation de la quantité d'unités monétaires dans leur évaluation, qui compense la perte de pouvoir d'achat de la monnaie.

Les passifs monétaires

Cette rubrique regroupe les sorties futures, certaines ou possibles, de moyens d'activité dont la valeur ne change pas de manière spécifique entre deux périodes. On peut y trouver, entre autres, les dettes envers les fournisseurs de marchandises ou de services en francs suisses.

Les passifs non monétaires

Ces passifs concernent les sorties futures, certaines ou possibles, de moyens d'activité dont la valeur change de manière spécifique entre deux périodes. Des provisions de garantie pourraient entrer dans cette dénomination; le coût du même risque peut évoluer en fonction de la variation des prix. Les capitaux propres, dans la mesure où il n'est pas prévu pour l'une ou l'autre partie un remboursement à un prix fixe donné, font également partie de cette catégorie.

Le tableau 10.3 offre un aperçu du classement des éléments du bilan selon cette organisation.

La dernière colonne indique s'il s'agit de réservoirs de disponibilités directes (RDD) ou de réservoirs de stocks et services futurs (RSSF).

Tableau 10.3 Taxinomie monétaire: modèle de classement des éléments du bilan.

ACTIF	Monétaire	Non monétaire	Note
Caisse en monnaie nationale	x		
Caisse en devises		x	RDD
Banque, dépôts à vue et à terme (en monnaie nationale)	x		
Banque, dépôts à vue et à terme (en devises)		x	RDD
Clients en monnaie nationale	x		
Clients en devises		x	RDD
Effets à recevoir en monnaie nationale	x		
Effets à recevoir en devises		x	RDD
Provision pour dépréciation des clients et sur effets à recevoir en monnaie nationale	x		
Provision pour dépréciation des clients et sur effets à recevoir en devises		x	RDD
Avances aux fournisseurs en monnaie nationale	x		
Avances aux fournisseurs en devises		x	RDD
Autres débiteurs en monnaie nationale	x		
Autres débiteurs en devises		x	RDD
Titres négociables:			
• Actions		x	RDD
• Obligations en monnaie nationale:			
– autres que convertibles et à option	x		
– à option (avant détachement de l'option)		x	RDD
• Obligations en devises		x	RDD
Stocks:			
• Éléments se rapportant à un contrat de vente passé	x		
• Autres éléments		x	RSSF
Charges payées d'avance		x	RSSF
Prêts aux sociétés non consolidées en monnaie nationale	x		
Dépôts remboursables en monnaie nationale	x		
Prêts à long terme en monnaie nationale	x		
Matériel, biens de production, terrains et immeubles		x	RSSF
Amortissement cumulé sur matériel, biens de production, terrains et immeubles		x	RSSF
Participations		x	RDD
Brevets, marques, licences		x	RSSF
Suraleur, fonds de commerce (goodwill)		x	RSSF
Autres actifs immatériels (frais de développement capitalisés par exemple)		x	RSSF

Tableau 10.3 Taxinomie monétaire: modèle de classement des éléments du bilan (suite).

PASSIF	Monétaire	Non monétaire	Note
Fournisseurs et effets à payer en monnaie nationale	x		
Fournisseurs et effets à payer en devises		x	
Acomptes de clients en monnaie nationale	x		
Acomptes de clients en devises		x	
Autres créanciers en monnaie nationale	x		
Autres créanciers en devises		x	
Dividendes à payer	x		
Produits reçus d'avance		x	
Dépôts à rembourser en monnaie nationale	x		
Emprunts obligataires et autres dettes à long terme en monnaie nationale	x		
Emprunts obligataires et autres dettes à long terme en devises		x	
Prime à l'émission d'emprunts non amortie	x		
Engagements au titre d'un régime de retraite	x	x	
Provisions		x	
Impôts reportés	x		
Capital-actions		x	
Réserves		x	

10.4.1.2 Limites de l'approche

La classification des actifs et des passifs en éléments monétaires ou non monétaires peut s'avérer laborieuse, plusieurs d'entre eux pouvant en fait figurer dans les deux catégories. Cette subdivision est toutefois jugée nécessaire pour une meilleure appréhension du processus d'évaluation.

10.4.2 Taxinomie financière, non financière

Une approche similaire est prévue par les normes internationales promulguées par l'IASB. Toutefois, et dans le cas particulier des instruments financiers, l'IASB a recours à une autre taxinomie, plus spécifique, à savoir la taxinomie financière, non financière qui sera étudiée sous 10.5.3.1. Ces deux hiérarchies (monétaire *vs* financière) ne sont pas incompatibles: elles expriment simplement deux visions différentes en raison de référentiels (économique *vs* financier) différents.

Les deux taxinomies peuvent être situées dans un cadre plus large d'analyse, celui du processus d'évaluation des actifs et des passifs. C'est l'objet de la suite de ce chapitre.

10.5 Le processus d'évaluation des actifs et des passifs

Dès lors que le principe de continuité de l'exploitation se justifie, les états financiers doivent montrer la capacité économique et financière effectivement à disposition de l'entreprise pour continuer son activité. Il s'agit donc, à la date des états financiers, de fixer la valeur des actifs et des passifs de l'entreprise dans cette perspective. Comme cela a été dit, le caractère de fiabilité attaché à ces éléments n'indique cependant pas en soi la valeur à prendre en considération. Il ne fait que préciser que la valeur utilisée devrait pouvoir être considérée comme représentative de ce que l'on veut exprimer.

Le processus d'évaluation peut être mené selon deux approches :

- une approche classique, prônée par l'Ecole classique et néoclassique de la comptabilité se basant sur le coût historique.
- une approche moderne, qui se réfère à la valeur actuelle; cette valeur peut varier selon qu'elle se base sur la valeur de privation de Bonbright de l'Ecole moderne ou sur la notion (plus large) de juste valeur de l'IASB.

La figure 10.4 présente une illustration de cet état de fait.

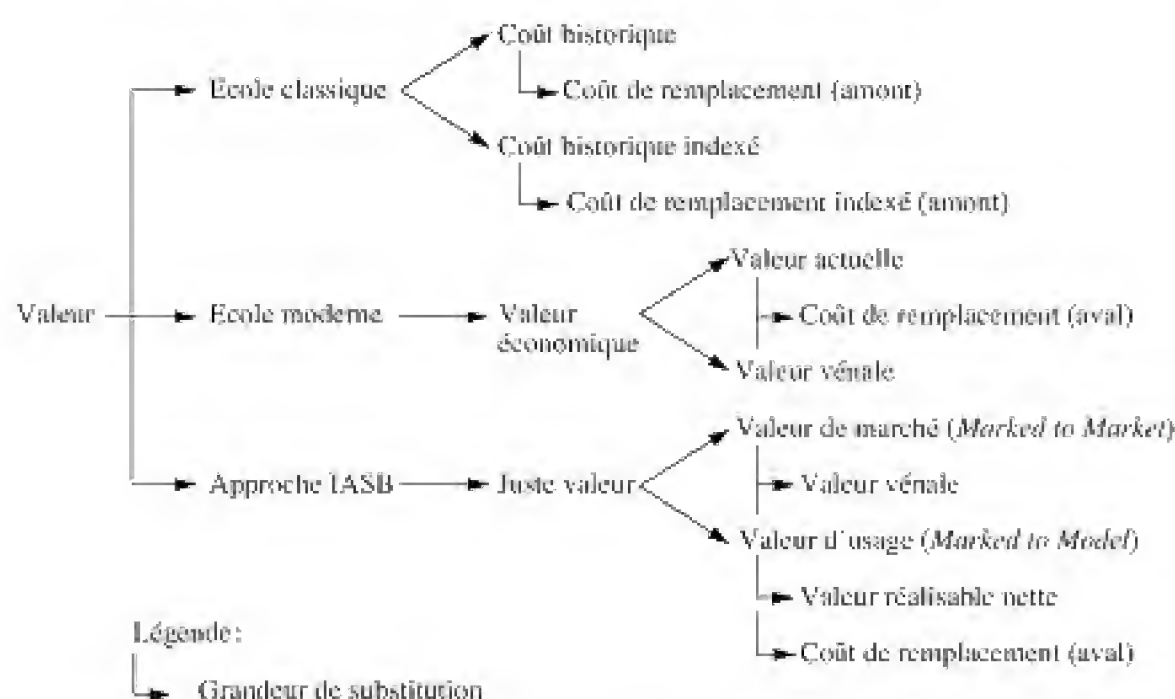


Fig. 10.4 Les valeurs en comptabilité.

10.5.1 L'Ecole classique et néoclassique de la comptabilité

L'Ecole classique de la comptabilité considère le coût historique comme l'expression la plus judicieuse de la valeur pour l'établissement des états financiers. Elle est représentée par la première «branche» de la figure 10.4.

Le coût historique est la somme qu'il a été nécessaire de déboursier au moment de l'acquisition d'un bien ou d'un service. Fruit d'une transaction (la plupart du temps avec un partenaire extérieur à l'entreprise), le coût historique permet

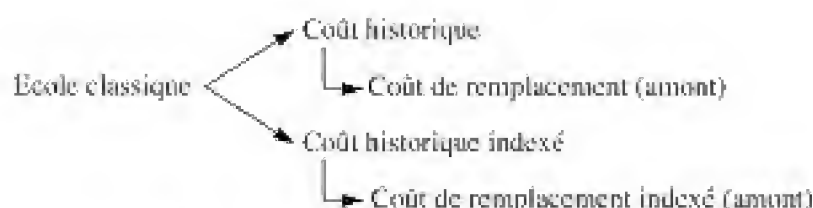


Fig. 10.5 Les valeurs selon l'Ecole classique.

d'assurer aux états financiers une certaine objectivité et une stabilité dans le temps dans la mesure où cette même base d'évaluation est conservée pour les bilans suivants.

Au coût historique est aussi traditionnellement rattaché le principe du nominalisme; ce dernier conduit à utiliser la valeur courante de la monnaie comme unité de compte et de mesure sans tenir compte des variations de son pouvoir d'achat. Coût historique des composantes et nominalisme des mesures ne permettent cependant pas de préparer un bilan aux valeurs réellement pertinentes.

L'Ecole néoclassique de la comptabilité abandonne, dans le contexte du coût historique, le principe du nominalisme pour pouvoir prendre en considération les variations du pouvoir d'achat de la monnaie. Cette Ecole propose la méthode du pouvoir d'achat général qui vise à exprimer les états financiers en monnaie constante: le pouvoir d'achat choisi est en général celui de la date de clôture des derniers états financiers (deuxième «branche» de la figure 10.5).

Au critère d'objectivité lié au coût historique, cette approche ajoute un élément de pertinence puisqu'elle tient compte du changement intervenu dans l'unité de mesure. Le changement général basé sur des indices généraux n'est cependant pas forcément représentatif des variations spécifiques des éléments de l'actif ou du passif. Le bilan ainsi obtenu n'est donc pas encore pertinent pour permettre de déterminer la valeur marchande d'une entreprise, qui intéresse le marché et d'autres utilisateurs de l'information comptable.

10.5.1.1 Grandeurs

10.5.1.1.1 Méthode du coût historique et résultat en coûts historiques

La méthode du coût historique aboutit à un résultat de la période positif lorsque la production de moyens d'activité est supérieure à la consommation de moyens d'activité, exprimés en coûts historiques; ce résultat équivaut aussi à la différence entre les capitaux propres financiers, c'est-à-dire exprimés en termes monétaires historiques finals et les capitaux propres financiers initiaux, abstraction faite des apports et des retraits de capitaux des propriétaires. Si le résultat est distribué intégralement, les capitaux propres financiers initiaux sont maintenus en termes nominaux. Cependant, comme le bilan n'exprime pas nécessairement la valeur du jour des actifs, voire des passifs, un tel résultat peut être surévalué, voire être illusoire puisque l'on a rapproché des prix de vente actuels de coûts qui, pour certains, sont «très historiques». De plus, dans une économie inflationniste, cette approche peut s'avérer insatisfaisante car elle ne distinguerait pas les variations de volume des variations des prix. Il existe dans ce cas la possibilité d'adopter une méthode «hybride», qui tient compte de l'inflation, analysée ci-dessous.

10.5.1.1.2 Méthode du pouvoir d'achat général

Dans son essence, cette méthode vise à corriger les imperfections de la méthode du coût historique en cas de variation du niveau général des prix. Pour y parvenir, elle cherche donc à tenir compte de la variation du pouvoir d'achat de la monnaie dans le processus d'évaluation¹⁷.

Tous les postes des actifs et des passifs doivent donc être exprimés en pouvoir d'achat d'une date déterminée, cette dernière correspondant en principe à la date des états financiers à établir. L'impact de cette indexation sera cependant différent sur les éléments monétaires et les éléments non monétaires.

Indexation des éléments monétaires

Fixes en termes de valeur, les éléments monétaires ne verront pas leur valeur se modifier; seul le résultat sera touché par le bénéfice ou la perte sur les éléments monétaires. Par exemple, un montant de 1 000 déposé en caisse vaut toujours 1 000 en fin de période, même si l'indice des prix à la consommation a augmenté; le pouvoir d'achat de ces 1 000 se sera par contre réduit et cette réduction apparaîtra au compte de résultat.

Indexation des éléments non monétaires

Par opposition aux éléments monétaires, les éléments non monétaires verront leur valeur se modifier. Le calcul de certaines consommations telles que le coût d'acquisition des marchandises vendues ou les amortissements verront par conséquent aussi leur montant se modifier. Par exemple et en cas de hausse du niveau général des prix, la valeur des marchandises achetées il y a six mois devra être indexée à ce renchérissement, le nombre d'unités monétaires courantes à déboursier pour les acquérir ayant augmenté. La valeur des actifs immobilisés devrait aussi être indexée. Il faudra par conséquent aussi ajuster respectivement le coût d'acquisition des marchandises vendues et les amortissements.

Les charges et produits monétaires enregistrent des opérations qui ont un effet sur des comptes d'actif ou de passif monétaires. Les charges et produits non monétaires sont, quant à eux, ceux dont les opérations influencent des comptes d'actif ou de passif non monétaires. L'annexe en fin de chapitre présente une formalisation du calcul du résultat de pouvoir d'achat résultant de cette méthode.

Exemple simplifié

Soit une entreprise présentant le bilan suivant, en début d'exercice¹⁸:

ACTIF	Bilan initial en coûts historiques		PASSIF
Disponibilités	1 000	Capitaux propres	1 000
	1 000		1 000

¹⁷ Notons que l'IASB a décidé d'annuler la norme 15 qui traitait de ce sujet, en ne considérant plus que les environnements hyperinflationnistes (voir la norme IAS 29).

¹⁸ Soit après répartition du résultat.

Données générales

- L'indice général des prix passe de 100 à 105 entre le bilan initial et le bilan final.
- L'achat et la vente de marchandises sont indexés avec un indice moyen de 102.
- Le terrain est acquis lorsque l'indice est à 103.

Opérations

1. Achat au comptant de marchandises, 500
2. Vente au comptant de marchandises, 600
3. Achat au comptant d'un terrain, 300
4. Enregistrement de la modification du pouvoir d'achat des disponibilités
5. Virement du CAMV (stock final, 0)
6. Virement du chiffre d'affaires net
7. Virement de la perte de pouvoir d'achat sur les disponibilités

ACTIF	Bilan initial en pouvoir d'achat général de fin d'année			PASSIF
Disponibilités	$1\,000 \times \frac{105}{100} \rightarrow$	1 050	Capitaux propres	$1\,000 \times \frac{105}{100} \rightarrow$ 1 050
		<u>1 050</u>		<u>1 050</u>

Toutes les opérations sont directement exprimées en unités de compte de fin d'année par l'indexation: indice de fin d'année estimé/indice du moment de l'enregistrement.

Résolution

Les opérations 1 à 7 mènent aux états financiers suivants:

ACTIF	Bilan final en pouvoir d'achat général de fin d'année			PASSIF
Disponibilités		800,00	Capitaux propres	$1\,000 \times \frac{105}{100} \rightarrow$ 1 050,00
Terrains	$300 \times \frac{105}{103} \rightarrow$	305,85	Résultat de l'exercice	55,85
		<u>1 105,85</u>		<u>1 105,85</u>

Compte de résultat en pouvoir d'achat général de fin d'année

	Ventes de marchandises	$600 \times \frac{105}{102}$	617,65
J.	Coût d'acquisition des marchandises vendues	$500 \times \frac{105}{102}$	514,70
=	Marge commerciale		<u>102,95</u>
+	Perte de pouvoir d'achat		(47,10)
=	Résultat réel de l'exercice		<u>55,85</u>

où la perte de pouvoir d'achat est calculée par l'équation (A.10) du cas 3 de l'annexe. En effet, l'entreprise ayant acquis un terrain (actif non monétaire), le cas applicable est le cas 3.

$$\begin{aligned}
\text{Perte de pouvoir d'achat} &= \pi_1^m \sum_m PM_{\alpha_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{\alpha_i} + \pi_1^j \Delta A \bar{M}_1 \\
&\quad - \pi_1^n \Delta P \bar{M}_1 - \pi_1^p \sum_p PrM_p + \pi_1^k \sum_k ChM_k \\
&= 0 - \left(\frac{105}{100} - 1 \right) \times 1000 + \left(\frac{105}{103} - 1 \right) \times 300 \\
&\quad - 0 - \left(\frac{105}{102} - 1 \right) \times 600 + \left(\frac{105}{102} - 1 \right) \times 500 \\
&= -50 + 5,85 - 17,65 + 14,70 \\
&= (47,10)
\end{aligned}$$

10.5.1.1.3 Le coût de remplacement

Très usité dans le domaine des assurances notamment, le coût de remplacement correspond au montant théorique que coûterait le remplacement, à un moment donné, d'un actif par un autre actif similaire – en terme d'usage, de condition physique, de durée d'utilisation et de performance¹⁹ – à prix courants (dans un contexte de nominalisme, c'est-à-dire contemporain à la date d'évaluation) ou à prix constants (en tenant compte de l'inflation). Le coût de remplacement constitue une méthode d'évaluation (méthode du coût de remplacement) menant à une grandeur monétaire (coût ou valeur de remplacement).

Le coût de remplacement ne se rapporte qu'aux actifs non monétaires, tels que des immobilisations physiques ou des stocks.

En tant que méthode d'évaluation, le coût de remplacement procède à l'estimation de la valeur d'un actif au temps t correspondant à la date d'évaluation ($t = B$ dans la figure 10.6) en prenant en considération le niveau de capacité de production (biens ou services) de l'actif considéré. Ceci peut se faire selon deux logiques, illustrées par la figure 10.6, le coût de remplacement en amont et le coût de remplacement en aval.

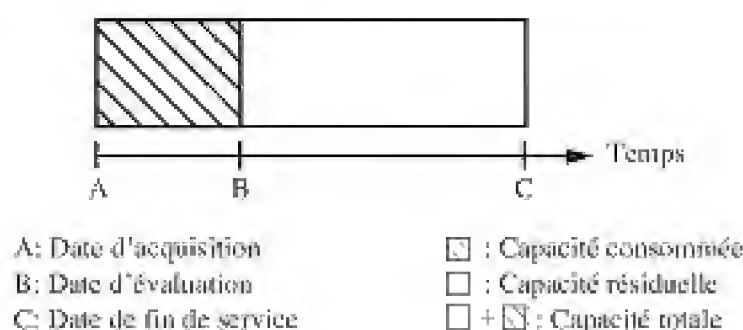


Fig. 10.6 Illustration du coût de remplacement.

La notion de coût de remplacement est rattachée en particulier à Théodore Limperg Jr; ce dernier considère que la valeur d'un bien représente la perte de bien-être liée à sa disparition. Le raisonnement se réfère à la théorie de la valeur actuelle

¹⁹ Il est cependant possible d'envisager une définition plus large qui, tout en admettant un bien de même nature et de même utilité, tiendrait compte des améliorations techniques.

(*current value theory*) qui se veut orientée micro-économique, mais basée sur une assise macro-économique. La comptabilité est considérée comme une partie de l'économie d'entreprise, fondée elle-même sur la science économique. La valeur actuelle correspond à la plus faible de la valeur d'usage, de conservation ou de vente du bien et son coût de remplacement. En effet, si le coût de remplacement d'un bien est supérieur à sa valeur d'usage, de conservation ou de vente, le propriétaire ne remplace pas le bien à perte. Le résultat en coût de remplacement, ou profit selon Limperg, provenant de la vente d'un bien est dès lors, d'une manière générale, la différence entre le produit de la vente et le coût de remplacement du bien vendu, valeur déterminée sur la base de coût de remplacement au moment de la vente²⁰.

Coût de remplacement en amont

Dans cette approche, le coût de remplacement sera inféré, à la date d'évaluation $t = B$, en déduisant du prix à neuf de l'actif considéré ($P_{t=B}$) l'ensemble des capacités de production déjà consommées exprimées en termes de flux de trésorerie (FT) actualisés (capitalisés):

$$\text{Coût de remplacement (amont)} = P_{t=B} - \sum_{t=A}^B FT_t (1 + r_t)^{B-t} \quad (10.1)$$

où r_t correspond au taux d'actualisation moyen sur la période considérée. La prise en compte de l'inflation peut se faire en ajustant ce taux²¹. Cette approche se base ainsi sur des flux historiques et donc objectifs. Les flux de trésorerie antérieurs tenant compte des amortissements, l'ajustement de valeur d'un actif immobilisé se fera par correction des amortissements cumulés. Il sera de la sorte procédé à un «rattrapage sur amortissements» pour les faire coïncider avec la valeur de remplacement en amont ainsi établie.

Coût de remplacement en aval

Cette méthode s'inscrit dans le schéma de pensée de l'Ecole moderne de la comptabilité (voir § 10.5.2). Il est ici procédé à l'actualisation (escompte) des flux de trésorerie correspondant à la capacité résiduelle de production de l'actif:

$$\text{Coût de remplacement (aval)} = \sum_{t=B}^C \frac{FT_t}{(1 + r_t)^t} \quad (10.2)$$

Notons que la formulation induite par l'équation (10.2) n'est qu'une première approximation de la question et qu'une construction plus méthodique du coût de remplacement en aval sera proposée sous 10.5.3.3.4. De plus, et par comparaison avec ce qui a été dit pour la méthode du coût de remplacement en amont, la méthode du coût de remplacement en aval procédera non pas par

²⁰ STEITLER A., «Le résultat, son concept, ses méthodes de mesure, sa portée, Approches théoriques et approches pratiques mesurées à l'aune des normes comptables», in Conrad MEYER, Dieter PFATT, *Finanz- und Rechnungswesen Jahrbuch 2007*, WEKA Verlag AG, Zurich, 2007, pp. 27-67.

²¹ Cette remarque est également valable pour le coût de remplacement en aval.

correction des amortissements antérieurs, mais par un test de dépréciation visant à faire coïncider la valeur de l'actif immobilisé considéré avec son prix de revente potentiel (juste valeur), selon son état général.

Sur un marché parfait, une égalité doit logiquement être observée entre les équations (10.1) et (10.2).

Une illustration typique de l'utilisation de cette approche est fournie par le «*Q moyen de Tobin*» formulée par le prix Nobel d'économie James Tobin en 1969: le Q moyen de Tobin se définit comme le rapport entre la valeur boursière de la firme et ses actifs mesurés au coût de remplacement²². Du fait que tous les actifs ne sont justement pas mesurables au coût de remplacement, on aboutit ainsi à une appréciation implicite du volume des actifs immatériels, sous réserve que les marchés soient toujours parfaits. Dans le cas où l'entreprise ne détient aucun actif immatériel, ou du moins en quantité non significative (non matérielle), le Q moyen de Tobin devient alors un outil d'aide à la décision: un ratio supérieur à 1 révélerait une profitabilité de l'investissement excédant son coût de remplacement, soit un signal positif. À l'inverse, un ratio inférieur à 1 indiquerait un signal négatif et donc une plus forte propension à liquider les actifs de la société, ou, tout du moins, un moratoire sur les investissements²³. Le point d'équilibre est naturellement atteint lorsque le Q moyen de Tobin est égal à 1.

Le coût de remplacement conduit à réévaluer le coût historique. Il donne donc naissance à des réserves de réévaluation. Le remplacement n'aura cependant lieu que s'il est justifié sur le plan économique. Le coût de remplacement est donc à cheval entre l'optique du coût historique et celle de l'Ecole moderne de la comptabilité: il a toutefois davantage les caractéristiques de la seconde en raison de la modification de la valeur. L'exemple de l'approche en coût de remplacement sera donc présenté sous l'Ecole moderne de la comptabilité.

Limites de l'approche du coût de remplacement

- Cette approche fait abstraction du fait qu'il y a presque toujours, dans la réalité d'un remplacement, une part de remplacement à proprement parler et une part d'investissement nouveau, ou, tout du moins, une part prenant en compte les frais issus de l'opération de remplacement.
- Les deux définitions excluent une conception plus dynamique du coût de remplacement comme un investissement visant à assurer le maintien de la position relative de l'entreprise dans son secteur. Il n'est en effet plus question dans ce cas de remplacer un bien par un autre offrant les mêmes qualités, mais de lui substituer un investissement différent offrant des caractéristiques différentes, permettant à l'entreprise de maintenir sa position (en termes de part de marché par exemple) dans un marché en mutation.
- Pour certains auteurs (voir notamment Raymond J. Chambers, *Economic Evaluation and Economic Behaviour*, Scholar Book, Houston, 1966) les

²² BURDA M. et WYPLIOZ Ch., *Macroeconomics*, Oxford University Press, third edition, 2001, p. 135.

²³ Notons que l'entreprise aurait tout de même la possibilité d'accroître ses actifs par l'acquisition d'autres sociétés ayant un meilleur rendement sur les actifs.

réflexions liées au coût de remplacement – notamment le Q moyen de Tobin – sont superflues étant donné qu'à chaque remplacement doit être lié le calcul du coût d'opportunité des variantes auxquelles l'entreprise renonce. Le critère de décision serait selon ces auteurs le coût d'opportunité plutôt que le coût de remplacement.

10.5.1.2 Evaluation

L'approche de l'Ecole classique et néoclassique réside sur des méthodes d'évaluation basées sur le coût historique ou le coût d'acquisition. La valeur retenue doit cependant toujours être comparée à la capacité de l'entreprise à récupérer le montant retenu au bilan, l'enregistrement d'une dépréciation ou d'un correctif de valeur pouvant s'avérer nécessaire. Les points essentiels de la méthode d'évaluation au coût historique sont résumés au tableau 10.7.

Tableau 10.7 Ecole classique : Classification et comptabilisation (taxinomie monétaire).

<i>Catégories</i>	<i>Base d'évaluation</i>
Actifs monétaires, (CCP, clients en francs suisses...)	Coût historique moins correctifs (vol. 1, § 3.3.3) nécessaires. Ainsi en a-t-il été précédemment des clients en monnaie nationale et de la Provision pour dépréciation des créances. Ce montant ne correspond cependant pas nécessairement à la valeur réalisable nette estimée. En effet, le montant n'est en principe pas actualisé à la date du bilan ²⁴ .
Actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes (titres cotés à court terme...)	Coût historique moins correctifs nécessaires.
Actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs (machines, stocks de marchandises...)	Coût historique moins les amortissements ou correctifs nécessaires. Dans chaque cas, les amortissements ou correctifs nécessaires sont fonction d'une part de la consommation de ces biens, d'autre part de la capacité de l'entreprise à récupérer les montants investis dans ces postes.
Passifs monétaires (dettes en francs suisses...)	Coût historique. Leurs montants ne sont en principe pas actualisés à la date du bilan.
Passifs non monétaires (dettes en devises...)	Coût historique plus provisions pour risques nécessaires.

²⁴ Si l'escompte des créances ou des dettes avait lieu, il faudrait prévoir, pour les créances, par exemple, l'enregistrement suivant :

Produits financiers ou
Provision pour produits financiers différés ou
Charges financières

à Escompte des créances

Le compte *Escompte de créances* est un compte d'actif négatif qui sera extourné au début de l'exercice suivant. L'opération d'escompte implique le choix d'un taux de capitalisation qu'il n'est guère aisé de déterminer. Il est évident que, si l'on escompte la créance ou la dette, il faudra corriger le compte correspondant. Dans le cas de la créance présenté ci-dessus, on corrige les ventes, qui incluent le prix de l'escompte, par *Produits financiers*. S'il s'agissait d'un immeuble acheté à crédit, l'escompte de la dette au passif nécessiterait une correction de valeur de l'immeuble à l'actif, à condition bien sûr que la dette soit identifiée. Le cas échéant, on pourrait passer la différence dans un compte collectif de correction à l'actif, *Ecart d'escompte*, par exemple.

10.5.1.3 Critique de l'Ecole classique et néoclassique

Bien que le coût historique soit une mesure ayant un caractère objectif, elle n'en demeure néanmoins pas une mesure totalement pertinente. Par exemple, le coût d'acquisition d'un terrain à bâtir il y a dix ans n'a probablement plus de pertinence aujourd'hui. Pour être pertinent, le coût historique devrait être lié à un état stationnaire, dans lequel tous les prix sont constants (ou du moins stables) et supposés le rester, les biens et services sont homogènes et chaque bien et service a un prix unique, c'est-à-dire qu'il y a égalité entre le coût d'acquisition et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La réalité économique ne confirme généralement pas ces hypothèses.

Pour contourner ces insuffisances, l'approche moderne propose de baser le système de valorisation sur l'actualisation des flux futurs comme le développe la section suivante.

10.5.2 Approche moderne: l'Ecole moderne de la comptabilité

10.5.2.1 Introduction

Pour approcher (estimer) la valeur de marché d'une entreprise, les investisseurs tentent d'en déterminer la valeur économique. Pour ce faire, ils procèdent, à une date donnée, à la sommation de tous les flux de trésorerie futurs actualisés pouvant être générés par l'entreprise sous un horizon-temps donné.

L'équation (10.3) ci-dessous est un modèle générique utilisé en économie. Il convient toutefois de noter que cette formulation mathématique n'est pas unique : il existe en effet de nombreux modèles financiers dérivés de cette approche, mais fondés sur la même logique d'actualisation de flux futurs (flux de trésorerie, flux de trésorerie libres, etc.)

$$\text{Valeur économique}_t = \sum_{i=0}^n \frac{FT_i}{(1+r_i)^i} \quad (10.3)$$

avec FT_i = flux de trésorerie au temps i ;
 r_i = taux d'actualisation prévalant au temps i ;
 n = durée de vie économique.

REMARQUE

Ce coût composite peut s'illustrer par exemple à l'aide du coût moyen pondéré du capital de l'entreprise dont l'expression est donnée par :

$$WAAC = (1 - \tau_c) \frac{D}{D + E} k_D + \frac{E}{D + E} k_E$$

avec WAAC = Weighted Average Cost of Capital (coût moyen pondéré du capital)
 D = somme (valeur) des dettes au bilan
 E = somme (valeur) des fonds propres (*Equities*) au bilan
 $D + E$ = somme (total) du bilan
 k_D = coût des dettes (exigence de rendement des créanciers)
 k_E = coût des fonds propres (exigence de rendement des propriétaires)
 τ_c = taux d'imposition marginal des bénéfices de l'entreprise

Notons, dans un souci d'exhaustivité, que le coût moyen pondéré du capital (WACC) peut ne pas être indiqué au titre de facteur d'actualisation si la structure de financement de l'élément évalué diffère sensiblement de celle de l'entreprise qui le détient.

Cette approche, résolument tournée vers l'avenir, s'insère typiquement dans un contexte de production et/ou de vente²⁵. Si l'Ecole moderne de la comptabilité considère la valeur économique comme la plus pertinente, la détermination effective de celle-ci pose cependant un certain nombre de difficultés:

- la capacité effective à prédire – au sens littéral du terme – les futures entrées nettes de flux de trésorerie (FT_t);
- la définition de l'horizon-temps ou durée de vie économique (n) sous lequel procéder à cette actualisation;
- les durées d'utilisation (attendues *vs* effectives) des différents facteurs de production et éventuellement les moments et prix auxquels ils seront cédés;
- l'identification de taux d'actualisation (r_t) reflétant aussi fidèlement que possible le facteur risque inhérent au calcul de la valeur considérée au temps t , c'est-à-dire un coût composite reflétant les sources pondérées de financement (fonds propres *vs* fonds étrangers).

La valeur économique représente donc la valeur vers laquelle le processus d'évaluation devrait converger, sous réserve des difficultés mentionnées ci-dessus. Idéalement, pour l'Ecole moderne, cette valeur devrait s'approcher de la capitalisation boursière si l'entreprise est cotée, ou d'estimation objective de sa valeur de marché en cas de non-cotation.

La figure 10.8 présente une illustration des grandeurs synthétisées d'un bilan en valeurs économiques. Suivant la notation utilisée, le processus d'évaluation s'étend sur un horizon temps de p périodes ($t = 0...p$). L'entreprise compte m actifs ($n = 1...m$) et j dettes ($k = 1...j$). Ainsi, FT_t^n correspond au flux de trésorerie du $n^{\text{ème}}$ compte d'Actif considéré au $t^{\text{ème}}$ moment. De manière similaire, FT_t^k correspond au flux de trésorerie du $k^{\text{ème}}$ compte de Dette considéré au $t^{\text{ème}}$ moment.

Bilan	
<div>Actifs</div> $\sum_{n=1}^m \sum_{t=0}^p \frac{FT_t^n}{(1+r_{t,n})^t}$	<div>Dettes</div> $\sum_{k=1}^j \sum_{t=0}^p \frac{FT_t^k}{(1+r_{t,k})^t}$ <div>Capitaux propres</div> <div>= Actifs - Dettes</div>
\sum Actifs	\sum Passifs

Fig. 10.8 La structure bilancielle selon l'Ecole moderne.

²⁵ Notons que cette approche admet de manière implicite la disposition de l'entreprise à vendre (transférer) l'actif ou le passif considéré. Cette hypothèse sera du reste ouvertement admise sous 10.5.2.4.

On peut voir que les capitaux propres de l'entreprise peuvent être transcrits comme la différence de sommes de flux de trésorerie actifs et dettes, à savoir :

$$\text{Capitaux propres} = \sum_{n=1}^m \sum_{t=0}^p \frac{FT_t^n}{(1+r_{t,n})^t} - \sum_{k=1}^j \sum_{t=0}^p \frac{FT_t^k}{(1+r_{t,k})^t}$$

Cette approche, difficile à mettre en œuvre pratiquement, rend délicate l'interprétation de la valeur des capitaux propres. En effet, pour se faire une idée étayée de la valeur des capitaux propres obtenue, il faudrait connaître de manière exhaustive les hypothèses sous-jacentes au calcul des flux de trésorerie actifs et passifs. Cette approche a toutefois le grand avantage d'offrir une unicité de doctrine lors de l'évaluation des actifs et des dettes atténuant de la sorte le biais méthodologique. L'évaluation des capitaux propres – selon cette méthode – bénéficie donc d'un caractère de pertinence avéré. Elle pose néanmoins des problèmes quant à sa stabilité dans le temps, l'actualisation étant par essence un processus dynamique.

Les réserves de réévaluation

La présentation des comptes selon l'Ecole moderne, par comparaison avec l'Ecole classique, se distingue par l'apparition de réserves de réévaluation (réalisables ou réalisées). Celles-ci proviennent du fait que la valeur économique prend en compte la capacité des actifs non monétaires à générer des revenus (produits) futurs (*cf.* équation (10.3)), ce qui n'est pas le cas en coût historique. Les réserves de réévaluation réalisables indiquent donc le potentiel ou l'aptitude (caractère de probabilité) de l'actif non monétaire considéré à générer de la trésorerie, sans que ce potentiel soit complètement avéré à la date d'évaluation. Ce n'est que lorsque ces réserves auront atteint un caractère probant (caractère de fiabilité) qu'elles seront transférées dans la catégorie des réserves de réévaluation réalisées, voire dans le résultat. Les réserves de réévaluation peuvent être positives ou négatives.

10.5.2.2 Grandeurs

La valeur économique est, sans conteste, la grandeur phare de l'Ecole moderne. Elle représente en effet le fondement même de la démarche économique.

Deux logiques comptables dérivent de la valeur économique, engendrant les méthodes de la valeur actuelle et de la valeur vénale. Ces dernières peuvent, dans certains cas, avoir recours aux deux grandeurs de substitution que sont la valeur réalisable nette (pour la valeur actuelle) et le coût de remplacement en aval (pour la valeur actuelle et la valeur vénale). La figure 10.9, extraite de la figure 10.4, présente une première subdivision.



Fig. 10.9 Les valeurs selon l'Ecole moderne.

10.5.2.3 Méthode de la valeur actuelle

Liée à l'Ecole moderne de la comptabilité, cette méthode se base sur la notion de valeur de privation, c'est-à-dire celle du montant maximal de la perte directe ou indirecte que subirait un propriétaire s'il venait à être privé de ce bien (voir J.C. Bonbright, *Valuation of Property*, Mc Graw-Hill, New York, 1937, 2 volumes).

Difficiles à circonscrire et à chiffrer, les pertes indirectes liées à la valeur de privation sont, la plupart du temps, ignorées dans l'application pratique de cette approche. Il n'en reste pas moins qu'elles peuvent être conséquentes et jouer un rôle prépondérant dans le processus d'analyse. Parmi les pertes indirectes, on peut imaginer les ventes perdues parce que les clients n'achètent tel produit que s'ils peuvent se procurer un autre produit que l'entreprise n'est pas en mesure d'offrir.

D'un point de vue économique, la valeur actuelle s'apparente ainsi à la valorisation de l'utilité d'un actif (resp. un passif) considéré, ce qui correspond au prix maximal que l'entreprise accepterait de décaisser (resp. encaisser) pour acquérir ce bien ou ce service, compte tenu de son usage propre et donc de l'utilité que lui reconnaît l'entreprise. La valeur actuelle est en conséquence parfois appelée «valeur utile» ou «valeur d'usage». Ainsi, si l'utilité d'un bien ou d'un service (sur une base individuelle) est une notion subjective, la rencontre de l'offre et de la demande sur un marché suffisamment liquide (profond) lui conférera une valeur objective représentée par le prix²⁶; dès lors, on parlera davantage de valeur d'échange, ou valeur nette de marché, que de valeur d'usage lorsqu'un marché actif/efficient existera pour l'actif ou le passif considéré.

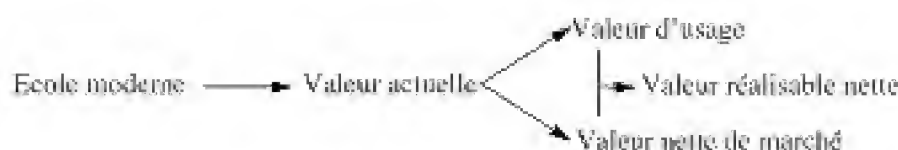


Fig. 10.10 Subdivision de la valeur actuelle.

10.5.2.3.1 La valeur réalisable nette

Ainsi qu'il ressort de la figure 10.10, la valeur réalisable nette apparaît comme la grandeur de substitution naturelle de la valeur actuelle. En effet, et selon les Swiss GAAP RPC, la valeur réalisable (nette) se définit comme la valeur la plus élevée de la valeur nette de marché (VNM) et de la valeur d'usage (VU). On voit ainsi que la valeur réalisable nette (VRN) peut s'exprimer comme:

$$VRN = \text{Max} [VNM; VU] \quad (10.4)$$

²⁶ La majeure différence entre le prix (de marché) et la valeur utile provient du fait que le marché «lisse» les augmentations individuelles propres aux différentes entreprises (fonctions d'utilité) en ne considérant plus que la moyenne des dites attentes. Cette moyenne (prix) est donc la résultante du processus de formation des prix initié par la confrontation des offres et demandes des différents acteurs (consommateurs et producteurs) se rencontrant sur le marché.

De manière sensiblement équivalente, l'IASB (IAS 2 § 6) indique que la valeur réalisable nette correspond au prix de vente estimé réalisable dans le cours normal de l'exploitation, diminué des coûts d'achèvement estimés et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le paragraphe 28 de la même norme admet ainsi que la valeur d'un actif en général (et des stocks en particulier) soit inférieure à son coût de revient si cette valeur peut être établie à la valeur réalisable nette, correspondant à l'équation (10.4).

Rappelons que les actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs, sont des moyens d'activité dont la valeur varie entre deux périodes; l'entreprise les détient parce qu'elle en attend une mise à disposition de marchandises nécessaires à l'activité ou des services.

Sous cette catégorie d'actifs, les deux valeurs, valeur réalisable nette (VRN) et valeur (ou coût) de remplacement en aval (CRav) peuvent donc se combiner de l'une des manières suivantes :

VRN > CRav l'entreprise a, en principe, intérêt à revendre le bien en l'état.

CRav > VRN l'entreprise a en principe plutôt intérêt à les utiliser pour une production interne.

Le coût de remplacement en aval dérive directement de la valeur économique. C'est une application directe de l'équation (10.3) à la valorisation d'un actif, tel qu'expliqué sous 10.5.1.1.3 en tant que le montant théorique que coûterait le remplacement, à un moment donné, d'un actif par un autre actif similaire – en termes d'usage, de condition physique, de durée d'utilisation et de performance. Le cas du coût de remplacement en aval sera traité de manière plus formelle sous 10.5.3.3.4.

On rappellera que ces valeurs doivent toujours être comparées au coût d'opportunité d'un investissement de substitution éventuel.

10.5.2.3.2 Le résultat en valeur actuelle

Le principe de la concordance dans la saisie des produits et des charges porte à considérer – dans le cadre défini par l'approche en valeur actuelle – que le résultat à prendre en considération pour le maintien de l'outil de production ne peut être que le résultat de la période en valeur actuelle. La méthode de la valeur actuelle aboutit naturellement à un résultat positif lorsque la production de moyens d'activité est supérieure à la consommation de moyens d'activité en valeur actuelle. Ce n'est logiquement que le résultat en valeur actuelle qui est susceptible d'être distribué.

La réconciliation entre le résultat en valeur actuelle et le résultat en coût historique peut donc être exprimée par la formule suivante:

$$\begin{aligned} & \text{Résultat de la période en valeur actuelle} \\ & + \Delta \text{ Réserves de réévaluation réalisées sur les actifs non monétaires}^{27} \\ & = \text{Résultat de la période en coût historique.} \end{aligned}$$

²⁷ Celles-ci peuvent être séparées entre réserves réalisées des exercices antérieurs et réserves réalisées de l'exercice en cours. On suppose ici que les passifs non monétaires sont évalués à la valeur de remboursement.

10.5.2.3.3 Evolution

La portée de la valeur actuelle peut varier en fonction des actifs ou des passifs concernés. Un résumé de l'approche est disponible au tableau 10.11.

Tableau 10.11 École moderne – Méthode de la valeur actuelle : classification et comptabilisation (taxinomie monétaire).

<i>Éléments</i>	<i>Valeurs de privation</i>
Actifs monétaires. (CCP, clients en francs suisses,...)	Valeur réalisable nette.
Actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes (titres cotés à court terme, immeubles de placement...)	Valeur réalisable nette.
Actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs (machine, stock de marchandises...)	Coût de remplacement à moins que la valeur réalisable nette soit inférieure.
Passifs monétaires (dettes en francs suisses...)	Valeur actuelle des sorties, certaines ou probables, de moyens d'activité ou valeur de remboursement.
Passifs non monétaires (dettes en devises...)	Valeur actuelle des sorties, certaines ou probables, de moyens d'activité ou valeur de remboursement.

10.5.2.3.4 Exemple d'application

Analyse de la comptabilisation au coût de remplacement en amont

On a vu que le coût de remplacement de manière générale, et le coût de remplacement en amont en particulier, ne s'appliquait qu'aux actifs non monétaires (réservoirs de stocks ou de services futurs).

Les actifs non monétaires, réservoirs de stocks, sont des comptes tels que *Stocks de marchandises* ou *Stocks de matières premières*. Comme les stocks se renouvellent généralement plusieurs fois dans l'année, on considère que leur coût d'acquisition est essentiellement une charge et que seule la valeur constatée en fin d'année est portée dans un compte d'actif circulant.

Par contre, les actifs non monétaires, réservoirs de services futurs, sont des comptes tels que *Machines* et *Immeubles industriels*. Le renouvellement de ces investissements a lieu après plusieurs années; leur coût d'acquisition est donc enregistré dans un compte d'actif immobilisé. Les actifs non monétaires, réservoirs de services futurs pour l'entreprise, posent un problème supplémentaire, celui du traitement du rattrapage des amortissements.

Il convient donc de présenter une analyse distincte de ces actifs non monétaires selon la méthode du coût de remplacement en amont. On constatera cependant que la comptabilisation de la réserve de réévaluation obéit à un raisonnement unique.

Analyse de la comptabilisation au coût de remplacement en amont : cas des actifs non monétaires, réservoirs de stocks

Aspect statique

L'entreprise possède des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, dont le prix spécifique varie, tels que des stocks de marchandises ou des stocks de matières premières.

Aspect cinétique

Les principaux événements de nature comptable relatifs à ces actifs sont les suivants :

- enregistrer la plus-value ou la moins-value sur l'ensemble des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, au moment de la sortie ou de la clôture des comptes ;
- constater la sortie des actifs non monétaires, réservoirs de stocks ;
- enregistrer le remplacement des actifs non monétaires, réservoirs de stocks.

Elaboration logique de l'information

Pour obtenir les informations pertinentes, les événements propres de la comptabilité en coût de remplacement sont enregistrés dans les comptes suivants :

- Le compte *Achats de marchandises* enregistre les ajustements de l'ensemble des coûts des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, au moment de la vente et de la clôture des comptes,
- Le compte *Réserve de réévaluation d'actifs non monétaires, réservoirs de stocks réalisable* enregistre d'une part les ajustements réalisables (plus-values ou moins-values) constatés durant la période ou au moment de la clôture, d'autre part les ajustements (plus-values ou moins-values) correspondant aux sorties enregistrées comme charges, *CAMV* par exemple ; le solde du compte représente les ajustements positifs ou négatifs relatifs aux stocks finals.
- Le compte *Réserve de réévaluation d'actifs non monétaires, réservoirs de stocks, réalisée* enregistre les ajustements (plus-values ou moins-values) correspondant aux sorties enregistrées comme charges ; ces ajustements sont donc réalisés ; le solde de ce compte représente une réserve non distribuable rendue nécessaire par l'augmentation du fonds de roulement pour faire face à l'augmentation des coûts des actifs non monétaires, réservoirs de stocks : on la virera donc dans un compte de réserve non distribuable. Notons que cette réserve réalisée peut être négative.

Un ajustement de valeur d'un poste du bilan a comme contrepartie un compte de réserve réalisable. Il devient réserve réalisée lorsque la charge ou le produit a été enregistré.

Formalisation logique du traitement comptable

Les opérations particulières et les opérations de clôture qui s'inscrivent sur la figure 10.12 sont les suivantes :

1. Extourne du solde initial
 - 2.1. Réajustement de l'ensemble des actifs non monétaires, réservoirs de stocks au moment de la vente
 - 2.1.1. Cas de la plus-value
 - 2.1.2. Cas de la moins-value
 - 2.2. Sorties des actifs non monétaires, réservoirs de stocks
 - 2.3. Prise en compte du réajustement réalisé
 - 2.3.1. Cas de la plus-value
 - 2.3.2. Cas de la moins-value

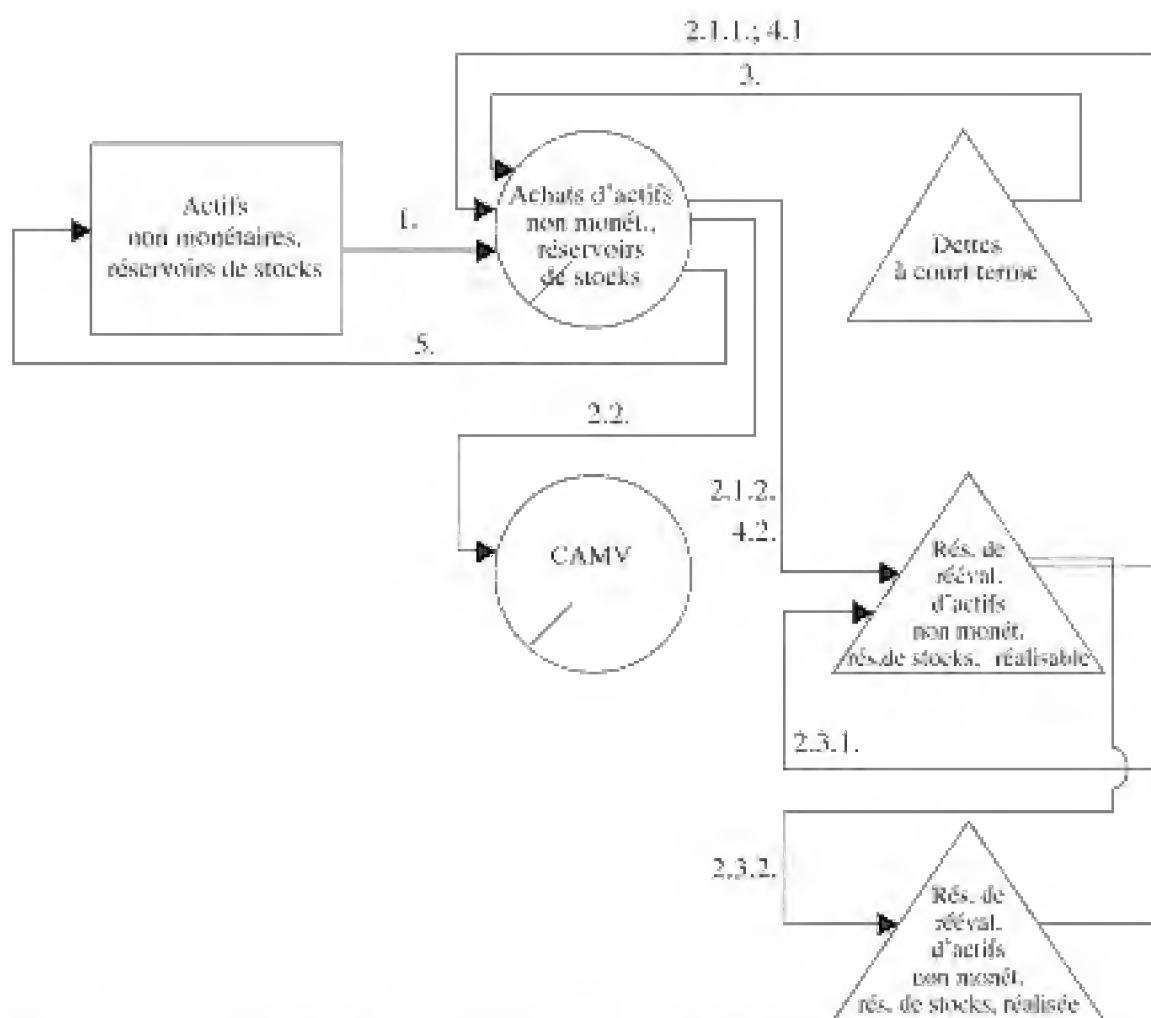


Fig. 10.12 Comptabilisation au coût de remplacement: cas des actifs non monétaires, réservoirs de stocks.

3. Achat à crédit des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, remplacés
4. Réajustement des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, à la date de la clôture
 - 4.1. Cas de la plus-value
 - 4.2. Cas de la moins-value
5. Virement du stock comptable final

Les réserves de réévaluation sont naturellement aussi fonction de la méthode de valorisation des sorties utilisée (FIFO, moyenne arithmétique pondérée, LIFO, etc., voir vol. 1). Cette conception de l'approche en coût de remplacement admet implicitement que le remplacement doit être totalement autofinancé. On peut en revanche imaginer que le remplacement peut être financé dans une proportion analogue de capitaux étrangers et capitaux propres à celle valable au moment de l'achat initial.

Exemple chiffré: cas des actifs non monétaires, réservoirs de stocks

Au 1.1.N, le stock est composé de 10 000 pièces au coût de remplacement de 8.08 par pièce acquise à 8 chacune.

La réserve de réévaluation réalisable sur stock au 1.1.N est de 800 ($10\,000 \times [8,08 - 8]$).

Le 31.5.N, l'entreprise achète des marchandises pour 984 000 (120 000 pièces). Elle vend 118 000 pièces le 31.8.N. En coût historique, la méthode de valorisation des sorties est la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

Cas n° 1 : Le coût de remplacement au moment de la vente et de la clôture des comptes est supérieur à celui qui apparaît dans les comptes.

- Au 31.8.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8,30.
- Au 31.12.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8,40.

Journal

1.1.N	<i>Extourne du stock initial (1.)</i>		
	Achats	80 800	
	à Stock		80 800
31.5.N	<i>Achats de la période (3.)</i>		
	Achats	984 000	
	à Créanciers-fournisseurs		984 000
31.8.N	<i>Réajustement de l'ensemble du stock au moment de la vente $[(8,30 - 8,08) \times 10\,000 \text{ pièces} + (8,30 - 8,20) \times 120\,000 \text{ pièces}]$ (2.1.1.)</i>		
	Achats	14 200	
	à Réserve de réévaluation réalisable sur stock		14 200
	<i>Sortie du stock $(8,30 \times 118\,000 \text{ pièces})$ (2.2.)</i>		
	CAMV	979 400	
	à Achats		979 400
	<i>Part réalisée de la réserve de réévaluation $[(8,30 - 8) \times 10\,000 \text{ pièces} + (8,30 - 8,20) \times 108\,000]$ (2.3.1.)</i>		
	Réserve de réévaluation réalisable sur stock	13 800	
	à Réserve de réévaluation réalisée sur stock		13 800
31.12.N	<i>Réajustement du stock final $[(8,40 - 8,30) \times 12\,000 \text{ pièces}]$ (4.1.)</i>		
	Achats	1 200	
	à Réserve de réévaluation réalisable sur stock		1 200
	<i>Extourne du stock final $(8,40 \times 12\,000 \text{ pièces})$ (5.)</i>		
	Stock	100 800	
	à Achats		100 800

Le CAMV s'élève ici à 979 400 alors qu'il serait de 965 600 en coût historique. Toute chose étant égale par ailleurs, le résultat serait donc inférieur ici de 13 800.

Cas n° 2 : Le coût de remplacement au moment de la vente est supérieur à celui qui apparaît dans les comptes mais le coût de remplacement au moment de la clôture est inférieur à celui qui apparaît dans les comptes.

- Au 31.8.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8,30.
- Au 31.12.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8,23.

Journal

Les opérations du 1.1.N, 31.5.N et du 31.8 N sont identiques à celles du cas n° 1.

31.12.N	<i>Réajustement du stock final</i> [$(8,23 - 8,30) \times 12\,000$ pièces] (4.2.)		
	Réserve de réévaluation réalisable sur stock	840	
	à Achats		840
	<i>Extourne du stock final</i> $(8,23 \times 12\,000$ pièces) (5.)		
	Stock	98 760	
	à Achats		98 760

Cas n° 3 : Le coût global de remplacement au moment de la vente est inférieur à celui qui apparaît dans les comptes mais le coût de remplacement au moment de la clôture est supérieur à celui qui apparaît dans les comptes.

- Au 31.8.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8,15.
- Au 31.12.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8,25.

Journal

Les opérations du 1.1.N et du 31.5.N sont identiques à celles du cas n° 1.

31.8.N	<i>Réajustement de l'ensemble du stock au moment de la vente</i> [$(8,15 - 8,08) \times 10\,000$ pièces + $(8,15 - 8,20) \times 120\,000$ pièces] (2.1.2.)		
	Réserve de réévaluation réalisable sur stock	5 300	
	à Achats		5 300
	<i>Sortie du stock</i> $(8,15 \times 118\,000$ pièces) (2.2.)		
	CAMV	961 700	
	à Achats		961 700
	<i>Part réalisée de la réserve de réévaluation</i> [$(8,15 - 8) \times 10\,000$ pièces + $(8,15 - 8,20) \times 108\,000$] (2.3.2.)		
	Réserve de réévaluation réalisée sur stock	3 900	
	à Réserve de réévaluation réalisable sur stock		3 900
31.12.N	<i>Réajustement du stock final</i> [$(8,25 - 8,15) \times 12\,000$ pièces] (4.1.)		
	Achats	1 200	
	à Réserve de réévaluation réalisable sur stock		1 200

<i>Extourne du stock final</i> ($8,25 \times 12\,000$ pièces) (5.)		
Stock	99 000	
à Achats		99 000

Cas n° 4: Le coût global de remplacement au moment de la vente est inférieur à celui qui apparaît dans les comptes; le coût de remplacement au moment de la clôture est aussi inférieur à celui qui apparaît dans les comptes.

- Au 31.8.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8,15.
- Au 31.12.N, le coût de remplacement de chaque pièce est de 8.

Journal

Les opérations du 1.1.N et du 31.5.N sont identiques à celles du cas n° 1. Les opérations du 31.8.N sont identiques à celles du cas n° 3.

31.12.N <i>Réajustement du stock final</i> [$(8 - 8,15) \times 12\,000$ pièces] (4.2.)		
Réserve de réévaluation réalisable sur stock	1 800	
à Achats		1 800
<i>Extourne du stock final</i> ($8 \times 12\,000$ pièces) (5.)		
Stock	96 000	
à Achats		96 000

Analyse de la comptabilisation au coût de remplacement en amont : cas des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs

Aspect statique

L'entreprise possède des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs, dont le prix spécifique varie, tels que des machines ou des immeubles industriels.

Aspect cinétique

Les principaux événements de nature comptable relatifs à ces actifs sont les suivants :

- enregistrer la plus-value ou la moins-value sur les actifs non monétaires, réservoirs de services futurs;
- constater l'amortissement de la période;
- constater le rattrapage de l'amortissement pour les périodes précédentes;
- enregistrer la réalisation de l'ajustement de l'amortissement de la période.

Elaboration logique de l'information

Pour obtenir les informations pertinentes, les événements typiques de la comptabilité en coût de remplacement sont enregistrés dans les comptes suivants :

- Le compte *Actifs non monétaires, réservoirs de services futurs*, enregistre les ajustements (plus-values ou moins-values) des coûts d'acquisition initiaux, théoriquement au fur et à mesure de leur utilisation (consommation) mais pratiquement à la fin de la période.
- Le compte *Réserve de réévaluation des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs, réalisable* enregistre l'ajustement des capitaux propres

correspondant à l'ajustement des coûts d'acquisition initiaux de ces actifs, la part des ajustements ayant été amortis et les amortissements de rattrapage.

- Le compte *Réserve de réévaluation des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs, réalisée* enregistre la part des ajustements ayant été amortis par la dotation aux amortissements sur la valeur de remplacement.

Formalisation logique du traitement comptable

Les opérations particulières et les opérations de clôture qui s'inscrivent sur la figure 10.13 sont les suivantes :

1. Réajustement de la valeur des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs
 - 1.1. Cas de la plus-value
 - 1.2. Cas de la moins-value
2. Dotation aux amortissements calculée sur la valeur de remplacement

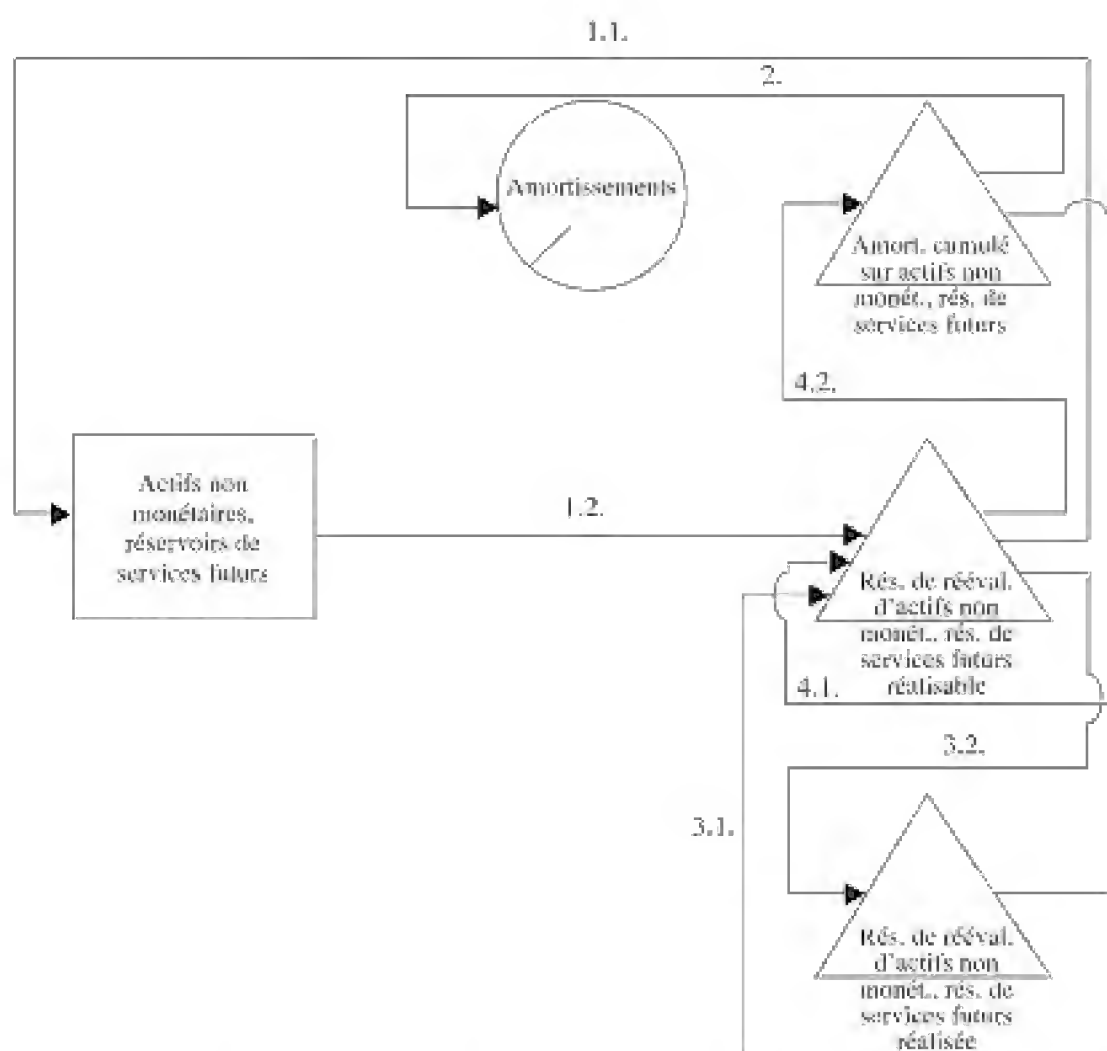


Fig. 10.13 Comptabilisation au coût de remplacement: cas des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs.

3. Réalisation de la réserve de réévaluation au moment de la dotation aux amortissements
 - 3.1. Cas de la plus-value
 - 3.2. Cas de la moins-value
4. Rattrapage de l'amortissement au coût de remplacement des années antérieures
 - 4.1. Cas de la plus-value
 - 4.2. Cas de la moins-value

Le traitement du rattrapage des amortissements suggéré ci-dessus vise à considérer comme charge de la période uniquement la dotation annuelle aux amortissements calculée sur la valeur de remplacement. Le rattrapage des amortissements manquants des années antérieures qui se trouvent dans la réserve de réévaluation d'actifs non monétaires, réservoirs de services futurs, réalisable ne sera donc jamais réalisé. Cette part de non réalisable est donc virée aux *Amortissements cumulés sur actifs non monétaires, réservoirs de services futurs* pour ajuster ce compte à la situation actuelle. Ce compte ne sera donc pas constitué uniquement de charges qui ont touché le compte de résultat.

Cette solution n'assure dès lors pas la totalité de l'autofinancement du remplacement de l'actif non monétaire concerné²⁸, préoccupation de gestion financière plutôt que de traitement comptable.

Exemple chiffré: cas des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs

Une entreprise a acquis un immeuble le 30.6.N – 1 pour 5 000 000. Il est amorti linéairement sur 20 ans. Sa valeur résiduelle est nulle. Son coût de remplacement au 31.12.N – 1 est de 5 170 000.

- Au 31.12.N – 1, les amortissements cumulés en coût de remplacement sur immeuble sont de 129 250.
- Au 31.12.N – 1, la réserve de réévaluation réalisable s/immeuble est de 165 750.
- Au 31.12.N – 1, la réserve de réévaluation réalisées/immeuble est de 4 250.

Cas n° 1: Le coût de remplacement au moment de la clôture est supérieur au coût qui apparaît dans les comptes.

- Au 31.12.N, le coût de remplacement de l'immeuble est de 5 535 000.

Journal

31.12.N	<i>Réajustement de la valeur de l'immeuble</i> (5 535 000 – 5 170 000) (1.1.)		
	Immeuble	365 000	
	à Réserve de réévaluation réalisable sur immeuble		365 000

²⁸ Par prudence, des réserves, réalisables et réalisées sont créées pour couvrir le risque d'avoir un coût supplémentaire important au moment du remplacement du bien. Si une partie des réserves réalisables passe dans les amortissements cumulés, le remplacement du bien n'est dès lors plus totalement garanti par les réserves.

Dotation aux amortissements calculée sur la valeur de remplacement (5 535 000/20 ans) (2.)

Dotation aux amortissements	276 750	
à Amortissement cumulé sur immeuble		276 750

Réalisation de la réserve de réévaluation²⁹

(5 535 000 – 5 000 000)/20 ans (3.1.)

Réserve de réévaluation réalisable sur immeuble	26 750	
à Réserve de réévaluation réalisée sur immeuble		26 750

Rattrapage de l'amortissement au coût de remplacement [5 535 000/20 ans × 1,5 an – (129 250 + 276 750)] (4.1.)

Réserve de réévaluation réalisable sur immeuble	9 125	
à Amortissement cumulé sur immeuble		9 125

NOTE

Dans le cas de la méthode d'amortissement linéaire, le rattrapage peut se calculer comme suit :

$$\text{Rattrapage}_k = \text{Valeur à amortir en coût de remplacement de la période}_k \times \frac{1}{\text{fa}_{c_n}} \times \text{fa}_{c_{t-1}}$$

$$- \text{Valeur à amortir en coût de remplacement de la période}_{k-1} \times \frac{1}{\text{fa}_{c_n}} \times \text{fa}_{c_{t-1}}$$

fa_{c_n} représente le nombre cumulé total d'unités de la variable explicative de l'amortissement (ici le temps) et $\text{fa}_{c_{t-1}}$ le nombre cumulé d'unités de la variable explicative effectivement utilisée jusqu'à la période précédente.

Cas n° 2 : Le coût de remplacement au moment de la clôture est inférieur au coût qui apparaît dans les comptes.

- Au 31.12.N, le coût de remplacement de l'immeuble est de 4 900 000.

Journal

31.12.N	<i>Réajustement de la valeur de l'immeuble</i> <i>(4 900 000 – 5 170 000) (1.2.)</i>		
	Réserve de réévaluation réalisable sur immeuble	270 000	
	à Immeuble		270 000
	<i>Dotation aux amortissements calculée sur la valeur de remplacement</i> <i>(4 900 000/20 ans) (2.)</i>		
	Dotation aux amortissements	245 000	
	à Amortissement cumulé sur immeuble		245 000

²⁹ Le montant de la réserve de réévaluation réalisée pourrait aussi être calculé en prenant la différence entre l'amortissement en coût de remplacement et l'amortissement en coût historique (276 750 – 250 000 = 26 750).

Réalisation de la réserve de réévaluation

$(4\,900\,000 - 5\,000\,000)/20 \text{ ans (3.2.)}$

Réserve de réévaluation réalisée sur immeuble	5 000	
à Réserve de réévaluation réalisable sur immeuble		5 000

Rattrapage de l'amortissement au coût de remplacement $[4\,900\,000/20 \text{ ans} \times 1,5 \text{ an} - (129\,250 + 245\,000)]$ (4.2.)

Amortissement cumulé sur immeuble	6 750	
à Réserve de réévaluation réalisable sur immeuble		6 750

10.5.2.3.5 Exemple d'application de la méthode de la valeur actuelle pour les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes

Cet exemple illustre le traitement comptable de la méthode de la valeur actuelle pour les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes.

Analyse en vue de la comptabilisation des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes

Retenir la valeur réalisable nette comme valeur de privation pour l'entreprise pour cette catégorie d'actifs ne doit pas empêcher de respecter le principe de réalisation des produits ou celui de l'imparité des charges. La plus-value d'un actif non monétaire, réservoir de disponibilités directes, est un gain latent qui ne peut en effet être enregistré comme produit s'il n'a pas été réalisé alors qu'une moins-value doit être constatée dès qu'elle est probable. L'analyse et les états financiers qui en découlent doivent donc faire ressortir cette différence de traitement.

Aspect statique

L'entreprise possède des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, dont le prix varie.

Aspect cinétique

Les principaux événements de nature comptable relatifs aux changements de valeur des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, sont les suivants :

- enregistrer la variation de plus-value ou de moins-value sur les actifs non monétaires,
- constater la vente des actifs non monétaires.

Elaboration logique de l'information

Pour obtenir les informations pertinentes, les événements typiques de la comptabilité des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, dont le prix peut varier entre deux périodes, sont enregistrés dans les comptes suivants :

- Le compte *Actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes*, enregistre la plus-value au moment de la vente des actifs et de la date du bilan.
- Le compte *Réserve de plus-value réalisable sur actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes*, enregistre les plus-values au moment du réajustement de la valeur des actifs.
- Le compte *Réserve de plus-value réalisée sur actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes*, enregistre les plus-values au moment de la vente des actifs; ces plus-values, dans le cas des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, sont des produits distribuables: ils seront donc ensuite virés au compte *Plus-value sur actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes*; l'enregistrement de la plus-value réalisée dans le compte *Réserve de plus-value réalisée* n'est pas indispensable dans le cas des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes.
- Le compte *Moins-value sur actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes*, enregistre les moins-values au moment de la vente et de la date du bilan.
- Le compte *Provision pour moins-value sur actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes*, comprend les moins-values à encourir au moment de la date du bilan.

Formalisation logique du traitement comptable

Les opérations particulières et les opérations de clôture qui s'inscrivent sur la figure 10.14 sont les suivantes:

1. Cas des plus-values et des cessions
 - 1.1 Enregistrement de l'augmentation de la plus-value sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, au moment de la vente ou de la date du bilan.
 - 1.2 Constatation de la plus-value réalisable non réalisée sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, au moment de la vente; constatation de la plus-value qui n'est plus réalisable à la date du bilan. Cette réserve peut devenir négative.
 - 1.3 Constatation de la plus-value réalisée sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, vendus.
 - 1.4 Virement de la plus-value réalisée sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, vendus.
2. Cas des moins-values provisionnées ou non et des cessions
 - 2.1 Dotation à la provision pour moins-value sur actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, à la date du bilan.
 - 2.2 Constatation de la moins-value provisionnée nécessaire au moment de la vente des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes.
 - 2.3 Constatation de la moins-value non provisionnée sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, au moment de la vente.
 - 2.4 Constatation de la moins-value provisionnée sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, qui n'est plus nécessaire à la date du bilan ou à la vente.

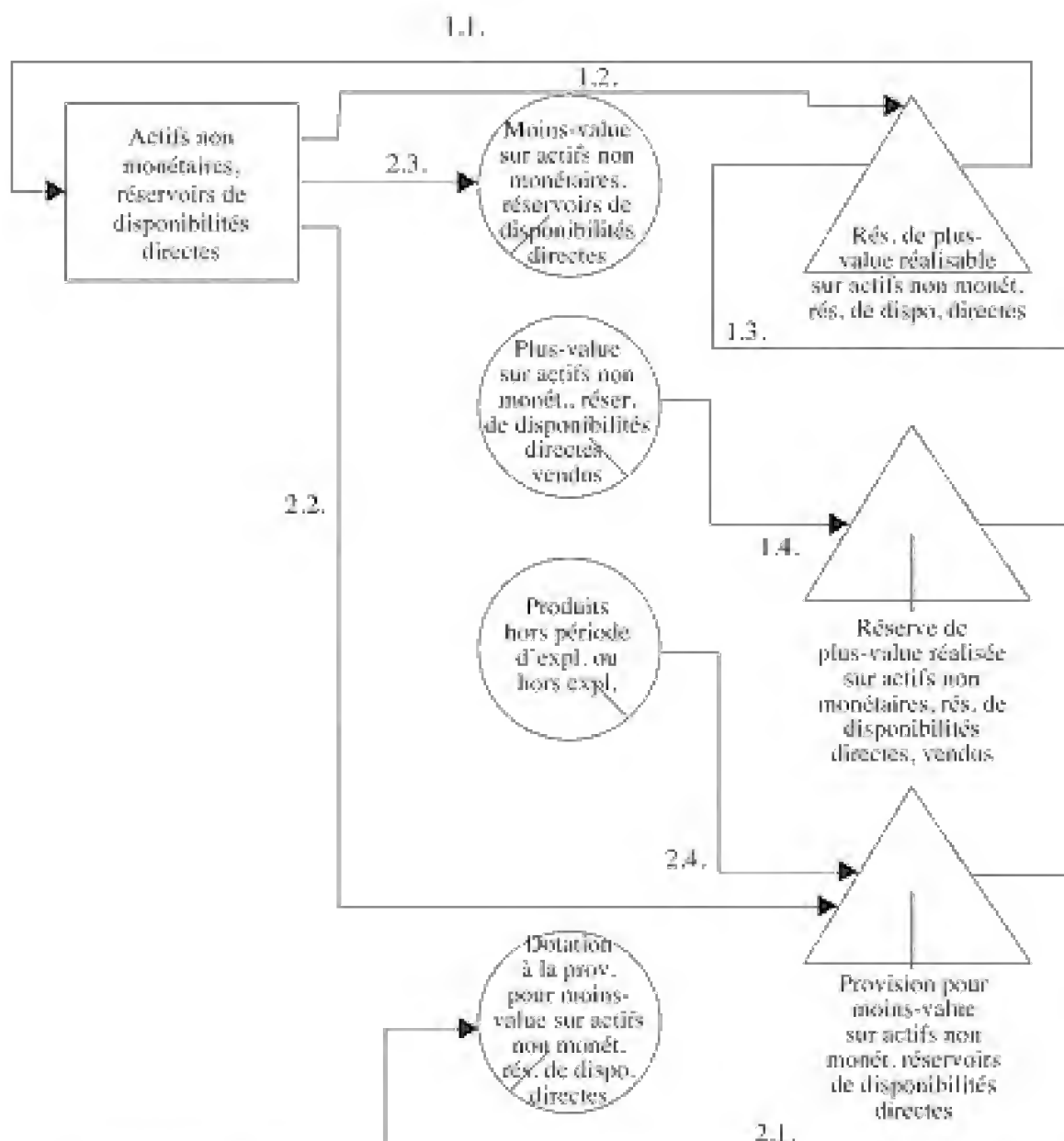


Fig. 10.14 Comptabilisation des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes.

Exemples chiffrés

Cas n° 1

Une entreprise achète 400 actions au cours de 135 le 10.11.N-1, les frais s'élèvent à 540.

Après avoir enregistré une augmentation de valeur dans les comptes, les titres sont vendus à un prix inférieur à celui qui figure dans les comptes.

- Au 31.12.N-1, les actions sont cotées au cours de 147,5.
- Le 6.12.N, l'entreprise vend les actions au cours de 140,5 par action, frais 562.

Journal

10.11.N-1	<i>Achat de 400 actions à 136,35 par action</i> ³⁰		
	Titres	54 540	
	à Disponibilités		54 540
31.12.N-1	<i>Plus-value réalisable s/titres</i> <i>[(147,5 - 136,35) × 400] (1.1.)</i>		
	Titres	4 460	
	à Réserve de plus-value réalisable s/titres		4 460
6.12.N	<i>Vente des titres: [(140,5 × 400) - 562]</i>		
	Disponibilités	55 638	
	à Titres		55 638
	<i>Constatation de la plus-value réalisée sur les titres vendus: [(139,095 - 136,35) × 400] (1.3.)</i>		
	Réserve de plus-value réalisable s/titres	1 098	
	à Réserve de plus-value réalisée s/titres vendus		1 098
	<i>Virement de la plus-value réalisée sur les titres vendus: [(139,095 - 136,35) × 400] (1.4.)</i>		
	Réserve de plus-value réalisée s/titres vendus	1 098	
	à Plus-value sur titres vendus		1 098
	<i>Constatation de la plus-value non réalisée sur titres: [(147,5 - 139,095) × 400] (1.2.)</i>		
	Réserve de plus-value réalisable s/titres	3 362	
	à Titres		3 362

Cas n° 2a

Une entreprise achète 400 actions au cours de 135 le 10.11.N-1, les frais s'élèvent à 540.

Après avoir enregistré une diminution de valeur dans les comptes, les titres sont vendus à un prix encore inférieur à celui qui figure dans les comptes.

- Au 31.12.N-1, les actions sont cotées au cours de 130.
- Le 6.12.N, l'entreprise vend les actions au cours de 127 par action, frais 500.

Journal

10.11.N-1	<i>Achat de 400 actions à 136,35 par action</i>		
	Titres	54 540	
	à Disponibilités		54 540
31.12.N-1	<i>Dotation à la provision pour moins-value s/titres</i> <i>[(130 - 136,35) × 400] (2.1.)</i>		
	Dotation à la provision pour moins-value s/titres	2 540	
	à Provision pour moins-value s/titres		2 540

³⁰ La doctrine n'est pas unanime sur l'inclusion ou non des frais divers d'acquisition dans le coût d'acquisition.

6.12.N	<i>Vente des titres</i> $[(127 \times 400) - 500]$		
	Disponibilités	50 300	
	à Titres		50 300
	<i>Constatation de la moins-value réalisée sur les titres vendus</i> $[(130 - 136,35) \times 400]$ (2.2.)		
	Provision pour moins-value s/titres	2 540	
	à Titres		2 540
	<i>Constatation de la moins-value non provisionnée sur les titres</i> $[(125,75 - 130) \times 400]$ (2.3.)		
	Moins-value s/titres	1 700	
	à Titres		1 700

Cas n° 2b

Une entreprise achète 400 actions au cours de 135 le 10.11.N-1, les frais s'élèvent à 540.

Après avoir enregistré une diminution de valeur dans les comptes, les titres augmentent de valeur à la fin de la période suivante. Les titres ne sont pas vendus.

- Au 31.12.N-1, les actions sont cotées au cours de 130.
- Au 31.12.N, les actions sont cotées au cours de 135.

Journal

10.11.N-1	<i>Achat de 400 actions à 136,35 par action</i>		
	Titres	54 540	
	à Disponibilités		54 540
31.12.N-1	<i>Dotation à la provision pour moins-value s/titres</i> $[(130 - 136,35) \times 400]$ (2.1.)		
	Dotation à la provision pour moins-value s/titres	2 540	
	à Provision pour moins-value s/titres		2 540
31.12.N	<i>Constatation de la moins-value provisionnée non nécessaire</i> : $[(135 - 130) \times 400]$ (2.4.)		
	Provision pour moins-value s/titres	2 000	
	à Produits hors période d'exploitation ou hors exploitation		2 000

10.5.2.3.6 Valeur actuelle et calcul du résultat global de la période (business income)

Deux auteurs, Edwards et Bell, ont introduit la notion de résultat global de la période ou *business income*. Ce résultat se distingue du résultat en valeur actuelle en ce qu'il prend en considération les réserves de réévaluation réalisables et réalisées, à condition que ce soit celles de l'exercice en cours, sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs. Pour l'évaluation des prestations de l'entreprise, ces deux auteurs considèrent donc qu'il faut prendre en compte, non seulement le réalisé – celui de l'année en cours uniquement –, mais également le réalisable de l'année en cours.

On obtient donc le *business income* à partir du résultat en valeur actuelle de la manière suivante :

Résultat en valeur actuelle

- + Réserve de réévaluation réalisée de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs
- + Réserve de réévaluation réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs
- = **Résultat global de la période (*business income*)**.

Edwards et Bell considèrent que l'entreprise a fait un effort pour créer les réserves de réévaluation réalisables; cette création doit donc être mise en évidence. Ils considèrent cependant aussi que les réserves de réévaluation réalisées des exercices antérieurs et de l'exercice en cours peuvent être distribuées. Cette conception est toutefois contraire au principe de la concordance dans la saisie des produits et des charges appliqué à la méthode de la valeur actuelle. Le *business income* est un chiffre qui mesure la performance des efforts des gestionnaires durant l'année en cours. Il n'a pas pour objectif de déterminer le montant distribuable du résultat et revient en fait à retourner au coût historique en matière de distribution du résultat.

Si l'on veut mettre en évidence les réserves de réévaluation réalisables et généraliser la conception de Edwards et Bell, on peut présenter les composantes du résultat comme suit :

Résultat en valeur actuelle

- + Réserve de réévaluation réalisée de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs
- + Réserve de plus-value réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes
- + Réserve de gain réalisable de l'exercice en cours sur les passifs non monétaires, autres que les capitaux propres
- + Réserve de réévaluation réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs
- = **Résultat global de la période (*business income*)**

ou

Résultat en coût historique

- J. Réserve de réévaluation réalisée des exercices antérieurs sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs
- + Réserve de plus-value réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes
- + Réserve de gain réalisable de l'exercice en cours sur les passifs non monétaires, autres que les capitaux propres
- + Réserve de réévaluation réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs
- = **Résultat global de la période (*business income*)**³¹

³¹ Pour un schéma récapitulatif, voir PARKER R.H. and HARCOURT G.C., *Readings in the Concept and Measurement of Income*, Cambridge University Press, New York, 1969.

10.5.2.4 Méthode de la valeur vénale

10.5.2.4.1 Approche générale

La valeur vénale correspond à l'équivalent actuel de trésorerie que l'on peut obtenir dans des conditions normales de liquidation « ordonnée et progressive » (*current cash equivalent*). Cette méthode, pouvant s'envisager comme cessation volontaire d'activité planifiée, s'apparente davantage à une évaluation en valeur de marché (une moyenne) qu'à une valeur d'échange entre deux parties (une observation).

La méthode de la valeur vénale permet d'apprécier la capacité d'adaptation de l'entreprise à son environnement : celle-ci doit en effet continuellement estimer l'intérêt qu'il y a de maintenir la continuité de l'exploitation sous sa forme actuelle plutôt que sous une autre forme, plus rentable, *via* la liquidation de certaines activités, le changement du métier de base ou le démantèlement de l'entreprise. Ce critère est donc pertinent pour mener une évaluation uniforme des postes du bilan dans le cadre d'une prise de décision : au moment actuel, les événements antérieurs relèvent de l'histoire et ne sauraient, sous cette optique, être d'une quelconque utilité quant à la prise de décision.

Rejetant le coût de remplacement comme base d'évaluation, la méthode de la valeur vénale peut être toutefois amenée à l'accepter, sous sa version dite *en aval*, au titre de grandeur de substitution dans deux cas.

Cas n° 1 : Les actifs non monétaires, réservoirs de stocks

Il est considéré que la valeur vénale de ceux-ci (à l'image des produits finis ou des produits en cours) peut être approchée de manière satisfaisante par leur valeur de remplacement. Toujours est-il que même en présence de prix de marché disponibles, la connaissance du coût de remplacement s'avère incontournable pour l'évaluation du CAMV (voir plus loin *Analyse des rubriques*).

Cas n° 2 : Les actifs non monétaires, réservoirs de services futurs

Ceux-ci regroupent, par exemple, des actifs immobilisés physiques. La valeur de remplacement peut servir au titre d'approximation de la valeur (vénale) recherchée en cas d'indisponibilité de cette information pour cette catégorie d'actifs. Dans ce cas, il faudra considérer la valeur de remplacement « nette », c'est-à-dire la valeur de remplacement déduction faite d'éventuels amortissements cumulés nécessaires.

Notons que, dans le cadre de la méthode de la valeur vénale, le concept d'« amortissement » (constatation de l'usure, de l'obsolescence) est évacué du raisonnement au profit du concept de « dépréciation », représentant le processus de convergence de la valeur vers une juste valeur (*fair value*), dont la valeur vénale est l'un des attributs. Aussi, les ajustements subséquents de la valeur des actifs immobilisés devraient se faire par le biais d'un test de dépréciation (*impairment test*). On parvient ainsi à « rapprocher » la méthode moderne avec celle de l'IASB telle qu'exposée ci-après dans le paragraphe 10.5.3.

En exprimant, en particulier, les actifs monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs, à la valeur vénale, la méthode exposée ci-dessus abandonne, pour le calcul du résultat courant, le principe de la réalisation des produits. Dans

certains cas on voit apparaître, en plus des comptes utilisés dans la méthode de la valeur actuelle (voir § 10.5.2.3), une nouvelle catégorie de réserves réalisables les *réserves de marge*³².

En effet, dans le prix de vente d'un produit fini est comprise, en principe, une marge de bénéfice qui doit rémunérer le risque, fonction du temps. Il va de soi que si, au moment de l'évaluation, le temps restant jusqu'à la vente n'est pas totalement écoulé, la marge ne saurait être comptée (constatée) en totalité. Comme il est cependant impossible de définir avec précision la dynamique temporelle de la marge bénéficiaire (celle-ci étant davantage une grandeur imposée par le marché qu'un montant prédictible), il devient pour le moins « périlleux » de tenter de déterminer le montant de la marge à déduire du prix de vente.

Pour parer à cette impraticabilité, les partisans de cette approche proposent donc de calculer, au moment précis de la date des états financiers, le coût de remplacement de tous les éléments consommés, ce qui correspond à calculer le coût d'acquisition des marchandises (CAMV) au coût de remplacement³³.

Le compte d'exploitation-type lié à cette approche peut se présenter comme suit.

Tableau 10.15 Valeur vénale: compte d'exploitation-type.

	«Chiffre d'affaires brut»
J.	Dotation à la provision pour dépréciation sur clients
J.	«Coût d'acquisition des marchandises vendues»
	Coût d'acquisition des produits vendus au coût de remplacement
	Coût d'acquisition du stock final des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, au coût de remplacement
J.	«Dépréciations»
J.	Autres charges d'exploitation
=	<i>Résultat de l'exercice avant prise en compte des réserves de réévaluation réalisables et réalisées</i>
+	Réserve de plus-value réalisée sur les ventes effectuées (coût de remplacement – coût historique ou coût d'inventaire)
+	Réserve de plus-value réalisée de la période sur les actifs non monétaires, réservoirs de services futurs
+	Réserve de plus-value réalisable de la période sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes
+	Réserve de plus-value réalisable de la période sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks (coût de remplacement – coût historique ou coût d'inventaire)
+	Réserve de gain réalisable de la période sur les passifs non monétaires, autres que les capitaux propres
=	Résultat de la période en valeur actuelle, synonyme de valeur vénale, du compte de résultat

La notation entre guillemets des comptes de «Chiffre d'affaires brut», de «CAMV» et de «Dépréciations» signifie que ces rubriques ne correspondent pas à celles d'une comptabilité qui respecte le principe de réalisation. Cette dichotomie

³² Ces réserves sont considérées comme réalisées et par conséquent enregistrées au compte de résultat.

³³ Il va de soi que le coût de remplacement d'un élément à un instant *t* est naturellement borné à la hausse par le prix d'acquisition à neuf du dit élément au même instant.

de traitement trouve sa raison d'être dans la problématique du calcul de marge déjà mentionnée.

Analyse des rubriques

La méthodologie de calcul des trois grandeurs est la suivante :

- Le «Chiffre d'affaires brut» de la méthode de la valeur vénale est égal au chiffre d'affaires habituel auquel on ajoute la variation de stock exprimée en valeur vénale (VV):

$$CA_{brut}^{VV} = CA_{habituel} + \Delta Stock^{VV} \quad (10.5)$$

où $\Delta Stock^{VV}$ correspond à la variation de stock en valeur vénale.

- Le «Coût d'Acquisition des Marchandises Vendues» est comptabilisé au coût de remplacement (CR). Ceci a pour conséquence d'assurer la possibilité de calcul de marges commerciales, alors que celles-ci disparaîtraient si les marchandises étaient évaluées à leur valeur vénale. On obtient ainsi :

$$CAMV^{CR} = Achat_{vente}^{CR} + \Delta Stock^{CR} - \Delta Stock_{vente}^{CR} \quad (10.6)$$

où $Achat_{vente}^{CR}$ correspond au coût de remplacement des achats de la période au moment de la vente, $\Delta Stock^{CR} = Stock_N^{CR} - Stock_{N-1}^{CR}$ et $\Delta Stock_{vente}^{CR}$ est égale à la variation du coût de remplacement du stock due à la vente.

- Le compte «Dépréciations» se rapporte aux actifs fixes et représente la perte de valeur «réelle», exprimée en terme de valeur marchande. Le processus de calcul exposé ci-dessous porte, comme indiqué précédemment, le nom de «test de dépréciation»:

$$Dépréciation_t = Valeur\ vénale_{t-1\ en\ t} - Valeur\ vénale_t \quad (10.7)$$

La dépréciation se définit comme la différence entre la valeur théorique (valeur calculée) d'un actif et sa valeur de marché.

Le principe de la réalisation des produits est cependant maintenu pour le bilan. Cette asymétrie a pour conséquence logique que le résultat au bilan diffère de celui présenté au compte de résultat. Il y aura lieu de procéder à un travail de retraitement nécessitant la tenue d'un tableau de réconciliation.

Tableau de réconciliation

Résultat de la période au compte de résultat en valeur vénale

- /./ Δ Réserve de plus-value réalisée sur les ventes effectuées
- /./ Δ Réserve de plus-value réalisée sur les actifs non monétaires, réservoirs de services futurs
- /./ Δ Réserve de plus-value réalisable sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes

- /. Δ Réserve de plus-value réalisable sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks
- /. Δ Réserve de marge réalisable sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks
- /. Δ Réserve de gain réalisable sur les passifs non monétaires, autres que les capitaux propres
- = Résultat de la période au bilan en valeur vénale

REMARQUE

Tous les termes du décompte de réconciliation se rapportent à la période examinée.

10.5.2.4.2 Evaluation

Les règles d'évaluation qui découlent de cette approche peuvent donc être résumées comme suit.

Tableau 10.16 Ecole moderne – Méthode de la valeur vénale: classification et comptabilisation (taxinomie monétaire).

<i>Éléments</i>	<i>Valeurs de privation</i>
Actifs monétaires. (CCP, clients en francs suisses...)	Valeur vénale
Actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes (titres cotés à court terme...)	Valeur vénale
Actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs (machines, stocks de marchandises...)	Valeur vénale
Passifs monétaires (dettes en francs suisses...)	Montant effectif à rembourser
Passifs non monétaires (dettes en devises...)	Montant effectif à rembourser

10.5.2.4.3 Exemple d'application

Cette partie se limitera à fournir une illustration liée aux passifs.

Les passifs monétaires

Pour rester dans une approche semblable à celle utilisée par le marché, l'évaluation des passifs monétaires devrait viser une approximation de la valeur actualisée des sorties futures, certaines ou probables, de moyens d'activité. L'application pratique revêt cependant des difficultés analogues à celles évoquées précédemment, notamment la détermination du taux d'actualisation. De plus, pour certains passifs, il est difficile de savoir si le montant à rembourser comprend déjà une part implicite d'intérêt; ainsi en est-il des dettes envers les fournisseurs.

En même temps, les états financiers doivent pour des raisons juridiques faire apparaître les montants qui seront effectivement déboursés aux échéances connues puisqu'il y a prétentions de tiers. La différence qu'il faudrait prendre en compte entre la valeur actualisée des sorties futures et la valeur nominale résulte en fait, pour les dettes à revenus prédéterminés, de la différence découlant d'un

calcul basé sur le taux facial, explicite ou implicite, et le taux de rendement requis estimé à la date de clôture.

Considérons le cas du débiteur d'une obligation de valeur nominale 100, venant à échéance dans un an et portant des coupons d'intérêt de 10% :

1. Si, au moment de l'évaluation, le rendement estimé sur le marché à la date de clôture se monte à 12%, la valeur actualisée du titre sera de $(10 + 100)/1.12 = 98.2$. Il serait donc possible pour le débiteur, le cas échéant, de racheter immédiatement sa dette pour 98.2 (hors frais de transactions).
2. Si, par contre, les taux d'intérêt et de rendement étaient au moment de l'évaluation identiques, la valeur actualisée du passif correspondrait à sa valeur nominale: $(10 + 100)/1.1 = 100$.

Les passifs non monétaires

Les passifs non monétaires sont, comme on l'a vu, des éléments dont la valeur nominale peut varier entre deux périodes, par exemple en devises (chap. 11). Les capitaux propres font également partie des passifs non monétaires dont la valeur nominale varie entre deux périodes. Ceux-ci comprennent en particulier le résultat obtenu en valeur actuelle ainsi que les différentes Réserves de réévaluation réalisables ou réalisées. Cependant, il convient d'exclure de l'analyse qui va suivre les capitaux propres, car, de par leur nature, ils ne peuvent pas être ajustés comme les capitaux étrangers non monétaires.

Analyse en vue de la comptabilisation en valeur actuelle des passifs non monétaires autres que les capitaux propres

Aspect statique

Parmi ses capitaux étrangers, l'entreprise compte notamment des dettes à court terme ou à long terme en devises.

Aspect cinétique

Les principaux événements de nature comptable relatifs aux changements de valeur des passifs non monétaires autres que capitaux propres sont les suivants:

- enregistrer les variations de moins-valeur et plus-valeur sur les passifs non monétaires autres que capitaux propres;
- constater les sorties de moyens d'activité.

Elaboration logique de l'information comptable

Les événements typiques de la comptabilité des passifs non monétaires autres que capitaux propres sont enregistrés dans les comptes suivants:

- Le compte *Passifs non monétaires autres que capitaux propres* enregistre les moins-values et les gains au moment de la sortie de moyens d'activité, et les gains réalisables au moment de la clôture des comptes.
- Le compte *Réserve de gain réalisable sur passifs non monétaires autres que capitaux propres* enregistre les gains au moment du réajustement de la valeur des passifs.
- Le compte *Réserve de gain réalisée sur passifs non monétaires autres que capitaux propres* enregistre les gains au moment de la sortie des moyens

d'activité; ces réserves réalisées sont, dans le cas des passifs non monétaires autres que capitaux propres, des produits distribuables; ils seront ensuite virés au compte *Gain sur passifs non monétaires autres que capitaux propres*; l'enregistrement du gain dans le compte *Réserve de gain réalisée sur passifs non monétaires autres que capitaux propres* n'est pas indispensable dans le cas des passifs non monétaires.

- Le compte *Perte sur passifs non monétaires autres que capitaux propres* enregistre les augmentations de moyens d'activité nécessaires au moment de leur sortie ou encore à la date du bilan.
- Le compte *Provision pour perte sur passifs non monétaires autres que capitaux propres* comprend les augmentations de sortie de moyens d'activité à encourir au moment de la clôture des comptes.

Formalisation logique du traitement comptable

La figure 10.17 reprend les principales opérations liées à cette problématique:

1. Cas des gains de change
 - 1.1 Enregistrement du gain réalisable sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*, à la date du bilan.
 - 1.2 Constatation du gain réalisé sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*, au moment de la sortie des moyens d'activité.
 - 1.3 Virement du gain réalisé sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*.
 - 1.4 Constatation du gain non réalisé sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*, au moment de la sortie des moyens d'activité.
 - 1.5 Constatation du gain réalisable et réalisé de la période sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*, au moment de la sortie des moyens d'activité. S'il n'y a pas de gain réalisable complémentaire dans la période, cette opération n'existe pas.
2. Cas des pertes de change provisionnées ou non
 - 2.1 Dotation à la provision pour perte de change sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*, à la date du bilan.
 - 2.2 Constatation de la perte de change provisionnée sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*, au moment de la sortie des moyens d'activité.
 - 2.3 Constatation de la perte de change non provisionnée sur les *passifs non monétaires autres que capitaux propres*, au moment de la sortie des moyens d'activité.
 - 2.4 Constatation du gain de change réalisé durant la période (ou de la perte provisionnée non nécessaire).

Exemple chiffré

Une entreprise achète le 10.12.N-1 une marchandise à un fournisseur américain pour un montant de US\$ 1 000. Le cours du US\$ est de 1,44.

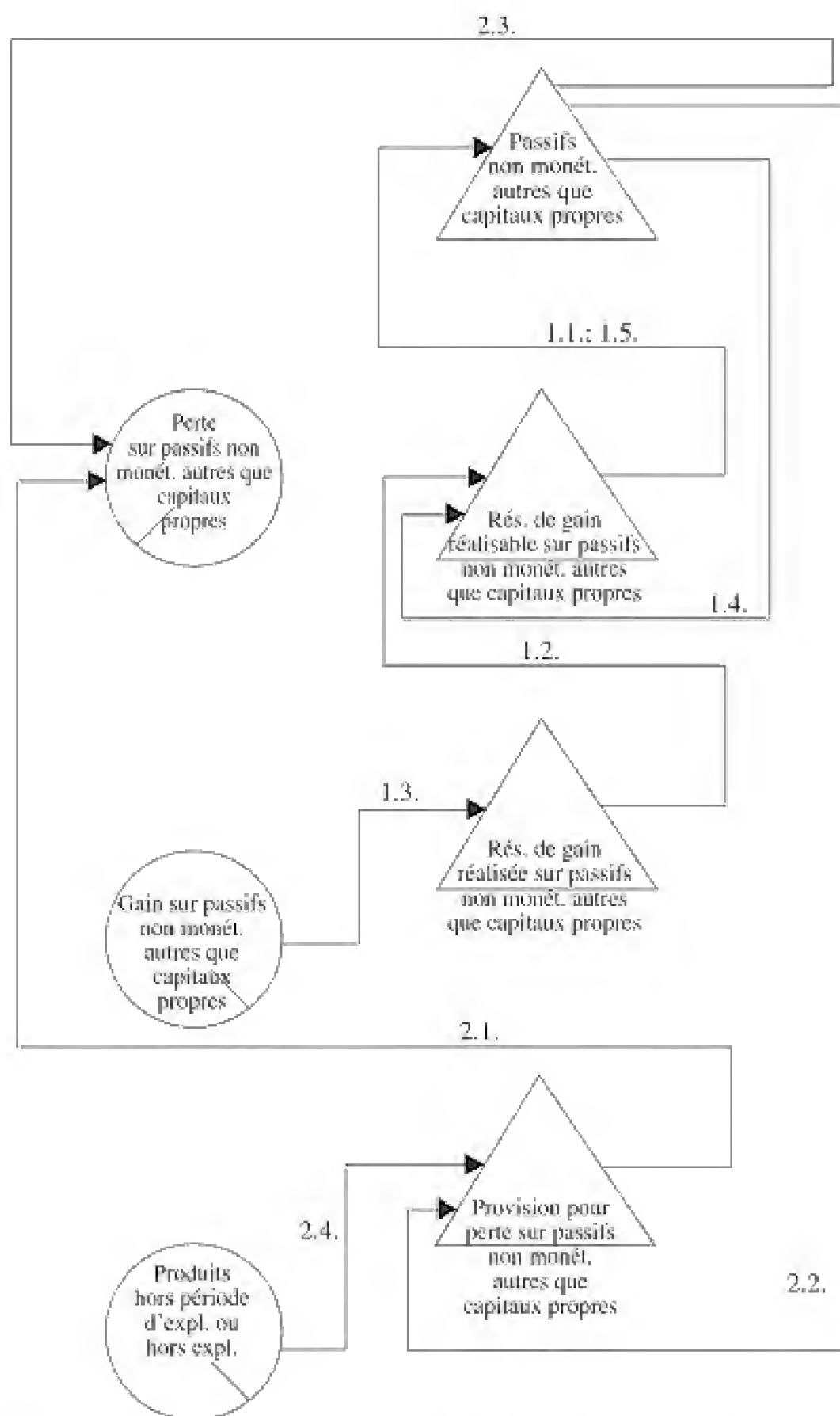


Fig. 10.17 Comptabilisation des changements de valeur des passifs non monétaires autres que capitaux propres selon la méthode de la valeur vénale.

Cas n° 1a

Après avoir enregistré une baisse de cours dans les comptes, le fournisseur est payé à un moment où le taux de change est supérieur à celui de la clôture.

- Au 31.12.N-1, le cours de change est de 1,41.
- Le 4.2.N, l'entreprise paie son fournisseur en achetant un US\$ au prix de 1,435.

Journal

10.12.N-1	Achat de la marchandise au fournisseur, comptabilisé à 1,44		
	Achats	1 440	
	à Fournisseurs		1 440
31.12.N-1	Comptabilisation du gain réalisable $(1,44 - 1,41) \times 1\,000$ (1.1.)		
	Fournisseurs	30	
	à Réserve de gain réalisable sur fournisseurs		30
4.2.N	Paiement du fournisseur		
	Fournisseurs	1 435	
	à Disponibilités		1 435
	Constatation du gain réalisé sur le fournisseur payé $(1,44 - 1,435) \times 1\,000$ (1.2.)		
	Réserve de gain réalisable sur fournisseurs	5	
	à Réserve de gain réalisée sur fournisseurs		5
	Virement du gain réalisé sur fournisseur payé $(1,44 - 1,435) \times 1\,000$ (1.3.)		
	Réserve de gain réalisée sur fournisseurs	5	
	à Gain de change sur fournisseurs		5
	Constatation du gain non réalisé sur fournisseur payé $(1,435 - 1,41) \times 1\,000$ (1.4.)		
	Réserve de gain réalisable sur fournisseurs	25	
	à Fournisseurs		25

Cas n° 1b

Après avoir enregistré une baisse de cours dans les comptes, le fournisseur est payé à un moment où le taux de change est encore inférieur à celui de la clôture.

- Au 31.12.N-1, le cours de change est de 1,41.
- Le 4.2.N, l'entreprise paie son fournisseur en achetant un US\$ au prix de 1,395.

Journal

10.12.N-1	Achat de la marchandise au fournisseur, comptabilisé à 1,44		
-----------	---	--	--

	Achats	1 440	
	à Fournisseurs		1 440
31.12.N-1	<i>Comptabilisation du gain réalisable $(1,44 - 1,41) \times 1\,000$ (1.1.)</i>		
	Fournisseurs	30	
	à Réserve de gain réalisable sur fournisseurs		30
4.2.N	<i>Paiement du fournisseur</i>		
	Fournisseurs	1 395	
	à Disponibilités		1 395
	<i>Constatation du gain réalisé sur le fournisseur payé $(1,44 - 1,395) \times 1\,000$ (1.2.)</i>		
	Réserve de gain réalisable sur fournisseurs	45	
	à Réserve de gain réalisé sur fournisseurs		45
	<i>Virement du gain réalisé sur fournisseur payé $(1,44 - 1,395) \times 1\,000$ (1.3.)</i>		
	Réserve de gain réalisée sur fournisseurs	45	
	à Gain de change sur fournisseurs		45
	<i>Comptabilisation du gain réalisable de la période sur fournisseur payé $(1,41 - 1,395) \times 1\,000$ (1.5.)</i>		
	Fournisseurs	15	
	à Réserve de gain réalisable sur fournisseurs		15

Cas n° 2a

Après avoir enregistré une augmentation de cours dans les comptes, le fournisseur est payé à un prix encore supérieur à celui figurant dans les comptes.

- Au 31.12.N-1, le cours est de 1,46.
- Au 4.2.N, le cours est de 1,486.

Journal

10.12.N-1	<i>Achat de la marchandise au fournisseur, comptabilisé à 1,44</i>		
	Achats	1 440	
	à Fournisseurs		1 440
31.12.N - 1	<i>Création d'une provision pour perte de change, suite à la hausse du taux de change $(1,46 - 1,44) \times 1\,000$ (2.1.)</i>		
	Dotation à la provision pour perte de change sur fournisseurs	20	
	à Provision pour perte de change sur fournisseurs		20
4.2.N	<i>Paiement du fournisseur</i>		
	Fournisseurs	1 486	
	à Disponibilités		1 486

Constatation de la perte de change provisionnée sur fournisseur $(1,46 - 1,44) \times 1\,000$ (2.2.)

Provision pour perte de change sur fournisseurs	20	
à Fournisseurs		20

Constatation de la perte de change non provisionnée sur fournisseurs $(1,486 - 1,46) \times 1\,000$ (2.3.)

Perte de change sur fournisseurs	26	
à Fournisseurs		26

Cas n° 2b

Après avoir enregistré une augmentation de cours dans les comptes, le fournisseur est payé à un prix inférieur à celui figurant dans les comptes.

- Au 31.12.N-1, le cours est de 1,46.
- Au 4.2.N, le cours est de 1,454.

Journal

10.12.N-1	<i>Achat de la marchandise au fournisseur, comptabilisé à 1,44</i>		
	Achats	1 440	
	à Fournisseurs		1 440
31.12.N-1	<i>Création d'une provision pour perte de change, suite à la hausse du taux de change $(1,46 - 1,44) \times 1\,000$ (2.1.)</i>		
	Dotation à la provision pour perte de change sur fournisseurs	20	
	à Provision pour perte de change sur fournisseurs		20
4.2.N	<i>Paiement du fournisseur</i>		
	Fournisseurs	1 454	
	à Disponibilités		1 454
	<i>Constatation de la perte de change provisionnée sur fournisseur (2.2.)</i>		
	Provision pour perte de change sur fournisseurs	14	
	à Fournisseurs		14
	<i>Constatation de la perte de change provisionnée non nécessaire sur fournisseurs $(1,46 - 1,454) \times 1\,000$ (2.4.)</i>		
	Provision pour perte de change sur fournisseurs	6	
	à Produit hors période d'exploitation ou hors exploitation		6

10.5.2.5 Critique de l'Ecole moderne

Au delà des précautions techniques et théoriques à respecter dans tout processus de valorisation, la valeur économique et ses dérivés ont pour inconvénient majeur de ne pas être comptablement adaptés à l'évaluation des dettes. Ces méthodes produisent des effets indésirables :

- une dette risquée verra son taux d'actualisation (mesure de risque) augmenter, entraînant une diminution de sa valeur;
- une dette peu risquée verra son taux d'actualisation (mesure de risque) diminuer, entraînant une augmentation de sa valeur.

Si ces raisonnements sont conformes du point de vue de l'analyse financière, ils laissent néanmoins entrevoir une forme de créativité comptable permettant d'« optimiser » la structure du bilan grâce à une évaluation des dettes selon une finalité pour le moins subjective.

En effet, dans le premier cas, la diminution de la valeur *financière* de la dette ne permet pas d'affirmer que l'entreprise n'est pas *juridiquement* liable de la valeur intégrale (nominal et intérêts) de celle-ci.

L'approche en valeur vénale tente de se soustraire à cette critique en renonçant à « modéliser » aussi bien les actifs que les passifs. Toutefois cette objectivité peut être également mise à mal dans le cas des dettes, où le « montant effectif à rembourser » aura tendance – la probabilité de défaut augmentant – à diminuer³⁴.

Finalement, on voit que les processus d'évaluation issus de l'Ecole moderne de la comptabilité ne dépendent pas entièrement de la segmentation des éléments selon la taxinomie monétaire. En effet, la propriété de propension des éléments à la variation n'est pas seule constitutive du raisonnement de l'Ecole moderne. Cette constatation amène logiquement la critique de défaut de cadre organisationnel qui soit en adéquation avec le mode d'évaluation prôné par cette Ecole. Cette défaillance est partiellement comblée dans l'approche du normalisateur international, l'IASB, qui est présentée ci-après.

10.5.3 Approche moderne: l'approche de l'IASB

Nous avons vu que l'Ecole moderne avait pour but de parvenir à expliquer la valorisation boursière des entreprises et de faire converger la valeur des capitaux propres vers celle-ci. Au-delà des limites de l'Ecole moderne, on peut relever le fait que cet objectif était condamné à demeurer vain tant que les entreprises restaient autorisées à ne pas comptabiliser certaines opérations qualifiées d'opérations « hors bilan ». Historiquement, certains éléments – principalement les instruments financiers dérivés – n'étaient pas comptabilisés par manque de fiabilité dans leur estimation. Il subsistait donc tout un pan de l'activité et du patrimoine de l'entreprise qui n'était pas inscrit au bilan et au compte de résultat, ne figurant qu'à titre indicatif dans l'annexe aux états financiers. Durant les années 1990, nombre de débâcles spectaculaires ont eu lieu, principalement aux Etats-Unis. Ces déroutes avaient pour point commun une mauvaise gestion des instruments dérivés.

Selon la norme IAS 39 § 9, un *dérivé* est un instrument financier regroupant simultanément les trois caractéristiques suivantes :

³⁴ La faute en revenant à la notion d'« effectif » laissant la possibilité de ne reconnaître uniquement le montant pouvant être remboursé selon les capacités financières de l'entreprise (« pour solde de tout compte »), et non – comme cela doit être interprété – dans le but d'éteindre totalement la prétention.

- Sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou de toute autre variable analogue (parfois appelée le « sous-jacent »).
- Il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial faible par rapport à d'autres types de contrats réagissant de manière similaire aux évolutions des conditions du marché.
- Il est réglé à une date future.

Le tableau 10.18 recense quelques cas révélateurs des pertes encourues.

Tableau 10.18 Principales débâcles financières liées à l'usage d'instruments financiers dérivés.

Entreprise/Entité	Pertes (US \$ millions)	Type d'instrument dérivé
Metallgesellschaft	1 300	Futures sur énergie
Codelec	207	Futures sur cuivre
Cargill (Minnetonka Fund)	100	Dérivés sur hypothèques
Kashima Oil	11 500	Dérivés sur devises
Sandoz	78,5	Dérivés divers
Glaxo	115	Dérivés sur hypothèques
Piper Jaffray Cos.	700	Dérivés sur hypothèques
Sears	237	Swaps
Orange County, California	1 600	Contrat de rachat financé par effet de levier
Baring's PLC	900	Futures sur indices et options
State of Wisconsin Investment Board	95	Swaps sur devises et taux d'intérêts
Sumitomo Bank	1 800	Futures sur cuivre
First Capital Strategis	128	Futures sur indices
Long Term Capital Management	3 500	Dérivés sur taux d'intérêts et devises

Pour combler ces lacunes informationnelles, l'IASB a approuvé les normes IFRS 7 : *Instruments financiers : Informations à fournir*, IAS 32 – *Instruments financiers : Présentation* et l'IAS 39 – *Instruments financiers : Comptabilisation et Evaluation*.

10.5.3.1 Taxinomie financière

Cette classification distingue les actifs financiers et les dettes financières des autres éléments non financiers du bilan. Ainsi, cette approche propose d'identifier et de segmenter les actifs et les dettes non pas selon la stabilité ou stationnarité de leur valeur dans le temps (taxinomie monétaire), mais selon leur propension à être convertis plus ou moins rapidement en trésorerie ou équivalent-trésorerie.

Cette distinction est apparue avec l'entrée en vigueur de la norme IAS 32. De par sa conception, cette taxinomie n'est cependant adaptée qu'au cas des instruments financiers.

La taxinomie financière reste toutefois compatible avec la version monétaire. Ainsi, l'IASB continue, comme nous l'avons déjà vu sous 10.4.1, d'employer la notion d'élément (actif) monétaire (notamment dans le cadre des définitions relatives aux taux de change (IAS 21 § 8) et aux immobilisations incorporelles (IAS 38 § 8)).

Ordonnancement selon les IFRS

La segmentation des instruments financiers proposée par la norme IAS 32 § 11 est la suivante.

Un *instrument financier* est tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité³⁵.

Un *instrument de capitaux propres* est tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs (dettes)³⁶.

Un *actif financier* est tout actif qui est :

- de la trésorerie ;
- un instrument de capitaux propres d'une autre entité ;
- un droit contractuel :
 - de recevoir d'une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier ; ou
 - d'échanger des actifs ou des passifs (dettes) financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement favorables ; ou
- un contrat qui sera ou pourra être réglé en instruments de capitaux propres de l'entité elle-même et qui est :
 - un instrument non dérivé pour lequel l'entité est ou pourrait être tenue de recevoir un nombre variable³⁷ d'instruments de capitaux propres de l'entité elle-même ; ou
 - un instrument dérivé qui sera ou pourra être réglé autrement que par l'échange d'un montant fixé de trésorerie ou d'un autre actif financier contre un nombre fixé d'instruments de capitaux propres de l'entité elle-même. A cette fin, les instruments de capitaux propres de l'entité n'incluent pas les instruments constituant eux-mêmes des contrats de réception ou de livraison future d'instruments de capitaux propres de l'entité elle-même.

Une *dette financière* est toute prétention qui est :

- une obligation contractuelle :
 - de remettre à une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier ; ou

³⁵ Les instruments financiers, notamment les instruments dérivés, seront étudiés plus en détail au chapitre 12 du volume 3 de cette collection.

³⁶ Notons que le terme passif de l'IASB correspond au terme dettes au sens de cette série d'ouvrages, le passif représente donc la somme des dettes et des capitaux propres.

³⁷ Dans le sens où le nombre et/ou la valeur de ces instruments serait non déterminable au moment de la reconnaissance (comptabilisation).

- d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables à l'entreprise; ou
- un contrat qui sera ou pourra être réglé en instruments de capitaux propres de l'entité elle-même et qui est:
 - un instrument non dérivé pour lequel l'entité est ou pourrait être tenue de livrer un nombre variable d'instruments de capitaux propres de l'entité elle-même; ou
 - un instrument dérivé qui sera ou pourra être réglé autrement que par l'échange d'un montant fixé de trésorerie ou d'un autre actif financier contre un nombre fixé d'instruments de capitaux propres de l'entité elle-même. A cette fin, les instruments de capitaux propres de l'entité n'incluent pas les instruments constituant eux-mêmes des contrats de réception ou de livraison future d'instruments de capitaux propres de l'entité elle-même.

Ces définitions, auxquelles on peut reprocher leur caractère quelque peu abscond, font implicitement appel à des notions qui seront développées de manière successive et systématique au travers des chapitres suivants (notamment les chapitres 11 – *Cas particuliers de traitement comptable et d'évaluation. Lien entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion* et 12 – *Classification, comptabilisation et présentation des instruments financiers* (vol. 3)).

Cette nouvelle taxinomie du bilan se justifie par sa compatibilité avec l'approche en juste valeur (*fair value*) décrite plus bas (§ 10.5.3.3). De plus, celle-ci permet d'offrir un cadre comptable aux opérations qui étaient jusqu'à récemment considérées hors bilan, c'est-à-dire des éléments comptables d'origine financière, à l'image des instruments financiers dérivés, qui, en raison du caractère aléatoire de leur valeur³⁸, étaient seulement mentionnés dans l'annexe aux comptes.

Le tableau 10.19 offre un aperçu du classement des éléments du bilan selon cette organisation. Tous les éléments qui ne sont pas considérés comme financiers le sont comme non financiers.

Tableau 10.19 Taxinomie financière: modèle de classement des éléments du bilan.

ACTIF	Financier	Non financier	Note
Caisse en monnaie nationale	x		
Caisse en devises	x		
Banque, dépôts à vue et à terme (en monnaie nationale)	x		
Banque, dépôts à vue et à terme (en devises)	x		
Clients en monnaie nationale	x		
Clients en devises	x		
Effets à recevoir en monnaie nationale	x		
Effets à recevoir en devises	x		
Provisions pour dépréciations sur clients et sur effets à recevoir			n.a. ³⁹

³⁸ On désigne les instruments financiers dérivés comme étant des droits contingents, au sens que ces droits sont, à la date d'évaluation, incertains car conditionnels à la réalisation d'une situation ou d'un état de la nature donnés.

³⁹ n.a.: non applicable. Toutefois, les clients peuvent être enregistrés au coût histoire avec si nécessaire la constitution d'une provision pour dépréciation des créances (voir aussi chapitre 11).

Tableau 10.19 Taxinomie financière: modèle de classement des éléments du bilan (suite).

ACTIF	Financier	Non financier	Note
Avances aux fournisseurs en monnaie nationale	x		
Avances aux fournisseurs en devises	x		
Autres débiteurs en monnaie nationale	x		
Autres débiteurs en devises	x		
Titres négociables:			
• actions	x		
• obligations en monnaie nationale	x		
• autres que convertibles et à option	x		
• à option (jusqu'au détachement de l'option)	x		
• obligations en devises	x		
Stocks:			
• éléments se rapportant à un contrat de vente passé		x	IAS 2, 11
• autres éléments		x	IAS 2, 11
Actifs de régularisation	x	x	selon nature
Prêts aux sociétés non consolidées en monnaie nationale	x		
Dépôts remboursables en monnaie nationale	x		
Prêts à long terme en monnaie nationale	x		
Participations	x		IAS 27, 28
Matériel, biens de production, terrains et immeubles		x	IAS 16
Amortissement cumulé sur matériel, biens de production, terrains et immeubles		x	IAS 16
Brevets, marques, licences		x	IAS 38
Survalueur, fonds de commerce (goodwill)		x	IAS 38
			IFRS 3
Autres actifs immatériels (frais de développement capitalisés par exemple)		x	IAS 38

PASSIF	Financier	Non financier	Note
Fournisseurs et effets à payer en monnaie nationale	x		
Fournisseurs et effets à payer en devises	x		
Acomptes de clients en monnaie nationale	x		
Acomptes de clients en devises	x		
Autres créanciers en monnaie nationale	x		
Autres créanciers en devises	x		
Dividendes à payer	x		
Passifs de régularisation	x	x	selon nature
Dépôts à rembourser en monnaie nationale	x		
Emprunts obligataires et autres dettes à long terme en monnaie nationale	x		
Emprunts obligataires et autres dettes à long terme en devises	x		
Prime à l'émission d'emprunts non amortie	x		
Engagements au titre d'un régime de retraite	x		IAS 19
Provisions		x	IAS 37
Impôts reportés		x	IAS 12
Capital-actions	x	x	
Réserves		x	

10.5.3.2 Grandeurs

Avec l'IAS 39, l'IASB a franchi un nouveau cap en adoptant l'idée-force de l'Ecole moderne: l'usage de mécanismes d'évaluation basés sur l'anticipation des flux futurs comme processus génériques de détermination de la valeur. L'IASB n'a toutefois pour l'instant retenu cette approche que dans le cas exclusif des instruments financiers.

Le raisonnement de l'Ecole moderne a, pour d'évidentes limitations d'implémentation pratique, dû être adapté au travers d'une méthodologie plus pragmatique. L'IASB a ainsi défini une grandeur de substitution – la juste valeur – visant à appréhender les flux futurs à un niveau de confiance jugé acceptable. La juste valeur se subdivise en deux classes: la valeur de marché et la valeur d'usage. La figure 10.20 en présente une illustration.

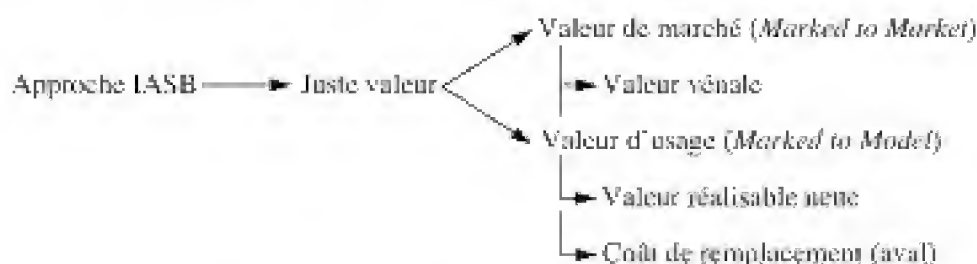


Fig. 10.20 Les valeurs selon l'approche IAS 39.

10.5.3.3 Méthode de la juste valeur, approche des IFRS

Introduite officiellement par l'IASB lors de l'entrée en vigueur de la norme IAS 32, la juste valeur se définit comme *le prix auquel un actif pourrait être échangé, un passif réglé, entre deux parties compétentes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté*. La juste valeur se décline en deux modalités tributaires des caractéristiques du processus d'évaluation envisagé: la valeur de marché et la valeur d'usage. Comme nous l'avons déjà relevé, la juste valeur est – en tant que digression de la valeur économique – de nature prospective: elle procède par anticipation des flux futurs.

10.5.3.3.1 La valeur de marché synonyme de juste valeur

La juste valeur représente une valeur de marché lorsque la structure du marché sous-jacente à l'actif ou au passif considéré s'y prête, ou, autrement dit, lorsque les conditions de perfection du marché sont remplies. Sous ces conditions, le prix d'un actif ou d'une dette financière devrait représenter une bonne estimation de ses flux de trésorerie futurs:

$$\text{Perfection du marché} \Rightarrow \left[\text{Prix}_t \geq \sum_{i=0}^n \frac{FT_i}{(1 + r_t)^i} \right]$$

La valeur de marché représente donc l'équivalent monétaire qui pourrait être obtenu, à un moment donné, en cas d'acquisition ou de cession volontaire de ce

bien, dans des conditions normales de marché⁴⁰, tenant compte des frais directement liés à la vente. Cette définition jette les bases d'une appréciation subséquente de la valeur: comptabilisé à sa valeur d'acquisition (reconnaissance initiale), le bien fera par la suite, lors de la clôture périodique des comptes, l'objet d'une évaluation suivant systématiquement la même approche. Notons que cette démarche induit comme acquise la prédisposition à la vente du bien par l'entreprise.

Considérée sous l'angle de la valeur de marché, la juste valeur est alors qualifiée de «marked to market».

Limite de l'approche : une discussion de l'hypothèse d'efficience

Visant par essence à être une estimation objective de la valeur économique, la valeur de marché demeure toutefois soumise à la condition, ou du moins l'hypothèse, d'efficience (perfection) du marché IFRS. Celle-ci se définit, selon Fama⁴¹ de la manière suivante:

«An 'efficient' market is defined as a market where there are large numbers of rational, profit-maximizers actively competing, with each trying to predict future market values of individual securities, and where important current information is almost freely available to all participants. In an efficient market, competition among the many intelligent participants leads to a situation where, at any point in time, actual prices of individual securities already reflect the effects of information based both on events that have already occurred and on events which, as of now, the market expects to take place in the future. In other words, in an efficient market at any point in time the actual price of a security will be a good estimate of its intrinsic value.»

L'IASB (voir définition sous les normes 36 et 38) définit un marché «actif» comme étant un marché où les trois caractéristiques suivantes prévalent:

- homogénéité des éléments;
- disponibilité (existence) d'acheteurs et de vendeurs en tout temps;
- disponibilité des prix au public (transparence).

C'est justement cette hypothèse d'efficience qui représente à la fois la justification et le point faible de la méthode. Il n'existe en effet à ce jour aucun ou très peu de marchés ayant globalement ces caractéristiques, tous les marchés n'étant efficients qu'à un certain niveau. Par exemple, le marché monétaire américain – cas des obligations gouvernementales – est généralement considéré comme effcient, à l'opposé du marché de l'immobilier, jugé très peu transparent.

Dans le domaine des marchés de capitaux par exemple, et lors d'une étude ultérieure, Fama suggère que si les prix des instruments financiers cotés à un instant t (P_t) reflétaient effectivement en temps réel l'ensemble des informations disponibles à ce même instant (F_t), alors tous les investisseurs devraient posséder

⁴⁰ A la conception de «normalité» du marché, l'IASB substitue l'idée de «marché actif, faisant en cela implicitement appel à la notion de perfection de marché.

⁴¹ FAMA Eugene – Random walks in stock market prices, *Financial Analysts Journal*, 1965.

quantitativement et qualitativement les mêmes informations et donc avoir les mêmes anticipations (attentes), rendant ainsi impossible de surperformer le marché, ou du moins un des ses indices (benchmarks) adéquats⁴². Les investisseurs ne sauraient alors «battre le marché» car les prix, qui suivent une «marche aléatoire» (*random walk*), reflètent déjà toute information pertinente à même de prédire les flux de trésorerie futurs qu'ils pourraient obtenir.

Trois formes d'efficience coexistent selon les nouvelles définitions proposées par Fama (1991):

1. La forme faible (*prédictabilité*): les prix courants ou passés ne contiennent aucune information à même de prédire les fluctuations à venir. Cette situation est conforme à la théorie de «marche aléatoire» des prix: ceux-ci varient en fonction de l'arrivée de nouvelles informations subvenant de manière stochastique.
2. La forme semi-forte (*event studies*): les prix reflètent toute l'information disponible au public. Les recherches empiriques montrent que les prix sont alors sensibles aux informations délivrées par les rapports financiers.
3. La forme forte (*information interne*): toute l'information disponible (publique et privée) est intégrée dans le processus de formation des prix. Ceux-ci reflètent donc toute information pertinente à même de formuler une prise de décision rationnelle. Aucune stratégie basée sur des informations d'ordre privé ou confidentiel n'est viable.

Nombre d'études montrent que l'efficience réelle (observée) des marchés est de type «semi-forte», chose signifiant que des possibilités d'arbitrages subsistent (lors de délit d'initié par exemple) et que les prix courants (les valeurs de marché) ne constituent pas un vecteur d'information complet ou suffisant pour apprécier totalement et/ou systématiquement la valeur économique.

Il faut toutefois relever que l'hypothèse d'efficience des marchés, contrairement à la définition initiale mentionnée plus haut et révisée par la suite, ne requiert pas (plus) que les prix soient égaux en tout temps à la juste valeur. En effet, elle admet dorénavant que les prix soient eux-mêmes l'objet de sur- ou sous-évaluation selon les circonstances (lors d'une conjoncture propice à la spéculation par exemple). Dès lors, et même en validant une forme forte d'efficience, il est nécessaire d'envisager l'égalité «Prix = Juste valeur» sous une optique de moyenne et de long terme.

10.5.3.3.2 La valeur d'usage synonyme de juste valeur

Lorsqu'on est en présence d'une structure imparfaite de marché (soit de par l'inexistence ou l'inefficience de celui-ci, soit de par ses caractéristiques intrinsèques: marché de gré à gré⁴³, de structure monopolistique, oligopolistique,

⁴² Le terme «fair game» est communément utilisé pour indiquer qu'en moyenne, aucun rendement excessif (anormal) n'est possible.

⁴³ Cas des marchés financiers dits «Over the counter» (*OTC Markets*), sur lesquels aucune chambre de compensation n'existe et où subsiste donc un important risque de contrepartie (risque de défaillance).

cartellaire...), l'IASB propose de recourir à une estimation de la valeur économique, appelée *valeur d'usage* ou *valeur réalisable* nette⁴⁴. Formellement, cette approche se construit comme suit (en temps discret):

$$\text{Valeur d'usage}_t = \sum_{i=0}^{\infty} \frac{E(FT_i | F_0)}{(1 + E(r_d | F_0))^i}$$

où le symbole $E(\cdot)$ représente l'espérance mathématique d'une variable aléatoire et F_0 la filtration du processus décrivant le comportement de la variable aléatoire (dans le cas présent FT_i ou r_d) au temps $t = 0$ (à l'instant présent de l'estimation), c'est-à-dire l'ensemble des informations disponibles à cet instant concernant le dit processus.

Cette démarche consiste donc à inférer la valeur actuelle en l'estimant d'une manière qui soit suffisamment fiable pour être utilisée dans les rapports financiers de l'entreprise. Il convient de rappeler que de nombreuses méthodes d'évaluations dérivées de cette relation mathématique existent et sont généralement acceptées. Pour cela, l'IASB se base sur le fait que les techniques d'évaluation utilisées doivent incorporer des hypothèses vraisemblables et partagées par les différents acteurs du marché. On verra par la suite que cette grandeur intervient dans la prise de décision de l'abandon d'un bien. Considérée sous l'angle de la valeur d'usage, la juste valeur est alors qualifiée de « *marked to model* ».

Limite de l'approche

La valeur d'usage, très décriée lors de son introduction via la juste valeur, continue de faire l'objet de nombreuses oppositions et se révèle être la cause d'un véritable schisme comptable. En effet, elle est basée sur des calculs pouvant, lors d'inévitables approximations inhérentes à la méthode⁴⁵, aboutir à des grandeurs peu pertinentes voire, à terme, induire de significatives répercussions sur les états financiers publiés en termes d'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'entreprise.

10.5.3.3.3 Le cas de la valeur vénale selon les IFRS

La valeur vénale se définit comme le *montant auquel un actif ou une dette a été échangé entre tiers indépendants*, ou, de manière équivalente, au prix découlant d'une négociation entre parties compétentes (soit au moins deux parties: un acheteur et un vendeur) sans tenir compte de possibles frais de réalisation. Cette définition, compatible avec l'approche en termes de juste valeur, pose la question de savoir si la valeur vénale relève de la valeur de marché ou de la valeur d'usage.

⁴⁴ Les normes Swiss GAAP RPC parlent également de « valeur utile » (*Value in Use*).

⁴⁵ Le niveau d'acceptation ou de tolérance étant lui-même le fruit du jugement professionnel (*professional judgment*) du responsable en charge de l'établissement ou du contrôle des comptes.

La valeur vénale intervient habituellement quand l'actif ou la dette cédée n'est pas coté sur un marché régulier en raison de sa spécificité – en terme d'usage notamment. On peut penser aux actifs corporels tels qu'un outil de production, aux actifs incorporels à l'image d'une technologie, un brevet, un goodwill, mais aussi à des dettes financières.

De prime abord, il va de soi que la valeur vénale n'a de sens que dans le cadre d'une comptabilisation initiale (acquisition) ou d'une décomptabilisation (cession). L'information qu'elle fournit ne fait que traduire un état de la nature en un temps (moment) donné: elle coïncide donc avec une mesure instantanée, non persistante dans le temps⁴⁶ et ne fournissant par là aucune piste d'appréciation ultérieure de la valeur⁴⁷. Savoir de quelle valeur elle tire son essence apporte un pouvoir explicatif supplémentaire concernant la manière dont procéder à une comptabilisation subséquente.

Dans un premier temps, il convient d'envisager cette grandeur comme un cas limite de la valeur de marché et de la valeur d'usage. Elle réunit en effet à la fois l'objectivisme de la première (de par le processus de libre manifestation, de rencontre de volonté et d'autonomie supposée) et la méthodologie de la seconde (de par le processus de formation du prix en faisant, pour chacune des parties impliquées, implicitement ou explicitement référence à un modèle, fût-il dérivé d'un benchmark ou d'une estimation-approximation). Sur le plan formel, la valeur vénale s'apparente ainsi à une valeur de marché, alors que sur le plan fonctionnel, elle relève de la valeur d'usage.

Toutefois, ses caractéristiques, accompagnées de sa forte propension à générer des valeurs «spécifiques» à une conjoncture et des systèmes de valorisation donnés, font que nous préconisons de considérer la valeur vénale sous l'optique d'une variante de la valeur d'usage plutôt que, comme on l'observe souvent dans la pratique, une apparente modalité de la valeur de marché. Signalons, à titre d'exemple, que les normes Swiss GAAP RPC usent du terme malheureux de «valeur nette de marché» (*Net Selling Price*) pour y référer⁴⁸, perpétuant la confusion entre ces deux grandeurs.

NOTE

Dès lors qu'il est possible de considérer la valeur vénale comme une modalité de la valeur d'usage, il apparaît évident (§ 10.5.2.4) d'y rattacher également la valeur réalisable nette.

10.5.3.3.4 le cas du coût de remplacement en aval

La méthode du coût de remplacement en aval a déjà été successivement introduite dans les paragraphes 10.5.1.1.3 et 10.5.2.

⁴⁶ Cette non-persistance provient de la définition, l'usage du passé composé («... a été échangé...») transcrivant le fait que la valeur vénale se rattache à une action (achat *versus* vente) échue. Il s'agit donc d'une mesure qui n'est observable qu'*a posteriori*. Cette définition de la valeur vénale n'est donc pas compatible avec celle de l'Ecole moderne de la comptabilité: cette dernière, vue sous 10.5.2.4, considère la valeur vénale comme le montant pouvant *a priori* être obtenu de la cession d'un élément dans des conditions normales. Ceci revient à dire que selon l'Ecole moderne, la valeur vénale est équivalente à une valeur de marché.

⁴⁷ Cette affirmation ne se validant bien sûr uniquement que dans le cadre d'une acquisition.

⁴⁸ Voir notamment la norme Swiss GAAP RPC 20 – Dépréciation d'actifs (*Impairment*).

L'objet de ce paragraphe est d'en donner une formalisation plus rigoureuse du point de vue conceptuel et de confirmer son appartenance à la classe de la valeur d'usage, synonyme de juste valeur, comme cela était déjà le cas lorsqu'il a été mentionné au niveau de l'École moderne de la comptabilité (appartenance de cette grandeur à la valeur économique – § 10.5.2).

La figure 10.21 commente une possible illustration du calcul de cette grandeur. On y considère un actif produisant, sous un horizon-temps donné, correspondant à sa durée de vie économique résiduelle, une succession de flux de production générant des flux de trésorerie.

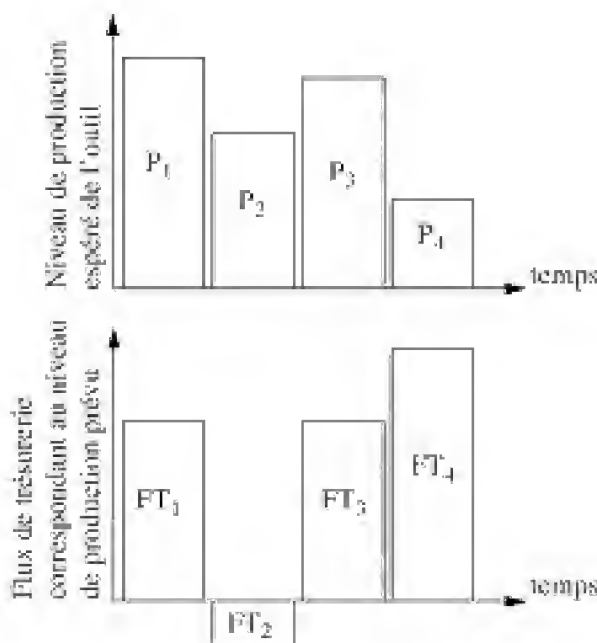


Fig. 10.21 Mesure du coût de remplacement en aval.

Il apparaît que l'établissement du coût de remplacement procède typiquement par trois étapes :

1. Tout d'abord, il convient d'avancer les niveaux futurs de production (P_1 , P_2 ...) attendus (supposés prévisibles) de l'appareil à remplacer sous un horizon-temps donné (correspondant à sa durée de vie économique résiduelle)
2. Il s'agira ensuite d'extrapoler les flux de trésorerie nets (FT_1 , FT_2 ...) se rattachant à chaque flux d'activité (P_1 , P_2 ...)
3. Finalement, on procède à l'escompte de ces flux de trésorerie à la date d'évaluation courante à l'aide d'un taux approprié, reflétant soit la structure de financement de l'entité (entreprise) si l'élément a des caractéristiques semblables, soit sa structure de financement propre si celle-ci venait à différer de celle de l'entreprise.

Formellement :

$$\text{Coût de remplacement aval}_t = \sum_{i=1}^n \frac{E(FT_i | P_t)}{(1 + E(r_t | F_0))^i} \quad (10.8)$$

Par analogie, on peut ainsi déterminer que le coût de remplacement en aval est une méthode dérivant directement de la valeur d'usage, synonyme de juste valeur. La similitude consiste en ce qu'elle base (exclusivement) son estimation sur des flux de trésorerie futurs à partir de l'usage qui peut en être tiré: cet usage, exprimé par le flux d'activité, représente donc la filtration naturelle du processus.

10.5.3.4 Evaluation selon l'approche des IFRS

Dans son essence, l'approche de l'IASB réside sur des méthodes d'évaluation basées sur la juste valeur, ou du moins une estimation de celle-ci. Une évaluation ultérieure de la plupart des actifs financiers et des dettes financières donnera lieu à l'utilisation de la même méthode de valorisation, quand bien même certaines dérogations existent en matière de reconnaissance (IAS 39 § 2).

Cette norme propose de segmenter les instruments financiers en quatre catégories (IAS 39 § 9).

Actifs financiers ou dettes financières évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat

*(Financial assets or financial liabilities at fair value through profit or loss)*⁴⁹

Ces éléments correspondent à:

- Tout actif acquis ou dette encourue dans le but principal de dégager un bénéfice à court terme par l'achat et/ou la revente de celui-ci. On parle dans ce cas de spéculation, voire d'arbitrage. Notons que les deux combinaisons «achat suivi d'une revente» et «vente suivie d'un achat-livraison» sont possibles: la première consistant à la prise d'une position dite «longue» (*long position*) alors que la seconde correspond à la prise d'une position dite «courte» (*short position*).
- Une fraction de portefeuille composée d'instruments financiers gérés de manière uniforme, pour laquelle existe une indication claire et récente d'une politique de prise de bénéfices à court terme.
- Tout instrument dérivé à moins que celui-ci soit désigné comme instrument de couverture effectif.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ces éléments regroupent tous les actifs financiers non dérivés à paiements fixés ou déterminables et à échéance fixée, autres que des prêts et créances émis par l'entreprise, que l'entreprise a l'intention expresse et la capacité effective de conserver jusqu'à leur échéance. Notons qu'il existe des clauses contraignantes liées à cette catégorie: dans la mesure où l'entreprise aurait procédé à la dé- ou reclassification d'un montant significatif d'actifs détenus dans cette catégorie au cours de l'exercice actuel ou des deux exercices antérieurs, celle-ci se verrait interdite d'utiliser cette catégorie (effet de contagion ou *tainting effect*).

Prêts et créances émis par l'entreprise

Ce sont des actifs financiers non dérivés comprenant des paiements fixes ou déterminables et qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

⁴⁹ La norme IAS 39 – 2003 parlait d'*Éléments détenus à des fins de transaction*.

Actifs financiers disponibles à la vente

Ce sont des actifs financiers autres que des prêts et des créances émis par l'entreprise, des placements détenus jusqu'à leur échéance ou des actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat.

- De plus, on notera l'existence d'autres catégories retenues par l'IASB. Ce sont:
- Les *dettes financières autres* qui regroupent toutes les dettes financières à l'exception de celles appartenant à la catégorie des dettes financières évaluées à la juste valeur en contrepartie du résultat.
 - Les *instruments de capitaux propres* qui sont tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de toutes ses dettes⁵⁰ (§ 10.5.3.1).

Pour des raisons de clarté cette approche est présentée sous l'optique de la taxinomie financière: en effet, nous avons déjà vu sous 10.5.3.1 que l'IASB avait adopté une taxinomie propre à la problématique des instruments financiers.

Tableau 10.22 Approche IASB. Classification et Comptabilisation (taxinomie financière).

<i>Catégories</i>	<i>Bases d'évaluation</i>
Actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat	Juste valeur, sans les frais de transaction, plus ou moins ajustements imputés en compte de résultat. Les montants sont actualisés à chaque date de clôture
Actifs financiers disponibles à la vente	Juste valeur plus ou moins ajustements imputés en capitaux propres. Les montants sont actualisés à chaque date de clôture (un test de dépréciation demeurant possible)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti (Méthode du taux d'intérêt effectif) Les montants ne sont généralement pas actualisés (sauf en cas de test de dépréciation)
Actifs financiers: prêts et créances émis par l'entité (sans but transactionnel)	Coût amorti (Méthode du taux d'intérêt effectif) Les montants ne sont généralement pas actualisés (sauf en cas de test de dépréciation)
Actifs non financiers	Selon la nature de l'actif non financier considéré
Dettes financières évaluées à la juste valeur en contrepartie du résultat	Juste valeur, sans les frais de transaction, plus ou moins ajustements imputés en compte de résultat. Les montants sont actualisés à chaque date de clôture.
Dettes financières: autres	Coût amorti (Méthode du taux d'intérêt effectif) c.f. IAS 39 § 47(u). Les montants ne sont généralement pas actualisés (sauf en cas de test de dépréciation)
Passifs non financiers	Selon la nature du passif (dette ou capitaux propres) non financier considéré

Les figures 10.23 et 10.24 présentent une illustration de cette classification en fonction de l'intention de détention.

⁵⁰ En accord avec la terminologie de cet ouvrage, le passif représente la somme des dettes et des capitaux propres.

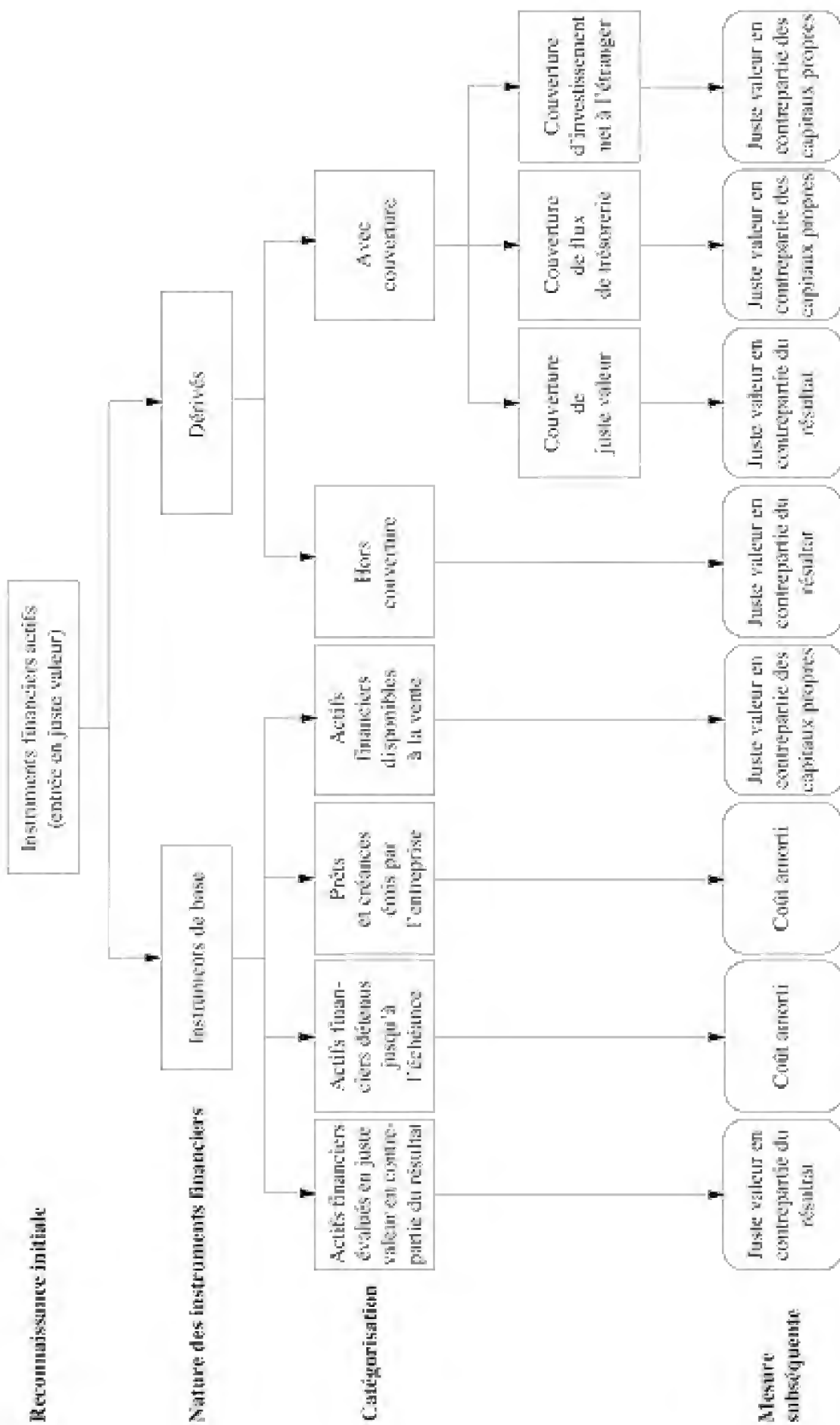


Fig. 10.23 Classification, comptabilisation initiale et subséquente des actifs financiers.

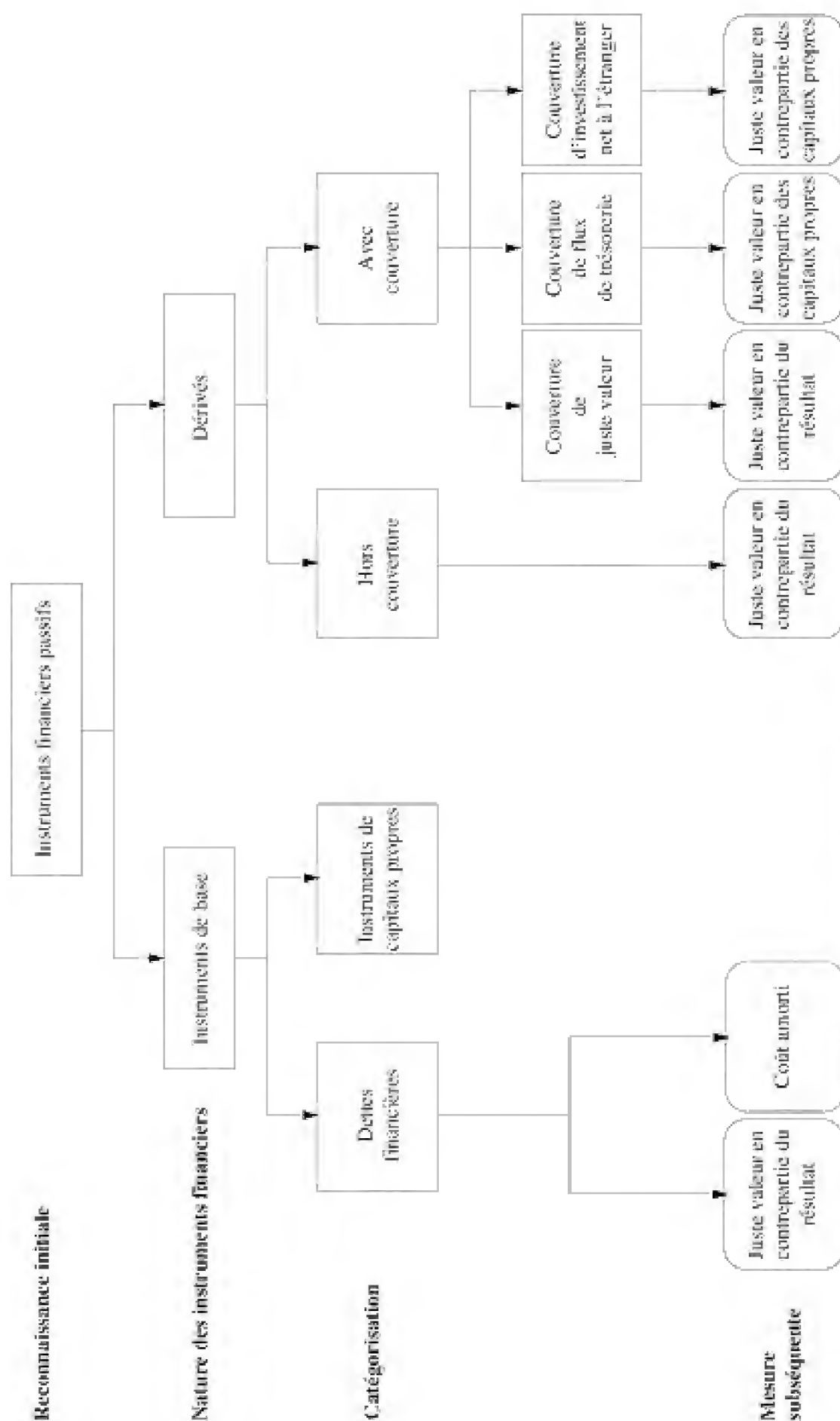


Fig. 10.24 Classification, comptabilisation initiale et subséquente des dettes financières.

10.5.3.5 Critique de l'approche des IFRS

De nombreuses critiques, provenant principalement de l'industrie bancaire et des compagnies d'assurance, ont accompagné la promulgation de la comptabilité en juste valeur.

- La première d'entre elles concerne l'introduction de la volatilité des marchés dans les résultats et les capitaux propres de l'entité: le fait d'abandonner-partiellement – la comptabilisation en coût historique permet la reconnaissance de plus- ou moins-values futures, non encore réalisées, constituant – dans le cas des plus-values – une entorse au principe de réalisation lorsque celles-ci sont reconnues au compte de résultat. Cette volatilité est perçue comme une source de risque supplémentaire des capitaux propres pouvant par là engendrer une plus grande exigence de rendement et donc affecter à terme le coût du capital de l'entreprise.
- Une dichotomie de traitement comptable entre actifs financiers et dettes financières: alors que les premiers sont généralement destinés à être mesurés à leur juste valeur (IAS 39 § 46), les secondes elles, sont davantage (en termes quantitatifs) susceptibles de l'être au coût amorti (IAS 39 § 47). Une volatilité supplémentaire est alors envisageable au niveau des capitaux propres.
- Cette situation, conjuguée avec les nouvelles normes de réglementation relatives à la gestion des risques et au contrôle du capital des banques (communément appelées les «résolutions de Bâle II»⁵¹) complique la tâche de calcul et de gestion des fonds propres réglementaires («*Minimum Capital Requirements*») de celles-ci, qui sont de plus de grandes consommatrices et productrices d'instruments financiers.
- Du tableau 10.22, il apparaît que ce découpage est sujet à une comptabilisation d'intention, en ce sens qu'il est laissé à l'entreprise une marge d'appréciation du but dans lequel est détenu l'instrument financier considéré⁵². Ceci a pour conséquence que la comptabilisation des instruments financiers est elle aussi sujette à la logique de détention qui lui est sous-jacente: cette comptabilité d'intention peut engendrer une forme de «créativité comptable» induite par les différentes options de classement.
- Des différences existent au niveau du traitement des instruments financiers: pour diverses raisons (absence de méthodologie pour l'évaluation de certains instruments, existence d'autres standards) la norme IAS 39 choisit de cas en cas de se référer à des modèles «généralement acceptés» (cas de la valeur d'usage) restant soumis à un risque de modélisation incontestable, soit de partiellement ou complètement affecter certains instruments, ayant un caractère financier avéré, à d'autres normes (cas notamment des contrats de leasing, d'assurance...).
- Certaines incohérences subsistent au niveau de la reconnaissance des instruments financiers: la norme IAS 32 (AG 20. à 24.) réfute la qualité d'élément

⁵¹ Le Comité de Bâle de surveillance bancaire est chargé de l'édit de réglementations sur les capitaux propres des banques qui sont appelées «*New Basel Capital Accord*».

⁵² A l'exception notable des instruments financiers dérivés qui doivent systématiquement être reconnus en qualité d'«instruments financiers (actifs/dettes) à leur juste valeur par constatation de gain ou de perte» s'ils ne servent pas d'instruments de couverture. (IAS 39 § 9).

financier aux contrats dont le sous-jacent n'est pas financier (à l'image des contrats dérivés dont le sous-jacent est physique.) dès lors qu'une livraison physique du notionnel est envisagée. Il importe peu que ce dernier soit coté ou non sur un marché «actif». En effet, l'IASB estime que les contrats impliquant une livraison physique procèdent comptablement de manière différente que ceux impliquant une livraison en trésorerie (*cash settlement*) ou un échange d'instruments financiers. Ceci exclut d'emblée tous les contrats de type «*commodity*», et également tous les instruments dérivés (option, futures ou forward) dont le sous-jacent est physique, à moins que ces contrats ne soient détenus qu'à but spéculatif, c'est-à-dire que son détenteur puisse s'en départir avant son terme ou que le sous-jacent soit lui-même, bien que physique, aisément convertible en trésorerie. Il en ressort que certains contrats, bien que possédant la qualité de dérivés, ne sont pas considérés comme instruments financiers. Les IFRS ont ainsi mis au point une définition à géométrie variable d'un instrument financier dérivé. Etrangement, l'IAS 32 (AG2) se disculpe de toute faculté à reconnaître un élément financier, faculté dévolue à l'IAS 39...

- Finalement, l'approche en juste valeur pêche de part son absence de systématisme: elle ne fait, pour l'instant, que fournir des solutions comptables exclusivement dédiées à une certaine catégorie (les instruments financiers) sans modifier ou proposer d'alternative à la comptabilisation des éléments non financiers. La conséquence en est qu'un bilan «compatible-IFRS» prend l'allure d'un «*patchwork*» d'éléments soumis, selon leur nature, à différentes méthodes d'évaluations. Les IFRS exigent évidemment que soient données en annexe une définition et une justification des diverses méthodes d'évaluation utilisées pour des postes spécifiques.

10.5.4 Méthodes hybrides d'évaluation

On entend par méthode hybride toute méthode dérivant d'une autre approche et visant à l'améliorer, généralement en tenant compte de facteurs économiques exogènes, à l'image de l'inflation.

10.5.4.1 Méthode du maintien de la capacité opérationnelle

L'Ecole moderne de la comptabilité de manière générale, et la méthode de la valeur actuelle (§ 10.5.2.3) en particulier, peut être amenée à évaluer les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs, au coût de remplacement. Cette méthode vise par là à maintenir la capacité physique de production de l'entreprise. Cette méthode exclut l'influence des éléments monétaires, en particulier ceux liés à l'exploitation. Pour réduire le poids de ces contraintes, on peut envisager de faire intervenir dans cette approche en premier lieu l'influence des éléments monétaires liés à l'exploitation, en second lieu celle des capitaux de tiers liés à l'exploitation. On passe ainsi du maintien de la capacité physique à celui de la capacité opérationnelle.

Dans le premier cas, on vise à corriger le résultat en coût de remplacement de la variation du pouvoir d'achat général des éléments monétaires liés à l'exploitation.

Dans le second cas, cela revient à tenir compte du fait qu'une partie du financement provient de tiers. L'idée générale est que le rapport capitaux étrangers/capitaux propres valable avant la réévaluation pourrait être en principe maintenu après la réévaluation si les circonstances l'exigeaient. La partie de la réserve réalisée correspondante pourrait donc être distribuée.

La norme anglaise SSAP 16⁵³ proposait ainsi par exemple les ajustements suivants :

- l'ajustement du Fonds de Roulement d'Exploitation Monétaire (FREM) ou *Monetary Working Capital Adjustment*;
- l'ajustement lié au levier (*Gearing Adjustment*).

Ajustement du fonds de roulement d'exploitation monétaire (FREM) (*Monetary Working Capital Adjustment*)

Le FREM se définit de la manière suivante :

$$\begin{aligned}
 & \text{Clients, produits à recevoir et effets commerciaux à encaisser} \\
 + & \text{ Stocks non sujets à un ajustement du coût d'acquisition des marchandises} \\
 & \text{vendues} \\
 - & \text{Fournisseurs, charges à payer et effets commerciaux à payer} \\
 = & \text{FREEM}
 \end{aligned}$$

Les éléments qui composent le FREM ne doivent concerner que les activités opérationnelles journalières et non les activités financières de l'entreprise.

L'ajustement issu du FREM est donné par :

$$\text{Ajustement FREM} = \frac{\text{FREEM}_0}{I_0} \times (I_{\text{moy}} - I_0) + \frac{\text{FREEM}_1}{I_1} \times (I_1 - I_{\text{moy}}) \quad (10.9)$$

avec I , indice des prix et I_{moy} , indice des prix moyen de l'année.

Ajustement dû au levier (*Gearing Adjustment*)

La méthode de la valeur actuelle, au sens général du terme, admet que l'ajustement du coût historique au coût de remplacement s'opère en totalité par les capitaux propres. Or il n'y a pas de raison que ce soit les propriétaires qui supportent la totalité des ajustements. Il s'agit donc de rendre à ceux-ci le montant des ajustements supportés par les tiers. L'ajustement dû au levier est déterminé par la formule suivante :

$$\text{Ajustement dû au levier} = \text{Ajustements} \times \frac{\text{End. net}_0 + \text{End. net}_1}{(\text{End. net}_0 + C_0) + (\text{End. net}_1 + C_1)} \quad (10.10)$$

⁵³ La norme SSAP fournissait de plus amples détails d'application. Cette norme a été supprimée compte tenu de la disparition des problèmes posés par un taux d'inflation élevé et des difficultés inhérentes aux indexations.

avec

Ajustements = Ajustement des consommations de matières ou marchandises + ajustement des amortissements sur actifs fixes + ajustement du FREM

End. net = Endettement net

C = Capitaux propres

Le levier (*gearing*) correspond à $\frac{\text{End. net}}{\text{End. net} + C}$

L'endettement net est la différence entre certaines dettes et certains actifs circulants. Plus précisément, l'endettement net comprend, selon les auteurs de cette approche⁵⁴:

- l'ensemble de toutes les dettes et provisions exprimées en termes monétaires (y compris les emprunts convertibles et les impôts différés mais non compris les dividendes à payer) autres que celles inclues dans le FREM et autres que celles qui ont, en substance, un caractère de capitaux propres;

qui dépasse

- l'ensemble de tous les actifs circulants autres que ceux sujets à un ajustement du coût d'acquisition des marchandises vendues ou ceux compris dans le calcul du FREM.

Le résultat devient dès lors :

Résultat à la valeur actuelle
+ Variation du pouvoir d'achat général du FREM
= **Résultat lié au maintien de la capacité opérationnelle**
+ Variation liée à l'effet de levier
= **Résultat distribuable aux propriétaires**

Évaluation

Le bilan – sous cette approche – se présentera dès lors comme au tableau 10.25.

Les réserves d'ajustement du financement monétaire par des tiers de la capacité opérationnelle, qui représentent la contrepartie des deux ajustements, pourraient être portées en diminution ou en augmentation des réserves réalisées. Celles-ci diminuent lorsque l'effet de levier transfère au résultat distribuable aux propriétaires la partie des ajustements couverte par les tiers. Elles augmentent, si le pouvoir d'achat du FREM a diminué, pour couvrir cette perte de pouvoir d'achat.

⁵⁴ *Statement of Standard Accounting Practice 16*, The Institute of Chartered Accountants in England and Wales.

Tableau 10.25 Ecole moderne – Méthode du maintien de la capacité opérationnelle: classification et comptabilisation (taxinomie monétaire).

<i>Eléments</i>	<i>Valeurs de privation</i>
Actifs monétaires	Valeur vénale
Actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes (titres cotés à court terme...)	Valeur vénale
Actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs (machines, stocks de marchandises...)	Coût de remplacement
Passifs monétaires (dettes en francs suisses...)	Montant effectif à rembourser
Passifs non monétaires (autres que les capitaux propres)	Montant effectif à rembourser
Capitaux propres	<ul style="list-style-type: none"> • Apports • Réserves • Réserves de réévaluation réalisables sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes • Réserves de réévaluation réalisables sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs • Réserves de réévaluation réalisées sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs • Réserves d'ajustement du financement monétaire par des tiers de la capacité opérationnelle • Résultat distribuable aux propriétaires

10.5.4.2 Méthode des valeurs réelles

Les valeurs issues de l'Ecole moderne de la comptabilité présentées ci-avant (valeur actuelle et valeur moderne) n'ont pas tenu explicitement compte du fait qu'une partie de la variation des prix pouvait être liée à la variation du pouvoir d'achat général. En effet, si ces valeurs (éléments d'actifs et dettes) sont, de par leur conception, adaptées à l'inflation (notamment du fait qu'elles sont basées sur des flux de trésorerie futurs et/ou que le taux d'inflation peut être incorporé dans le taux d'actualisation), toujours est-il qu'il reste nécessaire de corriger les capitaux propres et le compte de résultat.

En règle générale, et du moment qu'il s'agit de procéder à une indexation, la problématique se résumera donc à celle vue sous l'approche en coût historique indexé: la détermination du bénéfice de pouvoir d'achat. L'équation (A.10) de l'annexe en fin de chapitre fournit les ajustements à enregistrer.

10.5.5 Les évaluations: conclusion

Le tableau 10.26 propose une synthèse sous forme comparative des deux grandeurs actuellement reconnues et pouvant donc être utilisées dans l'élaboration des rapports financiers: le coût historique et la juste valeur.

Tableau 10.26 Comparaison du coût historique et de la juste valeur.

Base de comparaison	Coût historique	Juste valeur (<i>intégrale</i>)
Méthode basée sur :	Flux passés	Flux futurs
Qualité (s) :	Robustesse et stabilité	Pertinence (<i>exhaustivité</i>)
Défaut (s) :	Ne permet pas la valorisation de tous les éléments	Méthode volatile (<i>instabilité</i>)
Reddition des comptes :	But fiscal – imposition du résultat	Orientée vers la communication : marché, investisseurs, actionnaires, analystes financiers...

La juste valeur n'est donc pas une réponse en soit aux limitations du coût historique: il s'agit davantage d'un renversement de tendance (prise en compte des flux futurs au lieu des flux passés) qu'une réelle amélioration. Les deux méthodes de valorisation sont donc asymétriques, voire antinomiques, tant du point de vue de leurs qualités que de leurs défauts. A l'heure actuelle, la comptabilité n'est pas encore en mesure d'élaborer une unité de valeur universelle, répondant à toutes les exigences des différents utilisateurs des états financiers: une unité pertinente et objective, à la fois exhaustive dans sa mesure et stable dans le temps.

Les développements suivants illustrent à l'aide d'un même exemple les états financiers obtenus pour une entreprise donnée en fonction des hypothèses utilisées.

10.6 Exemple d'implémentation de la problématique des valeurs

10.6.1 Analyse

10.6.1.1 Aspect statique

L'entreprise établit ses états financiers (bilan et compte de résultat) en accord avec les principes comptables retenus à cet effet. En particulier, elle s'assure de la cohérence de l'unité de coût retenue en fonction du degré de complexité de l'élément comptable concerné.

10.6.1.2 Aspect cinétique

L'entreprise établit ses comptes annuels en coûts historiques. Des données complémentaires permettent de mener l'étude des diverses méthodes.

10.6.1.3 Cas illustratif de l'entreprise Enco SA

Dans le processus d'évaluation, le choix des valeurs influence naturellement les états financiers et en particulier le résultat de la période. Pour comprendre par

la suite le choix opéré par le législateur, il paraît utile de reprendre plus en détail la portée des différentes approches proposées par les Ecoles de la comptabilité et leurs différentes utilisations des notions de valeur. On analysera ainsi:

1. la méthode du pouvoir d'achat général (selon l'Ecole néo-classique);
2. la méthode de la valeur actuelle (selon l'Ecole moderne);
3. la méthode de la valeur vénale (selon l'Ecole moderne);
4. la méthode des normes internationales (approche de l'IASB);
5. les méthodes hybrides.

AVERTISSEMENT

Le cas Enco SA fournit une proposition de solution comptable simplifiée pour chaque méthode de valorisation, permettant d'établir les données pertinentes pour le paradigme considéré (analyse intra méthode). Il ne s'agit donc pas de mener une analyse comparative inter-méthodes, notamment parce que les hypothèses nécessaires au traitement comptable peuvent, d'une méthode de valorisation à une autre, diverger notablement et donc introduire un biais rendant toute réconciliation et/ou interprétation difficile. Par simplification, il n'est pas tenu compte des impôts différés découlant de la variation du résultat.

10.6.1.3.1 Donnée

L'entreprise Enco SA présente au 31.12.N les états financiers suivants (en coûts historiques).

Tableau 10.27 Bilans en coûts historiques de la Société Enco SA.

En milliers de francs	31.12.N - 1	31.12.N
ACTIF		
Disponibilités	260	500
Titres cotés	300	950
Clients	900	1 800
Provision pour dépréciation des créances	(45)	(90)
Autres débiteurs	40	50
Stocks au CAM	1 500	2 400
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 955</i>	<i>5 610</i>
Actifs fixes	6 000	6 000
Amortissement cumulé	(1 200)	(1 800)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 800</i>	<i>4 200</i>
Actif total	7 755	9 810
PASSIF		
Dettes et provisions à court terme	1 800	3 013
Dettes et provisions à long terme	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>	<i>5 413</i>

Tableau 10.27 Bilans en coûts historiques de la Société Enco SA (suite).

En milliers de francs	31.12.N - 1	31.12.N
Capital-actions	2 000	2 000
Réserve générale	1 500	1 500
Réserves spéciales	55	55
Résultat de l'exercice		842
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 555</i>	<i>4 397</i>
Total Passif	7 755	9 810

Tableau 10.28 Compte de résultat de Enco SA en coûts historiques pour l'exercice N.

En milliers de francs		
Chiffre d'affaires brut		21 000
/./ Dnt. à la provision pour dépréciation des créances		90
= <i>Chiffre d'affaires net</i>		<i>20 910</i>
/./ CAMV		
Stock initial	1 500	
Achats	18 000	
/./ Stock final	2 400	17 100
= <i>Marge commerciale</i>		<i>3 810</i>
/./ Autres charges d'exploitation		1 850
/./ Amortissements		600
= <i>Résultat d'exploitation</i>		<i>1 360</i>
Produits courants des titres		50
/./ Charges financières		300
= <i>Résultat de l'exercice avant impôts</i>		<i>1 110</i>
/./ Dotation à la provision pour impôts		268
= Résultat de l'exercice		842

10.6.1.3.2 Tableaux récapitulatifs

Selon la méthode d'évaluation choisie, les états financiers de Enco SA peuvent prendre des allures très dissemblables, comme le montrent les tableaux 10.29 à 10.31 ci-dessous. Notons cependant que ces différentes grandeurs étant soumises à des hypothèses de travail différentes⁵⁵, il ne s'agit pas encore une fois d'effectuer des comparaisons interméthodes directes, mais bien de montrer qu'une même situation de départ peut se décliner en une multitude d'états. Les paragraphes 10.6.1.3.3 à 10.6.1.3.7.3 présentent une explication détaillée de ces tableaux.

⁵⁵ Ces hypothèses de travail ont, dans la mesure du possible, été rapprochées les unes des autres.

Tableau 10.29 Tableau récapitulatif des bilans au 31.12.N-1 de Enco SA.

En milliers de francs	Coût historique	Valeur actuelle	Valeur vénale	Adapté aux IFRS	Coût historique indexé	Valeur actuelle indexée	Valeur vénale indexée
ACTIF							
Disponibilités	260	260	260	260	260	260	260
Titres	300	310	310	310	305	310	310
Clients	900	900	900	900	900	900	900
Provision p. dépréciation des créances	(45)	(45)	(45)	(45)	(45)	(45)	(45)
Autres débiteurs	40	40	40	40	40	40	40
Stocks	1 500	1 515	1 525	1 500	1 513	1 515	1 525
<i>Actifs circulants</i>	2 955	2 980	2 990	2 965	2 973	2 980	2 990
Actifs fixes	6 000	6 500	5 200	5 100	6 482	6 500	5 200
Amortiss. cumulé	(1 200)	(1 300)			(1 296)	(1 300)	
<i>Actifs immobilisés</i>	4 800	5 200	5 200	5 100	5 186	5 200	5 200
Actif total	7 755	8 180	8 190	8 065	8 159	8 180	8 190
PASSIF							
Demes et provisions à c.t.	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800
Dettes et provisions à l.t.	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200	4 200
Capital-actions	2 000	2 000	2 000	2 000	2 161	2 161	2 161
Rés. générale	1 500	1 500	1 500	1 500	1 534	1 534	1 534
Rés. spéciales	55	9	259	55	264	284	267
Rés. plus-value réalisable s/titres		10	10	10		5	5
Rés. rééval. réalisable s/stock		15	15			2	2
Rés. rééval. réalisée s/stock		(34)	(34)			(25)	(25)
Rés. de marge réalisable s/stock			10				10
Rés. rééval. réalisable s/actifs fixes		400		300		14	
Rés. rééval. réalisée s/actifs fixes		80	230			5	36
Résultat de l'exercice							
<i>Capitaux propres</i>	3 555	3 980	3 990	3 865	3 959	3 980	3 990
Passif total	7 755	8 180	8 190	8 065	8 159	8 180	8 190

Tableau 10.30 Tableau récapitulatif des bilans au 31.12.N de Ench SA.

En milliers de francs	Coût historique	Valeur actuelle	Valeur vénale	Adapté aux IFRS	Coût historique indexé	Valeur actuelle indexée	Valeur vénale indexée
ACTIF							
Disponibilités	500	500	500	500	500	500	500
Titres	980	980	980	980	990	980	980
Clients	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800	1 800
Prov. pour dépréciation des créances	(90)	(90)	(90)	(90)	(90)	(90)	(90)
Autres débiteurs	50	50	50	50	50	50	50
Stocks	2 400	2 450	2 480	2 400	2 477	2 450	2 480
<i>Actifs circulants</i>	<i>5 610</i>	<i>5 690</i>	<i>5 720</i>	<i>5 640</i>	<i>5 727</i>	<i>5 690</i>	<i>5 720</i>
Actifs fixes	6 000	6 600	4 620	5 300	6 911	6 600	4 620
Amortissement cumulé	(1 800)	(1 980)			(2 073)	(1 980)	
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 200</i>	<i>4 620</i>	<i>4 620</i>	<i>5 300</i>	<i>4 838</i>	<i>4 620</i>	<i>4 620</i>
Actif total	9 810	10 310	10 340	10 940	10 565	10 310	10 340
PASSIF							
Dettes et provisions à c.t.	3 013	3 013	3 013	3 013	3 013	3 013	3 013
Dettes et provisions à l.a.	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>5 413</i>	<i>5 413</i>	<i>5 413</i>	<i>5 413</i>	<i>5 413</i>	<i>5 413</i>	<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000	2 000	2 000	2 000	2 304	2 304	2 304
Réserve générale	1 500	1 500	1 500	1 500	1 635	1 635	1 635
Réserves spéciales	55	9	259	55	281	303	285
Rés. plus-value réalisable s/titres		30	30	12		(10)	(10)
Rés. rééval. réalisable s/stock		50	50			(27)	(27)
Rés. rééval. réalisée s/stock		71	71			18	16
Rés. de marge réalisable s/stock			30				30
Rés. rééval. réalisable s/actifs fixes		420		1 100		(218)	
Rés. rééval. réalisable s/actifs fixes		140	630	157		(26)	95
Rés. rééval. réalisée s/actifs fixes		677	357	703		918	599
Résultat de l'exercice	842				932		
<i>Capitaux propres</i>	<i>4 397</i>	<i>4 897</i>	<i>4 927</i>	<i>5 527</i>	<i>5 152</i>	<i>4 897</i>	<i>4 927</i>
Passif total	9 810	10 310	10 340	10 940	10 565	10 310	10 340

Tableau 10.31 Tableau récapitulatif des comptes de résultat N de Enco S.A.

En milliers de francs	Coût historique	Valeur actuelle	Valeur vénale	Adapté aux IFRS	Coût historique indexé	Valeur actuelle indexée	Valeur vénale indexée
Chiffre d'affaires	21 000	21 000	21 955	21 000	21 672	21 672	22 578
./. Dot. à la provision pour dépréciation des créances	90	90	90	90	93	93	93
= <i>Chiffre d'affaires net</i>	20 910	20 910	21 865	20 910	21 579	21 579	22 485
./. C.A.M.V.	17 100	17 205	18 140	17 100	17 711	17 756	18 642
= <i>Marge commerciale</i>	3 810	3 705	3 725	3 810	3 868	3 823	3 843
./. Autres charge d'exploitation	1 850	1 850	1 850	1 850	1 909	1 909	1 909
./. Amortissements	600	600	980	757	691	660	980
= <i>Résultat d'exploitation</i>	1 360	1 195	895	1 203	1 268	1 254	954
Produits financiers	50	50	50	68	52	52	52
./. Charges financières	300	300	300	300	305	305	305
= <i>Résultat avant impôt</i>	1 110	945	645	971	1 015	1 001	701
./. Dot. à la prov. p. impôts	268	268	268	268	277	277	277
÷ Bénéfice de pouvoir d'achat					194	194	194
÷ Rés. rééval. réalisée s./stock			105				43
÷ Rés. rééval. réalisée s./actifs fixes			400				56
÷ Rés. rééval. réalisable s./titres			20				(15)
÷ Rés. rééval. réalisable s./stock			35				(27)
= Résultat de l'exercice	842	677	937	703	932	918	675

10.6.1.3.3 Méthode du pouvoir d'achat général (selon l'Ecole néoclassique)

Pour une entreprise existante, le passage de la méthode du coût historique à celle du pouvoir d'achat général consiste tout d'abord à indexer les actifs non monétaires et les passifs non monétaires au niveau de l'indice des prix à la consommation du début de la période prise en considération. On a vu en effet que les actifs et les passifs monétaires se définissent comme des éléments dont la valeur ne varie pas significativement, en termes nominaux, d'une période à une autre. Ces éléments n'ont donc pas besoin d'être ajustés. L'impact de l'ajustement à la méthode du pouvoir d'achat général est enregistré dans les réserves.

La méthode du pouvoir d'achat général implique pour l'entreprise Enco SA le passage par quatre étapes :

Etape 1 : Indexation du bilan au 31.12.N-1 au pouvoir d'achat prévalant à cette période (inflation à fin N-1).

Etape 2 : Indexation du bilan et du compte de résultat au 31.12.N au pouvoir d'achat prévalant à cette période (inflation à fin N).

Etape 3 : Explication des ajustements de résultat constatés à fin N.

Etape 4 : Elaboration d'un tableau récapitulatif (facultatif).

Donnée complémentaire

Etape 1

L'entreprise Enco SA désire indexer son bilan au 31.12.N-1 (en coûts historiques) à l'inflation observée fin N-1.

- L'indice des prix à la consommation fin N-1 est de 121.
- Les stocks au 31.12.N-1 ont été achetés lorsque l'indice des prix à la consommation était à 120.
- Les titres ont été acquis pour 300 en N-1 lorsque l'indice était à 119.
- Les actifs fixes sont amortis sur 10 ans par la méthode linéaire ; la valeur résiduelle estimée est de 0.
- Les actifs fixes ont été achetés lorsque l'indice des prix à la consommation était de 112.
- Le capital-actions a été libéré lorsque l'indice des prix à la consommation était de 112.
- 800 de Réserve générale ont été constitués lorsque l'indice était de 116. Les 700 restants sont contemporains à la date d'indexation.

Etape 2

L'entreprise Enco SA souhaite indexer son bilan et son compte de résultat au 31.12.N en coûts historiques aux francs (pouvoir d'achat) de fin N.

- Durant l'année N, l'indice des prix à la consommation est passé de 121 à 129.
- Les produits et les charges monétaires sont répartis de manière égale sur la période: indice 125.
- L'entreprise utilise la méthode FIFO pour la valorisation des sorties de stock.
- Les achats de marchandises ont eu lieu régulièrement durant l'année N. L'indice moyen se montait à 125.
- Les stocks au 1.1.N ont été achetés lorsque l'indice des prix à la consommation se montait à 120.

- Les titres ont été acquis pour 300 en N-1 lorsque l'indice se montait à 119 et pour 650 en N lorsque l'indice se montait à 126; il n'y a pas de vente de titres en N.
- Les produits des titres ont été encaissés lorsque l'indice se montait à 125.
- Les actifs fixes sont amortis sur 10 ans par la méthode linéaire; la valeur résiduelle estimée est de 0.
- Les actifs fixes ont été achetés lorsque l'indice des prix à la consommation se montait à 112.
- Le capital-actions a été libéré lorsque l'indice des prix à la consommation se montait à 112.
- Les intérêts sur les dettes à long terme de 140 se paient postnumerando le 31.12 de l'année.
- Les intérêts sur le compte courant s'élèvent à 160.
- 800 de Réserve générale ont été constitués lorsque l'indice se montait à 116.

Traitement comptable

Etape 1 : Etablir le bilan N-1 au pouvoir d'achat général de fin de période au 31.12.N-1

Tableau 10.32 Bilan de Enco SA au 31.12.N-1 (après répartition) en pouvoir d'achat général.

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement à l'inflation	Coût indexé
ACTIF			
Disponibilités	260	AM	260
Titres cotés	300	$\times 121/119$	305
Clients	900	AM	900
Prov. pour dépréciation des créances	(45)	AM	(45)
Autres débiteurs	40	AM	40
Stocks au CAM	1 500	$\times 121/120$	1 513
Actifs circulants	2 955		2 973
Actifs fixes	6 000	$\times 121/112$	6 482
Amortissement cumulé	(1 200)	$\times 121/112$	(1 296)
Actifs immobilisés	4 800		5 186
Actif total	7 755		8 159
PASSIF			
Dettes et provisions à court terme	1 800	PM	1 800
Dettes et provisions à long terme	2 400	PM	2 400
Capitaux étrangers	4 200		4 200
Capital-actions	2 000	$\times 121/112$	2 161
Réserve générale	1 500	$800 - (121/116) + 700$	1 534
Réserves spéciales ⁵⁶	55	+ 209	264
Résultat de l'exercice			
Capitaux propres	3 555		3 959
Passif total	7 755		8 159

AM = Actifs Monétaires PM = Passifs Monétaires

⁵⁶ Le montant de 209 (264 - 55) d'ajustement des réserves spéciales résulte des différents ajustements opérés sur les titres cotés, les stocks, les actifs fixes, le capital-actions et les réserves pour les porter au niveau des francs de fin N-1. Une analyse de détail n'a pas d'intérêt particulier.

Etape 2 : Etablir le bilan et le compte de résultat de la période au pouvoir d'achat général de fin de période au 31.12.N

Tableau 10.33 Bilan de Enco SA au 31.12.N (avant répartition) en pouvoir d'achat général.

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement à l'inflation	Coût indexé
ACTIF			
Disponibilités	500	AM	500
Titres cotés	950	$300 \times \frac{129}{119} + 650 \times \frac{129}{126}$	990
Clients	1 800	AM	1 800
Prov. pour dépréciation des créances	(90)	AM	(90)
Autres débiteurs	50	AM	50
Stocks au CAM	2 400	$\times (129/125)$	2 477
<i>Actifs circulants</i>	<i>5 610</i>		<i>5 727</i>
Actifs fixes	6 000	$\times (129/112)$	6 911
Amortissement cumulé	(1 800)	$\times (129/112)$	(2 073)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 200</i>		<i>4 838</i>
Actif total	9 810		10 565
PASSIF			
Dettes et provisions à court terme	3 013	PM	3 013
Dettes et provisions à long terme	2 400	PM	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>5 413</i>		<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000	$\times (129/112)$	2 304
Réserve générale	1 500	$800 \times \frac{129}{116} + 700 \times \frac{129}{121}$	1 635
Réserves spéciales	55	+ 226	*281
Résultat de l'exercice	842	v/étape 3	932
<i>Capitaux propres</i>	<i>4 397</i>		<i>5 152</i>
Passif total	9 810		10 565

* Le montant de 281 correspond à l'indexation à l'inflation du montant de 264 (solde du compte à fin N-1): $264 \times (129/121)$.

AM = Actifs Monétaires PM = Passifs Monétaires

Tableau 10.34 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en pouvoir d'achat général.

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement à l'inflation	Coût indexé
Chiffre d'affaires brut	21 000	$\times (129/125)$	21 672
/./ Dotation à la provision pour dépréciation des créances	90	$\times (129/125)$	93
= <i>Chiffre d'affaires net</i>	<i>20 910</i>		<i>21 579</i>
/./ CAMV	17 100	v/REM. 1	17 711
= <i>Marge commerciale</i>	<i>3 810</i>		<i>3 868</i>
/./ Autres charges d'exploitation	1 850	$\times (129/125)$	1 909
/./ Amortissements	600	$\times (129/112)$	691

Tableau 10.34 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en pouvoir d'achat général (suite).

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement à l'inflation	Coût indexé
= Résultat d'exploitation	1 360		1 268
Produits courants des titres	50	$\times (129/125)$	52
J. Charges financières	300	$160 \times (129/125) \div 140$	305
= Résultat avant impôts	1 110		1 015
J. Dotation à la provision pour impôts	268	$\times (129/125)$	277
+ Bénéfice de pouvoir d'achat		v/Étape 4	194
= Résultat de l'exercice	842	v/Étape 3	932

REMARQUES

1. $CAMV = \text{Stock initial} + \text{Achats} - \text{Stock final}$. Pour procéder à l'indexation du CAMV, il faut :

- Indexer le stock initial: celui-ci se monte à 1 500 et doit être indexé en deux temps :
 - tout d'abord à son inflation propre, c'est-à-dire au niveau d'inflation lors des achats (125/120);
 - puis indexé à l'inflation prévalant à fin N, soit par un facteur de $(129/125)$ ⁵⁷.
- Indexer les achats qui se montent à 18 000: on y parvient en tenant compte du niveau d'inflation prévalant au moment des achats par rapport à la fin de l'année (129/125).
- Indexer le stock final: cet ajustement se fait en constatant que :
 - l'entreprise utilise la méthode FIFO pour l'évaluation de ses stocks;
 - la consommation de marchandises a été supérieure au stock initial ($CAMV > \text{Stock initial}$).

Dès lors, il est possible d'affirmer qu'il ne subsiste plus, au 31.12.N, de marchandises provenant du stock de N-1. Le stock final de 2 400 au 31.12.N est entièrement composé d'achats effectués en N, lorsque l'indice d'inflation se montait à 125, ce qui justifie l'indexation du stock final au moyen du rapport (129/125).

On obtient ainsi : $CAMV = \left(1\,500 \times \frac{125}{120} + 18\,000 - 2\,400 \right) \times \frac{129}{125} = 17\,711$.

2. Le bénéfice de pouvoir d'achat de 194 assure que le bénéfice ressortant du compte de résultat soit identique à celui du bilan. Ce montant fait l'objet d'une discussion à l'étape suivante (étape 3).

Étape 3: Calcul des ajustements de résultat

Les ajustements ci-dessous suivent l'approche développée dans l'annexe en fin de chapitre, et plus particulièrement le point A.2.3 sous lequel ont été présentées

⁵⁷ On observera que, par « chaînage » d'indice, ces deux opérations peuvent se résumer à indexer directement le stock initial au pouvoir d'achat à fin N soit 129/120.

les formules d'ajustement du résultat au bilan et au compte de résultat dans le cas où l'entreprise exerce une activité, impliquant une modification des éléments d'actif et de passif qu'elle détient. On reprendra notamment la notation suivante :

Catégorie	Abréviation	Quantité détenue
Actif monétaire	AM	i unités
Actif non monétaire	$A\overline{M}$	j unités
Passif monétaire	PM	m unités
Passif non monétaire	$P\overline{M}$	n unités
Charge monétaire	ChM	k unités
Charge non monétaire	$Ch\overline{M}$	ℓ unités
Produit monétaire	PrM	p unités
Produit non monétaire	$Pr\overline{M}$	q unités

Ajustement du résultat

Selon la formule (A.9) du complément A, l'ajustement du résultat résultant de l'inflation s'exprime par :

$$\begin{aligned} \text{Ajustement} = & \pi_1^q \sum_q Pr\overline{M}_q - \pi_1^\ell \sum_\ell Ch\overline{M}_\ell + \pi_1^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i} \\ & + \pi_1^j \Delta A\overline{M}_{1_j} - \pi_1^n \Delta P\overline{M}_{1_n} \end{aligned}$$

avec π_1^α indiquant le taux d'inflation prévalant en fin d'exercice pour l'élément α ;
 Δ correspondant au symbole de variation ;
indices 0 et 1 indiquant à quel moment ont été mesurés les éléments (ici 0 = 31.12.N-1, 1 = 31.12.N).

Par souci didactique, la formule (A.8) sera implémentée en trois phases logiques, respectant l'ordre d'apparition des éléments

Phase 1

Indexation des charges et des produits non monétaires de l'exercice N correspondant à :

$$\pi_1^q \sum_q Pr\overline{M}_q - \pi_1^\ell \sum_\ell Ch\overline{M}_\ell$$

Dans le cas Enco SA, on aura pour cette phase :

- produits non monétaires : aucun élément,
- charges non monétaires : CAMV et Amortissements.

Phase 2

Indexation des actifs et des passifs monétaires au 1.1.N correspondant à

$$\pi_1^{00} \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i}$$

Phase 3

Indexation de la variation des actifs et passifs non monétaires au 31.12.N correspondant à $\pi_1^j \Delta \overline{AM}_{1_j} - \pi_1^0 \Delta \overline{PM}_{1_0}$.

Dans le cas Enco SA, on aura pour cette phase:

- actifs non monétaires: acquisition de titres pour 650,
- passifs non monétaires: aucun élément.

Phase 1

Indexation des charges et des produits non monétaires

- a) CAMV: Une partie du CAMV total (CAMVT) est de nature monétaire (les Achats, dénotés *Ach*) alors qu'une autre est de nature non monétaire⁵⁸ (dénotée *CAMVM*). On a ainsi: CAMV total = CAMV monétaire + CAMV non monétaire que l'on réécrira: $CAMVT = Ach + CAMVM$

En tenant compte de l'inflation:

$$\pi_1^{CAMVT} CAMVT = \pi_1^{Ach} Ach + \pi_1^{CAMVM} CAMVM$$

d'où:

$$\pi_1^{CAMVM} CAMVM = \pi_1^{CAMVT} CAMVT - \pi_1^{Ach} Ach$$

Application numérique:

$$\pi_1^{CAMVM} CAMVM = 611 - \left(\frac{129}{125} - 1 \right) \times 18\,000 = 35$$

où le chiffre de 611 (17 711 - 17 100) correspond à l'indexation du CAMV total (voir tableau 10.34 ainsi que la remarque (1) ci-dessus).

- b) *Amortissements*: du tableau 10.34, on voit que les amortissements ont été ajustés pour un montant de 91.

On obtient selon les remarques (a) et (b) ci-dessus:

$$\text{Total 1} = - [35 + 91] = (126)$$

Phase 2

Indexation des actifs et des passifs monétaires au 1.1.N

⁵⁸ Car le CAMV incorpore la variation de stock qui est une grandeur non monétaire.

En milliers de francs	Coût historique	Indexation	Coût ajusté	Bénéf. (perte)
Disponibilités	260	$260 \times 129/121$	277	(17)
Clients	900	$900 \times 129/121$	960	(60)
Prov. pour dépréciation des créances	(45)	$(45) \times 129/121$	(48)	3
Autres débiteurs	40	$40 \times 129/121$	43	(3)
Dettes et prov. à c.t.	1 800	$1 800 \times 129/121$	1 919	119
Dettes et prov. à l.t.	2 400	$2 400 \times 129/121$	2 559	159
Total 2				201

Phase 3

Indexation de la variation des actifs et passifs non monétaires

Dans ce cas, seule une acquisition de titres, pour un montant de 650 a eu lieu durant l'exercice N.

$$\text{On a ainsi: Total 3} = 650 \times \left(\frac{129}{126} - 1 \right) = 15$$

L'ajustement du résultat au 31.12.N s'élève donc à la somme des 3 totaux (1, 2, 3):

$$\text{Ajustement du résultat} = (126) + 201 + 15 = 90$$

Ces ajustements sont observables dans les comptes au 31.12.N (voir tableaux 10.33 et 10.34).

Correction du résultat au compte de résultat

Toujours selon l'annexe, et par application de l'équation (A.10), qui fournit la correction à enregistrer au compte de résultat, on a:

$$\begin{aligned} \text{Bénéfice de Pouvoir d'achat} = & \pi_l^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_l^i \sum_i AM_{0_i} + \pi_l^j \Delta A \bar{M}_{1_j} \\ & - \pi_l^p \Delta P \bar{M}_{1_p} - \pi_l^p \sum_p PrM_p + \pi_l^k \sum_k ChM_k \end{aligned}$$

Pour les éléments relevant du bilan, les opérations ont déjà été menées (voir phases 2 et 3 ci-dessus). Il ne reste donc plus qu'à procéder à l'indexation des produits et des charges monétaires.

Phase 4

Indexation des produits et des charges influençant les éléments monétaires au 31.12.N

En milliers	Coût historique	Indexation	Coût ajusté	Δ
Chiffre d'affaires brut	21 000	$21 000 \times 129/125$	21 672	(672)
Dot. à la prov. pour dép. des créances	90	$90 \times 129/125$	93	3
Achats de marchandises	18 000	$18 000 \times 129/125$	18 576	576
Autres charges d'exploitation	1 850	$1 850 \times 129/125$	1 909	59
Produits courants des titres	50	$50 \times 129/125$	52	(2)
Charges financières	300	dont $160 \times 129/125$	305	5
Dotation à la provision pour impôts	268	$268 \times 129/125$	277	9
Total 4				(22)

Finalement :

Bénéfice de pouvoir d'achat = Totaux 2 à 4 = 201 + 15 + (22) = 194

Etape 4: Etablir les bilans initiaux et finals de la période en pouvoir d'achat général de fin de période

Cette étape vise, au travers du tableau 10.35, à présenter un ensemble non exhaustif de possibilités d'ajustement.

Le lecteur intéressé pourra ainsi de lui-même procéder à l'indexation du bilan au 31.12.N-1 au pouvoir d'achat prévalant à fin N (colonne Fin N-1 francs fin N $N_0^{(N)}$ index).

Tableau 10.35 Tableau récapitulatif de la méthode du pouvoir d'achat général.

Bilans au 31 décembre (en milliers de francs)					
	Fin N-1 coûts histo. N_0	Fin N-1 francs de fin N-1 $N_0^{(N-1)}$ index	Fin N-1 francs fin N $N_0^{(N)}$ index	Fin N coûts histo. N_1	Fin N francs fin N $N_1^{(N)}$ index
ACTIF					
Disponibilités	260	260	277	500	500
Titres cotés	300	305	325	950	990
Clients	900	900	960	1 800	1 800
Prov. p. dépréciation des créances	(45)	(45)	(48)	(90)	(90)
Autres débiteurs	40	40	43	50	50
Stocks au C.A.M.	1 500	1 513	1 612	2 400	2 477
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 955</i>	<i>2 973</i>	<i>3 169</i>	<i>5 610</i>	<i>5 727</i>
Actifs fixes	6 000	6 482	6 911	6 000	6 911
Amortissement cumulé	(1 200)	(1 296)	(1 382)	(1 800)	(2 073)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 800</i>	<i>5 186</i>	<i>5 529</i>	<i>4 200</i>	<i>4 838</i>
Actif total	7 755	8 159	8 698	9 810	10 565
PASSIF					
Dettes et provision à c.t.	1 800	1 800	1 919	3 013	3 013
Dettes et provisions à l.t.	2 400	2 400	2 559	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>	<i>4 200</i>	<i>4 478</i>	<i>5 413</i>	<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000	2 161	2 304	2 000	2 304
Réserve générale	1 500	1 534	1 635	1 500	1 635
Réserves spéciales	55	264	281	55	281
Résultat de l'exercice	-	-	-	842	932
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 555</i>	<i>3 959</i>	<i>4 220</i>	<i>4 397</i>	<i>5 152</i>
Passif total	7 755	8 159	8 698	9 810	10 565

Cette indexation peut s'avérer utile, voire déterminante, dans la mesure où l'utilisateur des états financiers de l'entreprise est naturellement amené à conduire une analyse comparative de l'évolution de la richesse de l'entreprise entre N-1 et N. En effet, seules des grandeurs saisies sous un même pouvoir d'achat sont

susceptibles d'être rapprochées dans le cadre d'une étude expliquant l'évolution de la richesse réelle de l'entreprise dans le temps⁵⁹.

La dynamique de cette richesse correspond à la variation des capitaux propres: $\Delta \text{Capitaux Propres} = 5\,152 - 4\,220 = 932 = \text{Résultat}_N$ indexé, dans ce cas.

10.6.1.3.4 Méthode de la valeur actuelle (selon l'Ecole moderne)

On a vu sous 10.5.2.3 que la méthode de la valeur actuelle, telle que prônée par l'Ecole moderne de la comptabilité⁶⁰, visait à valoriser les éléments du bilan sous l'optique de leur utilité. Il a également été mentionné que les variations inhérentes à cette méthode induisaient la tenue de deux comptes additionnels⁶¹; il s'agit du compte de réserve de réévaluation réalisable (dans le cas de plus-value non encore réalisée par exemple) et du compte de réserve de réévaluation réalisée.

La méthode de la valeur actuelle implique le passage par trois étapes:

Etape 1: Etablissement du bilan au 31.12.N-1 en valeur actuelle.

Etape 2: Etablissement du bilan et du compte de résultat au 31.12.N en valeur actuelle.

Etape 3: Explication (réconciliation) du bénéfice ou de la perte en valeur actuelle constaté(e) à fin N.

Donnée complémentaire

Etape 1

- L'entreprise Enco SA désire établir son bilan au 31.12.N-1 en valeur actuelle.
- La valeur vénale des titres est de 310 au 31.12.N-1. Il n'y a pas eu d'autres mouvements sur les titres.
- Le coût de remplacement du stock est de 1 515 au 31.12.N-1.
- Les actifs fixes sont amortis sur 10 ans par la méthode linéaire; la valeur résiduelle estimée est de 0.
- Au 31.12.N-1, la réserve de réévaluation réalisée sur stock est de (34).
- Le coût de remplacement des actifs fixes au 31.12.N - 2 est de 6 300 et de 6 500 au 31.12.N-1.

Etape 2

L'entreprise Enco SA désire établir son bilan et son compte de résultat au 31.12.N en valeur actuelle.

- La valeur vénale des titres est de 980 au 31.12.N. Il n'y a pas eu d'autres mouvements sur les titres.
- Le coût de remplacement du stock est de 1 540 au moment de la vente. Le coût de remplacement des achats de la période est de 18 075. Après la vente,

⁵⁹ Notons que l'étude des fonds propres peut être avantageusement complétée par une analyse plus approfondie du bilan, notamment à l'aide de ratios. L'étude bilancielle fait entre autres l'objet du chapitre 15 du volume 3 de la série *Maîtriser l'information comptable*.

⁶⁰ Rappelons que la valeur actuelle existe également au niveau de l'IASB en tant que mode d'évaluation (une modalité de la juste valeur) et non en tant que méthode de comptabilisation en soi.

⁶¹ Ceci s'entend par comparaison avec la méthode du coût historique (indexé ou non).

le coût de remplacement du stock est au 31.12.N de 2 450. Le coût de remplacement des sorties de stock est de 17 205; ainsi la part de la réserve réalisable devenue réalisée lors de la vente du stock est de 105.

- Le coût de remplacement des actifs fixes au 31.12.N est de 6 600.

Traitement comptable

Étape 1: Établir le bilan N – 1 en valeur actuelle

Selon les informations fournies, on obtient le bilan N–1 suivant.

Tableau 10.36 Bilan de Enco S.A. au 31.12.N–1 (après répartition) en valeur actuelle.

En milliers de francs	En coût historique	Ajustement		En valeur actuelle
		Débit	Crédit	
ACTIF				
Disponibilités	260			260
Titres cotés	300	10		310
Clients	900			900
Provision pour dépréciation des créances	(45)			(45)
Autres débiteurs	40			40
Stocks au CAM	1 500	15		1 515
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 955</i>			<i>2 980</i>
Actifs fixes	6 000	500		6 500
Amortissement cumulé	(1 200)		100	(1 300)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 800</i>			<i>5 200</i>
Actif total	7 755			8 180
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme	1 800			1 800
Dettes et provisions à long terme	2 400			2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>			<i>4 200</i>
Capital-actions	2 000			2 000
Réserve générale	1 500			1 500
Réserves spéciales	55	46		9
Réserve de plus-value réalisable s/titres	p.m.		10	10
Réserve de plus-value réalisable s/stocks	p.m.		15	15
Réserve de plus-value réalisable s/actifs fixes	p.m.		400	400
Réserve de plus-value réalisée s/stocks	p.m.	34		(34)
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	p.m.		80	80
Résultat de l'exercice	-			-
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 555</i>			<i>3 980</i>
Passif total	7 755			8 180
		605	605	

REMARQUE

Les ajustements découlent naturellement de la donnée, à l'exception du solde des comptes de *Réserve de réévaluation réalisable s/actifs fixes* et de *Réserve de réévaluation réalisée s/actifs fixes*.

A cet effet, le tableau 10.37 ci-dessous fournit une représentation globale du calcul des amortissements pour les années N-2, N-1 et N. Les colonnes *h* (*Réserve de réévaluation réalisable cumulée*) et *j* (*Réserve de réévaluation réalisée cumulée*) de ce tableau permettent de déterminer l'origine de ces montants.

Notons que le calcul de la colonne *f* (*Rattrapage d'amortissement en coût de remplacement*) s'effectue à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Rattrapage}_k = \text{Valeur à amortir en coût de remplacement de la période}_k \times \frac{1}{\text{f}\hat{\text{a}}_{c_n}} \times \text{fa}_{c_{t-1}}$$

$$\text{fa}_{c_{t-1}} = \text{Valeur à amortir en coût de remplacement de la période}_{k-1} \times \frac{1}{\text{f}\hat{\text{a}}_{c_n}} \times \text{fa}_{c_{t-1}}$$

où $\text{f}\hat{\text{a}}_{c_n}$ représente le nombre cumulé total d'unités de la variable explicative de l'amortissement (ici le temps, soit $n = 10$ années) et $\text{fa}_{c_{t-1}}$ le nombre cumulé d'unités de la variable explicative effectivement utilisée jusqu'à la période précédente (période $k - 1$, avec $k = 0 \dots n$, soit du 31.12.N - 3 au 31.12.N + 7). Le ratio $1/\text{f}\hat{\text{a}}_{c_n}$ représente naturellement le taux d'amortissement linéaire pratiqué (10 %).

En appliquant par exemple cette formule aux 31.12.N-1 et 31.12.N, on obtient :

$$\text{Rattrapage}_{31.12.N-1} = \left[\frac{6\,500}{10} \times 1 \right] - \left[\frac{6\,300}{10} \times 1 \right] = 20$$

$$\text{Rattrapage}_{31.12.N} = \left[\frac{6\,600}{10} \times 2 \right] - \left[\frac{6\,500}{10} \times 2 \right] = 20$$

Notons finalement que les amortissements seront traités de manière exhaustive au chapitre 11.

Tableau 10.37 Calcul des amortissements et des réserves de réévaluation.

	Coût historique d'acquisition	Amort. s/coût historique	Amort. cumulé s/coût historique	Coût de remplacement	Amort. s/coût de remplacement	Rattrapage d'amort. en CR	Amort. cum. s/coût de remplacement	Réserve de réévaluation réalisable cumulée	Réserve de réévaluation réalisée	Réserve de réévaluation réalisée cumulée
	a	b = $\frac{a}{10}$	c	d	e = $\frac{d}{10}$	f	$g_k = g_{k-1} + e_k + f_k$	$h_k = d + g_{k-1} - f - (e - b)$	i = e - b	j
31.12.N-3	6 000									
31.12.N-2	6 000	600	600	6 300	630	—	630	270 = 6 300 - 6 000 - 30	30 = 630 - 600	30
31.12.N-1	6 000	600	1 200	6 500	650	20	1 300	400 = 270 + 6 500 - 6 300 - 20 - (650 - 600)	50 = 650 - 600	80
31.12.N	6 000	600	1 800	6 600	660	20	1 980	420 = 400 + 6 600 - 6 500 - 20 - (660 - 600)	60 = 660 - 600	140

Etape 2 : Etablir le bilan et compte de résultat N en valeur actuelle

Selon les informations fournies, on obtient le bilan N suivant.

Tableau 10.38 Bilan de Enco SA au 31.12.N (avant répartition) en valeur actuelle.

En milliers de francs	En coût historique	Ajustement		En valeur actuelle
		Débit	Crédit	
ACTIF				
Disponibilités	500			500
Titres cotés	950	30		980
Clients	1 800			1 800
Provision pour dépréciation des créances	(90)			(90)
Autres débiteurs	50			50
Stocks au CAM	2 400	50		2 450
<i>Actifs circulants</i>	<i>5 610</i>			<i>5 690</i>
Actifs fixes	6 000	600		6 600
Amortissement cumulé	(1 800)		180	(1 980)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 200</i>			<i>4 620</i>
Actif total	9 810			10 310
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme	3 013			3 013
Dettes et provisions à long terme	2 400			2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>5 413</i>			<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000			2 000
Réserve générale	1 500			1 500
Réserves spéciales	55	46		9
Réserve de plus-value réalisable s/titres	p.m.		30	30
Réserve de plus-value réalisable s/stocks	p.m.		50	50
Réserve de plus-value réalisable s/actifs fixes	p.m.		420	420
Réserve de plus-value réalisée s/stocks	p.m.		71	71
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	p.m.		140	140
Résultat de l'exercice	842	165		677
<i>Capitaux propres</i>	<i>4 397</i>			<i>4 897</i>
Passif total	9 810	891	891	10 310

Tableau 10.39 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en valeur actuelle.

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement		Valeur actuelle
		Débit	Crédit	
Chiffre d'affaires brut	21 000			21 000
J. Dot. à la prov. pour dép. des créances	90			90
= <i>Chiffre d'affaires net</i>	<i>20 910</i>			<i>20 910</i>
J. CAMV	17 100	105		17 205

Tableau 10.39 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en valeur actuelle (suite).

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement		Valeur actuelle
		Débit	Crédit	
= <i>Marge commerciale</i>	3 310			3 705
./. <i>Autres charges d'exploitation</i>	1 850			1 850
./. <i>Amortissements</i>	600	60		660
= <i>Résultat d'exploitation</i>	1 360			1 195
Produits courants des titres	50			50
./. <i>Charges financières</i>	300			300
= <i>Résultat avant impôts</i>	1 110			945
./. <i>Dotation à la provision pour impôts</i>	268			268
= Résultat de l'exercice	842		165	677
		165	165	

REMARQUES

L'ajustement du CAMV pour un montant de 105 provient du fait que la donnée mentionne que «... la part de la réserve réalisable devenue réalisée lors de la vente du stock est de 105». On a ainsi passé l'écriture :

CAMV	105	
à Réserve de plus-value réalisée s/stocks		105

Etant donné que la Réserve de plus-value réalisée s/stocks au 31.12.N-1 se montait à (34) (tab. 10.36), on obtient que le solde final de cette réserve, au 31.12.N s'élève à $(34) + 105 = 71$.

L'ajustement de l'amortissement pour un montant de 60 provient du fait que, comme mentionné dans la donnée complémentaire: «Les actifs fixes sont amortis sur 10 ans par la méthode linéaire; la valeur résiduelle estimée est de 0.»

Du fait que les actifs fixes ont été réévalués de 600 (tab. 10.38), cela a donc pour conséquence logique un ajustement de l'amortissement annuel pour un montant de $600/10 = 60$.

Etape 3: Réconciliation

La réconciliation entre le résultat constaté à fin N en coût historique, 842, et celui en valeur actuelle, 677, est l'objet de ce paragraphe. Le propos consiste donc à étayer clairement la variation observée ($842 - 677 = 165$) en termes de réserves de réévaluation ayant été effectivement réalisées durant l'exercice N. Il s'agit donc de comparer, à fin N-1 et fin N, l'évolution des comptes de Réserves de plus-value réalisées.

	N	N-1	Δ
Réserve de plus-value réalisée s/stocks	71	(34)	105
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	140	80	60
	211	46	165

Le montant total des réserves réalisées en N correspond donc à la colonne variation ($\Delta = 165$). Il faut en effet prendre garde à ne pas confondre le solde final à fin N (correspondant au montant cumulé des réserves de réévaluation réalisées) avec la création (réalisation) effective de ces mêmes réserves durant l'exercice N (correspondant à la variation du niveau de celles-ci entre les exercices N-1 et N).

On obtient de la sorte :

Résultat de la période en valeur actuelle	677
+ Δ Réserve de réévaluation réalisée sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs	165
= Résultat de la période en coût historique	842

Notons finalement que la réconciliation peut être aisée si les variations induites par le passage en valeur actuelle au niveau du compte de résultat (voir tab. 10.39) peuvent, comme c'est ici le cas, être directement «rattachées» à la réserve de réévaluation réalisée⁶².

Synthèse

On aboutit finalement au tableau de synthèse ci-dessous représentant les bilans N-1 et N de Enco SA exprimés en valeur actuelle.

Tableau 10.40 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur actuelle.

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
ACTIF		
Disponibilités	260	500
Titres	310	980
Clients	900	1 800
Prov. pour dépréciation des créances	(45)	(90)
Autres débiteurs	40	50
Stocks	1 515	2 450
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 980</i>	<i>5 690</i>
Actifs fixes	6 500	6 600
Amortis. cumulé	(1 300)	(1 980)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>5 200</i>	<i>4 620</i>
Actif total	8 180	10 310
PASSIF		
Dettes et provisions à c.t.	1 800	3 013
Dettes et provisions à l.t.	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>	<i>5 413</i>

⁶² Dans le cas présent, l'ajustement de 105 constaté au niveau du «CAMV» se rapporte clairement au compte de «Réserve de plus-value réalisée s/stocks». L'ajustement de 60 au niveau de l'«amortissement» ne saurait lui qu'être lié au compte de «Réserve de plus-value réalisée s/ actifs fixes».

Tableau 10.40 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur actuelle (suite).

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
Capital-actions	2 000	2 000
Réserve générale	1 500	1 500
Réserves spéciales	9	9
Rés. plus-value réalisable s/titres	10	30
Réserve rééval. réalisable s/stock	15	50
Réserve rééval. réalisable s/actifs fixes	400	420
Réserve rééval. réalisée s/stock	(34)	71
Rés. rééval. réalisée s/actifs fixes	80	140
Résultat de l'exercice		677
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 980</i>	<i>4 897</i>
Total Passif	8 180	10 310

Valeur actuelle et calcul du résultat global de la période
(*business income*)

On obtient le *business income* de la manière suivante (§ 10.5.2.3.6):

Résultat en valeur actuelle	677
+ Réserve de réévaluation réalisée de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs (105 + 60)	165
+ Réserve de réévaluation réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs (35 + 20)	55
Résultat global de la période	897

On a dès lors:

Résultat global de la période	897
./ Réserve de réévaluation réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs	120
+ Réserve de réévaluation réalisée dans les exercices antérieurs (15 + 50) sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs	65
= Résultat en coût historique	842

Si on inclut la réserve de réévaluation réalisable sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes dans le résultat de la période (*business income*), on a:

Résultat en valeur actuelle	677
+ Réserve de réévaluation réalisée de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs (90 + 10)	100
+ Réserve de réévaluation réalisable de l'exercice en cours sur les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, de stocks et de services futurs (20 + 50 + 70)	140
= Résultat global de la période (<i>business income</i>)	917

10.6.1.3.5 Méthode de la valeur vénale (selon l'Ecole moderne)

Présentée dans le paragraphe 10.5.2.4, la méthode de la valeur vénale a pour «particularité» comptable de générer un résultat au bilan différent de celui au compte de résultat. Cette dichotomie provient du fait que le bilan en valeur vénale respecte le principe de réalisation des produits, ce qui n'est pas le cas du compte de résultat en valeur vénale. Il en découlera une double réconciliation: il faudra d'une part réconcilier le résultat au bilan avec celui du compte de résultat, puis réconcilier le résultat de la méthode de la valeur vénale avec le résultat de la méthode en coûts historiques.

Etape 1: Etablir le bilan de l'entreprise Enco SA au 31.12.N-1 en valeur vénale.

Etape 2: Etablir le bilan et compte de résultat au 31.12.N en valeur vénale.

Etape 3: Réconciliation:

- entre les résultats au 31.12.N au bilan et au compte de résultat;
- du résultat en valeur vénale avec la méthode du coût historique.

Donnée complémentaire

Etape 1

L'entreprise Enco SA désire établir son bilan au 31.12.N-1 en valeur vénale.

- La valeur vénale des titres est de 310 au 31.12.N-1. Il n'y a pas eu d'autres mouvements sur les titres.
- Le coût de remplacement du stock est de 1 515 au 31.12.N-1. Sa valeur vénale se monte à 1 525 à la même époque.
- Les actifs fixes sont amortis sur 10 ans par la méthode linéaire; la valeur résiduelle estimée est de 0. Leur coût de remplacement est de 6 500 au 31.12.N-1. La valeur vénale correspond au coût de remplacement net (correction faite des amortissements cumulés nécessaires⁶³). La valeur vénale des actifs fixes t_0 en t_1 vaut 5 900 au 31.12.N-1.
- Au 31.12.N-1, la réserve de réévaluation réalisée sur stock est de (34).

Etape 2

L'entreprise Enco SA désire établir son bilan et compte de résultat au 31.12.N en valeur actuelle.

- La valeur vénale des titres est de 980 au 31.12.N. Il n'y a pas eu d'autres mouvements sur les titres.
- Le coût de remplacement du stock est de 1 540 au moment de la vente de 19 615, de 2 410 après cette vente et de 2 450 au 31.12.N. La valeur vénale du stock au 31.12.N est estimée à 2 480.
- Au moment de la vente, le coût de remplacement des achats de la période est de 18 075.
- Le coût de remplacement des actifs fixes au 31.12.N est de 6 600. La valeur vénale des actifs fixes t_0 en t_1 vaut 5 600 au 31.12.N.

Traitement comptable

Etape 1: Etablir le bilan au 31.12.N-1 en valeur vénale

⁶³ Voir tableau 10.37.

Selon les informations fournies, on obtient le bilan au 31.12.N-1 suivant.

Tableau 10.41 Bilan de Enco SA au 31.12.N-1 (après répartition) en valeur vénale.

En milliers de francs	En coût historique	Ajustement		En valeur vénale
		Débit	Crédit	
ACTIFS				
Disponibilités	260			260
Titres cotés	300	10		310
Clients	900			900
Provision pour dépréciation des créances	(45)			(45)
Autres débiteurs	40			40
Stocks au prix de vente	1 500	25		1 525
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 955</i>			<i>2 990</i>
Actifs fixes	6 000		800	5 200
Amortissement cumulé	(1 200)	1 200		—
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 800</i>			<i>5 200</i>
Actif total	7 755			8 190
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme	1 800			1 800
Dettes et provisions à long terme	2 400			2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>			<i>4 200</i>
Capital-actions	2 000			2 000
Réserve générale	1 500			1 500
Réserves spéciales	55		204	259
Réserve de plus-value réalisable s/titres	p.m.		10	10
Réserve de plus-value réalisable s/stocks	p.m.		15	15
Réserve de plus-value réalisée s/stocks	p.m.	34		(34)
Réserve de marge réalisable s/stocks	p.m.		10	10
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	p.m.		230	230
Résultat de l'exercice	—			—
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 555</i>			<i>3 990</i>
Passif total	7 755			8 190
		1 269	1 269	

Etape 2: Etablir le bilan et compte de résultat N en valeur vénale

Selon les informations fournies, on obtient le bilan N suivant.

Tableau 10.42 Bilan de Enco SA au 31.12.N (avant répartition) en valeur vénale.

En milliers de francs	En coût historique	Ajustement		En valeur vénale
		Débit	Crédit	
ACTIF				
Disponibilités	500			500
Titres cotés	950	30		980
Clients	1 800			1 800
Provision pour dépréciation des créances	(90)			(90)
Autres débiteurs	50			50
Stocks au prix de vente	2 400	80		2 480
<i>Actifs circulants</i>	<i>5 610</i>			<i>5 720</i>
Actifs fixes	6 000		1 380	4 620
Amortissement cumulé	(1 800)	1 800		-
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 200</i>			<i>4 620</i>
Actif total	9 810			10 340
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme	3 013			3 013
Dettes et provisions à long terme	2 400			2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>5 413</i>			<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000			2 000
Réserve générale	1 500			1 500
Réserves spéciales	55		204	259
Réserve de plus-value réalisable s/titres	p.m.		30	30
Réserve de plus-value réalisable s/stocks	p.m.		50	50
Réserve de plus-value réalisée s/stocks	p.m.		71	71
Réserve de marge réalisable s/stock	p.m.		30	30
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	p.m.		630	630
Résultat de l'exercice	842	485		357
<i>Capitaux propres</i>	<i>4 397</i>			<i>4 927</i>
Passif total	9 810			10 340
		2 395	2 395	

Tableau 10.43 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en valeur vénale.

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement		Valeur vénale
		Débit	Crédit	
Chiffre d'affaires brut	21 000		955	21 955
J. Dotation à la provision pour dépréciation des créances	90			90
= <i>Chiffre d'affaires net</i>	<i>20 910</i>			<i>21 865</i>
J. CAMV	17 100	1 040		18 140
= <i>Marge commerciale</i>	<i>3 810</i>			<i>3 725</i>
J. Autres charges d'exploitation	1 850			1 850
J. Dépréciation	600	380		980
= Résultat d'exploitation	1 360			895

Tableau 10.43 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en valeur vénale (suite).

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement		Valeur vénale
		Débit	Crédit	
+ Produits courants des titres	50			50
./. Charges financières	300			300
= Résultat de l'exercice avant impôts	1 110			643
./. Dotation à la provision pour impôts	268			268
= Résultat de l'exercice avant prise en compte des réserves de réévaluation réalisables et réalisées	842		463	377
		1 420	1 420	
+ Δ Réserve de plus-value réalisable sur titres			(30 – 10)	20
+ Δ Réserve de plus-value réalisable sur stocks			(50 – 15)	35
+ Δ Réserve de plus-value réalisée sur stock			(71 – (34))	105
+ Δ Réserve de plus-value réalisée sur actifs fixes			(630 – 230)	400
= Δ Résultat de l'exercice en valeur vénale				937

REMARQUES

1. Par «Δ Réserve», on entend la variation de réserve. Dans le cas présent, il s'agit de tenir compte de la contribution de l'exercice N dans la création de nouvelles réserves concourant à la formation du résultat en valeur vénale (selon le compte de résultat).
2. La réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes se calcule par rapport à la valeur vénale t_0 en t_1 et non par rapport au coût historique. Elle correspond à la différence entre la valeur t_0 en t_1 et la valeur en t_0 . Le montant de 230 est égal à la différence entre 5 900, valeur vénale des actifs fixes t_0 en t_1 au 31.12.N-1, et 5 670, valeur vénale des mêmes actifs fixes au 31.12.N-2.
3. Les ajustements sur les comptes de Chiffre d'affaires brut, de CAMV et de dépréciation s'expliquent comme suit :
 - L'ajustement du Chiffre d'affaires brut pour un montant de 955 provient de l'application de l'équation (10.5) vue sous 10.5.2.4 :

$$CA_{\text{brut}}^{\text{VV}} = CA_{\text{brut}} + \Delta \text{Stock}^{\text{VV}}$$

$$= 21\,000 + (2\,480 - 1\,525) = 21\,955$$
 où $\Delta \text{Stock}^{\text{VV}}$ correspond à la variation de stock en valeur vénale.
 - L'ajustement du CAMV pour un montant de 1 040 provient de l'application de l'équation (10.6) vue sous 10.5.2.4 :

$$\text{CAMV}^{\text{CR}} = \text{Achat}_{\text{vente}}^{\text{CR}} + \Delta \text{Stock}^{\text{CR}} - \Delta \text{Stock}_{\text{vente}}^{\text{CR}}$$

$$= 18\,075 + (2\,450 - 1\,515) - (2\,410 - 1\,540) = 18\,140$$
 dont on déduit l'ajustement nécessaire de $18\,140 - 17\,100 = 1\,040$
 - L'ajustement du compte Dépréciation pour un montant de 380 provient de l'application de l'équation (10.7) vue sous 10.5.2.4 (ici $t = N$) :

$$\text{Dépréciation}_t = \text{Valeur vénale}_{t-1 \text{ en } t} - \text{Valeur vénale}_t$$

$$= 5\,600 - 4\,620 = 980$$

Etape 3: Réconciliation

Deux réconciliations sont nécessaires: la première entre le résultat affiché au bilan et celui au compte de résultat, la seconde entre la méthode de la valeur vénale et le coût historique:

- *Réconciliation du premier niveau:*

Le résultat du bilan respecte le principe de réalisation des produits: dans le cas Enco SA, la marge réalisable s/stock enregistrée en N ne contribue pas au résultat de l'exercice mais s'enregistre dans le compte de Réserve de marge réalisable s/stock.

La contribution de l'exercice N à la Réserve de marge réalisable s/stock correspond à la variation de ce compte entre les exercices N – 1 et N soit: $30 - 10 = 20$.

Dès lors, la réconciliation des résultats s'effectue comme suit:

Résultat au bilan N	357
+ Δ Réserve de marge réalisable s/stock	20
= Résultat au compte de résultat N⁶⁴	377

- *Réconciliation du second niveau:*

Le passage au résultat en coût historique s'effectue de la façon suivante:

Résultat au compte de résultat	377
+ Différence d'amortissements avec le coût historique ($980 - 600$)	380
./ Réserve de marge réalisable s/stock	20
+ Δ Réserve de plus-value réalisée s/stocks	105
= Résultat en coût historique	842

Synthèse

On aboutit finalement au tableau de synthèse 10.44 qui montre les bilans N-1 et N de Enco SA exprimés en valeur vénale.

Tableau 10.44 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur vénale.

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
ACTIF		
Disponibilités	260	500
Titres	310	980
Clients	900	1 800
Prov. pour dépréciation des créances	(45)	(90)
Autres débiteurs	40	50
Stocks	1 525	2 480
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 990</i>	<i>5 720</i>
Actifs fixes	5 200	4 620
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>5 200</i>	<i>4 620</i>
Actif total	8 190	10 340

⁶⁴ Il s'agit ici du résultat avant prise en compte des réserves de réévaluation réalisables et réalisées.

Tableau 10.44 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur vénale (suite).

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
PASSIF⁶⁵		
Dettes et provisions à c.t.	1 800	3 013
Dettes et provisions à l.t.	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>	<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000	2 000
Réserve générale	1 500	1 500
Réserves spéciales	259	259
Rés. plus-value réalisable s/titres	10	30
Rés. de rééval. réalisable s/stock	15	50
Rés. de rééval. réalisée s/stock	(34)	71
Rés. de marge réalisable s/stock	10	30
Rés. rééval. réalisée s/actifs fixes	230	630
Résultat de l'exercice		357
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 990</i>	<i>4 927</i>
Passif total	8 190	10 340

10.6.1.3.6 Méthode des normes internationales (approche de l'IASB)

Les normes internationales fournissent un vaste éventail de possibilités au niveau du traitement comptable. Il va de soi que, dans un souci de simplification didactique, toutes ces techniques ne seront pas mises en œuvre. Un choix devra alors être opéré⁶⁵.

A l'instar de la méthode de la valeur actuelle, le traitement des comptes selon l'approche de l'«IASB» peut se subdiviser en trois étapes :

Etape 1: Etablissement du bilan au 31.12.N-1 en accord avec les normes internationales.

Etape 2: Etablissement du bilan et du compte de résultat au 31.12.N en accord avec les normes internationales.

Etape 3: Explication (réconciliation) de la différence de résultat observée à fin N entre la méthode du coût historique et l'approche IASB.

Donnée complémentaire

La donnée complémentaire relative à cette solution est compatible avec celle présentée sous la méthode de la valeur actuelle (§ 10.6.1.3.4) *modulo* quelques aménagements spécifiques à la classification des titres selon l'approche de l'IASB (§ tab. 10.22).

Etape 1

L'entreprise Enco SA désire établir son bilan au 31.12.N-1 selon les normes IFRS.

⁶⁵ L'ensemble des solutions prônées par l'IASB et relatives à chaque problématique comptable sera présenté au fur et à mesure de l'avancement des prochains chapitres.

- La valeur de marché (juste valeur) des titres se monte à 310 au 31.12.N-1. Il n'y a pas eu d'autres mouvements sur les titres. Les titres sont classifiés comme « *Actifs financiers disponibles à la vente* ».
- La valeur réalisable nette (voir définition de cette grandeur sous 10.5.2.3.1) du stock est de 1 515 au 31.12.N-1.
- Les actifs immobilisés ont tous été acquis le 31.12.N-3. Leur coût de remplacement se monte à 6 500 au 31.12.N-1. Tous les actifs fixes sont supposés correspondre à des actifs immobilisés corporels et donc soumis à la norme IAS 16. Selon les estimations d'un expert mandaté, la valeur de marché de ces actifs fixes à cette époque – et tenant compte de la conjoncture prévalant – se monterait à 5 100.
- Les dettes à court et long terme sont des dettes financières que l'entreprise classe dans la catégorie « Dettes financières autres ». Aucun test de dépréciation (*impairment*) n'a été jugé nécessaire.

Etape 2

L'entreprise Enco SA désire établir son bilan et son compte de résultat au 31.12.N selon les normes IFRS.

La valeur de marché des titres est de 980 au 31.12.N. La société a décidé durant l'exercice N d'investir dans un second portefeuille de titres – le portefeuille B, composé, à l'instar du portefeuille A d'actions – qu'elle choisit toutefois de reconnaître en tant qu'« *Actifs financiers évalués en juste valeur en contrepartie du compte de résultat* » afin de fidèlement transcrire la stratégie risquée (stratégie à hauts rendements espérés) qu'elle mène au travers de ce portefeuille.

La situation en fin d'année se présente de la manière suivante :

Titre	Coût d'acquisition	Valeur de marché au 31.12.N-1	Valeur de marché au 31.12.N	Catégorie selon IAS 39 § 9
A	300	310	312	Vente spéculation
B	650		668	
Total	950	310	980	

Il s'en suit que la variation de valeur du portefeuille de titres B devra être comptabilisée en compte de résultat.

La valeur réalisable nette du stock est au 31.12.N de 2 500.

Le coût de remplacement des actifs fixes au 31.12.N est de 6 600. A nouveau mandaté, l'expert atteste leur valeur de marché à 5 300, suite au regain de vigueur du marché de l'immobilier, particulièrement volatil ces dernières années.

Les dettes à court et long terme sont des dettes financières que l'entreprise classe dans la catégorie « Dettes financières autres ». Aucun test de dépréciation (*impairment*) n'a été jugé nécessaire.

Traitement comptable

Etape 1 : Etablir le bilan N-1 en accord avec les normes comptables internationales

Selon les informations fournies, le bilan N-1 subit les ajustements suivants.

Tableau 10.45 Bilan de Enco SA au 31.12.N-1 (après répartition) selon les normes IFRS.

En milliers de francs	En coût historique	Ajustement		Adapté aux IFRS
		Débit	Crédit	
ACTIF				
Disponibilités	260			260
Titres cotés	300	10		310
Clients	900			900
Provision pour dépréciation des créances	(45)			(45)
Autres débiteurs	40			40
Stocks au CAM	1 500			1 500
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 955</i>			<i>2 965</i>
Actifs fixes	6 000		900	5 100
Amortissement cumulé	(1 200)	1 200		0
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 800</i>			<i>5 100</i>
Actif total	7 755			8 065
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme	1 800			1 800
Dettes et provisions à long terme	2 400			2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>			<i>4 200</i>
Capital-actions	2 000			2 000
Réserve générale	1 500			1 500
Réserves spéciales	55			55
Réserves de plus-value réalisable s/titres	p.m.		10	10
Réserves de plus-value réalisable s/actifs fixes	p.m.		300	300
Réserves de plus-value réalisée s/actifs fixes	p.m.			
Résultat de l'exercice				
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 555</i>			<i>3 865</i>
Passif total	7 755			8 065
		1 210	1 210	

REMARQUES

Les ajustements opérés au bilan à fin N-1 s'expliquent par les éléments suivants :

- Titres cotés: Ainsi que mentionné en donnée complémentaire, tous les titres sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction (faisant partie des actifs financiers disponibles à la vente – *Available for sale financial assets*). De la sorte, la variation de juste valeur de ces titres ($310 - 300 = 10$) doit être reconnue dans les capitaux propres de l'entreprise (sous *Réserves de plus-value réalisable sur titres*).

- Selon l'approche du normalisateur international, les stocks doivent être mesurés au montant le plus bas entre le coût (historique) et la valeur réalisable nette (voir IAS 2 § 6 et 9). Or, dans le cas présent on observe que :
Coût historique < Valeur réalisable nette (1 500 < 1 515). Aucun ajustement n'est donc nécessaire à ce stade.
- Les actifs fixes, qui sont, ainsi que mentionné, des actifs immobilisés physiques, sont soumis à la mesure de juste valeur. Du fait qu'il existe une source fiable d'évaluation, les amortissements cumulés sont éliminés pour faire apparaître la valeur comptable qui est ensuite ajustée à la valeur de marché, représentant la juste valeur de ces actifs (voir IAS 16 § 35(b) et 37).

Etape 2: Etablir le bilan et compte de résultat N en accord avec les normes comptables internationales

Selon les informations fournies, on obtient le bilan N suivant.

Tableau 10.46 Bilan de Enco SA au 31.12.N (avant répartition) selon les normes IFRS.

En milliers de francs	En coût historique	Ajustement		Adapté aux IFRS
		Débit	Credit	
ACTIF				
Disponibilités	500			500
Titres cotés	950	30		980
Clients	1 800			1 800
Provision pour dépréciation des créances	(90)			(90)
Autres débiteurs	50			50
Stocks au CAM	2 400			2 400
<i>Actifs circulants</i>	<i>5 610</i>			<i>5 640</i>
Actifs fixes	6 000		700	5 300
Amortissement cumulé	(1 800)	1 800		0
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 200</i>			<i>5 300</i>
Actif total	9 810			10 940
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme	3 013			3 013
Dettes et provisions à long terme	2 400			2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>5 413</i>			<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000			2 000
Réserve générale	1 500			1 500
Réserves spéciales	55			55
Réserves de plus-value réalisable s/titres	p.m.		12	12
Réserves de plus-value réalisable s/actifs fixes	p.m.		1 100	1 100
Réserves de plus-value réalisée s/actifs fixes	p.m.		157	157
Résultat de l'exercice	842	139		703
<i>Capitaux propres</i>	<i>4 397</i>			<i>5 527</i>
Passif total	9 810			10 940
		1 969	1 969	

Tableau 10.47 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N selon les normes IFRS.

En milliers de francs	Coût historique	Ajustement		Adapté aux IFRS
		Débit	Crédit	
<i>Chiffre d'affaires brut</i>	21 000			21 000
<i>J. Dotation à la provision pour dépréciation des créances</i>	90			90
= <i>Chiffre d'affaires net</i>	20 910			20 910
<i>J. CAMV</i>	17 100			17 100
= <i>Marge commerciale</i>	3 810			3 810
<i>J. Autres charges d'exploitation</i>	1 850			1 850
<i>J. Amortissements</i>	600	157		757
= <i>Résultat d'exploitation</i>	1 360			1 203
<i>Produits courants des titres</i>	50		18	68
<i>J. Charges financières</i>	300			300
= <i>Résultat avant impôts</i>	1 110			971
<i>J. Dotation à la provision pour impôts</i>	268			268
= <i>Résultat de l'exercice</i>	842		139	703
		157	157	

REMARQUES

Les ajustements opérés au bilan et au compte de résultat à fin N s'expliquent par les éléments suivants :

- Titres cotés : L'appréciation de 30 observée sur les titres doit être segmentée selon la nature :
 - 12 ont été obtenus sur le portefeuille A, et affectent donc le compte de *Réserves de plus-value réalisable sur titres* du fait de l'appartenance de ce portefeuille à la catégorie des *Actifs financiers disponibles à la vente*.
 - 18 correspondent au rendement obtenu sur le portefeuille B, et affectent donc le compte de *Produits courants des titres* du fait de l'appartenance de ce portefeuille à la catégorie des *Actifs financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat*.
- Concernant les stocks, on observe que leur coût historique est inférieur à leur valeur réalisable nette ($2\,400 < 2\,500$). Aucun ajustement n'est nécessaire.
- Les actifs fixes ont vu leur valeur de marché s'apprécier. Il faut donc procéder à la suppression de l'amortissement cumulé pour ajuster (réévaluer) les actifs fixes à leur juste valeur :

Amortissements cumulés	1 800	
à Actifs fixes		700
Réserves de plus-value réalisable s/actifs fixes		1 100
Amortissements	157	
à Réserves de plus-value réalisée s/actifs fixes		157

Le montant d'amortissement supplémentaire de 157 provient de la prise en compte de la hausse de valeur des actifs fixes. En effet, si l'on admet que la valeur

réelle des actifs fixes se monte à 5 300, cela revient, par proportionnalité, à multiplier les montants figurant en coût historique à fin N par un ratio de 5 300/4 200 :

	Coût historique	Juste valeur
Actifs fixes	6 000	7 571
Amort. cumulé	1 800	2 271
Valeur nette	4 200	5 300

L'amortissement cumulé «équivalent» en juste valeur à fin N se monte à 2 271. Les actifs fixes ayant été acquis au 31.12.N – 3, la charge annuelle d'amortissement se monte donc à 2 271 : 3 = 757, soit une augmentation de 757 – 600 = 157 par rapport au coût historique.

Etape 3: Réconciliation

La réconciliation entre le résultat constaté à fin N en coût historique de 842 et celui selon l'approche des IFRS de 703 est l'objet de ce paragraphe. Le but consiste à étayer la variation de 703 – 842 = (139) en termes de réserves de réévaluation ayant été effectivement réalisées durant l'exercice N: sous l'approche des IFRS, cela revient donc à tenir compte des plus ou moins-value comptabilisées.

	Réalisation de la plus-value s/titres	18
+	Réalisation de la moins-value s/actifs fixes	(157)
=	Réalisation des plus- ou moins-values	(139)

On obtient dès lors la réconciliation suivante:

	Résultat de la période selon les IFRS	703
./.	Réalisation des plus- ou moins-values	(139)
=	Résultat de la période en coût historique	842

Synthèse

On aboutit finalement au tableau de synthèse ci-dessous représentant les bilans N–1 et N de Enco SA exprimés selon les normes IFRS.

Tableau 10.48 Tableau récapitulatif de de l'approche IFRS.

En milliers de francs	31.12.N–1	31.12.N
ACTIF		
Disponibilités	260	500
Titres	310	980
Clients	900	1 800
Provision pour dépréciation des créances	(45)	(90)
Autres débiteurs	40	50
Stock	1 500	2 400

Tableau 10.48 Tableau récapitulatif de l'approche IFRS (suite).

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
<i>Actifs circulants</i>	2 965	5 640
Actifs fixes	5 100	5 300
<i>Actifs immobilisés</i>	5 100	5 300
Actif total	8 065	10 940
PASSIF		
Dettes et provisions à c.t.	1 800	3 013
Dettes et provisions à l.t.	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	4 200	5 413
Capital-actions	2 000	2 000
Réserve générale	1 500	1 500
Réserves spéciales	55	55
Rés. plus-value réalisable s/titres	10	12
Rés. réalisable s/actifs fixes	300	1 100
Rés. réeval. réalisée s/actifs fixes		157
Résultat de l'exercice		703
<i>Capitaux propres</i>	3 865	5 527
Passif total	8 065	10 940

10.6.1.3.7 Méthodes hybrides

Bien que généralement «impures», les méthodes hybrides représentent souvent une solution comptable intéressante dans la mesure où elles parviennent, en ayant recours à des concepts complémentaires, à des grandeurs plus abouties du point de vue de leur pertinence et donc de leur interprétation.

10.6.1.3.7.1 Méthode du maintien de la capacité opérationnelle

Vue sous 10.5.4.1, cette méthode «améliore» la méthode de la valeur actuelle en y incorporant d'une part l'effet de l'inflation, mais également en proposant de déterminer un résultat «distribuable» aux propriétaires de l'entreprise en conservant intacte la structure de financement de l'entreprise.

La méthode du maintien de la capacité opérationnelle implique le passage par trois étapes :

Étape 1 : Calcul de l'ajustement du fonds de roulement d'exploitation monétaire.

Étape 2 : Calcul de l'ajustement dû au levier.

Étape 3 : Calcul du résultat distribuable aux propriétaires.

Donnée complémentaire

- Les états financiers en valeur actuelle sont donnés au paragraphe 10.6.1.3.4.
- L'indice moyen est égal à 125 et les indices au 1.1.N et au 31.12.N sont respectivement de 121 et 129.
- On admettra en outre que les dettes et provisions à court terme au 31.12.N-1 et au 31.12.N sont composées ainsi :

	31.12.N-1	31.12.N
Fournisseurs	700	1 100
Dividendes à payer	100	
Autres dettes et provisions à court terme	1 000	1 913
Dettes et provisions à court terme	1 800	3 013

Etape 1: Ajustement du fonds de roulement d'exploitation monétaire

Selon la définition du FREM:

	31.12.N-1	31.12.N
Clients	900	1 800
/./ Provision pour dépréciation des créances	45	90
/./ Fournisseurs	700	1 100
= FREM	155	610

Le calcul de l'ajustement issu du FREM se fait à l'aide de l'équation (10.9):

$$\text{Ajustement FREM} = \frac{155}{121}(125 - 121) + \frac{610}{129}(129 - 125) = 24$$

Etape 2: Ajustement dû au levier

A. Calcul des ajustements

Ajustement sur les consommations de marchandises (17 205 - 17 100)	105
+ Ajustement des amortissements des actifs fixes (660 - 600)	60
+ Ajustement du FREM	24
= Total des ajustements	189

B. Calcul de l'endettement net

	31.12.N-1	31.12.N
Dettes et provisions à court terme (sans le dividende à payer)	1 700	3 013
Dettes et provisions à long terme	2 400	2 400
= Endettement brut	4 100	5 413
/./ Disponibilités	260	500
/./ Titres	310	980
/./ Autres débiteurs	40	50
= Endettement net	3 490	3 883

C. Calcul de l'ajustement dû au levier:

A l'aide des points A et B, et par application de l'équation (10.10), il vient:

$$\begin{aligned} \text{Ajustement dû au levier} &= \text{Ajustements} \times \frac{\text{End. net}_0 + \text{End. net}_1}{(\text{End. net}_0 + C_0) + (\text{End. net}_1 + C_1)} \\ &= 189 \times \frac{3\,490 + 3\,883}{3\,490 + 4\,080 + 3\,883 + 4\,897} = 85^{66} \end{aligned}$$

⁶⁶ Les dividendes ont été ajustés aux capitaux propres.

Etape 3: Résultat distribuable

Le résultat de l'exercice avec maintien de la capacité opérationnelle devient dès lors:

	Résultat en valeur actuelle	677
+	Variation du pouvoir d'achat général du fonds de roulement d'exploitation monétaire	(24)
=	Résultat lié au maintien de la capacité opérationnelle	653

Enfin, le résultat distribuable aux propriétaires s'élève à: $653 + 85 = 738$.

10.6.1.3.7.2 Méthode de la valeur actuelle indexée

La méthode de la valeur actuelle présentée précédemment (§ 10.6.1.3.4) ne tient pas compte du fait qu'une partie de la variation des prix pourrait être liée à la variation du pouvoir d'achat général. Pour isoler la variation réelle des éléments des états financiers, on peut donc tenter d'éliminer l'effet de la variation du pouvoir d'achat général. On débouche ainsi sur une méthode «mixte» ou «hybride» qui va «conjuguer» la méthode de la valeur actuelle (selon l'Ecole moderne) avec celle du pouvoir d'achat général pour aboutir à l'élimination de l'effet de l'inflation dans la méthode de la valeur actuelle. On retrouve les étapes habituelles:

Etape 1: Etablir le bilan de l'entreprise Enco SA au 31.12.N-1 en valeur actuelle indexée au pouvoir d'achat de fin N-1.

Etape 2: Etablir le bilan et compte de résultat au 31.12.N en valeur actuelle indexée au pouvoir d'achat de fin N.

Etape 3: Explication (réconciliation) de la différence de résultat observée à fin N avec la méthode du coût historique indexé.

Donnée complémentaire

Les données relatives à cette solution sont celles fournies pour la méthode du pouvoir d'achat général (§ 10.6.1.3.3) et pour la méthode de la valeur actuelle selon l'Ecole moderne (§ 10.6.1.3.4). Il faudra donc s'y référer.

Il sera de plus nécessaire de recourir à une donnée complémentaire se rapportant à la fois aux exercices N-1 et N qui est la suivante: la réserve spéciale *réelle* et la réserve de réévaluation réalisée *réelle* sur stock se montent respectivement à 284 et (25) à fin N-1.

REMARQUE

Ces montants sont posés par hypothèse du fait qu'ils dépendent de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ils ont été calculés de manière telle que la somme des réserves spéciales réelles, la réserve réalisée réelle s/stock, la réserve réalisée réelle s/actifs fixes et la perte du pouvoir d'achat s/titres soit égale aux réserves spéciales en coût historique indexé. Voici le détail de ce calcul.

- La réserve de réévaluation réalisable s/stock au 31.12.N-1 et au 31.12.N a été constituée lorsque l'indice se montait respectivement à 121 et 129.

- La réserve de réévaluation réalisée s/stock au 31.12.N pour un montant de 71 a été constituée ainsi:
 - en N-2 pour (16) lorsque l'indice valait en moyenne 114;
 - en N-1 pour (18) lorsque l'indice valait en moyenne de 119;
 - en N pour 105 lorsque l'indice valait en moyenne de 125.
- L'indice général des prix s'élevait à 112 au 31.12.N-3, à 117 au 31.12.N-2, à 121 au 31.12.N-1 et à 129 au 31.12.N.

Etape 1 : Etablir le bilan à fin N-1 en valeur actuelle indexée à l'inflation

Les informations fournies sous la colonne «*En valeur actuelle*» proviennent du tableau 10.36.

Tableau 10.49 Bilan de Enco SA au 31.12.N-1 (après répartition) en valeur actuelle indexée.

En milliers de francs	En valeur actuelle	Ajustement à l'inflation	En valeur actuelle indexée
ACTIF			
Disponibilités	260		260
Titres cotés	310		310
Clients	900		900
Provision pour dépréciation des créances	(45)		(45)
Autres débiteurs	40		40
Stocks au CAM	1 515		1 515
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 980</i>		<i>2 980</i>
Actifs fixes	6 500		6 500
Amortissement cumulé	(1 300)		(1 300)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>5 200</i>		<i>5 200</i>
Actif total	8 180		8 180
PASSIF			
Dettes et provisions à court terme	1 800		1 800
Dettes et provisions à long terme	2 400		2 400
<i>Capitons étrangers</i>	<i>4 200</i>		<i>4 200</i>
Capital-actions	2 000	+ 161	2 161
Réserve générale	1 500	+ 34	1 534
Réserves spéciales	9	+ 275	284
Réserve de plus-value réalisable s/titres	10	- 5	5
Réserve de plus-value réalisable s/stock	15	- 13	2
Réserve de plus-value réalisable s/actifs fixes	400	- 386	14
Réserve de plus-value réalisée s/stock	(34)	+ 9	(25)
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	80	- 75	5
Résultat de l'exercice	-		-
<i>Capitons propres</i>	<i>3 980</i>		<i>3 980</i>
Passif total	8 180		8 180
Σ des ajustements		0	

REMARQUE

Les valeurs figurant dans les rubriques d'actifs et de capitaux étrangers ne voient pas leurs montants se modifier dans la mesure où la valeur actuelle correspond à un processus de valeur qui est non seulement adapté à l'inflation actuelle (inflation prévalant à fin $N-1$), mais, qui plus est, également à l'inflation anticipée (inflation attendue).

Observant par exemple les titres cotés, on peut voir qu'ils ont une valeur de 305 sous la méthode du pouvoir d'achat général (tab. 10.32) alors qu'ils figurent pour un montant de 310 dans la méthode en valeur actuelle. Cette différence de 5 trouve son origine d'une part dans le fait que cette dernière méthode prend en compte les flux de trésorerie futurs des titres (rendements attendus), et, d'autre part, dans le fait que ces flux futurs espérés tiennent implicitement compte de l'inflation anticipée; ce mode d'évaluation correspondant au fondement même de l'approche en valeur actuelle, et plus généralement, à celui de l'Ecole moderne.

Explication des ajustements

Il découle de la remarque précédente que les seules adaptations nécessaires consistent en des ajustements *intra* capitaux propres, dans la mesure où ces derniers doivent tenir compte du passage de la valeur actuelle (VA) à la valeur actuelle indexée (VAI):

Compte	VA	VAI	Explication/Justification
Capital-actions	2 000	2 161	Adaptation au pouvoir d'achat: $2\ 161 = 2\ 000 \times 121/112$
Réserve générale	1 500	1 534	Adaptation au pouvoir d'achat: $1\ 534 = 800 \times 121/116 + 700$
Réserve spéciale	9	284	$284 = 9 + 209 + (9) + 75$ où les montants 209, (9) et 75 correspondent respectivement à l'ajustement à l'inflation, l'affectation de la plus-value réalisée s/stocks et l'affectation de la plus-value réalisée s/actifs fixes

La réserve de réévaluation réalisable réelle s/titre de 5 est déterminée ainsi:

	Titres en valeur actuelle	310
/.	Titres en coût historique indexé	305
=	Réserve de réévaluation réalisable réelle s/titres	5

La réserve de réévaluation réalisable réelle s/stock de 2 est déterminée ainsi:

	Stock en coût de remplacement	1 515
/.	Stock en coût historique indexé	1 513
=	Réserve de réévaluation réalisable réelle s/stock	2

La réserve de réévaluation réalisable réelle s/actifs fixes de 14 est déterminée ainsi:

Valeur comptable réelle des actifs fixes en coût de remplacement (6 500 – 1 300)	5 200
./ Valeur comptable des actifs fixes en coût historique indexé (6 482 – 1 296)	5 186
= Réserve de réévaluation réalisable réelle s/actifs fixes	14

La réserve de réévaluation réalisée réelle s/stocks de (25) correspond à la somme de la réserve réalisée réelle au 31.12.N–2 en francs du 31.12.N–1 d’une part et de la réserve réalisée réelle de N–1 d’autre part. La valeur de (25) est fournie par la donnée complémentaire.

La réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes de 5 correspond à la somme de la réserve réalisée réelle au 31.12.N–2 en francs du 31.12.N–1 d’une part et de la réserve réalisée réelle de N–1 d’autre part. Elle est déterminée ainsi :

Amortissements de N–2 dans la méthode du coût de remplacement	630
./ Amortissements de N–2 dans la méthode du coût historique indexé $(6\,000 \times (117/112)/10 \text{ ans})$	627
= Réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes au 31.12.N–2	3
+ Réévaluation le 31.12.N–1 de la réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes au 31.12.N–2 $(3 \times (121/117) - 3)$	0
+ Amortissements de N–1 dans la méthode du coût de remplacement	650
./ Amortissements de N–1 dans la méthode du coût historique indexé $(6\,000 \times (121/112)/10 \text{ ans})$	648
= Réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes au 31.12.N–1	5

Etape 2 : Etablir le bilan et le compte de résultat à fin N en valeur actuelle indexée à l’inflation

Les informations fournies sous la colonne «*En valeur actuelle*» proviennent du tableau 10.38.

Tableau 10.50 Bilan de Enco SA au 31.12.N (avant répartition) en valeur actuelle indexée.

En milliers de francs	En valeur actuelle	Ajustement à l’inflation	En valeur actuelle indexée
ACTIFS			
Disponibilités	500		500
Titres cotés	980		980
Clients	1 800		1 800
Provision pour dépréciation des créances	(90)		(90)
Autres débiteurs	50		50
Stocks au CAM	2 450		2 450
<i>Actifs circulants</i>	<i>5 690</i>		<i>5 690</i>
Actifs fixes	6 600		6 600
Amortissement cumulé	(1 980)		(1 980)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>4 620</i>		<i>4 620</i>
Actif total	10 310		10 310

Tableau 10.50 Bilan de Enco SA au 31.12.N (avant répartition) en valeur actuelle indexée (suite).

En milliers de francs	En valeur actuelle	Ajustement à l'inflation	En valeur actuelle indexée
PASSIF			
Dettes et provisions à court terme	3 013		3 013
Dettes et provisions à long terme	2 400		2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>5 413</i>		<i>5 413</i>
Capital-actions	2 000	+ 304	2 304
Réserve générale	1 500	+ 135	1 635
Réserves spéciales	9	+ 294	303
Réserve de plus-value réalisable s/titres	30	- 40	(10)
Réserve de plus-value réalisable s/stock	50	- 77	(27)
Réserve de plus-value réalisable s/actifs fixes	420	- 638	(218)
Réserve de plus-value réalisée s/stock	71	- 53	18
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	140	- 166	(26)
Résultat de l'exercice	677	+ 241	918
<i>Capitaux propres</i>	<i>4 897</i>		<i>4 897</i>
Passif total	10 310		10 310
Σ des ajustements		0	

Explication des ajustements

Compte	VA	VAI	Explication/Justification
Capital-actions	2 000	2 304	Adaptation au pouvoir d'achat: $2\,304 = 2\,000 \times 129/112$
Réserve générale	1 500	1 635	Adaptation au pouvoir d'achat: $1\,635 = 800 \times 129/116 + 700 \times 129/121$
Réserve spéciale	9	303	Adaptation au pouvoir d'achat: $303 = 284 \times 129/121$ où le montant de 284 correspond à la valeur actuelle indexée de la réserve spéciale au 31.12.N-1

La réserve de réévaluation réalisable réelle s/titre de (10) est déterminée ainsi :

Titres en valeur actuelle	980
./. Titres en coût historique indexé	990
= Réserve de réévaluation réalisable réelle s/titres	(10)

La réserve de réévaluation réalisable réelle s/stock de (27) est déterminée ainsi :

Stock en coût de remplacement	2 450
./. Stock en coût historique indexé	2 477
= Réserve de réévaluation réalisable réelle s/stock	(27)

La réserve de réévaluation réalisable réelle s/actifs fixes de (218) est déterminée ainsi :

Valeur comptable réelle des actifs fixes en coût de remplacement (6 600 – 1 980)	4 620
./ Valeur comptable des actifs fixes en coût historique indexé (6 911 – 2 073)	4 838
= Réserve de réévaluation réalisable réelle s/actifs fixes	(218)

La réserve de réévaluation réalisée réelle s/stocks de 18 correspond à la somme de la réserve réalisée réelle au 31.12.N-1 en francs du 31.12.N d'une part et de la réserve réalisée réelle de N d'autre part. Elle est déterminée ainsi:

Réserve de réévaluation réelle s/stock au 31.12.N-1 en francs du 31.12.N: $(25) \times 129/121$	(27)
+ Réserve de réévaluation réelle s/stock au 31.12.N en francs du 31.12.N: 17 756 – 17 711	45
= Réserve de réévaluation réalisée réelle s/stock	18

La réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes de 26 correspond à la somme de la réserve réalisée réelle au 31.12.N-1 en francs du 31.12.N d'une part et de la réserve réalisée réelle de N d'autre part. Elle est déterminée ainsi:

Réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes au 31.12.N-1 en francs du 31.12.N: $5 \times (129/121)$	5
+ Amortissements de N-1 dans la méthode du coût de remplacement	660
./ Amortissements de N-1 dans la méthode du coût historique indexé (6 000 \times (129/112)/10 ans)	691
= Réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes au 31.12.N	(26)

Tableau 10.51 Compte de résultat de Enen SA au 31.12.N en valeur actuelle indexée.

En milliers de francs	En valeur actuelle	Ajustement à l'inflation	En valeur actuelle indexée
Chiffre d'affaires brut	21 000	129/125	21 672
./ Dotation à la provision pour dépréciation des créances	90	129/125	93
= Chiffre d'affaires net	20 910		21 579
./ CAMV	17 205	129/125	17 756
= Marge commerciale	3 705	129/125	3 823
./ Autres charges d'exploitation	1 850	v/Rem.	1 909
./ Amortissements	660		660
= Résultat d'exploitation	1 195		1 254
./ Produits courants des titres	50	129/125	52
./ Charges financières	300	140 + 160(129/125)	305
= Résultat après ch. fin. nettes	945		1 001
./ Dotation à la provision pour impôts	268	129/125	277
+ Bénéfice de pouvoir d'achat		v/Rem.	194
= Résultat de l'exercice	677		918

REMARQUES

- Sous la méthode de la valeur actuelle, on a vu (c.f. Remarque sous le tableau 10.39) que l'amortissement avait fait l'objet d'un ajustement de 60 suite à la réévaluation des actifs fixes de 600. Du fait que les actifs fixes, en valeur actuelle, sont «naturellement» indexés à l'inflation, le montant de l'amortissement y afférent l'est aussi, justifiant en cela l'absence d'ajustement.
- Le calcul du bénéfice de pouvoir d'achat a déjà fait l'objet d'une explication détaillée sous 10.6.1.3.3.

Etape 3: Réconciliation

La réconciliation avec le résultat en coût historique indexé est obtenue de la manière suivante:

Résultat en valeur actuelle indexée	918
+ Réserve de réévaluation réalisée réelle s/stock	45
+ Réserve de réévaluation réalisée réelle s/actifs fixes	(31)
= Résultat en coût historique indexé	932

Synthèse

On aboutit finalement au tableau de synthèse ci-dessous représentant les bilans N-1 et N de Enco SA exprimés en valeur actuelle indexée.

Tableau 10.52 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur actuelle indexée.

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
ACTIF		
Disponibilités	260	500
Titres	310	980
Clients	900	1 800
Prov. p. dépréciation des créances	(45)	(90)
Autres débiteurs	40	50
Stock	1 515	2 450
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 980</i>	<i>5 690</i>
Actifs fixes	6 500	6 600
Amortissement cumulé	(1 300)	(1 980)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>5 200</i>	<i>4 620</i>
Actif total	8 180	10 310
PASSIF		
Dettes et provisions à ct.	1 800	3 013
Dettes et provisions à lt.	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>	<i>5 413</i>
Capital-actions	2 161	2 304
Réserve générale	1 534	1 635
Réserves spéciales	284	303

Tableau 10.52 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur actuelle indexée (suite).

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
Rés. plus-value réalisable s/titres	5	(10)
Réserve rééval. réalisable s/stock	2	(27)
Réserve rééval. réalisée s/stock	(25)	18
Rés. réalisable s/actifs fixes	14	(218)
Rés. rééval. réalisée s/actifs fixes	5	(26)
Résultat de l'exercice		918
Capitaux propres	3 980	4 897
Passif total	8 180	10 310

10.6.1.3.7.3 Méthode de la valeur vénale indexée

Dans cette approche, il s'agit, comme dans l'analyse précédente, de séparer ce qui est fonction de la variation générale des prix de ce qui relève de la variation spécifique des prix tout en rappelant que cette approche évalue les stocks et les actifs immobilisés à leur valeur vénale.

A l'instar de la valeur actuelle, la valeur vénale engendre des grandeurs naturellement adaptées à l'inflation. Il en découle que les nécessaires ajustements à l'inflation ne se feront sentir qu'au niveau des capitaux propres, raison pour laquelle il ne sera traité ici que de ces derniers, les comptes d'actifs ou de dettes ne présentant aucune modification par rapport aux résultats exposés sous 10.6.1.3.3. Le seul compte de capitaux propres non soumis à l'ajustement à l'inflation est le compte de «*Réserve de marge réalisée sur stock*» : en effet il représente une différence (marge) qui prend déjà en compte la variation du pouvoir d'achat entre deux périodes.

Etape 1 : Etablir le bilan de l'entreprise Enco SA au 31.12.N-1 en valeur vénale indexée au pouvoir d'achat de fin N-1.

Etape 2 : Etablir le bilan et compte de résultat au 31.12.N en valeur vénale indexée au pouvoir d'achat de fin N.

Etape 3 : Explication (réconciliation) de la différence de résultat observée à fin N avec la méthode du coût historique indexé.

Donnée complémentaire

Les données relatives à cette solution sont naturellement celles fournies pour la méthode du pouvoir d'achat général (§ 10.6.1.3.3) et pour la méthode de la valeur vénale selon l'Ecole moderne (§ 10.6.1.3.5). Il faudra donc s'y référer.

Il sera de plus nécessaire de recourir à la donnée complémentaire ci-après qui se rapporte à la fois aux exercices N-1 et N. Ces données correspondent à celles utilisées pour la méthode de la valeur actuelle indexée vue sous 10.6.1.3.7.2 :

- La réserve spéciale *réelle*, la réserve de réévaluation réalisée *réelle* sur stock et la réserve de réévaluation réalisée *réelle* sur actifs fixes se montent respectivement à 267, (25) et 36 à fin N-1.
- L'indice général des prix s'élevait à 112 au 31.12.N-3, à 117 au 31.12.N-2, à 121 au 31.12.N-1 et à 129 au 31.12.N.

Etape 1 : Etablir le bilan N-1 en valeur vénale indexée

Les informations fournies sous la colonne « En valeur vénale » proviennent du tableau 10.41.

Tableau 10.53 Capitaux propres de Enco SA au 31.12.N – 1 (avant répartition) en valeur vénale indexée.

En milliers de francs	En valeur vénale	Ajustement à l'inflation	En valeur vénale indexée
Capital-actions	2 000	+ 161	2 161
Réserve générale	1 500	+ 34	1 534
Réserves spéciales	259	+ 8	267
Réserve de plus-value réalisable s/titres	10	- 5	5
Réserve de plus-value réalisable s/stock	15	- 13	2
Réserve de plus-value réalisée s/stock	(34)	+ 9	(25)
Réserve de marge réalisable s/stock	10	-	10
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	230	- 194	36
Résultat de l'exercice	-		-
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 990</i>		<i>3 990</i>

Explication des ajustements

Compte	VV	VVI	Explication / Justification
Capital-actions	2 000	2 161	Adaptation au pouvoir d'achat: $2\,161 = 2\,000 \times (121/112)$
Réserve générale	1 500	1 534	Adaptation au pouvoir d'achat: $1\,534 = 800 \times (121/116) + 700$

Afin d'expliquer les ajustements sur les autres réserves, il y a lieu de comparer la valeur vénale avec le coût historique indexé.

La réserve de plus-value réalisable réelle s/titre de 5 est déterminée ainsi:

Titres en valeur vénale	310
./.. Titres en coût historique indexé	305
= Réserve de plus-value réalisable réelle s/titres au 31.12.N-1	5

La réserve de plus-value réalisable réelle s/stock de 2 est déterminée ainsi:

Stock en valeur vénale	1 525
./.. Stock en coût historique indexé	1 513
./.. Réserve de marge réalisable s/stock	10
= Réserve de plus-value réalisable réelle s/stock au 31.12.N-1	2

Etape 2 : Etablir le bilan et compte de résultat N en valeur vénale indexée

Tableau 10.54 Capitaux propres de Enco SA au 31.12.N (avant répartition) en valeur vénale indexée,

En milliers de francs	En valeur vénale	Ajustement à l'inflation	En valeur vénale indexée
Capital-actions	2 000	+ 304	2 304
Réserve générale	1 500	+ 135	1 635
Réserves spéciales	259	+ 26	285
Réserve de plus-value réalisable s/titres	30	-40	(10)
Réserve de plus-value réalisable s/stock	50	- 77	(27)
Réserve de plus-value réalisée s/stock	71	- 55	16
Réserve de marge réalisable s/stock	30	-	30
Réserve de plus-value réalisée s/actifs fixes	630	- 535	95
Résultat de l'exercice	357	+ 242	599
<i>Capitaux propres</i>	<i>4 927</i>		<i>4 927</i>

Explication des ajustements

Compte	VV	VVI	Explication/Justification
Capital-actions	2 000	2 304	Adaptation au pouvoir d'achat: $2\,304 = (129/121) \times 2\,000 \times (121/112)$ $= 2\,000 \times (129/112)$
Réserve générale	1 500	1 635	Adaptation au pouvoir d'achat: $1\,635 = (129/121) \times [800 \times (121/116) + 700]$
Réserve spéciale	259	285	Adaptation au pouvoir d'achat: $285 = 267 \times (129/121)$ où le montant de 267 corres- pond à la valeur actuelle indexée de la réserve spéciale au 31.12.N-1

La réserve de plus-value réalisable réelle s/titre de (10) est déterminée ainsi:

	Titres en valeur vénale	980
./.	Titres en coût historique indexé	990
=	Réserve de réévaluation réalisable réelle s/titres au 31.12.N	(10)

La réserve de plus-value réalisable réelle s/stock de (27) est déterminée ainsi:

	Stock en valeur vénale	2 480
./.	Stock en coût historique indexé	2 477
./.	Réserve de marge réalisable s/stock	30
=	Réserve de plus-value réalisable réelle s/stock au 31.12.N	(27)

La réserve de plus-value réalisée réelle s/stock de 16 est déterminée ainsi:

	Réserve de plus-value réalisée réelle s/stock au 31.12.N-1	(27)
	en francs du 31.12.N: $(25) \cdot 129/121$	
+	Δ Réserve de plus-value réalisée réelle s/stock	43
=	Réserve de plus-value réalisée réelle s/stock au 31.12.N	16

NOTE

La variation de la réserve de plus-value réalisée réelle s/stock de 43 se calcule comme suit :

$$43 = \left[\frac{129}{125} \times (18\,140 - 2\,450) \right] - \left[\frac{129}{125} \times (18\,000 - 2\,400) + 1\,500 \times \left(\frac{125}{121} - 1 \right) \right]$$

où

- 18 140 correspond au CAMV en valeur vénale au 31.12.N;
- 18 000 correspond à la valeur historique des achats au 31.12.N;
- 2 450 correspond au coût de remplacement du stock au 31.12.N;
- 2 400 correspond à la valeur historique du stock au 31.12.N;
- 1 500 correspond à la valeur historique du stock au 31.12.N-1.

La réserve de plus-value réalisée réelle s/actifs fixes de 95 est déterminée ainsi :

Réserve de plus-value réalisée réelle s/actifs fixes au 31.12.N-1	
en francs du 31.12.N: $36 \times (129/121)$	39
+ Δ Réserve de plus-value réalisée réelle s/actifs fixes	56
= Réserve de plus-value réalisée réelle s/actifs fixes au 31.12.N	95

NOTE

La variation de la réserve de plus-value réalisée réelle s/actifs fixes de 56 se calcule comme suit: $[400 - 5\,200 \times (129/121 - 1)]$

où

- 400 correspond à la réserve de réévaluation réalisée (selon le coût de remplacement) sur actifs fixes au 31.12.N - 1 (tableau 10.37);
- 5 200 correspond à la valeur vénale des actifs fixes au 31.12.N.

Tableau 10.55 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en valeur vénale indexée.

En milliers de francs	En valeur vénale	Ajustement à l'inflation	En valeur vénale indexée
Chiffre d'affaires brut	21 955	v/Rem.(A)	22 578
/ Dotation à la provision pour dépréciation des créances	90	129/125	93
= <i>Chiffre d'affaires net</i>	21 865		22 485
/ C.A.M.V.	18 140	v/Rem.(B)	18 642
= <i>Marge commerciale</i>	3 725		3 843
/ Autres charges d'exploitation	1 850	129/125	1 909
/ Dépréciation	980	v/Rem.(C)	980
= <i>Résultat d'exploitation</i>	895		954
+ Produits courants des titres	50	129/125	52
/ Charges financières	300	140 + 160 \times 129/125	305
= <i>Résultat de l'exercice avant impôts</i>	645		701
/ Dotation à la provision pour impôts	268	129/125	277
+ Bénéfice de pouvoir d'achat			194

Tableau 10.55 Compte de résultat de Enco SA au 31.12.N en valeur vénale indexée (suite).

En milliers de francs	En valeur vénale	Ajustement à l'inflation	En valeur vénale indexée
= <i>Résultat de l'exercice avant prise en compte des réserves de réévaluation réalisables et réalisées</i>	377		618
+ Δ Réserve de plus-value réalisable réelle s/titres			(15)
+ Δ Réserve de plus-value réalisable réelle s/stocks			(27)
+ Δ Réserve de plus-value réalisée réelle s/stocks			43
+ Δ Réserve de plus-value réalisée réelle s/actifs fixes			56
= Résultat de l'exercice en valeur vénale			675

REMARQUES

A. Le chiffre d'affaires brut à la valeur vénale indexée se calcule comme suit :

$$\text{Chiffre d'affaires brut}_{\text{ind}}^{\text{VV}} = \tau (\text{Chiffre d'affaires brut}^{\text{ch}} - \text{Stock initial}_{\text{nind}}^{\text{VV}}) + \text{Stock final}_{\text{nind}}^{\text{VV}}$$

où les sous/sur scripts «VV», «ind» «nind» et «ch» indiquent respectivement: valeur vénale, indexée, non indexée et coût historique. Le symbole « τ » représente quant à lui la progression de l'inflation observée sur la période concernée.

Application:

$$\text{Chiffre d'affaires brut}_{\text{ind}}^{\text{VV}} = \frac{129}{125} \times (21\,000 - 1\,525) + 2\,480 = 22\,578$$

B. Calcul du CAMV en valeur vénale indexée (réelle):

$$\begin{aligned} \text{CAMV}_{\text{ind}}^{\text{VV}} &= \tau (\text{CAMV}^{\text{CR}} - \text{Stock initial}^{\text{CR}}) + \text{Stock final}^{\text{CR}} \\ &= \frac{129}{125} \times (17\,205 - 1\,515) + 2\,450 = 18\,642 \end{aligned}$$

où le sur script «CR», correspond au coût de remplacement.

C. L'absence d'ajustement du compte «Dépréciation» est dictée par le fait que cet élément représente la perte de valeur réelle observée sur les actifs fixes.

Etape 3: Réconciliation

Deux réconciliations sont nécessaires: la première concerne celle entre le résultat affiché au bilan et celui au compte de résultat, la seconde entre la méthode de la valeur vénale indexée et le coût historique indexé.

- *Réconciliation du premier niveau*

Réconciliation entre les résultats au bilan et au compte de résultat:

Résultat réel de la période en valeur vénale	675
/./ Δ Réserve de plus-value réalisable réelle s/titres	(15)
/./ Δ Réserve de plus-value réalisable réelle s/stocks	(27)
/./ Δ Réserve de plus-value réalisée réelle s/stocks	43
/./ Δ Réserve de marge réalisable réelle s/stocks	19
/./ Δ Réserve de plus-value réalisée réelle s/actifs fixes	56
= Résultat réel de l'exercice selon bilan	599

Le calcul, en terme réels, de la Réserve de marge réalisable s/stocks s'explique comme suit :

Δ Réserve de marge réalisable réelle s/stocks = Réserve de marge réalisable réelle s/stocks_N – Réserve de marge réalisable réelle s/stocks_{N-1}

Δ Réserve de marge réalisable réelle s/stocks = $30 - 129/121 \times 10 = 19$.

▪ *Réconciliation du second niveau*

Réconciliation avec le résultat en coût historique indexé :

Résultat au compte de résultat	618
+ Différence d'amortissements avec le coût historique indexé (980 – 691)	289
/./ Δ Réserve de marge réalisable s/stock	20
+ Δ Réserve de réévaluation réalisée s/stocks	45
= Résultat en coût historique indexé	932

Synthèse

On aboutit finalement au tableau de synthèse ci-dessous représentant les bilans N-1 et N de Enco SA exprimés en valeur vénale indexée.

Tableau 10.56 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur vénale indexée.

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
ACTIF		
Disponibilités	260	500
Titres	310	980
Clients	900	1 800
Provision pour dépréciation des créances	(45)	(90)
Autres débiteurs	40	50
Stock	1 525	2 480
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 990</i>	<i>5 720</i>
Actifs fixes	5 200	4 620
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>5 200</i>	<i>4 620</i>
Actif total	8 190	10 340
PASSIF		
Dettes et provisions à ct.	1 800	3 013
Dettes et provisions à lt.	2 400	2 400

Tableau 10.56 Tableau récapitulatif de la méthode de la valeur vénale indexée (suite).

En milliers de francs	31.12.N-1	31.12.N
<i>Capitaux étrangers</i>	4 200	5 413
Capital-actions	2 161	2 304
Réserve générale	1 534	1 635
Réserves spéciales	267	285
Rés. plus-value réalisable s/tires	5	(10)
Réserve rééval. réalisable s/stock	2	(27)
Réserve rééval. réalisée s/stock	(25)	16
Réserve marge réalisable s/stock	10	30
Rés. rééval. réalisée s/actifs fixes	36	95
Résultat de l'exercice		599
<i>Capitaux propres</i>	3 990	4 927
Passif total	8 190	10 340

10.6.2 Conclusion

L'analyse des différentes méthodes d'évaluation a montré que les états financiers peuvent prendre des allures fort différentes selon le choix retenu pour l'unité de mesure. Aucune méthode ne permet cependant, à elle seule, d'inclure tous les éléments que l'on souhaiterait prendre en compte simultanément.

Dans son cadre conceptuel pour la préparation et la présentation des états financiers, l'IASB a introduit différentes bases de mesure qui peuvent être employées, à des degrés divers et selon des combinaisons diverses, dans les états financiers: le coût historique, le coût actuel, la valeur de réalisation ou de règlement et la valeur actualisée (art. 99-101). Le cadre ne présente cependant pas d'analyse approfondie quant aux avantages et inconvénients des mesures admissibles si ce n'est la notion de maintien du capital.

Dans le cadre d'un processus de réflexion générale en cours sur les mesures à utiliser dans les états financiers, l'IASB a proposé un premier document de discussion intitulé *Measurement Bases for Financial Accounting Measurement on Initial Recognition* pour l'évaluation lors de la première constatation, en novembre 2005. Il y identifie les mesures proposées, selon les auteurs, par la littérature à savoir: le coût historique, le coût actuel-coût de reproduction et de remplacement, la juste valeur (*Fair Value*), la valeur réalisable nette et la valeur d'usage. La valeur actualisée n'est pas retenue car il ne s'agit pas, selon les auteurs, d'une base de mesure mais d'une technique qui peut être utilisée pour différentes bases de mesure. Le coût historique est en revanche maintenu parce que ce coût peut être pertinent dans des cas précis, par exemple lors de l'acquisition d'une machine d'exploitation, lorsque les attentes spécifiques d'une entité sont supérieures à celles du marché. Le texte retient aussi la valeur de privation, combinaison du coût de remplacement, de la valeur réalisable nette et de la valeur d'usage utilisée dans le cadre de modèles de décision. Le document examine enfin le processus d'évaluation d'une part dans l'optique du marché, d'autre part du point de vue spécifique de l'entité concernée. Ce document montre que le chemin de réflexion sur le choix de

l'unité de mesure dans les états financiers sera encore long puisqu'en plus d'être pertinent pour les différents éléments des états financiers, le choix doit encore convenir aux différents organismes de normalisation dans le cadre de l'accord de convergence entre l'IASB et le FASB américain. Rappelons aussi qu'après accord de l'autorité européenne compétente, les IFRS, donc le cadre conceptuel, sont repris par l'Union européenne pour les comptes consolidés des sociétés cotées.

En Suisse, le Swiss GAAP RPC Cadre conceptuel reprend pour les évaluations des actifs les concepts du coût d'acquisition ou de revient historique, la juste valeur (*Fair Value*), à savoir le prix du jour (*Current Cost*), la valeur utile (*Value in Use, Discounted Cash Flow*) et la valeur de liquidation; pour les passifs le cadre prévoit le coût historique (*Historical Cost*) et la juste valeur, soit le prix du jour (*Current Cost*) et la valeur escomptée (*Present Value*).

Si le recours à ces référentiels comptables pour l'établissement des états financiers est prévu, dans certaines circonstances, par l'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005, la Suisse, comme d'autres pays, connaît et connaîtra aussi dans le cadre de la révision précitée des exigences légales propres. Celles-ci peuvent avoir un impact significatif sur l'établissement des comptes, voire contredire le principe de l'image fidèle, visé par les référentiels comptables, en intégrant notamment des réserves fiscales arbitraires.

10.7 Les évaluations et les exigences légales suisses

En Suisse, les deux premiers alinéas de l'article 960 CO donnent de façon très générale des indications sur les évaluations, l'alinéa 3 renvoie aux règles plus développées et plus contraignantes du droit des sociétés anonymes et des sociétés assimilées (art. 664 à 669 CO notamment). Ces règles concernent au premier chef les comptes individuels des entreprises seules. Les articles relatifs aux comptes de groupe ou comptes consolidés qui sont aussi compris dans le droit des sociétés anonymes (art. 663f à 663h CO) se réfèrent cependant aux mêmes règles.

Art. 960 CO

1. *Les articles de l'inventaire, du compte d'exploitation et du bilan sont exprimés en monnaie suisse.*
2. *La valeur de tous les éléments de l'actif ne peut y figurer pour un chiffre dépassant celui qu'ils représentent pour l'entreprise à la date du bilan.*
3. *Demeurent réservées les dispositions contraires qui s'appliquent aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions, aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés coopératives d'assurance et de crédit.*

On remarquera que rien n'est prévu dans la loi concernant l'évaluation des passifs, si ce n'est l'art. 959 CO qui mentionne [...] *afin que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise*. Par cette notion, il faut comprendre sa capacité commerciale et sa rentabilité, mais aussi la consistance de son patrimoine et sa situation financière (ses sources de financement et sa liquidité). Les dispositions à caractère général et celles concernant les sociétés anonymes, sont comparées dans le tableau 10.57.

Tableau 10.57 Tableau comparatif des valeurs maximales admises selon art. 960 al. 2 et 960 al. 3 CO et en particulier les art. 665-667 CO du droit des sociétés anonymes.

Catégorie	art. 960 al. 2	art. 960 al. 3
Actifs monétaires	CH moins provisions nécessaires	CH moins provisions nécessaires
Actifs non monétaires		
• Réservoirs de stocks	CR sauf si la VU ou la VNM est inférieure	CH sauf si la VU ou la VNM est inférieure (art. 666)
• Réservoirs de services futurs	CR moins amortissements ou dépréciations nécessaires sauf si la VU ou la VNM est inférieure	CH moins amortissements ou dépréciations nécessaires (art. 665) sauf si la VU ou la VNM est inférieure
• Réservoirs de disponibilité directes		
– Titres cotés court terme	VNM	VNM (art. 667 al. 1)
– Titres non cotés court terme	VNM	CH moins dépréciations nécessaires (art. 667 al. 2)
– Titres cotés ou non cotés long terme	VNM	CH moins dépréciations nécessaires (art. 665)
– Participations	VNM	CH moins dépréciations nécessaires (art. 665, art. 665a)

CR = Coût de remplacement.

CH = Coût historique.

VNM = Valeur nette de marché.

VU = Valeur d'usage.

Si les dispositions à caractère général autorisent l'utilisation du coût de remplacement ou de la valeur nette de marché pour l'évaluation des postes du bilan, les dispositions pour les sociétés anonymes et les sociétés assimilées fixent la limite maximale au coût historique voire à la valeur nette de marché si celle-ci est plus basse. Ces dernières exigences s'inscrivent dans le souci d'utiliser une mesure objective, même si elle n'est pas nécessairement pertinente. Cette mesure est aussi étroitement liée au principe de la prudence qui doit notamment guider l'application de l'article 669 al. 1 CO:

Des amortissements, corrections de valeur et provisions pour risques et charges sont effectués dans la mesure où ils sont nécessaires selon les principes généralement admis dans le commerce. Des provisions pour risques et charges sont notamment constituées pour couvrir les engagements incertains et les risques de pertes sur les affaires en cours.

De plus, la législation suisse admet même la constitution de réserves latentes à des fins de remplacement en procédant à des amortissements, à des corrections de valeur et à la constitution de provisions pour risques et charges supplémentaires ou pour assurer d'une manière durable la prospérité de l'entreprise (art. 669 al. 2 et 3 CO). La constitution ou la dissolution de ces réserves ne doivent être annoncées explicitement dans les comptes annuels que si un excédent net de

dissolution permet d'annoncer un résultat économique *sensiblement plus favorable* (art. 663b, chiffre 8 CO). Par contre, ces réserves latentes ne sont en principe pas cachées aux autorités fiscales qui ajusteront en conséquence les montants imposables. La question des réserves latentes est développée au paragraphe 10.7.2.

10.7.1 Evaluations et influence fiscale

10.7.1.1 Généralités

En Suisse, selon le principe de l'importance relative du bilan commercial, les comptes annuels individuels sont déterminants pour fixer la situation fiscale. Les préparateurs auront donc tendance à choisir d'appliquer les normes fiscales (les taux d'amortissement maximaux autorisés par le fisc par exemple) plutôt que des normes économiques si ces dernières sont moins «avantageuses» du point de la taxation. Comme la convention d'évaluation appelée par le droit est le coût historique, on peut dire que le bilan et le compte de résultat individuels publiés sont loin de proposer une image fidèle de la situation de l'entreprise. Cette dernière peut cependant apporter des informations complémentaires sur les valeurs économiques dans l'annexe. Relevons que le problème du biais fiscal ne se pose pas de la même manière pour les comptes de groupe (chap. 16) qui ne servent pas de base à des calculs d'impôt. Les conventions d'évaluation (valeur actuelle, valeur vénale...) souvent choisies pour l'établissement des comptes de groupe permettent de tendre vers l'objectif de l'image fidèle fixé notamment par les normes Swiss GAAP RPC ou IFRS. Rappelons encore qu'en l'état actuel de la législation, l'objectif fixé pour les comptes annuels suisses est de fournir *un aperçu aussi sûr que possible du patrimoine et des résultats* (art. 662a CO). Cet aperçu aboutit souvent à une sous-évaluation de la situation financière de l'entreprise. Notons que le problème des divergences entre l'évaluation pour des raisons fiscales et l'évaluation économique se pose aussi dans d'autres législations et normalisations. Diverses solutions sont recommandées pour aider l'utilisateur à s'y retrouver.

Swiss GAAP RPC

Les états financiers présentés selon les Swiss GAAP RPC ont pour but de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats d'une entité (*True and Fair View*). L'application aux comptes individuels de valeurs déterminées par le principe de l'image fidèle donne souvent lieu à des différences d'évaluation par rapport aux valeurs déterminantes fiscalement. Il s'agit dès lors de tenir compte des impôts différés sur le résultat y afférent. Ces derniers se distinguent des impôts courants relatifs au résultat de l'exercice.

Les impôts différés doivent être calculés séparément pour chaque exercice comptable et pour chaque entité fiscale. Les impôts différés passifs doivent être montrés séparément dans les provisions pour impôts; les impôts différés actifs éventuels sous les immobilisations financières. Les charges et produits d'impôts différés sur le résultat résultent de la modification périodique du poste d'impôts différés au bilan; ils doivent apparaître dans les comptes annuels. Ils ne peuvent être compensés que dans la mesure où ils concernent la même entité fiscale.

IFRS

Les IFRS distinguent également l'impôt exigible des impôts différés. Ces derniers découlent de différences temporelles qui peuvent exister entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les différences temporelles peuvent être soit imposables soit déductibles. Les chiffres 79 et suivants de l'IAS 12 précisent les informations à fournir pour les charges et les produits d'impôts. En outre, l'IAS 1, révisée en septembre 2007, précise que si une entité présente le tableau de la situation financière selon la classification courants et non courants, elle ne doit pas classer les impôts différés, actifs ou passifs, parmi les éléments courants.

Quatrième directive UE

La quatrième directive de l'Union européenne prévoit à l'article 35, 1^{er} alinéa que *si les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de corrections de valeur exceptionnelles pour la seule application de la législation fiscale, il y a lieu d'indiquer dans l'annexe le montant dûment motivé des corrections.*

Plan Comptable Général (PCG)

Les *amortissements dérogatoires* prévus dans le Plan Comptable Général en France permettent aussi de distinguer les écarts qui peuvent exister entre l'amortissement normal économiquement nécessaire et l'amortissement comptabilisé en application de textes particuliers. Les amortissements dérogatoires sont traités comme les provisions réglementées. Le montant de la dotation de l'exercice est enregistré par le débit de la subdivision correspondante du compte 68 Dotation aux amortissements, aux dotations et aux provisions (68 725 Amortissements dérogatoires) au crédit du compte 145 Amortissements dérogatoires. Ces derniers font partie des capitaux propres.

Ces différentes observations démontrent que l'entreprise doit de façon extra-ou intra-comptable assurer le suivi de ces variations de valeur et de la situation fiscale qui s'y rapporte.

Examinons le cas des amortissements fiscaux supplémentaires.

10.7.1.2 Analyse

Aspect statique

L'entreprise possède des actifs immobilisés, corporels ou incorporels, à amortir.

Aspect cinétique

L'entreprise amortit les immobilisations en respectant les normes fiscales qui sont plus avantageuses que ne l'exigerait une approche économique stricte.

Elaboration logique de l'information

Pour tenir compte des approches fiscale et économique simultanément, il faut prévoir en plus des comptes usuels liés à ce type d'événements:

- un compte *Dotation aux amortissements*,
- un compte *Dotation aux amortissements supplémentaires fiscaux*.

- un compte *Réserve pour amortissements fiscaux*,
- un compte *Produit hors période d'exploitation pour dissolution de réserve pour amortissements fiscaux* ou *Produit hors période hors exploitation pour dissolution de réserve pour amortissements fiscaux*.

Il est possible d'introduire également des comptes pour le suivi des impôts différés.

Formalisation logique du traitement comptable

La figure 10.58 présente schématiquement les opérations courantes :

1. Dotation aux amortissements pour dépréciation.
2. Dotation aux amortissements supplémentaires fiscaux.
3. Dissolution partielle de la réserve pour amortissements fiscaux.

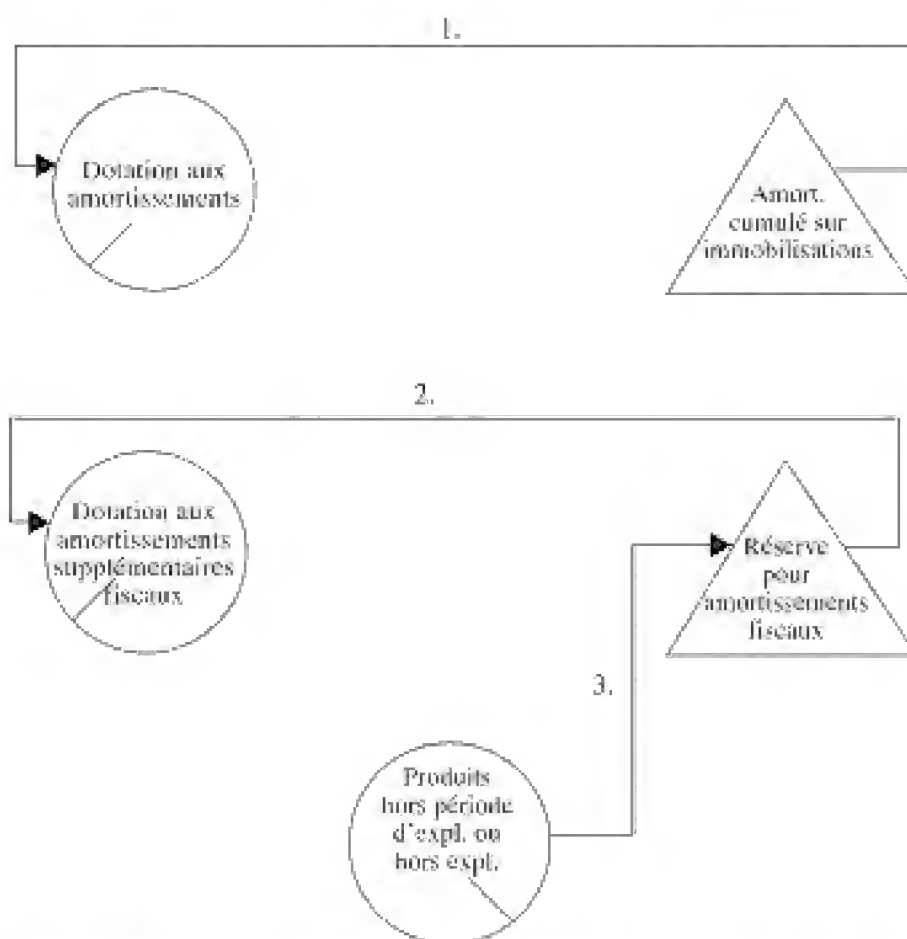


Fig. 10.58 Evaluation des actifs immobilisés selon les prescriptions fiscales.

Exemple

Une entreprise possède une machine acquise à 100 000. Le plan d'amortissement économique prévoit un amortissement linéaire sur 5 ans. La valeur résiduelle est estimée à zéro et le plan d'amortissement a pu être respecté. Les normes fiscales prévoient un amortissement dégressif géométrique au taux de 40 % (tab. 10.59). Le taux d'imposition est de 40 %.

Tableau 10.59 Traitement des impôts différés.

	Valeur comptable	Valeur fiscale	Différence temporelle	Variation	Taux d'impôts différés 40%	Impôts différés passifs
	100 000	100 000				
1 ^{re} année	80 000	60 000	20 000	20 000	8 000	8 000
2 ^e année	60 000	36 000	24 000	4 000	1 600	9 600
3 ^e année	40 000	21 600	18 400	(5 600)	(2 240)	7 360
4 ^e année	20 000	12 960	7 040	(11 360)	(4 544)	2 816
5 ^e année	–	–	–	(7 040)	(2 816)	0
Total non actualisé				0	0	0

Journal 1^{re} année

Dotation aux amortissements

Dotation aux amortissements	20 000	
à Amortissement cumulé sur machines		20 000

Dotation aux amortissements supplémentaires fiscaux

Dotation aux amortissements supplémentaires fiscaux	20 000	
à Réserve pour amortissements fiscaux		20 000

Journal 2^e année

Dotation aux amortissements

Dotation aux amortissements	20 000	
à Amortissement cumulé sur machines		20 000

Dotation aux amortissements supplémentaires fiscaux

Dotation aux amortissements supplémentaires fiscaux	4 000	
à Réserve pour amortissements fiscaux		4 000

Journal 3^e année

Dotation aux amortissements

Dotation aux amortissements	20 000	
à Amortissement cumulé sur machines		20 000

Dissolution partielle de la réserve pour amortissements fiscaux

Réserve pour amortissements fiscaux	5 600	
à Produits hors période d'exploitation		5 600

Journal 4^e année

Dotation aux amortissements

Dotation aux amortissements	20 000	
à Amortissement cumulé sur machines		20 000

Dissolution partielle de la réserve pour amortissements fiscaux

Réserve pour amortissements fiscaux	11 360	
à Produits hors période d'exploitation		11 360

Dotation aux amortissements

Dotation aux amortissements	20 000	
à Amortissement cumulé sur machines		20 000

Dissolution partielle de la réserve pour amortissements fiscaux

Réserve pour amortissements fiscaux	7 040	
à Produits hors période d'exploitation		7 040

Si l'entreprise veut faire apparaître les réserves pour amortissements fiscaux comme réserves latentes « fiscales », elle devra les porter en diminution de l'actif immobilisé concerné dans les comptes annuels. Sinon elles apparaîtront dans les capitaux propres. Cette solution n'est envisageable que si le fisc ne pénalise pas cette présentation.

En choisissant cette procédure, l'entreprise reporte la charge fiscale, elle donne donc naissance à des impôts différés. Si on ignore l'actualisation, on voit que l'économie d'impôt totale représentée par l'amortissement d'un bien particulier est la même sur la vie de ce bien mais qu'elle se répartit différemment dans le temps. Il paraîtrait donc logique de tenir compte des impôts différés passifs. La charge définitive d'impôt dépendra cependant des taux d'imposition dictés par les résultats et les capitaux propres des années futures. En dépit de cette approximation, une partie de la dotation pour amortissements supplémentaires fiscaux devrait donc toucher les capitaux étrangers plutôt que les capitaux propres. Les impôts différés passifs seraient donc gérés en parallèle à la réserve pour amortissements fiscaux.

Dans l'exemple ci-dessus et avec un taux d'imposition annuel de 40 %, les montants des impôts différés passifs seraient ceux indiqués dans la dernière colonne du tableau 10.59.

Les impôts différés passifs et les gains fiscaux latents constituent des flux qu'il s'agirait d'actualiser pour comparer le résultat à celui obtenu avec le plan d'amortissement économique. Si l'entreprise effectue ce calcul pour sa planification fiscale, l'actualisation n'apparaît cependant en principe pas dans les comptes.

De manière générale, à un amortissement plus rapide correspond un flux plus avantageux pour l'entreprise bien que, non actualisé, le résultat soit identique.

Le traitement comptable des impôts différés peut s'effectuer de trois manières. La première est d'ignorer purement le fait, ce qui paraît difficile. La deuxième est de mentionner l'impôt différé dans l'annexe sans le comptabiliser. La troisième est de comptabiliser des impôts différés passifs calculés sur la dotation aux amortissements supplémentaires fiscaux.

10.7.2 Evaluations et réserves latentes

10.7.2.1 Généralités

Rappelons, avant de parler des réserves latentes ou cachées, que les réserves ouvertes, visibles au bilan, comprennent les *réserves* constituées en particulier par des primes à l'émission ou d'autres attributions de ce genre, et celles constituées par des bénéfices retenus dans les capitaux propres au titre de réserves légales, statutaires ou spéciales.

En termes comptables, les réserves latentes représentent la part invisible des capitaux propres résultant d'une sous-évaluation de l'actif et/ou d'une surévaluation des capitaux étrangers au passif. Elles peuvent être définies comme la différence entre la valeur maximale autorisée par la législation tenant compte des principes comptables liés à l'évaluation, notamment celui de prudence, et la valeur apparaissant au bilan. La portée de la valeur maximale peut cependant varier simplement à la suite du contenu différent que peut avoir un même terme. Si l'article 666 CO parle de coût de revient, sa composition n'est pas définie. Il peut donc s'agir du coût complet de fabrication basé sur une capacité normale, du coût direct ou du coût variable de fabrication. Selon le sens donné à ce terme, la réserve latente ne naîtra pas au même moment. Il est donc essentiel que les principes et méthodes d'évaluation soient clairement fixés par les responsables des comptes annuels. Dans la société anonyme, cette attribution inaliénable et intransmissible appartient au conseil d'administration, comme le précise l'article 716 a al. 1 ch. 3 CO.

En Suisse, la doctrine distingue habituellement trois catégories de réserves latentes: les réserves obligatoires ou forcées, les réserves dites d'appréciation et les réserves de l'administration ou réserves arbitraires:

- Les *réserves obligatoires ou forcées* trouvent leur origine dans l'augmentation de la valeur d'éléments du patrimoine, augmentation que la législation interdit en général d'inscrire à l'actif.
- Les *réserves dites d'appréciation* sont en corrélation étroite avec le processus d'évaluation. Elles résultent d'amortissements, de corrections de valeurs et de provisions, dictés par une application poussée du principe de prudence. Elles peuvent cependant aussi résulter de la recherche du respect du principe de la concordance dans la saisie des produits et des charges comme c'est le cas pour les réserves de remplacement.
- Les *réserves de l'administration ou réserves arbitraires* sont liées aux mêmes possibilités que les réserves dites d'appréciation. Elles n'ont cependant plus rien à voir avec le principe de prudence mais sont liées aux seuls soucis d'autofinancement, de politique de dividende et d'information.

Si les trois catégories de réserves latentes, réserves forcées, réserves d'appréciation et réserves de l'administration, exercent une influence sur l'allure du bilan, seules les deux dernières touchent en principe le résultat. Le principe de réalisation devrait interdire de prendre en considération l'influence des réserves obligatoires, non réalisées. On sait cependant que dans certains cas, par exemple celui des titres cotés dans la société anonyme, le législateur prévoit de considérer des réserves non réalisées comme réalisées.

10.7.2.2 Analyse

Pour aboutir à un résultat de la période basé sur la valeur actuelle, au sens général du terme, le processus d'évaluation devrait pouvoir tenir compte de l'influence de la variation spécifique des prix des actifs non monétaires. De plus, pour les actifs monétaires, le calcul du résultat de la période devrait tenir compte de l'influence de la variation du pouvoir d'achat général de la monnaie prise comme étalon de mesure.

En Suisse, l'article 960 al. 2 CO autorise la prise en compte de ces éléments. Cette procédure n'est pas admise pour les sociétés anonymes et les sociétés assimilées. La correction du résultat pour parvenir aux mêmes fins se fait dès lors par le recours à des dotations aux réserves, aux réserves latentes en particulier.

Selon l'article 669 al. 2 CO sur les sociétés anonymes, *le conseil d'administration peut à des fins de remplacement procéder à des amortissements, à des corrections de valeur et à la constitution de provisions pour risques et charges supplémentaires; il peut également renoncer à dissoudre des provisions pour risques et charges devenues superflues.*

La création de réserves de remplacement se justifie, en cas de hausse des prix, par le principe de la concordance dans la saisie des produits et des charges. A des prix de vente d'un moment donné, on cherche à lier des coûts du même moment. La création de réserves de remplacement vise donc à réduire le résultat et à augmenter l'autofinancement de l'entreprise. Rien n'indique cependant que le remplacement doive forcément être totalement autofinancé. On pourrait envisager un autofinancement dans les mêmes proportions que le rapport capitaux propres/capitaux étrangers habituel. De plus, les réserves de remplacement ne doivent pas forcément être des réserves latentes, elles peuvent aussi apparaître comme des réserves ouvertes.

Si les deux premières propositions de création de réserves de remplacement sont correctes du point de vue de la théorie comptable, la troisième, la non-dissolution de provisions devenues sans objet, est contraire à celle-ci. La théorie comptable montre en effet qu'il s'agit en fait de la contraction de deux faits comptables, d'une part la dissolution d'une provision devenue superflue, d'autre part la création d'une réserve latente. Ce type de non-opération est donc contraire au principe de non-compensation des produits et des charges. Admise néanmoins par la loi, cette mesure représente une dérogation légale au principe de non-compensation; elle ne doit donc pas être justifiée dans l'annexe.

La correction du résultat en vue d'accroître l'autofinancement devrait, en plus de viser le remplacement de certains actifs, aider aussi à assurer la stabilité de l'entreprise dans le temps, comme le prévoit l'article 669 al. 3 CO: *Des réserves latentes supplémentaires sont admissibles dans la mesure où elles sont justifiées pour assurer d'une manière durable la prospérité de l'entreprise ou la répartition d'un dividende aussi constant que possible compte tenu des intérêts des actionnaires.*

En créant ou en dissolvant des réserves, on peut dans certaines limites assurer le versement d'un dividende constant détaché du résultat opérationnel. Dès lors, sachant que la valeur d'une action peut être calculée notamment sur la base de la valeur actuelle des dividendes futurs, le jeu des réserves latentes va donc permettre en particulier à assurer aux actionnaires une rente perpétuelle. Cette latitude d'ajuster le résultat économique est discutable. Rappelons cependant que si le résultat économique est présenté d'une façon sensiblement plus favorable, le montant global de la dissolution nette doit être indiqué dans l'annexe (art. 663b chiffre 8 CO).

La notion de maintien durable de la prospérité de l'entreprise ou de la répartition d'un dividende aussi constant que possible compte tenu des intérêts des

actionnaires sont difficiles à définir. Faut-il par ce biais accorder à l'entreprise un autofinancement qui permette de garder un rapport capitaux propres/capitaux étrangers constant? Est-il en outre dans l'intérêt des actionnaires d'obtenir une plus-value à long terme plutôt que des dividendes à court terme? Böckli suggère que l'intérêt des actionnaires n'est certainement pas respecté lorsque la création de réserves latentes conduit à réduire le résultat de 10 à 20 %⁶⁷.

La création de réserves latentes n'assure pas en elle-même la présence de disponibilités en cas de besoin. Les disponibilités peuvent en effet avoir été utilisées à d'autres fins. Seul le blocage de telles disponibilités permettrait d'obtenir le résultat escompté comme c'est le cas pour les réserves de crise. La dissolution de réserves de remplacement ou de réserves latentes supplémentaires ne pourrait donc qu'améliorer le résultat ou l'allure du bilan.

On remarquera que la note marginale de l'article 669 indique de manière exhaustive les moyens de créer des réserves latentes: *amortissements, corrections de valeur et provisions pour risques et charges*. Notons que la constitution de réserves latentes par omission d'actifs ou l'introduction de dettes fictives, telles qu'envisagées par le Message du Conseil Fédéral concernant la révision du droit des sociétés anonymes, n'est pas acceptable du point de vue des principes comptables. Ces procédés sont contraires au principe comptable de l'état complet (principe de l'intégralité). En effet, les principes régissant l'établissement régulier des comptes de l'article 662a CO, c'est-à-dire ceux de l'état complet des comptes annuels (intégralité), de l'importance relative (caractère essentiel de l'information) et de la prudence, n'admettent pas de dérogations. On ne peut donc pas les détourner pour créer ou dissoudre des réserves latentes.

Les règles relatives à la création, à la dissolution de réserves latentes et à la publicité à donner à ces opérations par le CO sont en contradiction avec le principe de la permanence des méthodes (principe de la continuité dans la présentation et l'évaluation). Si l'article 662a, chiffre 3, admet des dérogations au principe de permanence des méthodes dans la mesure où elles sont fondées et justifiées dans l'annexe, la dérogation légale⁶⁸ va encore plus loin pour les réserves latentes qui ne doivent être justifiées que dans des cas particuliers de dissolution (art. 663b, ch. 8 CO).

Aspect statique

Une entreprise dispose de réserves dites d'appréciation ou de réserves de l'administration. Leur présence conduit à une sous-évaluation d'actifs ou à une surévaluation des capitaux étrangers.

⁶⁷ BÖCKLI P., *Schweizer Aktienrecht*, Schulthess Polygraphischer Verlag, Zurich, 3. Auflage, 2004, p. 911.

⁶⁸ Il en sera de même pour l'autre principe auquel il peut être dérogé, à savoir le principe de non-compensation (principe d'interdiction de compenser). Précisons que le principe de la permanence des méthodes n'autorise pas le changement de méthodes mais permet des changements dus notamment à l'évaluation de la durée de vie d'un actif immobilisé pour des raisons de prudence économique.

Aspect dynamique

Il s'agit d'identifier les mouvements comptables ayant trait aux réserves latentes et leur effet sur le résultat de la période et les comptes annuels. Les mouvements doivent être connus aussi bien par la direction que par l'organe de révision:

Art. 669 al. 4 CO: *La constitution et la dissolution de réserves de remplacement et de réserves latentes supplémentaires doivent être communiquées dans le détail à l'organe de révision.*

De plus, dans certains cas leur dissolution doit être indiquée dans l'annexe:

Article 663b ch. 8 CO: *L'annexe contient les informations suivantes: le montant global provenant de la dissolution de réserves de remplacement et des réserves latentes supplémentaires dissoutes, dans la mesure où il dépasse le montant global des réserves du même genre nouvellement créées, si le résultat économique est ainsi présenté d'une façon sensiblement plus favorable.*

L'identification de ces réserves latentes implique l'analyse des possibilités de sous-évaluer des actifs ou de surévaluer des capitaux étrangers.

- Les possibilités de sous-évaluer les actifs se ramènent à quatre:
 - sous-évaluation des stocks;
 - amortissements supplémentaires pouvant aller jusqu'à l'amortissement complet du bien encore en usage dans l'entreprise;
 - amortissement immédiat de charges dont l'effet utile se prolonge au-delà de l'exercice sous revue;
 - dotation à des provisions sur certains actifs dépassant le risque effectif de perte de produits qui s'y rattachent ou non-dissolution de provisions d'actifs devenues sans objet.
- Les possibilités de surévaluer les passifs se ramènent à deux:
 - dotation excessive à des provisions pour risques et charges,
 - non-dissolution de provisions pour risques et charges devenues sans objet.

On a déjà fait remarquer que cette dernière possibilité était contraire à la théorie comptable.

Elaboration logique de l'information

L'élaboration logique de l'information pose la question de la manière de faire apparaître la gestion des réserves latentes dans les comptes. Les principes régissant la présentation des comptes ne traitent pas particulièrement des réserves latentes.

D'une manière générale, le principe de l'exactitude de l'article 957 CO comprend notamment le principe de l'intégralité dans la tenue de la comptabilité. Il en découle donc que des opérations, liées à des faits économiques ou juridiques, ne peuvent être volontairement omises.

La gestion des réserves latentes est liée à deux faits distincts: l'évaluation des postes selon les règles maximales admises dans le cadre du principe de prudence d'une part, la création ou la dissolution de réserves latentes d'autre part. L'évaluation normale comprend en particulier l'élimination d'éléments qui n'ont plus de valeur économique pour l'entreprise et l'abattement justifié des autres postes. Ces éliminations et ces abattements entraîneront l'enregistrement de charges ou de diminutions de produits correspondants. La création ou la dissolution de

réserves latentes conduit au résultat et à l'image que l'on veut faire apparaître dans le cadre des contraintes légales. Pour atteindre ce résultat et cette image, on peut notamment souhaiter compenser les charges d'élimination et d'abattement par la dissolution de réserves latentes. Pour les sociétés anonymes et les sociétés assimilées, l'article 669 CO prévoit l'amortissement, les corrections de valeur et les provisions pour risques et charges pour la gestion des réserves latentes. Il prévoit donc des décisions de procéder à des amortissements, des corrections de valeur, des créations de provisions pour risques et charges ou à leurs non-dissolutions. Sur le plan interne de l'entreprise, ces différentes actions doivent apparaître dans les comptes pour la société anonyme et les sociétés assimilées.

Les mouvements de réserves latentes peuvent avoir lieu directement dans la comptabilité ou de manière extra-comptable; dans ce dernier cas, les opérations de synthèse seront justifiées par le suivi extra-comptable des réserves latentes. La sous-évaluation inexplicitée des stocks dans l'intermittence de l'inventaire paraît donc discutable. En effet, la dépréciation excessive des stocks devrait donner lieu à une écriture distincte de celle de la variation des stocks.

Pour connaître l'état et l'évolution des réserves latentes, il est nécessaire de manière intra- ou extra-comptable de prévoir des comptes spécifiques de réserves latentes pour chaque catégorie d'éléments touchés. Le plus simple est de les distinguer en faisant précéder la désignation de l'élément concerné de l'expression «Réserve». Ainsi on pourrait avoir des *Réserve sur stocks*, *Réserve sur titres*, *Réserve sur provisions*, etc. On peut même envisager de scinder, le cas échéant, les réserves en *Réserves de remplacement* et *Réserves arbitraires*.

Lors de la sous-évaluation des comptes d'actifs, les comptes de réserves latentes sont en quelque sorte des comptes d'actifs négatifs puisqu'ils seront portés en diminution invisible des actifs dans les états financiers. Dans la comptabilité interne, ils font partie des capitaux propres en compensation de la réduction de résultat.

Lors de la surévaluation des capitaux étrangers, il s'agit de comptes de passifs qui figureront cependant dans les capitaux étrangers au lieu de figurer dans les capitaux propres. Dans la comptabilité interne, ils apparaissent néanmoins dans les capitaux propres.

La création systématique de réserves de remplacement, à l'instar des réserves réalisées, devrait toucher les postes concernés tels que *Coût d'acquisition des marchandises vendues*, *Amortissements*, etc.

Par contre, la création de réserves latentes arbitraires et la dissolution de réserves latentes ne concernent pas directement l'activité courante de l'entreprise. La création de réserves latentes touchera un compte *Charges exceptionnelles d'exploitation* ou *Charges exceptionnelles hors exploitation* selon les cas, puisqu'elle concerne l'exercice en cours, alors que la dissolution de réserves latentes quelles qu'elles soient touchera un compte *Produits hors période d'exploitation* ou *Produits hors période hors exploitation* selon les cas, puisqu'elle concerne les exercices antérieurs. Le droit de la société anonyme ne prévoyant pas de dérogation au principe de la clarté (clarté et caractère essentiel de l'information), l'introduction des effets de réserves latentes dans d'autres rubriques de la structure minimale du compte de résultat ne semble pas justifiée.

Formalisation logique du traitement comptable

Les opérations typiques de comptabilisation des réserves latentes sont les suivantes (fig. 10.60) :

1. Création de réserves de remplacement.
2. Création de réserves latentes arbitraires.
3. Dissolution de réserves latentes.

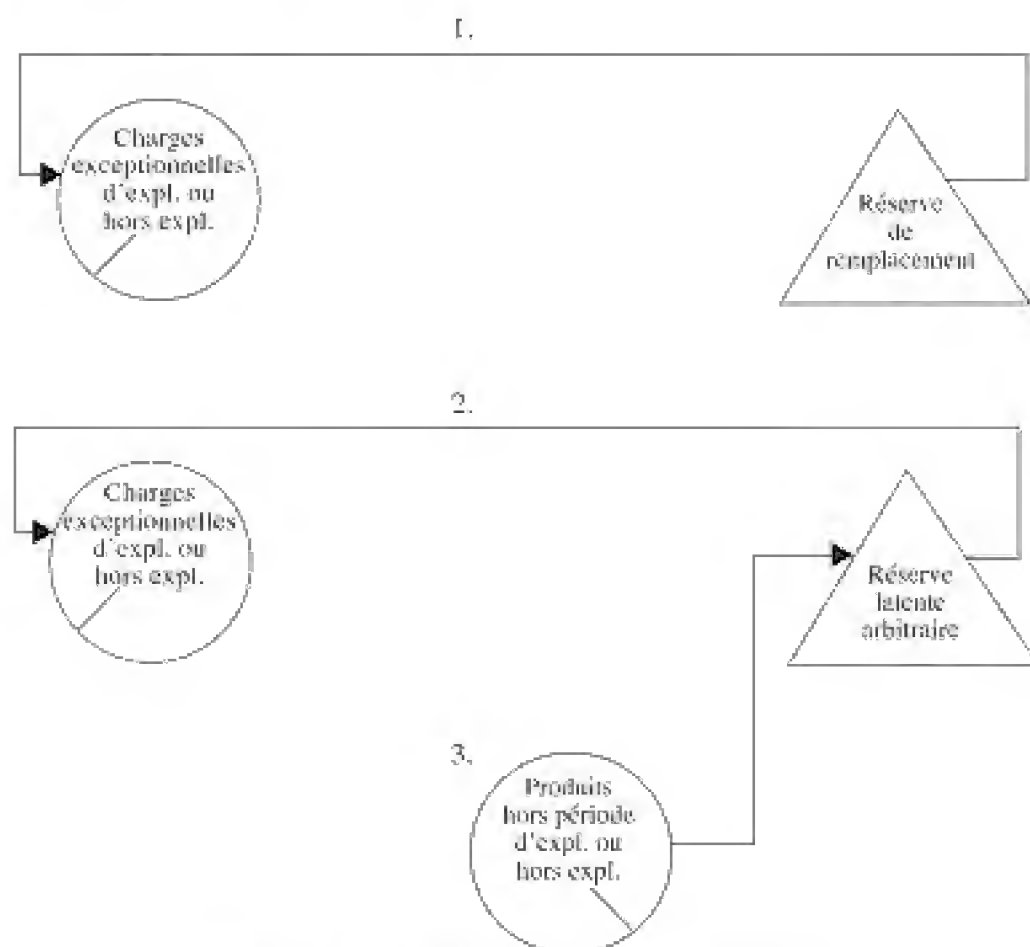


Fig. 10.60 Comptabilisation des réserves latentes.

L'analyse des réserves latentes sur des postes particuliers sera reprise au chapitre 11.

10.7.2.3 Réserves latentes et avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005

Comme indiqué précédemment, cet avant-projet envisage de soumettre toutes les entreprises individuelles, les sociétés de personnes et les personnes morales qui ont l'obligation de requérir leur inscription au registre du commerce à l'obligation de tenir une comptabilité et de présenter des comptes. Les entreprises individuelles, les associations et les fondations qui n'ont pas l'obligation de requérir leur inscription au registre du commerce ne tiendraient qu'une comptabilité de recettes et de dépenses ainsi que de leur patrimoine.

Cet avant-projet propose également de fixer le niveau d'exigences en matière de présentation des états financiers en fonction de la taille des entités à savoir les entreprises en général, les entreprises que la loi soumet au contrôle ordinaire, enfin, les sociétés ouvertes au public, les coopératives qui comptent au moins 2000 associés ainsi que les associations et les fondations que la loi soumet au contrôle ordinaire. La première catégorie est soumise à des exigences minimales en termes de présentation des états financiers, la deuxième à des exigences supplémentaires concernant le rapport de gestion, la dernière est soumise au respect d'un référentiel comptable. Les états financiers établis selon un référentiel comptable ne sont cependant pas déterminants pour le calcul de l'impôt par les autorités compétentes.

L'avant-projet indique en outre que le bilan reflète le patrimoine et la situation financière de l'entreprise à la date de clôture alors que le compte de résultat reflète l'évolution des résultats durant l'exercice.

De manière générale, l'avant-projet tient à maintenir l'influence des exigences fiscales sur les états financiers en séparant la présentation des comptes, qui tient compte de ces exigences, de celle qui vise à présenter une image fidèle. Cette solution requiert cependant la possibilité de corriger les valeurs ou de créer des amortissements supplémentaires à des fins de remplacement et pour assurer la prospérité de l'entreprise à long terme. Pour réduire la portée de cette ouverture, l'avant-projet prévoit toutefois que les amortissements, corrections de valeur et provisions refusés par les autorités fiscales soient indiqués dans l'annexe⁶⁹. En résumé, l'avant-projet vise donc à concilier trois exigences: la présentation des états financiers en fonction de la taille des entités, le maintien du principe du caractère déterminant du bilan commercial à des fins fiscales, une image fidèle pour les états financiers des entreprises ouvertes au public et assimilées.

10.7.3 Réconciliation des méthodes et applications pratiques

Les points précédents ont analysé en détail les différentes méthodes d'évaluation possibles, à savoir celles du coût historique, de la valeur actuelle, de la valeur vénale et ces mêmes méthodes avec prise en compte de l'effet de la variation du pouvoir d'achat général.

Très utile au niveau théorique, la valeur vénale, avec ou sans prise en compte de l'effet du pouvoir d'achat général, pose cependant des difficultés d'application et d'interprétation. Elle ne sera donc pas développée davantage. Réconcilier les méthodes restantes conduit dès lors à distinguer trois situations⁷⁰:

⁶⁹ Le projet initial prévoyait leur dissolution durant l'exercice où la décision de taxation entrerait en force. À la suite de la procédure de consultation, le Conseil fédéral a décidé de ne retenir que l'exigence de l'indication dans l'annexe.

⁷⁰ L'approche IASB n'est naturellement pas compatible avec la prise en compte des réserves latentes, le «cadre conceptuel» (*Framework*) des IFRS, au point 46, faisant mention explicite de la caractéristique qualitative de l'image fidèle (*true and fair view/fair presentation*).

- *Situation 1*: L'entreprise choisit de tenir sa comptabilité interne en valeur actuelle; elle désire cependant profiter des avantages fiscaux éventuels et intégrer dans sa comptabilité la gestion des réserves latentes arbitraires éventuelles.
- *Situation 2*: L'entreprise tient sa comptabilité interne en coûts historiques; elle envisage en outre de profiter des avantages fiscaux éventuels et d'intégrer dans sa comptabilité la gestion des réserves latentes de remplacement et des réserves latentes arbitraires.
- *Situation 3*: L'entreprise tient une comptabilité interne en coûts historiques; elle envisage en outre de profiter des avantages fiscaux éventuels; elle gère cependant les réserves de remplacement et les réserves arbitraires de manière extra-comptable.

10.7.3.1 Valeurs actuelles, réserves fiscales et réserves de remplacement et arbitraires intégrées (situation 1)

Pour illustrer l'intégration dans la comptabilité interne des trois dimensions, valeur actuelle, réserves fiscales et réserves de remplacement et arbitraires, reprenons l'exemple de l'entreprise Enco SA.

Les données sont reprises du cas illustrant «la méthode de la valeur actuelle» vue sous § 10.6.1.3.4. On admettra en outre que le taux d'amortissement fiscal géométrique est de 20 %. L'entreprise utilise enfin l'abattement fiscal de 33^{1/3}% sur les stocks⁷¹ et enregistre chaque année des amortissements exceptionnels de 10 milliers de francs à des fins de réserves latentes arbitraires en plus des réserves à fins fiscales.

À fin N-1, l'entreprise dispose des réserves sur actifs fixes à fins fiscales, des réserves latentes sur stocks et sur actifs fixes suivantes en milliers de francs:

Réserve sur actifs fixes à fins fiscales	960
Réserve sur actifs fixes	20
Réserve sur stocks	500

Au 31.12.N, ces postes seront ajustés comme suit:

Dotation aux amortissements à fins fiscales

Charges exceptionnelles d'exploitation	168	
à Réserve s/actifs fixes à fins fiscales		168

Dotation à la réserve latente s/stocks

Charges exceptionnelles d'exploitation	300	
à Réserve s/stocks		300

⁷¹ Les réserves latentes arbitraires sont imposables fiscalement. Il y aura donc divergence entre le bilan fiscal et le bilan commercial. Par contre, l'abattement fiscal sur les stocks et l'amortissement géométrique sont admis par le fisc. Ils donnent donc naissance à un impôt latent qui sera dû au moment de la consommation du stock, de la réduction des amortissements ou de la réalisation de l'actif immobilisé. Il s'agit donc de passer une écriture:

Dotation aux impôts différés passifs	
à Impôts différés passifs	

Cette provision sera utilisée lors de la dissolution des réserves latentes concernées. Par souci de simplification, l'exemple ignorera l'impôt latent.

Dotation à la réserve latente s/actifs fixes

Charges exceptionnelles d'exploitation	10	
à Réserve sur actifs fixes		10

Les tableaux 10.37 (§ 10.6.1.3.4) et 10.61 représentent les tableaux d'amortissement respectifs en coût de remplacement et coût historique avec influence fiscale.

Tableau 10.61 Tableau d'amortissement en coût historique avec influence fiscale.

Année au 1.1	N-3	N-2	N-1	N
Coût d'acquisition	6 000	6 000	6 000	6 000
Valeur résiduelle		0	0	0
Dotation à l'amortissement économique		600	600	600
Amortissement cumulé économique		600	1 200	1 800
Valeur comptable nette effective		5 400	4 800	4 200
Dotation à l'amortissement fiscal supplémentaire		600	360	168
Amortissement cumulé fiscal supplémentaire		600	960	1 128
Valeur comptable nette avec influence fiscale		4 800	3 840	3 072
Réserve latente supplémentaire sur actifs fixes		10	20	30
Valeur comptable publiée		4 790	3 820	3 042

Bilan N-1 et N de Enco SA en valeur actuelle avec intégration des réserves fiscales et arbitraires

En milliers de francs	31.12. N-1	Avec intégration des réserves fiscales et arbitraires	31.12.N	Avec intégration des réserves fiscales et arbitraires
ACTIF				
Disponibilités	260	(obs.1) 310	500	(obs.1) 550
Titres	310	310	980	980
Clients	900	900	1 800	1 800
Prov. p. dépréciation des créances	(45)	(45)	(90)	(90)
Autres débiteurs	40	40	50	50
Stocks au C.A.M.	1 515	1 515	2 450	2 450
<i>Actifs circulants</i>	<i>2 980</i>	<i>3 030</i>	<i>5 690</i>	<i>5 740</i>
Actifs fixes	6 500	6 500	6 600	6 600
Amortissement cumulé	(1 300)	(1 300)	(1 980)	(1 980)
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>5 200</i>	<i>5 200</i>	<i>4 620</i>	<i>4 620</i>
Actif total	8 180	8 230	10 310	10 360
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme	1 800	(obs.1) 1740	3 013	(obs.1) 2895
Dettes et provisions à long terme	2 400	2 400	2 400	2 400
<i>Capitaux étrangers</i>	<i>4 200</i>	<i>4 140</i>	<i>5 413</i>	<i>5 295</i>

En milliers de francs	31.12. N-1	Avec intégration des réserves fiscales et arbitraires	31.12.N	Avec intégration des réserves fiscales et arbitraires
Capital-actions	2 000	2 000	2 000	2 000
Réserve générale	1 500	(obs.1) 130	1 500	(obs.1) 130
Réserves spéciales	9	9	9	9
Réserve de plus-value réalisable s/titres	10	10	30	30
Réserve de réévaluation réalisable s/stocks	15	15	50	50
Réserve de réévaluation réalisée s/stocks	(34)	(34)	71	71
Réserve de réévaluation réalisable s/actifs fixes	400	400	420	420
Réserve de réévaluation réalisée s/actifs fixes	80	80	140	140
Résultat de l'exercice			677	257
Réserve sur actifs fixes à fins fiscales		(obs.2) 960		(obs.2) 1 128
Réserve s/actifs fixes		20		30
Réserve s/stock		500		800
<i>Capitaux propres</i>	<i>3 980</i>	<i>4 090</i>	<i>4 897</i>	<i>5 065</i>
Passif total	8 180	8 230	10 310	10 360

Compte de résultat de Enco SA en valeur actuelle au 31.12.N avec intégration des réserves fiscales et arbitraires

En milliers de francs	N	Avec intégration des réserves fiscales et arbitraires
Chiffre d'affaires brut	21 000	21 000
J. Dot. à la provision pour dépréciation des créances	90	90
= <i>Chiffre d'affaires net</i>	<i>20 910</i>	<i>20 910</i>
J. C.A.M.V.	17 205	17 205
= <i>Marge commerciale</i>	<i>3 705</i>	<i>3 705</i>
J. Autres charges d'exploitation	1 850	1 850
J. Amortissements	660	660
= <i>Résultat d'exploitation</i>	<i>1 195</i>	<i>1 195</i>
Produits courants des titres	50	50
J. Charges financières	300	300
= <i>Résultat avant impôts</i>	<i>945</i>	—
J. Dotation à la provision pour impôts	268	—
= Résultat de l'exercice	677	—
Résultat en coût de remplacement avant impôts	—	945
Réserve de réévaluation réalisée s/stocks dans l'exercice	—	105
Réserve de réévaluation réalisée s/actifs fixes dans l'exercice	—	60
= <i>Résultat en coût historique avant impôts</i>	—	<i>1 110</i>
J. Amortissement fiscal supplémentaire par rapport à l'amortissement historique économique	—	168
J. Charges exceptionnelles d'exploitation s/stocks	—	300
J. Charges exceptionnelles d'exploitation s/actifs fixes	—	10

En milliers de francs	N	Avec intégration des réserves fisca- les et arbitraires
= <i>Résultat imposable</i>	–	632
/./ Dotation à la provision pour impôts	–	210
= <i>Résultat après impôts</i>		422
/./ Variation de la réserve de réévaluation réalisée s/actifs fixes ⁷²		60
/./ Variation de la réserve de réévaluation réalisée s/stocks		105
= Résultat publié	–	257

Observations

1. En réduisant son résultat, l'entreprise paie momentanément moins d'impôts : les réductions du résultat se reflètent sur les disponibilités, sur les dettes et provisions à court terme, ainsi que sur la réserve générale.
2. Les réserves sur actifs fixes à fins fiscales sont égales à la différence entre la valeur comptable nette effective et la valeur comptable nette avec influence fiscale (tab. 10.61).
3. Les méthodes utilisées, valeurs actuelles, amortissement fiscal complémentaire, réserves latentes devraient être détaillées pour chaque poste ou groupe de postes concerné dans la comptabilité même. On serait donc en présence d'une série de sous-comptes *Réserve sur stocks*, *Réserve de plus-value réalisable sur titres*, etc. Ces sous-comptes seraient ensuite regroupés pour apparaître au bilan selon les postes publiés. Ignorant les réserves latentes arbitraires, la quatrième directive de l'UE, article 15, alinéas 3 a et c indique pour les actifs immobilisés en particulier :
 - a) *A cet effet, il y a lieu, en partant du prix d'acquisition ou du coût de revient, de faire apparaître, pour chacun des postes de l'actif immobilisé, séparément, d'une part les entrées et sorties ainsi que les transferts de l'exercice et, d'autre part, les corrections de valeur cumulées à la date de clôture du bilan et les rectifications effectuées pendant l'exercice sur correction de valeur d'exercices antérieurs.*
 - b) *Les mouvements des divers postes de l'actif immobilisé sont indiqués en partant du prix d'acquisition ou du coût de revient réévalué.*
4. Pour respecter l'approche des réserves latentes dans les comptes annuels en coûts historiques (en milliers de francs), l'entreprise peut regrouper les éléments des états financiers de la manière suivante au bilan :

⁷² Si l'on ne veut pas grever le résultat de l'amortissement en coût de remplacement en plus de l'amortissement fiscal supplémentaire, on peut renoncer à cette dotation.

En milliers de francs	31.12.N-1		31.12.N	
ACTIF				
Disponibilités		310		550
Titres	310		980	
/. Réserve de plus-value réalisable	10	300	30	950
Clients	900		1 800	
/. Provision pour dépréciation des créances	45	855	(90)	1 710
Autres débiteurs		40		50
Stocks au C.A.M.	1 515		2 450	
/. Réserve de réévaluation réalisable s/stock	15		50	
/. Réserve latente s/stock	500	1 000	800	1 600
Actifs fixes	6 500		6 600	
/. Amortissements cumulés	1 300		1 980	
/. Réserve de réévaluation réalisable s/actifs fixes	400		420	
/. Réserve s/actifs fixes	20		30	
/. Réserve s/actifs fixes à fins fiscales	960	3 820	1 128	3 042
Actif total		6 325		7 902
PASSIF				
Dettes et provisions à court terme		1 740		2 895
Dettes et provisions à long terme		2 400		2 400
Capital-actions		2 000		2 000
Réserve générale		130		130
Réserves spéciales		55		220
Résultat de l'exercice		-		257
Passif total		6 325		7 902

Les réserves spéciales comprennent :

En milliers de francs	31.12.N-1		31.12.N	
Réserves spéciales		9		9
Réserve de réévaluation réalisées s/stocks		(34)		71
Réserve de réévaluation réalisée s/actifs fixes		80		140
Réserves totales		55		220

10.7.3.2 Coûts historiques, réserves fiscales et réserves de remplacement et arbitraires intégrées (situations 2 et 3)

L'intégration dans la comptabilité en coûts historiques des différentes réserves nécessite l'ouverture de comptes spécifiques pour chaque catégorie de réserves voire pour chaque élément ou groupe d'éléments dans chaque catégorie. Pour les réserves de remplacement, il sera nécessaire de tenir des tableaux extra-comptables pour les points concernés à l'instar des tableaux ci-dessous pour les actifs immobilisés ou pour les stocks. Ces tableaux permettent période après période de comptabiliser les ajustements calculés.

Ajustement des actifs immobilisés

Création de réserves de remplacement

Dotation aux amortissements

à Réserve de remplacement sur actifs immobilisés

Même si le droit de la société anonyme laisse une plus grande souplesse, les réserves de remplacement devraient donc être traitées comme dans une comptabilité en valeur actuelle. Ces réserves seront complétées en cas de hausse de prix, réduites en cas de baisse des prix et transférées aux réserves ordinaires lors du remplacement ou de la vente du bien.

Création de réserves latentes arbitraires

Charges exceptionnelles d'exploitation ou charges exceptionnelles hors exploitation

à Réserve sur actifs immobilisés

Dissolution de réserves latentes arbitraires

Réserve sur actifs immobilisés

à Produits hors période d'exploitation ou hors exploitation

Un cheminement analogue pourrait être suivi pour les stocks.

Les ajustements se feront en principe sur une base annuelle. La différence entre les sorties annuelles au coût de remplacement et les sorties annuelles au coût d'acquisition est égale à la variation de la réserve de remplacement de l'exercice. La réserve cumulée réalisable sur stock, qui n'est pas indiquée dans le tableau, est égale à la différence entre le stock au coût de remplacement et le stock au coût d'acquisition. Le stock publié sera égal au stock au coût d'acquisition moins la réserve cumulée de remplacement, si celle-ci est la seule correction apportée aux stocks. Nous ne reprenons pas ici la journalisation de l'impôt latent (ou différé) qui est toujours liée aux variations de réserve d'évaluation.

10.8 Evaluation et informations non financières

L'étude de la définition des actifs a montré que certains moyens d'activité, par exemple le personnel, ne pouvaient figurer dans les comptes annuels puisqu'il est impossible de leur attribuer une valeur. Des informations les concernant peuvent cependant figurer dans d'autres parties du rapport annuel ou du rapport de gestion, ce qui est le cas dans les bilans sociaux.

D'autres éléments ne figurent pas dans les comptes annuels parce que leur matérialisation est conditionnelle à des faits à venir. Il en est ainsi du risque d'engagements futurs liés à un cautionnement donné. Enfin, d'autres éléments qui n'entrent pas dans les comptes peuvent cependant consolider ou affaiblir la valeur d'un poste; ainsi un acte de réserve de propriété consolide la créance qu'il garantit, alors que la remise en gage de créances pour l'obtention d'un crédit affaiblit la valeur de ces créances.

Tous ces faits influencent évidemment l'image que l'intéressé peut se faire de l'entreprise. Ces informations ne peuvent donc être ignorées. Pour la société

anonyme et les sociétés assimilées, le législateur a prévu l'annexe (art. 663b CO; voir § 8.4.2.2.4). L'annexe ne devrait cependant pas être limitée à ces seules sociétés, elle devrait faire partie des états financiers de toute entreprise astreinte à établir des états financiers. Ce document fait en effet partie du processus d'évaluation qui conduit à l'établissement des états financiers. L'intéressé, quel qu'il soit, n'est pas informé de manière satisfaisante, de manière sincère, si ces informations font défaut.

Code des obligations, Swiss GAAP RPC

En Suisse, l'article 663b CO sur l'annexe et les RPC notamment donnent une liste des informations complémentaires devant se trouver dans l'annexe ou accompagner les explications de certains postes.

IFRS

Les normes internationales précisent en particulier que les notes annexes doivent fournir des informations supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le corps des états financiers mais qui sont nécessaires à une image fidèle (IAS 1 § 103). Plusieurs énumérations et descriptions de ces informations non financières à fournir figurent dans les différentes normes.

10.9 Evaluation et événements postérieurs à la date du bilan

Les états financiers sont arrêtés pour une date déterminée. Cependant, certains enregistrements se fondent sur des informations qui n'ont été connues ou estimées que durant la période qui s'écoule entre la date de clôture et la date d'établissement des états financiers. Les actifs et les passifs de régularisation des comptes de charges et de produits, charges à payer et produits à recevoir en particulier, se fondent sur des faits qui n'ont été connus qu'après la clôture à la réception ou à l'établissement des factures. Les dotations aux provisions se basent quant à elles sur l'évaluation des situations arrêtées en fin de période; elles ne peuvent donc être enregistrées qu'après la date de clôture.

Bourquin⁷³ et le MSA classent ces événements parmi les événements postérieurs à la date de clôture mais liés à des faits existants avant la date du bilan. Par contre, d'autres faits peuvent exercer une influence importante sur l'avenir de l'entreprise sans être en rapport avec l'exercice terminé, par exemple la dénonciation d'un contrat de révision d'un client très important pour une entreprise de révision. Bourquin précise que ces données ne peuvent être ignorées. La 4^e directive prévoit que le rapport de gestion doit comprendre des indications sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice (art. 46 al. 2 chiffre b). Ces positions paraissent logiques puisque c'est le principe de la continuité de

⁷³ BOURQUIN G.-C., *op. cit.*, pp. 366-370.

l'exploitation qui peut être remis en question et celui-ci doit être évalué en permanence et non seulement à la date de clôture.

Swiss GAAP RPC

On remarquera que la RPC 6 concernant l'annexe prévoit des informations supplémentaires sur les événements intervenus après la date du bilan.

IFRS

Les recommandations internationales IFRS distinguent les éventualités et les événements survenant après la date du bilan. Dans les deux cas, si la probabilité de perte est grande et mesurable, son montant doit être comptabilisé en tant que charge et en passif. Par contre, un profit éventuel selon la règle de l'imparité n'est pas enregistré en tant que produit. S'il est suffisamment probable et important, son montant sera indiqué dans les notes annexes (IAS 10).

Les *éventualités* sont des circonstances ou des situations dont le résultat final, profit ou perte, ne sera confirmé que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains, par exemple l'issue d'un procès, les garanties après vente, la fraction irrécouvrable de créances, etc. Dans tous les cas, l'évènement sous-jacent a dû survenir dans l'exercice sous revue ou avant. S'il existe une probabilité de perte suffisante, ils donneront lieu à l'enregistrement d'une charge de provision ou de dépréciation directe.

Les *événements survenant après la date du bilan* sont ceux favorables ou défavorables qui se produisent entre la date du bilan et la date de publication autorisée. On en distingue deux types:

- les événements qui contribuent à confirmer des circonstances qui existaient à la date du bilan;
- les événements qui indiquent des circonstances apparues postérieurement à la date du bilan.

Dans la mesure où ces événements sont importants pour l'appréciation des utilisateurs, ils seront indiqués et évalués dans les notes annexes. Dans la mesure où ils apportent des modifications supplémentaires relatives à des événements existant au bilan, les actifs ou les passifs correspondants seront ajustés.

10.10 Définitions et compléments

Pour Schmalenbach⁷⁴, le bilan comprend les éléments «en suspens» suivants:

Actif

- «Dépenses de l'exercice - Charges futures»: par exemple, moyens d'exploitation durables achetés, soumis à dépréciation.
- «Dépenses de l'exercice - Recettes futures»: par exemple, prêts, titres de placement.

⁷⁴ D'après SCHMALENBACH E., *op cit*, p. 47.

- «Produits de l'exercice - Charges futures»: par exemple, machines fabriquées par l'entreprise elle-même.
- «Produits de l'exercice - Recettes futures»: par exemple, créances sur les clients pour livraisons ou autres prestations.
- Disponibilités.

Passif

- «Charges de l'exercice - Dépenses futures»: par exemple, les impôts ou taxes.
- «Recettes de l'exercice - Dépenses futures»: par exemple, les crédits de banque et autres emprunts.
- «Charges de l'exercice - Produits futurs»: par exemple, provisions pour grosses réparations, réparations effectuées par l'entreprise elle-même.
- «Recettes de l'exercice - Produits futurs»: par exemple, avances consenties par les clients sur livraisons ou services à effectuer.
- Capital.

La terminologie du Plan comptable général français⁷⁵ précise sous bilan: Etat des éléments actifs, des éléments passifs et de leur différence qui correspond aux capitaux propres:

- *Actifs*: tout élément de patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité.
- *Passifs*: tout élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité. L'ensemble de ces éléments est dénommé passif externe.

Le bilan décrit séparément les éléments actifs et passifs de l'entité et fait apparaître de façon distincte les capitaux propres.

⁷⁵ D'après Conseil National de la Comptabilité. *Plan comptable général*, 1999.

Détermination de l'effet de pouvoir d'achat

Le but de cette annexe est de formaliser les ajustements rendus nécessaires par la variation générale des prix sur le résultat.

A.1 Problématique

En période d'inflation, une entreprise procède à l'indexation de ses comptes. On a vu que, par définition, seuls les éléments non monétaires sont susceptibles d'être modifiés par la variation des prix (§ 10.4.1). Toutefois, de manière générale, s'il est admis que tous les éléments non monétaires figurant au bilan et au compte de résultat doivent bien être ajustés à l'inflation constatée en fin d'exercice (voir IAS 29), il reste qu'ils n'ont cependant pas été intégralement acquis sous un même pouvoir d'achat¹.

Le processus d'ajustement du résultat, expliquant le passage d'un résultat en valeur nominale à un résultat en valeur réelle (résultat indexé), devrait donc logiquement faire apparaître les seuls ajustements des éléments non monétaires. Toutefois, le compte de résultat voit en pratique tous ses éléments ajustés. Ainsi, tous les comptes de charges et de produits sont indexés à l'inflation, sans tenir compte de leur nature monétaire ou non monétaire, entraînant en cela une dissymétrie entre le niveau d'ajustement à enregistrer au bilan et au compte de résultat. Il en découle une nécessaire correction, appelée *bénéfice (ou perte) de pouvoir d'achat*, visant à «déflater manuellement» les charges et produits monétaires. Ceci peut aisément se faire en déduisant «après-coup» les ajustements indus.

¹ Cette partie de la problématique est semblable à celle posée par l'effet des variations du cours des monnaies étrangères lorsque l'entreprise détient des éléments libellés en devises. Voir IAS 21 et/ou Swiss GAAP RPC 4 – méthode du cours de clôture (*closing rate method*).

Conventions de notation

- 1. L'expression «bénéfice de pouvoir d'achat» est à prendre au sens générique : il va de soi que l'impact de cette correction peut tout à fait être négatif, entraînant une «perte de pouvoir d'achat».
- 2. Pour cette analyse, les abréviations suivantes seront utilisées :

Catégorie	Abréviation	Quantités détenues
Actif monétaire	AM	<i>i</i> unités
Actif non monétaire	\overline{AM}	<i>j</i> unités
Passif monétaire	PM	<i>m</i> unités
Passif non monétaire	\overline{PM}	<i>n</i> unités
Charge monétaire	ChM	<i>k</i> unités
Charge non monétaire	\overline{ChM}	<i>ℓ</i> unités
Produit monétaire	PrM	<i>p</i> unités
Produit non monétaire	\overline{PrM}	<i>q</i> unités
Résultat	R	non applicable

A.2 Analyse

Une nouvelle entité économique envisage de commencer son activité après avoir procédé, au 31.12.N-1², à l'acquisition des biens nécessaires à son démarrage. L'identité initiale s'écrit de la manière suivante :

$$\sum \text{Actifs}_0 = \sum \text{Passifs}_0$$

où l'indice₀ indique que cette identité est établie au temps *t* = 0 de l'activité.
Par développement de cette relation, on obtient :

$$\sum_i AM_{0_i} + \sum_j \overline{AM}_{0_j} = \sum_m PM_{0_m} + \sum_n \overline{PM}_{0_n} \tag{A.1}$$

L'analyse se déroulera en trois étapes (cas). Les cas (1) et (2) servent principalement, de par leurs hypothèses simples, à fournir une intuition pour la résolution du troisième cas :

- Cas 1 : L'entité économique n'exerce pas d'activité durant la première période.
- Cas 2 : L'entité économique exerce une activité en conservant ses quantités d'actifs non monétaires et de passifs non monétaires.
- Cas 3 : L'entité économique exerce une activité en modifiant ses quantités d'actifs et de passifs.

² L'hypothèse que l'entreprise ait procédé, au 31.12.N-1, à la dotation complète de son portefeuille d'actifs et de passifs est certes quelque peu restrictive. Elle a toutefois l'avantage appréciable de «soulager» la notation en permettant, notamment pour le cas 1 ci-dessous, d'indexer directement les dits actifs et passifs à un unique indice d'inflation.

NOTE: Par «quantité(s)» il est entendu le montant détenu, soit le produit du nombre d'unités détenues par leur prix.

A.2.1 Cas 1: l'entité économique n'exerce pas d'activité durant la première période

Du fait que l'entreprise ne mène aucune activité, seul le bilan doit être ajusté.

Bien que l'entité économique n'exerce pas d'activité durant la première période, il sera néanmoins nécessaire d'indexer le bilan au temps $t = 0$ au niveau général des prix de la fin de la première période. Pratiquement, chaque élément considéré sera individuellement multiplié par $1 + \pi_t^{\alpha}$, π_t^{α} étant la variation du niveau général des prix prévalant lors de la période t sous revue. On obtient, pour un bilan qui n'a enregistré aucune autre mutation durant la période, l'égalité suivante³:

$$\begin{aligned} (A.1) &\Rightarrow (1 + \pi_1) \left[\sum_i AM_{0_i} + \sum_j A\bar{M}_{0_j} \right] = (1 + \pi_1) \left[\sum_m PM_{0_m} + \sum_n P\bar{M}_{0_n} \right] \\ &\Rightarrow (1 + \pi_1) \left[\sum_i AM_{0_i} + \sum_j A\bar{M}_{0_j} - \sum_m PM_{0_m} - \sum_n P\bar{M}_{0_n} \right] = 0 \end{aligned}$$

On sait toutefois que l'indexation de tous les éléments du bilan ne correspond pas à la réalité commerciale: en effet, les actifs et les passifs monétaires seront – par définition – réglés à leur valeur nominale sans tenir compte du changement de pouvoir d'achat de la monnaie. Ainsi, en présence d'inflation (si π_t est positif), les termes $\pi_1 \sum_i AM_{0_i}$ et $\pi_1 \sum_m PM_{0_m}$ représentent respectivement une perte et un bénéfice.

L'égalité précédente peut donc s'écrire:

$$\sum_i AM_{0_i} - \sum_m PM_{0_m} + (1 + \pi_1) \left[\sum_j A\bar{M}_{0_j} - \sum_n P\bar{M}_{0_n} \right] = \pi_1 \left(\sum_m PM_{0_m} - \sum_i AM_{0_i} \right)$$

avec

$$\text{Ajustement du résultat en absence d'activité} = \pi_1 \left(\sum_m PM_{0_m} - \sum_i AM_{0_i} \right)$$

En période de hausse des prix, l'entreprise perd logiquement sur les actifs monétaires et gagne sur les passifs monétaires. Ces pertes et ces bénéfices sont des résultats.

³ Du fait que l'entreprise n'a enregistré aucune activité, l'identité (A.1) demeure, à fin N (autrement dit à la fin de la première période d'activité) valable. Les actifs et passifs ayant tous été acquis au 31.12. $N-1$, il est admissible d'utiliser un taux unique d'inflation noté, à la fin de la première période, π_1 . Cette hypothèse pourra progressivement (cas 2) puis complètement (cas 3) être relaxée.

Généralisation

Pour une entreprise existante, le passage de la méthode du coût historique à celle du pouvoir d'achat général consiste donc à indexer les actifs non monétaires et les passifs non monétaires au niveau de l'indice des prix à la consommation du début de la période prise en considération. L'impact de ce premier ajustement à la méthode du pouvoir d'achat général est enregistré dans les réserves.

A.2.2 Cas 2: l'entité économique exerce une activité en conservant ses quantités d'actifs non monétaires et de passifs non monétaires

A.2.2.1 Ajustement du résultat

En supposant que l'entreprise ne fait que modifier ses quantités d'actifs et de passifs monétaires – au gré des opérations commerciales qu'elle mène –, sans changer son stock d'actifs et de passifs non monétaires, l'égalité de fonctionnement à la fin de la première période d'activité s'écrira⁴:

$$\begin{aligned} & \left[\left(\sum_i AM_{0_i} + \Delta AM_{1_i} \right) + \sum_j A\bar{M}_{1_j} \right] + \left[\sum_k ChM_k + \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right] \\ &= \left[\left(\sum_m PM_{0_m} + \Delta PM_{1_m}^* \right) + \sum_n P\bar{M}_{1_n}^* \right] + \left[\sum_p PrM_p + \sum_q Pr\bar{M}_q \right] \end{aligned}$$

où le symbole * indique que les passifs sont mesurés avant attribution du résultat. Etant donné que :

$$R_1 = \left[\sum_p PrM_p + \sum_q Pr\bar{M}_q \right] - \left[\sum_k ChM_k + \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right]$$

et que l'on souhaite exprimer tous les éléments de l'égalité de fonctionnement en pouvoir d'achat général de fin de période $t = 1$;

on obtient⁵:

$$\begin{aligned} (1 + \pi_1) \left[\sum_i AM_{0_i} + \Delta AM_{1_i} + \sum_j A\bar{M}_{1_j} \right] &= \\ (1 + \pi_1) \left[R_1 + \sum_m PM_{0_m} + \Delta PM_{1_m}^* + \sum_n P\bar{M}_{1_n}^* \right] \end{aligned}$$

⁴ Les actifs et passifs non monétaires, bien que ne voyant pas leurs quantités varier pour des raisons liées à l'investissement ou au financement, sont tout de même mesurés au temps $t = 1$ en raison du fait qu'ils peuvent subir des dépréciations ou des corrections de valeurs.

⁵ π_1 correspond ici à un taux d'inflation moyen, tel que:
Résultat indexé = $(1 + \pi_1) \times$ Résultat nominal.

en réarrangeant les termes de cette dernière équation de manière à ce que le membre de droite représente le résultat :

$$\left(\sum_i AM_{0_i} + \Delta AM_{1_i} \right) - \left(\sum_m PM_{0_m} + \Delta PM_{1_m} \right) + (1 + \pi_1) \left[\sum_j A\bar{M}_{1_j} - \sum_n P\bar{M}_{1_n} \right] = \\ (1 + \pi_1)R_1 + \pi_1 \left[\sum_m PM_{0_m} + \Delta PM_{1_m} - \sum_i AM_{0_i} - \Delta AM_{1_i} \right]$$

Sachant que par définition les actifs et les passifs monétaires acquis durant l'exercice ne sont pas indexés, on aura : $\pi_1 \Delta PM_{1_n} = \pi_1 \Delta AM_{1_j} = 0$.

De plus, pour le côté gauche de l'équation, on aura :

$$\sum_i AM_{0_i} + \Delta AM_{1_i} = \sum_I AM_{1_i} \quad \text{et} \quad \sum_m PM_{0_m} + \Delta PM_{1_m} = \sum_M PM_{1_m}$$

I et M représentent respectivement le montant d'actifs et de passifs monétaires détenus à la fin de la première année d'exploitation ; en final, on aura :

$$\sum_I AM_{1_i} - \sum_M PM_{1_m} + (1 + \pi_1) \left[\sum_j A\bar{M}_{1_j} - \sum_n P\bar{M}_{1_n} \right] \\ = R_1 + \pi_1 \left[R_1 + \sum_m PM_{0_m} - \sum_i AM_{0_i} \right] \quad (A.2)$$

Cette dernière équation ne fait qu'indiquer que le résultat, en tenant compte de la variation des prix, s'établit sous la forme de la somme du résultat nominal - R_1 - et d'un nouveau terme induit par l'inflation qui s'exprime par :

$$\pi_1 \left[R_1 + \sum_m PM_{0_m} - \sum_i AM_{0_i} \right] \quad (A.3)$$

$$\text{En se rappelant que : } R_1 = \left[\sum_p PrM_p + \sum_q Pr\bar{M}_q \right] - \left[\sum_k ChM_k + \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right],$$

il est alors possible de réécrire (A.3) comme suit :

$$\pi_1^p \sum_p PrM_p + \pi_1^q \sum_q Pr\bar{M}_q - \pi_1^k \sum_k ChM_k - \pi_1^\ell \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell + \pi_1^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i}$$

où π_1^α indique le taux d'inflation prévalant à la fin de la première année d'exercice pour l'élément α .

Toutefois, les produits et les charges monétaires sont, à l'instar des actifs et des passifs monétaires, des comptes «insensibles» à l'inflation : leur indexation ne saurait donc avoir le moindre effet sur l'ajustement du résultat. On posera donc que : $\pi_1^p \sum_p PrM_p = \pi_1^k \sum_k ChM_k = 0$ pour aboutir à :

$$\text{Ajustement} = \pi_1^q \sum_q Pr\bar{M}_q - \pi_1^\ell \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell + \pi_1^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i} \quad (A.4)$$

L'équation (A.4) montre l'ajustement du résultat au bilan en présence d'inflation et lorsque l'entreprise mène une activité sans modifier les quantités d'actifs non monétaires et de passifs non monétaires qu'elle détient.

Finalement, en réintégrant (A.4) dans (A.2), il apparaît :

$$\begin{aligned} & \sum_i AM_{I_i} - \sum_M PM_{I_M} + (1 + \pi_1) \left[\sum_j A\bar{M}_{I_j} - \sum_n P\bar{M}_{I_n} \right] \\ &= R_1 + \pi_1^q \sum_q Pr\bar{M}_q - \pi_1^\ell \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell + \pi_1^m \sum_m PM_{Q_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{D_i} \end{aligned} \quad (A.5)$$

A.2.2.2 Bénéfice de pouvoir d'achat

L'ajustement issu de l'équation (A.4) devrait s'appliquer au compte de résultat, en ce sens qu'il explique le passage du résultat en valeur nominale au résultat indexé.

Partant de l'égalité-type du compte de résultat, $\sum Pr - \sum Ch = R$, on peut écrire à la fin de la première période d'activité :

$$\left(\sum_p PrM_p + \sum_q Pr\bar{M}_q \right) - \left(\sum_k ChM_k + \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right) = R_1$$

On a indiqué que, dans la pratique, l'ensemble des charges et des produits étaient indexés à l'inflation :

$$(1 + \pi_1) \left[\left(\sum_p PrM_p + \sum_q Pr\bar{M}_q \right) - \left(\sum_k ChM_k + \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right) \right] = (1 + \pi_1)R_1$$

La partie gauche de cette équation se décompose en une partie nominale et une partie indexée :

$$\text{Partie nominale:} \quad \left[\left(\sum_p PrM_p + \sum_q Pr\bar{M}_q \right) - \left(\sum_k ChM_k + \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right) \right]$$

$$\text{Partie indexée:} \quad \pi_1 \left[\left(\sum_p PrM_p + \sum_q Pr\bar{M}_q \right) - \left(\sum_k ChM_k + \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right) \right]$$

En tenant compte du fait que la partie indexée se compose de différents éléments devant être indexés à leur niveau propre d'inflation, on obtient la part indexée du résultat au compte de résultat (ajustement du compte de résultat) :

$$\left[\left(\pi_1^p \sum_p PrM_p + \pi_1^q \sum_q Pr\bar{M}_q \right) - \left(\pi_1^k \sum_k ChM_k + \pi_1^\ell \sum_\ell Ch\bar{M}_\ell \right) \right] \quad (A.6)$$

Or il est établi que les produits et charges monétaires ne devraient pas faire l'objet d'une indexation. Si l'on veut toutefois présenter un compte de résultat cohérent, c'est-à-dire un compte de résultat aboutissant au même résultat indexé

que celui présenté au bilan, il faudra modifier le résultat en le corrigeant des ajustements «indus». Cette correction est appelée bénéfice (perte) de pouvoir d'achat :

$$\begin{aligned} & \text{Bénéfice de pouvoir d'achat} \\ &= \text{Correction de l'excès d'ajustement du résultat au compte de résultat} \\ &= \text{Ajustement du résultat} - \text{Ajustement du compte de résultat,} \end{aligned}$$

où l'«Ajustement du résultat» est fourni par l'équation (A.4) et l'«Ajustement du compte de résultat» consiste en l'indexation de toutes les charges et les produits (voir équation (A.6)) :

$$\begin{aligned} & \text{Bénéfice de Pouvoir d'achat} \\ &= \left[\pi_1^q \sum_q Pr \bar{M}_q - \pi_1^c \sum_c Ch \bar{M}_c + \pi_1^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i} \right] \\ & \quad - \left[\left(\pi_1^p \sum_p Pr M_p + \pi_1^q \sum_q Pr \bar{M}_q \right) - \left(\pi_1^k \sum_k Ch M_k + \pi_1^c \sum_c Ch \bar{M}_c \right) \right] \end{aligned}$$

Ce qui donne directement la formule (A.7) :

$$\begin{aligned} & \text{Bénéfice de Pouvoir d'achat} \\ &= \pi_1^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i} - \pi_1^p \sum_p Pr M_p + \pi_1^k \sum_k Ch M_k \end{aligned} \quad (A.7)$$

A.2.3 Cas 3: l'entité économique exerce une activité en modifiant ses «quantités» d'actifs et de passifs

Ce cas est le plus général, et le plus fréquemment rencontré dans la pratique. On admettra ainsi que l'entreprise, à la fin de sa première année d'activité, a modifié la composition de son portefeuille d'actifs et de passifs. Par exemple, les actifs monétaires verront leur quantités portées de i unités à I unités, les actifs non monétaires de j unités à J unités et ainsi de suite pour les passifs monétaires et non monétaires.

De plus, en adoptant ce raisonnement, il sera désormais également nécessaire d'avoir plusieurs taux d'inflation au niveau du bilan, chaque nouvel élément étant indexé en fonction de la date de son acquisition (en calculant le rapport entre l'indice d'inflation à la clôture des comptes et l'indice d'inflation prévalant lors de l'acquisition).

A.2.3.1 Ajustement du résultat

A partir de l'équation (A.2), et tenant compte du fait que l'entreprise a actualisé son portefeuille d'actifs et de passifs durant l'exercice, on obtient naturellement :

$$\begin{aligned} & \left(\sum_i AM_{0_i} + \Delta AM_{1_i} \right) - \left(\sum_m PM_{0_m} + \Delta PM_{1_m} \right) \\ & + (1 + \pi_1^i) \left[\sum_j A \bar{M}_{0_j} + \Delta A \bar{M}_{1_j} \right] - (1 + \pi_1^p) \left[\sum_p P \bar{M}_{0_p} + \Delta P \bar{M}_{1_p} \right] \\ & = R_1 + \pi_1 R_1 + \pi_1^m \left(\sum_m PM_{0_m} + \Delta PM_{1_m} \right) - \pi_1^i \left(\sum_i AM_{0_i} + \Delta AM_{1_i} \right) \end{aligned}$$

- Côté gauche de l'égalité: Les actifs et passifs monétaires ne subissant aucune indexation, la somme de leurs composantes correspond donc bien au total détenu.
- Côté droit de l'égalité: Les opérations relatives à la variation des actifs et des passifs monétaires ne sont par définition pas ajustées à l'inflation.

$$\begin{aligned} & \sum_i AM_{j_i} - \sum_M PM_{l_m} + (1 + \pi_1^i) \left[\sum_j A\bar{M}_{0_j} + \Delta A\bar{M}_{1_i} \right] \\ & - (1 + \pi_1^0) \left[\sum_n P\bar{M}_{0_n} + \Delta P\bar{M}_{1_n} \right] \\ & = R_1 + \pi_1 R_1 + \pi_1^M \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i} \end{aligned}$$

En substituant R_1 par son expression dans le terme $\pi_1 R_1$, tout en tenant compte, comme mentionné précédemment, que $\pi_1^P \sum_P PrM_P = \pi_1^K \sum_K ChM_K = 0$ on obtient :

$$\begin{aligned} & \sum_i AM_{j_i} - \sum_M PM_{l_m} + (1 + \pi_1^i) \left[\sum_j A\bar{M}_{0_j} + \Delta A\bar{M}_{1_i} \right] \\ & - (1 + \pi_1^0) \left[\sum_n P\bar{M}_{0_n} + \Delta P\bar{M}_{1_n} \right] \\ & = R_1 + \pi_1^q \sum_q Pr\bar{M}_q - \pi_1^c \sum_c Ch\bar{M}_c + \pi_1^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i} \end{aligned}$$

Soit, en réorganisant cette dernière équation :

$$\begin{aligned} & \sum_i AM_{j_i} - \sum_M PM_{l_m} + (1 + \pi_1^i) \sum_j A\bar{M}_{0_j} - (1 + \pi_1^0) \sum_n P\bar{M}_{0_n} \\ & + (1 + \pi_1^i) \Delta A\bar{M}_{1_i} - (1 + \pi_1^0) \Delta P\bar{M}_{1_n} \\ & = R_1 + \pi_1^q \sum_q Pr\bar{M}_q - \pi_1^c \sum_c Ch\bar{M}_c + \pi_1^m \sum_m PM_{0_m} - \pi_1^i \sum_i AM_{0_i} \end{aligned} \quad (A.8)$$

En comparant terme à terme les équations (A.5) et (A.8), on s'aperçoit qu'elles ne se départissent que par l'apparition d'un nouveau membre dans (A.8) correspondant à: $(1 + \pi_1^i) \Delta A\bar{M}_{1_i} - (1 + \pi_1^0) \Delta P\bar{M}_{1_n}$. Ce terme se décompose en deux parties :

$$\underbrace{(\Delta A\bar{M}_{1_i} - \Delta P\bar{M}_{1_n})}_{\text{Affecte le Résultat}} + \underbrace{(\pi_1^i \Delta A\bar{M}_{1_i} - \pi_1^0 \Delta P\bar{M}_{1_n})}_{\text{Affecte l'ajustement sur le Résultat}}$$

L'ajustement du résultat doit donc être augmenté de cette dernière partie. On aura donc, en s'aidant de la partie droite de l'équation (A.8):

$$\begin{aligned} \text{Ajustement} = & \pi_j^q \sum_q \text{Pr} \bar{M}_q - \pi_j^\ell \sum_\ell \text{Ch} \bar{M}_\ell + \pi_j^m \sum_m \text{PM}_{0_m} - \pi_j^i \sum_i \text{AM}_{0_i} \\ & + \pi_j^i \Delta \text{A} \bar{M}_{1_j} - \pi_j^n \Delta \text{P} \bar{M}_{1_n} \end{aligned} \quad (\text{A.9})$$

A.2.3.2 Bénéfice de pouvoir d'achat

En suivant le raisonnement fait à la partie A.2.2.2 du présent développement, et en «recyclant» l'équation (A.9) ci-dessus dans une perspective d'ajustement du résultat au Compte de résultat, le bénéfice de pouvoir d'achat se dérive intuitivement comme suit :

Bénéfice de pouvoir d'achat
 = Correction de l'excès d'ajustement du résultat au compte de résultat
 = Ajustement du résultat – Ajustement du compte de résultat

Application :

Bénéfice de pouvoir d'achat =

$$\begin{aligned} & \left[\pi_j^q \sum_q \text{Pr} \bar{M}_q - \pi_j^\ell \sum_\ell \text{Ch} \bar{M}_\ell + \pi_j^m \sum_m \text{PM}_{0_m} - \pi_j^i \sum_i \text{AM}_{0_i} + \pi_j^i \Delta \text{A} \bar{M}_{1_j} - \pi_j^n \Delta \text{P} \bar{M}_{1_n} \right] \\ & - \left[\left(\pi_j^p \sum_p \text{Pr} M_p + \pi_j^q \sum_q \text{Pr} \bar{M}_q \right) - \left(\pi_j^k \sum_k \text{Ch} M_k + \pi_j^\ell \sum_\ell \text{Ch} \bar{M}_\ell \right) \right] \end{aligned}$$

d'où, par simplification :

Bénéfice de pouvoir d'achat

$$\begin{aligned} = & \pi_j^m \sum_m \text{PM}_{0_m} - \pi_j^i \sum_i \text{AM}_{0_i} + \pi_j^i \Delta \text{A} \bar{M}_{1_j} \\ & - \pi_j^n \Delta \text{P} \bar{M}_{1_n} - \pi_j^p \sum_p \text{Pr} M_p + \pi_j^k \sum_k \text{Ch} M_k \end{aligned} \quad (\text{A.10})$$

A.3 Conclusion

Cette analyse a permis de formaliser les ajustements à apporter aux états financiers en présence d'inflation.

Des trois cas analysés ci-dessus, le troisième est sans conteste, de par son exhaustivité, le plus pertinent. Il a en effet été mentionné que le seul intérêt des deux premiers n'était que de fournir une construction progressive et intuitive du résultat final de cette analyse.

En conséquence, les deux équations à retenir sont bien les équations (A.9) et (A.10) encadrées ci-dessus.

Chapitre 11

Cas particuliers de traitement comptable et d'évaluation. Lien entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion

Ce chapitre illustre, à l'aide de situations courantes, l'approche théorique développée dans le chapitre 10 précédent. Il traite:

- des actifs et passifs monétaires, soit des effets de change, des emprunts par obligations en francs suisses et des provisions (sect. 11.1);
- des actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, soit des titres, des actions et bons de participation propres, ainsi que des passifs non monétaires (sect. 11.2);
- des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, soit des stocks ainsi que des contrats de longue durée (sect. 11.3);
- des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs, soit des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du leasing (sect. 11.4);
- des opérations libellées en monnaies étrangères (sect. 11.5);
- de l'évaluation des stocks dans les entreprises de transformation (sect. 11.6).

L'évaluation des différents postes du bilan analysés présente les exigences du Code des obligations (CO), des *International Financial Reporting Standards* (IFRS) et celles des Swiss GAAP RPC.

11.1 Les actifs et passifs monétaires

Rappelons que parmi les actifs monétaires, on trouve en particulier les disponibilités en francs suisses en caisse ou placées sur les comptes de chèques postaux, les comptes bancaires, les bons de caisse ou autres placements monétaires en francs suisses à taux fixes, les clients et autres débiteurs en francs suisses, les effets commerciaux ou financiers en francs suisses, le capital-actions non entièrement libéré dans le cas d'une société anonyme, etc.

D'une manière générale, les *actifs monétaires* doivent répondre à la définition des actifs, c'est-à-dire représenter des avantages économiques futurs pour l'entreprise. Lorsqu'il y a un doute quant à la réalisation de ces avantages (caractère de probabilité de l'actif), il y aura lieu d'anticiper les effets d'éventuelles

défaillances en conformité avec les principes de l'imparité, de la réalisation ou de prudence. La mesure de ces anticipations peut être enregistrée dans des comptes de correction de valeur, par exemple *Provision pour dépréciation de stocks* ou *Provision pour dépréciation des créances – ducroire*. La détermination du résultat effectif implique que l'usage de ces comptes (dotation ou dissolution) traduise une estimation aussi objective que possible du risque (caractère de fiabilité).

Lorsque l'entreprise applique des normes fiscales qui ne correspondent pas aux normes économiques, les différences de traitement doivent apparaître clairement au niveau de la comptabilité interne. Il en est de même pour la gestion des réserves latentes (sect. 10.7).

Les *passifs monétaires* peuvent comprendre par exemple des emprunts bancaires ou d'autres emprunts en francs suisses, des dettes envers des fournisseurs ou d'autres créanciers en francs suisses, des sorties potentielles en francs suisses liées à des risques ou des charges, etc.

Les passifs monétaires doivent représenter les sorties futures de moyens d'activité. L'évaluation des sorties incertaines doit également, à l'instar des actifs monétaires, être liée à une analyse aussi objective que possible du risque envisagé, avec mise en évidence dans la comptabilité interne de l'entreprise des impératifs fiscaux ou des impératifs de gestion de réserves latentes.

Le classement de certains postes peut varier en fonction de la situation contractuelle sous-jacente: ainsi les acomptes de clients sont classés dans les actifs, en négatif, s'ils sont irréversibles et dans les dettes s'ils peuvent devoir être remboursés.

11.1.1 Les effets de change

Les effets de change sont des papiers-valeurs, établis dans des formes strictes, incorporant une créance de nature particulière, la créance de change.

Les effets de change se présentent sous la forme de la lettre de change, qui comporte un mandat de paiement, ou sous celle du billet à ordre, qui représente une promesse de paiement. Ils représentent des effets commerciaux lorsqu'ils sont liés à des livraisons de marchandises; et des effets financiers lorsqu'ils servent à des opérations de crédit.

Les rigueurs du droit de change (en Suisse, les art. 990 à 1099 CO) octroient à ces documents un statut spécial par rapport aux créances que sont par exemple les factures adressées aux clients et par rapport aux dettes, par exemple les factures reçues de fournisseurs de marchandises ou de services. Les effets de change, par les garanties spécifiques qu'ils peuvent représenter ou les risques particuliers qu'ils peuvent signifier lorsque celui qui doit payer ou rembourser les effets de change n'est pas solvable (CO 1033 et suivants), demandent que le système comptable fasse apparaître leur spécificité comme créances ou dettes de change.

11.1.1.1 Définitions

La doctrine donne de ces éléments les définitions normatives suivantes:

- La *lettre de change* est un papier-valeur par lequel le tireur donne l'ordre au tiré de payer au preneur ou à l'ordre de ce dernier une somme déterminée à une époque et à un lieu déterminés.

- Le tireur est la personne qui crée le papier-valeur, qui ne s'oblige pas directement à payer une somme déterminée, mais qui donne l'ordre à une autre personne, le tiré, de payer à sa place.
- Le tiré est la personne désignée comme payeur dans le papier-valeur. Il n'est cependant pas débiteur de change s'il n'a pas accepté la lettre de change.
- Le preneur est la personne à l'ordre de laquelle le paiement doit être fait. Le preneur et le tireur sont souvent la même personne.
- Le *billet à ordre* est un papier-valeur par lequel le souscripteur s'engage à payer au bénéficiaire ou à l'ordre de ce dernier une somme déterminée, à une époque et à un lieu déterminés.
- Le souscripteur est la personne qui émet le papier-valeur, qui s'oblige à payer une somme déterminée à une autre personne par billet à ordre.
- Le bénéficiaire, enfin, est la personne au profit de qui le papier-valeur a été créé, à qui il est remis et à qui ou à l'ordre de qui, en général, le souscripteur paiera une somme déterminée.

Pour la lettre de change, les rapports qui se créent entre les parties peuvent être subdivisés comme suit:

- Le rapport de valeur est le lien juridique qui existe entre le tireur et le preneur. Il justifie l'émission de la lettre de change en faveur du preneur.
- Le rapport de provision est le lien juridique qui existe entre le tireur et le tiré. Il justifie l'ordre de paiement donné au tiré.
- Le rapport de change est le lien juridique qui existe entre le tiré accepteur et le preneur ou les endossataires successifs.

Ces définitions montrent qu'il doit y avoir acceptation par le tiré ou endossement par le tireur, le preneur ou les endossataires successifs pour qu'une lettre de change soit un effet de change et non une simple créance. Cette précision est déterminante pour le traitement comptable des effets de change, pour que la comptabilité distingue les effets de change des créances ordinaires.

11.1.1.2 Les effets de change chez le détenteur des effets: actifs monétaires

Aspect statique

L'entreprise dispose dans ses actifs d'effets de change commerciaux ou d'effets de change financiers. Ces titres peuvent aussi porter le nom, dans le langage courant, d'effets à recevoir ou d'effets en portefeuille.

Aspect dynamique

L'entreprise livre des marchandises ou prête des capitaux en soumettant les créances y relatives au droit de change. Pour obtenir des capitaux à un taux préférentiel, elle peut escompter les effets de change; elle peut aussi les remettre à la banque sous d'autres conditions, en particulier à l'encaissement ou à l'encaissement après rentrée. Dans le premier cas, la banque crédite immédiatement le compte courant débiteur de son client mais le crédit ne portera des intérêts qu'à

partir de l'échéance de l'effet de change. En d'autres termes, si le client prélève une partie ou la totalité du montant de l'effet de change du compte courant débiteur, il reçoit un crédit de la banque pour lequel il paiera l'intérêt débiteur en vigueur sur le compte courant. Dans le second cas, la banque ne crédite le compte courant du client qu'après avoir effectivement encaissé le montant de l'effet de change. L'entreprise peut en outre recevoir des effets de change à titre de paiement. Elle peut enfin utiliser elle-même les effets de change comme moyens de paiement en les endossant. Dans ces différents cas, elle assume une responsabilité, directe ou indirecte, en cas d'insolvabilité de celui à qui l'effet est présenté pour l'encaissement.

Elaboration logique de l'information

La comptabilité du détenteur d'effets de change doit prévoir au moins les postes suivants:

- un compte d'actif *Effets de change actifs, Effets à recevoir, Effets en portefeuille ou Traités et Remises*, tenu à la valeur nominale ou à la valeur effective;
- un compte d'actif *Protêts et retours ou Effets impayés*, qui regroupe le montant nominal, plus les intérêts et les frais, qui peuvent être légalement demandés au débiteur pour son retard de paiement.

Evaluation

La valeur économique future des effets de change est représentée par les disponibilités futures que l'entreprise peut en attendre. En vertu de l'article 960 al. 2 CO et du principe de la prééminence de la réalité sur les apparences, il peut s'avérer nécessaire d'enregistrer un risque de perte de valeur de ces actifs. L'usage admet d'enregistrer cette perte indirectement dans un compte «*Provision pour dépréciation des effets de change*». Le terme «provision» est inscrit ici entre guillemets pour rappeler que cette correction de valeur ne correspond pas à la définition stricte de la provision qui selon les normes (IFRS, Swiss GAAP RPC) est une dette. Cette impropriété de terme est encore courante dans les textes comptables, dès lors nous renonçons plus loin à l'utilisation des guillemets.

Pour l'enregistrement de la dotation à cette provision, deux situations doivent être envisagées selon la nature de l'effet de change considéré:

- pour les effets commerciaux par similitude avec les débiteurs-clients, le compte diminutif d'actif s'intitule *Provision pour dépréciation des effets commerciaux* dont la dotation correspondra à une diminution de produit.
- Pour les effets financiers le compte diminutif d'actif s'intitule *Provision pour dépréciation des effets financiers* dont la constitution représente une charge financière.

Les effets de change remis à la banque à l'encaissement, les effets de change escomptés ou ceux endossés n'apparaissent plus dans la comptabilité de l'entreprise detentricée puisque la propriété en a été cédée à la banque ou à des tiers. Ils devraient néanmoins apparaître parmi les engagements hors bilan de toutes les

formes juridiques d'entreprise. Pour la société anonyme ces éléments font partie obligatoirement de l'annexe selon art. 663b ch. 1 CO. Le risque correspondant à ces engagements devrait être pris en compte dans le calcul du correctif d'actif sur effets commerciaux ou sur celui des autres créances selon les cas. Au cas où l'escompte obtenu concerne plusieurs exercices, et en vertu des principes de spécialisation des exercices et de l'importance relative, il pourra être nécessaire de comptabiliser en compte de régularisation les escomptes concernant les exercices ultérieurs. Les effets de change à recevoir peuvent naturellement être aussi l'objet de réserves latentes, notamment pour la société anonyme sur la base de l'article 669 CO qui autorise la création de réserves latentes par des corrections de valeur. Dans un tel cas, la comptabilité interne de l'entreprise devrait faire apparaître la gestion de ces réserves latentes avec un compte *Dépréciation exceptionnelle sur effets de change* et un compte *Réserves sur effets de change*.

Formalisation logique du traitement comptable

La figure 11.1 présente les opérations courantes liées à des effets à recevoir. Par simplification, les frais bancaires, intérêts ou commissions sont ignorés dans cette approche schématique à l'exception de ceux qui concernent les effets impayés.

1. Vente de marchandises à crédit
2. Octroi d'un prêt garanti par le droit de change
3. Acceptation d'une lettre de change ou souscription d'un billet à ordre par un tiré
4. Réception d'effets de change à titre de paiement
5. Remise d'effets de change à l'escompte
 - 5.0 Montant nominal
 - 5.1 Montant escompté
 - 5.2 Escompte
6. Remise d'effets de change à l'encaissement
7. Remise d'effets de change à l'encaissement, après rentrée: pas d'écriture, puisque ces effets de change restent la propriété de l'entreprise
8. Paiement par effets de change
9. Retour d'effets de change escomptés par la banque, impayés (voir 5.)
10. Retour d'effets de change remis à l'encaissement, impayés (voir 6.)
11. Retour d'effets de change remis à l'encaissement, après rentrée, impayés (virement de la valeur nominale d'*Effets à recevoir* à *Protêts et retours* puisque ces effets sont toujours la propriété de l'entreprise)
12. Frais comptés par la banque sur effets de change remis à l'encaissement, après rentrée, impayés
13. Retour d'effets de change remis en paiement, impayés (voir 8.)
14. Enregistrement des intérêts, frais et commissions liés au recours contre celui qui n'a pas payé
 - 14.0 Montant total
 - 14.1 Intérêts
 - 14.2 Frais et commissions
15. Paiement de celui qui n'a pas payé antérieurement et contre lequel il y a eu recours

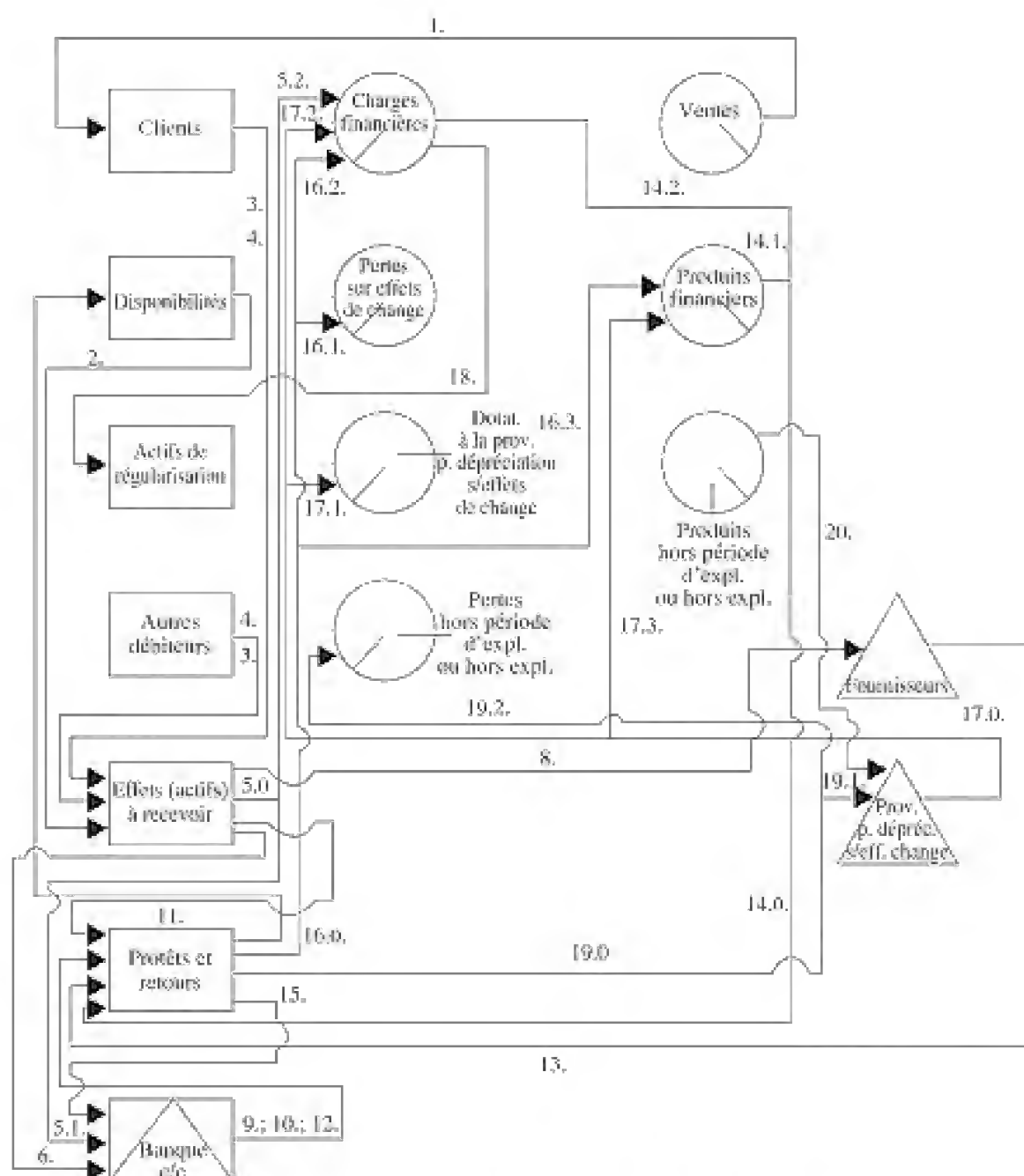


Fig. 11.1 Comptabilisation des opérations relatives aux effets de change, chez le vendeur.

- 16. Perte définitive sur les effets de change de l'exercice impayés
 - 16.0 Montant total
 - 16.1 Montant nominal
 - 16.2 Frais et commissions
 - 16.3 Intérêts
- 17. Création d'une provision pour dépréciation sur effets de change
 - 17.0 Montant total
 - 17.1 Montant nominal
 - 17.2 Frais et commissions
 - 17.3 Intérêts
- 18. Régularisation des escomptes concernant les exercices ultérieurs

Dans l'exercice suivant :

19. Perte définitive d'effets de change impayés, totalement ou partiellement provisionnés dans l'exercice précédent
 - 19.0 Perte totale
 - 19.1 Partie anticipée
 - 19.2 Perte non anticipée
20. Dissolution de la provision après encaissement d'effets de change impayés, totalement ou partiellement provisionnés dans l'exercice précédent.

Les escomptes représentent des charges financières; ils doivent donc être traités comme tels. Le compte *Effets à recevoir* peut être tenu, comme proposé ci-dessus, à la valeur nominale, c'est-à-dire que les effets entrent et sortent à leur valeur nominale. Les charges financières sont ainsi débitées directement dans des comptes de charges. Ce compte pourrait cependant aussi être tenu à la valeur effective; en particulier le compte sera crédité des montants effectivement reçus en contrepartie des effets de change. En fin de période, la différence avec le montant des effets, à la valeur nominale, restant sera considérée comme des charges financières et virée aux comptes correspondants.

Exemple

La forme de journal sera utilisée pour l'illustration d'événements liés au droit de change. L'entreprise Matières S.A. commence en N à traiter des affaires à crédit en recourant au droit de change; toutes les opérations sur effets de change passent par le compte courant bancaire. L'entreprise dispose de stocks de marchandises; elle recourt à la méthode de la permanence de l'inventaire pour leur gestion comptable.

Voici les opérations liées aux effets de change qui seront enregistrées, y compris les frais liés à ces opérations (1 année = 12 mois de 30 jours):

1. Matières S.A. facture aux clients des marchandises à crédit pour 250 000. Le coût d'acquisition des marchandises vendues s'élève à 162 500.
2. Le 1^{er} décembre N, Matières S.A. octroie un prêt à sa filiale A, à 90 jours, garanti par droit de change, de 100 000 valeur nominale.
 - 2.1 *Variante 1:* Matières S.A. verse à A le montant net de 98 610, soit la valeur nominale moins l'escompte et les frais. Le financement de ce prêt a lieu par l'escompte de l'effet de change, taux 5,5%, auprès de la banque, valeur 1^{er} décembre N. Frais 15. Dans cette opération, Matières S.A. ne joue que l'intermédiaire entre la banque et A pour permettre à A d'obtenir des fonds meilleur marché, sans en obtenir elle-même un avantage financier.
 - 2.2 *Variante 2:* Matières S.A. verse à A le montant de 100 000, taux d'intérêt du prêt 6,5%. Le financement de ce prêt a lieu par escompte de l'effet de change, taux 5,5%, auprès de la banque, valeur 1^{er} décembre N, frais 15.
3. Les clients de l'opération 1 acceptent de transformer leurs dettes en effets de change.
4. Des autres clients règlent leurs factures par la remise d'effets de change, 20 000. Les opérations 5 à 8 et 9 à 12 sont en principe mutuellement exclusives selon la réaction de la banque ou les intentions de Matière S.A.

5. *Hypothèse 1*: les effets de change de l'opération 3 sont remis à l'escompte à la banque, à 90 jours, taux d'escompte 5.5 %, valeur 1^{er} jour de la période de 90 jours, frais 15.
6. *Hypothèse 2*: les effets de change de l'opération 3 sont remis à l'encaissement à la banque, valeur 5 jours après leur échéance, frais 15.
7. *Hypothèse 3*: les effets de change de l'opération 3 avaient été remis à l'encaissement, après rentrée; après leur échéance, 245 000 de valeur nominale sont encaissés; on en déduit des frais de 245. Des effets d'une valeur de 5 000 n'ont pas été encaissés (voir 11.).
8. *Hypothèse 4*: les effets de change de l'opération 3 sont remis en paiement à des fournisseurs par Matière S.A.
9. *Hypothèse 1*: retour par la banque d'effets escomptés (opération 3), impayés: 5 000, valeur nominale, frais 140.
10. *Hypothèse 2*: retour par la banque d'effets de change remis à l'encaissement (opération 3), impayés, 5 000, valeur nominale, frais 140.
11. *Hypothèse 3*: retour d'effets de change remis à l'encaissement, après rentrée, (opération 3), impayés, 5 000, valeur nominale, frais 140.
12. *Hypothèse 4*: retour d'effets de change remis en paiement par Matières S.A., (opération 3) impayés, 5 000, valeur nominale, frais 140.
13. Intérêts, frais et commissions liés aux retours d'effets, (hypothèses 1 à 4), facturés par Matière S.A.: intérêts 25, autres frais et commissions 200.
14. Encaissement de 1 000, valeur nominale, sur les 5 000, valeur nominale, impayés, (hypothèses 1 à 4), montant effectif: 1 110 (couverture des frais de 110).
15. Perte définitive de 2 000, valeur nominale, sur les 5 000, valeur nominale, impayés, (hypothèses 1 à 4), montant effectif facturé antérieurement 2 120, dont 15 d'intérêts.
16. Création d'une provision, à 100%, pour 2 000, valeur nominale, sur les 5 000, valeur nominale, impayés, (hypothèses 1 à 4), montant effectif facturé antérieurement 2 135, dont 10 d'intérêt.
17. Régularisation de l'escompte de l'opération 2.
Dans l'exercice N+1:
18. Perte définitive de 1 000, valeur nominale, sur les 2 000, valeur nominale, impayés de l'exercice précédent et provisionnés, montant effectif facturé antérieurement 1 060.
19. Encaissement de 1 000, valeur nominale, sur les 2 000, valeur nominale, impayés de l'exercice précédent, montant effectif facturé antérieurement, provisionné à 100 %, 1 075; intérêts supplémentaires 10, frais supplémentaires 100.

Journal chez le vendeur

EXERCICE N

1. Vente de marchandises à crédit

1.1 Au prix de vente

Clients	250 000	
	à Ventes	250 000

<i>1.2 Sortie des marchandises au coût d'acquisition</i>		
Coût d'acquisition des marchandises vendues	162 500	
à Achats		162 500
<i>2. Octroi d'un prêt garanti par le droit de change</i>		
<i>2.1 Octroi du prêt (variante 1)</i>		
<i>Versement</i>		
Effets à recevoir	100 000	
à Disponibilités		98 610
Produits financiers		1 390
(Charges financières)		
<i>Escompte de l'effet</i>		
Banque c/c	98 610	
Charges financières	1 390	
à Effets à recevoir		100 000
<i>2.2 Octroi du prêt (variante 2)</i>		
<i>Versement</i>		
Effets à recevoir	100 000	
à Disponibilités		100 000
<i>Escompte de l'effet</i>		
Banque c/c	98 610	
Charges financières	1 390	
à Effets à recevoir		100 000
<i>3. Transformation de créances ordinaires en créances de change</i>		
Effets à recevoir	250 000	
à Clients		250 000
<i>4. Règlements de clients par effets de change</i>		
Effets à recevoir	20 000	
à Clients		20 000
<i>5. Remise d'effets à l'escompte, valeur le jour même</i>		
Banque c/c	246 547,50	
Charges financières	3 452,50	
à Effets à recevoir		250 000
<i>6. Remise d'effets à l'encaissement</i>		
Banque c/c	249 985	
Charges financières	15	
à Effets à recevoir		250 000
<i>7. Avis d'encaissement de la banque d'effets remis à l'encaissement, après rentrée, valeur dès réception de la couverture</i>		
Banque c/c	244 755	
Charges financières	245	
à Effets à recevoir		245 000

8.	<i>Remise d'effets en paiement</i>		
	Fournisseurs	250 000	
	à Effets à recevoir		250 000
9.	<i>Retour d'effets escomptés</i>		
	Protêts et retours	5 140	
	à Banque c/c		5 140
10.	<i>Retour d'effets remis à l'encaissement</i>		
	Protêts et retours	5 140	
	à Banque c/c		5 140
11.	<i>Virement de la valeur nominale d'Effets à recevoir à Pro-</i>		
	<i>têts et retours</i>		
	Protêts et retours	5 000	
	à Effets à recevoir		5 000
	<i>Frais relatifs au retour d'effets remis à l'encaissement,</i>		
	<i>valeur après rentrée</i>		
	Protêts et retours	140	
	à Banque c/c		140
12.	<i>Retour d'effets émis en paiement</i>		
	Protêts et retours	5 140	
	à Fournisseurs		5 140
13.	<i>Intérêts, frais et commissions facturés par Matières S.A.</i>		
	Protêts et retours	225	
	à Produits financiers		25
	à Frais et commissions		200
14.	<i>Encaissement partiel des impayés</i>		
	Banque c/c	1 110	
	à Protêts et retours		1 110
15.	<i>Perte définitive des impayés</i>		
	Perte sur effets de change (perte sur clients)	2 000	
	Produits financiers	15	
	Frais et commissions	105	
	à Protêts et retours		2 120
16.	<i>Dotation pour dépréciation des clients</i>		
	Perte sur clients	2 000	
	Frais et commissions	125	
	Produits financiers	10	
	à Provision pour dépréciation		
	sur effets de change		2 135
17.	<i>Régularisation de l'escompte de l'opération 2.</i>		
	2.1. Variante I		
	Produits financiers	916,65	
	à Passifs de régularisation		916,65

Actifs de régularisation	916,65	
à Charges financières		916,65
2.2. Variante 2		
Actifs de régularisation	916,65	
à Charges financières		916,65
Actifs de régularisation	541,65	
à Produits financiers		541,65
EXERCICE N+1		
18. Perte de l'exercice précédent		
Provision pour dépréciation sur effets de change	1 060	
à Protêts et retours		1 060
19. Encaissement de l'exercice précédent		
Protêts et retours	110	
à Frais et commissions		100
à Produits financiers		10
Banque c/c	1 185	
à Protêts et retours		1 185
Provision pour dépréciation sur effets de change	1 075	
à Produits hors période d'exploitation		1 075

11.1.1.3 Les effets de change chez l'acceptant des effets (tiré) ou souscripteur: passifs monétaires

Aspect statique

Une entreprise a accepté des lettres de change ou souscrit des billets à ordre soit comme effets commerciaux soit comme effets financiers.

Analyse dynamique

L'entreprise accepte des lettres de change ou souscrit des billets à ordre; à l'échéance elle règle ces effets. Elle peut aussi être amenée à contester les effets présentés à l'encaissement.

Elaboration logique de l'information

La comptabilité de l'entreprise doit contenir au moins les postes suivants:

- un compte *Effets à payer, Effets passifs ou Promesses et Acceptations* tenus à la valeur nominale ou à la valeur effective;
- un compte *Effets contestés* qui regroupe les effets en suspens de paiement. Une provision pourra être constituée selon les cas pour les frais de litige; celle-ci se fera par l'intermédiaire du compte *Charges financières*.

Formalisation logique de l'information

La figure 11.2 ci-après présente les opérations courantes liées aux effets passifs:

1. Achat de marchandises à crédit
2. Obtention d'un prêt garanti par le droit de change

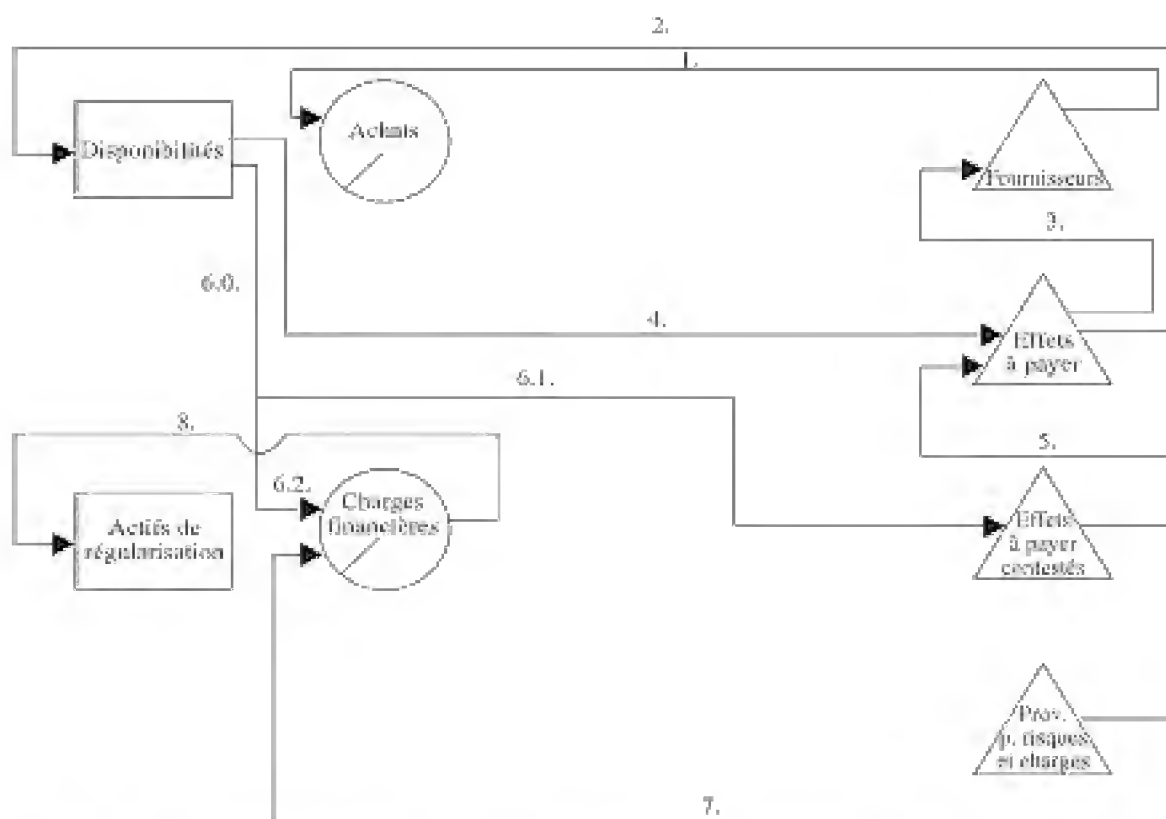


Fig. 11.2 Comptabilisation des opérations relatives aux effets de change, chez l'acheteur.

REMARQUE

La provision pour frais sur effets contestés comprise dans le compte *Provision pour risques et charges* est soit utilisée pour payer effectivement ces frais, éventuellement par un compte *Charges hors période*, soit dissoute via un compte *Produits hors période*.

3. Acceptation de lettres de change ou souscription de billets à ordre en faveur de fournisseurs
4. Paiement des effets de change
5. Contestation d'effets de change lors de l'encaissement
6. Paiement des effets contestés, majorés des frais
 - 6.0. Valeur totale
 - 6.1. Valeur nominale
 - 6.2. Frais
7. Création d'une provision pour frais sur effets contestés ou impayés
8. Régularisation des charges financières liées aux escomptes.

Evaluation

Les effets à payer représentent des sorties futures de moyens d'activité. Leur évaluation revient donc à appréhender aussi exactement que possible ce montant. Comme les autres passifs monétaires, ils ne sont en principe pas escomptés puisqu'il s'agit de faire apparaître la valeur qui sera effectivement déboursée à l'échéance.

Exemple

Les clients ou autres débiteurs de Matières S.A. enregistreront globalement les opérations suivantes durant l'exercice N :

1. Achat de marchandises à crédit, 250 000
2. Le 1^{er} décembre N, obtention d'un prêt à 90 jours garanti par le droit de change 100 000, valeur nominale
 - 2.1 *Var. 1*: Obtention d'un montant de 98 610, valeur nominale de l'effet moins escompte (1 375) et frais (15)
 - 2.2 *Var. 2*: Obtention d'un montant de 100 000, valeur nominale de l'effet
3. Acceptation de lettres de change ou souscription de billets à ordre, 250 000
4. Paiement des effets de change, 245 000
5. Contestation d'effets, 1 000
6. Paiement d'effets contestés, 1 110 (voir 5.)
7. Création d'une provision pour frais liés aux effets impayés ou contestés, 135
8. Régularisation des charges financières liées à l'opération 2.

Journal chez l'acheteur

EXERCICE N

1.	<i>Achat de marchandises à crédit</i>		
	Achats	250 000	
	à Fournisseurs		250 000
2.	<i>Obtention d'un prêt garanti par le droit de change</i>		
	2.1. <i>Variante 1</i>		
	Disponibilités	98 610	
	Charges financières	1 390	
	à Effets à payer		100 000
	2.2. <i>Variante 2</i>		
	Disponibilités	100 000	
	à Effets à payer		100 000
3.	<i>Acceptation de lettres de change</i>		
	Fournisseurs	250 000	
	à Effets à payer		250 000
4.	<i>Paiements d'effets de change</i>		
	Effets à payer	245 000	
	à Disponibilités		245 000
5.	<i>Contestation d'effets</i>		
	Effets à payer	1 000	
	à Effets à payer contestés		1 000
6.	<i>Paiement d'effets contestés</i>		
	Charges financières	110	
	Effets à payer contestés	1 000	
	à Disponibilités		1 110
7.	<i>Dotaton à la provision pour effets à payer</i>		
	Charges financières	135	
	à Provision pour risques et charges		135
			375

8. Régularisation des charges financières liées à l'opération 2

8.1. Variante 1

Actifs de régularisation	916,65	
à Charges financières		916,65

8.2. Variante 2

Charges financières	541,65	
à Passifs de régularisation		541,65

11.1.1.4 Les effets de change, actifs et passifs monétaires

11.1.1.4.1 Approche de l'IASB

On a vu au chapitre 10 (§ 10.5.3.4), que la norme IAS 39 classe les instruments financiers du bilan – dont les effets de change font clairement partie – en quatre catégories :

- actifs financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (AFT) ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (AFM) ;
- prêts et créances émis par l'entreprise (PCE) ;
- actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

A ces catégories de l'actif il faut également ajouter celle des « Dettes financières autres » (DFa) et Dettes financières évaluées en juste valeur en contrepartie du résultat (DFT).

Du point de vue financier, les effets de change sont des instruments financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat. En effet, par cette « titrisation », l'entreprise se donne la possibilité de « vendre » sa créance (cas des effets à recevoir) ou de « racheter » sa dette (cas des effets à payer) rapidement. Dans le langage financier, l'entreprise prend une position courte (*short position* ou *droit de vendre*) lorsqu'elle détient un effet en tant que tireur ou bénéficiaire (lettre de change acceptée ou billet à ordre) et une position longue (*long position* ou *droit d'acheter*) lorsqu'elle accepte une lettre de change en tant que tiré ou souscrit un billet à ordre. Les effets à recevoir sont en *short position* et les effets à payer sont en *long position*.

Un effet de change (effet à recevoir ou à payer) naît de la transformation d'une créance ordinaire envers un débiteur (client, emprunteur) ou d'une dette ordinaire envers un créancier (fournisseur, prêteur). Dès lors la valeur d'un effet de change dépend du type de valeur auquel la créance d'origine a été enregistrée (coût historique ou juste valeur). Le type de valeur est fonction, comme on l'a vu, de la classe à laquelle appartient la créance considérée.

Le tableau ci-dessous fournit l'éventail des solutions possibles¹, en accord avec la notation utilisée ci-dessus :

	Coût historique (valeur nominale)	Juste valeur	
Clients	PCE AFM	AFT	AFS
Fournisseurs	DFa	DFT	–

¹ On se rappellera que la norme IAS 39 est principalement basée sur la notion d'intention.

Discussion

La discussion qui suit se propose d'examiner la classification des créances selon leur nature. Pour des raisons de symétrie, des solutions amenant aux mêmes grandeurs en termes de type de classification pour les créances-actif (Débiteur-Client) et les créances-passif (Fournisseur) sont proposées. Dans la suite de cette discussion, on entendra indifféremment par «créances» les créances-actif et les créances-passif.

Cas 1 : l'entreprise enregistre ses créances au coût historique (valeur nominale)

- a) La catégorie «*Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance*», en plus de ne concerner que les comptes d'actif, n'est clairement pas compatible avec la transformation de la créance en effet de change à recevoir. En effet, toute possibilité de reclassification à partir de cette catégorie est bannie sous peine de «sanctions» comptables allant jusqu'à l'interdiction temporaire de l'utiliser (IAS 39 § 9)².
- b) La catégorie «*Prêts et créances émis par l'entreprise*» ne s'applique qu'aux comptes d'actif. Toutefois, couplée avec l'option d'enregistrer les créances-passif dans la catégorie des «*Dettes financières autres*», elle fournit alors une solution complète. Notons que l'actif enregistré sous «*Prêts et créances émis par l'entreprise*» est censé «revenir» sous forme de trésorerie directement au créancier, ce qui est compatible avec la principale raison d'être des lettres de change³. Une reclassification vers une autre catégorie devra donc avoir logiquement lieu, ce qui est pertinent avec le fait que les effets de change sont des éléments détenus à des fins de transaction.

Cas 2 : L'entreprise enregistre ses créances en juste valeur

- a) La catégorie «*Actifs financiers disponibles à la vente*» ne concernant que les comptes d'actif, son champ d'application demeure limité et donc non généralisable aux passifs. De plus, elle procède par ajustement de valeur dans les capitaux propres de l'entreprise, ce qui n'est du point de vue comptable pas satisfaisant eu égard à la durée des éléments en présence.
- b) Seule la catégorie des *Actifs financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat* se prête à la nature des effets de change et fournit une solution comptable adaptée au traitement des éléments financiers actifs et passifs.

² Notons toutefois que des dérogations existent, notamment si l'horizon-temps de recouvrement est court (proche de la maturité) ou si cette transformation représente un événement isolé non prévisible par l'entreprise. De fait, et comme il n'existe, à l'heure actuelle, ni jurisprudence ou pratique comptable avérée sur ce sujet délicat, nous préconisons d'éviter d'utiliser cette catégorie pour le compte «Débiteurs-Clients».

³ Ce flux de trésorerie peut être direct – cas d'un effet remis à l'escompte auprès de la banque – ou indirect – cas de l'effet synonyme de moyen de paiement.

A notre sens, comme il ne peut être raisonnablement attendu de l'entreprise qu'elle prévoie à l'avance la part de ses créances qu'elle compte titriser, une approche en coût historique (valeur nominale) est, en terme de complexité comptable, plus adaptée qu'une approche en juste valeur.

Toutefois, et pour des raisons d'exhaustivité, les deux possibilités seront traitées selon la classification suivante:

Probabilité de conversion : ⇓	inconnue/incertaine ⇓	très probable ⇓
Type de coût adapté :	Coût historique	Juste valeur
Clients	PCE	AFT
Fournisseurs	DFa	AFT

11.1.1.4.2 Exemple de comptabilisation des effets de change selon l'approche IASB

Deux cas devraient être examinés, celui du détenteur et celui de l'acceptant des effets. Compte tenu de leur symétrie nous n'examinerons ci-après que le cas du détenteur.

Reprenons l'exemple de Matières S.A. sous une forme simplifiée. On admettra un taux d'intérêt de 5,5 % par année (en temps discret).

1. Le 1.1.N, Matières S.A. facture aux clients des marchandises à crédit pour 25 000 de valeur nominale. Le coût d'acquisition des marchandises vendues s'élève à 16 500. Ces marchandises sont payables sans intérêt dans un délai de 90 jours, représentant la durée habituelle du crédit commercial octroyé dans ce type de transaction.
2. Le 15.1.N, les clients de l'opération 1 acceptent de transformer leurs dettes en effets de change.
3. *Hypothèse 1*: Le 15.1.N, les effets de change de l'opération 2 sont remis à l'escompte à la banque, à 75 jours, valeur 1^{er} jour de la période de 75 jours, intérêt déduit par la banque, 277,30.
4. *Hypothèse 2*: Le 15.1.N, les effets de change de l'opération 2 sont remis en paiement à des fournisseurs par Matière S.A. La créance se monte à 28 000. Le solde est réglé par la banque.
5. *Hypothèse 1*: Le 31.3.N, retour par la banque d'effets escomptés (opération 3), impayés: 25 000, valeur nominale, frais 600.
6. *Hypothèse 2*: Le 31.3.N, retour d'effets de change remis en paiement par Matière S.A., (opération 4) impayés, 25 000, valeur nominale, frais 600. On suppose que la banque a réglé le fournisseur.
7. Comptabilisation des frais et commissions liés aux retours d'effets, (hypothèses 1 et 2), facturés par Matière S.A. 600. On suppose que la banque a réglé le fournisseur.
8. Le 15.4.N, encaissement de 15 000, valeur nominale, sur les 25 000, valeur nominale, impayés, (hypothèses 1 et 2), montant effectif: 15 450.
9. Le 15.4.N, perte définitive de 10 000, valeur nominale, sur les 10 000, valeur nominale, impayés, (hypothèses 1 et 2).

Cas 1 : Les créances sont enregistrées au coût historique

Dans ce cas, les Débiteurs-Clients font partie de la catégorie « Prêts et créances émis par l'entreprise ».

Le journal se présente comme suit :

1.1.N	<i>Vente de marchandises à crédit</i>		
	1.1 <i>Au prix de vente</i>		
	Clients	25 000	
	à Ventes		25 000
	1.2 <i>Sortie des marchandises au coût d'acquisition</i>		
	Coût d'acquisition des marchandises vendues	16 500	
	à Achats		16 500
15.1.N	<i>Transformation de créances ordinaires en créances de change</i>		
	Calcul de la juste valeur de l'effet:		
	$\frac{25\,000}{(1,055)^{75/360}} = 24\,722,70$		
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	24 722,70	
	Charges financières	277,30	
	à Clients		25 000
	<i>Hypothèse 1 : Escompte de l'effet</i>		
	Banque c/c	24 722,70	
	à Actifs financiers détenus à des fins de transaction		24 722,70
	<i>Hypothèse 2 : Règlements de fournisseurs par effets de change</i>		
	Fournisseurs	28 000	
	à Actifs financiers détenus à des fins de transaction		24 722,70
	Disponibilités		3 277,30
31.3.N	<i>Hypothèse 1 : Retour d'effets escomptés</i>		
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	25 600	
	à Banque c/c		25 600
	<i>Hypothèse 2 : Retour d'effets de change remis en paiement</i>		
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	25 600	
	à Banque c/c		25 600
	<i>Hypothèse 1 et 2 : Intérêts, frais et commissions facturés par Matière S.A.</i>		
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	600	
	à Frais et commissions		600
15.A.N	<i>Hypothèse 1 et 2 : Encaissement partiel des impayés</i>		
	a) <i>Prise en compte de l'intérêt</i>		
	Calcul de la juste valeur de l'effet:		

	$25\,000(1,055)^{15/360} = 25\,055,85$	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	55,85
	à Produits financiers	55,85
	b) <i>Constatation du paiement</i>	
	Banque c/c	15 450
	à Actifs financiers détenus à des fins de transaction	15 450
15.4.N	<i>Hypothèses 1 et 2: Perte définitive des impayés</i>	
	Perte sur effets de change	10 805,85
	à Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10 805,85

Cas 2: Les créances sont enregistrées à leur juste valeur

Dans ce cas, les Débiteurs-Clients font partie de la catégorie «*Éléments (actifs) financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat*».

Le journal se présente comme suit:

1.1.N	<i>Vente de marchandises à crédit</i>	
	Calcul de la juste valeur de la créance:	
	$\frac{25\,000}{1,055^{90/360}} = 24\,667,60$	
	1.1 <i>Au prix de vente</i>	
	Clients	24 667,60
	Charges financières	332,40
	à Ventes	25 000,00
	1.2 <i>Sortie des marchandises au coût d'acquisition</i>	
	Coût d'acquisition des marchandises vendues	16 500,00
	à Achats	16 500,00
15.1.N	<i>Calcul de la juste valeur de la créance:</i>	
	$\frac{25\,000}{1,055^{75/360}} = 24\,722,70$	
	<i>Variation de valeur:</i> $24\,722,70 - 24\,667,60 = 55,10$	
	Clients	55,10
	à Charges financières	55,10
	<i>Transformation de créances ordinaires en créances de change</i>	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	24 722,70
	à Clients	24 722,70

Les étapes suivantes sont logiquement exactement similaires à celles décrites sous le cas 1.

11.1.1.4.3 Swiss GAAP RPC

Les Swiss GAAP ne traitent que de l'aspect du risque encouru par l'éventuel non-paiement d'un effet escompté. Ce risque fait partie des engagements conditionnels et autres engagements ne devant pas être portés au bilan. Selon les Swiss GAAP RPC, ce risque devrait être évalué et enregistré au besoin par le truchement d'un compte correctif constitué à cet effet.

11.1.2 Les emprunts par obligations en francs suisses, passifs monétaires

11.1.2.1 Définition

L'emprunt par obligations est un emprunt à long terme d'un montant élevé émis par un Etat, des collectivités publiques ou de grandes entreprises sous forme d'obligations. Ces dernières sont des papiers-valeurs incorporant un droit patrimonial sous la forme de créance contre l'entité émettrice. Ces titres de créances (reconnaisances de dette) sont généralement placés auprès du public (investisseurs) et non pas nécessairement auprès d'une banque. Ces emprunts rémunèrent leurs souscripteurs ou leurs porteurs à un taux d'intérêt (fixe ou variable) qui dépend en particulier des facteurs suivants:

- crédibilité (*rating*⁴) de l'emprunteur,
- durée de l'emprunt (maturité),
- structure des taux de rendement actuels et à venir (*yield curve*).

Les obligations sont en général émises au porteur, c'est-à-dire que chaque détenteur est reconnu comme l'ayant droit («*possession vaut titre*» selon l'adage juridique). Un seul type de droit est incorporé à la détention d'une obligation: il s'agit du droit patrimonial de recevoir une rémunération périodique, sous forme de coupons⁵, et/ou celui, au terme d'une durée convenue, l'échéance de l'emprunt, du recouvrement d'un montant final non nécessairement égal au montant initialement reçu par l'emprunteur.

Les obligations sont donc des titres financiers attestant l'existence d'une créance entre un investisseur-prêteur (ou créancier de l'emprunt) et un émetteur-emprunteur (ou débiteur de l'emprunt).

11.1.2.2 Aspect technique

La formule générale de calcul du prix d'une obligation, à sa date d'émission – soit un an avant le versement du premier coupon –, se présente comme suit:

$$P = \sum_{t=1}^n \frac{k_t}{(1+r)^t} + \frac{F}{(1+r)^n} \quad (11.1)$$

avec

P = prix de l'obligation (point de vue de l'acheteur)

k_t = coupons périodiques

F = valeur terminale de l'obligation pouvant être:

- le montant du remboursement (flux de trésorerie final);

⁴ *Rating*: Cote (note) attribuée à une entreprise en fonction de nombreuses variables, dont sa capacité à honorer sa dette en montant et temps voulu. Certaines sociétés sont mondialement reconnues pour la justesse et le caractère indépendant de leur système de rating. Citons par exemple des sociétés (agences de notation) telles que Standard & Poor's, Fitch ou Moody's.

⁵ Selon la pratique (coutume), un coupon peut être payé annuellement (cas de la Suisse) ou semestriellement (cas des Etats-Unis). Aujourd'hui les obligations sont souvent «dématérialisées» c'est-à-dire émises sans un support papier représentant chaque titre.

- une valeur autre⁶

r = taux de rendement périodique de l'obligation

n = horizon-temps, durée de vie de l'obligation.

REMARQUES

- Si les coupons sont constants ($k_1 = k_2 = \dots = k_n = k$), l'équation (11.1) devient:

$$\begin{aligned} P &= \sum_{t=1}^n \frac{k}{(1+r)^t} + \frac{F}{(1+r)^n} \\ &= k \sum_{t=1}^n \frac{1}{(1+r)^t} + \frac{F}{(1+r)^n} \\ &= k a_{\overline{n}|r} + \frac{F}{(1+r)^n} \end{aligned} \quad (11.2)$$

Cette dernière équation correspond donc à la formule générique d'évaluation d'une obligation à coupons (intérêts) constants, où $a_{\overline{n}|r}$ correspond à la somme des n premiers termes d'une suite géométrique de terme initial 1 et de raison $(1+r)^{-1}$.

- Les équations (11.1) et (11.2) peuvent également être interprétées du point de vue de l'émetteur de l'obligation: en définissant, après déduction des frais d'émission, P comme le montant effectivement disponible par l'entreprise, il est alors possible d'inférer r qui correspond au coût ou taux d'intérêt effectif implicite de l'emprunt⁷. Les coupons k_t correspondent ainsi aux intérêts (charges financières) versés par l'émetteur.
- Dans le cas des obligations à «zéro coupon»⁸, la formule du prix de l'obligation devient:

$$P = \frac{FT}{(1+r)^n}$$

dans laquelle FT représente l'unique flux de trésorerie versé après une période n (exprimée en années ou fraction d'année dans le cas d'obligation zéro-coupon ayant une maturité inférieure à une année).

⁶ Cette valeur autre peut correspondre en une certaine quantité d'actions si l'emprunt est de nature convertible.

⁷ Pour de plus amples explications relatives à l'inférence ou au calcul exact de r , voir le chapitre 12 du troisième volume de *Maîtriser l'information comptable*.

⁸ Une obligation dite «zéro coupon» est une obligation qui ne verse, durant son existence, aucun coupon intermédiaire mais un seul et unique flux de trésorerie final au temps n . Ce flux de trésorerie représente donc à la fois le remboursement et les intérêts dus.

11.1.2.3 Aspect juridique

Pour financer ses investissements à long terme l'entreprise peut, à condition de jouir de la réputation nécessaire, lancer un emprunt par obligations. Vu l'importance des montants généralement émis, le législateur suisse a précisé les conditions d'émission et de vie d'un tel emprunt (CO 1156-1186). L'emprunt par obligations est un emprunt à long terme émis sous forme d'obligations. L'émission de l'emprunt par obligations a lieu sur le marché primaire des capitaux. Aux termes de l'article 1156 CO, les obligations ne peuvent être émises en souscription publique ou introduites en bourse que sur la foi d'un prospectus d'émission qui doit contenir, par référence à l'article 652a CO, les informations suivantes :

- le contenu de l'inscription figurant au registre du commerce, à l'exception des indications concernant les personnes autorisées à représenter la société ;
- le montant et la composition actuels du capital-actions avec mention du nombre, de la valeur nominale et de l'espèce des actions, ainsi que des privilèges attachés à certaines catégories d'entre elles ;
- les dispositions statutaires concernant l'augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions ;
- le nombre de bons de jouissance et le contenu des droits qui leur sont attachés ;
- les derniers comptes annuels et comptes de groupe avec les rapports de révision et, lorsque la date de clôture de ces comptes remonte à plus de six mois, des comptes intermédiaires ;
- les dividendes payés pendant les cinq dernières années ou depuis la fondation ;
- la décision relative à l'émission d'actions nouvelles.

Selon l'article 1156 CO, le prospectus doit également mentionner le détail des conditions de l'emprunt, notamment en ce qui a trait aux intérêts, au remboursement, aux garanties particulières prévues pour les obligations et, le cas échéant, à la représentation de la communauté des créanciers. On trouvera donc dans le prospectus en particulier les points supplémentaires suivants :

- le nombre d'obligations et le montant des coupures ;
- le taux d'intérêt nominal et la date à compter de laquelle les obligations y donnent droit ;
- les modalités de remboursement de l'emprunt (possibilité de remboursement anticipé) ;
- le domicile officiel pour le paiement des intérêts et pour le remboursement des titres ;
- les garanties constituées pour l'emprunt ;
- le délai de prescription, ainsi que le nom des journaux dans lesquels le débiteur doit faire paraître ses publications ;
- le prix d'émission ;
- la durée d'émission ;
- le délai de libération.

L'emprunt par obligations concerne deux parties, d'une part l'émetteur de l'emprunt, d'autre part les souscripteurs puis les détenteurs des titres de l'emprunt. Pour le premier il s'agit d'une dette à long terme, alors qu'il s'agit naturellement pour les seconds d'un actif.

Cette section analysera l'emprunt par obligations dans la perspective de l'émetteur de l'emprunt. Les opérations relatives aux titres chez le détenteur seront traitées dans le paragraphe 11.2.1.1 relatif aux actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes.

11.1.2.4 Analyse

Analyse statique

Pour couvrir ses besoins de financement à long terme, une entreprise émet un emprunt par obligations.

Analyse dynamique

Les principaux événements de nature comptable relatifs aux emprunts par obligations sont les suivants:

- la souscription par les prêteurs (créanciers de l'emprunt);
- la libération par les prêteurs;
- le paiement des coupons et la retenue de l'impôt anticipé;
- l'ajustement des comptes en fin de période;
- le remboursement de l'emprunt.

Elaboration logique de l'information

Les informations concernant l'emprunt par obligations doivent ressortir au moins des comptes suivants:

- le compte *Emprunts par obligations à long terme*, avec mention du taux d'intérêt nominal et de l'échéance;
- le compte *Emprunts par obligations*, à rembourser pour la partie remboursable dans les douze mois, avec mention du taux d'intérêt nominal et de l'échéance;
- le compte *Coupons d'intérêts* avec l'indication de l'emprunt concerné et la date de l'échéance des coupons;
- les comptes de passifs de régularisation, *Intérêts courus*;
- les comptes spécifiques pour l'*agio* ou le *disagio* ainsi que pour les *frais d'émission*.

Les informations concernant les taux d'intérêts et les échéances permettent d'identifier les emprunts; pour la société anonyme, les montants, les taux d'intérêt et les échéances des emprunts obligataires doivent figurer dans l'annexe (art. 663b ch. 6 CO).

La date d'échéance des coupons est utile pour individualiser les dettes des coupons qui se prescrivent par cinq ans (art. 128 CO).

L'agio ou le bénéfice à l'émission est le montant qui doit être payé lors d'une émission au-dessus de la valeur nominale d'un papier-valeur; pour les emprunts par obligations, l'agio est exprimé en pour-cent de la valeur nominale. Le disagio ou la perte à l'émission est la différence entre la valeur nominale d'une obligation et son prix d'émission, s'il lui est inférieur. Pour l'emprunt par obligations il est aussi exprimé en pour-cent de la valeur nominale. Les frais d'émission regroupent tous les éléments liés à l'émission de l'emprunt (commission de prise ferme des banques, timbre fédéral d'émission etc.). L'identification de ces trois postes est nécessaire avant de décider de leur traitement comptable ultérieur.

Formalisation logique du traitement comptable

La figure 11.3 présente les principales opérations liées à un emprunt par obligations ordinaires :

- 1. Souscription de l'emprunt par obligations
 - 1.0. Montant souscrit par les obligataires
 - 1.1. Valeur nominale de l'emprunt par obligations

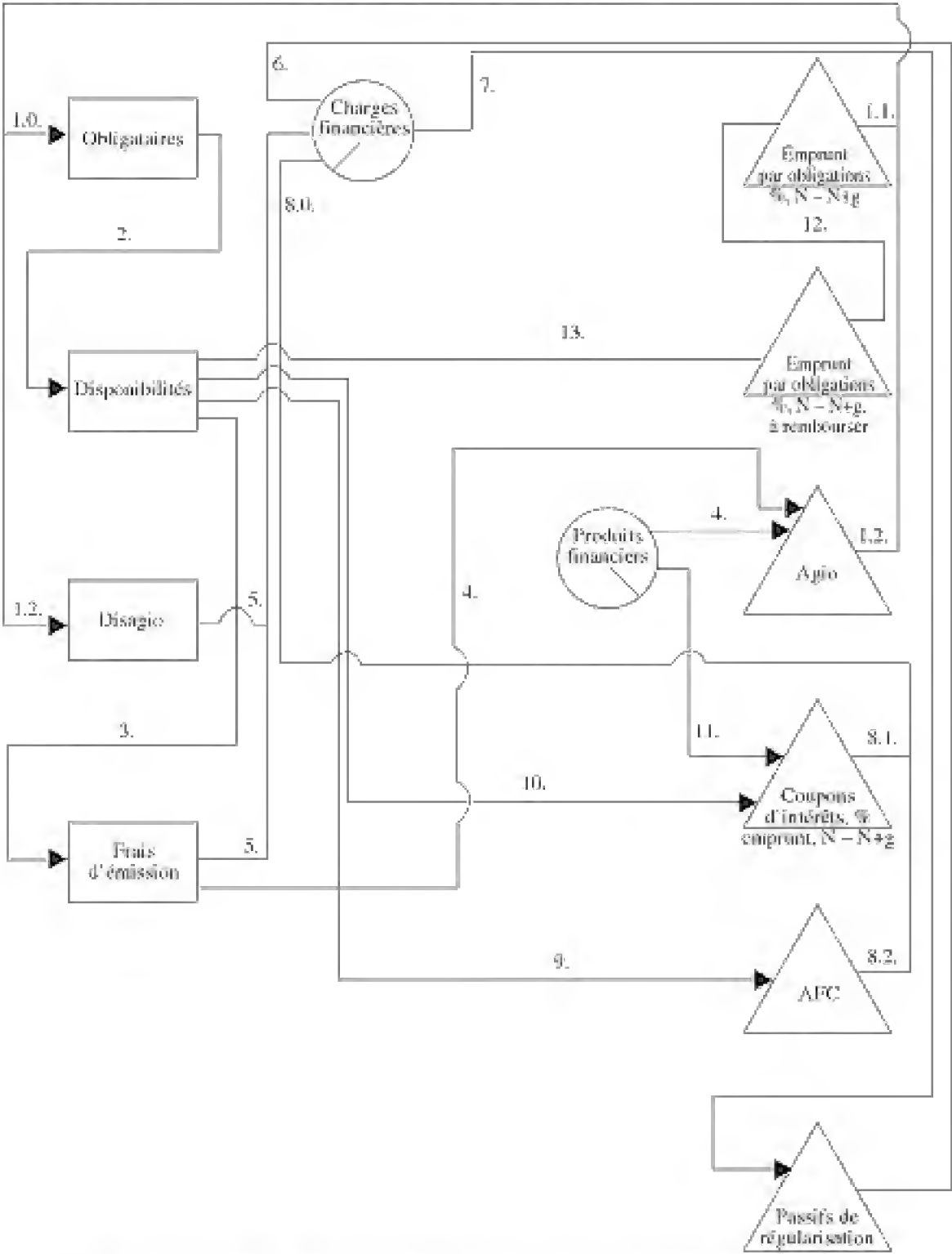


Fig. 11.3 Comptabilisation des opérations relatives aux emprunts par obligations.

- 1.2. Agio ou disagio lors de l'émission
2. Libération de l'emprunt par obligations, montant reçu par l'emprunteur, argent frais
3. Paiement des frais d'émission par l'emprunteur
4. Dissolution de l'agio, s'il existe; la dissolution peut aussi être portée en diminution des frais d'émission
5. Amortissement des frais d'émission et du disagio, s'il existe
6. Constatation des intérêts courus
7. Extourne des intérêts courus dans l'exercice suivant
8. Enregistrement de l'intérêt annuel
- 8.0. Coupons bruts
- 8.1. Coupons nets
- 8.2. Impôt anticipé dû à l'Administration Fédérale des Contributions (AFC)
9. Paiement de l'impôt anticipé
10. Paiement des coupons d'intérêts nets réclamés
11. Traitement des coupons d'intérêts nets non demandés à l'échéance de la prescription
12. Prévision du remboursement de l'emprunt par obligations
13. Remboursement partiel ou total de l'emprunt par obligations.

Traitement de l'agio, du disagio et des frais d'émission

En vertu du principe de la consommation de l'effet utile, la méthode rationnelle considère que le coût de l'emprunt devrait grever le résultat des différentes périodes de la vie de l'emprunt par obligations à l'aide d'un taux d'intérêt implicite effectif constant. Cela implique que l'agio, le disagio ou les frais d'émission soient répartis sur toute la durée de l'emprunt en utilisant un taux d'intérêt effectif implicite r obtenu à partir de l'équation (11.1) ou (11.2).

La méthode usuelle, se basant sur le principe de prudence, propose la prise en compte de la totalité du disagio et des frais d'émission directement comme charges. Dans le cas de l'agio et pour obtenir la symétrie de traitement, il s'agirait de prendre directement comme produits la totalité de l'agio le cas échéant.

Tout en admettant les deux possibilités, le Manuel suisse d'audit ne traite pas le cas du disagio et de l'agio de la même manière. Dans le premier cas, il offre le choix: *En règle générale, la perte à l'émission (disagio) et les frais sont amortis immédiatement et en totalité; toutefois, ils peuvent aussi être amortis par annuités égales au plus tard jusqu'à l'échéance de l'emprunt.* Dans le second cas, l'idée du taux implicite constant est abandonnée en faveur d'une répartition linéaire du solde de l'agio: *Le bénéfice d'émission (agio) est utilisé en premier lieu pour couvrir les frais d'émission; un excédent d'agio est porté au passif du bilan et dissout par parts égales au profit du résultat annuel sur la durée de l'emprunt.*

Selon nous, l'agio doit être considéré comme une part des capitaux propres, à répartir comme un produit financier au cours de la vie de l'emprunt; le disagio représente le coût supplémentaire de l'emprunt; il s'agit donc d'une charge financière à répartir durant la vie de l'emprunt. Il en est de même des frais d'émission. Les trois éléments représentent dès lors des capitaux propres, positifs ou négatifs,

à répartir dans le temps. Ils doivent figurer distinctement parmi les capitaux propres. Le Manuel suisse d'audit considère au contraire ces trois éléments comme suit: *Le disagio et les frais d'émission, d'une part, l'agio, d'autre part, doivent être comptabilisés distinctement et peuvent figurer au bilan parmi les autres créances ou les autres engagements.*

Exemple

En novembre N, la société Barrage S.A. a émis un emprunt par obligations 7% N à N+10 dont les caractéristiques sont les suivantes:

- valeur nominale globale de 75 000 000, prix d'émission 100 $\frac{3}{4}$ %,
- durée 10 ans,
- délai de souscription jusqu'au 4 novembre N, à midi,
- libération le 29 novembre N,
- estimation des frais d'émission: 3 000 000.

L'entreprise se réserve le droit de rembourser par anticipation, au pair, le montant total de l'emprunt le 29 novembre N+8 ou le 29 novembre N+9, moyennant un préavis adressé au moins 60 jours avant la date fixée pour un tel remboursement à la banque, chef de file.

L'entreprise établit ses états financiers au 30 septembre.

La solution rationnelle envisage deux options relatives à l'amortissement des frais d'émission:

- Un amortissement linéaire, tel que proposé ci-dessous.
- Un amortissement suivant le taux de rendement effectif de l'emprunt. Du fait que cette solution est compatible avec l'approche de l'IASB, elle sera présentée, dans un souci de non-redondance, au paragraphe 11.1.2.5.

Journal des opérations

• Méthode rationnelle

11.N	<i>Souscription des obligations</i>		
	Obligataires	75 562 500	
	à Emprunt par obligations		75 000 000
	Agio (75 000 000 \times 0.0075)		562 500
29.11.N	<i>Libération des obligations</i>		
	Disponibilités	75 562 500	
	à Obligataires		75 562 500
11.12.N	<i>Paiement des frais d'émission</i>		
	Frais d'émission	3 000 000	
	à Banque		3 000 000
	<i>Amortissement partiel des frais d'émission</i>		
	Agios	562 500	
	à Frais d'émission		562 500
30.09.N+1	<i>Ajustements</i>		
	Intérêts courus: 75 000 000 \times 7% \times 301/360		

	Charges financières	4 389 583,35	
	à Intérêts courus sur emprunt par obligations		4 389 583,35
30.09.N+1	<i>Amortissement des frais d'émission</i>		
	Amortissement = $\frac{3\,000\,000 - 562\,500}{10} \times \frac{301}{360}$		
	Charges financières	203 802,10	
	à Frais d'émission		203 802,10
01.10.N+1	<i>Extourne des intérêts courus</i>		
	Intérêts courus sur emprunt par obligations	4 389 583,35	
	à Charges financières		4 389 583,35
29.11.N+1	<i>Coupons bruts: 7% × 75 000 000 = 5 250 000</i>		
	Charges financières (100%)	5 250 000	
	à Coupons d'intérêts (65%)		3 412 500
	AFC (35%)		1 837 500
12.N+1	<i>Paiement de l'impôt anticipé</i>		
	AFC	1 837 500	
	à Disponibilités		1 837 500
12.N+1	<i>Paiement des coupons nets réclamés, hypothèse: 3 367 000</i>		
	Coupons d'intérêts	3 367 000	
	à Disponibilités		3 367 000
30.09.N+2	<i>Ajustements</i>		
	Intérêts courus: 75 000 000 × 7% × 301/360		
	Charges financières	4 389 583,35	
	à Intérêts courus sur emprunt par obligations		4 389 583,35
30.09.N+2	<i>Amortissement des frais d'émission</i>		
	Amortissement: $\frac{3\,000\,000 - 562\,500}{10}$		
	Charges financières	243 750	
	à Frais d'émission		243 750
01.10.N+2	<i>Extourne des intérêts courus</i>		
	Intérêts courus sur emprunt par obligations	4 389 583,35	
	à Charges financières		4 389 583,35
29.11.N+2	<i>Coupons bruts: 7% × 75 000 000 = 5 250 000</i>		
	Charges financières	5 250 000	
	à Coupons d'intérêts (65%)		3 412 500
	AFC (35%)		1 837 500
12.N+2	<i>Paiement de l'impôt anticipé</i>		
	AFC	1 837 500	
	à Disponibilités		1 837 500

12.N+2	<i>Paiement des coupons nets réclamés, hypothèse:</i> 3 367 000		
	Coupons d'intérêts	3 367 000	
	à Disponibilités		3 367 000

Des opérations semblables seront enregistrées au 30.9 et au 29.11 des années suivantes, jusqu'en N+10 inclus.

En admettant que le remboursement ait lieu le 29.11.N+10, on aura les écritures supplémentaires suivantes:

30.09.N+10	<i>Prévision de remboursement</i>		
	Emprunt par obligations	75 000 000	
	à Emprunt par obligations à rembourser		75 000 000
29.11.N+10	<i>Remboursement de l'emprunt obligataire, N à N+10, 7% (hypothèse: remboursement effectif)</i>		
	Emprunt par obligations à rembourser	75 000 000	
	à Disponibilités		75 000 000

En reprenant la même donnée que précédemment, les écritures selon la méthode usuelle deviennent:

• *Méthode usuelle*

11.N	<i>Souscription des obligations</i>		
	Obligataires	75 562 500	
	à Emprunt par obligations		75 000 000
	Agio ($75\,000\,000 \times 0,0075$)		562 500
29.11.N	<i>Libération des obligations</i>		
	Disponibilités	75 562 500	
	à Obligataires		75 562 500
11.12.N	<i>Paiement des frais d'émission</i>		
	Frais d'émission	3 000 000	
	à Banque		3 000 000
	Dissolution de l'agio		
	Agio	562 500	
	à Produits financiers		562 500
30.09.N+1	<i>Ajustements</i>		
	<i>Intérêts courus: $75\,000\,000 \times 7\% \times 301/360$</i>		
	Charges financières	4 389 583,35	
	à Intérêts courus sur emprunt par obligations		4 389 583,35
30.09.N+1	<i>Amortissement intégral des frais d'émission</i>		
	Charges financières	3 000 000	
	à Frais d'émission		3 000 000
01.10.N+1	<i>Extourne des intérêts courus</i>		
	Intérêts courus sur emprunt par obligations	4 389 583,35	
	à Charges financières		4 389 583,35

29.11.N+1	<i>Coupons bruts: $7\% \times 75\,000\,000 = 5\,250\,000$</i>		
	Charges financières	5 250 000	
	à Coupons d'intérêts (65%)		3 412 500
	AFC (35%)		1 837 500
12.N+1	<i>Paiement de l'impôt anticipé</i>		
	AFC	1 837 500	
	à Disponibilités		1 837 500
12.N+1	<i>Paiement des coupons nets réclamés, par hypothèse 3 367 000</i>		
	Coupons d'intérêts	3 367 000	
	à Disponibilités		3 367 000

Des opérations semblables pour les intérêts courus et les coupons seront enregistrées au 30.9 et au 29.11 des années suivantes, jusqu'en N+10 inclus. En admettant que le remboursement aura lieu le 29.11.N+10, on aura pour la méthode usuelle les mêmes écritures que pour la méthode rationnelle.

Observations

1. Les opérations auraient pu être enregistrées sur la base de la durée la plus courte, c'est-à-dire 8 ans au lieu de 10 ans. Si le remboursement après 8 ans est probable, un nouveau plan d'amortissement, basé sur ces nouvelles informations, s'avérera indispensable.
2. Si des coupons du 29.11.N+1 ne sont pas encaissés avant le 29.11.N+6, l'entreprise pourra passer l'opération:

Coupons d'intérêts non encaissés

Coupons d'intérêt

à Produits hors période hors exploitation

3. Les souscriptions peuvent avoir lieu sous diverses formes:
 - Souscription contre espèces: le prêteur s'engage à verser le montant souscrit par un versement en espèces: l'emprunteur reçoit ainsi de l'argent frais.
 - Souscription de conversion: à l'échéance d'un emprunt par obligations, le débiteur peut encore avoir besoin de capitaux étrangers à long terme: il peut donc émettre un emprunt par obligations de conversion donnant aux anciens obligataires l'option (autrement dit la possibilité mais non l'obligation) d'échanger leurs anciens titres contre les nouveaux. Les obligataires qui ne désirent pas faire usage de leur droit de conversion sont alors normalement remboursés. Le nouvel emprunt est aussi ouvert à de nouveaux prêteurs dans la mesure où les anciens obligataires n'utilisent pas leur droit ou que les montants des emprunts sont différents.
 - Souscription de consolidation: un ou des créanciers de l'emprunteur peuvent accepter de transformer une partie ou la totalité de leurs créances en prêt obligataire.

Dans ces deux derniers cas, des différences d'échéance ainsi que des différences entre le prix d'émission du nouvel emprunt et le prix de remboursement des anciens emprunts, voire des différences des valeurs nominales demandées et remboursées, peuvent donner lieu à des règlements en espèces pour des

Hidden page

Les écritures d'annulation auront lieu après le tirage au sort éventuel des obligations rachetées ou leur remboursement à l'échéance. Pour le cas des obligations rachetées en dessous du pair, comme dans l'exemple ci-dessus, le Manuel suisse d'audit permet de les faire apparaître au bilan pour leur valeur nominale à condition que ces obligations figurent parmi les comptes de correction de valeur à l'actif ou en déduction de la rubrique emprunts obligataires au passif. Les porter à l'actif comme comptes de correction de valeur ne paraît guère heureux étant donné que ces obligations ne répondent pas à la définition de l'actif dans la mesure où l'entreprise a décidé de rembourser les obligations et de détruire les titres.

6. Le cas des emprunts convertibles est plus délicat: on entend par «emprunts convertibles» tout emprunt pouvant, selon la personne à qui en est conféré le droit ou pouvoir décisionnel⁹, être remboursé sous une autre forme que de la trésorerie (cash). On trouve la version la plus «répandue» de ce type d'emprunt sous la forme d'obligations convertibles en actions sous réserve de concrétisation de certaines conditions préétablies¹⁰. Le caractère probabiliste de réalisation de ces conditions fait qu'il est aisément démontrable que ce type d'emprunt peut généralement être décomposé en deux parties:

- un emprunt obligataire «classique»¹¹;
- un instrument financier dérivé de type *call* (option d'achat).

Les instruments financiers dérivés étant traités dans le chapitre 12 du troisième volume, l'étude du traitement comptable des emprunts convertibles est reportée au prochain chapitre.

Evaluation

Sorties futures de moyens d'activité, les emprunts par obligations apparaissent au passif pour le montant à rembourser à l'échéance. Les intérêts courus font partie des passifs de régularisation.

Suivant la méthode rationnelle, le solde des frais d'émission diminue les capitaux propres; il ne touche cependant le résultat que progressivement en fonction de la politique d'amortissement adoptée.

Le solde de l'agio représente un produit reçu d'avance qui doit s'étaler sur toute la durée de l'emprunt afin de réduire le taux de rendement. L'agio est en général porté soit dans le résultat, soit dans les capitaux propres, soit encore en diminution des frais d'émission à amortir.

Le disagio représente un montant supplémentaire à rembourser à l'échéance. Il s'agit donc d'un ajustement du montant effectivement reçu pour atteindre la dette nominale à l'échéance. Ces soldes successifs du disagio devraient donc être

⁹ Cette personne peut par exemple être le débiteur ou créancier de l'emprunt.

¹⁰ Exemple typique de condition préétablie: l'emprunt est convertible dans la mesure où, à l'échéance, le cours boursier de l'action considérée est supérieur ou inférieur à une certaine valeur (ou *strike*).

¹¹ On entend «classique» au sens de la définition générique vue sous 11.1.2.1.

portés de manière distincte. Les soldes successifs du disagio peuvent être portés dans les capitaux propres. Pour distinguer l'amortissement effectif des frais d'émission de celui du disagio, il est donc nécessaire d'établir deux tableaux d'amortissement distincts, l'un pour le disagio, l'autre pour les frais d'émission qui viennent réduire encore le montant effectivement reçu.

11.1.2.5 Les emprunts obligataires: approche de l'IASB

Examinons le traitement des emprunts obligataires selon les normes comptables internationales IAS 32 et IAS 39. Comme pour la section précédente, cette analyse ne porte que sur les emprunts obligataires simples (*straight bonds*) à taux fixe répondant à l'équation (11.2). Les emprunts plus évolués, notamment ceux de nature convertible, seront traités au chapitre 12. Leur étude demande des développements propres aux normes IFRS qui n'ont pas encore été exposés jusqu'ici¹².

Selon les IFRS, la comptabilisation des emprunts obligataires, qui appartiennent à la catégorie des dettes financières, se fait selon la méthode du coût amorti, IAS 39 § 47(a), avec l'utilisation du taux de rendement effectif.

Exemple de comptabilisation de l'émission d'un emprunt obligataire selon l'approche IASB

Reprenons l'exemple de la société Barrage S.A.¹³.

Au moment de la libération, l'entreprise dispose effectivement, soit après règlement des frais d'émission, d'un montant de 72 562 500 (= 75 000 000 × 1,0075 – 3 000 000).

Le taux d'intérêt implicite pour l'emprunteur, Barrage S.A., s'élève à 7,472567921 % pour une durée de 10 ans. Ce taux implicite a été inféré par itérations successives, puis ajusté afin de linéairement se conformer aux dates de clôture des comptes de Barrage S.A. L'annexe en fin de chapitre montre le calcul de cette grandeur, en tant que le taux permettant de vérifier l'équation (11.2):

$$P = k \sum_{t=1}^n \frac{1}{(1+r)^t} + \frac{F}{(1+r)^n}$$

$$72\,562\,500 = \frac{4\,389\,583,33}{(1+r)^{301/360}} + \frac{5\,250\,000,00}{(1+r)^{1+301/360}} + \dots + \frac{860\,416,67 + 75\,000\,000}{(1+r)^{10}}$$

Le tableau 11.4 représente la matrice de travail nécessaire pour la journalisation des opérations selon la méthode du taux d'intérêt effectif, en accord avec les dispositions prévues par les normes IFRS. Notons de nouveau que cette solution est aussi compatible avec la méthode rationnelle.

Les coupons concernent les périodes du 29.11 N au 30.09 N+1, du 30.09, N+1 au 30.09 N+2, ainsi de suite jusqu'à la période du 30.09 N+10 au 29.11 N+10.

¹² Les instruments financiers ont été présentés à titre introductif au chapitre 10.

¹³ Barrage S.A. clôture ses comptes au 30 septembre, l'emprunt est donc ajusté à cette date.

Tableau 11.4 Tableau d'amortissement de l'agio et des frais d'émission,
méthode basée sur l'intérêt effectif.

Emprunt obligataire 7%. Barrage S.A.. N à N+10 Coût: 7.472567921% par an pour une période de 10 ans					
Date	Coupon k_t	Am. des frais d'émission nets	Intérêt effectif	Valeur résid. des frais d'émission nets	Montant net de l'emprunt
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
29.11.N				2 437 500,00	72 562 500,00
30.09. N+1	4 389 583,33	144 046,98	4 533 630,31	2 293 453,02	72 706 546,98
30.09.N+2	5 250 000,00	183 046,11	5 433 046,11	2 110 406,92	72 889 593,08
30.09.N+3	5 250 000,00	196 724,35	5 446 724,35	1 913 682,57	73 086 317,43
30.09.N+4	5 250 000,00	211 424,71	5 461 424,71	1 702 257,86	73 297 742,14
30.09.N+5	5 250 000,00	227 223,57	5 477 223,57	1 475 034,29	73 524 965,71
30.09.N+6	5 250 000,00	244 203,00	5 494 203,00	1 230 831,29	73 769 168,71
30.09.N+7	5 250 000,00	262 451,24	5 512 451,24	968 380,05	74 031 619,95
30.09.N+8	5 250 000,00	282 063,08	5 532 063,08	686 316,97	74 313 683,03
30.09.N+9	5 250 000,00	303 140,44	5 553 140,44	383 176,53	74 616 823,47
30.09.N+10	5 250 000,00	325 792,81	5 575 792,81	57 383,72	74 942 616,28
29.11.N+10	860 416,67	57 383,72	917 800,39	0,00	75 000 000,00

Les coupons concernent les périodes du 29.11.N au 30.09.N+1, du 30.09.N+1 au 30.09.N+2, ainsi de suite jusqu'à la période du 30.09.N+10 au 29.11.N+10.

Explications

Les montants figurant dans les colonnes (a) à (e) se calculent comme suit:

- (a) Coupons à enregistrer: les coupons k_t se calculent comme suit:

$$k_t = \text{valeur nominale} \times \text{taux nominal} \times \text{durée}_t$$

avec: valeur nominale = 75 000 000

taux nominal = 7%

durée_t = période de temps (en année)

La durée correspond à l'intervalle séparant les différentes dates figurant sous la colonne «Date», soit:

$$\text{durée}_t = 301/360; 1; 1; 1; 1; 1; 1; 1; 1; 1; 59/360$$

Application: calcul du coupon au 30.09.N+1

$$k_t = \text{valeur nominale} \times \text{taux nominal} \times \text{durée}_t$$

$$k_{30.09.N+1} = 75\,000\,000 \times 7\% \times 301/360 = 4\,389\,583,33$$

- (b) Amortissement des frais d'émission nets $_t$ (AFEN $_t$)

$$\text{AFEN}_t = \text{Intérêt effectif}_t - \text{Coupons}_t = \text{IE}_t - k_t$$

Application: calcul de l'amortissement des frais d'émission nets au 30.09.N+1

$$\text{AFEN}_t = 4\,533\,630,31 - 4\,389\,583,33 = 144\,046,98$$

- (c) Intérêt effectif (IE): le calcul s'explique comme suit:
 $IE_t = \text{Montant net de l'emprunt}_{t-1} \times \text{taux effectif} \times \text{durée}_t$
Application: calcul de l'intérêt effectif au 30.09.N+1
 $IE_{30.09.N+1} = 72\,562\,500 \times 7,472567921\% \times 0,8361 = 4\,533\,630,31$
- (d) La valeur résiduelle des frais d'émission nets au temps t (VRFEN_t) se calcule de manière autorégressive comme étant la valeur résiduelle des frais d'émission nets au temps t-1 (VRFEN_{t-1}) diminuée de l'amortissement des frais d'émission nets au temps t (AFEN_t), soit:
 $VRFEN_t = VRFEN_{t-1} - AFEN_t$
Note: La valeur initiale (VRFEN_{29.11.N}) se détermine simplement comme la valeur des frais d'émission diminuée de l'agio (prime à l'émission) de l'emprunt, soit: $2\,437\,500 = 3\,000\,000 - (0,0075 \times 75\,000\,000)$.
Application: calcul de la valeur résiduelle des frais d'émission nets au 30.09.N+1
 $VRFEN_{30.09.N+1} = VRFEN_{29.11.N} - AFEN_{30.09.N+1}$, d'où
 $VRFEN_{30.09.N+1} = 2\,437\,500 - 144\,046,98 = 2\,293\,453,02$
- (e) Le montant net de l'emprunt au temps t (MNE_t) se calcule, à l'instar de la valeur résiduelle des frais d'émission nets, de manière autorégressive: $MNE_t = MNE_{t-1} + AFEN_t$.
Note: le montant net de l'emprunt au 29.11.N correspond à la valeur nominale de l'emprunt, 75 000 000, corrigée des frais d'émission nets, soit: $72\,562\,500 = 75\,000\,000 - (3\,000\,000 - 0,0075 \times 75\,000\,000)$.
Application: calcul du montant net de l'emprunt au 30.09.N+1
 $MNE_{30.09.N+1} = MNE_{29.11.N} + AFEN_{30.09.N+1}$, d'où
 $MNE_{30.09.N+1} = 72\,562\,500 + 144\,046,98 = 72\,706\,546,98$

Les autres lignes du tableau 11.4 (dates allant du 30.09.N+2 au 29.11.N+10) se déduisent de manière similaire.

Journal des opérations

11.N	<i>Souscription des obligations</i>		
	Obligataires	75 562 500	
	à Emprunt par obligations		75 000 000
	Agio ($75\,000\,000 \times 0,0075$)		562 500
29.11.N	<i>Libération des obligations</i>		
	Disponibilités	75 562 500	
	à Obligataires		75 562 500
11.12.N	<i>Paiement des frais d'émission</i>		
	Frais d'émission	3 000 000	
	à Banque		3 000 000
	<i>Amortissement partiel des frais d'émission</i>		
	Agios	562 500	
	à Frais d'émission		562 500

30.09.N+1	<i>Ajustements</i>		
	Intérêts courus: $75\,000\,000 \times 7\% \times 301/360$		
	Charges financières	4 389 583,35	
	à Intérêts courus sur emprunt par obligations		4 389 583,35
30.09.N+1	<i>Amortissement des frais d'émission</i>		
	Charges financières	144 046,98	
	à Frais d'émission		144 046,98
01.10.N+1	<i>Extourne des intérêts courus</i>		
	Intérêts courus sur emprunt par obligations	4 389 583,35	
	à Charges financières		4 389 583,35
29.11.N+1	<i>Coupons bruts: $7\% \times 75\,000\,000 = 5\,250\,000$</i>		
	Charges financières (100%)	5 250 000	
	à Coupons d'intérêts (65%)		3 412 500
	AFC (35%)		1 837 500
12.N+1	<i>Paiement de l'impôt anticipé</i>		
	AFC	1 837 500	
	à Disponibilités		1 837 500
12.N+1	<i>Paiement des coupons nets réclamés, hypothèse: 3 367 000</i>		
	Coupons d'intérêts	3 367 000	
	à Disponibilités		3 367 000
30.09.N+2	<i>Ajustements</i>		
	Intérêts courus: $75\,000\,000 \times 7\% \times 301/360$		
	Charges financières	4 389 583,35	
	à Intérêts courus sur emprunt par obligations		4 389 583,35
30.09.N+2	<i>Amortissement des frais d'émission</i>		
	Charges financières	183 046,11	
	à Frais d'émission		183 046,11
01.10.N+2	<i>Extourne des intérêts courus</i>		
	Intérêts courus sur emprunt par obligations	4 389 583,35	
	à Charges financières		4 389 583,35
29.11.N+2	<i>Coupons bruts: $7\% \times 75\,000\,000 = 5\,250\,000$</i>		
	Charges financières	5 250 000	
	à Coupons d'intérêts (65%)		3 412 500
	AFC (35%)		1 837 500
12.N+2	<i>Paiement de l'impôt anticipé</i>		
	AFC	1 837 500	
	à Disponibilités		1 837 500
12.N+2	<i>Paiement des coupons nets réclamés, hypothèse: 3 367 000</i>		
	Coupons d'intérêts	3 367 000	
	à Disponibilités		3 367 000

11.1.2.6 Les emprunts obligataires: approche des Swiss GAAP RPC

La Swiss GAAP RPC 2 prévoit que les engagements, en particulier les emprunts obligataires, sont en général portés au bilan à la valeur nominale. Elle admet donc aussi implicitement un traitement identique à celui proposé par les IFRS.

11.1.3 Les provisions: passifs monétaires¹⁴

Le terme provisions couvre deux domaines distincts: les provisions pour dépréciation d'actifs et les provisions pour risques et charges (vol. 1).

Le rôle des provisions pour dépréciation d'actifs¹⁵ est de prendre en compte la probabilité de dépréciation d'un élément d'actif bien individualisé, par exemple les clients ou les stocks. Il en découle que cette catégorie de provisions est traitée comme des comptes d'actif négatif fonctionnant comme des comptes de passif et qu'ils sont portés au bilan publié directement sous le poste qu'ils ajustent, voire même qu'ils sont soustraits directement des postes concernés avec des indications dans l'annexe. L'analyse de ce type de provisions sera reprise lorsqu'il sera question, dans cette section, d'évaluer la dépréciation possible d'actifs circulants voire d'actifs immobilisés.

Cette section se limitera donc au traitement des provisions pour risques et charges.

11.1.3.1 Les provisions et l'approche fiscale

Le principe de l'importance relative du bilan commercial déterminant pour le bilan fiscal conduit, pour les provisions comme pour d'autres postes, à l'utilisation de critères fiscaux dans les comptes individuels même s'ils ne sont pas nécessairement justifiés du point de vue économique. Ainsi, par exemple, la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct autorise, dans certaines limites, la création de provisions pour les futurs mandats de recherche et de développement confiés à des tiers. Or la constitution de provisions pour charges futures ne correspond plus au traitement logique des provisions.

11.1.3.2 Approche logique ou moderne du traitement des provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges concernent des engagements futurs fondés sur un événement passé; elles appartiennent donc clairement à la catégorie des passifs puisqu'elles entraîneront probablement des décaissements. Elles se caractérisent par le fait qu'il s'agit d'un enregistrement de sorties probables de moyens d'activité donnant lieu à une charge mais sans contrepartie, contrairement à un achat de services à crédit par exemple; dans ce dernier cas il y a certes inscription d'une sortie de moyens d'activité et d'une charge mais en contrepartie de la réception d'un service, de l'énergie par exemple.

¹⁴ Cette partie se réfère à STETTLER A., «La logique de la constatation des provisions», in *L'Expert-comptable suisse*, n°s 6-7, Zurich, 2002.

¹⁵ Rappelons que le terme très en usage de *provision* pour montrer une dépréciation d'actif au bilan est en contradiction avec une définition stricte des provisions qui sont, selon la définition des IFRS notamment, exclusivement des passifs.

Les provisions se distinguent des autres dettes par le fait que leur survenance n'est que probable (voir plus loin), leur échéance et/ou leur montant incertains; leur évaluation doit cependant être fiable comme celle de tous les passifs. Les provisions se distinguent aussi des passifs de régularisation. Ces derniers, sous l'angle des charges à payer, ont en effet un caractère de dette irréversible. A cause de l'absence d'une facture ou d'un décompte précis, il peut cependant subsister un doute quant à leur montant ou à leur échéance exacts. Les provisions pour impôts sont donc intitulées provisions de manière malheureuse puisqu'il s'agit de charges à payer ou de passifs de régularisation liés à un engagement quasiment certain; l'échéance et le montant peuvent être déterminés de manière assez précise.

Le fait qui donne naissance à la provision, appelé fait générateur de l'obligation, peut déboucher sur une obligation juridique ou implicite. Dans le premier cas il s'agit d'une obligation imposée par la loi, un règlement ou un contrat, une obligation de garantie par exemple prévue par le CO. Dans le second, il découle de pratiques du passé, qui créent une attente légitime des tiers concernés de voir l'entreprise adopter à l'avenir le même comportement que dans les cas précédents. Ainsi si une entreprise a l'habitude de prendre en charge une partie des frais liés à la remise en état d'un de ses produits même si elle n'en pas l'obligation juridique, tous les clients concernés par ce produit peuvent s'attendre à être indemnisés.

11.1.3.3 IFRS, Swiss GAAP RPC et Swiss GAAP RPC 23

L'IAS 37 fournit un arbre de décision pour la saisie des provisions dans les comptes. La figure 11.5(a) reproduit celui que comprennent les Swiss GAAP RPC. Cet arbre met en évidence le raisonnement à suivre pour aboutir à la constitution ou à

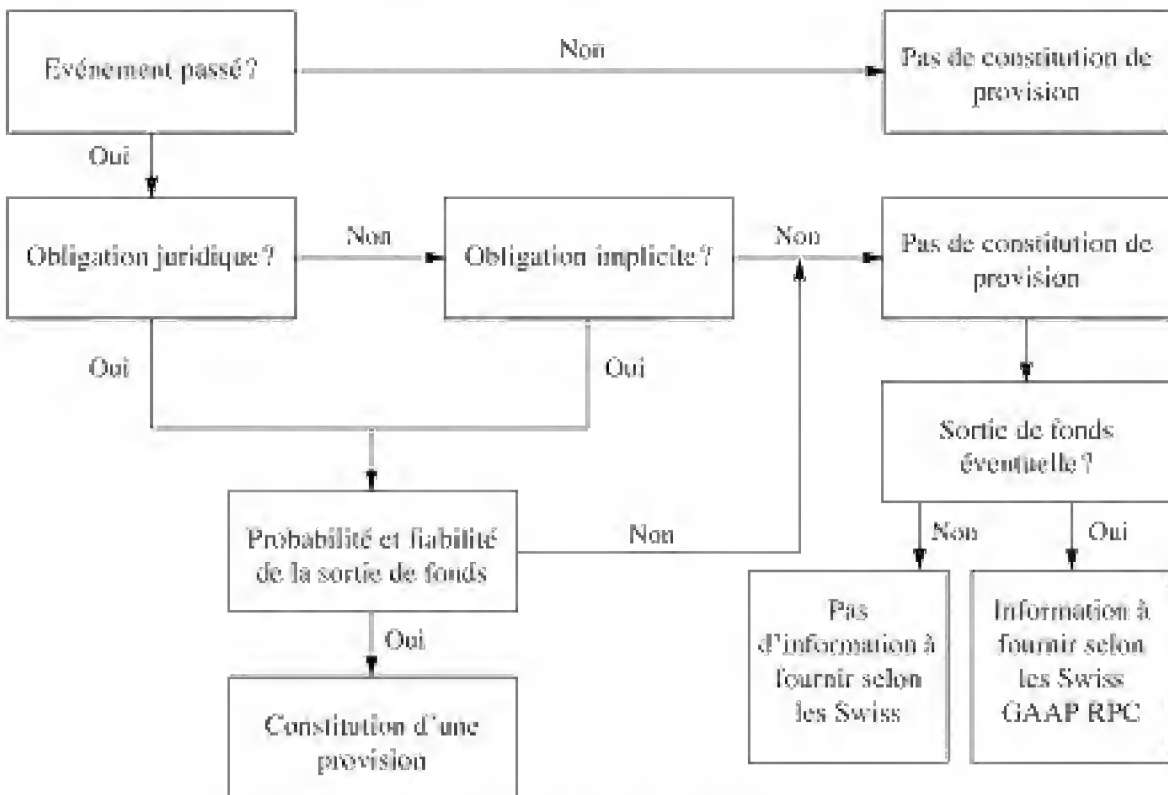


Fig. 11.5 (a) Arbre de décision pour la saisie des provisions.

la dissolution d'une provision et la nécessité d'une évaluation fiable des engagements; il fait le lien avec les événements éventuels.

Le tableau 11.5(b) donne une image synoptique des points retenus et des exigences formulées par l'IAS 37 et la Swiss GAAP RPC 23. On constatera que les différences entre les deux normes sont limitées.

La constatation comptable des provisions peut se baser sur la méthode rationnelle ou la méthode usuelle (vol. 1).

Tableau 11.5 (b) Exigences de IFRS et des Swiss GAAP RPC relatives aux provisions.

Points retenus	IAS 37	Swiss GAAP RPC 23
Conditions pour l'enregistrement d'une provision	Événement passé générateur d'une obligation <i>actuelle</i> , juridique ou implicite, débouchant sur une sortie probable de fonds, estimée de manière fiable.	Événement passé générateur d'une obligation <i>probable</i> , juridique ou implicite, débouchant sur une sortie probable de fonds, estimée de manière fiable.
Évaluation de la provision	Selon le risque économique calculé de manière aussi objective que possible, aussi rationnellement que possible à la date du bilan en prenant en compte les risques et incertitudes. Doit tenir compte des événements futurs lorsqu'il existe des indications objectives suffisantes que ces événements se produiront. Ne tient pas compte des événements postérieurs à la date du bilan dans la mesure où ils sont conditionnels. On ne peut grouper une obligation certaine et un engagement conditionnel.	Selon le risque économique calculé de manière aussi objective que possible à la date du bilan. Doit tenir compte des événements postérieurs à la date du bilan dans la mesure où ils contribuent à préciser les circonstances. Le calcul de la provision doit se baser sur l'utilisation de l'espérance mathématique des sorties futures de fonds en tenant compte de la probabilité et la fiabilité liée à ces sorties.
Actualisation du montant de la provision	A chaque date du bilan. Elle est augmentée, maintenue ou diminuée sur la base d'une nouvelle évaluation.	
Présentation dans l'annexe	Donnent les exigences minimales en termes d'informations à fournir sur l'évolution des provisions.	
Effet de la valeur temps, taux d'escompte	A prendre en considération s'il est significatif. L'IAS 37 précise la manière de calculer le taux d'escompte.	
Provisions pour charges futures	Interdites.	
Provisions pour diminutions de marges ou pertes futures	Des provisions ne doivent pas être comptabilisées au titre de pertes opérationnelles futures.	Les diminutions de produits ou de marges futures ne constituent pas des faits générateurs d'obligation.

Hidden page

11.2 Les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, et les passifs non monétaires, sorties futures de moyens d'activité

11.2.1 Les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes

Les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, comprennent les postes dont la valeur, pour une même valeur nominale, peut varier entre deux périodes, toutes choses étant égales par ailleurs. Ainsi la valeur des titres peut-elle varier en fonction du marché; de même, l'expression, en francs suisses, d'un montant identique de devises prend des valeurs différentes entre deux périodes en fonction de la variation du cours du change.

Les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, peuvent comprendre entre autres les actifs financiers tels que les disponibilités, les placements à vue ou à terme, les créances à court terme, factures ou effets de change par exemple, les créances à long terme, tous exprimés en devises mais aussi des titres cotés ou non cotés en francs suisses; ils peuvent comprendre également des immeubles ou d'autres actifs destinés à la vente.

Bien que faisant théoriquement partie de cet ensemble, les éléments exprimés en devises seront analysés à la section 11.5 dans le cadre d'une partie réservée aux monnaies étrangères. Cette section sera consacrée à l'étude des titres, actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes.

11.2.1.1 Les titres de l'actif circulant, actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes

Le titre est un écrit manifestant une idée de son auteur. Il y a donc titre lorsque, grâce à l'écrit, n'importe quel tiers peut reconnaître l'idée exprimée. Le titre n'est donc pas forcément un papier-valeur. Le papier-valeur est un titre qui contient une reconnaissance de dette, c'est-à-dire une déclaration par laquelle un débiteur admet avoir une dette (obligation) à l'égard de son créancier.

Le Manuel suisse d'audit précise à ce sujet: *En Suisse cependant, le terme de papier-valeur n'est pas utilisé en matière de présentation des comptes; à sa place, c'est celui de titre qui s'est imposé. En comptabilité et dans la présentation des comptes annuels, la notion de titre est, d'une part, plus étroite que celle de papier-valeur (tous les papiers- valeurs ne sont pas des titres) et, d'autre part, plus large, car elle comprend certains droits de créance et de participation ne possédant pas le caractère de papier-valeur.*

Les titres peuvent être cotés, c'est-à-dire que leur prix est fixé dans le cadre d'un marché organisé; les titres peuvent être non cotés, leur prix est alors fixé dans le sein d'un groupe de partenaires plus restreint dans un objectif précis, le règlement d'une succession par exemple. Les différents titres et les marchés boursiers sont traités de façon particulière dans le volume 3 (chap. 12). Dans la présentation des comptes, les titres concernent des moyens d'activité à court terme. Ils ne comprennent donc pas les participations et les autres titres à long terme: ces

derniers sont considérés comme des immobilisations financières (§ 11.2.1.2). L'analyse des titres va aborder successivement les aspects statique et dynamique, l'élaboration logique de l'information, la formalisation logique du traitement comptable et l'évaluation des titres.

Analyse statique

Une entreprise dispose de titres cotés et de titres non cotés dans son portefeuille de titres. Les cours des titres cotés sont disponibles dans des publications officielles, la valeur des titres non cotés peut être obtenue sur la base de calculs actuariels internes. L'entreprise détient des titres dans un objectif à court terme, c'est-à-dire qu'ils sont destinés à être mobilisés en principe en l'espace d'une année. L'approche de l'IASB est reprise plus loin (§ 11.2.1.3).

Analyse dynamique

Les principaux événements de nature comptable relatifs aux titres sont les suivants :

- acheter ou vendre des titres,
- recevoir la rémunération des titres,
- récupérer les impôts retenus,
- tenir compte des rémunérations courues,
- enregistrer les moins-values ou les plus-values potentielles.

Elaboration logique de l'information

L'enregistrement des opérations sur titres en portefeuille peut comprendre au moins les comptes spécifiques suivants selon que l'on recourt à la méthode rationnelle ou usuelle d'enregistrement :

- un compte *Titres*, par catégorie de titres, qui enregistre les entrées, au coût d'acquisition ;
 - dans la méthode rationnelle, le coût d'acquisition est corrigé de la plus-value réalisable au moment de la vente ou de l'évaluation de fin de période ; les sorties sont exprimées au prix de vente ; le compte sera donc encore crédité selon les cas de la plus-value non réalisée, de la moins-value provisionnée nécessaire ou de la moins-value non provisionnée au moment de la vente ;
 - dans la méthode usuelle, les sorties sont valorisées au coût d'acquisition ; durant la période, lorsque les mêmes titres sont achetés à des coûts différents, on choisira une méthode de valorisation des sorties comme pour les stocks, en particulier la méthode du premier entré, premier sorti, ou celle du coût pondéré moyen ;
- un compte *Actifs de régularisation, produits à recevoir*, qui prend en compte les rémunérations de titres courues ;
- un compte *Administration fédérale des contributions*, qui enregistre l'impôt anticipé retenu lors du paiement des rémunérations des titres ;
- un compte *Produits courants des titres*, qui constate les rémunérations courantes obtenues pour les titres en portefeuille ;

- un compte *Moins-value sur titres en portefeuille*, qui tient compte de la moins-value potentielle observée sur les titres en fin de période;
- un compte *Perte sur titres vendus*, qui enregistre la perte constatée au moment de la vente des titres;
- un compte *Bénéfice sur titres vendus*, qui constate les bénéfices sur les titres vendus;
- un compte *Réserve de plus-value réalisable sur titres*, qui comprend les plus-values potentielles sur les titres;
- un compte *Provision pour moins-value sur titres* qui enregistre les moins-values potentielles sur les titres;
- un compte de synthèse, *Résultat sur titres vendus*, qui regroupe, sur le plan interne au moins, les bénéfices et les pertes sur titres vendus;
- un compte de synthèse, *Résultat sur titres*, qui regroupe, sur le plan interne au moins, l'ensemble des produits et des charges liés aux titres.

Formalisation logique du traitement comptable

La comptabilisation des titres soulève deux questions:

1. Comment évaluer les titres à la date du bilan pendant la période de détention des titres?
2. Comment traiter la variation de la valeur des titres? Doit-elle toucher le compte de résultat ou les capitaux propres?

La figure 11.6(a) reprend ces deux questions et fournit des solutions possibles pour la procédure de comptabilisation des titres.

La doctrine, les textes légaux et les différentes normes varient dans leurs exigences. Il n'existe donc pas une solution unique pour chaque situation.

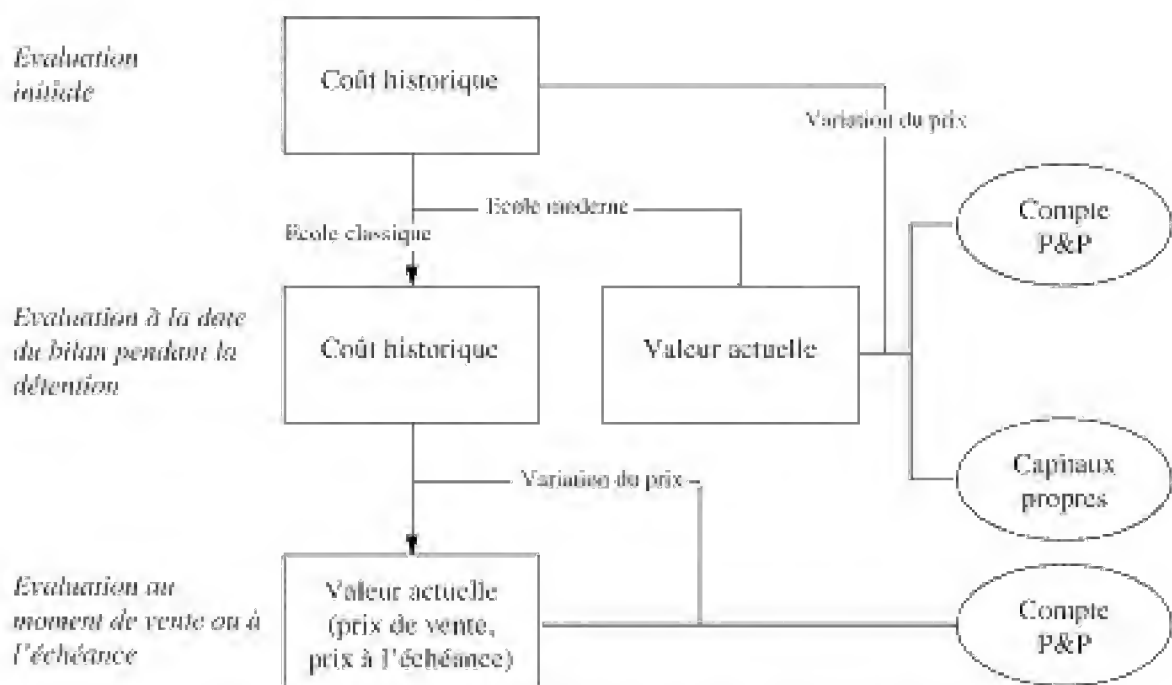


Fig. 11.6 (a) Procédures possibles de comptabilisation des titres.

Au niveau de la doctrine, la méthode rationnelle d'enregistrement des titres vise à respecter au mieux le principe de la prééminence de la réalité sur les apparences. Elle prend donc en compte les valeurs actuelles. Basée sur la définition étroite du principe de la réalisation des produits, elle enregistre cependant les plus-values potentielles directement dans les capitaux propres sans toucher le compte de résultat de la période. Les moins-values potentielles en revanche sont enregistrées dans le compte de résultat selon le principe de l'imparité. Il est vrai que les moins-values pourraient être traitées de manière symétrique au traitement des plus-values, toucher donc directement les capitaux propres puisque les moins-values ne sont que potentielles. Les normes IFRS prévoient cette solution pour certaines catégories de titres.

La méthode usuelle tient compte en particulier des exigences fiscales et du principe de prudence. Elle donne donc la priorité au coût historique à moins qu'une dépréciation soit nécessaire.

La présentation des états financiers pour les besoins de publication peut rejoindre celle de la méthode usuelle même si l'entreprise suit la méthode rationnelle. Cette transformation demande, entre autres, de porter le compte *Réserves de plus-value réalisable sur titres*, voire le compte *Provision pour moins-value sur titres* en diminution du compte *Titres*.

Méthode rationnelle

Commentaires de la figure 11.6(b).

Achat de titres

1. Achats de titres au coût d'acquisition
2. Intérêts courus sur des obligations achetées

Ventes de titres

- 3.0 Prix de vente
- 3.1 Constatation de l'augmentation de la plus-value réalisable au moment de la vente
- 3.2 Constatation de la plus-value réalisable non réalisée au moment de la vente
- 3.3 Constatation de la plus-value réalisée effective
- 3.4 Constatation de la moins-value anticipée au moment de la vente
- 3.5 Constatation de la moins-value non anticipée au moment de la vente
4. Intérêts courus sur obligations vendues

Bonification des dividendes et intérêts

- 5.0 Revenu brut (100%)
- 5.1 Revenu net encaissé (65%)
- 5.2 Impôt anticipé récupérable (35%)

Clôture

- 6.1 Coupons courus
- 6.2 Plus-value sur titres réalisable à la date du bilan
- 6.3 Réserve de plus-value sur titres non réalisable à la date du bilan

Hidden page

Hidden page

Clôture

6. Coupons courus
7. Moins-value sur titres en portefeuille (par rapport au coût d'acquisition ou au prix à l'inventaire initial)

Résultat

8. Virement des produits courants sur titres
9. Virement du résultat sur titres vendus
10. Virement des moins-values sur titres en portefeuille

Observations

- Au prix de cession d'obligations (cours) sont ajoutés les intérêts courus qui reviennent au vendeur.
- La perte ou le bénéfice réalisé au moment de la revente d'un titre peut être enregistré dans un compte *Perte ou bénéfice sur titres vendus*, puis dans *Résultat sur titres vendus* de manière à ne pas confondre ce résultat spéculatif avec les revenus courants des titres.
- Précisons enfin que le traitement des coûts de transaction, en particulier lors de l'acquisition des titres, reste flou. Le CO, dans la version allemande, parle de « Anschaffungskosten » sans toutefois définir ce terme alors que la traduction française parle de prix d'acquisition. Les normes traitent des coûts de transaction différemment selon les cas.

Evaluation des titres

L'approche générale de la valeur (chap. 10) a montré que la valeur de marché ou valeur vénale était une valeur pertinente pour les actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes. Ce choix peut aussi souvent être justifié par le principe de la prééminence de la réalité économique sur les apparences juridiques (contrat d'achat), ces dernières étant en général plus restrictives. Selon cette approche, les plus-values non réalisées sont donc constatées; rappelons que les moins-values le sont obligatoirement.

Exemple selon la méthode rationnelle et la méthode usuelle

Au 31.12.N le portefeuille de titres de la société Riskytrade est composé de 100 000 de nominal d'obligations de la Confédération, $2\frac{3}{4}\%$, N-4 à N+9, jouissance le 10.6. et de 270 actions nominatives Nestlé de 1 de valeur nominale.

Les obligations ont été acquises le 15 décembre N au cours de 102, valeur le 18 décembre, pour 103 224 (coûts de transaction inclus, intérêts courus exclus). Le cours fiscal de la fin de l'année N est de 101,5. Les obligations sont vendues le 30 juin N+1, valeur le 3 juillet au cours de 100,2 pour 98 997,60 (intérêts courus non compris).

Les actions Nestlé ont été acquises le 7 décembre N au cours de 425,00 pour 115 890,20. Le cours fiscal de la fin de l'année N est de 433. Le 25 avril N+1 Nestlé verse un dividende de 10,40 (brut) par action. Toutes les actions sont vendues le 5 novembre N+1 au cours de 535 pour 143 003,10.

Méthode rationnelle

Au 31 décembre N, on a les soldes des comptes suivants:

Titres: $(103\,224 + 116\,910)$	220 134,00
Provision pour moins-value sur titres: $(103\,224 - 101\,500)$	1 724,00
Réserve de plus-value réalisable sur titres: $(116\,910 - 115\,890,20)$	1 019,80
Intérêts courus sur les obligations de la Confédération	1 527,80

Journal pour l'exercice N+1

01.01.N+1	Extourne des intérêts courus sur les obligations de la Confédération $100\,000 \times 0,0275 \times (200/360)$		
	Produits courants des titres	1 527,80	
	à Produits à recevoir		1 527,80
25.04.N+1	Encaissement du dividende sur les actions Nestlé $10,40 \times 270 = 2\,808$		
	Disponibilités	1 825,20	
	Impôt anticipé	982,80	
	à Produits courants des titres		2 808,00
10.06.N+1	Encaissement des intérêts sur les obligations de la Confédération		
	Disponibilités	1 787,50	
	Impôt anticipé	962,50	
	à Produits courants des titres		2 750,00
30.06.N+1	Vente de 100 000 nominal d'obligations de la Confédération, intérêts courus: $(0,0275 \times 100\,000 \times 23/360)$		
	• encaissement de la vente		
	Disponibilités	99 173,30	
	à Produits courants des titres		175,70
	Titres		98 997,60
	• constatation de la moins-value non provisionnée au moment de la vente $(98\,997,60 - 101\,500)$		
	Moins-value sur titres vendus	2 502,40	
	à Titres		2 502,40
	• constatation de la moins-value provisionnée au moment de la vente		
	Provision pour moins-value sur titres	1 724,00	
	à Titres		1 724,00
05.11.N+1	Vente des 270 actions Nestlé		
	• encaissement de la vente		
	Disponibilités	143 003,10	
	à Titres		143 003,10
	• constatation de la variation de la plus-value réalisable $143\,003,10 - (115\,890,20 + 1\,019,80) = 143\,003,10 - 116\,910 = 26\,093,10$		
	Titres	26 093,10	
	à Réserve de plus-value réalisable sur titres		26 093,10

	• constatation de la plus-value réalisée		
	Réserve de plus-value réalisable sur titres	27 112,90	
	à Plus-value sur titres vendus		27 112,90
31.12.N+1	<i>Clôture</i>		
	Produits courants des titres	4 205,90	
	à Résultat des titres		4 205,90
	Plus-value sur titres vendus	27 112,90	
	à Résultat des titres		27 112,90
	Résultat des titres	2 502,40	
	à Moins-value sur titres vendus		2 502,40
	Résultat des titres	28 816,40	
	à Pertes et profits		28 816,40

Au 31 décembre N+1, il n'y a plus de titres en portefeuille.

Méthode usuelle

Au 31 décembre N, le solde du compte titres est de 217 390,20 (101 500 + 115 890,20). Les intérêts courus sur les obligations de la Confédération se montent à 1 527,80.

Journal pour l'exercice N+1

01.01.N+1	<i>Extourne des intérêts courus sur les obligations de la Confédération $100\,000 \times 0,0275 \times (200/360)$</i>		
	Produits courants des titres	1 527,80	
	à Produits à recevoir		1 527,80
25.04.N+1	<i>Encaissement du dividende sur les actions Nestlé</i>		
	Disponibilités	1 825,20	
	Impôt anticipé	982,80	
	à Produits courants des titres		2 808,00
10.06.N+1	<i>Encaissement des intérêts sur les obligations de la Confédération</i>		
	Disponibilités	1 787,50	
	Impôt anticipé	962,50	
	à Produits courants des titres		2 750,00
30.06.N+1	<i>Vente de 100 000 nominal d'obligations de la Confédération, intérêts courus : $0,0275 \times 100\,000 \times 23/360$</i>		
	Disponibilités	99 173,30	
	Perte sur titres vendus	2 502,40	
	à Titres		101 500,00
	Produits courants des titres		175,70
05.11.N+1	<i>Vente des 270 actions Nestlé</i>		
	• encaissement de la vente		
	Disponibilités	143 003,10	
	à Titres		115 890,20
	Bénéfice sur titres vendus		27 112,90

31.12.N+1	<i>Clôture</i>		
	Produits courants des titres	4 205,90	
	à Résultat des titres		4 205,90
	Bénéfice sur titres vendus	27 112,90	
	à Résultat des titres		27 112,90
	Résultat des titres	2 502,40	
	à Pertes sur titres vendus		2 502,40
	Résultat des titres	28 816,40	
	à Pertes et profits		28 816,40

Au 31 décembre N+1, il n'y a plus de titres en portefeuille.

En Suisse, l'article 960 al. 2 CO, de portée générale, permet d'envisager l'évaluation des titres en portefeuille à la valeur vénale, qu'ils soient cotés ou non cotés, qu'il s'agisse de titres à court terme, à long terme ou de participations. Rien n'est précisé sur la destination des pertes ou bénéfices non réalisés.

Pour les sociétés anonymes et les sociétés assimilées, le choix de la valeur varie selon qu'il s'agit de titres cotés ou de titres non cotés, de titres à court terme, de titres à long terme ou de participations. *Les titres cotés en bourse peuvent être évalués au plus au cours moyen qu'ils ont enregistré le dernier mois précédant la date du bilan* (art. 667 al. 1 CO).

Pour les titres cotés, à court terme, le législateur accepte exceptionnellement l'idée de l'évaluation à la valeur vénale. Il ne précise cependant pas le devenir de la contrepartie de la plus-value éventuelle. La doctrine considère que, à l'encontre du principe de la réalisation, la loi admet la comptabilisation de bénéfices non réalisés.

En cas de baisse du cours, le principe de l'imparité est naturellement appliqué. La contrepartie de la moins-value potentielle enregistrée peut figurer directement au crédit du compte *Titres* ou dans un compte *Provision pour moins-value sur titres*. La seconde solution permettra de mieux suivre l'évolution effective des cours. De toute manière, la moins-value potentielle devrait être corrigée dans l'exercice ou les exercices suivants si elle ne se justifie plus.

Les titres non cotés en bourse peuvent être évalués au plus à leur prix d'acquisition, déduction faite des corrections de valeur nécessaires (art. 667 al. 2 CO).

Pour les titres non cotés, à court terme, le principe de prééminence de la réalité sur les apparences ne peut plus être appliqué même si l'évaluation des titres non cotés peut être faite de manière à respecter le caractère de probabilité du potentiel économique futur et le caractère de fiabilité de la mesure compris dans la définition d'un actif.

Enfin, les participations et autres immobilisations financières peuvent être évaluées au plus à leur prix d'acquisition ou à leur coût de revient, déduction faite des corrections de valeurs nécessaires (art. 665 CO). En cas de baisse des cours, le principe de l'imparité doit être appliqué de la même manière que pour les autres titres.

Le Manuel suisse d'audit précise enfin que pour l'établissement du bilan, la compensation de sur-évaluations et sous-évaluations (évaluation globale) est admise pour les titres, les participations et les autres immobilisations financières, pour autant que les titres figurent au bilan sous la même rubrique. Ajoutons que

Hidden page

11.2.1.3 Les titres, actifs non monétaires, et les IFRS

Le cadre conceptuel de l’IASB a une acception large de la réalisation des produits; elle y inclut les produits latents, par exemple ceux qui proviennent de la réévaluation des titres négociables. Dès lors, pour l’IASB, un profit ou une perte généré par une variation de juste valeur d’un actif financier détenu dans le but de générer un profit à court terme¹⁶, ne faisant pas partie d’une opération de couverture, se doit d’être considéré comme réalisé et inclus dans le compte de résultat de l’exercice au cours duquel il se produit (*actif financier évalué en juste valeur en contrepartie du résultat*).

Cependant pour le profit ou la perte réalisé sur un actif financier disponible à la vente, l’IASB propose la comptabilisation dans le tableau du résultat intégral (*comprehensive income*). Il rejoint ainsi les exigences des normes américaines.

Examinons l’approche de l’IASB pour le cas des actions et des obligations¹⁷.

Les actions

Selon la raison de leur détention, les actions¹⁸ en possession d’une entité peuvent être classées soit comme *actifs financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat* soit comme *actifs financiers disponibles à la vente*: ce classement dépend de l’interprétation que l’entreprise donne à leur détention et de la prévision d’évolution de leur cours. Ainsi,

- une action volatile dont l’entreprise entend se séparer à court terme, dans le but de réaliser un profit à court terme¹⁹, doit être déclarée comme *actif financier évalué en juste valeur en contrepartie du résultat* (AFT);
- une action considérée comme ne faisant pas partie d’une stratégie de type «profit à court terme», et donc peu susceptible d’être vendue (ou rachetée) à court terme, peut être classée comme *actif financier disponible à la vente* (AFS).

Les obligations

Pour les mêmes raisons, les deux catégories prévues pour les actions servent pour classer les obligations. Toutefois, si l’entreprise pense conserver l’investissement jusqu’à sa maturité, elle peut alors le considérer comme un *actif financier détenu jusqu’à l’échéance* (AFM), en tenant compte des réserves déjà mentionnées sous 11.1.1.4.1 quant à l’utilisation de cette catégorie.

En résumé, les possibilités de classement sont les suivantes:

Titre \ Type de mesure	Coût amorti	Juste valeur	
		AFT	AFS
Action	—	AFT	AFS
Obligation	AFM	AFT	AFS

¹⁶ Dans les précédentes versions de la norme IAS 39, l’IASB parlait d’*éléments financiers détenus à des fins de spéculation*.

¹⁷ Pour plus de détails, voir 10.5.3.4.

¹⁸ Ces actions ne sont pas considérées comme des participations.

¹⁹ Ce profit peut être de nature spéculative ou issu d’une stratégie d’arbitrage.

Exemple de comptabilisation des titres selon l'approche IASB

Reprenons l'exemple de RiskyTrade du paragraphe 11.2.1.1 avec une adaptation, qui permet un traitement conforme à l'approche de l'IASB.

Données

Au 31.12.N le portefeuille de titres de la société RiskyTrade est composé de 100 000 de nominal d'obligations de la Confédération, 2³/₄%, N-4 à N+9, jouissance le 10.6 et de 270 actions nominatives Nestlé de 1 de valeur nominale.

Les obligations de la Confédération ont été acquises le 15 décembre N au cours de 102, pour 103 224, coûts de transaction inclus, intérêts courus exclus. Contrairement à l'exemple précédent, les obligations ne seront pas vendues en raison du choix de classification qui a été fait (voir ci-dessous).

Les actions Nestlé ont été acquises le 7 décembre N au cours de 425,00 pour 115 890,20. La valeur de marché à fin N d'une action Nestlé est de 433. Le 25 avril N+1, Nestlé verse un dividende de 10,40 (brut) par action. Toutes les actions sont vendues le 5 novembre N+1 au cours de 535 pour 143 003,10.

En relation avec les grandeurs vues ci-avant, un choix de classification doit être opéré. On considérera ainsi que :

- le portefeuille des obligations de la Confédération est classé en entier comme un portefeuille de type *Actif financier détenu jusqu'à l'échéance*. Il ne sera de ce fait pas liquidé comme précédemment ;
- le portefeuille d'actions Nestlé sera, du point de vue de RiskyTrade, considéré comme étant de nature purement spéculative, et donc classé sous la rubrique *Actifs financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat*.

Au 31 décembre N, on a les soldes des comptes suivants :

a) Obligations de la Confédération	=	103 217,70
b) Charges financières sur obligations de la Confédération	=	6,30
c) Intérêts courus sur obligations de la Confédération	=	1 527,80
d) Actions Nestlé	=	116 910,00
e) Charges financières sur actions Nestlé	=	1 140,20
f) Produits financiers sur actions Nestlé	=	2 160,00

Explication des montants

a) Obligations de la Confédération

Le taux de rendement implicite r des obligations de la Confédération au moment de l'acquisition s'élevait à $r = 2,324904508\%$ (obtenu par itération).

Ce taux permet effectivement de concilier la valeur effectivement payée lors de l'acquisition avec les flux de trésorerie futurs que généreront ce titre.

Le cours, comparé avec la valeur nominale de 100 000, indique l'existence d'une perte lors de l'acquisition des obligations de $100\,000 - 103\,224 = (3\,224)$, perte qui devra (indirectement) être amortie sur la durée de détention (égale à la durée jusqu'à maturité de l'emprunt) à l'aide du même taux de rendement.

NOTE: Pour des raisons de simplification, l'amortissement de la prime est constaté au 31.12, afin que les états financiers de RiskyTrade fassent montre du coût amorti exact des titres à la date de clôture. Voir point b) ci-dessous.

Ainsi, et à partir de ce taux, il est possible de déterminer que le cours de ces obligations au 31.12.N s'élève, selon la méthode du coût effectif, à 103 217,70 (en supposant r constant sur la durée de vie résiduelle de l'obligation).

Cette valeur a été calculée de la manière suivante:

$$V = (1+r)^f \left[\underbrace{k \frac{1 - \frac{1}{(1+r)^n}}{r} + \frac{F}{(1+r)^n}}_{\text{équation (11.2), voir § 11.1.2.2}} \right] - fk \quad (11.3)$$

avec r = taux d'intérêt implicite: $r = 2,324904508\%$;

f = durée écoulée entre le versement du dernier coupon (le 10.06.N) et la date courante d'évaluation (31.12.N), soit $f = 0,5555$ année en faisant l'hypothèse d'une année commerciale de 12 mois de 30 jours;

k = montant du coupon annuel servi par l'obligation, soit $k = 2,75\% \times 100\,000 = 2\,750$;

n = durée totale entre le dernier coupon versé (10.06.N) et le remboursement de la valeur nominale de l'obligation accompagné du dernier coupon (10.06.N+9), soit $n = 9$ années;

F = valeur terminale de l'obligation remboursée à l'échéance (hors dernier coupon), soit le remboursement au pair de la valeur nominale de $F = 100\,000$.

Cette équation se distingue quelque peu de l'équation (11.2) dans la mesure où nous nous trouvons entre deux dates de versement de coupon d'intérêt et qu'il y a donc lieu de tenir compte de ce paramètre pour le cours.

b) *Charges financières sur obligations de la Confédération*

Au 31.12.N, la société possède des obligations dont la valeur de remboursement est de 100 000. Comparée au coût amorti de ces obligations 103 217,70, cette valeur laisse apparaître une perte résiduelle de:

$100\,000 - 103\,217,70 = (3\,217,70)$. Comparée à sa valeur initiale, cette perte a donc été amortie de $3\,224 - 3\,217,70 = 6,30$.

c) *Intérêts courus sur les obligations de la Confédération*

Au 31.12.N, la société a dû comptabiliser un intérêt couru pour la période $f = 0,5555$ année, soit un montant de: $0,5555 \times 0,0275 \times 100\,000 = 1\,527,80$.

d) *Actions Nestlé*

Le montant provient de la donnée en tant que grandeur objective car observable sur le marché. Le montant de 116 910 (270×433) correspond ainsi à la juste valeur au 31.12.N des actions Nestlé.

Hidden page

31.12.N+1	<i>Ajustements</i>		
	a) Ajustement sur intérêt couru du portefeuille obligataire		
	Produits à recevoir	1 527,80	
	à Produits courants des titres		1 527,80
	b) Ajustement de la valeur du portefeuille obligataire		

On reprend l'équation (11.3) en effectuant un ajustement dû à l'écoulement du temps, soit $n = 8$ années et $f = 0,5555$, pour trouver $V_{31.12.N+1} = 102\,867,60$. On constate ainsi une baisse de valeur de: $103\,217,70 - 102\,867,60 = 350,10$.

La perte sur obligations doit donc être «amortie» de ce montant, ce qui entraîne une hausse des charges financières

	Charges financières	350,10	
	à Obligations de la Confédération		350,10
31.12.N+1	<i>Clôture</i>		
	Bilan	102 867,60	
	à Obligations de la Confédération		102 867,60
	Produits courants des titres	5 558,00	
	à Résultat des titres		5 558,00
	Plus-value sur titres vendus	27 540,00	
	à Résultat des titres		27 540,00
	Résultat des titres	1 797,00	
	à Charges financières		1 797,00
	Résultat des titres	31 301,00	
	à Pertes et profits		31 301,00

11.2.1.4 Les titres, actifs non monétaires, et les Swiss GAAP RPC

La Swiss GAAP RPC 2 précise que les titres de l'actif circulant doivent être évalués aux valeurs actuelles. En l'absence de valeurs actuelles, ils doivent être évalués au maximum au coût d'acquisition, déduction faite des pertes de valeurs éventuelles. Les immobilisations financières sont évaluées au coût d'acquisition, déduction faite de pertes de valeur éventuelles. Les changements de valeurs actuelles doivent être enregistrés dans le compte de résultat. L'enregistrement des modifications dans les capitaux propres n'est autorisé que si cela est prévu par d'autres recommandations relatives à des thèmes spécifiques.

11.2.1.5 Cas particuliers de la gestion des titres

Dans le cadre de la gestion des titres que peut détenir une entreprise, il se présente un certain nombre de situations particulières comme l'obtention d'actions gratuites, ou le rachat d'actions ou de bons de participation propres, puis leur vente ou leur annulation. Il convient aussi d'examiner brièvement le cas des réserves latentes sur titres.

Hidden page

participation ne peut dépasser dix pour cent du capital-actions et du capital-participation (art. 659 al. 1, 656b al. 3 CO).

Pour acquérir ses propres actions ou bons de participation, l'entreprise doit pouvoir disposer librement de capitaux propres (*frei verwendbares Kapital*) équivalant au montant de la dépense nécessaire. En effet, à raison de la détention de ses propres actions et bons de participation, la société doit affecter à une réserve pour actions propres un montant correspondant à leur valeur d'acquisition, montant à prélever sur des réserves librement disponibles (art. 659 al. 1, 659a al. 2 CO).

Il incombe à la société qui détient une participation majoritaire de constituer une réserve pour actions propres pour l'acquisition de ses actions ou bons de participations propres par des filiales (art. 659b al. 3 et 656b al. 3 CO).

L'annexe doit indiquer le nombre d'actions et de bons de participation propres que détient la société, y compris ceux qui sont détenus par une autre société dans laquelle la première a une participation majoritaire; sont également mentionnées les conditions auxquelles la société a acquis ou aliéné ses propres actions ou bons de participation (art. 663b ch.10 CO)²⁵.

Les articles 659, 659a et 659b CO fixent encore d'autres contraintes. Précisons que l'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 reprend ces points avec quelques modifications rédactionnelles.

Exemple

Le bilan d'Abc S.A. établi au 31.12.N présente notamment les postes suivants:

- à l'actif: *Propres actions et bons de participation* 21 692 000;
- au passif: *Réserve pour propres actions et bons de participation* 21 852 000.

L'annexe aux comptes mentionne qu'Abc S.A. détient 177 119 de ses actions de 20 de valeur nominale figurant au bilan pour 17 712 000 et 199 034 de ses bons de participation de 4 de valeur nominale figurant au bilan pour 3 980 000. Les filiales d'Abc S.A. détiennent en outre 8 000 bons de participation Abc de 4 de valeur nominale acquis au prix de 20 chacun.

Rachat et aliénation d'actions et de bons de participation propres

Lors du rachat et de l'aliénation subséquente d'actions et de bons de participation propres, une entreprise peut procéder aux opérations d'enregistrement suivantes, présentées sous forme de journal:

- *Rachat d'actions ou de bons de participations propres, au coût d'acquisition*
Actions ou bons de participation propres
à Disponibilités

²⁵ L'article 13, al. 2, de la quatrième directive de l'Union européenne indique: «les actions propres et les parts propres ainsi que les parts d'entreprises liées ne peuvent figurer dans d'autres postes que ceux prévus à cette fin». En Suisse, la Commission des OPA (offres publiques d'achat) publie des recommandations et des communications sur les transactions de ce type (<http://www.copa.ch>).

- *Création d'une réserve pour actions propres (concerne aussi bien les actions propres que les bons de participation propres)*
Réserve «libre»
à Réserve pour actions propres
- *Aliénation des actions ou bons de participation propres avec bénéfice et dissolution de la réserve*
Disponibilités
à Actions ou bons de participation propres
Bénéfice sur titres vendus
Réserve pour actions propres
à Réserve «libre»
- *Aliénation des actions ou bons de participation propres avec perte et dissolution de la réserve*
Disponibilités
Perte sur titres vendus
à Actions ou bons de participation propres
Réserve pour actions propres
à Réserve «libre»

On notera que lorsque des actions ou des bons de participation, acquis directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une société affiliée, ne sont pas revendus dans un délai de six ans après leur acquisition, la part du prix de reprise qui dépasse la valeur nominale constituée, sauf justification appropriée, un excédent de liquidation soumis à l'impôt anticipé. En d'autres termes, au point de vue de l'impôt anticipé, racheter ses propres actions sans les remettre par la suite sur le marché est assimilé à un remboursement du capital et des réserves.

La réserve constituée par la société à raison de la détention de ses propres actions ou bons de participation peut être dissoute dans la limite de la valeur d'acquisition si les actions sont aliénées ou annulées (art. 671a CO). Pour que la réserve pour actions propres disparaisse au cas où la totalité des titres propres détenus est aliénée, il s'agit de débiter le compte de Réserve pour actions propres du coût d'acquisition et non de la valeur vénale. Il en résulte donc une perte ou un bénéfice sur titres vendus. Le Manuel suisse d'audit précise que lorsqu'une partie des actions propres est aliénée, la valeur d'acquisition doit être réduite jusqu'à concurrence du cours moyen pondéré ou de la partie ayant enregistré les valeurs d'acquisition les plus élevées.

La méthode rationnelle ou la méthode usuelle peut être appliquée pour l'évaluation des actions ou bons de participation propres cotés, à court terme. En cas de correction de valeur de ces titres, la réserve pour actions propres sera maintenue au coût d'acquisition même si les actions ont été entièrement dépréciées. La correction de valeur touche donc le résultat.

Exemple

Reprenons l'exemple d'Abc S.A. ci-dessus et admettons dans le premier cas que la société revende en bourse, le 12 janvier N+1, 1 000 de ses actions au cours

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Examinons plus particulièrement l'approche de la Swiss GAAP RPC 24. Elle précise :

1. Le portefeuille de propres actions ne doit pas figurer à l'actif; il doit figurer comme poste négatif dans les capitaux propres. La mention se fait comme composante séparée (négative) des capitaux propres.
2. Aucune évaluation subséquente de ce portefeuille ne se fait après l'acquisition et la première saisie de propres actions. En cas d'aliénation ultérieure, la plus-ou moins-value ne doit pas être enregistrée dans le résultat de la période, mais comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes.
3. Les coûts de transaction des capitaux propres, dans la mesure où ils résultent de l'obtention (augmentation de capital, vente de propres actions) ou du remboursement (réduction de capital, rachat de propres actions) de capitaux propres, doivent en principe être enregistrés comme réduction des réserves provenant de primes après déduction des impôts sur le bénéfice y afférents.
4. Les coûts de transaction encourus jusqu'à la date du bilan doivent être enregistrés comme comptes de régularisation actif, dans la mesure où il est vraisemblable que la transaction correspondante de capitaux propres aura lieu dans un avenir prévisible. Sinon ces coûts seront enregistrés avec effet sur le compte de résultat.

Ajoutons que les Swiss GAAP RPC prévoient également que les transactions avec les actionnaires en leur qualité d'actionnaires seront enregistrées à la valeur vénale, même si elles n'ont pas été effectuées à des conditions conformes au marché. Les apports de capital et les versements supplémentaires ainsi que les réductions de capital seront crédités ou débités aux réserves provenant de primes après déduction de la valeur nominale d'actions éventuellement émises ou rappelées.

Ces normes indiquent également les exigences en matière d'information à savoir :

- la présentation minimale des capitaux propres au bilan;
- les informations complémentaires sur les titres de la société telles que :
 - le nombre et la nature des propres actions enregistrées en début et en fin de période,
 - le nombre, la nature, le prix de transaction moyen et la valeur vénale moyenne (si elle est différente du prix de transaction), des propres actions acquises et aliénées durant la période de référence, les propres actions émises en relation avec des bonifications se rapportant aux actions devant être présentées séparément,
 - les engagements conditionnels éventuels en relation avec des propres actions aliénées ou acquises (p. ex. engagements de rachat ou de vente),
 - le nombre et la nature des instruments de capitaux propres de l'entité qui sont détenus par des filiales, des coentreprises, des entreprises associées, des institutions de prévoyance professionnelle et par des fondations proches de l'entreprise,
 - le nombre, la nature et les conditions des propres actions réservées en début et en fin de période pour un objectif déterminé, ainsi que des instruments de capitaux propres détenus par des personnes proches de la

société, par exemple pour les programmes d'intéressement des collaborateurs, les emprunts convertibles ou les emprunts à option;

- les informations sur les transactions avec les actionnaires en leur qualité d'actionnaires;
- les informations sur les composantes des capitaux propres, en particulier les détails relatifs aux diverses catégories de capital social, le montant du capital conditionnel et du capital autorisé, le montant des réserves statutaires ou légales non distribuables.

11.2.1.6.2 Exemple de comptabilisation selon l'approche Swiss GAAP RPC

Reprenons l'exemple de l'entreprise Abc S.A. sous l'angle des normes Swiss GAAP RPC²⁸.

Selon le CO, le bilan d'Abc S.A. établi au 31.12.N présente notamment les postes suivants:

- à l'actif: *Propres actions et bons de participation* 21 692 000;
- au passif: *Réserve pour propres actions et bons de participation* 21 852 000.

L'annexe aux comptes mentionne qu'Abc S.A. détient 177 119 de ses actions de 20 de valeur nominale figurant au bilan pour 17 712 000 (coût d'acquisition) et 199 034 de ses bons de participation de 4 de valeur nominale figurant au bilan pour 3 980 000 (coût d'acquisition). Les filiales d'Abc S.A. détiennent en outre 8 000 bons de participation Abc de 4 de valeur nominale acquis au coût unitaire de 20.

En appliquant les Swiss GAAP RPC, le bilan ne comprendra pas à l'actif les *Propres actions et bons de participation* ni au passif la *Réserve pour propres actions et bons de participation*. Les *Propres actions et bons de participation* figureront, en négatif, dans les capitaux propres, pour 21 692 000 (coût d'acquisition)²⁹.

Rachat et aliénation d'actions et de bons de participation propres

Lors du rachat et de l'aliénation subséquente d'actions et de bons de participation propres, une entreprise procéderait, selon les Swiss GAAP RPC, aux opérations d'enregistrement suivantes, présentées sous forme de journal:

Rachat d'actions ou de bons de participations propres, au coût d'acquisition

Actions ou bons de participation propres
à Disponibilités

Aliénation des actions ou bons de participation propres avec bénéfice

Disponibilités
à Actions ou bons de participation propres
Réserves provenant de primes

²⁸ Swiss GAAP RPC 24.

²⁹ Les capitaux propres du bilan consolidé comprendront la rubrique *Propres actions et bons de participation* pour – 21 852 000 (voir chap. 16).

Aliénation des actions ou bons de participation propres avec perte

Disponibilités

Réserves provenant de primes

à Actions ou bons de participation propres

Admettons de nouveau dans le premier cas que la société Abc revende en bourse, le 12 janvier N+1, 1 000 de ses actions au cours de 220 pour 217 382 ($220 \times 1\,000 - 2\,618$ de frais), dans le second cas que la société revende en bourse, le 13 mai N+1, 1 000 actions au cours de 98 pour 96 834 ($98 \times 1\,000 - 1\,166$ de frais).

1^{er} cas : Abc S.A. revend 1 000 de ses actions pour 217 382

Disponibilités

217 382

à Propres actions et bons de participation

100 000

Réserves provenant de primes

117 382

2^e cas : Abc S.A. revend 1 000 de ses actions pour 96 834

Disponibilités

96 834

Réserves provenant de primes

3 166

à Propres actions et bons de participation

100 000

Rachat et annulation d'actions et de bons de participation propres

L'annulation d'actions ou de bons de participation fait partie des opérations de réduction de capital (vol. 3). Celles-ci doivent respecter les exigences légales, notamment les articles 732-734 CO. Rappelons que l'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 abroge les articles 732-735 CO et crée les nouveaux articles 653 j-y CO pour la réduction du capital-actions. Les opérations d'enregistrement sont donc les suivantes selon les Swiss GAAP RPC :

Hypothèse 1 : Les actions ou les bons de participation propres sont rachetés au-dessus du pair.

Etape 1 : Rachat des actions ou des bons de participation propres, compte tenu de l'impôt anticipé dû sur le montant au-dessus du pair.

Rachat d'action

Actions ou bons de participation propres

à Disponibilités

Administration fédérale des contributions

Etape 2 : Réduction du capital-actions ou du capital-participation après respect des art. 732-734 CO ; annulation des actions ou bons de participation propres.

Réduction du capital-actions ou du capital-participation

Capital-actions ou capital-participation

à Actionnaires ou participants

Annulation des actions ou des bons de participation

Actionnaires ou participants

Réserves provenant de primes

à Actions ou bons de participation propres

Hypothèse 2 : Les actions ou les bons de participation propres sont rachetés au-dessous du pair.

Etape 1: Rachat des actions ou des bons de participation propres au-dessous du pair.

Rachat d'action

Actions ou bons de participation propres
à Disponibilités

Etape 2: Réduction du capital-actions ou du capital-participation après respect des art. 732-734 CO ; annulation des actions ou des bons de participation propres

Réduction du capital-actions ou du capital-participation

Capital-actions ou capital-participation
à Actionnaires ou participants

Annulation des actions ou des bons de participation

Actionnaires ou participants
à Actions ou bons de participation propres
Réserve provenant de primes

Prenons enfin un exemple de transaction avec les actionnaires en tant qu'actionnaires.

Exemple

En N, la société Z a acheté 8 000 actions propres aux actionnaires minoritaires. Le prix de rachat convenu par contrat est fixé à 200 par action. La valeur de marché des actions s'élève au moment du rachat à 185 par action. Les coûts de transaction se montent au total à 19 000.

Au 31.12.N le cours du marché de ces actions est de 210 par action. En N+1 les 8 000 actions sont vendues à 1 700 000. Les coûts de transaction sont de 20 000.

N	<i>Rachat d'actions ou de bons de participation propres, au coût d'acquisition</i>		
	Actions ou bons de participation propres (185 × 8 000)	1 480 000	
	Réserves provenant de primes (1 600 000 – 1 480 000)	120 000	
	Réserves provenant de primes à Disponibilités	19 000	1 619 000
31.12.N	Pas d'enregistrement		
N+1	<i>Aliénation des actions ou bons de participation propres avec bénéfice</i>		
	Disponibilités	1 680 000	
	Réserves provenant de primes	20 000	
	à Actions ou bons de participation propres		1 480 000
	Réserves provenant de primes		220 000

11.2.1.6.3 Réserves latentes sur titres

Sur le plan interne, la gestion des réserves latentes sur titres peut suivre le schéma général exposé à la section 10.7. Les comptes suivants sont nécessaires :

- un compte de charges *Dépréciation exceptionnelle sur titres ou immobilisations financières*,
- un compte de produit *Produits hors période hors exploitation*,
- un compte de passif *Réserve sur titres ou immobilisations financières*.

Les informations à publier dans l'annexe en cas de dissolution de réserves latentes sont les mêmes que celles présentées précédemment (chap. 8).

11.2.2 Les passifs non monétaires, sorties futures de moyens d'activité

Les passifs non monétaires comprennent les éléments dont la valeur nominale peut varier entre deux périodes. Ils concernent en particulier diverses catégories de provisions pour risques et charges dont le montant peut varier, à cause de la variation des prix ou des dettes en devises pour lesquelles les sorties définitives de moyens d'activité dépendent de l'évolution des cours de change.

L'évaluation des passifs, en particulier des passifs non monétaires autres que les capitaux propres, n'est pas précisée par le législateur suisse. On peut néanmoins appliquer les critères de l'article 960 al. 2 CO, valables pour les actifs, aux passifs pour éviter leur sous-estimation. L'évaluation doit en effet aboutir à l'estimation la plus exacte possible des sorties futures de moyens d'activité. Au cas où des passifs non monétaires, autres que les capitaux propres, comprennent des réserves latentes, celles-ci devraient être gérées sur le plan interne de manière transparente comme cela est suggéré pour la gestion des stocks (sect. 11.3).

Les provisions pour risques et charges ont été traitées dans le volume 1 et le présent volume, les éléments liés aux devises aussi dans le présent volume (sect. 11.5).

11.3 Les actifs non monétaires, réservoirs de stocks, contrats de longue durée

Les actifs non monétaires, réservoirs de stocks, peuvent comprendre une variété d'éléments tels que les stocks de marchandises commerciales, de matières premières, de matières auxiliaires, de travaux (prestations de services) ou produits en cours, de produits semi-ouvrés ou les stocks de produits finis. Les acomptes de clients pour les stocks peuvent être déduits des stocks dans la mesure où il n'existe pas de droit de restitution pour ces acomptes. Les acomptes versés pour la livraison de stocks peuvent faire partie des stocks.

L'entreprise détient ces stocks parce qu'elle en attend une mise à disposition d'éléments nécessaires à son activité.

11.3.1 Des différents types de coûts

La détermination du coût d'acquisition et la valorisation des sorties de stock des marchandises commerciales ont été développées dans le volume I. Cette analyse peut être reprise pour la détermination du coût d'acquisition et la valorisation des sorties de stock de matières premières et de matières auxiliaires.

La valorisation des travaux ou des produits en cours et celle des produits semi-ouvrés et des produits finis, voire des contrats de construction ou de longue durée, nécessitent en principe la tenue d'une comptabilité de gestion. Outil sur mesure, la comptabilité de gestion s'adaptera aux conditions d'organisation, de production et de commercialisation de l'entité concernée. La comptabilité de gestion³⁰ peut, selon le choix opéré par l'entreprise, fournir le coût complet basé sur la capacité effective, le coût complet basé sur la capacité normale, le coût variable, le coût direct ou l'ensemble de ces différents coûts. Le coût peut être calculé entre autres au niveau de la distribution ou à celui de la production ou de la fabrication. Cette section se limitera au coût au niveau de la production ou de la fabrication, c'est-à-dire celui qui peut entrer en ligne de compte pour l'évaluation des stocks.

11.3.1.1 Le coût complet de production

Le coût complet de production d'un produit ou d'un service comprend l'ensemble des charges consommées pour la production qui peuvent, avec ou sans calcul intermédiaire, lui être attribuées de manière justifiée. Il comprend des charges variables – qui ne sont pas encore engagées – directes ou indirectes par rapport aux produits, fonction de variables explicatives diverses et des charges fixes – déjà engagées – directes ou indirectes par rapport aux produits. Le calcul du coût complet peut être basé sur la capacité effective ou sur la capacité normale, la capacité étant la quantité de ressources disponibles pour produire une

³⁰ L'effet sur le résultat des différentes méthodes de calcul des coûts nécessite en réalité un développement beaucoup plus important (sect. 11.6). Seuls les éléments indispensables à l'évaluation des stocks sont retenus ici.

activité, par exemple le nombre d'heures de machines disponibles. Dans l'approche basée sur la capacité effective, les charges sont réparties sur les produits en fonction de la capacité effective des ressources utilisées, capacité qui peut être inférieure ou supérieure à celle que l'entreprise avait envisagé d'utiliser en moyenne lors de l'investissement, c'est-à-dire la capacité normale. Celle-ci peut être définie comme la capacité dont l'entreprise peut disposer d'une manière permanente, c'est-à-dire celle qui tient compte des servitudes de production ou des contraintes structurelles d'ordre interne ou professionnel tels que: les arrêts normaux pour entretien, les arrêts techniques pour raisons de sécurité, de pollution ou autres ou l'organisation du travail. Les différences entre capacité effective et capacité normale peuvent exister aussi bien dans une entreprise en pleine croissance, qui n'utilise pas encore toutes ses ressources, que dans une entreprise en difficulté ou dans une entreprise touchée momentanément par une récession générale.

Coût complet unitaire de production basé sur la capacité effective

Le coût complet unitaire basé sur la capacité effective d'un produit donné s'obtient dès lors par la formule suivante:

$$C_{e,eff} = \sum_{i=1}^n V_i/N_{prod} + \{(F_i/C_{eff,i})N_{act,i}/N_{prod}\}$$

avec

V_i = somme des charges variables, directes et indirectes par rapport au produit donné consommées dans l'activité_i pour le nombre effectif d'unités du produit donné;

N_{prod} = nombre d'unités du produit donné;

F_i = somme des charges fixes de l'activité_i;

$C_{eff,i}$ = capacité effective de l'activité_i;

$N_{act,i}$ = nombre d'unités de l'activité_i consommées par le produit donné.

Exemple

Le processus de production d'un article X prévoit le passage successif de l'article dans l'activité de production A puis dans celle de B.

Pour la période N, l'activité A utilise une capacité effective de 8 700 heures de main-d'œuvre, l'activité B, 17 520 heures de main-d'œuvre.

Le produit X consomme 3 150 heures de l'activité A et 6 400 heures de l'activité B.

Les charges fixes liées à l'activité A s'élèvent pour cette période à 157 855 et celles liées à l'activité B à 175 336.

Les charges variables, directes et indirectes, par rapport au produit X se montent à 78 900 dans l'activité A et 114 400 dans l'activité B.

Le nombre de produits X concernés est de 31 000.

Le coût complet unitaire du produit X est donc le suivant:

$$C_{\text{eff}} = \frac{78\,900}{31\,000 \text{ unités}} + \left\{ \left(\frac{157\,855}{8\,700 \text{ h}} \times 3\,150 \text{ h} \right) / 31\,000 \text{ unités} \right\} + \frac{114\,400}{31\,000 \text{ unités}} + \left\{ \left(\frac{175\,336}{17\,520 \text{ h}} \times 6\,400 \text{ h} \right) / 31\,000 \right\} = 10,15$$

Coût complet unitaire de production basé sur la capacité normale

Le coût complet unitaire de production basé sur la capacité normale s'obtient par une approche similaire sauf qu'elle répartit les charges fixes, déjà engagées, sur la base de la capacité normale. Entre le coût en capacité effective et le coût en capacité normale apparaît donc une différence, appelée différence de sous-activité ou de suractivité selon les cas, qui touche directement le résultat; cette différence n'est pas considérée comme un élément du coût des produits ou des services.

Le coût complet unitaire de production basé sur la capacité normale d'un produit donné s'obtient par la formule suivante:

$$C_{\text{c.norm}} = \sum_{i=1}^n V_i / N_{\text{prod}} + \{ (F_i / C_{\text{norm},i}) N_{\text{act},i} / N_{\text{prod}} \}$$

avec

V_i = somme des charges variables, directes et indirectes par rapport au produit donné consommées dans l'activité_i pour le nombre effectif d'unités du produit donné;

N_{prod} = nombre d'unités du produit donné;

F_i = somme des charges fixes de l'activité_i;

$C_{\text{norm},i}$ = capacité normale de l'activité_i;

$N_{\text{act},i}$ = nombre d'unités de l'activité_i consommées par le produit donné.

Exemple

En prenant l'exemple ci-dessus et en y ajoutant l'information concernant la capacité normale des activités (11 050 heures pour l'activité A et 22 100 pour l'activité B), le coût unitaire basé sur la capacité normale du produit X devient:

$$C_{\text{c.norm}} = \frac{78\,900}{31\,000 \text{ unités}} + \left\{ \left(\frac{157\,855}{11\,050 \text{ h}} \times 3\,150 \text{ h} \right) / 31\,000 \text{ unités} \right\} + \frac{114\,400}{31\,000 \text{ unités}} + \left\{ \left(\frac{175\,336}{22\,100 \text{ h}} \times 6\,400 \text{ h} \right) / 31\,000 \right\} = 9,33$$

La différence entre ces deux coûts unitaires provient uniquement de la prise en compte ou non de la sous-activité des différentes activités.

11.3.1.2 Le coût variable de production

Le coût variable unitaire de production d'un bien ou d'un service ne comprend que les charges variables – qui ne sont pas encore engagées – directes ou

indirectes par rapport au produit, fonction de variables explicatives diverses, nécessaires à sa production.

11.3.1.3 Le coût direct de production

Le coût direct unitaire de production d'un bien ou d'un service comprend les charges variables qui peuvent, directement ou indirectement, lui être attribuées plus les charges fixes, déjà engagées, nécessaires à sa production qui peuvent lui être attribuées directement. Pour les charges fixes directes, le problème de la capacité normale ou de la capacité effective se pose de la même manière que celle évoquée plus haut.

11.3.2 Evaluation des stocks

Les définitions données ci-dessus montrent qu'évaluer des stocks, en particulier des travaux ou produits en cours, des produits semi-ouvrés ou des produits finis implique dans un premier temps de définir le coût pris en considération. En Suisse, les textes légaux, le CO en particulier, concernant les évaluations des stocks ne précisent pas le contenu du coût de revient. Le principe de la permanence des méthodes exige pourtant que l'entreprise définisse clairement le contenu qu'elle compte donner à la notion de coût qu'elle va utiliser et qu'elle s'en tienne ensuite en principe à cette définition.

Quelle que soit la définition retenue, le coût qui intéresse l'évaluation des stocks est en principe le coût de production ou de fabrication. Il exclut donc en général les frais généraux d'administration et de vente. Il peut cependant comprendre par exemple des frais de transport pour le déplacement des stocks à leur endroit de stockage et les frais administratifs qui sont liés à ces déplacements. Les frais de stockage sont cependant exclus à moins que le stockage soit nécessaire entre les différents stades de la production.

11.3.2.1 Choix du coût complet

En termes d'évaluation des stocks et aussi de détermination du coût de production des biens ou services vendus dans la comptabilité financière, n'importe quelle méthode de calcul ne peut être choisie³¹. Le coût variable ou le coût direct correspondant à l'approche marginaliste des économistes sont très utiles pour la prise de décision. Cependant, ces coûts ne représentent pas l'ensemble de ce qui a été consommé pour porter un bien ou un service à un stade donné. Pour respecter le principe de la concordance dans la saisie des produits et des charges, il paraîtrait donc logique d'enregistrer face à un produit un coût complet plutôt qu'un coût dont on a éliminé arbitrairement certains éléments. Le choix généralement retenu par les normes comptables d'utiliser le coût unitaire complet basé sur la capacité normale des ressources utilisées pour les évaluations des stocks des

³¹ La littérature comprend de nombreuses justifications pour l'utilisation de l'un ou l'autre coût pour les évaluations. Citons notamment: ANTHONY R.N., *Tell it like it was*, Richard D. Irwin, Homewood, 1983, 313 p.

travaux ou produits en cours, des produits semi-ouvrés ou des produits finis paraît donc tout à fait justifié.

Voyons ce que disent les normes, puisque les textes légaux ne disent rien.

IFRS

Pour l'IAS 2 les coûts de transformation comprennent la matière directe, la main-d'œuvre directe et les autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Ainsi, par exemple, il peut être approprié d'inclure dans le coût des stocks des frais généraux autres que ceux de production ou les coûts de conception de produits à l'usage de clients spécifiques.

Elle exclut les éléments anormaux tels que les montants anormaux de déchets de fabrication, de main-d'œuvre ou d'autres coûts de production, les coûts de stockage à moins que nécessaires au processus de production, les frais généraux administratifs qui ne contribuent pas à mettre les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La norme recommande aussi, pour la détermination de la valeur des stocks, l'application d'une méthode basée sur la capacité normale de production. Elle entend par là la capacité qu'une entreprise atteint en moyenne sur plusieurs périodes, déduction faite des temps morts habituels.

Cette norme précise enfin que si à l'acquisition est lié un arrangement financier, la différence entre le coût d'acquisition basé sur une durée normale de crédit et le prix effectivement payé doit être considérée comme une charge financière à répartir sur la durée de l'arrangement.

Swiss GAAP RPC

Les Swiss GAAP RPC, RPC 2 et 17³², comprennent dans la notion des coûts de production les coûts directs de matières et de fabrication (y compris les coûts de fabrication particuliers), les frais généraux de matières, de fabrication et la quote-part des frais d'administration du secteur fabrication, indépendamment du fait qu'ils soient variables ou fixes.

La RPC 17 prévoit l'évaluation en coût complet basé sur la capacité normale qu'elle définit comme celle qu'une entreprise atteint en moyenne sur plusieurs périodes, déduction faite des temps morts habituels.

Incorporation des intérêts dans le coût complet

Serait-il judicieux d'incorporer dans le calcul du coût les charges financières sur les capitaux investis? Les normes ne sont pas unanimes sur cette question. Distinguons deux cas.

1. Intérêts sur capitaux étrangers

IFRS, Directives UE, Swiss GAAP RPC

En dépit de son appellation, le coût complet se révèle toutefois généralement incomplet. Ainsi par exemple, les IAS 2 et 23 ne prévoient pas d'inclure dans le coût

³² Rappelons que les Swiss GAAP RPC se composent du Swiss GAAP RPC cadre conceptuel, des Swiss GAAP RPC fondamentales (1-6), des Swiss GAAP RPC complémentaires (10-29) et de la Swiss GAAP RPC 30 pour les comptes consolidés.

des stocks de produits fabriqués, en grande quantité et d'une manière répétitive, les intérêts sur capitaux empruntés pour financer la fabrication. Elles ne prévoient leur introduction que pour des actifs qualifiés, c'est-à-dire ceux dont la préparation à l'utilisation ou à la vente nécessite une période de temps substantielle (vieillessement d'un alcool ou construction d'un immeuble, par exemple). Elles prévoient cependant aussi de suspendre leur introduction lorsque les travaux de préparation sont suspendus ou ne se justifient plus³³. L'IAS 23 précise enfin les caractéristiques des charges financières susceptibles d'être activées³⁴. Puisque la 4^e directive européenne et les Swiss GAAP RPC n'excluent pas la prise en compte des intérêts sur capitaux étrangers dans le coût des stocks, ceux-ci peuvent donc s'y trouver. L'article 35 de la 4^e directive précise que l'inscription à l'actif des intérêts sur capitaux étrangers doit être signalée dans l'annexe. Pour la Swiss GAAP RPC 17 ch. 20 une prise en considération des intérêts sur les capitaux de tiers peut se justifier dans certains cas, notamment en relation avec des ordres de fabrication à long terme.

2. *Intérêts sur capitaux propres*

Le sujet est avant tout traité par la doctrine. Le chapitre 7 du volume 1 montre que la théorie de l'entité économique considère que, contrairement à l'usage, la rémunération théorique des capitaux propres devrait être prise en compte dans le calcul du résultat au même titre que l'on prend en compte les intérêts sur capitaux étrangers. Cette prise en compte aboutirait à un résultat de l'exercice qui correspondrait au profit. Pour des raisons fiscales et de prudence, cette approche n'est cependant pas admise par l'usage. Il en découle que cette omission ne permet pas non plus au coût d'être complet.

L'intégration des intérêts sur capitaux propres, après celle des intérêts sur capitaux étrangers, pourrait cependant être réalisée de manière à déterminer le profit. Le journal de ces opérations serait le suivant :

Prise en compte des intérêts sur capitaux propres

Charges financières

à Intérêts théoriques sur capitaux propres
(compte de capitaux propres)

Les intérêts théoriques représentent le rendement nécessaire pour satisfaire les actionnaires sur le marché.

Imputation des intérêts sur capitaux propres aux produits

Coût des produits

à Charges financières

Dans cette situation, un résultat de l'exercice négatif montrerait en particulier que la rémunération théorique des propriétaires ne peut pas être assurée.

Pour respecter le principe de la concordance dans la saisie des produits et des charges, il serait aussi souhaitable que le calcul du coût se base, d'une manière systématique, sur les valeurs actuelles, dans la mesure où cette hypothèse se

³³ IAS 23 § 20 et suivants.

³⁴ IAS 23 § 10 et suivants.

justifie, plutôt que sur le coût historique. Les intérêts devraient donc être calculés à partir d'un bilan en valeurs actuelles.

Le coût complet théorique devrait ainsi comprendre:

- une part d'intérêts sur les capitaux étrangers,
- une part d'intérêts sur les capitaux propres³⁵,
- des charges de matières, des charges d'amortissement et d'autres charges d'exploitation en coût de remplacement.

Une approche de cette nature est en fait en Suisse implicite dans le cas des sociétés de personnes puisque le CO propose l'enregistrement d'intérêts calculés sur le capital des associés comme charges de l'exercice même si le résultat devient une perte (chap. 8). Une approche semblable pourrait être envisagée pour les entreprises individuelles. Il n'y aurait donc pas lieu pour ce type d'entreprises de neutraliser l'enregistrement des intérêts sur capitaux propres, hormis les intérêts théoriques sur capitaux propres existant dans les stocks.

Par contre, pour la société anonyme ou les sociétés assimilées, il s'agirait, pour la préparation de la proposition de répartition du résultat, d'ajouter au profit de l'exercice le montant attribué durant l'exercice au compte *Intérêts théoriques sur les capitaux propres* corrigé du montant des intérêts théoriques sur les capitaux propres restant dans les stocks. Après la décision de répartition du résultat par les organes compétents, le résultat réparti dans les réserves ou distribué, notamment sous forme de dividende, serait débité du compte *Intérêts théoriques sur capitaux propres*. Le solde du compte *Intérêts théoriques sur capitaux propres* serait maintenu dans les capitaux propres et serait englobé dans la base à rémunérer dans l'exercice suivant; ce solde montrerait en permanence le montant de rémunération théorique non encore versée aux ayants droit. Voyons ce que disent les normes.

IFRS, Directives UE, Swiss GAAP RPC

Le sujet n'est que peu traité par les normes. L'IAS 2 n'y fait guère allusion. Les Swiss GAAP RPC précisent qu'une part d'intérêt sur les fonds propres ne peut en aucun cas être portée à l'actif. Au cas où ces derniers auraient été inclus pour des besoins de comptabilité de gestion, il s'agit de corriger la valeur des stocks pour retourner aux valeurs admises en comptabilité financière. Cette exigence pourrait être respectée en identifiant séparément les *Intérêts théoriques réalisables sur stock*.

Le compte *Intérêts théoriques réalisables sur stock*, compte de capitaux propres, est ensuite ajusté dans chaque période en fonction de la variation des intérêts théoriques sur capitaux propres dans les stocks.

En conclusion, ces quelques réflexions montrent qu'il est difficile de calculer un coût véritablement complet. Dès lors, la marge doit être calculée de manière à assurer la couverture de tous les éléments qui n'auront pas été incorporés dans le coût,

³⁵ On pourrait regrouper les intérêts sur les capitaux étrangers et les intérêts sur les capitaux propres en utilisant un taux théorique moyen de «rémunération» des capitaux engagés (voir aussi § 11.4.1.4).

Limites à respecter dans l'évaluation des stocks

En Suisse, la portée générale de l'article 960 al. 2 CO permet l'évaluation des stocks des travaux ou des produits en cours, des produits semi-ouvrés et des produits finis au coût complet tel qu'il vient d'être analysé dans la mesure où le coût rétrogradé est plus élevé. Le calcul du coût rétrogradé d'un produit destiné à la vente peut suivre la démarche suivante:

Prix du marché du produit
./ Charges de vente directes liées à la vente du produit
./ Marge moyenne
= Coût rétrogradé du produit.

Il s'agira de se baser sur la marge moyenne dont la définition dépend du contenu du coût lui-même. Ainsi, si le coût correspond au coût variable, la marge doit couvrir les coûts fixes sans inclure de bénéfice.

Pour les stocks de marchandises commerciales ou de matières destinées à la revente, l'évaluation peut se faire au coût de remplacement ou au coût d'acquisition, à moins que le coût rétrogradé soit inférieur.

Pour les stocks de matières premières ou de matières auxiliaires destinées à la fabrication, le choix existe aussi entre le coût de remplacement ou le coût d'acquisition; le coût de remplacement est seul pertinent s'il est inférieur. On précisera que si le prix de vente du produit fini dans lequel la matière va s'intégrer permet de couvrir le coût d'acquisition précédent, voire le coût d'inventaire, plus élevé que le coût de remplacement, de la matière première, celui-ci peut alors être maintenu pour l'évaluation des matières.

Pour la société anonyme et les sociétés assimilées, l'article 666 CO ne permet pas de dépasser le coût complet, basé sur des coûts d'acquisition, ou le coût rétrogradé si ce dernier lui est inférieur, pour les marchandises commerciales, les travaux ou produits en cours, les produits semi-ouvrés et les produits finis destinés à la vente; pour les matières premières destinées à la fabrication, le coût d'acquisition reste la règle à moins que le coût d'approvisionnement ou le coût de remplacement soit moins élevé et que le produit fini ne permette pas de couvrir le coût d'acquisition.

Le coût pris en considération peut cependant différer selon les méthodes de valorisation des sorties de stocks traditionnelles, premier entré, premier sorti, moyenne arithmétique pondérée, dernier entré, premier sorti ou une autre méthode moins traditionnelle. Les normes donnent quelques indications.

IFRS/Swiss GAAP RPC

L'IAS 2 retient la méthode de l'identification spécifique ainsi que deux de celles mentionnées ci-dessus, à savoir la méthode du premier entré, premier sorti et celle de la moyenne arithmétique pondérée; la troisième n'est plus retenue.

La Swiss GAAP RPC 17 est plus souple: elle retient en particulier la méthode du dernier entré, premier sorti.

L'évaluation des différents postes des stocks est individuelle; elle doit l'être lorsqu'il existe des risques sérieux de dépréciation de la valeur; ainsi en est-il des stocks de produits pour lesquels le marché est saturé ou quasi inexistant; elle le sera également pour les stocks qui dépendent d'un seul client, par exemple une

commande ferme pour un client. L'évaluation globale est envisageable pour des stocks négociables de même nature, équivalents et au même stade de fabrication.

L'application du principe de la valeur la plus basse entre le coût enregistré dans les comptes et la valeur du marché implique l'estimation de la valeur d'aliénation réalisable. Pour ce faire, on part du prix actuel sur le marché de vente diminué des réductions sur vente habituelles, des charges de vente et des charges d'administration encore à couvrir. Pour les produits non finis qui n'ont pas de prix de marché, on en déduira en outre les charges de fabrication y afférentes encore à couvrir. Notons qu'on ne procède pas dans le calcul rétrograde à une déduction de la marge bénéficiaire habituelle, on admet donc qu'il n'y aura éventuellement pas de bénéfice en cas d'aliénation.

Enfin, s'il existe des contrats de vente correspondants pour les stocks, on se servira du prix contractuel comme comparaison de la valeur de marché pour la quantité correspondante.

L'IAS 2 indique en outre qu'il faut tenir compte des reprises de dépréciation en précisant que ces reprises doivent apparaître comme une réduction du CAMV ou du coût de production des produits vendus dans l'exercice où la reprise intervient. La Swiss GAAP RPC 17 indique que la modification des corrections de valeur doit en principe être comptabilisée comme charge de marchandises/matières ou comme variation de stock³⁶.

Directive UE

L'article 39 de la 4^e directive de l'Union européenne précise que l'évaluation à la valeur inférieure ne peut être maintenue si les raisons qui ont motivé les corrections de valeur ont cessé d'exister. Cette règle suggère d'exprimer la valeur du stock sur la base de la méthode de calcul du coût (coût complet «normal», coût complet «effectif») et de la méthode de valorisation des sorties (FIFO, prix moyen pondéré, éventuellement LIFO) sans modification et d'ajuster cette valeur lorsque cela est nécessaire par une provision pour dépréciation du stock. On procéderait de manière analogue à celle du traitement des débiteurs-clients à la valeur nominale des factures envoyées et du compte *Provision pour dépréciation des créances*. Dès lors, l'utilisation de la *Provision pour dépréciation du stock* pourrait aussi être menée selon la méthode rationnelle ou la méthode usuelle comme les comptes de *Provision pour dépréciation des créances* (voir volume 1). La mise en évidence des dépréciations permet d'obtenir un CAMV et donc une marge comparable dans le temps car non influencée par les dépréciations.

Exemple de traitement de dépréciation des stocks

Données pour l'exploitation

Au 31.12.N-1, la provision pour dépréciation du stock³⁷ est nulle.

³⁶ La Swiss GAAP RPC 2 indique simplement que les dépréciations d'actifs sont débitées au résultat de la période.

³⁷ Les stocks peuvent comprendre une variété d'éléments tels que les stocks de marchandises commerciales, de matières premières, de matières auxiliaires, de travaux ou produits en cours, de produits semi-ouvrés ou les stocks de produits finis.

Hidden page

31.12.N+1	<i>Dissolution de la provision pour dépréciation sur stock excédentaire</i>		
	Provision pour dépréciation du stock	5 000	
	à Produits hors période d'exploitation ³⁹		5 000
31.12.N+1	<i>Création d'une nouvelle provision pour dépréciation du stock</i>		
	Dotation à la provision pour dépréciation du stock	24 000	
	à Provision pour dépréciation du stock		24 000

Au bilan au 31.12.N+1, on aura notamment les rubriques suivantes :

Stock	375 000
Provision pour dépréciation du stock	(24 000)

Au compte de résultat, on aura notamment les rubriques suivantes :

Dépréciation du stock	17 000
Dotation à la provision pour dépréciation du stock	24 000
Produits hors période d'exploitation	5 000

Hypothèse 2

1.1-31.12.N+1	<i>Constatation de la dépréciation effective du stock initial</i>		
	Provision pour dépréciation du stock	22 000	
	à Achats		22 000
	<i>Constatation de la dépréciation effective des marchandises acquises en N+1</i>		
	Dépréciation du stock	10 000	
	à Achats		10 000
31.12.N+1	<i>Insuffisance de provision pour dépréciation du stock⁴⁰</i>		
	Charges hors période d'exploitation	2 000	
	à Provision pour dépréciation du stock		2 000
31.12.N+1	<i>Création d'une nouvelle provision pour dépréciation du stock</i>		
	Dotation à la provision pour dépréciation du stock	24 000	
	à Provision pour dépréciation du stock		24 000

³⁹ Rappelons que l'IAS 2 et la Swiss GAAP RPC 17 prévoient que la dissolution ou la modification des corrections de valeur sont à considérer comme une diminution du coût des marchandises, des matières ou des produits vendus, voire comme une variation de stock et non comme un produit hors période.

⁴⁰ L'IAS 2 ne traite pas de ce cas.

Au bilan au 31.12.N+1, on aura notamment les rubriques suivantes:

Stock	375 000
Provision pour dépréciation du stock	(24 000)

Au compte de résultat, on aura notamment les rubriques suivantes:

Dépréciation du stock	10 000
Dotation à la provision pour dépréciation du stock	24 000
Charges hors période d'exploitation	2 000

- *Méthode usuelle de traitement de la provision pour dépréciation du stock*

Hypothèse 1

1.1-31.12.N+1 *Constatation de la dépréciation effective du stock initial*

Dépréciation du stock	15 000	
à Achats		15 000

Constatation de la dépréciation effective des marchandises acquises en N+1

Dépréciation du stock	17 000	
à Achats		17 000

31.12.N+1 *Variation de la provision pour dépréciation du stock (24 000 – 20 000)*

Dépréciation du stock	4 000	
à Provision pour dépréciation du stock		4 000

Au bilan au 31.12.N+1, on aura notamment les rubriques suivantes:

Stock	375 000
Provision pour dépréciation du stock	(24 000)

Au compte de résultat, on aura notamment les rubriques suivantes:

Dépréciation du stock	36 000
-----------------------	--------

Hypothèse 2

1.1-31.12.N+1 *Constatation de la dépréciation effective du stock initial*

Dépréciation du stock	22 000	
à Achats		22 000

Constatation de la dépréciation effective des marchandises acquises en N+1

Dépréciation du stock	10 000	
à Achats		10 000

31.12.N+1 *Variation de la provision pour dépréciation du stock (24 000 – 20 000)*

Dépréciation du stock	4 000	
à Provision pour dépréciation du stock		4 000

Au bilan au 31.12.N+1, on aura notamment les rubriques suivantes:

Stock	375 000
Provision pour dépréciation du stock	(24 000)

Au compte de résultat, on aura notamment les rubriques suivantes:

Dépréciation du stock	36 000
-----------------------	--------

Informations à fournir dans l'annexe

Le CO est muet quant aux informations sur les stocks à fournir dans l'annexe. En revanche, les normes demandent logiquement que l'annexe indique la ventilation de la valeur au bilan entre les rubriques importantes en fonction de l'activité de l'entreprise, les principes et méthodes d'évaluation, le montant de la diminution de valeur, voire de la modification des corrections de valeurs et des circonstances qui y ont conduit ainsi que la valeur comptable initiale et finale des différentes composantes des stocks.

11.3.2.2 Evaluation des stocks et réserves sur stock

La section 10.7 a développé la notion de réserves latentes. Les stocks sont étroitement liés à cette notion, notamment à cause de l'abattement fiscal de 33 1/3% autorisé par le fisc. Cet abattement s'entend après la prise en compte des dépréciations du stock justifiées. De plus, l'abattement est calculé selon la méthode du coût historique.

La gestion des réserves sur stock peut être effectuée selon la méthode rationnelle ou selon la méthode usuelle. Dans le premier cas, la variation des réserves sur stock n'a aucune influence sur le coût d'acquisition ou le coût de production des produits vendus. Dans le second cas, ces coûts sont influencés par le montant de la variation des réserves sur stock.

11.3.3 Evaluation des contrats de longue durée

On rappellera que, selon la méthode du pourcentage d'avancement (méthode de *Percentage-of-Completion* ou POCM), les travaux en cours liés à *des contrats de longue durée, des services en cours ou des travaux sur le terrain d'autrui*, qui remplissent les conditions du principe de la réalisation des produits et celui de la concordance dans la saisie des produits et des charges, peuvent être transformés en créance avec la prise en compte d'une marge bénéficiaire (vol. 1).

La Swiss GAAP RCP 22 et sous une forme semblable l'IAS 11 indiquent que la méthode POCM s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies de manière cumulative:

- l'existence d'une base contractuelle;
- un haut degré de probabilité selon lequel les prestations convenues par contrat sont remplies par le fabricant et le mandant;
- une organisation de mandat appropriée pour le déroulement du contrat de construction à long terme;
- une détermination fiable de tous les produits et charges liés au contrat ainsi que du degré d'avancement.

Si les conditions d'application de la méthode POCM ne sont pas remplies, les montants seront portés au bilan selon la méthode de l'achèvement (*Completed Contract Method* ou CCM), la saisie du résultat des contrats de construction ne se faisant qu'après le passage du risque de livraison et de prestation du mandataire au mandant. Il existe une solution alternative si les conditions d'application de la méthode POCM ne sont pas remplies: la mention du chiffre d'affaires en proportion des dépenses recouvrables (sans marge bénéficiaire). Les dépenses non recouvrables seront débitées au résultat de la période.

Si des pertes sont décelables à la conclusion du contrat ou que des risques de perte apparaissent dans le déroulement du contrat de construction, des provisions doivent être constituées pour le montant total des pertes, indépendamment du degré d'avancement (voir § 11.1.3.3).

Finalement ces contrats de longue durée doivent suivre les mêmes règles d'évaluation que celles mentionnées précédemment pour les stocks: évaluation individuelle, au coût complet, sur la base du calcul permanent des prix de revient, à la valeur d'aliénation réalisable le cas échéant.

11.3.4 Exemple complet de comptabilisation des opérations d'évaluation liées aux marchandises

11.3.4.1 Méthode du coût historique

REMARQUE

Les opérations autres que celles liées aux marchandises sont déjà comptabilisées.

Données

- N*: Stock initial, 0;
 Achats de *N*, 881 636;
 CAMV de *N* au coût d'acquisition, 747 910;
 Stock final après inventaire physique = stock final comptable;
 Dépréciation du stock constatée durant l'exercice, 1 600;
 Provision pour dépréciation du stock nécessaire au 31.12.*N*, 3 000;
 La réserve sur stock est de 33 1/3%.
- N+1*: Achats de *N+1*, 803 273;
 CAMV de *N+1* au coût d'acquisition, 784 410;
 Stock final après inventaire physique = stock final comptable;
 Dépréciation du stock constatée durant l'exercice, 5 800 (dont 3 800 sur le stock au 31.12.*N*);
 Provision pour dépréciation du stock nécessaire au 31.12.*N+1*, 4 000;
 La réserve sur stock est de 33 1/3%.
- N+2*: Achats de *N+2*, 820 270;
 CAMV de *N+2* au coût d'acquisition, 824 908;

Stock final après inventaire physique = stock final comptable;
Dépréciation du stock constatée durant l'exercice, 7 400 (dont 3 100 sur le stock au 31.12.N+1);
Provision pour dépréciation du stock nécessaire au 31.12.N+2, 3 500;
La réserve sur stock est de 33 1/3%.

- *Méthode rationnelle de traitement de la provision pour dépréciation du stock et de la gestion des réserves sur stock*

Journal pour les exercices N, N+1 et N+2

	N		N+1		N+2	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1) <i>Virement du stock initial (1^{er} janvier)</i> Achats à Stock			132 126	132 126	145 189	145 189
2) <i>Achats de l'année</i> Achats à Autres passifs (Fournisseurs)	881 636	881 636	803 273	803 273	820 270	820 270
3) <i>Ventes de l'année (au coût d'acquisition)</i> CAMV à Achats	747 910	747 910	784 410	784 410	824 908	824 908
4) <i>Constatation durant l'exercice de la dépréciation du stock de la fin de l'exercice précédent</i> Provision pour dépréciation du stock à Achats			3 800	3 800	3 100	3 100
5) <i>Constatation durant l'exercice de la dépréciation des marchandises acquises durant l'exercice</i> Dépréciation du stock à Achats	1 600	1 600	2 000	2 000	4 300	4 300
6) <i>Virement du stock final comptable</i> Stock à Achats	132 126	132 126	145 189	145 189	133 151	133 151
7) <i>Dissolution de la provision pour dépréciation du stock excédentaire (constatation de l'insuffisance de la provision)</i>						

Provision pour dépréciation du stock à Produits hors période d'exploitation					900	
Charges hors période d'exploitation à Provision pour dépréciation du stock			800	800		900
8) <i>Création d'une nouvelle provision pour dépréciation du stock</i> Dotation à la provision pour dépréciation du stock à Provision pour dépréciation du stock	3 000		4 000		3 500	
		3 000		4 000		3 500
9) <i>Création de réserve sur stock</i> Charges exceptionnelles d'exploitation à Réserve sur stock	43 042	43 042	4 021	4 021		
10) <i>Dissolution de réserve sur stock</i> Réserve sur stock à Produits hors période d'exploitation					3 846	
						3 846

Grand livre (la balance des comptes est obtenue avant de tenir compte des opérations sur marchandises 1 à 10 ci-dessus)

Exercice N

Autres actifs				Stock				Provision pour dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	4 465 242	Bal.	2 930 731	6)	132 126	v/Bil.	132 126	v/Bil.	3 000	8)	3 000
		v/Bil.	1 544 511								
	4 465 242		4 465 242		132 126		132 126		3 000		3 000
Autres passifs				Réserve sur stock				Achats			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	1 460 917	Bal.	2 161 225	v/Bil.	43 042	9)	43 042	2)	881 636	3)	747 910
v/Bil.	1 381 944	2)	881 636							5)	1 600
										6)	132 126
	3 042 861		3 042 861		43 042		43 042		881 636		881 636
CAMV				Autres charges d'exploitation				Dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
3)	747 910	v/Expl.	747 910	Bal.	686 807	Bal.	17 610	5)	1 600	v/Expl.	1 600
						v/Expl.	669 397				
	747 910		747 910		686 807		686 807		1 600		1 600

Donation à la provision pour dépréciation du stock				Charges exceptionnelles d'exploitation				Ventes			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
8)	3 000	v/Expl.	3 000	9)	43 042	v/Expl.	43 042	v/Expl.	1 580 910	Bal.	1 580 910
	<u>3 000</u>		<u>3 000</u>		<u>43 042</u>		<u>43 042</u>		<u>1 580 910</u>		<u>1 580 910</u>

Débit				Exploitation				Crédit			
CAMV				747 910				Ventes			
Autres charges d'exploitation				669 397				1 580 910			
Dépréciation du stock				1 600							
Donation à la provision pour dépréciation du stock				3 000							
Charges exceptionnelles d'exploitation				43 042							
Résultat d'exploitation (v/PP)				115 961							
				<u>1 580 910</u>				<u>1 580 910</u>			

Débit				Pertes et Profits				Crédit			
Bal.				76 710				Bal.			
Résultat de l'exercice (v/Bil.)				48 651				Résultat d'exploitation			
				<u>125 361</u>				<u>115 961</u>			

ACTIF				Bilan au 31.12.N				PASSIF			
Autres actifs				1 544 511				Autres passifs			
Stock				132 126				Provision pour dépréciation du stock			
								3 000			
								Résultat sur stock			
								43 042			
								Résultat de l'exercice			
								48 651			
				<u>1 676 637</u>				<u>1 676 637</u>			

Exercice N+1

Autres actifs				Stock				Provision pour dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	4 849 841	Bal.	3 169 024	Bal.	132 126	1)	132 126	4)	3 800	Bal.	3 000
		v/Bil.	1 680 817	6)	145 189	v/Bil.	145 189	v/Bil.	4 000	7)	800
										8)	4 000
	<u>4 849 841</u>		<u>4 849 841</u>		<u>277 315</u>		<u>277 315</u>		<u>7 800</u>		<u>7 800</u>

Autres passifs				Réserve sur stock				Actifs			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	1 541 214	Bal.	2 389 703	v/Bil.	47 063	Bal.	43 042	1)	132 126	3)	784 410
v/Bil.	1 651 762	2)	803 273			9)	4 021	2)	803 273	4)	3 800
										5)	2 000
										6)	145 189
	<u>3 192 976</u>		<u>3 192 976</u>		<u>47 063</u>		<u>47 063</u>		<u>935 399</u>		<u>935 399</u>

CAMV				Autres charges d'exploitation				Dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
3)	784 410	v/Expl.	784 410	Bal.	704 125	Bal.	45 520	5)	2 000	v/Expl.	2 000
						v/Expl.	658 605				
	<u>784 410</u>		<u>784 410</u>		<u>704 125</u>		<u>704 125</u>		<u>2 000</u>		<u>2 000</u>

Donation à la provision pour dépréciation du stock				Charges exceptionnelles d'exploitation				Charges hors période d'exploitation			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
8)	4 000	v/Expl.	4 000	9)	4 021	v/Expl.	4 021	7)	800	v/Expl.	800
	<u>4 000</u>		<u>4 000</u>		<u>4 021</u>		<u>4 021</u>		<u>800</u>		<u>800</u>

Ventes			
Débit			Crédit
v/Expl.	1 649 410	Bal.	1 649 410
	<u>1 649 410</u>		<u>1 649 410</u>

Débit	Exploitation		Crédit
CAMIV	784 410	Ventes	1 649 410
Autres charges d'exploitation	658 603		
Dépréciation du stock	2 000		
Donation à la provision pour dépréciation du stock	4 000		
Charges exceptionnelles d'exploitation	4 021		
Charges hors période d'exploitation	800		
Résultat d'exploitation (v/PP)	195 574		
	<u>1 649 410</u>		<u>1 649 410</u>

Débit	Pertes et Profits		Crédit
Bal.	80 112	Bal.	7 719
Résultat de l'exercice (v/Bil.)	123 181	Résultat d'exploitation	195 574
	<u>203 293</u>		<u>203 293</u>

ACTIF	Bilan au 31.12.N+1		PASSIF
Autres actifs	1 680 817	Autres passifs	1 651 762
Stock	145 189	Provision pour dépréciation du stock	4 000
		Réserve sur stock	47 063
		Résultat de l'exercice	123 181
	<u>1 826 006</u>		<u>1 826 066</u>

Exercice N+2

Autres actifs				Stock				Provision pour dépréciation du stock			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
Bal.	5 009 787	Bal.	3 234 530	Bal.	145 189	1)	145 189	4)	3 100	Bal.	4 000
		v/Bil.	1 775 257	6)	133 151	v/Bil.	133 151	7)	900	8)	3 500
	<u>5 009 787</u>		<u>5 009 787</u>		<u>278 340</u>		<u>278 340</u>	v/Bil.	3 500		
									<u>7 500</u>		<u>7 500</u>

Autres passifs				Réserve sur stock				Achats			
Débit			Crédit	Débit			Crédit	Débit			Crédit
Bal.	1 387 810	Bal.	2 551 883	10)	3 846	Bal.	47 063	1)	145 189	3)	824 908
v/Bil.	1 784 343	2)	820 270	v/Bil.	43 217			2)	820 270	4)	3 100
										5)	4 300
										6)	133 151
	<u>3 372 153</u>		<u>3 372 153</u>		<u>47 063</u>		<u>47 063</u>		<u>965 459</u>		<u>965 459</u>

CAMV				Autres charges d'exploitation				Dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
3)	824 908	v/Expl.	824 908	Bal.	723 299	Bal.	46 100	5)	4 300	v/Expl.	4 300
						v/Expl.	677 199				
	<u>824 908</u>		<u>824 908</u>		<u>723 299</u>		<u>723 299</u>		<u>4 300</u>		<u>4 300</u>

Dotation à la provision pour dépréciation du stock				Ventes				Produits hors période d'exploitation			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
8)	3 500	v/Expl.	3 500	v/Expl.	1 657 170	Bal.	1 657 170	v/Expl.	4 746	7)	900
										10)	3 846
	<u>3 500</u>		<u>3 500</u>		<u>1 657 170</u>		<u>1 657 170</u>		<u>4 746</u>		<u>4 746</u>

Débit		Exploitation		Crédit	
CAMV		824 908	Ventes	1 657 170	
Autres charges d'exploitation		677 199	Produits hors période d'exploitation	4 746	
Dépréciation du stock		4 300			
Dotation à la provision pour dépréciation du stock		3 500			
Résultat d'exploitation (v/PP)		152 009			
		<u>1 661 916</u>		<u>1 661 916</u>	

Débit		Pertes et Profits		Crédit	
Bal.		83 430	Bal.	8 769	
Résultat de l'exercice (v/Bil.)		77 348	Résultat d'exploitation	152 009	
		<u>160 778</u>		<u>160 778</u>	

ACTIF		Bilan au 31.12.N+2		PASSIF	
Autres actifs		1 775 257	Autres passifs	1 784 343	
Stock		133 151	Provision pour dépréciation du stock	3 500	
			Réserve sur stock	43 217	
			Résultat de l'exercice	77 348	
		<u>1 908 408</u>		<u>1 908 408</u>	

On a dès lors, en résumé, pour les stocks:

	N	N+1	N+2
Valeur comptable du stock	132 126	145 189	133 151
J. Provision pour dépréciation du stock	3 000	4 000	3 500
Valeur effective du stock	129 126	141 189	129 651
J. Réserve sur stock (33 1/3%)	43 042	47 063	43 217
Valeur publiée du stock	86 084	94 126	86 434

et les résultats effectifs:

Résultat publié	48 651	123 181	77 348
+ Dotation à la réserve sur stock	43 042	4 021	(3 846)
Résultat de l'exercice effectif	<u>91 693</u>	<u>127 202</u>	<u>73 502</u>

- *Méthode usuelle de traitement de la provision pour dépréciation du stock et de la gestion des réserves sur stock*

Journal pour les exercices N, N+1 et N+2

	N		N+1		N+2	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1) <i>Virement du stock initial (1^{er} janvier)</i> Achats à Stock			89 084	89 084	98 126	98 126
2) <i>Achats de l'année</i> Achats à Autres passifs (Fournisseurs)	881 636	881 636	803 273	803 273	820 270	820 270
3) <i>Ventes de l'année (au coût d'acquisition)</i> CAMV à Achats	747 910	747 910	784 410	784 410	824 908	824 908
4) <i>Constatation durant l'exercice de la dépréciation du stock de la fin de l'exercice précédent et des marchandises acquises durant l'exercice</i> Dépréciation du stock à Achats	1 600	1 600	5 800	5 800	7 400	7 400
5) <i>Virement du stock final comptable</i> Stock à Achats	132 126	132 126	102 147	102 147	86 088	86 088
6) <i>Variation de la provision pour dépréciation du stock</i> Dépréciation du stock à Provision pour dépréciation du stock Provision pour dépréciation du stock à Dépréciation du stock	3 000	3 000	1 000	1 000	500	500
7) <i>Création de réserve sur stock</i> CAMV à Stock	43 042	43 042	4 021	4 021		
8) <i>Dissolution de la réserve sur stock</i> Stock à CAMV					3 846	3 846

Grand livre (la balance des comptes est obtenue avant de tenir compte des opérations sur marchandises 1 à 8 ci-dessus)

Exercice N

Autres actifs		Stock		Provision pour dépréciation du stock	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 4 465 242	Bal. 2 920 731	5) 132 126	7) 43 042	v/Bil. 3 000	6) 3 000
	v/Bil. 1 544 511		v/Bil. 89 084		
<u>4 465 242</u>	<u>4 465 242</u>	<u>132 126</u>	<u>132 126</u>	<u>3 000</u>	<u>3 000</u>

Autres passifs		Achats		CAMV	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 1 460 917	Bal. 2 161 225	2) 881 636	3) 747 910	3) 747 910	v/Expl. 790 952
v/Bil. 1 581 944	2) 881 636		4) 1 600	7) 43 042	
			5) 132 126		
<u>3 042 861</u>	<u>3 042 861</u>	<u>881 636</u>	<u>881 636</u>	<u>790 952</u>	<u>790 952</u>

Autres charges d'exploitation		Dépréciation du stock		Ventes	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 686 807	Bal. 17 410	4) 1 600	v/Expl. 4 600	v/Expl. 1 580 910	Bal. 1 580 910
	v/Expl. 669 397	6) 3 600			
<u>686 807</u>	<u>686 807</u>	<u>4 600</u>	<u>4 600</u>	<u>1 580 910</u>	<u>1 580 910</u>

Débit	Exploitation		Crédit
CAMV	790 952	Ventes	1 580 910
Autres charges d'exploitation	669 397		
Dépréciation du stock	4 600		
Résultat d'exploitation (v/PP)	115 961		
	<u>1 580 910</u>		<u>1 580 910</u>

Débit	Pertes et Profits		Crédit
Bal.	76 710	Bal.	9 480
Résultat de l'exercice (v/Bil.)	48 651	Résultat d'exploitation	115 961
	<u>125 361</u>		<u>125 361</u>

ACTIF	Bilan au 31.12.N		PASSIF
Autres actifs	1 544 511	Autres passifs	1 581 944
Stock	89 084	Provision pour dépréciation du stock	3 000
		Résultat de l'exercice	48 651
	<u>1 633 595</u>		<u>1 633 595</u>

Exercice N+1

Autres actifs		Stock		Provision pour dépréciation du stock	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 4 849 841	Bal. 3 169 024	Bal. 89 084	1) 89 084	v/Bil. 4 000	Bal. 3 000
	v/Bil. 1 680 817	5) 102 147	7) 4 021		6) 1 000
			v/Bil. 98 126		
<u>4 849 841</u>	<u>4 849 841</u>	<u>191 231</u>	<u>191 231</u>	<u>4 000</u>	<u>4 000</u>

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Provision pour dépréciation du stock			3 800			
Réserve de réévaluation réalisable sur stock			20			
à Achats				3 820		
Provision pour dépréciation du stock					3 100	
à Réserve de réévaluation réalisable sur stock						30
Achats						3 070
7) <i>Constatation durant l'exercice de la dépréciation des marchandises acquises durant l'exercice</i>						
Dépréciation du stock	1 700		2 060		4 290	
à Achats		1 700		2 060		4 290
Réserve de réévaluation réalisable sur stock	100		60			
à Dépréciation du stock		100		60		
Dépréciation du stock					10	
à Réserve de réévaluation réalisable sur stock						10
8) <i>Virement du stock final comptable</i>						
Stock	132 936		145 369		134 079	
à Achats		132 936		145 369		134 079
9) <i>Dissolution de la provision pour dépréciation du stock excédentaire (constatation de l'insuffisance de la provision)</i>						
Provision pour dépréciation du stock					900	
à Produits hors période d'exploitation						900
Charges hors période d'exploitation			800			
à Provision pour dépréciation du stock				800		
10) <i>Création d'une nouvelle provision pour dépréciation du stock</i>						
Dotation à la provision pour dépréciation du stock	3 000		4 000		3 500	
à Provision pour dépréciation du stock		3 000		4 000		3 500
11) <i>Création de réserve sur stock</i>						
Charges exceptionnelles d'exploitation	43 042		4 021			
à Réserve sur stock		43 042		4 021		
12) <i>Dissolution de réserve sur stock</i>						
Réserve sur stock					3 846	
à Produits hors période d'exploitation						3 846

Grand livre (la balance des comptes est obtenue avant de tenir compte des opérations sur marchandises 1 à 10 ci-dessus)

Exercice N

Autres actifs				Stock				Provision pour dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	4 465 242	Bal.	2 920 731	8)	132 936	v/Bil.	132 936	v/Bil.	3 000	10)	3 000
		v/Bil.	1 544 511								
	<u>4 465 242</u>		<u>4 465 242</u>		<u>132 936</u>		<u>132 936</u>		<u>3 000</u>		<u>3 000</u>

Autres passifs				Réserve de réévaluation réalisable sur stock				Réserve de réévaluation réalisée sur stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	1 460 917	Bal.	2 161 225	5)	16 090	2)	17 000	v/Bil.	16 090	5)	16 090
v/Bil.	1 581 944	2)	881 636	7)	100						
		v/Bil.		v/Bil.	810						
	<u>3 042 861</u>		<u>3 042 861</u>		<u>17 000</u>		<u>17 000</u>		<u>16 090</u>		<u>16 090</u>

Réserve sur stock				Achats				CAMV			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
v/Bil.	43 042	11)	43 042	2)	881 636	4)	764 000	4)	764 000	v/Expl.	764 000
				3)	17 000	7)	1 700				
						8)	132 936				
	<u>43 042</u>		<u>43 042</u>		<u>898 636</u>		<u>898 636</u>		<u>764 000</u>		<u>764 000</u>

Autres charges d'exploitation				Dépréciation du stock				Donation à la provision pour dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	686 807	Bal.	17 410	7)	1 700	7)	100	10)	3 000	v/Expl.	3 000
		v/Expl.	669 397			v/Expl.	1 600				
	<u>686 807</u>		<u>686 807</u>		<u>1 700</u>		<u>1 700</u>		<u>3 000</u>		<u>3 000</u>

Charges exceptionnelles d'exploitation				Ventes			
Débit		Crédit		Débit		Crédit	
11)	43 042	v/Expl.	43 042	v/Expl.	1 580 910	Bal.	1 580 910
	<u>43 042</u>		<u>43 042</u>		<u>1 580 910</u>		<u>1 580 910</u>

Exploitation				Pertes et Profits			
Débit		Crédit		Débit		Crédit	
CAMV	764 000	Ventes	1 580 910	Bal.	76 710	Bal.	9 400
Autres charges d'exploitation	669 397			Résultat de l'exercice (v/Bil.)	32 561	Résultat d'exploitation	99 871
Dépréciation du stock	1 600						
Donation à la provision pour dépréciation du stock	3 000						
Charges exceptionnelles d'exploitation	43 042						
Résultat d'exploitation (v/PP)	99 871						
	<u>1 580 910</u>		<u>1 580 910</u>		<u>109 271</u>		<u>109 271</u>

Pertes et Profits				Pertes et Profits			
Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	76 710	Bal.	9 400	Bal.	76 710	Bal.	9 400
Résultat de l'exercice (v/Bil.)	32 561	Résultat d'exploitation	99 871	Résultat de l'exercice (v/Bil.)	32 561	Résultat d'exploitation	99 871
	<u>109 271</u>		<u>109 271</u>		<u>109 271</u>		<u>109 271</u>

ACTIF	Bilan au 31.12.N		PASSIF
Autres actifs	1 544 511	Autres passifs	1 581 944
Stock	132 936	Provision pour dépréciation du stock	3 000
		Réserve de réévaluation réalisable sur stock	810
		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	16 090
		Réserve sur stock	43 042
		Résultat de l'exercice	32 561
	<u>1 677 447</u>		<u>1 677 447</u>

Exercice N+1

Autres actifs		Stock		Provision pour dépréciation du stock	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 4 849 841	Bal. 3 169 024	Bal. 132 936	1) 132 936	6) 3 800	Bal. 3 000
	v/Bil. 1 680 817	8) 145 369	v/Bil. 145 369	v/Bil. 4 000	9) 800
					10) 4 000
<u>4 849 841</u>	<u>4 849 841</u>	<u>278 305</u>	<u>278 305</u>	<u>7 800</u>	<u>7 800</u>

Autres passifs		Réserve de réévaluation réalisable sur stock		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 1 541 214	Bal. 3 373 613	5) 15 520	Bal. 810	v/Bil. 31 640	Bal. 16 090
v/Bil. 1 635 672	2) 803 273	6) 20	3) 15 000		5) 15 550
		7) 60			
		v/Bil. 180			
<u>3 176 886</u>	<u>3 176 886</u>	<u>15 810</u>	<u>15 810</u>	<u>31 640</u>	<u>31 640</u>

Réserve sur stock		Achats		CAMV	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
v/Bil. 47 063	Bal. 43 042	1) 132 936	4) 799 960	4) 799 960	v/Expl. 799 960
	11) 4 021	2) 803 273	6) 3 820		
		3) 15 600	7) 2 060		
			8) 145 369		
<u>47 063</u>	<u>47 063</u>	<u>951 209</u>	<u>951 209</u>	<u>799 960</u>	<u>799 960</u>

Autres charges d'exploitation		Dépréciation du stock		Donation à la provision pour dépréciation du stock	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 704 125	Bal. 45 520	7) 2 060	7) 60	10) 4 000	v/Expl. 4 000
	v/Expl. 658 605		v/Expl. 2 000		
<u>704 125</u>	<u>704 125</u>	<u>2 060</u>	<u>2 060</u>	<u>4 000</u>	<u>4 000</u>

Charges exceptionnelles d'exploitation		Charges hors période d'exploitation		Ventes	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
11) 4 021	v/Expl. 4 021	9) 800	v/Expl. 800	v/Expl. 1 649 410	Bal. 1 649 410
<u>4 021</u>	<u>4 021</u>	<u>800</u>	<u>800</u>	<u>1 649 410</u>	<u>1 649 410</u>

Débit	Exploitation		Credit
CAMV	799 960	Ventes	1 649 410
Autres charges d'exploitation	658 605		
Dépréciation du stock	2 000		
Dotation à la provision pour dépréciation du stock	4 000		
Charges exceptionnelles d'exploitation	4 021		
Charges hors période d'exploitation	800		
Résultat d'exploitation (v/PP)	180 024		
	<u>1 649 410</u>		<u>1 649 410</u>

Débit	Pertes et Profits		Credit
Bal.	89 112	Bal.	7 719
Résultat de l'exercice (v/Bil.)	107 631	Résultat d'exploitation	180 024
	<u>187 743</u>		<u>187 743</u>

ACTIF	Bilan au 31.12.N+1		PASSIF
Autres actifs	1 680 817	Autres passifs	1 635 672
Stock	145 369	Provision pour dépréciation du stock	4 000
		Réserve de réévaluation réalisable sur stock	180
		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	31 640
		Réserve sur stock	47 063
		Résultat de l'exercice	107 631
	<u>1 826 186</u>		<u>1 826 186</u>

Exercice N+2

Autres actifs				Stock				Provision pour dépréciation du stock			
Débit		Credit		Débit		Credit		Débit		Credit	
Bal.	3 009 787	Bal.	3 234 530	Bal.	145 369	1)	145 369	6)	3 100	Bal.	4 000
		v/Bil.	1 775 257	8)	134 079	v/Bil.	134 079	9)	900	10)	3 500
								v/Bil.	3 500		
	<u>3 009 787</u>		<u>5 009 787</u>		<u>279 448</u>		<u>279 448</u>		<u>7 500</u>		<u>7 500</u>

Autres passifs				Réserve de réévaluation réalisable sur stock				Réserve de réévaluation réalisée sur stock			
Débit		Credit		Débit		Credit		Débit		Credit	
Bal.	1 587 810	Bal.	2 520 243	5)	12 892	Bal.	180	v/Bil.	44 532	Bal.	31 640
v/Bil.	1 752 703	2)	820 270	v/Bil.	928	3)	13 600			5)	12 892
						6)	20				
						7)	10				
	<u>3 340 513</u>		<u>3 340 513</u>		<u>13 820</u>		<u>13 820</u>		<u>44 532</u>		<u>44 532</u>

Réserve sur stock				Achats				CAMV			
Débit		Credit		Débit		Credit		Débit		Credit	
12)	3 846	Bal.	47 063	1)	145 369	4)	837 800	4)	837 800	v/Expl.	837 800
v/Bil.	43 217			2)	820 270	6)	3 070				
				3)	13 600	7)	4 290				
						8)	134 079				
	<u>47 063</u>		<u>47 063</u>		<u>979 239</u>		<u>979 239</u>		<u>837 800</u>		<u>837 800</u>

Autres charges d'exploitation				Dépréciation du stock				Dotation à la provision pour dépréciation du stock			
Débit		Crédit		Débit		Crédit		Débit		Crédit	
Bal.	723 299	Bal.	46 100	7)	4 290	v/Expl.	4 300	10)	3 500	v/Expl.	3 500
		v/Expl.	677 199	7)	10						
	<u>723 299</u>		<u>723 299</u>		<u>4 300</u>		<u>4 300</u>		<u>3 500</u>		<u>3 500</u>
Ventes				Produits hors période d'exploitation							
Débit		Crédit		Débit		Crédit					
v/Expl.	1 657 170	Bal.	1 657 170	v/Expl.	4 746	9)	900				
						12)	3 846				
	<u>1 657 170</u>		<u>1 657 170</u>		<u>4 746</u>		<u>4 746</u>				
Exploitation				Pertes et Profits							
Débit		Crédit		Débit		Crédit					
CAMV	837 800	Ventes	1 657 170								
Autres charges d'exploitation	677 199	Produits hors période d'exploitation	4 746								
Dépréciation du stock	4 300										
Dotation à la provision pour dépréciation du stock	3 500										
Résultat d'exploitation (v/PP)	139 117										
	<u>1 661 916</u>		<u>1 661 916</u>								
Bilan au 31.12.N+2				PASSIF							
ACTIF		PASSIF		Débit		Crédit					
Autres actifs	1 775 257	Autres passifs	1 752 793								
Stock	134 079	Provision pour dépréciation du stock	3 500								
		Réserve de réévaluation réalisable sur stock	928								
		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	44 532								
		Réserve sur stock	43 217								
		Résultat de l'exercice	64 456								
	<u>1 909 336</u>		<u>1 909 336</u>								

On a dès lors, en résumé, pour les stocks:

	N	N+1	N+2
Valeur comptable du stock en coût de remplacement	132 936	145 369	134 079
J. Réserve de réévaluation réalisable sur stock	810	180	928
= Valeur comptable du stock en coût historique	132 126	145 189	133 151
J. Provision pour dépréciation du stock	3 000	4 000	3 500
= Valeur effective du stock en coût historique	129 126	141 189	129 651
J. Réserve sur stock (33 1/3%)	43 042	47 063	43 217
= Valeur publiée du stock	86 084	94 126	86 434
et les résultats effectifs:			
Résultat en coût de remplacement	32 561	107 631	64 456
+ Réserve de réévaluation réalisée sur stock de l'exercice	16 090	15 550	12 892
= Résultat en coût historique (publié)	48 651	123 181	77 348
+ Dotation à la réserve sur stock	43 042	4 021	(3 846)
= Résultat en coût historique effectif	91 693	127 202	73 502

- *Méthode usuelle de traitement de la provision pour dépréciation du stock et de la gestion des réserves sur stock*

Journal pour les exercices N, N+1 et N+2

	N		N+1		N+2	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1) <i>Virement du stock initial (1^{er} janvier)</i>						
Achats à Stock			89 894	89 894	98 306	98 306
2) <i>Achats de l'année</i>						
Achats à Autres passifs (Fournisseurs)	881 636	881 636	803 273	803 273	820 270	820 270
3) <i>Réajustement du stock au moment de la vente</i>						
Achats à Réserve de réévaluation réalisable sur stock	17 000	17 000	15 000	15 000	13 600	13 600
4) <i>Ventes de l'année (au coût de remplacement)</i>						
CAMV à Achats	764 000	764 000	799 960	799 960	837 800	837 800
5) <i>Part de la réserve réalisable sur stock réalisée durant la période</i>						
Réserve de réévaluation réalisable sur stock à Réserve de réévaluation réalisée sur stock	16 090	16 090	15 550	15 550	12 892	12 892
6) <i>Constatation durant l'exercice de la dépréciation du stock de la fin de l'exercice précédent et des marchandises acquises durant l'exercice</i>						
Dépréciation du stock à Achats	1 700	1 700	5 880	5 880	7 360	7 360
Réserve de réévaluation réalisable sur stock à Dépréciation du stock	100	100	80	80		
Dépréciation du stock à Réserve de réévaluation réalisable sur stock					40	40
7) <i>Virement du stock final comptable</i>						
Stock à Achats	132 936	132 936	102 327	102 327	87 016	87 016
8) <i>Variation de la provision pour dépréciation du stock</i>						

Dépréciation du stock à Provision pour dépréciation du stock	3 000		1 000			
Provision pour dépréciation du stock à Dépréciation du stock		3 000		1 000		
9) <i>Création de réserve sur stock</i> CAMV à Stock	43 042	43 042	4 021	4 021	500	500
10) <i>Dissolution de réserve s/stock</i> Stock à CAMV					3 846	3 846

Grand livre (la balance des comptes est obtenue avant de tenir compte des opérations sur marchandises 1 à 10 ci-dessus)

Exercice N

Autres actifs		Stock		Provision pour dépréciation du stock	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 4 465 242	Bal. 2 920 731	7) 132 936	9) 43 042	v/Bil. 3 000	8) 3 000
	v/Bil. 1 544 511		v/Bil. 89 894		
<u>4 465 242</u>	<u>4 465 242</u>	<u>132 936</u>	<u>132 936</u>	<u>3 000</u>	<u>3 000</u>

Autres passifs		Réserve de réévaluation réalisable sur stock		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Bal. 1 460 917	Bal. 2 161 225	5) 16 090	3) 17 000	v/Bil. 16 090	5) 16 090
v/Bil. 1 581 944	2) 881 636	6) 100			
		v/Bil. 810			
<u>3 042 861</u>	<u>3 042 861</u>	<u>17 000</u>	<u>17 000</u>	<u>16 090</u>	<u>16 090</u>

Achats		CAMV		Autres charges d'exploitation	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2) 881 636	4) 764 000	4) 764 000	v/Expl. 807 042	Bal. 686 807	Bal. 17 410
3) 17 000	6) 1 700	9) 43 042			v/Expl. 669 397
	7) 132 936				
<u>898 636</u>	<u>898 636</u>	<u>807 042</u>	<u>807 042</u>	<u>686 807</u>	<u>686 807</u>

Dépréciation du stock		Ventes	
Débit	Crédit	Débit	Crédit
6) 1 600	v/Expl. 4 600	v/Expl. 1 580 910	Bal. 1 580 910
8) 3 000			
<u>4 600</u>	<u>4 600</u>	<u>1 580 910</u>	<u>1 580 910</u>

Débit	Exploitation		Crédit
CAMV	807 042	Ventes	1 580 910
Autres charges d'exploitation	669 397		
Dépréciation du stock	4 600		
Résultat d'exploitation (v/PP)	99 871		
	<u>1 580 910</u>		<u>1 580 910</u>

Débit	Pertes et Profits		Credit
Bal.	76 710	Bal.	9 400
Résultat de l'exercice (v/bil.)	32 561	Résultat d'exploitation	99 871
	<u>109 271</u>		<u>109 271</u>

ACTIF	Bilan au 31.12.N		PASSIF
Autres actifs	1 544 511	Autres passifs	1 581 944
Stock	89 894	Provision pour dépréciation du stock	3 000
		Réserve de réévaluation réalisable sur stock	810
		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	16 090
		Résultat de l'exercice	32 561
	<u>1 634 405</u>		<u>1 634 405</u>

Exercice N+1

Autres actifs		Stock		Provision pour dépréciation du stock	
Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
Bal. 4 849 841	Bal. 3 169 024	Bal. 89 894	1) 89 894	v/Bil. 4 000	Bal. 3 000
	v/Bil. 1 680 817	7) 102 327	9) 4 021		8) 1 000
			v/Bil. 98 306		
<u>4 849 841</u>	<u>4 849 841</u>	<u>192 221</u>	<u>192 221</u>	<u>4 000</u>	<u>4 000</u>

Autres passifs		Réserve de réévaluation réalisable sur stock		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	
Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
Bal. 1 541 214	Bal. 2 373 613	5) 15 550	Bal. 810	v/Bil. 31 640	Bal. 16 090
v/Bil. 1 635 672	2) 803 273	6) 80	3) 15 000		5) 15 550
		v/Bil. 180			
<u>3 176 886</u>	<u>3 176 886</u>	<u>15 630</u>	<u>15 810</u>	<u>31 640</u>	<u>31 640</u>

Achats		CAMV		Autres charges d'exploitation	
Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
1) 89 894	4) 799 960	4) 799 960	v/Expl. 803 981	Bal. 704 125	Bal. 45 520
2) 803 273	6) 5 880	9) 4 021			v/Expl. 658 605
3) 15 000	7) 102 327				
<u>908 167</u>	<u>908 167</u>	<u>803 981</u>	<u>803 981</u>	<u>704 125</u>	<u>704 125</u>

Dépréciation du stock		Ventes	
Débit	Credit	Débit	Credit
6) 5 800	v/Expl. 6 800	v/Expl. 1 649 410	Bal. 1 649 410
8) 1 000			
<u>6 800</u>	<u>6 800</u>	<u>1 649 410</u>	<u>1 649 410</u>

Débit	Exploitation		Credit
CAMV	803 981	Ventes	1 649 410
Autres charges d'exploitation	658 605		
Dépréciation du stock	6 800		
Résultat d'exploitation (v/PP)	180 024		
	<u>1 649 410</u>		<u>1 649 410</u>

Hidden page

Débit	Pertes et Profits		Credit
Bal.	83 430	Bal.	8 769
Résultat de l'exercice (v/Bil.)	64 456	Résultat d'exploitation	139 117
	<u>147 886</u>		<u>147 886</u>

ACTIF	Bilan au 31.12.N+2		PASSIF
Autres actifs	1 775 257	Autres passifs	1 752 703
Stock	90 862	Provision pour dépréciation du stock	3 500
		Réserve de réévaluation réalisable sur stock	928
		Réserve de réévaluation réalisée sur stock	44 532
		Résultat de l'exercice	64 456
	<u>1 866 119</u>		<u>1 866 119</u>

On a dès lors, en résumé, pour les stocks:

	N	N+1	N+2
Valeur comptable du stock en coût de remplacement	89 894	98 306	90 682
/ Réserve de réévaluation réalisable sur stock	810	180	928
/ Provision pour dépréciation du stock	3 000	4 000	3 500
+ Réserve sur stock	43 042	47 063	43 217
= Valeur effective du stock en coût historique	<u>129 126</u>	<u>141 189</u>	<u>129 651</u>

et les résultats effectifs:

	Résultat en coût de remplacement	32 561	107 631	64 456
+	Réserve de réévaluation réalisée sur stock de l'exercice	16 090	15 550	12 892
=	Résultat en coût historique (publié)	<u>48 651</u>	<u>123 181</u>	<u>77 348</u>
+	Dotation à la réserve sur stock	43 042	4 021	(3 846)
=	Résultat en coût historique effectif	<u>91 693</u>	<u>127 202</u>	<u>73 502</u>

La création de réserves sur stock réduit le résultat de l'exercice, que celui-ci soit positif ou négatif. La dissolution de réserves sur stock augmente le résultat de l'exercice, que celui-ci soit positif ou négatif. Cette création ou cette dissolution de réserves peut se faire en utilisant un taux constant ou un taux variable de réserves sur stock. Dans le premier cas, on parlera de réserves sur stock automatiques, dans le second cas de réserves sur stock non automatiques.

Selon l'article 960 al. 2 CO, de portée générale, les réserves sur stock peuvent être calculées à partir du coût de remplacement ou du coût de remplacement théorique à partir du prix du marché si celui-ci est plus faible; pour la société anonyme, elles ne peuvent être calculées qu'à partir du coût d'acquisition ou de revient ou du coût d'acquisition ou de revient théorique, obtenu par la méthode rétrograde, si celui-ci est plus faible.

L'abattement fiscal de 33 $\frac{1}{3}$ % s'entend uniquement sur la base du coût historique; il est calculé après la prise en compte des dépréciations justifiées des stocks.

On rappellera que la société anonyme doit pouvoir justifier, pour vérification par l'organe de révision, de la constitution et de la dissolution des réserves sur stock.

Hidden page

de l'origine possible des montants d'amortissement souvent rencontrés dans les illustrations antérieures; elle va donc analyser les différentes méthodes de calcul de l'amortissement des éléments immobilisés corporels. Elle s'arrêtera aussi au traitement des éléments intangibles comme actifs incorporels ou comme charges. Elle analysera enfin le cas de l'obtention des services par crédit-bail.

11.4.1 Les actifs non monétaires corporels, réservoirs de services futurs, ou actifs fixes d'activités, principale ou accessoires

Ces actifs peuvent comprendre, entre autres, des installations, des équipements, des immeubles et des terrains. Ces éléments répondent à la définition des actifs donnée précédemment: un actif est une ressource sur laquelle l'entreprise exerce un contrôle, par suite de faits passés, et dont elle est censée retirer des avantages économiques futurs.

A l'instar des autres moyens d'activité, les actifs non monétaires corporels, réservoirs de services futurs, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, à savoir le prix d'achat plus les frais directs d'achat ou d'installation, déduction faite des réductions accordées. Le cas de l'escompte peut être traité selon les approches suggérées au chapitre 4 du volume 1. On remarquera que dans le cas de l'acquisition d'immeubles, les droits de mutation sont considérés comme frais directs d'achat, ils font donc partie du coût d'acquisition.

Les acomptes éventuels versés peuvent être enregistrés comme une partie des actifs non monétaires corporels, à l'actif.

La moins-value des actifs non monétaires corporels, réservoirs de services futurs, dont la cause peut être aussi bien l'usage que l'obsolescence technologique ou économique, représente une consommation de moyens d'activité, une charge d'amortissement voire de dépréciation. Ordinairement la charge d'amortissement est liée à l'utilisation planifiée de l'actif, alors que la dépréciation dépend de la valeur que le bien représente encore pour l'entreprise à la date du bilan. Le contrôle de cette dernière valeur revient à déterminer si l'entreprise a toujours avantage à poursuivre l'utilisation de l'actif, par exemple dans le cas d'une installation dépassée par les exigences du marché.

11.4.1.1 Amortissement et méthodes de détermination du montant de l'amortissement

L'amortissement peut être expliqué selon différents points de vue:

- pour un économiste, l'amortissement représente la diminution de valeur économique (actualisation des revenus futurs nets) d'un bien immobilisé corporel ou incorporel;
- pour un financier, l'amortissement équivaut à une source d'autofinancement car l'enregistrement de cette charge (consommation) ne donnant pas lieu à un paiement permet de retenir dans l'entreprise des ressources créées par l'activité;
- pour un préparateur des états financiers, l'amortissement représente le coût de la consommation et de la possession d'un bien immobilisé pendant une

Hidden page

La *variable explicative de l'amortissement* est le facteur qui explique la diminution de valeur du bien. Il peut naturellement s'agir du temps mais aussi, par exemple, du nombre de kilomètres parcourus pour un véhicule ou du nombre de trous perforés pour une machine-outil.

La *valeur comptable* n'est autre que la différence entre le coût d'acquisition, ou le coût de remplacement le cas échéant, et la somme des amortissements effectués antérieurement, cette somme est appelée en général amortissement cumulé sur tel ou tel bien.

Il n'existe pas de formule générale incontestée pour le calcul de l'amortissement. Le droit écrit, dans les pays où ce dernier prime, ne contient par conséquent pas de prescription d'application de méthodes d'amortissement particulières⁴¹.

Les charges d'amortissement sont en général calculées sur la base de la méthode d'amortissement linéaire ou d'une méthode d'amortissement dégressive.

1) 4.1.2.2 Méthode d'amortissement linéaire

La méthode d'amortissement linéaire aboutit à une valeur absolue constante de charge d'amortissement par unité de la variable explicative de l'amortissement. Cette variable peut consister en l'unité de temps, par exemple l'année, ou l'unité de production, par exemple le nombre de perforations d'une tôle effectuées par une machine ou le nombre de kilomètres parcourus par un véhicule. La charge d'amortissement pour la période j se trouve dès lors par la formule suivante:

$$\text{Charge d'amortissement}_j = \text{Valeur à amortir} \times \frac{1}{f\hat{a}_{cn}} \times f\hat{a}_j$$

avec

$f\hat{a}_{cn}$ = nombre cumulé total d'unités de la variable explicative de l'amortissement estimé pour étaler la valeur à amortir

$f\hat{a}_j$ = nombre d'unités de la variable explicative de l'amortissement effectivement utilisées durant la période j

$\frac{1}{f\hat{a}_{cn}}$ ou ta_j = taux d'amortissement linéaire pour j allant de 1 à n

Exemple

Un équipement a été acquis pour un coût d'acquisition de 100 000 le 1.1.N – 4. La valeur résiduelle est estimée à zéro. La variable explicative de l'amortissement est l'heure de production. Le nombre total d'unités de la variable explicative de l'amortissement a été estimé à 10 000 heures de production qui sont réparties de la manière suivante dans le temps:

N–4: 1 500 heures

N–3: 2 000 heures

N–2: 1 500 heures

⁴¹ ROCHT H., *Die Abschreibung*, C.E. Poeschel Verlag, Stuttgart, 1953, p. 54.

Hidden page

fa_j = nombre d'unités de la variable explicative de l'amortissement utilisées dans la période j , j allant de 1 jusqu'à n ,

fa_{cj} = nombre cumulé d'unités de la variable explicative de l'amortissement utilisées jusqu'à la fin de la période j ,

Yfa_{cn} = valeur comptable d'un bien après l'utilisation de fa_{cn} ,

b = coût d'acquisition,

ta_g = taux d'amortissement de la variable explicative de l'amortissement en valeur relative,

on a pour la valeur résiduelle estimée à fin n

$$Yfa_{cn} = b(1 - ta_g)^{fa_{cn}}$$

et

$$ta_g = 1 - \left[\frac{Yfa_{cn}}{b} \right]^{1/fa_{cn}}$$

Si la valeur résiduelle, Yfa_{cn} , tend vers 0, ce qui est en général supposé, le taux d'amortissement tend vers 1.

Cette solution n'est naturellement pas satisfaisante. Le calcul du taux nécessite donc de recourir à des approximations.

Les approximations utilisées cherchent un coefficient qui permette de multiplier le taux d'amortissement linéaire par un coefficient de multiplication pour trouver un taux constant pour la méthode dégressive d'amortissement. C'est notamment le cas des normes fiscales qui donnent des coefficients de multiplication pour passer d'un taux d'amortissement linéaire à un taux d'amortissement géométrique.

En fixant pour la valeur comptable à fin n un montant «pratiquement négligeable», $Yfa_{cn} = x \cdot b$, où x est un pourcentage «pratiquement négligeable» donné de b , on a :

$$b(1 - ta_g)^{fa_{cn}} = x \cdot b$$

et

$$ta_g = 1 - x^{1/fa_{cn}}$$

En rapportant le taux de la méthode dégressive (ta_g) au taux de la méthode linéaire (ta_l), on obtient le coefficient de multiplication recherché :

$$\frac{ta_g}{ta_l} = \frac{1 - x^{1/fa_{cn}}}{\frac{1}{fa_{cn}}}$$

En calculant par exemple la valeur du coefficient en fonction de fa_{cn} , pour x donné égal à 5 %, on a :

Hidden page

Méthode d'amortissement dégressif à décroissance arithmétique

L'élément clef de cette méthode est le facteur de décroissance arithmétique constant. Ce dernier est déterminé comme suit :

$$\text{Facteur de décroissance} = \frac{\text{Valeur à amortir}}{\text{Somme des chiffres du nombre d'unités de la variable explicative de l'amortissement total estimé pour la durée totale d'amortissement}}$$

Le dénominateur peut être assimilé à une progression arithmétique croissante de raison 1 si les chiffres sont entiers et positifs. Dans ce cas, le dénominateur est égal à :

$$\frac{\tilde{f}a_{cn} (\tilde{f}a_{cn} + 1)}{2}$$

La charge d'amortissement décroissante devient dès lors pour la période j :

$$\text{Charge d'amort.}_j = \frac{\text{Valeur à amortir}}{\frac{\tilde{f}a_{cn} (\tilde{f}a_{cn} + 1)}{2}} \left[\frac{(\tilde{f}a_{cn} - \tilde{f}a_{cj-1})(\tilde{f}a_{cn} - \tilde{f}a_{cj-1} + 1)}{2} - \frac{(\tilde{f}a_{cn} - \tilde{f}a_{cj})(\tilde{f}a_{cn} - \tilde{f}a_{cj} + 1)}{2} \right]$$

Exemple (tableau 11.8)

En reprenant les mêmes données que celles utilisées dans les méthodes d'amortissement linéaire et dégressif à taux constant, on obtient :

$$\begin{aligned} \text{Charge d'amort.}_n &= \frac{100\,000}{10\,000 \times 10\,001} \left[\frac{(10\,000 - 7\,000)(10\,000 - 7\,000 + 1)}{2} \right. \\ &\quad \left. - \frac{(10\,000 - 10\,000)(10\,000 - 10\,000 + 1)}{2} \right] \cong 9\,002 \end{aligned}$$

La valeur comptable à fin n est dans ce cas de 0 et le facteur de décroissance d'environ 0.002. Le montant exact est de 8 996. Le montant indiqué ressort du tableau 11.8; il s'agit du solde à amortir, tenant compte des arrondis précédents.

11.4.1.3 Comparaison et choix des méthodes

Le tableau 11.8 résume l'influence des différentes méthodes d'amortissement sur les charges d'amortissement constatées et les valeurs comptables respectives obtenues. Il montre en particulier l'aspect dégressif résultant des méthodes géométrique et décroissante à taux variable puisque pour un nombre identique d'unités de la variable explicative de l'amortissement les charges d'amortissement diminuent dans le temps.

Le tableau 11.9 se base sur la même situation mais le tableau d'amortissement est établi en fonction du temps uniquement. Cette dernière approche est couramment

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Tableau 11.14 Calcul des amortissements et des réserves de réévaluation dans le cas où l'amortissement est fonction du temps: méthode de l'amortissement dégressif à taux constant. (Le taux est de 45%; il est obtenu au moyen du coefficient de multiplication de 2,25.)

Périodes	Coût historique d'acquisition	Amort. annuel historique	Amort. cumulé s/coût historique	Coût de remplacement	Amort. annuel de remplacement	Ratissage du coût de remplacement	Amort. cumulé s/coût de remplacement	Réserve de réévaluation réalisable cumulée	Réserve de réévaluation réalisée	Réserve de réévaluation cumulée	
	a	b = $a(1 - 0,45)^{t-1} - a(1 - 0,45)^t$	c	d	e = $d(1 - 0,45)^{t-1} - d(1 - 0,45)^t$	f = $d - [d(1 - 0,45)^{t-1} - d(1 - 0,45)^t]$	g	h = $(d_j - d_{j+1}) - (f - e)$	i = e - b	j	
1	31.12.N-4	100 000	45 000 = $100 000(1 - 0,45)^4 - 100 000(1 - 0,45)^5$	45 000	115 000	47 250 = $105 000 - 115 000(1 - 0,45)$	0	47 250	2 750 = $(105 000 - 100 000) - (47 250 - 45 000)$	2 250 = $(47 250 - 45 000)$	2 250
2	31.12.N-3	100 000	24 750 = $100 000(1 - 0,45)^3 - 100 000(1 - 0,45)^4$	60 750	115 000	28 463 = $115 000(1 - 0,45) - (115 000 - 47 250)(0,55)$	4 300 = $115 000 - (115 000 - 47 250)$	80 213	4 537 = $2 750 + (115 000 - 105 000) - (47 250 - 28 463)$	3 713 = $(28 463 - 24 750)$	5 963
3	31.12.N-2	100 000	13 613 = $100 000(1 - 0,45)^2 - 100 000(1 - 0,45)^3$	83 383	123 000	16 743 = $123 000(1 - 0,45)^2 - 123 000(1 - 0,45)^3$	5 580 = $123 000 - (123 000 - 80 213)(0,55)$	102 538	5 827 = $4 537 + (123 000 - 115 000) - (80 213 - 74 743)$	3 130 = $(36 743 - 33 613)$	9 093
4	31.12.N-1	100 000	7 487 = $100 000(1 - 0,45)^1 - 100 000(1 - 0,45)^2$	90 513	120 000	8 984 = $120 000(1 - 0,45)^1 - 120 000(1 - 0,45)^2$	(-2 501) = $120 000 - (120 000 - 102 536)(0,55)$	109 019	8 831 = $5 827 + (120 000 - 123 000) - (102 536 - 98 984)$	1 497 = $(8 984 - 7 487)$	10 590
5	31.12.N	100 000	4 118 = $100 000(1 - 0,45)^0 - 100 000(1 - 0,45)^1$	94 968 ⁴⁵	130 000	5 353 = $130 000(1 - 0,45)^0 - 130 000(1 - 0,45)^1$	9 085 = $130 000 - (130 000 - 109 019)(0,55)$	120 457	1 511 = $8 831 + (130 000 - 120 000) - (9 085 - 5 353)$	1 235 = $(5 353 - 4 118)$	11 825

On pourrait naturellement aussi établir les tableaux d'amortissement en coût de remplacement lorsque ceux-ci sont fonction des prestations.

En Suisse, l'article 960 alinéa 2 CO, de portée générale, autorise l'évaluation des actifs non monétaires corporels, réservoirs de services futurs, au coût de remplacement moins les amortissements nécessaires à condition que ce montant ne dépasse pas la valeur que l'actif représente pour l'entreprise à la date du bilan. Sinon ce seront les valeurs d'usage ou vénale qui deviendront la référence.

Pour la société anonyme et les sociétés assimilées, l'article 665 CO fixe la limite maximale au prix d'acquisition ou au coût de revient de l'actif non monétaire, réservoir de services futurs, déduction faite des amortissements nécessaires dictés par la durée de vie économique ou physique et de la valeur résiduelle de l'actif. Le législateur ne précise cependant pas la méthode d'amortissement à utiliser, d'autant plus qu'il n'existe pas de méthode qui ne puisse porter à discussion.

Les modifications qui peuvent intervenir dans l'environnement de l'entité économique amènent les entreprises à revoir dans chaque exercice les durées de vie économique ou physique envisagées pour les actifs non monétaires corporels ainsi que les valeurs résiduelles estimées. Comme nous l'avons vu, les changements dans les estimations auront nécessairement une influence sur les plans d'amortissement, en particulier sur les charges d'amortissement constatées (§ 11.4.1.1). Le montant de la charge d'amortissement de même que celui des amortissements cumulés se

⁴⁵ Le solde de la valeur comptable peut être amorti sur l'année N ou sur les années N-1 et N en passant de la méthode géométrique à la méthode linéaire.

trouve influencé en général et pour la société anonyme en particulier, en plus de considérations économiques, par des considérations fiscales, voire par une volonté d'influencer le résultat publié à travers la gestion comptable des réserves latentes. Pour la société anonyme et les sociétés assimilées, l'article 669 CO prévoit expressément les amortissements comme moyens d'influencer le résultat pour tenir compte de l'évolution du coût de remplacement d'un actif non monétaire corporel, voire assurer d'une manière durable la prospérité de l'entreprise ou la répartition d'un dividende aussi constant que possible compte tenu des intérêts des actionnaires. Il s'agit là d'une dérogation légale au principe de la permanence des méthodes.

Comme pour les autres postes de l'actif ou du passif, la création ou la dissolution des réserves latentes sur les actifs non monétaires corporels devraient apparaître clairement dans la comptabilité interne de l'entité économique (sect. 10.7).

Voyons ce que disent les normes. Celles-ci envisagent plutôt les évaluations en aval.

IFRS et Swiss GAAP RPC

Les normes IFRS classent les immobilisations corporelles en deux catégories, les actifs immobilisés corporels d'exploitation et ceux de rendement. De plus, elles traitent dans une catégorie distincte les actifs immobilisés corporels dont l'entreprise envisage de se séparer. Ces catégories obéissent à des règles de comptabilisation et des conventions d'évaluation différentes qui vont être étudiées ci-après. Nous comparerons aussi les IFRS avec les Swiss GAAP RPC. L'étude qui suit va donc porter successivement sur:

- I. Actifs immobilisés corporels d'exploitation que l'entité a l'intention de continuer à utiliser (IFRS et Swiss GAAP RPC).
- II. Actifs immobilisés corporels de rendement que l'entité a l'intention de continuer à utiliser (IFRS et Swiss GAAP RPC).
- III. Actifs immobilisés ou groupes d'actifs immobilisés destinés à la vente ou à l'abandon (IFRS et Swiss GAAP RPC).

I. Actifs immobilisés corporels d'exploitation que l'entité a l'intention de continuer à utiliser (IFRS et Swiss GAAP RPC)

IFRS

• *Acquisitions*

Pour être enregistrés comme actifs immobilisés, les biens ou services concernés doivent naturellement remplir les conditions fixées pour un actif, à savoir qu'il est probable qu'ils vont générer des avantages économiques futurs pour l'entité. Cette question peut se poser d'une manière toute particulière pour certains ajouts à un équipement existant, par exemple des filtres pour une installation chimique. Les normes proposent que l'installation de tels filtres peut faire partie de l'actif dans la mesure où l'équipement concerné ne peut pas produire d'avantages économiques futurs si ces filtres ne sont pas installés; notamment pour des raisons de législations environnementales.

Ces actifs sont en principe enregistrés à leur coût d'acquisition, à savoir le prix d'achat plus les frais directs d'achat ou d'installation, déduction faite des réductions accordées.

- *Amortissements*

Etant donné que les normes IFRS, en particulier l'IAS 37, interdit la constitution de provisions pour charges futures, les plans d'amortissement doivent être établis de manière à correspondre exactement à la durée de vie économique de l'actif immobilisé concerné. Cette exigence conduit donc à répartir les actifs immobilisés en catégories homogènes en termes de durée de vie économique. Dans une verrerie il sera ainsi nécessaire d'amortir séparément les parties des fours qui doivent être renouvelées régulièrement, par exemple tous les 4 ans, des autres parties dont la vie est plus longue. Les amortissements doivent être systématiques, correspondre au rythme de consommation et se baser sur la valeur à amortir (voir plus haut).

L'IAS 16 indique que l'acquisition d'un actif immobilisé peut aussi provenir de l'échange contre un autre actif immobilisé. Dans ce cas, la transaction est déterminée à la juste valeur à moins que la transaction manque de substance commerciale ou que ni le bien acquis ni le bien cédé ne peuvent être évalués d'une manière fiable.

Les IAS 16 et 37 traitent aussi de manière spécifique les frais de démantèlement d'un équipement ou de la remise en état d'un site liés à l'acquisition d'un actif immobilisé. Il s'agit des cas où l'actif acquis génère du même coup un engagement. Les normes autorisent donc que ces coûts directs soient considérés comme actifs et amortis sur la durée de vie économique; la naissance de l'engagement doit cependant aussi être mise clairement en évidence. Prenons un exemple.

*Exemple des frais de démantèlement et de remise en état*⁴⁶

Une entreprise reçoit une concession pour l'exploitation d'une gravière durant dix ans. L'octroi de la concession est subordonné à un engagement de démantèlement des installations et de remise en état des lieux à la fin de l'exploitation. L'entreprise décide ensuite de commencer d'exploiter la gravière et acquiert à cet effet des installations pour 4 000 000.

Le fait générateur d'obligation est le début des travaux sur le terrain objet de la concession.

L'entreprise doit donc constituer une provision à ce moment-là. Il s'agit d'une obligation juridique.

Dans cet exemple, il est admis que l'entreprise exploite immédiatement la totalité du terrain objet de la concession. Cependant, si elle n'en exploitait qu'une partie, elle constituerait une provision uniquement pour cette partie.

L'entreprise estime le coût du démantèlement et celui de la remise en état du terrain à un total de 250 000 qui équivalent à une valeur actuelle de 153 478, calculée sur dix ans à un taux d'actualisation de 5%; ce taux représente le taux moyen de ses emprunts bancaires. La contrepartie de la provision est portée en augmentation de la valeur des installations; elle sera amortie sur la durée de vie des installations.

Au début des travaux, les écritures comptables sont les suivantes:

⁴⁶ L'exemple est tiré de la Swiss GAAP RPC 23 Provisions qui traite du même sujet. Un des auteurs de la série d'ouvrages *Maîtriser l'information comptable* fait partie du Comité d'experts qui propose les Swiss GAAP RPC.

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Rappelons que les biens ont été acquis le 1.1.N-1. L'entreprise utilise la méthode linéaire d'amortissement; la durée de vie économique des immeubles est de 20 ans; pour des raisons de simplicité la valeur résiduelle est estimée à zéro.

Au 31.12.N+1 l'entreprise X doit donc enregistrer une dépréciation de 40 000 (2 000 000 – 2 040 000).

En N+2 l'amortissement, calculé dès lors sur la base de 2 000 000, sera de 117 647 (2 000 000/ 17 années restant à amortir).

Admettons que la dépréciation enregistrée au 31.12.N+1 ne se justifie plus au 31.12.N+2. La dépréciation pourra être dissoute jusqu'à concurrence de la valeur comptable qui aurait été obtenue par un amortissement planifié, à savoir $2\,400\,000 - (120\,000 \times 4) = 1\,920\,000$. Or la valeur comptable obtenue se monte à 1 922 353 (2 000 000 – 117 647 + 40 000 = 1 922 353). La dépréciation ne peut donc être dissoute que pour une valeur de 37 647 (40 000 – 2 353), de manière à ce que la valeur comptable de l'immeuble soit de 1 920 000.

Modèle de réévaluation

Admettons que la prochaine réévaluation est prévue pour le 31.12.N+2. Au 31.12.N+1 les valeurs recouvrables se montent cependant à

• terrains	300 000
• immeubles	2 000 000

A cette date les montants réévalués des biens se montent à

• terrains	500 000
• immeubles	
	coût d'acquisition 2 484 000
	amortissement cumulé
	(2 760 000 × 3/20) 146 118
	montant réévalué net 2 337 882
	Réserve de réévaluation
	– sur terrains 300 000
	– sur immeubles 324 000

La réserve de réévaluation réalisée n'a pas été virée aux réserves de bénéfices.

Au 31.12.N+1 l'entreprise doit donc enregistrer une dépréciation de 13 882 (2 000 000 – 2 337 882 + 324 000). Si la situation s'améliore en N+2, la différence entre la nouvelle juste valeur et la valeur comptable touchera la Réserve de réévaluation pour le terrain, le compte de résultat pour compenser la dépréciation précédente puis la Réserve de réévaluation pour l'immeuble.

Ajoutons, pour terminer, que lors de la cession de l'actif immobilisé corporel, la réserve de réévaluation résiduelle, devenue réalisée, peut (il ne semble pas y avoir obligation) être virée directement dans les réserves de bénéfices, sans toucher le compte de résultat.

Swiss GAAP RPC

Le contenu de la Swiss GAAP RPC 18 est proche, comme le montre le tableau 11.15 (a) des normes IFRS. Ce dernier se concentre sur le modèle de réévaluation.

Tableau 11.15 (a)

Points retenus	IAS 16 et 36	Swiss GAAP RPC 18
Réévaluation	Pas de différences entre les comptes individuels et les comptes consolidés.	Possible dans les comptes individuels et consolidés des entités qui ne peuvent pas recourir aux RPC fondamentales.
Base de réévaluation	Juste valeur: valeur de marché ou coût de remplacement diminué des amortissements.	Valeur actuelle déterminée à partir de la valeur du jour, déduction faite des amortissements cumulés.
Etendue de la réévaluation	Toutes les immobilisations corporelles d'une même catégorie doivent être réévaluées simultanément, éventuellement par inventaire tournant.	L'évaluation d'un même poste dans les comptes annuels de chacune des sociétés consolidées doit, en règle générale, suivre les mêmes principes.
Fréquence des réévaluations	Réévaluation suffisamment régulière pour que la valeur comptable ne diverge pas de manière significative de la juste valeur valable à la date du bilan.	Régulière.
Traitement de l'écart de réévaluation	Est saisi sans effet sur le résultat comme réserve de réévaluation.	Est saisi sans effet sur le résultat comme réserve de réévaluation dans les capitaux propres.
Traitement de la dépréciation durable	D'éventuelles moins-values sur les valeurs actuelles seront tout d'abord portées au débit de la réserve de réévaluation de l'objet concerné, jusqu'à ce que son solde soit égal à zéro. Elles seront ensuite débitées comme amortissements avec effet sur le résultat de la période. Si la réévaluation annule une moins-value précédente comptabilisée comme charge, elle doit être créditée au résultat de la période.	D'éventuelles moins-values sur les valeurs actuelles seront tout d'abord portées au débit de la réserve de réévaluation de l'objet concerné, jusqu'à ce que son solde soit égal à zéro. Elles seront ensuite débitées comme amortissements avec effet sur le résultat de la période. Si la réévaluation annule une moins-value précédente comptabilisée comme charge, elle doit être créditée au résultat de la période.
Traitement de l'écart de réévaluation en cas de cession	Peut être transféré directement dans les réserves de bénéfices. Une partie de l'écart (suppl. d'amort.) peut y être transférée au fur et à mesure de l'utilisation de l'actif.	Peut être dissout avec effet sur le résultat ou directement imputé aux réserves provenant de bénéfices. L'écart (suppl. d'amort.) doit être porté aux réserves provenant de bénéfices.

II. Actifs immobilisés corporels de rendement que l'entité a l'intention de continuer à utiliser

Certains actifs non monétaires corporels ne sont pas des réservoirs de services futurs mais des disponibilités directes. L'entité qui les utilise en attend des flux réguliers, des loyers par exemple, ou une plus-value, en d'autres termes un rendement.

A l'instar des actifs non monétaires corporels d'exploitation, ces actifs sont enregistrés au coût d'acquisition (voir ci-dessus). Ces actifs, plus peut-être encore

que les actifs non monétaires corporels d'exploitation, sont concernés par les entretiens ou réparations réguliers, voire les rénovations.

Les frais de rénovation et de réparation sont enregistrés comme charges de l'exercice lorsqu'ils correspondent à des rénovations et des réparations normales, liées à l'usage de l'immobilisation, c'est-à-dire qu'ils ne font que maintenir la performance de l'actif sans l'améliorer. Ils sont enregistrés comme une augmentation de la valeur des immobilisations seulement s'ils apportent une nouvelle valeur économique future à l'entité économique. Ainsi en sera-t-il de l'adjonction d'un ascenseur dans un immeuble locatif.

Le CO ne fait pas de différence entre les actifs non monétaires corporels d'exploitation et de rendement. Les règles vues pour les premiers sont donc aussi applicables ici.

IFRS et Swiss GAAP RPC

Le tableau 11.15 (b) est une synthèse des principaux éléments des IFRS et des Swiss GAAP RPC .

Tableau 11.15 (b)

Points retenus	IAS 40	Swiss GAAP RPC 2 et 18
Evaluations subséquentes	Pas de distinction entre comptes individuels et comptes consolidés. Coût moins amortissement cumulé ou juste valeur.	Pour toutes les entités : choix entre le coût d'acquisition et de revient ou la valeur actuelle.
Base de réévaluation	Juste valeur : normalement valeur de marché ; en l'absence de marché actif, comparaison avec d'autres objets ou d'autres marchés, valeur actuelle des cash flows futurs.	Valeur actuelle déterminée par comparaison avec des objets semblables, la valeur actuelle des cash flows futurs ou d'autres méthodes généralement reconnues.
Etendue de la réévaluation	Toutes les immobilisations de rendement sauf exceptions .	L'évaluation d'un même poste dans les comptes annuels de chacune des sociétés consolidées doit, en règle générale, suivre les mêmes principes.
Fréquence des réévaluations	Continue, chaque année.	Régulière.
Traitement des variations de la juste valeur	Est saisie avec effet sur le résultat en cas de choix du modèle de la juste valeur.	Les réévaluations ou les réévaluations subséquentes, de même que les moins-values, doivent être enregistrées dans le résultat de la période. Les amortissements prévisionnels sur la durée d'utilisation de l'immobilisation ne sont pas autorisés dans l'évaluation aux valeurs actuelles.
Traitement des différences en cas de cessions	Les gains ou pertes résultant de cessions ou d'abandons d'actifs sont définis comme la différence entre la valeur de réalisation nette et la valeur comptable. Ils ont en principe un effet sur le résultat.	Pas d'indication particulière.

Précisons que l'IAS 40 indique que l'enregistrement d'actifs non monétaires corporels, à des fins de placement, pris en leasing doit se baser sur les règles de l'IAS 17 contrats de crédit-bail. Elle indique également les règles à respecter lorsque ces éléments font partie de fonds de placement; pour un fonds donné il faut respecter un modèle unique, soit le modèle du coût, soit le modèle de la juste valeur (réévaluation); il ne peut pas être question d'une solution mixte. L'IAS 40 mentionne enfin les règles en cas de changement de finalité de la détention, par exemple le transfert des actifs immobilisés en construction vers les actifs de rendement.

III. Actifs immobilisés ou groupes d'actifs immobilisés destinés à la vente ou à l'abandon

IFRS

Une entreprise peut détenir des actifs immobilisés à des fins de vente, plutôt qu'à des fins d'utilisation ou de rendement, ou avoir l'intention d'abandonner certaines activités. Cet abandon d'activités aura comme conséquence l'abandon ou la clôture d'actifs, par exemple d'usines, plutôt que de leur vente. L'IFRS 5 traite de ce thème.

La norme précise que pour entrer dans cette catégorie, les actifs doivent être immédiatement disponibles à la vente, aux conditions de vente habituelles pour de tels actifs. La probabilité de vente doit être élevée. La norme précise également dans quels cas ces conditions sont considérées comme remplies; il s'agit en particulier du cas où la vente d'un actif devrait pouvoir être réalisée en l'espace d'une année à compter de son entrée dans la catégorie. En outre si un actif est acquis dans l'espoir de le vendre et que toutes les conditions requises par la norme pour être admis dans cette catégorie ne sont pas remplies, celles-ci devraient pouvoir être remplies dans les trois mois.

La norme comprend par abandon l'arrêt d'utilisation d'un bien parce qu'il a atteint la fin de sa durée de vie économique ou qu'il correspond à une clôture, d'usine par exemple.

L'actif immobilisé est évalué à la valeur la plus basse de la valeur réalisable nette et de la valeur comptable, donc comme des stocks.

Swiss GAAP RPC

Les Swiss GAAP RPC ne traitent pas ce sujet.

11.4.1.7 La dépréciation d'actifs

Les règles d'évaluation relevées précédemment mentionnent à plusieurs reprises que la valeur figurant au bilan ne peut pas être supérieure à la valeur réalisable nette ou à la valeur d'usage, en d'autres termes la valeur recouvrable. Un test de dépréciation doit donc être mené, en principe à chaque clôture d'exercice, s'il existe une quelconque indication que l'actif concerné pourrait avoir perdu de sa valeur. La Swiss GAAP RPC 2 précise toutefois que le test n'a lieu qu'en cas d'application du coût d'acquisition ou de revient historique. Dans le cas de la valeur actuelle, l'adaptation est permanente (RPC 2, ch. 36).

La Swiss GAAP RPC 20, entre autres, cite les exemples de signes de perte de valeur suivants:

Hidden page

Hidden page

B. Appréciation après une dépréciation d'actifs



Fig. 11.16 Dépréciation d'actifs/*Impairment of assets*, selon la Swiss GAAP RPC 20 (suite).

Hidden page

la définition d'un actif. Ces caractères impliquent que l'entreprise peut démontrer:

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables; l'entreprise doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité;
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle; et
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Directive UE

L'article 37 de la 4^e directive de l'Union européenne prévoit de traiter en principe les frais de recherche et de développement comme des frais d'établissement. Elle prévoit cependant aussi de déroger exceptionnellement à cette règle à condition de signaler et de motiver les dérogations dans l'annexe.

Swiss GAAP RPC

La Swiss GAAP RPC 2 différencie également les frais de recherche et de développement comme dans les textes évoqués ci-dessus pour la prise en compte de ces frais comme des charges ou des actifs.

Les autres éléments non monétaires incorporels, pour pouvoir figurer au bilan, doivent donc remplir les conditions de probabilité et de fiabilité liés à la définition d'un actif.

11.4.2.2 Evaluation des actifs non monétaires incorporels, réservoirs de services futurs

La partie générale sur la valeur a montré l'évaluation des actifs immobilisés, réservoirs de services futurs. Dans la mesure où un élément incorporel répond à la définition d'un actif, il sera donc évalué selon cette approche. Les actifs non monétaires incorporels seront donc évalués au coût de remplacement moins les amortissements nécessaires à moins que cette valeur soit supérieure à la valeur d'usage ou à la valeur vénale de l'actif. Les méthodes d'amortissement exposées pour les actifs non monétaires corporels sont aussi applicables ici.

En Suisse, l'article 960 alinéa 2 CO, de portée générale, autorise l'évaluation des actifs non monétaires corporels, réservoirs de services futurs, au coût de remplacement moins les amortissements nécessaires, alors que l'article 665 CO, pour les sociétés anonymes, l'interdit, fixant le maximum au coût d'acquisition moins les amortissements nécessaires. Il en est de même pour les sociétés assimilées.

L'avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005 précise également que lors des évaluations subséquentes la valeur de l'actif ne peut être supérieure à son coût d'acquisition ou à son coût de revient, sauf cas particuliers. L'évaluation doit prendre en compte les moins-values dues à l'utilisation de l'actif ou aux pertes de valeurs.

Voyons ce que disent les normes.

IFRS

L'IAS 38 sur les actifs non monétaires incorporels prévoit le modèle du coût et le modèle de réévaluation. Dans ce dernier cas la juste valeur doit pouvoir se référer à un marché actif. Si ce n'est pas le cas la juste valeur, le cas échéant réduite d'amortissements cumulés, doit être remplacée par le modèle du coût moins le cumul des amortissements et des dépréciations. La norme distingue également les actifs non monétaires incorporels à durée de vie utile limitée et illimitée. Dans ce cas l'analyse développée pour les actifs non monétaires corporels restent de mise. Un actif non monétaire incorporel à durée de vie illimitée ne doit pas être amorti. Il doit être soumis chaque année au test de la dépréciation.

Directive UE

La 4^e directive de l'Union européenne ne prévoit pas la réévaluation des actifs non monétaires, réservoirs de services futurs. Quant au *Fonds de commerce*, il est régi selon les mêmes exigences que les frais d'établissement avec une possibilité de choisir une durée supérieure à cinq ans pour l'amortissement à condition que la durée choisie ne dépasse pas la durée d'utilisation de l'actif. Cette dérogation doit être mentionnée et justifiée dans l'annexe.

Swiss GAAP RPC

Les Swiss GAAP RPC précisent qu'une valeur incorporelle satisfaisant aux critères d'inscription à l'actif ne peut être évaluée au-dessus de son coût de revient ou de production.

Pour être portées au bilan, les immobilisations incorporelles doivent être évaluées avec prudence en particulier quant à leur durée utile future. Au cas où la durée d'utilisation ne peut être déterminée d'une façon fiable, le délai d'amortissement usuel est de cinq ans; dans des cas justifiés, le délai maximal est de 20 ans. Pour les valeurs incorporelles liées à des personnes, la durée utile ne peut dépasser cinq ans.

Les actifs non monétaires incorporels peuvent naturellement être cédés, prévus pour une vente ou abandonnés selon les cas. Le raisonnement développé précédemment pour les actifs non monétaires corporels s'applique naturellement aux actifs immobilisés incorporels.

11.4.3 La comptabilisation des contrats de location, de leasing ou de crédit-bail⁵⁰

Un contrat de location, de leasing ou de crédit-bail est un substitut du financement traditionnel des biens d'équipement par des capitaux propres ou étrangers.

Hidden page

Elle précise qu'il y a une opération de leasing financier lorsque l'un des critères suivants est rempli :

- lors de la conclusion du contrat, la valeur escomptée des versements de leasing ainsi qu'un éventuel paiement de solde (option d'achat) correspondent approximativement au coût d'acquisition ou à la valeur nette de marché de l'objet en leasing, ou
- la durée de leasing présumée ne s'écarte pas de manière substantielle de sa durée économique d'utilisation, ou
- la propriété de l'objet en leasing est transférée à l'échéance du contrat au preneur de leasing, ou
- l'éventuel paiement d'un solde (option d'achat) à la fin du contrat de leasing est substantiellement inférieur à la valeur nette du marché au début du contrat.

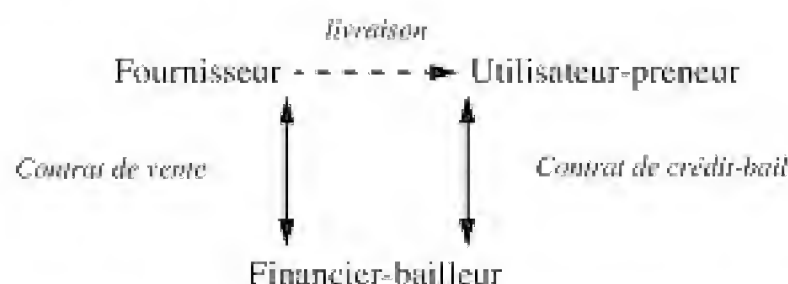
Elle ajoute enfin que toutes les transactions de leasing ne pouvant être qualifiées de leasing financier sont à considérer comme leasing d'exploitation⁵¹.

Le contrat de crédit-bail peut être direct ou indirect. Dans le premier cas, les partenaires sont le fournisseur-bailleur et l'utilisateur-preneur. Dans le second cas, intervient en plus le financier-bailleur qui est en général un institut financier spécialisé dans ce genre de contrat.

Schéma du contrat de location directe



Schéma du contrat de location indirecte



Les biens les plus divers, machines, véhicules automobiles, avions, bâtiments, etc. peuvent faire l'objet de contrats de location. Seule en fait la location-financement représente un problème. La location-exploitation peut être assimilée à la location simple. Néanmoins, les contrats de location-financement peuvent, selon les pays, être traités, sur le plan comptable, comme des contrats de location-

⁵¹ L'IAS 17 fournit encore d'autres indicateurs pour classer les contrats de location (IAS 17 § 11ss).

Hidden page

Hidden page

Hidden page

REMARQUE

Chaque année, les opérations 4. à 7. sont de même nature.

Chez le bailleur-financier

La figure 11.18 illustre schématiquement les opérations liées au crédit-bail de financement chez le bailleur-financier. Les opérations représentées sont les suivantes :

1. Financement du bien remis en crédit-bail
 - 1.1. coût d'acquisition total,
 - 1.2. coût d'acquisition moins la première tranche de remboursement,
 - 1.3. première tranche de remboursement.
2. Encaissement des redevances
 - 2.1. total encaissé,
 - 2.2. part de remboursement du prêt,
 - 2.3. intérêts sur le crédit.
3. Prochaine tranche de remboursement.
4. A l'échéance du contrat, deux issues peuvent se présenter :
 - 4.1. le preneur conserve le bien et paie l'option,
 - 4.2. le preneur retourne le bien.

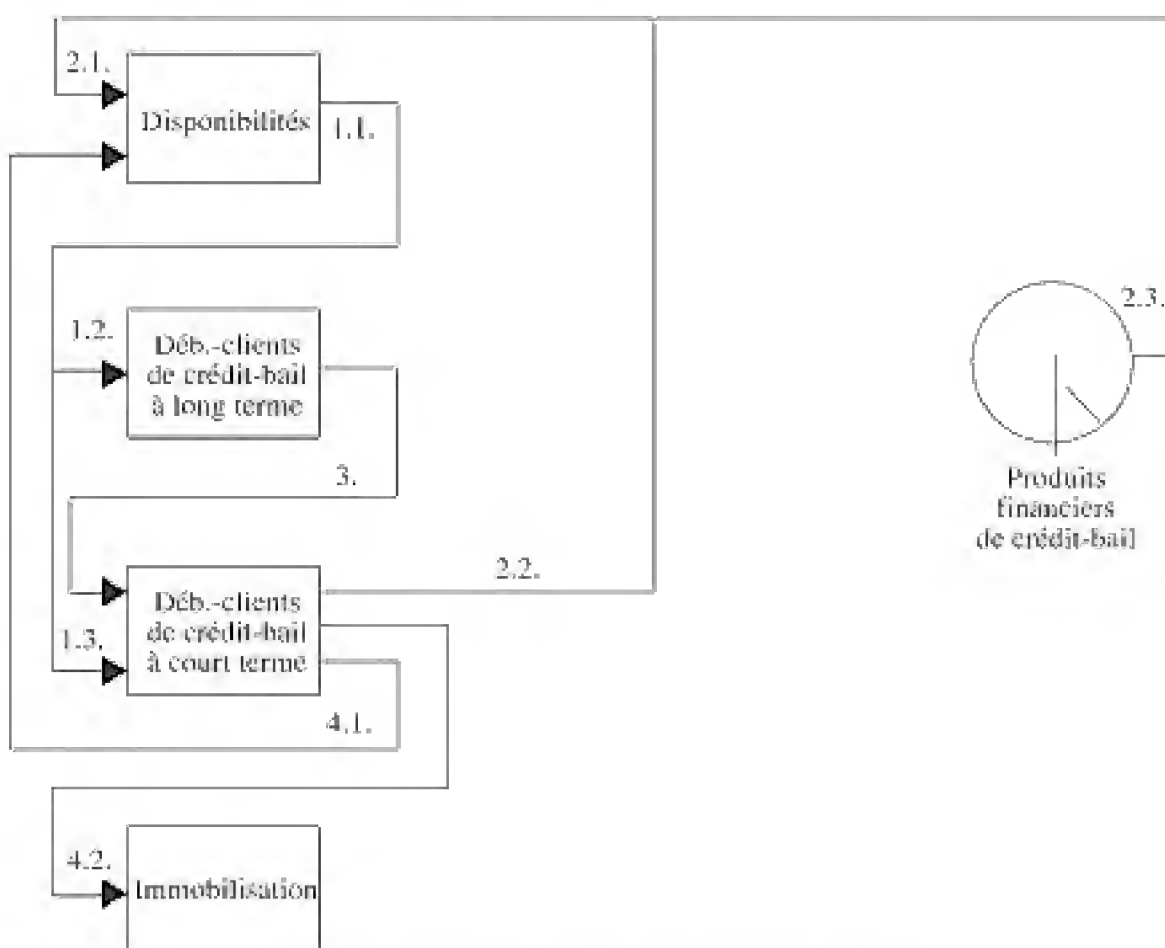


Fig. 11.18 Opérations courantes chez le bailleur financier.

Hidden page

Hidden page

Le preneur pourrait donc acquérir le bien immédiatement pour 11 000 000 ou en obtenir l'usage sous la forme d'un crédit-bail en payant les redevances annuelles de 1 727 454 et le solde, s'il en fait le choix, de 1 000 000 dans 10 ans.

Le bailleur considère que le versement dans 10 ans a une valeur actuelle de 385 543, soit $1\,000\,000/(1,10)^{10}$. Les redevances sont donc calculées sur $11\,000\,000 - 385\,543$, c'est-à-dire sur 10 614 457.

Les deux montants de 10 614 457 et de 385 543 sont prêtés au preneur au taux de 10%, ce qui explique que l'état de la dette au départ est de 11 000 000.

La solution envisage deux hypothèses différentes. Dans le premier cas, la valeur résiduelle de l'option n'est pas considérée comme certaine. Dans le second cas, la valeur résiduelle de l'option est considérée comme certaine. Dans les deux cas, la marge est considérée comme réalisée en totalité lors de l'enregistrement du contrat. Dans les solutions qui suivent, on admettra que le bien est acquis au début de l'année et que la première redevance est payée à la fin de cette même année.

Cas 1 : la valeur résiduelle de l'option n'est pas considérée comme certaine

<i>1. Enregistrement de la quasi-vente du bien</i>			
Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme	17 888 997		
à Ventes remises en crédit-bail		10 614 457	
Produits financiers différés à long terme		7 274 540	
<i>2. Enregistrement du coût d'acquisition du bien remis en crédit-bail, $8\,800\,000 - 385\,543$</i>			
CAMV en crédit-bail	8 414 457		
à Stocks		8 414 457	
<i>3. Enregistrement de la valeur actualisée de la vente non réalisée relative à la valeur de l'option</i>			
Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme	385 543		
à Stocks		385 543	
<i>4. Enregistrement de la redevance à court terme</i>			
Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme	1 727 454		
à Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme		1 727 454	
<i>5. Enregistrement de la tranche des produits financiers différés à court terme</i>			
Produits financiers différés à long terme	1 100 000		
à Produits financiers différés à court terme		1 100 000	
<i>6. Encaissement de la redevance</i>			
Disponibilités	1 727 454		
à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 727 454	

7.	<i>Produits financiers réalisés compris dans la redevance constatée</i>		
	Produits financiers différés à court terme	1 100 000	
	à Produits financiers de crédit-bail		1 100 000

Chaque année les opérations 4. à 7. sont de même nature. A la fin du contrat, l'une ou l'autre des deux opérations suivantes sera enregistrée.

8.1.	<i>Option levée</i>		
	Disponibilités	1 000 000	
	à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 000 000

8.2.	<i>Retour du bien</i>		
	Stocks	1 000 000	
	à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 000 000

Cas 2 : la valeur résiduelle de l'option est considérée comme certaine

1.	<i>Enregistrement de la quasi-vente du bien</i>		
	Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme	18 274 540	
	à Ventes remises au crédit-bail		11 000 000
	Produits financiers différés à long terme		7 274 540
2.	<i>Enregistrement du coût d'acquisition du bien remis en crédit-bail</i>		
	CAMV en crédit-bail	8 800 000	
	à Stocks		8 800 000
3.	–		
4.	<i>Enregistrement de la redevance à court terme</i>		
	Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme	1 727 454	
	à Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme		1 727 454
5.	<i>Enregistrement de la tranche des produits financiers différés à court terme</i>		
	Produits financiers différés à long terme	1 100 000	
	à Produits financiers différés à court terme		1 100 000
6.	<i>Encaissement de la redevance</i>		
	Disponibilités	1 727 454	
	à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 727 454
7.	<i>Produits financiers réalisés compris dans la redevance constatée</i>		
	Produits financiers différés à court terme	1 100 000	
	à Produits financiers de crédit-bail		1 100 000

Chaque année les opérations 4. à 7. sont de même nature. A l'échéance du contrat, deux issues peuvent se présenter :

8.1. Option levée

Disponibilités	1 000 000	
à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 000 000

8.2. Retour du bien

Stocks	1 000 000	
à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 000 000

Exemple général d'application chez un bailleur financier

Un bailleur-société financière remet à un preneur en crédit-bail le bien de l'exemple précédent aux mêmes conditions. Le bailleur a acquis le bien remis pour le prix de 11 000 000.

1. Financement du bien remis en crédit-bail

Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme	10 372 546	
Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme	627 454	
à Disponibilités		11 000 000

2. Encaissement de la redevance

Disponibilités	1 727 454	
à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		627 454
Produits financiers de crédit-bail		1 100 000

3. Prochaine tranche de remboursement.

Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme	690 199	
à Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme		690 199

A l'échéance du contrat, deux issues peuvent se présenter :

4.1. Option levée

Disponibilités	1 000 000	
à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 000 000

4.2. Retour du bien

Immobilisations	1 000 000	
à Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme		1 000 000

Exemple général d'application chez le preneur

Le bien est amorti comptablement sur 12 ans.

1. Quasi-acquisition du bien

Immobilisations en crédit-bail	11 000 000
Charges financières différées à long terme	6 174 540
Charges financières différées à court terme	1 100 000

	à Autres créanciers en crédit-bail à court terme	1 727 454	
	Autres créanciers en crédit-bail à long terme		16 547 086
2.	<i>Règlement de la redevance</i>		
	Autres créanciers en crédit-bail à court terme	1 727 454	
	à Disponibilités		1 727 454
3.	<i>Charges financières de la période</i>		
	Charges financières de crédit-bail	1 100 000	
	à Charges financières différées à court terme		1 100 000
4.	<i>Dotation aux amortissements sur immobilisations en cré- dit-bail, 11 000 000/12</i>		
	Dotation aux amortissements sur immobilisations en crédit-bail	916 667	
	à Amortissement cumulé sur immobilisations en crédit-bail		916 667
5.	<i>Redevance de la prochaine période</i>		
	Autres créanciers en crédit-bail à long terme	1 727 454	
	à Autres créanciers en crédit-bail à court terme		1 727 454
6.	<i>Charges financières de la prochaine période</i>		
	Charges financières différées à court terme	1 037 255	
	à Charges financières différées à long terme		1 037 255
7.	<i>A l'échéance du contrat, deux issues peuvent se présenter :</i>		
	7.1. <i>Le preneur conserve le bien et paie l'option</i>		
	Autres créanciers en crédit-bail à court terme	1 000 000	
	à Disponibilités		1 000 000
	7.2. <i>Le preneur retourne le bien après 10 ans,</i>		
	7.2.1. <i>Ajustement de l'amortissement sur immobilisa- tion en crédit-bail, $10\,000\,000 - 916\,667 \times 10$</i>		
	Dotation aux amortissements sur immobilisa- tions en crédit-bail	833 330	
	à Amortissement cumulé sur immobilisations en crédit-bail		833 330
	7.2.2. <i>Option non levée</i>		
	Autres créanciers en crédit-bail à court terme	1 000 000	
	à Immobilisations en crédit-bail		1 000 000
	7.2.3. <i>Retour du bien</i>		
	Amortissement cumulé sur immobilisations en crédit-bail	10 000 000	
	à Immobilisations en crédit-bail		10 000 000

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Exemple général d'application chez le preneur

1. *Règlement de la redevance*

Location d'immobilisations en crédit-bail à Disponibilités	1 727 454	1 727 454
---	-----------	-----------

2. *Dotation à la provision pour risques et charges (vol. 1)*

11.4.3.2.3 *Comparaison des méthodes et observations*

Les différentes solutions de traitement des opérations et leur influence sur les états financiers peuvent être résumées dans les tableaux 11.22, 11.23 et 11.24 qui suivent.

Tableau 11.22 Récapitulation en fin d'année 1 chez le bailleur-fabricant ou commerçant.
Situation de départ: Immobilisation, 8 800 000.

<i>Etats financiers publiés</i>	<i>Vente immédiate et prise en compte de la totalité de la marge; la valeur résiduelle de l'option n'est pas considérée comme certaine</i>	<i>Vente immédiate avec prise en compte de la totalité de la marge; la valeur résiduelle de l'option est considérée comme certaine</i>	<i>Crédit-bail d'exploitation</i>
ACTIF			
Disponibilités	1 727 454	1 727 454	1 727 454
Débiteurs-clients de crédit-bail à court terme	1 727 454	1 727 454	
J. Produits financiers différés à court terme	1 037 255	1 037 255	
Débiteurs-clients de crédit-bail à long terme	14 819 632	14 819 632	
J. Produits financiers différés à long terme	5 137 285	5 137 285	
Immobilisations			
Immobilisations en location			8 800 000
J. Amortissement cumulé sur immobilisations en location			800 000
	12 100 000	12 100 000	9 727 454
PASSIF			
Divers passifs	8 800 000	8 800 000	8 800 000
	8 800 000	8 800 000	8 800 000
PRODUITS			
Ventes crédit-bail	10 614 457	11 000 000	
Produits des locations			1 727 454
Produits financiers	1 100 000	1 100 000	
	11 714 457	12 100 000	1 727 454
CHARGES			
CAMV en crédit-bail	8 414 457	8 800 000	
Dotation aux amortissements sur immobilisations en location			800 000
	8 414 457	8 800 000	800 000
RÉSULTAT	3 300 000	3 300 000	927 454

Tableau 11.23 Récapitulation en fin d'année 1 chez le bailleur financier.

Situation de départ: nulle.

<i>Etats financiers publiés</i>	Crédit-bail de financement	Crédit-bail d'exploitation
ACTIF		
Débiteurs-clients crédit-bail à court terme	690 199	
Débiteurs-clients crédit-bail à long terme	9 682 347	
Immobilisations en location		11 000 000
J. Amortissement cumulé sur immobilisations en location (sur 10 ans)		1 100 000
	10 372 546	9 900 000
PASSIF		
Compte courant	9 272 546	9 272 546
	9 272 546	9 272 546
PRODUITS		
Produits financiers sur crédit-bail	1 100 000	
Produits des locations		1 727 454
	1 100 000	1 727 454
CHARGES		
Dotation aux amortissements sur immobilisations en location		1 100 000
	0	1 100 000
RÉSULTAT	1 100 000	627 454

Tableau 11.24 Récapitulation en fin d'année 1 chez le preneur.

Situation de départ: nulle.

<i>Etats financiers publiés</i>	Crédit-bail de financement	Crédit-bail d'exploitation
ACTIF		
Immobilisations en crédit-bail	11 000 000	
J. Amortissement cumulé sur immobilisations en crédit-bail	916 667	
	10 083 333	0
PASSIF		
Compte courant	1 727 454	1 727 454
Autres créanciers en crédit-bail à court terme	1 727 454	

J. Charges financières différées à court terme	1 037 255	
Autres créanciers en crédit-bail à long terme	14 819 632	
J. Charges financières différées à long terme	5 137 285	
	12 100 000	1 727 454
PRODUITS		
	0	0
CHARGES		
Dotation aux amortissements sur immobilisations en crédit-bail	916 667	
Locations d'immobilisations en crédit-bail		1 727 454
Charges financières de crédit-bail	1 100 000	
	2 016 667	1 727 454
RÉSULTAT	(2 016 667)	(1 727 454)

Observations et indications requises par les normes IFRS et Swiss GAAP RPC notamment

Observation 1: Le traitement des émoluments prélevés à la conclusion du contrat de crédit-bail et des charges directes qui lui sont liées

Chez le bailleur

L'IAS 17 précise que les charges initiales directes liées au contrat de location-financement, à l'exclusion des charges indirectes générales ou de marketing, doivent être prises en compte dans le calcul de la créance qui apparaît à l'actif du bilan du bailleur financier.

Le Manuel suisse d'audit adopte une approche similaire puisqu'il indique que la plupart des contrats de leasing prévoient le paiement de l'émolument administratif à la conclusion du contrat ou lors de l'échéance du premier terme; cet émolument peut donc être entièrement comptabilisé la même année comme produit, à moins qu'il soit excessif⁵⁶. Il précise en outre qu'aux termes du droit des sociétés anonymes, le donneur de leasing a le choix de présentation entre actifs immobilisés en leasing et créances à long terme⁵⁷.

Les charges de négociation ou de préparation d'un contrat de location-financement par les bailleurs-fabricants ou les bailleurs-négociants ne peuvent être considérées comme charges directes des contrats de location. Elles font partie des charges liées à la vente du bien concerné.

⁵⁶ Chambre fiduciaire, MSA, 1998, Zurich, p. 364

⁵⁷ Chambre fiduciaire, *ibidem*, p. 366.

Hidden page

Hidden page

d'opérations de crédit-bail assimilables à des contrats de vente: pour les grandes entreprises, il prévoit, en outre, la ventilation des dettes financières à long terme par échéances, à savoir moins d'un an, de deux à cinq ans, et plus de cinq ans.

Cette unique inscription ne permet pas de retraiter les comptes annuels dans le but par exemple de les comparer avec ceux d'une entreprise qui utiliserait pour ses investissements un mode de financement plus traditionnel. L'*Observation V* ci-dessous montre les conditions d'un tel retraitement. Il manque notamment la valeur de l'actif pris en crédit-bail et le partage de la redevance, traitée comme une charge unique d'exploitation, en une charge financière et un remboursement; de plus l'amortissement comptable est ignoré. Cette solution est cependant admise. Ajoutons qu'aucune information particulière n'est demandée pour les contrats de location d'exploitation même si le contrat dure plus d'un an. A notre avis, cette information minimale sur la valeur actuelle des redevances restant à payer est insuffisante. Elle devrait être complétée dans l'annexe par les informations particulières suivantes:

- la valeur des biens pris en crédit-bail au moment de la signature du contrat;
- le montant des redevances afférentes à l'exercice ainsi que le montant cumulé des redevances des exercices précédents;
- les dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été effectués au titre des exercices précédents;
- l'évaluation des redevances restant à payer, ventilées selon les échéances à moins d'un an, de un an à cinq ans et à plus de cinq ans⁶⁰, ainsi que du prix d'achat résiduel de ces biens stipulés aux contrats.

Voyons ce que disent les normes.

IFRS

L'IAS 17 prévoit des solutions analogues à celles présentées ci-dessus pour les leasing financiers et d'exploitation. Elle indique également les informations à fournir, dans l'annexe, en plus de celles à fournir selon l'IAS 32 dans la mesure où le leasing concerné peut être considéré comme un instrument financier.

Swiss GAAP RPC

La Swiss GAAP RPC 13 demande l'inscription des contrats de leasing financier dans le bilan du preneur. La valeur comptable nette des objets en leasing activés par le leasing financier et le montant total des passifs en résultant doivent apparaître au bilan ou dans l'annexe.

Le leasing d'exploitation n'est pas porté au bilan. Pour les contrats de leasing d'exploitation non résiliables dans l'année, l'information en annexe doit comprendre au minimum la valeur totale des versements de leasing futurs et leurs échéances.

⁶⁰ Les mêmes périodes de ventilation sont aussi demandées par l'IAS 17.

Hidden page

Passif

Emprunt en crédit-bail	10 372 546
------------------------	------------

Au compte de résultat, on aura dès lors :

Charges

Amortissements	916 667
Charges d'intérêts	1 100 000

Produits

Transferts de charges	289 213
-----------------------	---------

Des informations complémentaires pourraient aussi figurer dans l'annexe du bailleur, fabricant, commerçant ou institution financière, lorsqu'il s'agit d'un contrat de financement traité comme un contrat de location. Celles-ci pourraient être les suivantes :

- le montant des amortissements cumulés des exercices précédents, voire le coût d'acquisition si l'entreprise utilise la méthode directe d'amortissement ;
- le montant de la partie de la vente du bien non encore réalisée s'il s'agit de bailleurs fabricants ou commerçants ;
- le montant des créances restantes à court terme et à long terme ;
- le montant des produits financiers différés à court terme et à long terme, non compris la partie marge sur ventes, le cas échéant.

11.5 Comptabilisation des opérations et évaluation des postes libellés en devises

11.5.1 Aspect général

Les états financiers annuels sont exprimés dans la monnaie du pays dans lequel ils doivent être établis. Ainsi, en Suisse, l'article 960 al. 1 CO prévoit que *les articles de l'inventaire, du compte d'exploitation et du bilan doivent être exprimés en monnaie suisse*. On notera que l'article 960 al. 1 CO n'interdit pas la tenue d'une comptabilité dans une autre monnaie que le franc suisse, il demande seulement que les comptes annuels soient exprimés en monnaie suisse, ce qui pourrait être obtenu par conversion après la clôture. Cette solution particulière n'est pas traitée dans cette section.

Il faut bien comprendre qu'une comptabilité est tenue en une seule monnaie de référence, le plus souvent la monnaie nationale. Il existe ensuite différentes méthodes qui seront décrites ci-après, pour assurer le suivi des opérations exprimées à l'origine en devises, c'est-à-dire dans une autre monnaie que la monnaie de référence.

Presque toutes les entreprises sont amenées à traiter des opérations en devises, soit lors de transactions directes, soit par l'intermédiaire de succursales ou de filiales implantées à l'étranger.

Dans les relations directes, l'entreprise court un risque de change en acceptant qu'une transaction (achat, vente, prêt, etc.) se fasse pour un montant certain de devises dont la valeur en monnaie nationale aura probablement varié favorablement ou défavorablement au moment de l'inventaire ou du règlement. Par exemple, une entreprise suisse vend une machine à crédit à un acheteur canadien et libelle la facture en dollars canadiens; la créance qui résulte de cette vente devra cependant s'inscrire finalement en francs suisses dans les comptes annuels.

Dans les relations avec des succursales ou des filiales situées à l'étranger, deux traitements peuvent être distingués selon que l'établissement à l'étranger est traité comme dépendant ou autonome.

Pour un établissement dépendant, on considère que ses activités font partie intégrante de celles du siège ou de la société-mère. La *monnaie fonctionnelle* ou *functional currency* est la monnaie du siège ou de la société-mère. Les opérations traitées par l'établissement dépendant à l'étranger sont donc assimilées à des relations directes comme celles évoquées ci-dessus.

Pour un établissement autonome, on considère qu'il forme une entité à l'étranger qui exerce ses activités de manière indépendante du siège ou de la maison-mère. L'établissement autonome est soumis à des marchés et à une concurrence qui lui est propre. La monnaie fonctionnelle est celle du pays où il est installé. Les états financiers de cet établissement autonome sont donc établis dans la monnaie locale, puis convertis en fin de période en monnaie du siège ou de la maison-mère, monnaie de présentation ou *presentation currency*, pour être consolidés. La conversion des monnaies étrangères dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés est traitée au chapitre 16.

Nous allons donc étudier ici les problèmes de comptabilisation et d'évaluation posés par la conversion dans la monnaie dans laquelle est tenue la comptabilité.

Les opérations et les engagements en devises concerneront aussi bien les actifs non monétaires que les passifs non monétaires. Leur analyse est regroupée dans un même paragraphe.

11.5.2 Analyse des opérations libellées en devises

Les opérations libellées en devises se distinguent des affaires traitées en monnaie nationale par un élément de risque dû aux fluctuations de change.

Il y a risque de change lorsqu'une entité économique effectue des opérations dans une monnaie différente de la monnaie nationale; celle-ci est supposée être la monnaie de compte de l'entité économique. Le règlement financier peut en effet se réaliser à une parité différente de celle retenue au moment de la détermination du montant à régler. La hausse et la baisse des cours des devises se traduisent, selon les cas, en bénéfices ou pertes de change.

Convertir en monnaie nationale des opérations et des situations mesurées en fait en devises est au cœur du problème. Celui-ci doit être analysé dans ses aspects statique et cinétique, puis sous l'angle des principes comptables, avant de passer à l'élaboration et à la formulation logiques du plan de comptes adéquat et à l'évaluation de fin de période.

Aspect statique

L'entreprise dispose d'actifs en devises ou elle a contracté des engagements en devises dans le courant de ses activités. En particulier, elle accorde des délais de paiement à certains clients étrangers ou elle obtient des délais de paiement de certains fournisseurs étrangers pour des transactions libellées en devises. Dans ce genre d'opérations, l'entreprise court un risque de change. On considérera ici qu'elle ne couvre pas ce risque par des transactions à terme.

Aspect cinétique

A ses activités nationales, l'entreprise ajoute des activités avec l'étranger, en devises. Les principaux événements de nature comptable relatifs aux devises peuvent être les suivants:

- acheter des biens et des services exprimés en devises;
- vendre des biens et des services exprimés en devises;
- régler des intérêts ou encaisser des produits financiers en devises;
- enregistrer des charges liées à des éléments exprimés en devises, amortissement d'une immobilisation en dollars, par exemple;
- encaisser des créances et régler des dettes à court et long terme en devises;
- contracter des emprunts en devises;
- investir dans des biens ou des placements en devises;
- disposer de fonds en devises.

Analyse par les principes comptables

Selon l'usage comptable, les principes comptables justifiant la constatation des opérations en monnaie nationale sont aussi valables pour les opérations libellées en devises.

Hidden page

Encaissement premier versement, 500 \$; cours 1,46

Banque		730	
Pertes de change		20	
	à Clients \$	\$ 500	750

Acquisition machine, 100 000 €; cours 1,60

Machine		160 000	
	à Autres créanciers €	€ 100 000	160 000

Paiement première tranche, 25 000 €; cours 1,56

Autres créanciers €		€ 25 000	40 000
	à Banque		39 000
	à Bénéfice de change		1 000

▪ *Méthode Position-devise, Change compte en devise*

On ouvre pour chaque devise deux comptes ou groupes de comptes spécifiques qui fonctionnent en parallèle :

- les comptes *Position-devise* tenus dans une devise donnée, qui servent de contreparties aux opérations enregistrées dans des comptes du grand livre tenus dans la même devise, par exemple, *Clients \$, Fournisseurs \$, Autres créanciers \$*, etc.;
- les comptes *Change compte en devise*, tenus en monnaie nationale qui servent de contreparties aux opérations en devises enregistrées cette fois en monnaie nationale dans les comptes du grand livre, tenus en monnaie nationale; les comptes *Change compte en devise* seront par exemple *Change clients \$, Change fournisseurs \$, Change autres créanciers \$*, etc.

Chaque opération-devise est donc enregistrée à double, une fois en devise et une fois en évaluation en monnaie nationale. Les comptes *Position-devise* et *Change-compte en devise* doivent évidemment être traités en parallèle. Leur solde ou la somme de leur solde se correspondent respectivement en devise et en évaluation en monnaie nationale, une différence de change apparaîtra selon le cours choisi pour l'évaluation du solde final en devise. Selon le degré de développement du plan de compte pour les comptes en devise et les comptes *Change-compte en devise* correspondants, la différence de change pourra être ventilée précisément ou traitée plus globalement. Il est évidemment nécessaire d'ouvrir au moins un compte *Position-devise* par devise. Le solde de chacun des comptes *Positions-devise* donne donc la situation, actif net ou dette nette, de l'entreprise pour une devise donnée.

A la clôture des comptes, les *Positions-devise* et les *Change-comptes en devise* correspondant du grand livre vont se neutraliser. Une provision pour perte de change par devise pourra être prévue.

Exemple

Vente prestation facturée 2 000 \$; cours 1,50

Clients \$		\$ 2 000	
	à Position \$		\$ 2 000
Change clients \$		3 000	
	à Ventes		3 000

Hidden page

Traitement des bénéfices et pertes de change

Pour respecter le *principe de non-compensation* des produits et des charges, les différences de change doivent apparaître dans des comptes séparés :

- bénéfices de change,
- pertes de change.

La destination définitive des différences de change dépend des opérations qu'elles concernent comme cela a été le cas pour le traitement de l'escompte commercial et l'escompte de règlement (vol. 1). Si l'on admet, par exemple, que le prix de vente comprend un élément de risque de change, la différence de change négative ou positive effective devrait toucher le compte Ventes. Passer par le compte Ventes a pour avantage de permettre la comparaison entre des entreprises qui ont des séquences de vente différentes. Imaginons deux entreprises à tout point comparables, la première enregistrant des ventes avant une modification substantielle du cours d'une devise, l'autre enregistrant les ventes après la modification. La première connaîtra une différence de change plus importante au moment de l'encaissement que la seconde. En passant ces différences dans le compte Ventes, on rétablira la comparabilité entre les comptes Ventes. On peut naturellement aussi affirmer qu'il serait préférable de tenir les ventes à des cours à terme et les variations de change dans des comptes séparés. On sépare ainsi les aspects commerciaux des aspects financiers.

Dans un compte de résultat en liste, en particulier, la différence de change devrait cependant être portée séparément, bien en évidence par rapport aux ventes avant différences de change. Il s'agit d'une information importante en particulier pour l'analyse financière.

Si les opérations ne sont pas des opérations commerciales mais financières, la différence de change sera considérée comme une charge financière ou un produit financier.

Ces différents comptes peuvent être subdivisés à souhait pour faire apparaître le détail des opérations concernées.

Enfin, l'appréhension des bénéfices et des pertes de change potentiels peut s'effectuer par les comptes suivants :

- réserves de bénéfice de change,
- provisions pour risques de change.

Ces comptes peuvent aussi être subdivisés à souhait pour identifier les postes particuliers concernés.

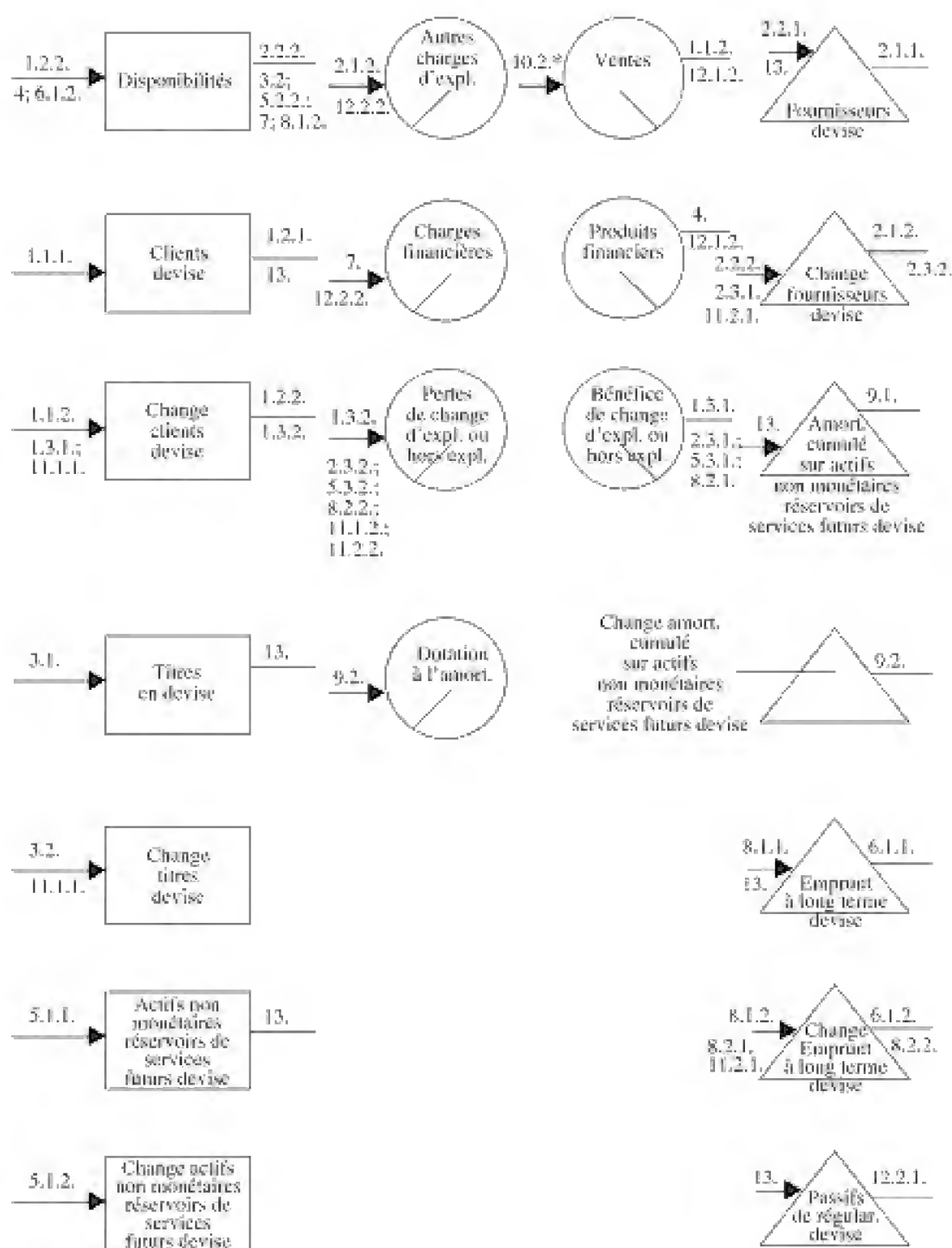
Selon l'approche développée ci-dessous, les réserves de bénéfice de change font partie des capitaux propres alors que les comptes de provisions pour risques de change concernent les passifs non monétaires autres que les capitaux propres ou les comptes d'actifs non monétaires. Dans ce dernier cas, ils seront portés en diminution des actifs concernés. L'approche par les comptes de réserves de bénéfice de charge et de provisions pour risques de charge se base sur la méthode rationnelle développée à plusieurs reprises.

Formalisation logique du traitement comptable

La présentation des comptes sous forme de comptes à deux monnaies ne présente pas de difficulté particulière. La formalisation logique illustre donc

Hidden page

Hidden page



* Par simplification, Pour plus de détails sur le traitement des dépréciations des créances, voir le volume 1.

Fig. 11.25 Opérations relatives aux devises: méthode position-devise, change-compte en devise. (Pour chacune des devises avec laquelle l'entreprise travaille, il faut ouvrir un jeu spécifique de comptes: clients S, Change-clients S, Position S, Clients €, Change-clients €, etc.).

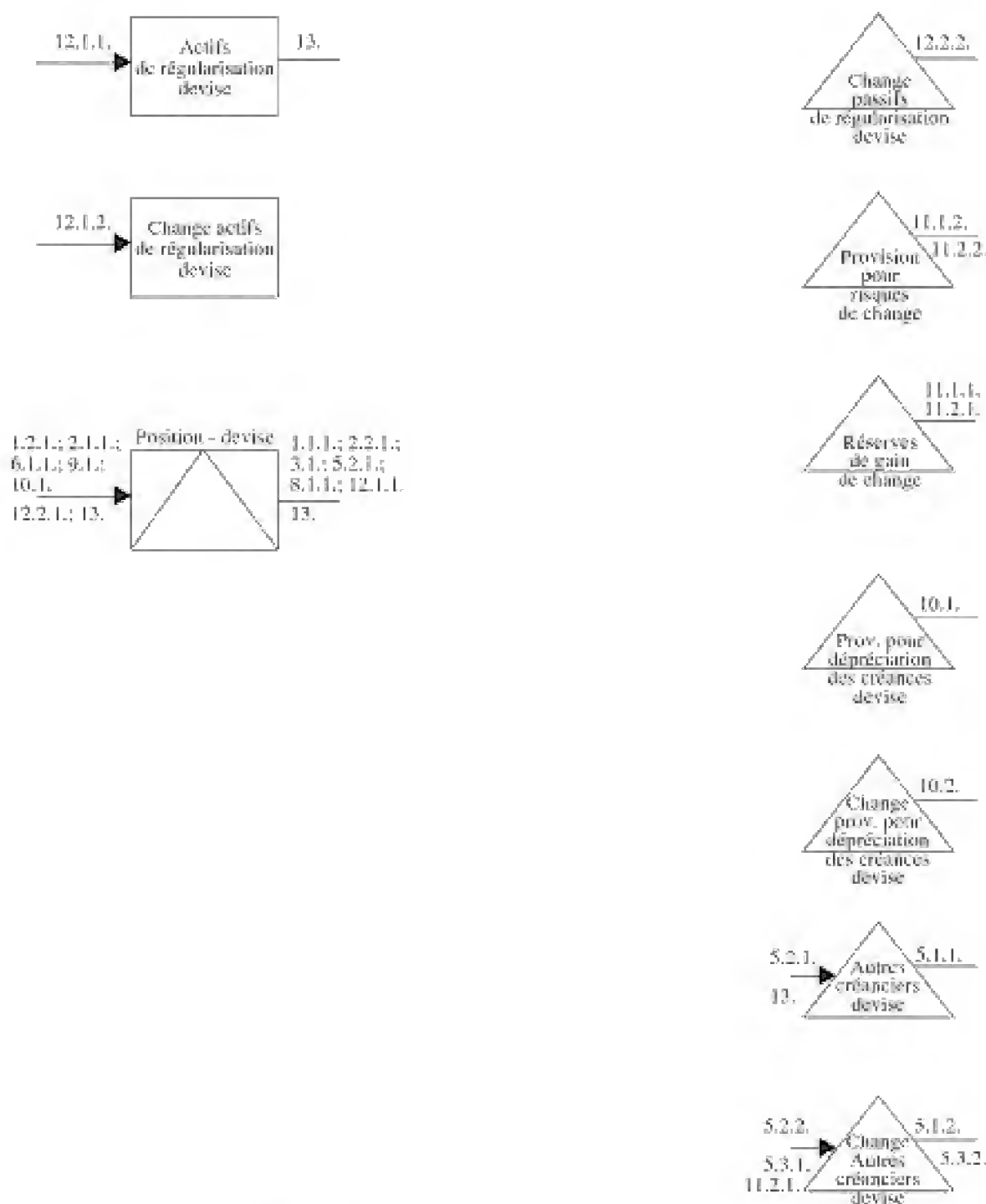


Fig. 11.25 Opérations relatives aux devises (suite).

en devises peut aussi avoir lieu à partir d'une autre devise que la monnaie nationale.

Dans ces cas, les cours de change utilisés lors du règlement seront des cours moyens ou approximatifs, moyennes basées sur une certaine durée de temps, une demi-journée, une journée, une semaine, etc. Ceux-ci doivent cependant rester pertinents, ne pas résulter par exemple d'opérations purement spéculatives. L'effet spéculatif devrait en effet être distingué de l'effet commercial.

On peut aussi admettre de travailler, en comptabilité générale ou auxiliaire, avec des cours moyens pour l'ensemble d'une période comptable en corrigeant a posteriori les comptes d'actifs, passifs, charges ou produits exprimés en devises. Ainsi, par exemple, le compte Ventes de marchandises au lieu d'être tenu en monnaie nationale uniquement peut être tenu en deux monnaies, un compte par devise, ce qui permet en tout temps de déterminer le montant des ventes de marchandises exprimées en devises et en monnaie nationale, donc aussi le cours moyen. Si nécessaire, le cours moyen peut être facilement ajusté en fin de période. Il peut en être de même pour tous les autres comptes qui ont une partie liée aux devises⁶¹.

Pour séparer les opérations commerciales des opérations purement financières, il s'avérera nécessaire de procéder à des achats ou des ventes internes de devises de manière à séparer les origines des différences de change. Les achats et ventes liés aux opérations commerciales devraient être exempts, dans la mesure du possible, d'éléments purement spéculatifs.

Le cours de change utilisé aura naturellement un impact sur le montant des différences de change obtenues. Si globalement les différences de change seront les mêmes, les différences partielles pourront varier. La méthode utilisée devrait donc être explicitée dans une annexe même pour les entreprises qui ne sont pas astreintes à établir un tel document.

Observation II: Gestion comptable des provisions pour risques de change

Idéalement les provisions pour risques de change devraient être individualisées et portées au niveau des postes concernés pour obtenir le montant à toucher pour les actifs ou le montant à déboursier pour les passifs. De plus, les provisions qui ne sont plus nécessaires devraient être dissoutes comme produits des exercices antérieurs.

Si cette solution s'avère trop lourde, il s'agira donc d'ajuster directement les comptes concernés, ce qui fera disparaître l'aspect latent du risque de change.

Pour résoudre cette difficulté liée à l'individualisation des provisions, le plan comptable général français prévoit quant à lui la solution de regrouper les différentes provisions, tout en conservant l'aspect latent au moyen d'un compte *Ecart de conversion*. Celui-ci est en quelque sorte un compte de régularisation.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date de clôture de l'exercice a pour effet de modifier les montants en monnaie nationale précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régularisations ultérieures:

- à l'actif du bilan pour les différences correspondant à une perte latente ;
- au passif du bilan pour les différences correspondant à un gain latent.

⁶¹ Pour plus de détails pour une organisation comptable qui permet de faire ressortir distinctement les éléments en devises et leur expression en monnaie nationale, on consultera avec profit COHEN Raphaël, *Modèle de comptabilisation des transactions en devises*, Economica, 1985, pp. 143 et suivantes.

*Les pertes de change latentes entraînent à due concurrence la constitution d'une provision pour risques, sous réserve de dispositions particulières*⁶².

Prenons par exemple un emprunt en devises contracté en N; une perte de conversion est constatée au 31.12.N; au 31.12.N+1 la variation du cours de change compense la perte antérieure et donne lieu à un bénéfice.

La solution proposée est la suivante:

31.12.N	<i>Constatation de la perte de conversion</i>
	Ecart de conversion Actif
	à Emprunt
31.12.N	<i>Constitution de la provision pour risques</i>
	Dotations financières
	à Provisions pour risques
1.1.N+1	<i>Extourne de l'écart de conversion Actif</i>
	Emprunt
	à Ecart de conversion Actif
31.12.N+1	<i>Constatation du bénéfice de conversion</i>
	Emprunt
	à Ecart de conversion Passif
31.12.N+1	<i>Reprise de la provision</i>
	Provisions pour risques
	à Reprises Provisions

Au 31.12.N, l'emprunt figure pour le montant à rembourser estimé et l'écart de conversion actif apparaît séparément dans les comptes de régularisation du bilan. Le total du bilan est donc augmenté d'autant.

Au 31.12.N+1, l'emprunt figure pour le montant à rembourser estimé et l'Ecart de conversion Passif apparaît dans les comptes de régularisation du bilan. Le total du bilan est le même que si l'on utilise un compte *Réserve de gain de change*.

Gestion comptable des réserves de gain de change

Les réserves de gain de change sont en fait des réserves de gain réalisables. Elles devront être virées à des réserves de gain de change réalisées puis à des produits hors période, ou directement à des produits hors période, lorsque les gains seront effectivement acquis. Cette approche envisage naturellement la possibilité d'individualiser les réserves de gains latents. Si tel n'est pas le cas, un seul compte de *Réserve de gain de change* peut être utilisé avec son ajustement à la fin de chacune des périodes.

⁶² Conseil national de la comptabilité, *Plan comptable général*, Version applicable au 1^{er} janvier 2005, 342-5.

11.5.3 Evaluation des éléments libellés en devises dans le bilan

En fin de période, il s'agit d'évaluer les éléments libellés en devises dans le bilan.

11.5.3.1 Analyse générale

L'analyse générale des valeurs (sect. 10.4) conduit pour les évaluations aux choix suivants:

- Les actifs non monétaires, considérés comme réservoirs de disponibilités directes, doivent être évalués à la valeur vénale, en l'occurrence au cours de change de la date du bilan, le cours Achat.
- Les passifs non monétaires à rembourser à des tiers doivent être évalués à la valeur de remboursement, soit au cours de change de la date du bilan, le cours Vente.
- Les actifs non monétaires, réservoirs de stocks, doivent être évalués au cours de la date du bilan si l'on admet par exemple le coût de remplacement en amont comme valeur d'évaluation. En revanche, le cours historique sera retenu si l'on considère que seule la méthode du coût historique peut entrer en ligne de compte dans le processus d'évaluation. Dans ce cas, le choix du cours variera cependant selon que l'on utilise la méthode du premier entré, premier sorti, du dernier entré, premier sorti ou celle de la moyenne arithmétique pondérée.
- Les actifs non monétaires, réservoirs de services futurs, doivent être évalués au cours de la date du bilan si l'on admet par exemple le coût de remplacement en amont comme valeur d'évaluation. En revanche, le cours historique sera retenu si l'on considère que seule la méthode du coût historique peut entrer en ligne de compte dans le processus d'évaluation.

On peut préciser que le respect du principe de la valeur la plus basse du coût historique, de la valeur économique et de la juste valeur s'applique ici selon l'approche choisie.

11.5.3.2 Méthodes

La doctrine comptable a développé plusieurs méthodes d'évaluation des postes libellés en devises, en particulier la méthode temporelle ou méthode des coûts et valeurs (*temporal method*) et la méthode du cours de clôture⁶³.

⁶³ La doctrine a aussi développé d'autres méthodes, entre autres: méthode du court terme-long terme, méthode monétaire-non monétaire, méthode modifiée monétaire-non monétaire.

Méthode du court terme-long terme (*current-non current method*)

La classification des éléments du bilan détermine le choix du cours à la date du bilan: les actifs circulants et les dettes à court terme sont convertis aux cours de change de la date du bilan. Tous les autres actifs et passifs le sont aux cours de change historiques. Les postes du compte de résultat sont enregistrés aux cours du jour de leur constatation, c'est-à-dire pour les amortissements aux cours historiques.

Méthode temporelle ou méthode des coûts et valeurs (*temporal method*)

Selon cette méthode, la conversion des postes libellés en devises représente un processus d'expression d'unité de mesure uniquement. Il s'agit donc uniquement de changer l'unité de mesure et non de remettre en cause la valeur utilisée pour l'évaluation. Ainsi, si le bilan est exprimé en coût historique, il s'agira de prendre le cours de change historique, alors que l'on prendra le cours de la date du bilan si l'évaluation a lieu au coût de remplacement.

Cette méthode se rapproche le plus de celle de l'analyse générale proposée plus haut.

Pour les comptes sociaux (présentation des transactions en monnaie étrangère dans la monnaie fonctionnelle), l'IAS 21 (présentation des transactions en monnaie étrangère dans la monnaie fonctionnelle) propose qu'à la date du bilan :

- les éléments monétaires⁶⁴ (actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes et passifs non monétaires autres que les capitaux propres) exprimés en devises soient évalués au taux de clôture;
- les éléments non monétaires (actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs) mesurés au coût historique et exprimés en devises soient évalués au cours de la date de l'opération;
- les éléments non monétaires exprimés à leur juste valeur et exprimés en devises soient évalués au cours de la date de la fixation de la juste valeur.

Méthode du taux de clôture (*closing rate method*)

Selon cette méthode, tous les éléments exprimés en monnaies étrangères sont évalués ou convertis en utilisant le cours de clôture de la date du bilan.

Méthode monétaire-non monétaire (*monetary-non monetary method*)

Notons que les définitions du monétaire et du non monétaire dans cette méthode ne se recoupent pas avec celles utilisées précédemment (sect. 10.4).

Les actifs monétaires (actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes) et les passifs monétaires (passifs non monétaires de tiers) sont convertis aux cours de change de la date du bilan. Les actifs non monétaires (actifs non monétaires, réservoirs de stocks et de services futurs) sont convertis aux cours de change historiques. Les postes du compte de résultat sont enregistrés aux cours du jour de leur constatation, c'est-à-dire pour les consommations de stocks et les amortissements aux cours historiques.

Méthode modifiée monétaire-non monétaire (*modified monetary-non monetary method*)

Pour des raisons pratiques, les stocks et en-cours sont classés parmi les éléments monétaires (actifs non monétaires, réservoirs de disponibilités directes). Ils sont dès lors convertis au cours de la date du bilan et leur constatation dans les charges est convertie au cours de la date du bilan ou au cours moyen de l'exercice.

⁶⁴ Sont éléments monétaires les unités monétaires détenues et les éléments d'actif et de passif devant être reçus ou payés dans un nombre d'unités monétaires déterminé ou déterminable.

Hidden page

L'IAS 21 indique également la voie à suivre en cas de différences de change et de dépréciations durables sur des éléments non monétaires. Elle indique que si un tel élément est mesuré en devises, la valeur à faire figurer dans les états financiers se détermine de la manière suivante:

- le coût ou la valeur comptable, selon les cas, est converti au cours de change de la date où le montant a été déterminé (cours historique) et
- la valeur réalisable nette ou la valeur recouvrable est convertie au cours de change de la date à laquelle ces valeurs sont déterminées (cours de clôture de la date du bilan).

L'effet de la comparaison peut être qu'une perte de dépréciation durable présente en monnaie fonctionnelle n'existe plus en monnaie convertie.

Swiss GAAP RPC

De manière générale, la Swiss GAAP RPC 2 prévoit que la conversion de postes en monnaies étrangères se fait selon la méthode du cours de clôture. Tous les actifs et tous les engagements sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan. Il n'y a donc pas de différenciation entre les éléments monétaires et non monétaires.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de la transaction ou au cours moyen du mois durant lequel la transaction a eu lieu. Les effets résultant d'adaptation des cours de change sont à enregistrer au résultat de la période.

11.5.4 Exemple

11.5.4.1 Introduction

L'entreprise X S.A., domiciliée en Suisse, a pour but de produire et de commercialiser des produits chimiques. Depuis N-2, elle a développé des relations commerciales avec les Etats-Unis.

Son bilan en coût historique au 31.12.N-1 avant répartition du résultat est donné ci-dessous. Les cours de clôture du dollar «vente» et «achat»⁶⁵ à cette date sont respectivement de 1,28 et 1,27. Les autres cours sont des cours du moment de la transaction ou des cours d'inventaire.

Tous les montants sont exprimés en milliers de francs ou de dollars.

Tous les montants doivent être arrondis à l'unité la plus proche.

N.B. Pour la détermination des cours, voir les paragraphes 11.5.1. et 11.5.2.

⁶⁵ Le cours «achat» indique à quel prix la banque prend la devise; le cours «vente» indique à quel prix elle vend la devise.

Pour les évaluations, l'exemple utilise la méthode temporelle; les différences de change sont traitées selon la méthode rationnelle. Il se différencie en cela de la norme IAS 21.

Bilan au 31.12.N-1

Actif

Disponibilités	3 004
Clients	1 886
Clients \$ (\$ 174 à 1,27)	221
Provision pour dépréciation des créances et créances \$	(116)
Actifs de régularisation \$ (\$ 25 à 1,27)	32
Stocks	1 178
Actifs de régularisation	201
Autres actifs circulants	71
Machines	3 350
Amortissement cumulé sur machines	(1 675)
Machines \$ (\$ 240 à 1,45)	348
Amortissement cumulé sur machines \$ (\$ 32 à 1,45)	(46)
Immeuble	4 700
Amortissement cumulé sur immeuble	(2 914)
	<u>10 240</u>

Passif

Fournisseurs		1 474
Fournisseurs \$ (\$ 181 à 1,25)	226	
Provision pour risques de change sur fournisseurs \$	6	
Fournisseurs \$ (\$ 181 à 1,28)	—	232
Passifs de régularisation		142
Passifs de régularisation \$ (\$ 40 à 1,28)		51
Autres créanciers à court terme		1 745
Hypothèque		1 429
Autres dettes à long terme \$ (\$ 250 à 1,28)		320
Capital-actions		1 000
Réserve générale		500
Réserves spéciales		3 293
Réserve de gain de change réalisable sur clients \$		2
Réserve de gain de change réalisable sur autres dettes à long terme \$		52
		<u>10 240</u>

NOTES

- Les actifs de régularisation en devise sont des charges payées d'avance.
- Les réserves réalisables de gain de change représentent des gains latents sur des créances ou des dettes en devise, qui n'ont pas encore été réglées; elles toucheront le résultat lors du dénouement des opérations.

Déroulement de l'exemple

- Sur la base du bilan au 31.12.N-1 avant répartition du résultat donné ci-dessus, on ouvre les comptes de la comptabilité de X S.A. liés aux monnaies étrangères, au 1^{er} janvier N. Les autres comptes du grand livre ont déjà été ouverts et les opérations 1 à 13 données ci-dessous ont déjà été comptabilisées.

Hidden page

- \$ 14; les frais sont de \$ 2. La banque débite X S.A. de 346 francs suisses. Taux de change: 1,29.
22. Versement des intérêts le 11.2.N sur les obligations M Holding 5 %, N-4 à N+6, \$ 15. La banque crédite X SA de 19 francs suisses (il n'y a pas d'impôt prélevé à la source).
 23. Achat d'une nouvelle machine le 31.10.N, \$ 120 à 1,47. La facture sera payée le 31.12. Pour le paiement, on utilisera les dollars disponibles (grâce à la libération du nouvel emprunt en dollars le 31.12.N. Voir l'opération 24.).
 24. Libération le 31.12.N (au pair) par les souscripteurs d'un nouvel emprunt à long terme de \$ 350, au cours de 1,36. Le versement se fait sur un compte bancaire tenu en dollars. Au 31.12.N, les cours «vente» et «achat» du \$ sont respectivement de 1,36 et 1,35.
 25. Paiement le 31.12.N de la nouvelle machine avec l'emprunt libéré au 31.12.N (voir opérations 23 et 24).
 26. Paiement le 31.12.N de l'annuité de la dette à long terme libellée en dollars: remboursement \$ 14; intérêts, \$ 20. Taux de change: 1,36. Cours historique de la dette: 1,45.
 27. Amortissement des machines achetées en \$. Cet amortissement est linéaire et s'étale sur cinq ans avec une valeur résiduelle des machines nulle. Toutes les machines ont été acquises le 30.4.N-1, excepté celle achetée le 30.10.N (voir l'opération 24). Aucune machine achetée en \$ n'a été vendue au 31.12.N.
 28. Intérêts courus le 31.12.N sur les obligations M Holding 5 %, N-4 à N+6, jouissance le 11.2, \$ 13.
 29. Le 31.12.N, le cours des obligations M Holding 5 %, N-4 à N + 6, jouissance le 11.2, est de 92,75. X SA évalue ses titres à la valeur du marché.
 30. Autres charges d'exploitation libellées en dollars payées en N concernant l'exercice N+1, \$ 30 à 1,30.
 31. Autres charges d'exploitation libellées en dollars concernant l'exercice N à payer en N+1, \$ 40 à 1,36.
 32. Augmentation de la provision pour dépréciation des créances facturées en \$ au 31.12.N, 5.
 33. Au 31.12.N les stocks se montent à 1 197. Entre le 1.1.N et le 31.12.N, seul le stock de matières a augmenté.

Deux solutions équivalentes sont développées: la première utilise les comptes à deux monnaies, la seconde la méthode des Positions-devise, Change-devise.

11.5.4.2 La méthode des comptes à deux monnaies

Journal

a-j. *Ouverture des comptes en monnaie étrangère sous forme de comptes à deux monnaies*

14. *Extourne des actifs de régularisation et des passifs de régularisation libellés en dollars*

Autres charges d'exploitation	32	
à Actifs de régularisation \$		
(\$ 25 à 1,27)	\$ 25	32

Hidden page

	à Réserve de gain de change réalisée sur clients \$			7
d)	<i>Virement de la plus-value réalisée</i>			
	Réserve de gain de change réalisée sur clients \$		7	
	à Gains de change hors période d'exploitation			7
19.	<i>Achat de matières premières à crédit</i>			
	Achats		179	
	à Fournisseurs \$ (\$ 128 à 1,40)	\$ 128		179
20.	<i>Paiement des fournisseurs de l'année N-1</i>			
a)	<i>Paiement</i>			
	Fournisseurs \$ (\$ 181 à 1,33)	\$ 181	241	
	à Autres comptes du grand livre			241
b)	<i>Constatation de la perte de change provisionnée</i>			
	Provision pour risques de change sur fournisseurs \$		6	
	à Fournisseurs \$			6
c)	<i>Constatation de la perte de change non provisionnée</i> [181 × (1,33 - 1,28)]			
	Pertes de change hors période d'exploitation		9	
	à Fournisseurs \$			9
21.	<i>Achat de titres, frais compris</i>			
	Titres \$ (\$ 254 à 1,29)	\$ 254	328	
	Produits courants des titres		18	
	à Autres comptes du grand livre			346
22.	<i>Versement des intérêts sur les titres acquis</i>			
	Autres comptes du grand livre		19	
	à Produits courants des titres			19
23.	<i>Achat d'une nouvelle machine</i>			
	Machines \$ (\$ 120 à 1,47)	\$ 120	176	
	à Autres créanciers \$			
	(\$ 120 à 1,47)	\$ 120		176
24.	<i>Libération d'un nouvel emprunt</i>			
	Banque \$ (\$ 350 à 1,36)	\$ 350	476	
	à Emprunt l.a. \$ (\$ 350 à 1,36)	\$ 350		476
25.	<i>Paiement de la machine de l'opération 23. au moyen de l'argent libéré par l'emprunt</i>			
a)	<i>Paiement des autres créanciers</i>			
	Autres créanciers \$ (\$ 120 à 1,36)	\$ 120	163	
	à Banque \$ (\$ 120 à 1,36)	\$ 120		163
b)	<i>Enregistrement de la différence de change sur la machine⁶⁶</i>			

⁶⁶ La différence de change pourrait être créditée à un compte gain de change. Cette solution aurait une influence sur le plan d'amortissement (voir opération 26) puisque la machine apparaîtrait au cours de 1,47 au lieu de 1,36.

	Autres créanciers \$ [$\$ 120 \times (1,47 - 1,36)$]	13	
	à Machines \$ [$\$ 120 \times (1,47 - 1,36)$]		13
c)	<i>Evaluation du montant de l'emprunt restant disponible au 31.12.N</i>		
	Pertes de change hors exploitation [$\$ 230 \times (1,36 - 1,35)$]	2	
	à Banque \$		2
26.	<i>Paiement de l'annuité de la dette libellée en dollars</i>		
a)	<i>Intérêts</i>		
	Charges financières	27	
	à Autres comptes du grand livre		27
b)	<i>Remboursement</i>		
	Autres dettes à l.t. \$ ($\$ 14$ à $1,36$)	\$ 14	19
	à Autres comptes du grand livre		19
c)	<i>Constatation du gain réalisé</i> [$\$ 14 \times (1,49 - 1,36)$]		
	Réserve de gain de change réal. sur autres dettes l.t. \$	2	
	à Réserve de gain de change réalisée sur autres dettes l.t. \$		2
d)	<i>Virement du gain réalisé</i>		
	Réserve de gain de change réalisée sur autres dettes l.t. \$	2	
	à Gains de change hors période hors exploitation		2
e)	<i>Constatation du gain non réalisé</i> [$\$ 14 \times (1,36 - 1,28)$]		
	Réserve de gain de change réalisable sur autres dettes l.t. \$	1	
	à Autres dettes l.t. \$		1
27.	<i>Amortissements des machines achetées en dollars</i>		
	Dotation aux amortissements	75	
	à Amortissement cumulé sur machines \$ ($\$ 48$ à $1,45$)	\$ 48	70
	Amortissement cumulé sur machines \$ ($\$ 4$ à $1,36$)	\$ 4	5
28.	<i>Intérêts courus sur les obligations</i>		
	Actifs de régularisation \$ ($\$ 13$ à $1,35$)	\$ 13	18
	à Produits courants des titres		18
29.	<i>Ajustement de la valeur des titres le 31.12.N (plus-value et change)</i>		
	Titres \$ ($\$ 24$)	\$ 24	48
	à Réserve de plus-value réalisable sur titres \$		48
30.	<i>Actifs de régularisation \$ au 31.12.N</i>		
	Actifs de régularisation \$ ($\$ 30$ à $1,30$)	\$ 30	39
	à Autres charges d'exploitation		39
31.	<i>Passifs de régularisation \$ au 31.12.N (\$ 40 à 1,36)</i>		
	Autres charges d'exploitation	54	
	à Passifs de régularisation \$	\$ 40	54
32.	<i>Augmentation de la provision pour dépréciation des créances \$ (\$ 40)</i>		

Hidden page

Débit	Provision pour dépréciation des créances \$				Crédit
v/Bil. (34)	\$20	1,35	27	a)	\$17 1,27 22
				32)	\$ 3 5
			27		27

Débit	Rés. de gain de change réalisée séliens \$		Crédit
18d)	7	18c)	7
	<u>7</u>		<u>7</u>

Débit	Titres \$				Crédit
21)	\$254	1,29	328	v/Bil. (53)	\$278 1,35 376
29)	\$ 24		48		
			376		376

Débit	Réserve de plus-value réalisable sur titres \$		Crédit
v/Bil. (56)	48	29)	48
	48		48

Débit	Actifs de régularisation \$				Crédit
c)	\$25	1,27	32	14)	\$25 1,27 32
28)	\$13	1,35	18	v/Bil. (57)	\$43 1,35 58
30)	\$30	1,36	39		
33)			1		
			90		90

Réserve de gain de change réalisable sur actifs de régularisation \$		
Débit		Crédit
v/Bil. (58)	1 35)	1
	<hr/>	<hr/>
	1	1

Débit	Machines \$				Crédit
d)	\$240	1,45	348	25b)	13
23)	\$120	1,47	176	v/Bil. (59)	\$360 1,42 511
			524		524

Débit	Amortissement cumulé s/machines \$			Crédit			
v/Bil. (60)	\$84	1,42	121	c)	\$32	1,45	46
				27)	\$48	1,45	70
				27)	\$ 4	1,36	5
			121				121

Débit	Fournisseurs \$				Crédit
15c)	\$ 40	1,25	50	f)	\$181 1,25 226
20a)	\$181	1,33	241	15a)	\$ 40 1,25 50
36)			5	19)	\$128 1,40 179
v/Bil. (61)	\$128	1,36	174	20b)	6
			470	20c)	9
					470

Provision pour risques de change sur fournisseurs \$		
Débit		Crédit
20(b)	6 g)	6
	<hr/>	<hr/>
	6	6

Débit	Réserve de gain de change réalisable sur fournisseurs \$				Crédit
v/Bil. (62)			5	36)	5
			5		5

		Autres créanciers \$			
Débit					Crédit
25a)	\$120	1,36	163	23)	\$120 1,47 176
25b)			13		
			176		176

Débit	Passifs de régularisation \$				Crédit
14)	\$40	1,28	51	h)	\$40 1,28 51
v/Bil. (63)	\$40	1,36	54	31)	\$40 1,36 54
			105		105

Réserve de gain de change			
Débit	réalisable sur passifs de régularisation \$		Crédit
15d)	1	15b)	1
	1		1

Débit	Réserve de gain de change réalisée sur passifs de régularisation \$				Crédit
15c)			1	15d)	1
			1		1

		Autres dettes à l.t. \$			
Débit					Crédit
20b)	\$ 14	1,36	19	i)	\$250 1,28 320
v/Bil. (64)	\$236	1,36	321	26e)	1
				37)	19
			340		340

Réserve de gain de change réalisable sur autres dettes à l.r. \$				Réserve de gain de change réalisée sur autres dettes à l.r. \$			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
26c)	2	1)	52	26d)	2	26e)	2
26e)	1						
37)	19						
v/Bal. (65)	50						
	<u>52</u>		<u>52</u>		<u>2</u>		<u>2</u>

Emprunt à l.r. \$				Achats			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
v/Bal. (66)	\$350 1.36	476	24)	\$350 1.36	476	Bal.	7 591
						19)	179
	<u>476</u>		<u>476</u>		<u>7 770</u>	v/Expl. (40)	7 751
							<u>7 770</u>

Autres charges d'exploitation				Dotations aux amortissements			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
Bal.	7 350	Bal.	31)	Bal.	858	v/Expl. (42)	933
14)	32	14)	51	27)	75		
15a)	50	30)	39				
15b)	1	v/Expl. (41)	7 090				
16)	4						
31)	54						
	<u>7 491</u>		<u>7 491</u>		<u>933</u>		<u>933</u>

Pertes sur clients				Pertes de change sur clients \$			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
Bal.	353	v/Vtes (38)	358	34)	21	v/Vtes (39)	21
32)	5						
	<u>358</u>		<u>358</u>		<u>21</u>		<u>21</u>

Pertes de change hors période d'exploitation				Charges financières			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
28c)	9	v/Expl. (43)	9	Bal.	125	Bal.	25
				26a)	27	v/PP* (47)	127
	<u>9</u>		<u>9</u>		<u>152</u>		<u>152</u>

Pertes de change hors exploitation				Ventes			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
25c)	2	v/PP* (46)	2	38) Pertes s/cf.	358	Bal.	16 427
				39) Pertes change	21	17)	279
				v/Expl. (44)	16 327		
	<u>2</u>		<u>2</u>		<u>16 706</u>		<u>16 706</u>

Gains de change hors période d'exploitation				Produits courants des titres			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
v/Expl. (45)	12	15c)	1	21)	18	22)	19
		16)	4	v/PP* (49)	19	28)	18
		18d)	7				
	<u>12</u>		<u>12</u>		<u>37</u>		<u>37</u>

Débit	Gains de change hors période hors expl.		Crédit	Autres comptes du grand livre		Crédit	
v/PP (30)	2	25d)	2	Bal.	61 611	Bal.	61 081
				18a)	226	15c)	50
	2		2	22)	19	20a)	241
				33)	19	21)	346
				51)	311	26a)	27
				52)	279	26b)	19
				53)	376	53)	21
				57)	58	54)	27
				59)	511	56)	48
						58)	1
						60)	121
						61)	174
						62)	5
						63)	54
						64)	321
						65)	30
						66)	476
						67)	448
					63 410		63 410

Débit	Exploitation		Crédit	Pertes et profits		Crédit	
40) Achats	7 751	44) Ventes	16 327	47) Charges fin.	127	46) Rés. Expl.	556
41) Autres charges d'exploitation	7 090	45) Gains h. p. expl.	12	48) Pertes change hors exploitation	2	49) Prod. titres	19
42) Dotation aux amortissements	933			67) Résultat exercice (v/Bil)	448	50) Gains h. p. hors exploitation	2
43) Pertes h. p. ch.	9						
46) Rés. Expl. (v/PP)	556						
	16 339		16 339		577		577

11.5.4.3 Méthode Position-devise, Change compte en devise

Journal

a-j) *Enregistrement du solde initial des comptes en monnaies étrangères et de leur contrepartie dans les comptes Position-devise respectifs.*

14. *Extourne des actifs de régularisation \$ (\$ 25 à 1,30) et des passifs de régularisation \$ (\$ 40 à 1,28)*

Position \$ Actifs de régularisation	\$ 25	
à Actifs de régularisation \$		\$ 25
Autres charges d'exploitation	32	
à Change Actifs de régularisation \$		32
Passifs de régularisation \$	\$ 40	
à Position \$ Passifs de régularisation		\$ 40
Change Passifs de régularisation \$	51	
à Autres charges d'exploitation		51

15. *Paiement des autres charges d'exploitation concernant l'exercice N-1 (voir l'opération 14.)*

• *Réception de la facture*

a) *Enregistrement de la facture*

Position \$ Fournisseurs	\$ 40	
à Fournisseurs \$		\$ 40
Autres charges d'exploitation	50	
à Change Fournisseurs \$		50
b) <i>Constatation du gain réalisable</i>		
Autres charges d'exploitation	1	
à Réserve de gain de change réalisable sur passifs de régularisation \$		1
• <i>Paiement de la facture</i>		
c) <i>Enregistrement du paiement</i>		
Fournisseurs \$	\$ 40	
à Position \$ Fournisseurs		\$ 40
Change Fournisseurs \$	50	
à Autres comptes du grand livre (Disponibilités)		50
d) <i>Constatation du gain réalisé</i>		
Réserve de gain de change réalisable sur passifs de régularisation \$	1	
à Réserve de gain de change réalisée sur passifs de régularisation \$		1
e) <i>Virement du gain réalisé</i>		
Réserve de gain de change réalisée sur passifs de régularisation \$	1	
à Gains de change hors période d'exploitation		1
16. <i>Ajustement des autres charges d'exploitation payées d'avance en N-1</i>		
<i>Enregistrement du gain de change réalisé durant la période</i>		
Autres charges d'exploitation	4	
à Gains de change hors période d'exploitation		4
17. <i>Ventes à crédit (\$ 191 à 1,46)</i>		
Clients \$	\$ 191	
à Position \$ Clients		\$ 191
Change Clients \$	279	
à Ventes		279
18. <i>Paiement du client de l'année N-1 (\$ 174 à 1,30)</i>		
a) <i>Paiement</i>		
Position \$ Clients	\$ 174	
à Clients \$		\$ 174
Autres comptes du grand livre	226	
à Change Clients \$		226
b) <i>Constatation de la variation de la plus-value réalisable [174 × (1,30 - 1,27)]</i>		

Hidden page

24. <i>Libération d'un nouvel emprunt</i>			
Banque \$	\$ 350		
à Position \$ Banque			\$ 350
Position \$ Emprunt l.t.	\$ 350		
à Emprunt l.t. \$			\$ 350
Change Banque \$ (\$ 350 à 1,36)	476		
à Change Emprunt l.t. \$			
(\$ 350 à 1,36)			476
25. <i>Paiement de la machine de l'opération 23 au moyen de l'argent libéré par l'emprunt</i>			
a) <i>Paiement des autres créanciers</i>			
Autres créanciers \$	\$ 120		
à Position \$ Autres créanciers			\$ 120
Position \$ Banque	\$ 120		
à Banque \$			\$ 120
Change Autres créanciers \$ (\$ 120 à 1,36)	163		
à Change Banque \$			163
b) <i>Enregistrement de la différence de change sur la machine⁶⁷</i>			
Change Autres créanciers \$ [$\$ 120 \times (1,47 - 1,36)$]	13		
à Change Machines \$			
[$\$ 120 \times (1,47 - 1,36)$]			13
c) <i>Évaluation du montant de l'emprunt restant disponible au 31.12.N</i>			
Pertes de change hors exploitation [$\$ 230 \times (1,36 - 1,35)$]	2		
à Change Banque \$			2
26. <i>Paiement de l'annuité de la dette libellée en dollars</i>			
a) <i>Intérêts</i>			
Charges financières	27		
à Autres comptes du grand livre			27
b) <i>Remboursement</i>			
Autres dettes l.t. \$	\$ 14		
à Position \$ Autres dettes l.t.			\$ 14
Change Autres dettes l.t. \$ (\$ 14 à 1,36)	19		
à Autres comptes du grand livre			19
c) <i>Constatation du gain réalisé [$\\$ 14 \times (1,49 - 1,36)$]</i>			
Réserve de gain de change réalisable sur autres dettes l.t. \$	2		
à Réserve de gain de change réalisée sur autres dettes l.t. \$			2

⁶⁷ La différence de change pourrait être créditée à un compte gain de change. Cette solution aurait une influence sur le plan d'amortissement (voir opération 26.) puisque la machine apparaîtrait au cours de 1,47 au lieu de 1,36.

d) <i>Virement du gain réalisé</i>		
Réserve de gain de change réalisée sur autres dettes l.i. \$	2	
à Gains de change hors période hors exploitation		2
e) <i>Constatation du gain non réalisé</i> [\$14 × (1,36 – 1,28)]		
Réserve de gain de change réalisable sur autres dettes l.i. \$	1	
à Change Autres dettes l.i. \$		1
27. <i>Amortissements des machines achetées en dollars</i>		
Position \$ Amortissement cumulé sur machines	\$ 52	
à Amortissement cumulé sur machines \$		\$ 52
Dotation aux amortissements	75	
à Change Amortissement cumulé sur machines \$ (\$ 48 à 1,45)		70
Change Amortissement cumulé sur machines \$ (\$ 4 à 1,36)		5
28. <i>Intérêts courus sur les obligations</i> (\$ 13 à 1,35)		
Actifs de régularisation \$	\$ 13	
à Position \$ Actifs de régularisation		\$ 13
Change Actifs de régularisation \$	18	
à Produits courants des titres		18
29. <i>Ajustement de la valeur des titres le 31.12.N (plus-value et change)</i>		
Titres \$	\$ 24	
Position \$ Titres		\$ 24
Change Titres \$	48	
à Réserve de plus-value réalisable sur titres \$		48
30. <i>Actifs de régularisation au 31.12.N</i> (\$ 30 à 1,30)		
Actifs de régularisation \$	\$ 30	
à Position \$ Actifs de régularisation		\$ 30
Change Actifs de régularisation \$	39	
à Autres charges d'exploitation		39
31. <i>Passifs de régularisation au 31.12.N</i> (\$ 40 à 1,36)		
Position \$ Passifs de régularisation	\$ 40	
à Passifs de régularisation \$		\$ 40
Autres charges d'exploitation	54	
à Change Passifs de régularisation \$		54
32. <i>Augmentation de la provision pour dépréciation des créances</i>		
Position \$ Provision pour dépréciation des créances	3	
à Provision pour dépréciation des créances \$		3
Pertes sur clients	5	
à Change Provision pour dépréciation des créances \$		5
33. <i>Augmentation du stock</i>		
Autres comptes du grand livre	19	
à Achats		19

34. <i>Ajustement des clients</i> \$ [191 × (1,46 – 1,35)]		
Pertes de change sur clients	21	
à Provision pour risques de change sur clients \$		21
35. <i>Ajustement des actifs de régularisation</i> \$ [30 × (1,35 – 1,30)]		
Change Actifs de régularisation \$	1	
à Réserve de gain de change réalisable sur actifs de régularisation \$		1
36. <i>Ajustement des fournisseurs</i> \$ [128 × (1,40 – 1,36)]		
Change Fournisseurs \$	5	
à Réserve de gain de change réalisable sur fournisseurs \$		5
37. <i>Ajustement des autres dettes à l.r.</i> \$ [236 × (1,36 – 1,28)]		
Réserve de gain de change réalisable sur autres dettes à l.r. \$	19	
à Change Autres dettes à l.r. \$		19

✓/Vtes. *Virement des comptes Pertes de change sur clients et Pertes sur clients au compte Ventes (38-39). Dans les deux cas, l'entreprise utilise la méthode usuelle.*

✓/Expl. *Virement des soldes des comptes de charges et de produits d'exploitation à Exploitation (40-45).*

✓/PP. *Virement du résultat d'exploitation et des soldes des comptes de charges et de produits hors exploitation au compte Pertes et Profits (46-50).*

✓/Bil. *Virement du solde final des comptes en monnaie étrangère dans les comptes Positions-devise respectifs. Ces comptes exprimés en monnaie étrangère s'annulent. Virement du résultat de l'exercice et des soldes des comptes du bilan au bilan, dans cet exemple par simplification, à Autres comptes du grand livre (51-67).*

Grand livre

Débit	Banque \$	Crédit	Débit	Position \$ Banque	Crédit
24)	350	25a)	120	24)	350
	51)	230	51)	230	
	<u>350</u>	<u>350</u>		<u>350</u>	<u>350</u>

Débit	Change Banque \$	Crédit	Débit	Clients \$	Crédit
24)	476	18a)	174	18a)	174
	25c)	2	17)	191	191
	51)	311			
	<u>476</u>	<u>476</u>		<u>365</u>	<u>365</u>

Débit	Position \$ Clients	Crédit	Débit	Change Clients \$	Crédit
18a)	174	a)	221	18a)	226
52)	191	17)	279	52)	279
		18b)	5		
	<u>365</u>	<u>365</u>		<u>505</u>	<u>505</u>

Provision pour risques de change s/clients				Position \$ Provision pour dépréciation des créances			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
53)	21	34)	21	a)	17	34)	20
				32)	3		
	<u>21</u>		<u>21</u>		<u>20</u>		<u>20</u>
Provision pour dépréciation des créances \$				Change Provision pour dépréciation des créances \$			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
54)	20	a)	17	54)	27	a)	22
		32)	3			32)	5
	<u>20</u>		<u>20</u>		<u>27</u>		<u>27</u>
Réserve de gain de change réalisable s/clients \$				Réserve de gain de change réalisée s/clients \$			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
18c)	7	b)	2	18d)	7	18c)	7
		18b)	5				
	<u>7</u>		<u>7</u>		<u>7</u>		<u>7</u>
Titres \$				Position \$ Titres			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
21)	254	55)	278	55)	278	21)	254
29)	24					29)	24
	<u>278</u>		<u>278</u>		<u>278</u>		<u>278</u>
Réserve de plus-value réalisable s/titres \$				Change Titres \$			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
56)	48	29)	48	21)	328	55)	376
				29)	48		
	<u>48</u>		<u>48</u>		<u>376</u>		<u>376</u>
Actifs de régularisation \$				Position \$ Actifs de régularisation			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
c)	25	14)	25	14)	25	c)	25
28)	13	57)	43	57)	43	28)	13
30)	30					30)	30
	<u>68</u>		<u>68</u>		<u>68</u>		<u>68</u>
				Change Actifs de régularisation \$			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
				e)	32	14)	32
				28)	18	57)	38
				30)	39		
				35)	1		
					<u>90</u>		<u>90</u>
				Réserve de gain de change réalisable s/actifs de régularisation \$			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
				58)	1	35)	1
					<u>1</u>		<u>1</u>
Machines \$				Position \$ Machines			
Débit			Crédit	Débit			Crédit
d)	240	59)	360	59)	360	d)	240
23)	120					23)	120
	<u>360</u>		<u>360</u>		<u>360</u>		<u>360</u>

Débit	Change Machines \$	Crédit	Débit	Amortissement cumulé s/machines \$	Crédit
d)	348 25b)	13	60)	84 c)	32
23)	176 59)	511		27)	52
	<u>524</u>	<u>524</u>		<u>84</u>	<u>84</u>
Débit	Position \$ Amortissement cumulé s/machines \$	Crédit	Débit	Change Amortissement cumulé s/machines \$	Crédit
e)	32 60)	84	60)	121 c)	46
27)	52			27)	70
	<u>84</u>	<u>84</u>		27)	5
				<u>121</u>	<u>121</u>
Débit	Fournisseurs \$	Crédit	Débit	Position \$ Fournisseurs	Crédit
15c)	40 f)	181	f)	181 15c)	40
20a)	181 15a)	40	15a)	40 20a)	181
61)	128 19)	128	19)	128 61)	128
	<u>349</u>	<u>349</u>		<u>349</u>	<u>349</u>
Débit	Change Fournisseurs \$	Crédit	Débit	Provision pour risques de change s/fournisseurs \$	Crédit
15c)	50 f)	226	20b)	6 g)	6
20a)	241 15a)	50			
36)	5 19)	179			
61)	174 20b)	6			
	<u>470</u>	<u>470</u>		<u>6</u>	<u>6</u>
Débit	Réserve de gain de change réalisable s/fournisseurs \$	Crédit	Débit	Autres créanciers \$	Crédit
62)	5 36)	5	25a)	120 23)	120
	<u>5</u>	<u>5</u>		<u>120</u>	<u>120</u>
Débit	Position \$ Autres créanciers	Crédit	Débit	Change Autres créanciers \$	Crédit
23)	120 25a)	120	25a)	163 23)	176
	<u>120</u>	<u>120</u>	25b)	13	
				<u>176</u>	<u>176</u>
Débit	Passifs de régularisation \$	Crédit	Débit	Position \$ Passifs de régularisation	Crédit
14)	40 h)	40	h)	40 14)	40
63)	40 31)	40	31)	40 63)	40
	<u>80</u>	<u>80</u>		<u>80</u>	<u>80</u>
Débit	Change Passifs de régularisation \$	Crédit	Débit	Réserve de change réalisable s/passifs de régularisation \$	Crédit
14)	51 h)	51	15d)	1 15b)	1
63)	54 31)	54			
	<u>105</u>	<u>105</u>		<u>1</u>	<u>1</u>
Débit	Réserve de gain de change réalisée s/passifs de régularisation \$	Crédit	Débit	Autres dettes à l.r. \$	Crédit
15c)	1 15d)	1	20b)	14 i)	250
	<u>1</u>	<u>1</u>	64)	236	
				<u>250</u>	<u>250</u>

Hidden page

Hidden page

11.6 Evaluation des stocks et information sectorielle dans les entreprises de transformation à l'aide de la comptabilité de gestion

Les volumes 1 à 3 de cette série traitent essentiellement des différents aspects de la comptabilité financière, c'est-à-dire de l'entreprise qui informe sur les flux comptables liés aux transactions de l'entreprise avec des agents extérieurs.

Pour des raisons didactiques, le mécanisme interne du système physique de l'entreprise, le système de transformation, a été peu analysé, il a été considéré comme une boîte noire⁶⁸.

La gestion des stocks et de la consommation de marchandises ou de matières premières a donc porté avant tout sur les entreprises commerciales, à savoir celles qui achètent des marchandises ou des matières premières pour les revendre en l'état, sans transformation.

Dans la mesure où l'entreprise produisait des biens ou des services avant de les commercialiser, leurs coûts ont été considérés jusque-là comme donnés. La section 11.3 a ainsi traité les grandes lignes du problème de l'évaluation des actifs non monétaires, réservoirs de stocks, pour les entreprises de transformation.

Cette section franchit une étape supplémentaire. Elle ouvre la boîte noire et cherche à comprendre le fonctionnement du système physique de l'entreprise. L'analyse des flux des différentes consommations permet de découvrir les objectifs internes fixés aux activités, aux groupes d'activités ou aux centres de responsabilité du système physique; elle permet de plus d'analyser les niveaux d'autorité ou de responsabilité accordés aux dirigeants. Elle permet de décrire les approches les plus courantes nécessaires à l'évaluation des stocks et leurs enjeux. Elle montre aussi que la méthode d'évaluation basée sur la capacité normale, qui est la méthode de référence généralement retenue par les normes, n'en est qu'une parmi d'autres. Elle se justifie en effet dans l'objectif de la présentation des comptes annuels par un grand respect du principe de concordance dans la saisie des charges et des produits; en particulier, elle permet d'identifier les coûts de la sous-activité et de les mettre à la charge de l'exercice où elle a eu lieu.

Cette méthode peut aussi répondre à des objectifs plus généraux de gestion en fournissant des indications (variables essentielles) pertinentes. On lui préfère cependant souvent d'autres méthodes, notamment celle du coût variable.

La gestion des stocks et des flux de consommation dans les entreprises de transformation nécessite de recourir à un des éléments clés du gouvernement de l'entreprise, la *comptabilité de gestion* ou *comptabilité analytique*; celle-ci établit les ponts avec la comptabilité financière, dont elle est en fait un complément.

Ce pont est d'autant plus nécessaire que l'information sectorielle ou celle sur les secteurs opérationnels (IFRS 8) demandée par certaines normes exige la présence d'un instrument tel que la comptabilité de gestion.

⁶⁸ La boîte noire peut se définir comme une partie d'un système dont la structure et le fonctionnement interne sont occultés. La boîte noire n'est appréhendée que par ses réactions aux sollicitations de l'extérieur. Ne sont donc analysés que les inputs et les outputs sans prendre en compte les procédés appliqués à l'intérieur.

Hidden page

Hidden page

Hidden page

produits ou sur celle des investissements si l'on se concentre uniquement sur les éléments quantitatifs. Les centres de responsabilité s'inscrivent dans les processus et géreront en principe une ou plusieurs activités.

La figure 11.29 présente une modélisation générale de l'entreprise qui met en évidence les centres de responsabilité, dans la dimension verticale, et les activités de soutien ou principales, qui s'intègrent dans des processus, dans la dimension horizontale.

Cette modélisation rejoint dans son essence la chaîne de valeur développée par Porter.

Les relations entre les activités de soutien et les activités principales, voire les relations des activités de soutien ou des activités principales entre elles, peuvent être non réciproques ou réciproques. La figure 11.30 présente ce type de relations dans un processus de fabrication et la figure 11.31 dans un processus de vente. Les processus et les activités varient naturellement dans l'espace et dans le temps selon les décisions prises par les opérateurs ou les pilotes.

Centres de responsabilité \ Activités									
	Direction	Entretien	Achat	Usinage	Assemblage	Ordonnancement	Vente	Marketing	Service clientèle
Coordonner les différents services	S								
Gérer les ressources humaines	S								
Tenir la comptabilité	S								
Acheter la matière première			P						
Entretien des machines		S							
Lancer les ordres de fabrication						P			
Débiter la matière première				P					
Usiner les pièces				P					
Assembler les produits					P				
Contrôler les produits						P			
Stocker les produits						P			
Gérer les ordres de livraison						S			
Effectuer les livraisons						S/P			
Prospecter et rechercher des nouveaux clients							P		
Élaborer des offres							P		
Organiser la publicité								S	
Communiquer le détail des ventes à la fabrication							S		
Assurer les suivis des livraisons									S
Effectuer le service après-vente									P

Fig. 11.29 Modélisation générale de l'entreprise: centres de responsabilité et activités.

Les activités sont les étapes successives du processus qui permet à l'entreprise de produire les prestations demandées par le marché. Ces prestations sont généralement appelées des *objets de coûts*. Ces derniers sont dits *finals* lorsqu'ils peuvent être remis sans autre traitement au marché.

Le suivi de la consommation des moyens d'activité au travers des activités et des processus permet, comme le suggère la figure 11.30, de déterminer une succession de coûts: les coûts des activités, ceux des processus voire ceux des centres de responsabilité et enfin les coûts des objets de coûts finals. Précisons que les activités, les processus ou les centres de responsabilité peuvent aussi être considérés comme des objets de coûts.

Processus de FABRICATION

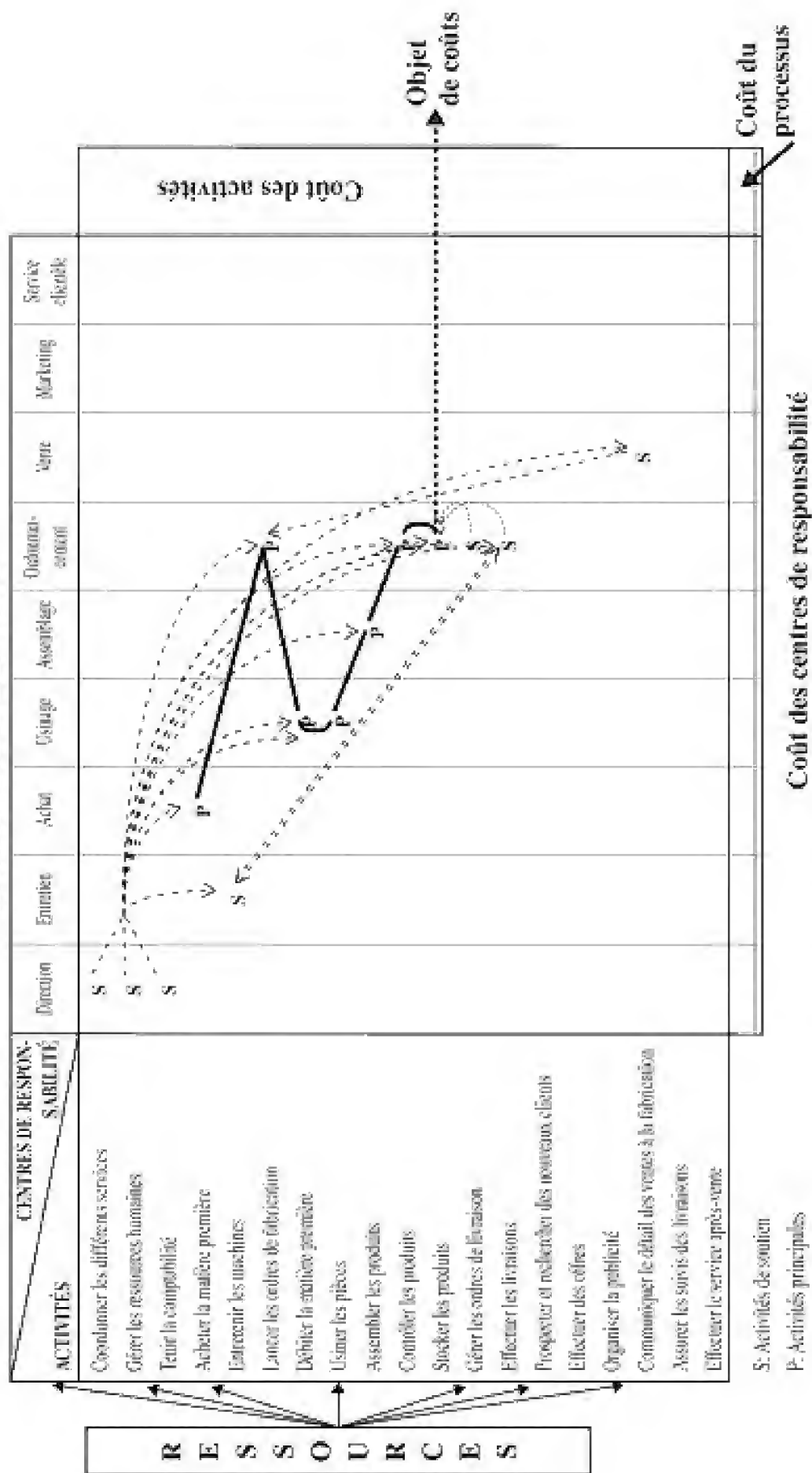


Fig. 11.30 Modélisation du processus de fabrication.

Processus de VENTE

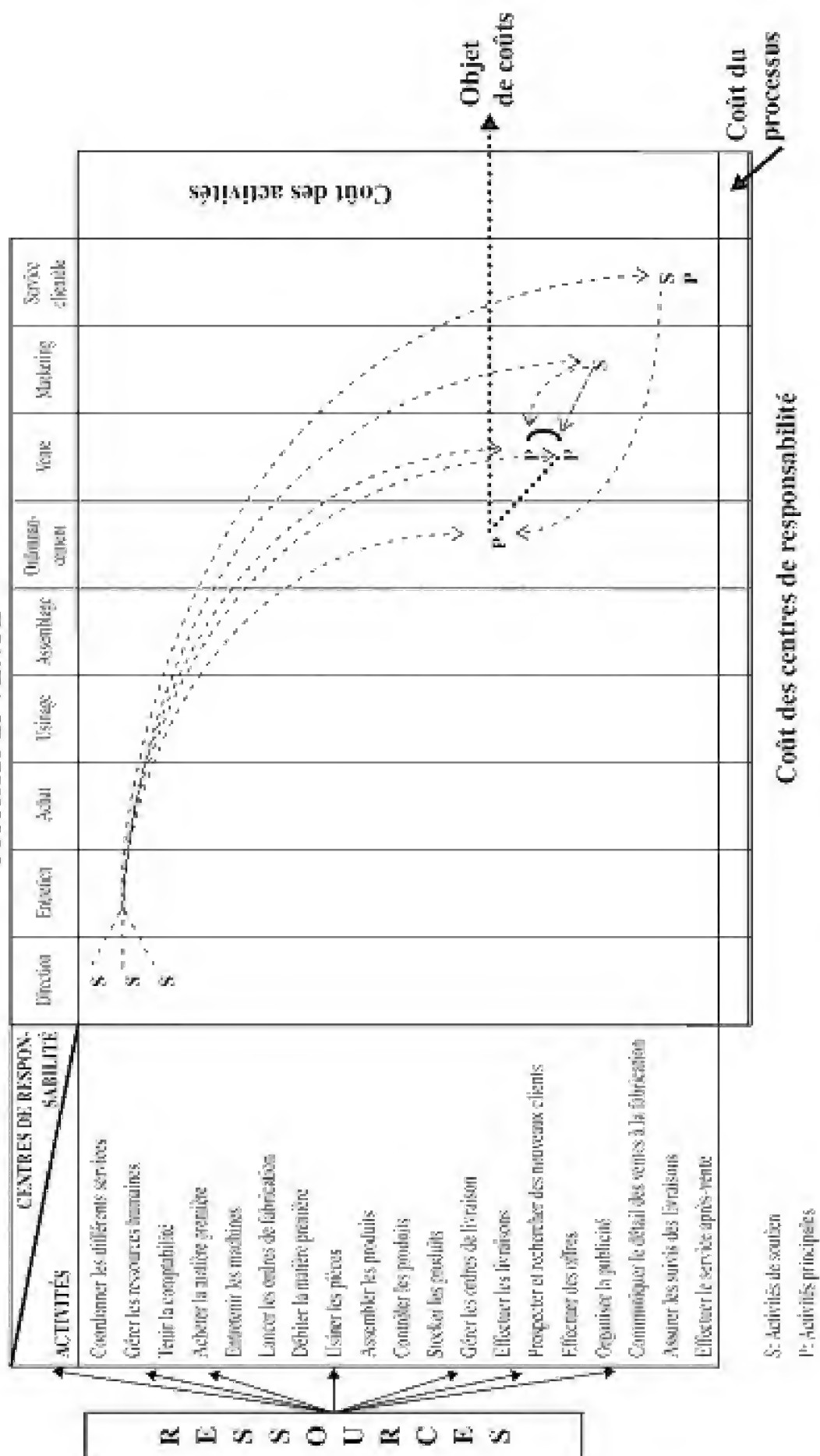


Fig. 11.31 Modélisation du processus de vente.

Quel que soit le modèle de gouvernement ou d'organisation retenu, la conduite de l'entreprise requiert des variables essentielles, faisceau de renseignements choisis comme indicateurs du fonctionnement du système. La description du système entreprise à la section 1.1.3 du volume I a déjà montré que ses dirigeants avaient besoin de moyens d'information pour maîtriser son évolution et qu'à défaut de pouvoir tout prévoir l'idéal serait pour eux de disposer d'un tableau de bord qui comprenne des indicateurs adéquats et « sensibles » pour permettre des corrections fines et rapides.

La figure 11.32 présente un tel tableau de bord, le tableau de bord prospectif ou *Balanced Scorecard*. Ce tableau propose d'analyser la qualité de la vision stratégique de l'entreprise par une approche selon quatre perspectives de performance complémentaires et interdépendantes pour chacune desquelles sera retenue une série d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs pertinents. Ces perspectives ou ces axes de performance sont respectivement la *performance financière*, les *clients*, les *processus internes* et l'*innovation et l'apprentissage*. Chaque axe de performance doit notamment déterminer les degrés de performance qui devraient être atteints pour réaliser la stratégie et la vision et fournir les données, quantitatives et qualitatives, ou variables essentielles qui permettent de déterminer dans quelle mesure les degrés de performance ont été réalisés.

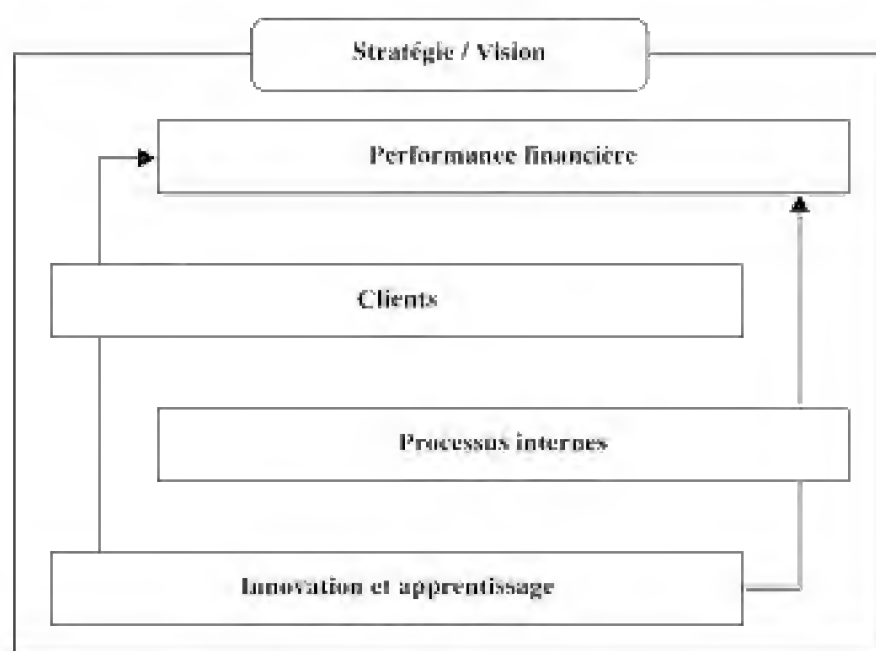


Fig. 11.32 La stratégie autour de quatre axes principaux.

L'interdépendance des perspectives peut être soulignée par un exemple ; ainsi une diminution du chiffre d'affaires, qui apparaît dans la perspective performance financière, peut avoir sa source dans l'insatisfaction des clients provoquée par une réduction de la qualité, elle-même liée aux processus internes inadaptés aux nouvelles conditions du marché ; cette adaptation n'a pas eu lieu par manque d'esprit d'innovation ou d'adaptation. L'analyse des indicateurs d'un tel tableau de bord, dans une situation donnée, devrait permettre de proposer aux

Hidden page

Hidden page

Les deux définitions montrent que la comptabilité de gestion est avant tout un outil de direction interne qui doit aider les dirigeants à maîtriser l'évolution des activités engagées et à chercher à atteindre les buts fixés. Elles montrent cependant également que ce système d'information est indispensable pour évaluer d'une manière correcte les stocks de biens et de services en suspens à la fin d'une période. Par là la comptabilité de gestion est en relation directe avec la comptabilité financière. Cette relation est aussi exprimée par le principe du développement adéquat qui veut que le système comptable soit adapté à la complexité de l'organisation de l'entreprise à laquelle il se rapporte. Il paraît dès lors difficilement envisageable qu'une entreprise de transformation ne dispose pas d'une comptabilité de gestion, son étendue étant naturellement adaptée à sa dimension et aux caractéristiques de ses productions.

L'intégration ou au contraire l'autonomie des deux systèmes d'information est étroitement liée à l'approche envisagée. L'approche moniste, avant tout prônée par la culture anglo-saxonne, considère que la comptabilité financière et la comptabilité de gestion ne font qu'un. La comptabilité de gestion permet de fournir aux dirigeants les informations souhaitées mais elle permet également d'évaluer les stocks et de présenter le compte de résultat en comptabilité financière sous la forme d'un compte de résultat par fonction. L'esprit de cette approche se retrouve dans la définition de la comptabilité de gestion donnée par la National Association of Accountants des États-Unis d'Amérique: *la comptabilité de gestion est le processus d'identification, de mesure, d'accumulation, d'analyse, de préparation, d'interprétation et de communication de l'information financière utilisée par le management pour planifier, évaluer et contrôler au sein d'une organisation et pour garantir l'usage approprié et la responsabilité de ses ressources. La comptabilité de gestion comprend aussi la préparation de rapports financiers pour des groupes extérieurs au management comme les actionnaires, les créanciers, les organismes de régulation et les autorités fiscales.*

L'approche dualiste envisage, en revanche, une séparation entre les deux systèmes d'information. La séparation peut s'exprimer dans le fait que les deux systèmes sont tenus séparément, la comptabilité de gestion est tenue de manière autonome; elle s'exprime cependant avant tout dans le fait que les principes d'évaluation retenus ne sont pas forcément les mêmes; ces différences d'approche donnent dès lors naissance à des *différences d'incorporation*, c'est-à-dire des différences de prise en compte des produits ou des charges dans les deux systèmes. En fin de compte un tableau de réconciliation doit naturellement montrer que les approches parviennent au même résultat final.

Les deux systèmes d'information sont en réalité complémentaires. La comptabilité financière modélise les échanges avec l'environnement externe, présente les performances et l'évolution de la situation financière de l'entité. La comptabilité de gestion modélise le fonctionnement interne de l'entité pour montrer le processus de création de valeur. Le résumé ci-dessous montre quelques caractéristiques propres de chaque système d'information:

Hidden page

Hidden page

Hidden page

- vendre les prestations produites;
- fournir les informations nécessaires pour la prise de décisions opérationnelles ou stratégiques ainsi que pour le contrôle de la rentabilité des activités et des prestations.

Elaboration logique de l'information

D'une manière très générale, la comptabilité de gestion concerne la transformation des éléments de l'échange économique (ressources ou moyens d'activité) qui entrent ou sortent d'une entreprise (entreprise industrielle, de services). Le passage de ces éléments dans l'entreprise peut être décrit en suivant le circuit de la figure 11.34. On voit apparaître dans cette figure une étape, plus ou moins importante, qui doit renseigner sur la transformation des biens ou des services consommés en prestations. La figure 11.35 décrit avec plus de précision le processus de transformation et de stockage.

Charges et coûts

En attendant leur vente, les moyens d'activité consommés dans le processus de transformation sont, en termes comptables, des actifs dont la valeur équivaut à leur coût. En utilisant le langage des principes comptables, on peut dire que dans ce cas le principe de la consommation de l'effet utile de la charge cède la priorité au principe de la concordance dans la saisie des produits et des charges⁷⁴.

La substance de base de la comptabilité de gestion comprend ainsi des produits et des coûts liés soit aux prestations fournies par une entreprise, soit à ses activités internes. S'il est relativement aisé de séparer les produits par prestation fournie ou par activité menée, il s'avère beaucoup plus difficile de déterminer avec exactitude les coûts liés à la production de cette prestation ou à la conduite de cette activité. Il est naturellement question ici surtout d'entreprises «multi-prestations» ou d'entreprises dans lesquelles un bien doit passer par plusieurs stades distincts de production pour parvenir à son état final; ces entreprises exercent donc par là plusieurs activités.

Le coût est une somme de charges; il est l'expression de la consommation de biens ou de services relative à un objet de coûts donné, une prestation, une activité par exemple. La suite du chapitre se référera avant tout au coût d'une prestation; ce qui est valable pour la prestation pourrait toutefois être étendu au coût d'une activité. Un coût est défini par les trois caractéristiques suivantes:

- le *champ d'application* du calcul: un moyen d'exploitation, un produit, un stade d'élaboration du produit...
- le *moment de calcul*: antérieur (coût préétabli) ou postérieur (coût constaté) à la période considérée;
- le *contenu*: les charges retenues en totalité ou en partie pour une période déterminée. On distingue généralement:
 - le *coût complet*, coût qui comprend toutes les charges *directes et indirectes, variables et fixes*, relatives à un objet de coûts donné, et

⁷⁴ Voir APOTHÉLOZ B., STETTLER A., *Maîtriser l'information comptable*, volume 1, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2000, chap. 7.

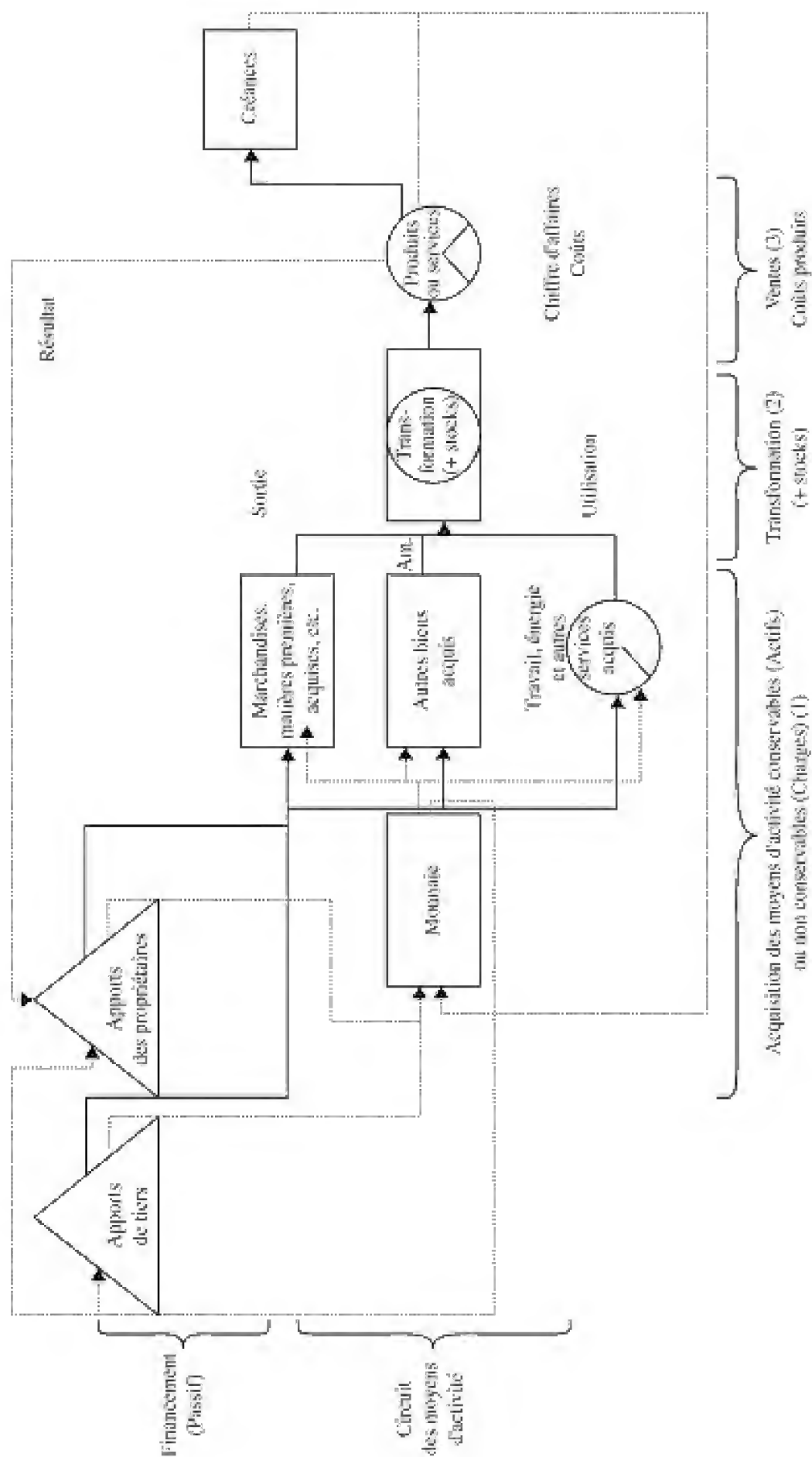


Fig. 11.34 Le circuit des éléments de l'échange (ressources ou moyens d'activité) dans l'entreprise.

- le coût *partiel*, coût ne comprenant qu’une partie des charges relatives à un objet de coûts donné. Il peut être subdivisé en :
 - 1) coût *direct*, coût constitué de charges *directes*, *variables* ou *fixes*, et de charges *indirectes variables*, et
 - 2) coût *variable*, coût constitué uniquement de charges *directes* et *indirectes variables*.

En comptabilité financière les charges sont généralement classées par nature, les charges de matières, les charges de personnel, les charges d’énergie, les charges d’amortissement par exemple. La comptabilité de gestion opère d’autres classements. Le plus généralement, elle procède à des classements selon le degré de variabilité; elles seront variables ou fixes ou selon leur possibilité d’affectation, elles seront directes ou indirectes.

Les charges *variables* sont liées aux variations d’une activité, elles n’existent pas si l’activité est nulle; elles ne sont donc pas encore engagées.

Les charges de structure, relativement *fixes*, sont liées à l’existence de l’entreprise et correspondent, pour chaque période de calcul, à une capacité d’activité déterminée. L’évolution de ces charges avec le nombre d’unités d’activité est discontinue. Elles sont relativement *fixes* lorsque le niveau d’activité évolue peu au cours de la période de calcul. Les charges fixes existent même si l’activité est nulle; elles sont donc déjà engagées.

En pratique, la décomposition des charges en fixes ou variables se heurte à de sérieuses difficultés. En effet, les charges ne sont ni vraiment fixes ni vraiment variables mais plutôt *semi-variables*. Ainsi, certaines charges de structure ne seront fixes qu’entre deux niveaux d’activités, par exemple des charges d’amortissement liées à des investissements de production, et des charges dites variables ne disparaissent pas complètement lorsque l’activité est nulle, par exemple les charges d’énergie achetée.

Par ailleurs, les charges sont dites :

- *directes*, s’il est possible de les affecter «immédiatement», c’est-à-dire sans calcul intermédiaire, à un objet de coûts déterminé, prestation ou activité;
- *indirectes*, s’il n’est pas possible de les affecter «immédiatement» à une activité ou à un objet de coûts déterminé; elles nécessitent dès lors des calculs intermédiaires pour être *imputées*.

Ces termes directs et indirects doivent être en tout temps précisés pour spécifier par rapport à quoi ils sont directs ou indirects. Précisons aussi que les charges communes ou jointes sont celles pour lesquelles une fonction de production est définie au niveau d’un seul produit ou service intermédiaire qui est utilisé par deux ou plusieurs divisions ou lignes de produits⁷⁵.

Enfin, on notera que le langage comptable utilise deux termes distincts pour l’attribution des charges, il parle de l’*affectation* des charges directes et de l’*imputation* des charges indirectes.

⁷⁵ BIDDLE G.C., STEINBERG R. «Allocations of joint and common costs», in *Research Working Paper*, N° 505 A, Graduate School of Business, Columbia University, 1986, 84 pages.

Si les charges sont reprises telles quelles de la comptabilité financière, on parle de *coût traditionnel*; si elles sont ajustées pour obtenir une meilleure expression économique des coûts en comptabilité de gestion il est alors question du *coût économique* ou du *coût avec différences d'incorporation*.

La distinction entre les différents coûts (coût complet, direct ou variable) est nécessaire dans la mesure où la comptabilité de gestion n'est pas uniquement une méthode de calcul de coûts mais aussi un instrument de calcul de résultats ou de marges avec des coûts (en allemand le terme *Kostenrechnung* peut signifier *Rechnen von Kosten* ou *Rechnen mit Kosten*). Or l'adaptation de la politique d'une entreprise aux modifications du marché peut exiger des décisions basées sur des coûts dont le contenu n'est pas forcément le même (*different costs for different purposes*). La théorie économique distingue pour les mêmes raisons le coût variable moyen et le coût marginal du coût total moyen.

Ainsi une usine utilisera-t-elle, dans certains cas, le coût variable pour répondre à une offre concernant une production unique. Cette production n'aura ainsi pas à supporter les charges fixes de toute façon engagées pour la production normale. La décision de sous-traiter ou d'effectuer soi-même une partie de la production se basera sur les coûts pertinents, c'est-à-dire les coûts différentiels; ceux-ci, dont le contenu peut correspondre à un coût complet ou à un coût direct, seront ensuite comparés aux produits différentiels.

D'une manière générale, les différents coûts d'un objet de coûts donné peuvent ainsi être présentés de la manière suivante:

Charges directes variables	
+ Charges indirectes variables	
=	Coût variable
+ Charges directes fixes	
=	Coût direct
+ Charges indirectes fixes	
=	Coût complet

En mettant en évidence dans le calcul des coûts le passage par les activités, de soutien ou principales, la formule précédente peut s'exprimer comme suit pour le coût complet, basé sur la capacité effective, de l'objet de coûts X et de N activités principales:

Activité principale 1 sur N (AP 1)	
Charges directes par rapport à l'objet de coûts X, variables et fixes, affectées à l'AP 1, puis consommées par l'objet de coûts X	
+ Charges directes par rapport à l'AP 1, variables et fixes, puis consommées directement ou indirectement par le produit X	
+ Charges indirectes par rapport à l'AP 1, variables et fixes, puis consommées directement ou indirectement par le produit X	
+ Charges des activités de soutien (AS) imputées à l'AP 1, variables et fixes, puis consommées directement ou indirectement par l'objet de coûts X	
=	Coût de l'AP 1 consommé par l'objet de coûts X
...	

+	Activité principale N sur N (AP N)
	Charges directes par rapport à l'objet de coûts X, variables et fixes, affectées à l'AP N, puis consommées par l'objet de coûts X
+	Charges directes par rapport à l'AP N, variables et fixes, puis consommées directement ou indirectement par le produit X
+	Charges indirectes par rapport à l'AP N, variables et fixes, puis consommées directement ou indirectement par le produit X
+	Charges des activités de soutien (AS) imputées à l'AP N, variables et fixes, puis consommées directement ou indirectement par l'objet de coûts X
=	Coût de l'AP N consommé par l'objet de coûts X
	Coût complet de l'objet de coûts X

Des approches semblables peuvent être envisagées pour le calcul des coûts variables ou directs tout en respectant naturellement les contenus à prendre en considération.

La figure 11.35 représente le cheminement des charges dans le cas du coût complet. Elle représente aussi l'étape de transformation schématisée à la figure 11.34. Le contenu de cette étape dépend naturellement des types de production envisagés.

Types de production et calcul des coûts

Il est certes difficile de regrouper l'ensemble des processus de production que peuvent suivre les entreprises en catégories ou en types; il est néanmoins d'usage de distinguer schématiquement au moins deux types principaux :

- la production sur commande;
- la production par stade ou production continue.

Le premier type correspond à la réalisation successive de prestations (biens ou services) dont les spécifications sont différentes et souvent fixées par les clients : la fabrication de meubles sur mesure ou la réparation d'une voiture dans un garage. Si les spécifications sont fixées par les clients, les stocks de produits finis sont généralement peu importants. Le second type comprend la fabrication régulière et permanente d'un produit ou de plusieurs produits semblables, plus ou moins standard : la fabrication de ciment, la fabrication de biscuits, la gestion des chèques. À côté de ces deux types principaux de production, on trouve toute une gamme de types intermédiaires comme la production par opération ou la production juste à temps, JAT, ou *Just in time*, JIT, qui relèvent à la fois de l'un et de l'autre. Une grande souplesse dans le choix et la mise en œuvre du calcul des coûts est donc toujours de mise.

La production par opération concerne la production de prestations qui ont certaines caractéristiques communes et certaines caractéristiques spécifiques comme dans l'industrie de la chaussure ou de l'habillement, par exemple. Un produit ne passe ainsi pas forcément par toutes les opérations de production. Le calcul des coûts de cette production s'apparente à celui de la production sur commande, les deux mettent l'accent sur la *prestation fournie*.

Le calcul des coûts lié à la production « juste à temps » peut avoir de nombreux points communs avec celui de la production par stade ou continue; en effet, la production se déroule comme s'il s'agissait d'une production homogène. Ces deux productions mettent le poids sur le *stade de fabrication*.

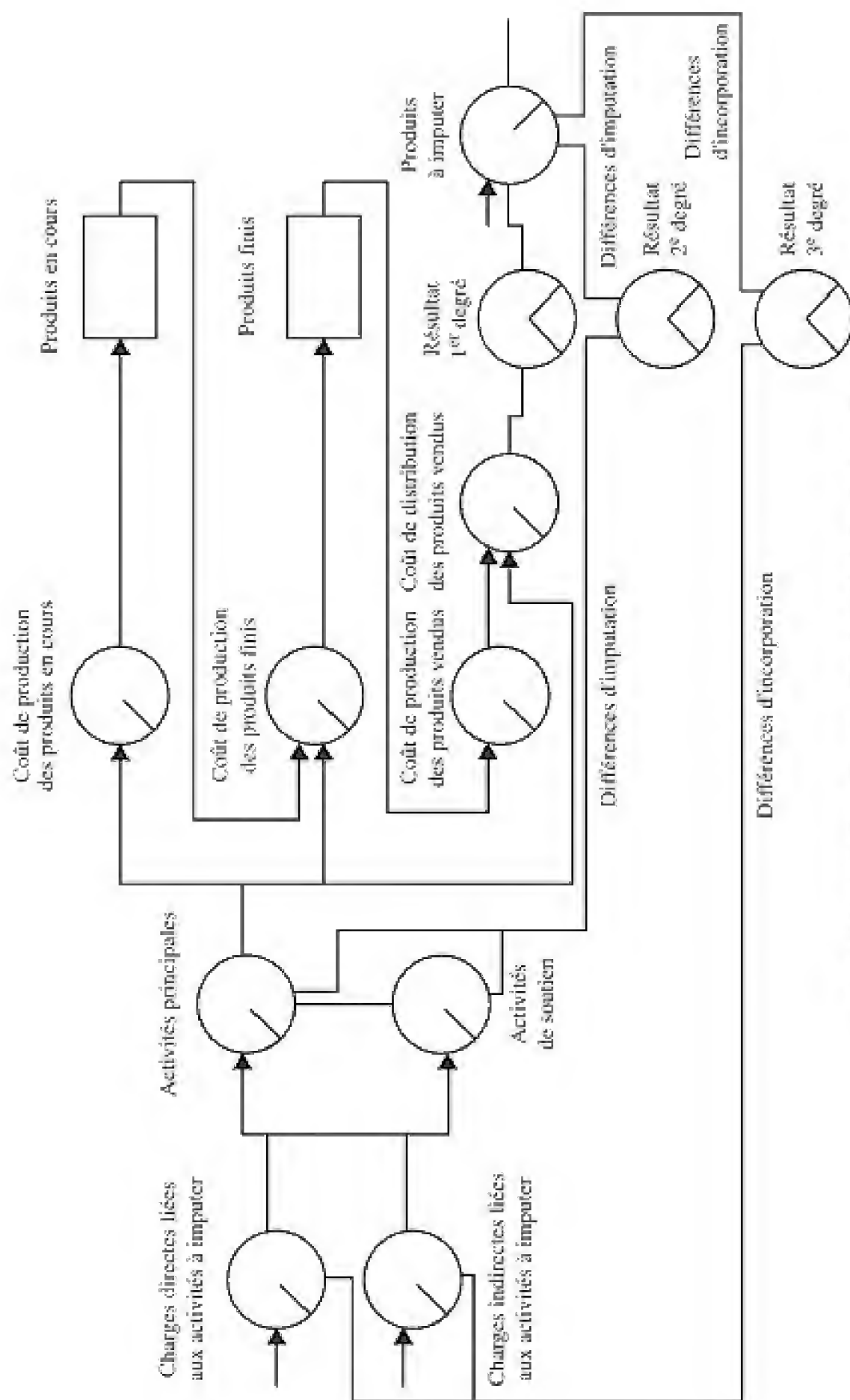


Fig. 11.35 Cheminement des charges dans la méthode du coût complet.

Calculer le coût puis la rentabilité d'une production sur commande demande de chercher à lui attribuer toutes les charges consommées par les différentes activités qu'elle a nécessitées. Certaines de ces charges sont indirectes par rapport à la commande, elles sont donc communes à la production ou à la vente de prestations différentes: le salaire du contremaître qui surveille la production de biens différents par exemple.

Calculer le coût d'un objet de coûts par stade demande de chercher à ramener à chaque stade toutes les charges encourues par les activités consommées: le coût unitaire à un stade donné s'obtient ensuite par division du coût total au stade donné par le nombre de biens produits.

Il faut ajouter qu'aussi bien dans le cas de la production sur commande et que dans celui de la production par stade, l'entreprise peut s'intéresser à connaître le coût particulier d'un centre de responsabilité.

Processus de calcul des coûts

Pour être à même de répondre aux différentes préoccupations qui viennent d'être évoquées, la comptabilité de gestion doit analyser

- les objets de coûts générés par l'entreprise;
- les coûts des activités consommées par les objets de coûts;
- les ressources consommées par les activités.

Les objets de coûts générés par l'entreprise

Cible du calcul de coûts, l'objet de coûts représente l'output d'une activité destiné à un client interne ou à un client externe. Cet objet de coûts peut être par exemple un service fourni par une activité de soutien ou une prestation finale produite par une activité principale.

Les coûts des activités consommées par les objets de coûts

Dans le cadre de son fonctionnement, une entreprise exerce des activités. Ces dernières consomment des ressources. Certaines leur sont affectées, d'autres leur sont imputées. Ces activités existent parce que la production des prestations ou des objets de coûts les exige.

Déterminer le coût des activités consommées par les objets de coûts a de longue date suscité des questions et des controverses. Pour les charges directes par rapport aux objets de coûts la solution est simple. Elles peuvent leur être affectées sans autre. La solution usuelle veut que ces charges soient affectées aux objets de coûts sans transiter par les centres de responsabilité où elles sont consommées. Cet usage est contradictoire avec une organisation qui souhaiterait responsabiliser et contrôler les centres de responsabilité. La suite du chapitre considérera donc que les charges directes pour des objets de coûts dérivés doivent transiter par le lieu de leur consommation.

Imputer les charges indirectes aux objets de coûts est plus complexe. Par définition, les charges indirectes sont liées à plusieurs objets de coûts. Il s'agit donc de déterminer pour chacune des charges indirectes relatives à des objets de coûts d'abord la variable qui explique le mieux leur variation puis le nombre d'unités de la variable consommées par chaque objet de coûts.

Hidden page

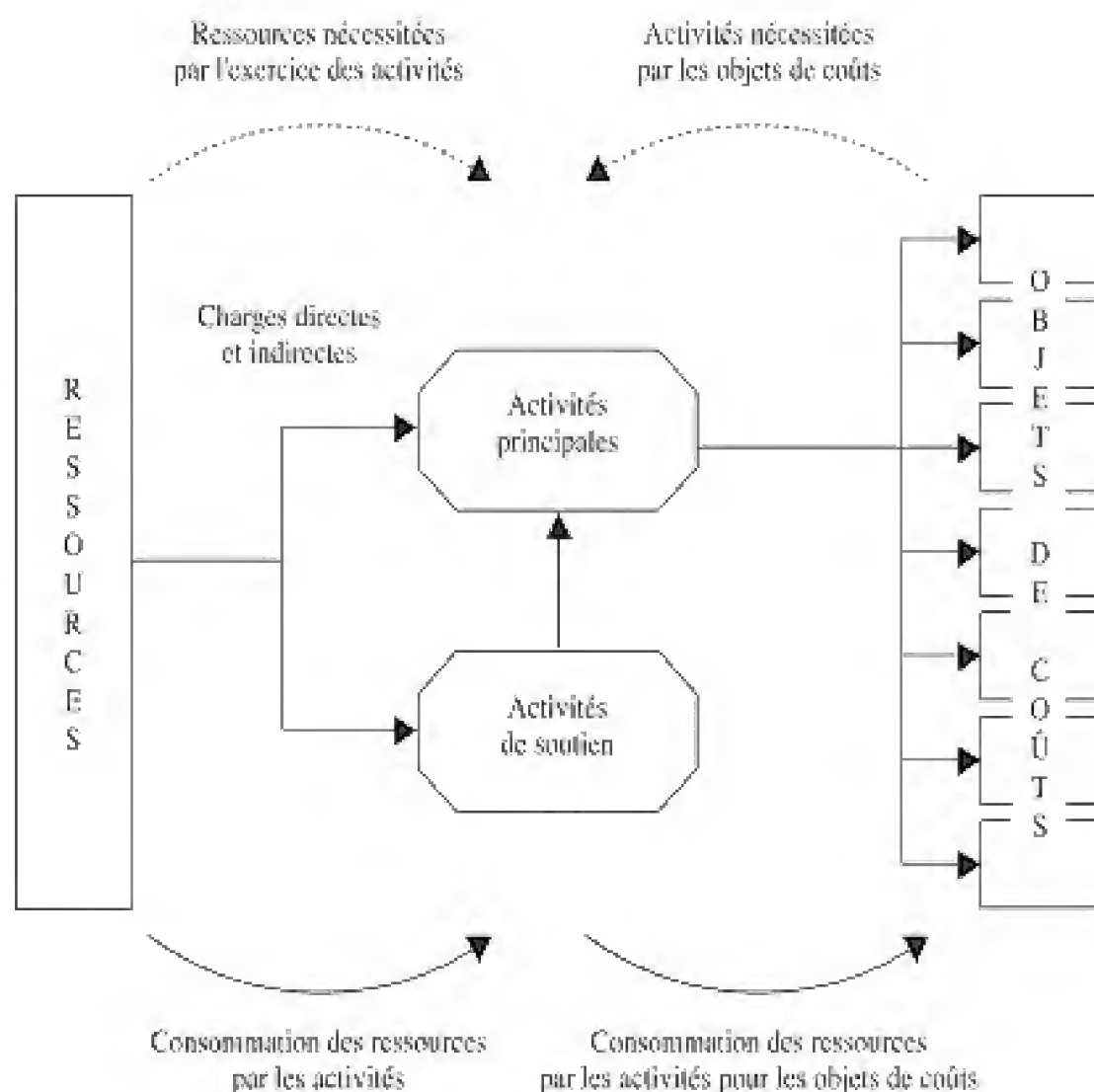


Fig. 11.36 Calcul du coût basé sur les activités.

L'approche par les coûts basés sur les activités peut être résumée en quatre points :

1. Identifier les activités.
2. Trouver les variables explicatives pour la consommation des ressources par les activités.
3. Affecter ou imputer les charges aux activités.
4. Relier les activités aux objets de coûts.

Selon Cooper, l'imputation des charges indirectes des activités aux objets de coûts peut s'envisager selon les niveaux suivants⁷⁶ :

- les activités de niveau *Unité*, par exemple percer un trou sur une pièce;
- les activités de niveau *Lot*, par exemple gérer une machine;
- les activités de *Soutien au produit*, par exemple gérer la nomenclature d'un produit;
- les activités de *Soutien à l'installation*, par exemple fournir la lumière.

⁷⁶ Lire notamment COOPER R., KAPLAN R.S., « Profit Priorities from Activity-Based Costing », in *Harvard Business Review*, May-June 1991, pp. 130 - 135.

Au niveau *Unité* l'activité est répétée pour chacune des prestations produites. Il est donc aisé d'affecter le coût de l'activité à l'objet de coûts.

Au niveau *Lot* l'activité est répétée pour chaque ensemble de prestations produites. Comme les lots peuvent avoir des tailles différentes, la prestation d'activité de niveau Lot atteint un niveau plus ou moins élevé. Il en est de même pour les activités de *soutien au produit* qui sont aussi attachées à chaque série de prestations produites. Enfin, au niveau *soutien à l'installation*, les activités concernent un ensemble de différentes prestations produites, dans ce dernier niveau une imputation aux prestations ne se justifie donc en général pas.

• *Les ressources consommées par les activités*

La comptabilité financière enregistre la consommation des ressources sous forme de charges classées par nature; ces charges par nature peuvent être reprises en comptabilité de gestion où elles se répartiraient par centre de responsabilité, par activité ou par produit. Toutes ne sont pas nécessairement reprises telles quelles, ainsi on distingue notamment:

1. les *charges non incorporables*, soit des charges de la comptabilité financière qui ne sont pas prises en compte par la comptabilité de gestion; par exemple, des charges d'exploitation hors période;
2. les *charges supplétives ou complémentaires*, soit des charges non prises en compte par la comptabilité financière mais qui sont introduites dans la comptabilité de gestion; par exemple une charge d'intérêts sur les capitaux propres;
3. les *charges calculées ou de substitution*, qui sont prises en compte par la comptabilité financière, mais pour un autre montant qu'en comptabilité de gestion; par exemple, des charges d'amortissement (sect. 11.3 et 11.4).

La figure 11.37 représente les différences d'approche pour les charges entre la comptabilité financière et de gestion. Un schéma analogue peut être dessiné pour les produits.

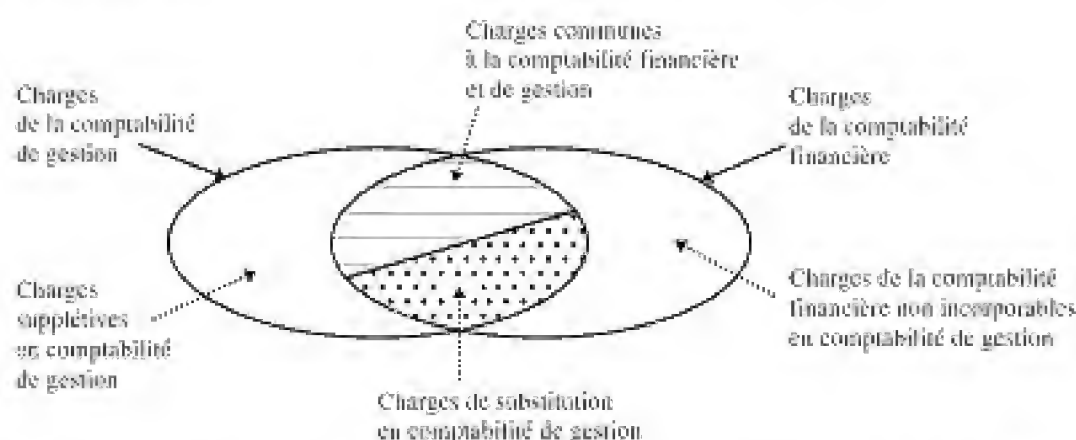


Fig. 11.37 Différences d'approche entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion.

Les *charges non incorporables* sont exclues du calcul du coût ou de la rentabilité en comptabilité de gestion parce qu'elles concernent des éléments qui contribuent comptablement à la détermination du résultat mais qui ne correspondent pas vraiment aux conditions normales de fonctionnement et de réalisation de l'objet de

l'entreprise. La comptabilité de gestion cherche en effet à déterminer un coût et un résultat d'exploitation qui soient représentatifs de conditions normales de fonctionnement de l'entreprise. Parmi les charges non incorporables on peut citer les charges considérées comme hors exploitation, exceptionnelles ou anormales, exemples: les moins-values sur titres, l'amortissement des frais de premier établissement, etc.

Les *charges supplétives* ou *complémentaires* concernent surtout la rémunération de l'exploitant dans une entreprise à raison individuelle ou celle des capitaux propres dans les entreprises en général. Elles représentent des consommations de biens ou services auxquelles la comptabilité générale ne reconnaît pas le statut de charges pour des raisons juridiques ou fiscales, et qui pourtant représentent la rémunération de facteurs concourant au bon fonctionnement de l'entreprise.

Quant aux *charges calculées* ou *de substitution*, les différences de contenu qui apparaissent aussi bien en comptabilité de gestion qu'en comptabilité financière concernent les charges dont l'étalement dans le temps n'est pas le même, par exemple, les amortissements ou les frais de recherche et de développement.

Ajoutons que la dotation à la provision pour impôts sur le revenu n'est en principe pas incorporée dans la comptabilité de gestion; par contre, les taxes et les impôts, autres que ceux sur le revenu, définitivement à la charge de l'entreprise sont introduits dans le calcul des coûts.

La figure 11.38 montre les relations générales qui existent entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion pour les charges. Les différences d'appréhension des charges en comptabilité financière et en comptabilité de gestion ou *différences d'incorporation* rendent une revue systématique des charges indispensable. De plus, le classement, en comptabilité financière, des charges en groupes aussi homogènes que possible facilite leur répartition en comptabilité de gestion.

En conclusion, on comprend qu'une partie des charges prises en compte par la comptabilité de gestion ne recouvrent pas exactement les charges enregistrées dans la comptabilité financière. Certaines n'ont pas été incorporées (non incorporables); d'autres ont été ajoutées (supplétives) et certaines ont été introduites pour des montants différents (de substitution). Il conviendra donc pour maintenir la cohérence du sous-système de la comptabilité de gestion par rapport au système de la comptabilité financière de tenir un compte des différences d'incorporation afin de pouvoir réconcilier les deux systèmes au moment de leur clôture, quelle que soit la forme donnée à la comptabilité de gestion. Rappelons qu'il peut en être de même des produits.

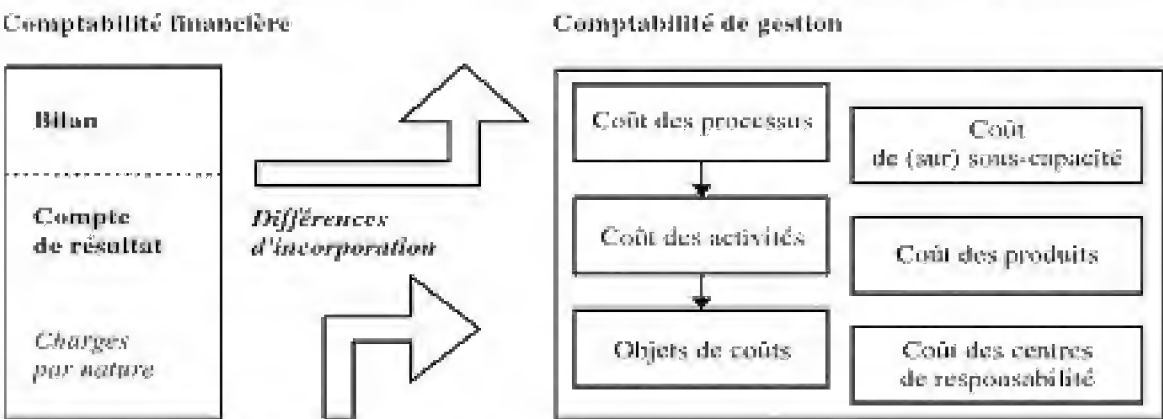


Fig. 11.38 Relation entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion.

Etude approfondie de l'imputation des charges indirectes

Imputer les charges indirectes aux objets de coûts est complexe avons-nous dit. Voyons plus en détail comment gérer cette complexité.

Approche générale

L'approche théorique de l'imputation des charges indirectes peut se baser sur une méthode optimale de calcul des coûts, une estimation de coûts aussi proche que possible de la réalité, ou sur une approche de régression multiple.

Dans le cas de la méthode optimale, le système de calcul des coûts doit présenter au moins les quatre caractéristiques suivantes :

- La charge à affecter doit être strictement identique à la charge affectée.
- La solution obtenue doit être unique.
- La charge doit augmenter si le nombre de prestations produites augmente.
- Les coûts obtenus multipliés par les quantités permettent d'approcher la charge réelle de la période, ce qui exige de donner une forme à la relation fonctionnelle liant la charge aux coûts.

Pour que ce système ait une solution unique, il faut que le nombre de périodes T soit égal ou supérieur au nombre de produits n .

Cette méthode peut donc être exprimée de la manière suivante :

$$\text{Min} \sum_{t=1}^T \left(c_t - \sum_{i=1}^n u_i q_{it} \right)^2$$

et

$$\sum_{t=1}^T c_t = \sum_{t=1}^T \sum_{i=1}^n u_i q_{it}$$

c_t = somme des charges observées des périodes

u_i = coûts unitaires des prestations

q_i = quantités des prestations

Cette formulation admet la linéarité de la fonction de coût, un rendement d'échelle constante et un coût unitaire constant. La formulation peut naturellement être développée pour prendre en considération des situations plus complexes, par exemple d'autres fonctions de coûts.

Le recours à des modèles de régression simple ou multiple nécessite que l'on dispose d'informations pertinentes. L'exemple suivant illustre l'utilisation de tels modèles.

Exemple : Entreprise Hammonds Plains Manufacturing⁷⁷

L'entreprise Hammonds Plains Manufacturing fabrique plusieurs variétés de produits en plastique. Michèle Sparr, directrice générale, aimerait mieux comprendre

⁷⁷ Adapté de KAPLAN R.S., ATKINSON A.A., *Advanced Management Accounting*, Prentice-Hall International, 2^e édition, 1989, pp. 97-114.

Hidden page

y_i = Charges indirectes

x_i = Heures machines

On peut donc écrire les relations suivantes :

$$y_i = a_x x_i + b + e_i$$

et

$$e_i = y_i - (a_x x_i + b)$$

En minimisant la somme du carré des écarts à la droite ajustée,

$$\sum_{i=1}^n e_i^2 = \sum_{i=1}^n [y_i - (a_x x_i + b)]^2$$

on obtient les deux équations normales :

$$a_x \times \sum_{i=1}^n x_i^2 + b \sum_{i=1}^n x_i = \sum_{i=1}^n x_i y_i$$

$$a_x \times \sum_{i=1}^n x_i + b n = \sum_{i=1}^n y_i$$

Pour l'entreprise Hammonds Plains Manufacturing, la résolution de ces équations donne les grandeurs suivantes :

$$\begin{aligned} a_x &= 29,13 \\ b &= 27\,901,00 \\ \sigma_{a_x} &= 3,25 \\ R^2 &= 0,74 \end{aligned}$$

Un R^2 de 0,74 signifie que 74% de la variation des charges indirectes sont expliqués par le nombre d'heures machines.

Alors que la vraie valeur α de la pente de l'échantillon est fixe, la valeur estimée a_x varie de manière aléatoire d'échantillon en échantillon, en fluctuant autour de α avec une distribution approximativement normale d'écart-type égal à σ_{a_x} .

L'intervalle de confiance à 95% pour le coefficient α est donné par :

$$\alpha = a_x \pm t_{0,025} \times \sigma_{a_x}$$

où $t_{0,025}$ est la valeur de la variable t-Student pour une probabilité de 0,025 en queue de distribution. Quand il y a k facteurs de régression et un terme constant pour un échantillon de taille n , il y a alors $(k+1)$ coefficients à estimer, ce qui donne $n-(k+1)$ degrés de liberté. Ici, $30-(1+1) = 28$ degrés de liberté. Cet intervalle sera alors :

$$\alpha = 29,13 \pm 2,05 \times 3,25 \Rightarrow \alpha \text{ entre } 35,79 \text{ et } 22,47$$

Le rapport t permet de tester la pertinence du coefficient a_x

$$t = \frac{a_x}{\sigma_{a_x}} = \frac{29,13}{3,25} = 8,96$$

L'hypothèse $H_0: \alpha = 0$ est acceptée si ce rapport est inférieur à la valeur $t_{0,025} = 2,05$. Etant donné que la valeur observée de $t = 8,96$ se situe au-delà de 2,05, l'hypothèse H_0 est rejetée avec un seuil de confiance de 95% et le coefficient est significatif.

Pour mieux comprendre le comportement des charges indirectes, Madame Sparr décide d'introduire une deuxième variable explicative. Elle choisit les *heures d'entretien*.

On a donc:

y_i = charges indirectes

x_{i1} = heures machines

x_{i2} = heures d'entretien

L'équation de la régression multiple est:

$$y_i = a_1 x_{i1} + a_2 x_{i2} + b + e_i$$

Pour l'entreprise Hammonds Plains Manufacturing, la résolution de cette équation donne les grandeurs suivantes:

$$a_1 = 29,35$$

$$a_2 = 4,74$$

$$b = 27\,213,00$$

$$\sigma_{a_1} = 3,39$$

$$\sigma_{a_2} = 16,81$$

$$R^2 = 0,74$$

Madame Sparr constate que la variable *heures d'entretien* n'ajoute rien à l'explication de l'évolution des charges indirectes. En effet, le coefficient de corrélation reste égal à 0,74.

L'intervalle de confiance à 95% pour les coefficients α est donné par:

$$\alpha = a_x \pm t_{0,025} \times \sigma_{a_x}$$

$$\alpha_1 = 29,35 \pm 2,05 \times 3,39 \Rightarrow \alpha_1 \text{ entre } 22,4 \text{ et } 36,3$$

$$\alpha_2 = 4,74 \pm 2,05 \times 16,81 \Rightarrow \alpha_2 \text{ entre } -29,72 \text{ et } 39,20$$

où est $t_{0,025}$ est la valeur de la variable t-Student avec $30 - (2+1) = 27$ degrés de liberté.

Les rapports t sont donc les suivants:

$$t_{a_1} = 8,65$$

$$t_{a_2} = 0,28$$

La valeur observée de $t_{a_1} = 8,65$ se situe au-delà de $t_{0,025}$ qui vaut 2,05. Par contre, la valeur observée de $t_{a_2} = 0,28$ est inférieure à $t_{0,025}$. Ces grandeurs confirment la constatation de Madame Sparr que la variable *heures d'entretien* n'ajoute rien à l'explication des charges indirectes.

Le coefficient a_2 n'étant pas significatif, Madame Sparr décide de laisser tomber la variable *heures d'entretien* et décide de chercher une variable qui puisse ajouter une explication aux charges indirectes.

Après observation du processus de production, Madame Sparr est convaincue que les *lots de production* influencent aussi le montant des charges indirectes. Elle utilise donc les deux variables, *heures machines* et *lots de production*, dans un nouveau calcul de régression multiple.

On a ainsi :

y_i = charges indirectes

x_{i1} = heures machines

x_{i2} = lots de production

$y_i = a_1x_{i1} + a_2x_{i2} + b + e_i$

et les grandeurs :

$a_1 = 28,73$

$a_2 = 494,27$

$b = 11\,621,00$

$\sigma_{a_1} = 1,43$

$\sigma_{a_2} = 45,65$

$R^2 = 0,95$

L'adjonction de la variable explicative pertinente *lots de production* augmente l'explication de la variation des charges indirectes de 74 % à 95 %.

Il faut remarquer que la constante passe de 27 901 avec les heures machines comme seule variable explicative à 11 621 avec les heures machines et les lots de production comme variables explicatives.

Etant donné que cette constante correspond aux charges fixes, il faut être conscient qu'une régression avec un R^2 faible donne une mauvaise approximation du montant des charges fixes. Ceci est particulièrement ennuyeux si l'on désire utiliser ces informations pour un calcul de point mort car les conséquences sur le résultat trouvé sont très importantes.

L'intervalle de confiance à 95% pour les coefficients α est donné par :

$$\alpha = a_x \pm t_{0,025} \times \sigma_{a_x}$$

$$\alpha_1 = 28,73 \pm 2,05 \times 1,43 \Rightarrow \alpha_1 \text{ entre } 25,8 \text{ et } 31,66$$

$$\alpha_2 = 494,27 \pm 2,05 \times 45,65 \Rightarrow \alpha_2 \text{ entre } 400,69 \text{ et } 587,85$$

Les rapports t sont les suivants :

$$t_{a_1} = 20,04$$

$$t_{a_2} = 10,83$$

Ces rapports se situent au-delà de $t_{0,025}$ qui vaut 2,05. Les coefficients de la régression sont donc significatifs et l'équation de régression s'avère fiable.

Madame Sparr décide enfin d'ajouter une troisième variable explicative: le nombre d'*heures de main-d'œuvre directe* utilisées mensuellement.

On a ainsi:

y_i = charges indirectes

x_{i1} = heures machines

x_{i2} = lots de production

x_{i3} = heures de main-d'œuvre

$$y_i = a_1x_{i1} + a_2x_{i2} + a_3x_{i3} + b + e_i$$

et les résultats:

$a_1 =$	28,87	$\sigma_{a_1} =$	1,47	$t_{a_1} =$	19,71
$a_2 =$	481,36	$\sigma_{a_2} =$	49,98	$t_{a_2} =$	9,63
$a_3 =$	3,37	$\sigma_{a_3} =$	5,03	$t_{a_3} =$	0,67
$b =$	9361,00	$R^2 =$	0,952		

L'adjonction d'une nouvelle variable permet donc d'améliorer l'explication des charges indirectes.

Cette approche permet d'imputer le mieux possible le coût des activités consommées par les objets de coûts aux objets de coûts concernés dans le cadre d'une structure donnée.

Charges indirectes, activités de soutien et activités principales

L'analyse des processus a montré que ceux-ci peuvent comprendre des activités de soutien et des activités principales. Voyons comment imputer les charges indirectes dans la pratique à l'aide de l'exemple de l'entreprise Porter.

Exemple: Entreprise Porter

La comptabilité de gestion de l'entreprise Porter comprend deux activités de soutien et deux activités principales. Voici quelques données:

- La variable explicative pour l'activité de soutien 1 est l'heure de main-d'œuvre.
- La variable explicative pour l'activité de soutien 2 est l'heure-machine.
- Le montant des charges accumulées dans l'activité de soutien 1 est de 300, dans l'activité de soutien 2 de 400, dans l'activité principale 1 de 200 et dans l'activité principale 2 de 150.
- Après répartition, le comptable se rend compte qu'il a imputé 20 en trop à partir de l'activité de soutien 1 et 10 en insuffisance à partir de l'activité de soutien 2.

Les consommations d'heures de main-d'œuvre et d'heures machines sont les suivantes:

	Soutien 1	Soutien 2	Principale 1	Principale 2	Total
Heure de main-d'œuvre		50	20	30	100
Heure de machines			20	100	120

La répartition des charges indirectes à l'aide des variables explicatives déjà connues est dès lors la suivante:

	Soutien 1	Soutien 2	Principale 1	Principale 2	Total
Charges accumulées	300	400	200	150	1050
Charges imputées:					
Soutien 1	(320) (3,2 × 100)	160	64	96	0
Soutien 2		(550) (4,5833 × 120)	91,7	458,3	0
Total	(20)	10	355,7	704,3	1050

Les charges accumulées de 1050 se retrouvent sous 1060 de charges imputées et (10) de différences d'imputation. Les taux d'imputation sont respectivement de 3,2 et 4,5833.

L'exemple précédent admet que les activités ne fournissent des prestations qu'aux autres activités sans en recevoir en contrepartie. Qu'en est-il si les prestations sont en fait réciproques ?

Les *prestations réciproques* existent lorsque deux activités se fournissent l'une l'autre des prestations. Il n'est dans ce cas pas possible de connaître le coût d'une prestation avant de déterminer le coût de la prestation qui sera facturé par l'autre activité. Le problème revient donc à résoudre un système d'équations à plusieurs inconnues.

Reprenons l'exemple ci-dessus et modifions quelque peu la donnée pour l'appliquer aux prestations réciproques.

Les consommations d'heures de main-d'œuvre et d'heures machines sont les suivantes :

	Soutien 1	Soutien 2	Principale 1	Principale 2	Total
Heure de main-d'œuvre		50	20	30	100
Heure de machines	80		20	100	200

La répartition des charges est dès lors la suivante :

	Soutien 1	Soutien 2	Principale 1	Principale 2	Total
Charges accumulées	300	400	200	150	1050
Charges imputées					
Soutien 1	(595)	297,5	119	178,5	0
Soutien 2	275	(687,5)	68,75	343,75	0
Total	(20)	10	387,75	672,25	1050

Cette situation peut être résolue par un système de deux équations à deux inconnues :

$$\begin{cases} 100 S_1 = 320 + 80 S_2 \\ 200 S_2 = 390 + 50 S_1 \end{cases}$$

avec

S_1 = coût unitaire de la variable explicative pour l'activité de soutien 1 (l'heure de main-d'œuvre),

S_2 = coût unitaire de la variable explicative pour l'activité de soutien 2 (l'heure de machine).

Après résolution du système, on obtient $S_1 = 5,95$ et $S_2 = 3,4375$, chiffres que l'on utilise ensuite pour effectuer l'imputation des charges.

On remarque que les charges des deux activités principales sont différentes lorsqu'on utilise les activités réciproques. Selon les cas, l'imprécision due à l'oubli des activités réciproques peut s'avérer importante et fausser l'analyse de l'efficacité des activités.

La démarche est identique en cas de situations plus complexes.

La figure 11.40 présente sous forme matricielle le cas avec n activités de soutien et m activités principales.

$$\begin{bmatrix} A_1 \\ A_2 \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ A_n \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} a_{1,1} & a_{1,2} & \dots & a_{1,n} \\ a_{2,1} & a_{2,2} & \dots & a_{2,n} \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ a_{n,1} & a_{n,2} & \dots & a_{n,n} \end{bmatrix} \begin{bmatrix} A_1 \\ A_2 \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ A_n \end{bmatrix} + \begin{bmatrix} 1 & 0 & \dots & 0 \\ 0 & 1 & \dots & 0 \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ 0 & 0 & \dots & 1 \end{bmatrix} \begin{bmatrix} A'_1 \\ A'_2 \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ A'_n \end{bmatrix}$$

$$\begin{bmatrix} P_1 \\ P_2 \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ P_m \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} a_{n+1,1} & a_{n+1,2} & \dots & a_{n+1,n} \\ a_{n+2,1} & a_{n+2,2} & \dots & a_{n+2,n} \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ a_{n+m,1} & a_{n+m,2} & \dots & a_{n+m,n} \end{bmatrix} \begin{bmatrix} A_1 \\ A_2 \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ A_n \end{bmatrix} + \begin{bmatrix} 1 & 0 & \dots & 0 \\ 0 & 1 & \dots & 0 \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ 0 & 0 & \dots & 1 \end{bmatrix} \begin{bmatrix} P'_1 \\ P'_2 \\ \vdots \\ \vdots \\ \vdots \\ P'_m \end{bmatrix}$$

Fig. 11.40 Formalisation des relations entre les activités de soutien (ou secondaires) et les activités principales.

- $a_{1,1}$ correspond à la proportion d'unités d'activité que A_1 reçoit de A_1 .
- $a_{1,2}$ correspond à la proportion d'unités d'activité que A_1 reçoit de A_2 .
- $a_{n,1}$ correspond à la proportion d'unités d'activité que A_n reçoit de A_1 .
- $a_{n+1,1}$ correspond à la proportion d'unités d'activités que P_1 reçoit de A_1 .
- $a_{n+m,1}$ correspond à la proportion d'unités d'activités que P_m reçoit de A_1 .
- et
- A_1 est égal au montant total de l'activité de soutien 1 après répartition,
- A'_1 est égal au montant de l'activité de soutien 1 avant répartition,
- P_1 est égal au montant total de l'activité principale 1 après répartition,
- P'_1 est égal au montant de l'activité principale 1 avant répartition.

Hidden page

P_1 , P_2 et P_3 désignent le coût total après imputation des charges de soutien à chacune des activités principales, respectivement: Confection des T-shirts, Impression des motifs, Vente et administration.

On a la série de relations suivantes:

$$A_1 = 0 \times A_1 + \frac{3}{60} \times A_2 + 0 \times A_3 + 45\,000$$

$$A_2 = \frac{340}{3375} \times A_1 + 0 \times A_2 + 0 \times A_3 + 20\,000$$

$$A_3 = \frac{160}{3375} \times A_1 + \frac{6}{60} \times A_2 + 0 \times A_3 + 10\,000$$

$$P_1 = \frac{1125}{3375} \times A_1 + \frac{30}{60} \times A_2 + \frac{15}{60} \times A_3 + 210\,000$$

$$P_2 = \frac{1500}{3375} \times A_1 + \frac{15}{60} \times A_2 + \frac{40}{60} \times A_3 + 140\,000$$

$$P_3 = \frac{250}{3375} \times A_1 + \frac{6}{60} \times A_2 + \frac{5}{60} \times A_3 + 80\,000$$

Ces relations peuvent être représentées sous forme matricielle avec:

$$A = \begin{bmatrix} A_1 \\ A_2 \\ A_3 \end{bmatrix}$$

$$P = \begin{bmatrix} P_1 \\ P_2 \\ P_3 \end{bmatrix}$$

$$A' = \begin{bmatrix} 45\,000 \\ 20\,000 \\ 10\,000 \end{bmatrix}, \text{ charges totales de chaque activité de soutien avant répartition.}$$

$$P' = \begin{bmatrix} 210\,000 \\ 140\,000 \\ 80\,000 \end{bmatrix}, \text{ charges totales de chaque activité principale avant répartition.}$$

$$N = \begin{bmatrix} 0 & 0,05 & 0 \\ 0,100740 & 0 & 0 \\ 0,047407 & 0,1 & 0 \end{bmatrix}, \text{ matrice des proportions d'activités pour les activités de soutien.}$$

$$M = \begin{bmatrix} 0,333 & 0,5 & 0,25 \\ 0,444 & 0,25 & 0,666 \\ 0,074 & 0,1 & 0,083 \end{bmatrix}, \text{ matrice des proportions d'activités pour les activités principales.}$$

Les consommations des activités de soutien et principales respectivement peuvent être calculées à l'aide des relations suivantes :

$$P = M \times A + I \times P'$$

$$A = N \times A + I \times A'$$

En regroupant et en tenant compte du fait que $I \times A' = A'$ et $I \times A = A$, on a :

$$A' = (I - N) \times A$$

Si on suppose que la matrice $(I - N)$ est régulière, c'est-à-dire qu'il existe une matrice inverse $(I - N)^{-1}$ telle que $(I - N) \times (I - N)^{-1} = I$, A est alors :

$$A = (I - N)^{-1} \times A'$$

La détermination de P est ensuite

$$P = M \times (I - N)^{-1} \times A' + P'$$

En utilisant les données précédentes, on obtient finalement :

$$(I - N) = \begin{bmatrix} +1 & -0,05 & 0 \\ -0,100740 & 1 & 0 \\ -0,047407 & -0,1 & 1 \end{bmatrix}$$

$$(I - N)^{-1} = \begin{bmatrix} 1,005062 & 0,050253 & 0 \\ 0,101251 & 1,005063 & 0 \\ 0,057772 & 0,102889 & 1 \end{bmatrix}$$

$$A = \begin{bmatrix} 46\,232,8767 \\ 24\,657,5342 \\ 14\,657,5342 \end{bmatrix}$$

$$P = \begin{bmatrix} 241\,404,1096 \\ 176\,484,0182 \\ 87\,111,8721 \end{bmatrix}$$

A et P donnent les consommations des activités après prise en compte des activités réciproques et des activités de soutien pour les activités principales.

Emploi général du calcul matriciel en comptabilité de gestion

L'exemple précédent a montré que le problème des activités réciproques pouvait être facilement résolu par un système de matrices. De fait l'ensemble de la comptabilité de gestion peut être représenté par un tel système de matrices. En effet, si l'on simplifie quelque peu, la comptabilité de gestion se résume à une suite d'opérations (multiplications, divisions, additions, soustractions) effectuées sur un certain nombre de grandeurs tel que les différents produits, leur prix de vente, etc.

Ainsi, par exemple, le chiffre d'affaires total de l'entreprise est la multiplication de la matrice des ventes de prestations par la matrice de leur prix unitaire. Dans le même ordre d'idée, l'imputation des activités aux objets de coûts se résume à la multiplication de la matrice vectorielle des taux d'imputation avec la matrice des inducteurs de coûts.

Si on utilise la figure 11.35, on peut modéliser le cheminement des charges dans la méthode du coût complet, capacité effective, de manière matricielle.

$$A_{n,l} = N_{n,n} \times A_{n,l} + I_{n,n} \times A'_{n,l}$$

et donc :

$$A_{n,l} = (I_{n,n} - N_{n,n})^{-1} \times A'_{n,l}$$

$$P_{m,l} = M_{m,n} \times A_{n,l} + I_{m,n} \times P'_{m,l}$$

Sous contrainte que :

$$(Z_{1,n} \times N_{n,n}) + (Z_{1,m} \times M_{m,n}) = Z_{1,n}$$

$$C_{1,c} = [(Z_{1,m} \times (P_{m,l}^{n-1} \times V_{m,l}^{T-1})) \times W_{m,c}] + [(Z_{1,p} \times D_{p,c}) \times W_{c,c}]$$

Sachant que le chiffre d'affaires équivaut à :

$$S_{1,c} = Q_{1,c} \times Y_{c,c}$$

Nous obtenons alors le résultat

$$R_{1,c} = S_{1,c} - C_{1,c}$$

$$R_{1,l} = R_{1,c} \times Z_{c,l}$$

NOTATION

A	Matrice des activités de soutien avec n activités de soutien
P	Matrice des activités principales avec m activités principales
N	Matrice des proportions d'activités pour les activités de soutien
M	Matrice des proportions d'activités pour les activités principales
C	Matrice des objets de coûts avec c objets de coûts
V	Matrice des inducteurs d'activités (entre les activités et les objets de coûts)
W	Matrice de la consommation d'inducteurs d'activité par objet de coûts (se rapproche de Q)
D	Matrice des charges directes avec p accumulateurs de charges directes
S	Matrice des chiffres d'affaires avec c chiffres d'affaires
Q	Matrice des quantités d'objets de coûts vendus
Y	Matrice des prix de vente unitaire des objets de coûts
$R_{1,c}$	Matrice des résultats de chaque objet de coûts
$R_{1,l}$	Matrice du résultat de la société
Z	Vecteur unitaire
I	Matrice unitaire

L'exemple suivant permettra d'illustrer cette approche.

Exemple: Entreprise BonAqua S.A.

L'entreprise BonAqua S.A. a été fondée au milieu du XIX^e siècle suite à la découverte d'une nouvelle source d'eau minérale au cœur des Alpes suisses. En vacances dans cette région à ce moment-là, un riche entrepreneur a acheté le terrain environnant dans l'idée d'utiliser et de promouvoir la forte minéralité de l'eau en créant des bains d'une part, et en vendant de l'eau en bouteilles d'autre part.

Près d'un siècle et demi plus tard, l'attrait des bains thermaux a diminué et le complexe hôtelier a dû fermer ses portes. Néanmoins, les descendants du fondateur

Hidden page

Imputation des charges indirectes par rapport aux objets de coûts finals

Les charges indirectes par rapport aux objets de coûts finals sont consommées par les activités en fonction du nombre de bouteilles lancées sur la chaîne de production, ainsi que d'un coefficient de complexité tenant compte du poids et du volume des bouteilles par palette.

Imputation des activités de soutien

Les charges des activités de soutien sont réparties sur les activités principales. Elles s'élèvent à 1 283 850 pour l'activité maintenance et réglage des machines et à 3 675 225 pour l'activité administration et gestion des stocks.

Répartition des activités de support sur les activités principales

Activités principales \ Activités support	Nettoyage des bouteilles	Remplissage et ajout du gaz carbonique	Etiquetage et fermeture des bouteilles	Gestion des ventes et de la distribution
Maintenance et réglage des machines	30 %	50 %	20 %	—
Administration et gestion des stocks	12,5 %	12,5 %	—	75 %

Imputation des activités principales aux objets de coûts

Les charges des activités principales avant imputation des activités de soutien s'élèvent à :

Nettoyage de bouteilles	510 000
Remplissage et ajout du gaz carbonique	488 625
Etiquetage et fermeture des bouteilles	632 400
Gestion des stocks et de la distribution	5 550 750

Les coûts unitaires de la consommation de chaque activité de fabrication par les objets de coûts sont :

Charges/unité \ Bouteilles	1 l	0,33 l	0,25 l
Nettoyage des bouteilles	0,0369	0,0284	0,0284
Remplissage et ajout du gaz carbonique	0,0426	0,0344	0,0344
Etiquetage et fermeture des bouteilles	0,0222	0,0215	0,0215
Gestion des ventes et de la distribution	0,2041	0,2041	0,2041

Production

Voici les données relatives à la production de la période :

Nombres \ Bouteilles	1 l	0,33 l	0,25 l
Stock initial	0	0	0
Production, nombre	24 000 000	12 000 000	4 500 000

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

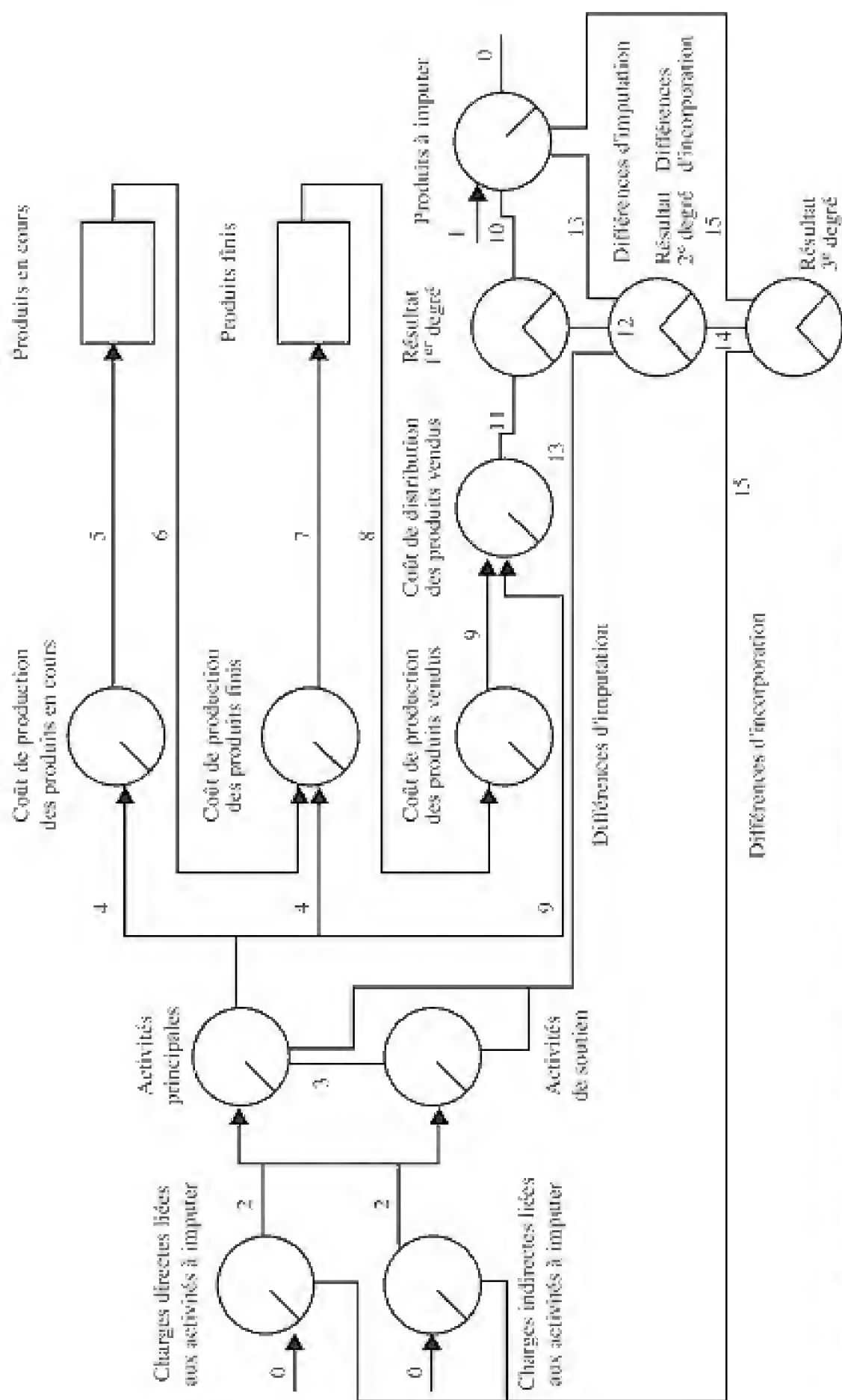


Fig. 11.41 Exemple du cheminement des charges et des produits dans une comptabilité de gestion intégrée.

Hidden page

11.6.2.4 Evaluation des stocks

Les développements précédents ont montré que le contenu des coûts pouvait varier sensiblement en fonction de la notion de coût retenue, coût complet capacité effective, coût complet capacité normale, coût variable ou coût direct de production. L'affectation et l'imputation des coûts des activités consommées par les objets de coûts, produits ou prestations en cours ou finis, devraient permettre de déterminer ces coûts de manière aussi correcte que possible.

Le processus de valorisation des stocks et du coût des produits ou services vendus devra donc d'une part déterminer le coût qui sera retenu, d'autre part fixer la méthode de valorisation des stocks et des sorties de stocks choisie, par exemple la méthode FiFo ou celle du coût moyen pondéré.

Le respect du principe de la permanence des méthodes notamment contraint en quelque sorte la comptabilité financière à ne pas varier sans explication circonstanciée dans les méthodes de valorisation et d'évaluation. Par contre, au niveau de la comptabilité de gestion, il est normal d'introduire des données différentes et de varier les approches pour cerner les coûts les plus pertinents pour gérer.

Ainsi, en comptabilité financière, le coût retenu, en particulier par la Norme comptable internationale N° 2 et la Swiss GAAP RPC 17, est le coût normal de production. Ces normes précisent également le contenu autorisé, notamment en termes de charges indirectes par rapport aux produits ou aux services stockés. Elles retiennent évidemment les mêmes méthodes de valorisation que celles évoquées pour les entreprises commerciales, à savoir les méthodes du premier entré-premier sorti, du coût moyen pondéré mobile, du dernier entré-premier sorti (seulement la Swiss GAAP RPC 17) ou celle de l'identification des lots.

Cependant, la valorisation des stocks et des coûts des produits ou services vendus n'aboutira, même en coût normal, pas nécessairement aux mêmes montants dans les états financiers établis en comptabilité de gestion et en comptabilité financière. En effet, les différences d'incorporation peuvent avoir une influence sur la valeur des stocks et des coûts des produits ou services vendus obtenus. Le processus d'évaluation des stocks peut donc donner naissance à des différences de stocks entre la comptabilité financière et la comptabilité de gestion, différences qui devront être gérées comme les stocks eux-mêmes. Enfin, l'entreprise peut choisir, selon les cas, de créer en comptabilité financière des provisions pour dépréciation sur stocks plus prudentes qu'en comptabilité de gestion, voire des réserves sur stocks, fiscales ou volontaires. Toutes ces différences vont naturellement influencer les résultats établis en comptabilité de gestion et en comptabilité financière. Des tableaux de réconciliation peuvent cependant contrôler la cohérence entre les deux approches.

11.6.3 Exemple de comptabilité de gestion dans une entreprise de fabrication: le cas de Ludica S.A.⁷⁸

11.6.3.1 Introduction

Pour permettre à la comptabilité de jouer le rôle, qui peut dans certains cas lui servir à merveille, d'outil de contrôle ou d'aide au pilotage (*Kurskontrolle oder Kurssteuerung*), il est indispensable de l'organiser dans ce sens; d'un outil d'information destiné avant tout à remplir des exigences légales, elle doit être réorientée pour devenir un outil de contrôle opérationnel, voire de contrôle stratégique.

On attend d'un système de contrôle et d'aide au pilotage des informations de plus en plus détaillées pour faire face aux nouvelles contraintes de l'environnement: nouvelle situation du producteur sur le marché, évolution du cadre institutionnel, évolution des marchés, nouvelles orientations du marketing, etc. Ce système de contrôle, tourné vers le passé et vers l'avenir, doit ainsi renseigner notamment sur la rentabilité des produits pour l'analyse du portefeuille d'activités et sur celle des clients pour l'application éventuelle de politiques de prix différenciés; il doit informer sur les coûts ou la rentabilité des centres de responsabilité, des fonctions économiques ou des activités, fournir les écarts entre les prévisions et la réalité, jouer un rôle dans le calcul des investissements; il peut ainsi aussi être utile pour le contrôle stratégique, voire une réorientation stratégique (nouveaux produits, nouveaux marchés, etc.).

Les exigences imposées au système peuvent être naturellement plus ou moins ambitieuses en fonction de la taille de l'entreprise, de la gamme des prestations fournies ou de la culture de l'entreprise.

Comptabilité de gestion: contenu possible

Une comptabilité suffisamment développée peut informer aussi bien sur des éléments exprimés en quantités que sur des éléments exprimés en unités monétaires; dans ce dernier cas, il s'agit de l'expression des valeurs d'échange, autrement dit des prix obtenus, ainsi que des coûts encourus par l'entreprise si l'on se place dans une perspective historique; ces éléments peuvent être répartis et regroupés en fonction des besoins des utilisateurs, internes en particulier, pour leur permettre d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés ou qui leur ont été fixés.

Le traitement comptable des données de prix ne pose en principe pas de problèmes particuliers, car les prix résultent d'une transaction avec l'extérieur ou avec l'intérieur de l'entreprise, dès lors la comptabilité considère les prix comme des données. Il n'en est pas de même des coûts dont le contenu est fixé en fonction du type de coût que l'on choisit de considérer. Comme le disent les Anglo-saxons, *different costs for different purposes*. Par exemple, on calculera un coût complet lié à la capacité effective, un coût complet lié à la capacité normale, un coût variable ou un coût direct. Le choix d'un type de coût sera fonction des besoins d'information à satisfaire et de la portée que l'on veut donner au système d'information qu'est la comptabilité de gestion.

⁷⁸ Ce cas est une suite de STETTLER A., «Comptabilité analytique et contrôle de gestion comme outils de contrôle de l'entreprise» in *Questions économiques de notre temps*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 1987, pp. 37-88.

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Le calcul du coût d'une prestation, comme variable essentielle pour le pilotage, doit tendre à lui donner un contenu aussi proche que possible de la somme des coûts de toutes les ressources consommées pour la production ou la distribution de celle-ci.

Pour la direction de Ludica, l'amélioration de l'outil de pilotage et de contrôle que représente le coût complet implique une classification plus homogène des charges dans la comptabilité financière puis une répartition de ces charges selon l'activité qui les a fait naître. On peut noter que le développement de l'informatique permet de diminuer très sensiblement le poids de cette dernière tâche en réduisant du même coup aussi les risques d'erreurs de transcriptions des données. Une classification plus fine des charges devrait permettre de découvrir plus aisément par exemple l'explication de l'évolution des charges indirectes par rapport à une prestation; cette évolution peut être fort différente d'un secteur à l'autre d'une entreprise.

Dans l'entreprise de Ixe, on peut distinguer les six centres de responsabilité ou départements suivants:

- Entretien.
- Approvisionnement.
- Ordonnancement.
- Usinage.
- Assemblage.
- Vente et Administration.

Par simplification, on admet que les centres de responsabilité identifiés ne comprennent qu'une seule activité, prise au sens large du terme.

Le volume de chaque activité peut être exprimé par une grandeur spécifique qui explique partiellement ou totalement l'évolution des coûts de cette activité. Par exemple, pour l'activité Entretien, cette grandeur spécifique est le nombre d'heures d'entretien.

Pour l'activité Approvisionner, le nombre de réceptions explique l'évolution d'une partie des charges. Cependant pour un solde de 10 000, concernant la recherche de fournisseurs, une variable explicative n'a pu encore être déterminée.

Ordonnancer, Usiner et Assembler ont pour variable explicative l'heure de main-d'œuvre dans chaque activité.

L'activité Vendre et Administrer est divisée en 2 parties. La partie concernant Vendre dispose de deux variables explicatives: le nombre de livraisons pour la distribution et le chiffre d'affaires pour les visites aux clients. Pour le solde de 300 000 qui concerne Administrer, une ou des variables explicatives n'ont pas encore pu être déterminées.

Les taux d'activités consommées par les activités et/ou produits sont basés sur les données historiques de l'année $N - 1$. Ces taux représentent une sorte de coefficients de régression. Ceux-ci sont donnés sans explications complémentaires. La figure 11.46 présente l'attribution et l'imputation des charges, regroupées par centre d'activité.

Hidden page

Hidden page

- H. Toutes les charges et tous les produits enregistrés concernent la période. Toutes les charges et tous les produits concernant la période sont enregistrés, à l'exception des intérêts sur les dettes à long terme et les amortissements.
- I. Les amortissements sont calculés en comptabilité financière par la méthode à décroissance géométrique. Les équipements et bâtiments acquis au 1.1.N – 5 sont les suivantes:

	Valeur d'acquisition		Taux d'amortissement	
	Secteur de la fabrication	Secteur de la vente et administration	Fabrication	Vente et administration
	2,0 mio	1,0 mio	30%	25%
Équipements				
Bâtiments	2,7 mio	1,8 mio	8%	4%

A l'intérieur de l'année, la répartition de l'amortissement est calculée avec la méthode linéaire.

Etablissons la clôture intermédiaire de Ludica à la fin du premier trimestre en se souvenant que cette solution et le résultat obtenu doivent servir de référence lors de l'étude d'autres traitements des données et qu'en particulier chaque différence introduite devra être expliquée.

Solution

Rappelons que toute clôture intermédiaire est établie selon le formel d'une clôture annuelle à l'exception du volet évaluation (voir MIC 1, chap. 3).

Clôture intermédiaire en comptabilité financière

A partir de la balance par soldes du grand livre, des ajustements des charges et des produits sont apportés, le plus généralement dans un tableau extra-comptable, en fonction de données statistiques et de budgets. La contrepartie de ces ajustements est portée au bilan comme une régularisation (MIC 1).

Tableau extra-comptable de clôture intermédiaire au 31 mars N

Comptes	Balances / Soldes A		Ajustements		Bilan intermédiaire		Résultat intermédiaire	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Produits
Disponibilités	442 702				442 702			
Clients	F 518 990				F 518 990			
Stock matières premières	B 385 400			G 183	B 385 217			
Stocks produits finis	H 646 000		G 78 470		H 725 070			
Équipements	3 000 000				3 000 000			
Bâtiments	4 500 000				4 500 000			
Terrain	150 000				150 000			
Dettes à court terme		C 870 575		D/H 7 500		878 075		
Dettes à long terme		D 800 000				800 000		
Amortissement cumulé sur équipements		2 426 555		I 40 042		2 466 595		
Amortissement cumulé sur bâtiments		1 252 909		I 50 267		1 303 076		

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Encadré 11.4

Stocks de produits finis			
Stock initial (31.12. N-1)	Quantité en pièces	Coût/Unité	Total
Modèle R	10 000	24,52	245 200
Modèle S	18 000	22,30	401 400
			646 600

Encadré 11.5

Heures et coût de main-d'œuvre directe effectivement consommés						
Les charges de main-d'œuvre directe variables sont enregistrées sans avoir recours à des taux historiques d'imputation.						
	Modèle R			Modèle S		
	Heures	P/U	Total	Heures	P/U	Total
Usiner h 11	3150	18,40	57 960	5 550	18,40	102 120
Assembler i 11	6400	15,20	97 280	11 120	15,20	169 024
Total k 12; l 12			155 240			271 144

Encadré 11.6

Variables explicatives et taux historiques d'imputation des charges indirectes						
Activité	Variable explicative	Taux d'imputation	Destination		Capacité historique	Capacité effective
			S/activité	S/objet de coûts		
Entretien	Heure de m.-o. d'entretien	50,63	Usinage		256	227
			Assemblage		138	122
			Adm. & vente		58	51
			Total		452	400
Approvisionner	Nombre d'arrivages	1400		Produit R	16	14
				Produit S	28	26
			Total		44	40
Ordonnancer	Heure de m.-o. directe d'usinage ou d'assemblage	1,57	Usinage		Voir l'activité usiner	Voir l'activité usiner
			Assemblage		Voir l'activité assembler	Voir l'activité assembler
Usiner	Heure de m.-o. directe d'usinage	15,74 (détail voir ci-dessous)	Usinage	Produit R	3 000	3 150
				Produit S	5 500	5 550
			Total		8 500	8 700
Assembler	Heure de m.-o. directe d'assemblage	14,77 (détail voir ci-dessous)	Assemblage	Produit R	6 000	6 400
				Produit S	11 000	11 120
			Total		17 000	17 520

Hidden page

Encadré 11.7

Répartition des charges de fabrication indirectes						
Charges indirectes	Entretien	Approvisionner	Ordonnancer	Usiner	Assembler	Total
Salaire contremaître d 3	{ 10 098			27 540	44 064	81 702
Salaires d 3		25 080	30 000			55 080
Amortissements d 4		26 000	10 000	10 800	9 000	55 800
Fournitures diverses d 5				25 665	101 616	127 281
Energie d 6				20 910	19 662	40 572
Travaux d'entretien d 7	{ 6 672					6 672
Autres charges d 7		18 220		27 860	50 902	104 278
Total	24 066	69 300	40 000	112 775	225 244	471 385

- La différence d'incorporation pour les autres charges indirectes de fabrication s'explique par l'ajustement de certaines charges (recherche et développement, etc.) imputables en comptabilité de gestion. Les autres charges comprennent les intérêts sur capitaux étrangers engagés dans l'exploitation.
- Le compte recherche et développement pour la comptabilité de gestion est tenu de manière extra-comptable.
- La répartition des charges dans les départements/activités est basée sur les pièces comptables et l'organisation interne.
- Toutes les données s'entendent avant impôts.

Encadré 11.8

Feuille de répartition des charges indirectes de fabr., vente et adm., par rapport aux produits									
Charges à imputer	Montant	Différents départements et activités					Fabrication		
		Entretien	Approvis-sionner	Ordon-nancer	Usinage	Assem-blage	Vente et adm.	Modèle R	Modèle S
Autres salaires de fabrication d 3	136 782	10 098	25 080	30 000	27 540	44 064			
Amortissements de fabrication d 4	55 800		26 000	10 000	10 800	9 000			
Fournitures diverses d 5	127 281				25 665	101 616			
Energie d 6	40 572				20 910	19 662			
Autres charges de fabrication d 7	110 950	13 968	18 220		27 860	50 902			
Charges de vente et administration d 8	472 500						472 500		
Total à attribuer ou à imputer	943 885	24 066	69 300	40 000	112 775	225 244	472 500		
Imputation des coûts des activités:									
• Entretien c 14		(20 252)			11 493	6 177	2 582		
• Approvisionner f 15			(56 000)					19 600	36 400
• Ordonnancer g 16				(41 165)	13 659	27 306			
Différences d'imputation e 17; g 17		3 814	13 300	(1 165)					
Total à imputer aux produits fabriqués ou vendus					137 927	258 927	475 082		
Imputation des charges des activités									
• Usiner k 18; l 18					(136 938)			49 581	87 357
• Assembler k 19; l 19						(258 770)		94 528	164 242
• Vendre & administrer									
Différences d'imputation					989	157			

	Distribution	
Imputation des charges de vente et administration* c 20; p 20	(172 367)	99 849
Différences d'imputation	302 715	

* Cette imputation ne concerne que les articles vendus; ces montants n'entrent donc pas dans les coûts de fabrication.

Hidden page

Tableau 11.47 Décompte d'exploitation, coût complet *a posteriori*, capacité effective.

	Compta- bilité fonction- nelle A	Ajustements		Charges/ Produits à imputer	Différents départements et activités						Coûts						
		Mili- lions	Résultat		Frais général	Apro- vision- nement	Ordre- main- œuvre	Usage	Assem- blage	Vente + Adm.	Fabrication		Produits finis		Produits vendus		
											R	S	R	S	R	S	R
Achats matières premières	1 117 880	G	182	1 118 063				723 025	305 028								1
M.-o.d. de fabrication	426 384			426 384				160 080	266 304								2
Salaires indirects de fabrication	136 782			136 782	10 098	25 080	30 000	27 540	44 064								3
Amort. de fabrication		1 661 800	(3 000)	55 800		26 000	10 000	10 000	9 000								4
Pertinences diverses	127 281			127 281				25 655	101 616								5
Énergie	40 571			40 571				20 910	19 662								6
Autres charges ind. de fabrication	92 000	C	7 503	110 950	13 968	18 230		27 860	50 902	472 500							7
Charges de rente & administration	440 147	1 29 506	2 842	472 500													8
	2 381 048	97 992	9 292	2 488 332	34 066	69 300	40 000	995 880	888 586	472 500							9
Attribution																	10
des matières premières								(723 025)	(305 028)		451 023	165 040					11
de la m.o.d. de fabrication								(160 080)	(266 304)		155 240	271 144					12
Imputation des activités																	13
Entretien					(20 252)			11 493	6 177	2 582							14
Approvisionnement						(56 000)					19 600	36 400					15
Ordremain							(41 165)	13 630	27 506								16
					3 814	13 300	(1 165)	137 937	256 927								17
Usiner								(136 956)			49 581	87 357					18
Assembler									(258 770)		94 528	184 242					19
Vente & Administration										(172 367)					72 518	90 849	20
Coût de fabrication											771 972	1 224 183					21
Coût de fabrication des produits finis											(771 900)	(1 224 180)	771 900	1 224 180			22
Coût de fabrication des produits vendus													(768 100)	(1 140 510)	768 100	1 140 510	23
Chiffre d'affaires	2 381 048	97 992	9 292	2 488 332	3 814	13 300	(1 165)	980	157	302 715	72	3	3 800	74 670	840 518	1 240 359	24
Δ avec produits finis	(2 657 080)			(2 657 080)											(1 178 000)	(1 479 000)	25
Δ stock produits finis	(78 470)			(78 470)									(3 800)	(74 670)			26
Ajustements bilan	57 992	(97 992)									(720)	(21)					27
Ajustements arrondés															72	3 28	28
RÉSULTATS	(286 440)		9 292	(287 138)	3 814	13 300	(1 165)	980	157	302 715	0	0	0	0	(317 510)	(229 630)	29
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	

Compte de résultat

Compte de résultat par fonction pour la période du 1.1 au 31.3.N

	R	S
Chiffre d'affaires net	1 178 000 (o 25)	1 479 000 (p 25)
Coût complet de fabrication des produits vendus en capacité effective	(768 100) (o 23)	(1 149 510) (p 23)
Ajustements des arrondis	(72)	(3)
Marge commerciale par produit	409 828 (k 28)	329 487 (l 28)
Charges vente & administration	(72 518) (o 20)	(99 849) (p 20)
Résultat d'exploitation du 1 ^{er} degré par produit	337 310 (o 29)	229 638 (p 29)
Résultat d'exploitation total du 1 ^{er} degré	566 948	
Différences d'imputation et charges non imputées	(319 810)	(e-j 29)
Résultat d'exploitation du 2 ^e degré	247 138	
Différence d'incorporation	9 292	(c 29)
Résultat d'exploitation du 3 ^e degré (= Résultat de l'exercice avant impôts)	256 430	(a 29)

REMARQUES

Les indications entre parenthèses donnent les coordonnées des cellules du décompte d'où proviennent les montants du compte d'exploitation selon la notation des feuilles de calcul informatiques.

Calcul du coût complet de fabrication unitaire de chaque modèle, calcul basé sur l'ensemble du trimestre

Coûts de fabrication des produits finis

	Modèle R	Modèle S
Approvisionner		
Coûts de l'activité d'approvisionnement imputés ^a	19 600	36 400
Total des charges d'approvisionnement	19 600	36 400
Usiner		
Matières: Acier	188 000	293 000
Contreplaqué	109 550	132 475
Matières d'usinage	297 550	425 475
Main-d'œuvre directe de fabrication ^b	57 960	102 120
Coûts des autres activités imputés ^c	49 581	87 357
Total des charges d'usinage	405 091	614 952
Assembler		
Matières: Vinyle	59 280	72 010
Vis	96 193	167 555
Matières d'assemblage	155 473	239 565
Main-d'œuvre directe de fabrication ^d	97 280	169 024
Coûts des autres activités imputés ^e	94 528	164 242
Total des charges d'assemblage	347 281	572 831
Coûts totaux de fabrication	771 972	1 224 183
Unités produites	31 000	54 000
Coûts unitaires de fabrication	24,90	22,67

^a Respectivement 14 et 26 arrivages à 1400.

^b Respectivement 3150 et 5550 heures à 18,40.

^c Respectivement 3150 et 5550 heures à 15,74.

^d Respectivement 6400 et 11 120 heures à 15,20.

^e Respectivement 6400 et 11 120 heures à 14,77.

Hidden page

Hidden page

$$D_{imp_N} = A_l^{N-1} + \varepsilon_l - \left(\frac{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,l}^N}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,l}^{N-1}} A_l^{N-1} \right)$$

puis

$$D_{imp_N} = A_l^{N-1} + \varepsilon_l - \left(\frac{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,l}^{N-1} + \sum_{i=1}^{n+m} e_{i,l}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,l}^{N-1}} A_l^{N-1} \right)$$

puis

$$D_{imp_N} = A_l^{N-1} + \varepsilon_l - A_l^{N-1} - \left(\frac{\sum_{i=1}^{n+m} e_{i,l}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,l}^{N-1}} A_l^{N-1} \right)$$

et enfin

$$D_{imp_N} = \varepsilon_l - \left(\frac{\sum_{i=1}^{n+m} e_{i,l}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,l}^{N-1}} A_l^{N-1} \right)$$

où ε_l exprime la variation de consommation des charges indirectes, ou plus exactement la différence entre les charges effectives et historiques, et

$$- \frac{\sum_{i=1}^{n+m} e_{i,l}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,l}^{N-1}} A_l^{N-1}$$

exprime l'effet de la variation du volume d'unités d'activité sur l'imputation des charges indirectes.

Exemple pour l'activité «Entretenir»

L'exemple reprend la situation de l'entreprise Ludica. Il illustre le cas du coût complet, capacité effective. L'exemple se limite à l'explication de la différence d'imputation pour l'activité «Entretenir». Les autres différences peuvent se calculer par analogie.

$$A_l^N = 24\,066$$

Hidden page

Hidden page

rents niveaux d'activité de l'entreprise. On admettra pour cette analyse que l'équipement de production, le coût des facteurs de production, le niveau général des prix et, d'une manière générale, l'environnement de l'entreprise restent constants pour une période donnée, qu'on appelle la courte période.

En cherchant à isoler l'impact de ces variations d'activité sur l'attribution des charges fixes aux coûts des produits finals en particulier, on parvient à améliorer la qualité de l'outil de contrôle et de pilotage. Cette correction n'est naturellement pas sans effet sur le résultat de la période; en effet, pour une augmentation des stocks de produits en cours, semi-ouvrés ou finis, la part des charges fixes stockée sera moins élevée dans ce cas que dans le précédent et inversement pour une diminution de stocks; dans l'entreprise Ludica, la variation de stock s'élève ainsi à 67,760 dans le cas qui vient d'être analysé contre 78,470 dans le second cas, d'où un résultat analytique de 236,428 contre un résultat de 247,138. L'inverse sera valable en cas de sur-activité.

La mise en évidence, notamment du coût de la sous-activité, devrait inciter le dirigeant à analyser la durée possible de cette situation et à étudier les solutions correctives à apporter. Pour le reste, l'outil doit toujours permettre de contrôler la rentabilité des produits, de contrôler les coûts des différentes fonctions de l'entreprise et de dresser un canevas de la structure des prix de vente; il doit aussi fournir les informations nécessaires pour prendre des décisions correctives en vue d'atteindre les objectifs fixés; le dirigeant d'entreprise dispose aussi des données pour la valorisation des stocks de produits en cours, semi-ouvrés ou finis en comptabilité financière.

Données complémentaires

Encadré 11.10

Capacité normale de production de Ludica S.A.	
<i>Heures normales de main-d'œuvre d'entretien</i>	
Usinage	289
Assemblage	156
Administration & vente	65
Total	510
<i>Capacité normale pour l'approvisionnement: nombre normal d'arrivages</i>	
Modèle R	19
Modèle S	31
	50
<i>Heures normales de main-d'œuvre directe de fabrication</i>	
Usinage	11 050
Assemblage	22 100
	33 150
<i>Capacité normale pour la distribution: nombre normal de livraisons</i>	
Modèle R	33
Modèle S	37
	70

Capacité normale pour les visites aux clients: chiffre d'affaires normal

Modèle R	38 x 40 435 =	1 536 530
Modèle S	29 x 66 387 =	1 925 223
		<u>3 461 753</u>

Encadré 11.11

Données complémentaires concernant les taux historiques d'imputation des charges indirectes de fabrication (voir aussi encadré 11.6)

Entretien

Charges variables	20,39 /h. ent.
Charges fixes	30,24 /h. ent.
	<u>50,63 /h. ent.</u>

Approvisionner¹

Charges variables	400 /arrivage
Charges fixes	1000 /arrivage
	<u>1400 /arrivage</u>

Ordonnancer

Charges variables	0,00 /h. m.-o.d.
Charges fixes	1,57 /h. m.-o.d.
	<u>1,57 /h. m.-o.d.</u>

Usiner

Charges variables	6,00 /h. m.-o.d.
Charges fixes	6,65 /h. m.-o.d.
	<u>12,65 /h. m.-o.d.</u>

Assembler

Charges variables	8,50 /h. m.-o.d.
Charges fixes	4,30 /h. m.-o.d.
	<u>12,80 /h. m.-o.d.</u>

Vendre et administrer

Vendre

a. Distribution

Charges variables	500 /livraison
Charges fixes	1000 /livraison
	<u>1500 /livraison</u>

b. Visites aux clients

Charges variables	0,000 /franc de chiffre d'affaires
Charges fixes	0,031 /franc de chiffre d'affaires
	<u>0,031 /franc de chiffre d'affaires</u>

Administrer: non imputée

¹ imputée en partie seulement.

Encadré 11.12

Taux d'imputation des charges indirectes basés sur la capacité normale (encadré 11.10)

Entretien

$$\frac{30,24}{510} \times 452 \div 20,39 = 47,19 \text{ /heure d'entretien}$$

Hidden page

Tableau 11.48 Décompte d'exploitation en coût complet *a posteriori* et capacité normale.

	Compte- bilan financier A	Ajustements		Charges/ Produits à imputer	Différents départements et activités						Crédits							
		Bilan	Résultat		Entretien	Appro- vision- nement	Ordonna- vement	Usage	Assemblage	Vente+ Adm.	Fabrication		Produits finis		Produits vendus			
											R	S	R	S		R	S	
Actifs matières premières	1 117 890	183		1 118 063				723 025	395 038							1		
M.-mat. de fabrication	436 384			436 384				160 680	265 304							2		
Salaires indirects de fabr.	136 782			136 782	10 098	25 083	30 000	27 540	44 064							3		
Amort. de fabrication		60 800	(5 000)	55 800		26 000	10 000	10 800	9 000							4		
Fournitures diverses	127 281			127 281				25 665	101 616							5		
Energie	40 572			40 572				20 910	19 662							6		
Autres charges ind. de fabr.	92 000	7 800	11 480	110 930	13 968	18 230		27 866	30 002							7		
Charges de vente et adm.	440 190	29 500	1 812	472 300						472 500						8		
	2 381 048	97 992	9 292	2 488 332	24 066	69 200	40 000	935 880	886 306	472 500						9		
Affectation																10		
des matières premières								(723 025)	(395 038)		453 020	660 640				11		
de la m.-mat. de fabrication								(160 680)	(265 304)		135 240	271 144				12		
Imputation des activités																13		
Entretien				(18 876)				10 712	5 757	2 407						14		
Approvisionnement						451 200					17 920	33 280				15		
Ordonnancement							(31 726)	10 327	21 199							16		
Usiner					5 190	18 100	8 274	134 014	252 200							17		
Assembler								(117 972)			42 714	78 238				18		
Vente & Administration									(233 892)	(139 111)	85 440	148 452				19		
Coût de fabrication											754 230	1 193 400				20		
Coût de fabrication des produits finis													754 230	1 193 400		21		
Coût de fabrication des produits vendus													(753 130)	(1 126 740)	753 130	22		
																23		
																24		
Charges d'affaires	2 381 048	97 992	9 292	2 488 332	5 190	18 100	8 274	16 042	18 306	333 796	107	(2 200)	1 000	60 660	811 424	1 207 537	25	
Ajustements produits finis	(2 487 000)			(2 487 000)											(1 178 000)	(1 479 000)	26	
Ajustements bilan	97 992	(97 992)													(1 000)	(66 660)	27	
Ajustements annuels											(107)	226			107	(226)	28	
RÉSULTATS	(245 730)		9 292	(236 438)	5 190	18 100	8 274	16 042	18 306	333 796	0	10	0	0	0	(366 469)	(271 669)	29
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p		

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

4. *L'effet de la variation du volume d'unités d'activité sur l'imputation des charges indirectes variables*

Cet écart exprime la différence d'imputation aux autres activités, c'est-à-dire la différence entre le montant historique des charges indirectes variables et le nombre d'unités d'activité (de l'activité de soutien 1) facturées effectivement (aux activités i) en N multiplié par le taux historique d'imputation des charges indirectes variables.

$$V_1^{N+1} - V_1^{N+1} \times \sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^N = V_1^{N+1} - \frac{V_1^{N+1}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^{N+1}} \times \sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^N = V_1^{N+1} \times \left(1 - \frac{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^N}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^{N+1}}\right) =$$

$$V_1^{N+1} \times \left(\frac{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^{N+1} - \sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^N}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^{N+1}}\right) = \frac{\sum_{i=1}^{n+m} c_{i,1}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^{N+1}} \times V_1^{N+1}$$

Exemple pour l'activité «Entretien»

Appliquée à l'activité de soutien «Entretien» du cas Ludica, cette formule permet de trouver les résultats suivants:

1. *La variation de consommation des charges indirectes fixes.*

$$F_1^N - F_1^{N+1} = 13\,668 - (30,24 \times 452) = 13\,668 - 13\,668,48 = -0,48$$

(voir encadrés 11.11 et 11.15)

L'écart de dépense est dans ce cas égal à 0. Les -0,48 sont liés aux arrondis.

2. *L'effet de la variation du volume d'unités d'activité sur l'imputation des charges indirectes fixes.*

$$-\frac{\sum_{i=1}^{n+m} c_{i,1}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,1}^{N+1}} \times F_1^{N+1} = -\frac{52}{452} \times (30,24 \times 452) = -\frac{52}{452} \times 13\,668,48 = 1572,48$$

3. *La variation de consommation des charges indirectes variables.*

$$V_1^N - V_1^{N+1} = 10\,398 - (20,39 \times 452) = 10\,398 - 9216,28 = 1181,72$$

(voir encadrés 11.11 et 11.15)

Hidden page

Hidden page

2. *Le coût de la sous-activité.*

$$F_j^N - F_j^{N-1} \times \frac{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,j}^N}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,j}^{N-1}} = (30,24 \times 452) - (30,24 \times 452) \times \frac{400}{510} =$$

$$13\,668,48 - 10\,720,38 = 2948,10$$

3. *Variation de consommation des charges indirectes variables.*

$$V_j^N - V_j^{N-1} = 10\,398 - (20,39 \times 452) = 10\,398 - 9216,28 = 1181,72$$

4. *Effet de la variation du volume d'unités d'activité sur l'imputation des charges indirectes variables.*

$$-\frac{\sum_{i=1}^{n+m} c_{i,j}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,j}^{N-1}} \times V_j^{N-1} = \frac{-52}{452} \times (20,39 \times 452) = \frac{-52}{452} \times 9216,28 = 1060,28$$

La formule complète permet donc de trouver le résultat suivant:

$$D_{\text{imp}} = F_j^N + (-F_j^{N-1} + F_j^{N-1}) - F_j^{N-1} \times \frac{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,j}^N}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,j}^{N-1}} + V_j^N - V_j^{N-1} - \frac{\sum_{i=1}^{n+m} c_{i,j}}{\sum_{i=1}^{n+m} a_{i,j}^{N-1}} \times V_j^{N-1}$$

$$D_{\text{imp}} = -0,48 + 2948,10 + 1181,72 + 1060,28 = 5189,62 \text{ (c29, tab. 11.15)}$$

La différence d'imputation trouvée pour l'activité de soutien «Entretien» correspond bien à celle du décompte d'exploitation en coût complet *a posteriori*, capacité normale.

Cette approche permet d'affiner l'analyse développée dans le paragraphe 11.6.4.3 en mettant en évidence le coût de la sous-activité.

Précisons que cette approche peut être développée pour prendre en compte la présence d'activités réciproques. Une approche semblable pourrait aussi être utilisée pour l'analyse des différences d'imputation des activités principales.

Toutes ces analyses admettent la linéarité des charges. Une analyse des raisons des sous- ou surconsommations doit donc aussi remettre en question le bien-fondé de cette hypothèse.

11.6.6 Le coût variable *a posteriori*

11.6.6.1 Présentation du problème

Si le coût complet, basé sur une capacité effective ou sur une capacité normale, est un outil de contrôle de rentabilité ou d'aide à la fixation des prix, il est cependant insuffisant, voire trompeur, pour certaines prises de décision à court terme; on raisonne ici dans l'hypothèse d'une entreprise qui tend vers une maximisation du résultat sans changer son appareil de production.

Dans une approche micro-économique, l'entreprise doit en principe cesser de vendre lorsque la recette marginale est égale au coût marginal d'un bien. Or ce dernier peut être inférieur, égal ou supérieur au coût total moyen.

En cas de sur-activité, le coût marginal, qu'on nomme plus volontiers coût différentiel en gestion d'entreprise, est généralement supérieur au coût total moyen ou complet par unité; l'entreprise a en effet tendance à recourir aux heures supplémentaires, à des achats de dernière minute, etc., pour faire face à la demande. Dans cette situation, les coûts variables pourront augmenter plus rapidement qu'en activité normale. L'entreprise devra donc pouvoir comparer les coûts supplémentaires engendrés par chaque unité de production supplémentaire, ou coût différentiel, au prix reçu en contrepartie, recette marginale ou produit différentiel.

En cas de sous-activité, où le coût différentiel est inférieur au coût complet par unité, l'entreprise pourra avoir intérêt, en courte période toujours et dans l'optique d'améliorer son résultat, d'accepter un prix de vente, produit différentiel, inférieur au coût complet; le seuil de sortie se situe dès lors au point où le coût variable est égal au produit différentiel. Il est à noter que cette décision, qui peut être lourde de conséquences à plus long terme, doit être prise sur une base multicritères où l'élément coût-produit ne représente qu'un critère d'analyse parmi d'autres. Il faut préciser que le coût et le produit différentiels peuvent avoir une portée plus large que le coût et la recette marginaux.

Ces précautions du discours prises, on comprend qu'il est utile pour les dirigeants d'une entreprise de disposer d'un instrument mettant en évidence les coûts variables; il facilitera la prise de décisions telles que la recherche du profit maximum en cas de contraintes liées aux facteurs de production, l'abandon d'un produit, l'acceptation d'une nouvelle commande ou la décision de choisir entre fabriquer soi-même ou acheter à l'extérieur.

Une comptabilité de gestion tenue en coûts variables, c'est-à-dire qui ne prend en compte que des charges variables directes et indirectes, aboutira à un résultat différent de celui obtenu par une approche en coût complet dès que des marchandises sont stockées. En effet, des stocks évalués en coût variable ne comprennent par définition aucune charge fixe. Les charges fixes d'un exercice donné grèvent donc immédiatement le résultat.

Données complémentaires

Encadré 11.14

Imputation des charges indirectes de fabrication et d'administration et vente	
Les charges indirectes variables de fabrication sont imputées en utilisant les taux historiques.	
Taux d'imputation des charges indirectes variables de fabrication	
Entretien	
Charges variables	20,39/h. entretien
Approvisionnement	
Charges variables	400/arrivage
Usinage	
Taux historique d'imputation des charges indirectes d'usinage (par heure de m.-o. directe d'usinage)	
Charges d'usinage	6,00
Charges d'entretien ¹	0,53
Charges d'ordonnancement	—
Taux d'imputation	<u>6,53</u>
Assemblage	
Taux historique d'imputation des charges indirectes d'assemblage (par heure de m.-o. directe d'assemblage)	
Charges d'assemblage	8,50
Charges d'entretien ²	0,14
Charges d'ordonnancement	—
Taux d'imputation	<u>8,64</u>
<p>Le problème de l'imputation (base, taux) des coûts fixes de fabrication ne se pose pas car tous ces coûts sont attribués directement à la période. Les charges fixes de fabrication à imputer sont en effet virées directement au compte d'exploitation général sans influencer les comptes : fabrication, stock produits en cours, stock produits finis et compte d'exploitation spécifique.</p> <p>A l'exception d'une partie des charges de la distribution, les charges indirectes de vente et administration sont toutes fixes, elles sont donc également attribuées directement à la période.</p>	
Distribution	
Charges indirectes variables:	500 /livraison
¹ L'activité Usinage a utilisé 289 heures entretien pour une activité de 11 050 heures main-d'œuvre directe soit 0,026154 heure entretien pour 1 heure main-d'œuvre directe. La valeur de 0,026154 heure entretien vaut: 0,026154 x 20,39 = 0,533280/heure de main-d'œuvre directe	
² L'activité Assemblage a utilisé 156 heures entretien pour une activité de 22 100 heures main-d'œuvre directe soit 0,007059 heure entretien pour 1 heure main-d'œuvre directe. La valeur de 0,007059 heure entretien vaut: 0,007059 x 20,39 = 0,143931/heure de main-d'œuvre directe.	

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Tableau 11.50 Décompte d'exploitation en coût direct *à posteriori*.

	Compte- bilis financier	Ajustements		Charges/ Produits à imputer	Différents de participations et activités						Coûts de période	Coûts						
		Bilan	Résultat		Lancement	Appro- vision- nement	Ordon- nance- ment	Usinage	Assem- blage	Vente - Adm.		Fabrication		Produits finis		Produits vendus		
												R	S	R	S		R	S
Actes matières premières	1 117 800	125		1 118 025				723 025	395 028								1	
Mat.-d'œuvre directe de fabrication	426 384			426 384				160 000	266 384								2	
Salaires indirects de fabrication	136 782			136 782	80 000	25 000	30 000	27 340	44 094								3	
Amortissements de fabrication	60 800	60 800	(5 000)	55 800		26 000	10 000	19 800	9 000								4	
Fournitures diverses	127 261			127 261				25 665	101 646								5	
Energie	40 572			40 572				29 000	19 662								6	
Autres charges indirectes de fabrication	92 000	7 500	11 450	110 950	13 968	18 220		27 880	50 942								7	
Charges de vente & adm.	440 149	29 509	2 842	472 500						472 500							8	
	2 361 048	97 992	9 292	2 468 332	24 066	69 300	40 000	955 880	886 366	472 500							9	
Attribution																	10	
des matières premières								(122 025)	(395 028)		450 023	665 049					11	
de la m.-o. de fabrication								(600 000)	(266 384)		153 240	271 144					12	
Imputation des activités																	13	
Emballer					(8 150)			4 628	2 483	1 042							14	
Approvisionner						(10 000)					3 600	10 400					15	
Endormir																	16	
Usiner								(56 811)			20 570	36 241					17	
Assembler									(131 373)		53 296	36 077					18	
Vendre & Administrer										(30 000)					12 000	18 000	19	
Imputation des charges directes fixes								(1 923)			1 222	771					20	
Attrib. ch. indirectes fixes					(13 606)	(41 000)	(40 000)	(57 640)	(67 564)	(142 300)		262 452					21	
Attribution des charges non imputables						(10 000)				[200 000]		300 000					22	
Coût de fabrication											690 951	1 079 673					23	
Coût de fabrication des produits finis											(690 950)	(1 079 450)			690 950	1 079 450	24	
Coût de fabrication des produits vendus											(690 950)	(1 079 450)			690 950	1 079 450	25	
	2 361 048	97 992	9 292	2 468 332	2 242	2 220	0	959	8 795	1 042	(240)	212	300	39 250	303 400	1 020 210	26	
Chiffre d'affaires	(2 657 000)			(2 657 000)												(1 178 000)	(1 479 000)	27
À stock produits finis	(50 550)			(59 550)											(500)	(59 250)		28
Ajustements bilan	57 992	(57 992)									38	(213)						29
Ajustements annuels																(59)	(213)	30
RESULTATS	(237 510)		9 292	(228 218)	2 242	2 220	0	959	8 795	1 042	0	0	0	0	0	(673 349)	(640 577)	31
	n	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q	

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

4.	<i> Paiement de la main-d'œuvre directe de fabrication</i>		
	Main-d'œuvre directe de fabrication		
	(selon compt. financière)	426 384	
	à Disponibilités		426 384
5.	<i> Paiement des salaires indirects</i>		
	Salaires indirects de fab. (selon compt. financière)	136 782	
	à Disponibilités		136 782
6.	<i> Paiement de fournitures diverses</i>		
	Fournitures diverses (selon compt. financière)	127 281	
	à Disponibilités		127 281
7.	<i> Paiement de l'énergie</i>		
	Energie (selon compt. financière)	40 572	
	à Disponibilités		40 572
8.	<i> Paiement d'autres charges indirectes de fabrication</i>		
	Autres charges indirectes de fabrication	88 500	
	(selon compt. financière)		
	à Disponibilités		88 500
9.	<i> Enregistrement des intérêts du compte courant</i>		
	Charges financières (selon compt. financière)	3 500	
	à Dettes à court terme		3 500
10.	<i> Paiement de charges de vente et d'administration</i>		
	Charges de vente & administration	440 149	
	(selon compt. financière)		
	à Disponibilités		440 149
11.	<i> Amortissement de fabrication constaté</i>		
	Amortissement de fabrication (selon compt. financière)	60 800	
	à Amort. cumulé s/équipements		25 210
	à Amort. cumulé s/bâtiments		35 590
12.	<i> Amortissement de la vente et de l'administration</i>		
	Amortissement de vente & administration	29 509	
	(selon compt. financière)		
	à Amort. cumulé s/équipements		14 832
	à Amort. cumulé s/bâtiments		14 677
13.	<i> Charges financières constatées</i>		
	Charges financières (selon compt. financière)	7 500	
	à Dettes à court terme (passifs de régularisation)		7 500
14.	<i> Consommation de matières premières par département et activités</i>		
	Usiner	723 025	
	Assembler	395 038	
	à Achats acier à imputer		481 000
	Achats contreplaqué à imputer		242 025
	Achats vinyle à imputer		131 290
	Achats vis à imputer		263 748
15.	<i> Consommation de main-d'œuvre directe de fabrication</i>		
	Usiner	160 080	
	Assembler	266 304	
	à Main-d'œuvre directe de fabrication à imputer		426 384

Hidden page

22.	<i>Coût de fabrication des produits vendus, CFPV</i>		
	CFPV R	768 100	
	CFPV S	1 149 510	
	à Produits finis R		768 100
	Produits finis S		1 149 510
23.	<i>Virement CFPV à Exploitation</i>		
	Exploitation R	768 100	
	Exploitation S	1 149 510	
	à CFPV R		768 100
	CFPV S		1 149 510
24.	<i>Virement des ventes à Exploitation</i>		
	Ventes R	1 178 000	
	Ventes S	1 479 000	
	à Exploitation R		1 178 000
	Exploitation S		1 479 000
25.	<i>Virement des arrondis</i>		
	Exploitation R	72	
	à Fabrication R		72
	Exploitation S	3	
	à Fabrication S		3
26.	<i>Virement des résultats d'exploitation 1^{er} degré</i>		
	Exploitation R	337 310	
	Exploitation S	229 638	
	à Exploitation principale		566 948
27.	<i>Virement des différences d'imputation et des charges non imputées (2^e degré)</i>		
	Exploitation principale	320 975	
	à Entretenir		3 814
	Approvisionner		13 300
	Usiner		989
	Assembler		157
	Vendre et administrer		302 715
	Ordonnancer	1 165	
	à Exploitation principale		1 165
28.	<i>Virement des comptes de charges par nature selon la comptabilité financière dans les comptes de charges par nature selon la comptabilité de gestion</i>		
	Achats acier à imputer	481 000	
	Achats contreplaqué à imputer	242 025	
	Achats vinyle à imputer	131 290	
	Achats vis à imputer	263 748	
	Main-d'œuvre directe à imputer	426 384	
	à Achats acier selon		
	compta. financière		481 000
	Achats contreplaqué selon		
	compta. financière		242 025

Hidden page

Hidden page

Compte de résultat par fonction pour la période du 1.1 au 31.3.N

Compte de résultat du premier trimestre N

	Chiffre d'affaires net	2 657 000
J.	Coût de fabrication des produits vendus	1 917 685
	Marge commerciale	739 315
J.	Charges d'administration et de vente	172 367
	Résultat d'exploitation du 1 ^{er} degré	566 948
J.	Différence d'imputation et ch. non imputées	319 810
	Résultat d'exploitation du 2 ^e degré	247 138
+	Différence d'incorporation	9 292
	Résultat d'exploitation du 3 ^e degré (= Résultat de l'exercice avant impôt)	256 430

Compte de résultat par nature de charges pour la période du 1.1. au 31.3.N

Compte de résultat du premier trimestre N

	Chiffre d'affaires net	2 657 000
J.	Consommation de matières premières ⁷⁴	1 118 063
J.	Salaires	563 166
J.	Fournitures	127 281
J.	Energie	40 572
J.	Amortissements	90 309
+	Augmentation du stock de produits finis ⁷⁵	78 470
J.	Charges de vente, d'administration et autres charges	528 649
	Résultat d'exploitation	267 430
J.	Charges financières ⁷⁵	11 000
	Résultat net de l'exercice avant impôt	256 430

11.6.8.2 Comptabilité financière et comptabilité de gestion autonome

La solution présente le tableau de clôture intermédiaire à la fin du premier trimestre de la comptabilité financière, puis pour des raisons didactiques déjà évoquées le grand livre et le journal comme pour une clôture annuelle à l'exception du volet évaluation; enfin le tableau de clôture intermédiaire de la comptabilité de gestion.

⁷⁴ Ces rubriques peuvent être remplies grâce aux informations fournies par la comptabilité de gestion.

⁷⁵ Les stocks de produits finis comprennent des intérêts sur capitaux étrangers.

11.6.8.2.1 Comptabilité financière

Clôture intermédiaire au 31 mars N

Comptes	Balance / Soldes		Ajustements		Bilan intermédiaire		Résultat intermédiaire	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Produits
Disponibilités	442 702				442 702			
Chans	518 930				518 930			
Stock matières premières ⁷⁹	385 400			183	385 217			
Stock produits finis ⁷⁹	646 600		78 470		725 070			
Equipements	3 000 000				3 000 000			
Bâtimens	4 300 000				4 300 000			
Terrain	150 000				150 000			
Dettes à court terme		870 575		7 500		878 075		
Dettes à long terme		500 000				500 000		
Am. cumulé s'équipements		2 426 555		40 642		2 466 597		
Am. cumulé s/bâtimens		1 252 809		90 267		1 303 076		
Capital-actions		3 350 000				3 350 000		
Réserve générale		967 761				967 761		
Achat matières premières	1 117 880			183			1 118 063	
Main-d'œuvre directe de fabrication	426 384						426 384	
Salaires indirects	136 782						136 782	
Amortisemens de fabrication			60 800				60 800	
Fournitures diverses	127 281						127 281	
Énergie	40 572						40 572	
Autres charges de fabrication	86 500						86 500	
Charges de vente & administration	440 149						440 149	
Am. de vente & administration			29 509				29 509	
Charges financières	7 500		7 500				11 000	
Variations de stock produits finis				78 470				78 470
Chiffre d'affaires		2 657 000						2 657 000
Résultat						256 430	256 430	
TOTAUX	12 024 700	12 024 700	176 462	176 462	9 721 930	9 721 930	2 735 470	2 735 470

11.6.8.2.2 Comptabilité de gestion autonome

Grand livre

Stock mat. 1 ^{re} réfléchi				Stock de produits finis réfléchi				Achats mat. 1 ^{re} réfléchis			
25)	385 217	1)	385 400	27)	725 070	2)	646 600	30)	1 117 880	4)	1 117 880
26)	183					28)	78 470				
	385 400		385 400		725 070		725 070		1 117 880		1 117 880
Ventes réfléchies				Salaires indirects de fab. réfléchis				Am. de fabrication réfléchis			
3)	2 657 000	29)	2 657 000	31)	136 782	4)	136 782	31)	60 800	4)	60 800
	2 657 000		2 657 000		136 782		136 782		60 800		60 800
Fournitures diverses réfléchies				Énergie réfléchi				Autres charges indirectes réfléchies			
31)	127 281	4)	127 281	31)	40 572	4)	40 572	31)	99 500	4)	99 500
	127 281		127 281		40 572		40 572		99 500		99 500
Charges de vente & adm. réfléchies				Main-d'œuvre dir. de fab. réfléchi				Achats acier			
31)	469 658	4)	469 658	31)	426 384	4)	426 384	Est.	163 200	5)	481 000
	469 658		469 658		426 384		426 384	4)	479 800	6)	162 000
									643 000		643 000

⁷⁹ Ces rubriques peuvent être remplies grâce aux informations fournies par la comptabilité de gestion.

Achats contreplaqué				Achats vinyle				Achats vis			
Ext.	85 750	5)	242 025	Ext.	46 550	5)	131 290	1)	89 900	5)	263 748
4)	244 605	24)	88 330	4)	129 510	24)	44 770	4)	263 965	24)	90 117
	<u>330 355</u>		<u>330 355</u>		<u>176 060</u>		<u>176 060</u>		<u>353 865</u>		<u>353 865</u>
Main-d'œuvre directe de fabrication				Salaires indirects de fab.				Amortissements de fabrication			
4)	426 384	22)	426 384	4)	136 782	22)	136 782	4)	60 800	22)	60 800
	<u>426 384</u>		<u>426 384</u>		<u>136 782</u>		<u>136 782</u>		<u>60 800</u>		<u>60 800</u>
Fournitures diverses				Énergie				Autres charges indirectes			
4)	127 281	22)	127 281	4)	40 572	22)	40 572	4)	99 500	22)	99 500
	<u>127 281</u>		<u>127 281</u>		<u>40 572</u>		<u>40 572</u>		<u>99 500</u>		<u>99 500</u>
Charges de vente & administration				M.-o. dir. de fab. (ch. à imputer)				Salaires indirects (ch. à imputer)			
4)	469 658	22)	469 658	22)	426 384	7)	426 384	22)	136 782	9)	136 782
	<u>469 658</u>		<u>469 658</u>		<u>426 384</u>		<u>426 384</u>		<u>136 782</u>		<u>136 782</u>
Am. de fabrication (ch. à imputer)				Fournitures diverses (ch. à imputer)				Énergie (ch. à imputer)			
22)	60 800	9)	55 800	22)	127 281	9)	127 281	22)	40 572	9)	40 572
		23)	5 000								
	<u>60 800</u>		<u>60 800</u>		<u>127 281</u>		<u>127 281</u>		<u>40 572</u>		<u>40 572</u>
Autres charges indir. (ch. à imputer)				Ch. de vente & adm. (ch. à imputer)				Entretien			
22)	99 500	9)	110 950	22)	469 658	9)	472 500	9)	24 066	10)	20 252
23)	11 450			23)	2 842					21)	3 814
	<u>110 950</u>		<u>110 950</u>		<u>472 500</u>		<u>472 500</u>		<u>24 066</u>		<u>24 066</u>
Approvisionner				Ordonnancer				Usiner			
9)	69 300	11)	56 000	9)	40 000	11)	41 165	5)	723 025	6)	723 025
		21)	13 300	21)	1 165			7)	160 080	8)	160 080
								9)	112 775	12)	136 938
								10)	11 495	21)	989
								11)	13 659		
	<u>69 300</u>		<u>69 300</u>		<u>41 165</u>		<u>41 165</u>		<u>1 021 032</u>		<u>1 021 032</u>
Assembler				Vendre & administrer				Stock acier			
5)	395 038	6)	395 038	9)	472 500	14)	172 367	1)	163 200	Ext.	163 200
7)	266 304	8)	266 304	10)	2 582	21)	302 715	24)	162 000	25)	162 000
9)	225 244	13)	258 770								
10)	6 177	21)	157								
11)	27 506										
	<u>920 269</u>		<u>920 269</u>		<u>475 082</u>		<u>475 082</u>		<u>325 200</u>		<u>325 200</u>
Stock contreplaqué				Stock vinyle				Stock vis			
1)	85 750	Ext.	85 750	1)	46 550	Ext.	46 550	1)	89 900	Ext.	89 900
24)	88 330	25)	88 330	24)	44 770	25)	44 770	24)	90 117	25)	90 117
	<u>174 080</u>		<u>174 080</u>		<u>91 320</u>		<u>91 320</u>		<u>180 017</u>		<u>180 017</u>
Fabrication (modèle R)				Stock de produits finis (modèle R)				Coût de fab. des prod. vendus (mod. R)			
6)	453 023	15)	771 900	2)	245 200	16)	768 100	16)	768 100	17)	768 100
8)	155 240	18)	72	15)	771 900	27)	249 000				
11)	19 600										
12)	49 581										
13)	94 528										
	<u>771 972</u>		<u>771 972</u>		<u>1 017 100</u>		<u>1 017 100</u>		<u>768 100</u>		<u>768 100</u>

Ventes (modèle R)		Exploitation (modèle R)	
19)	1 178 000	3)	1 178 000
		14)	72 518
		17)	768 100
		18)	72
		20)	337 310
	<u>1 178 000</u>		<u>1 178 000</u>
		19)	1 178 000
			<u>1 178 000</u>

Fabrication (modèle S)		Stock de produits finis (modèle S)		Coût de fab. des prod. vendus (mod. S)	
6)	665 040	15)	1 224 180	16)	1 149 510
8)	271 144	18)	3	17)	1 149 510
11)	56 400				
12)	87 357				
13)	64 242				
	<u>1 224 183</u>		<u>1 224 183</u>		<u>1 149 510</u>
			1 625 580		1 625 580
			<u>1 625 580</u>		<u>1 149 510</u>

Ventes (modèle S)		Exploitation (modèle S)	
19)	1 479 000	3)	1 479 000
		14)	99 849
		17)	1 149 510
		18)	3
		20)	229 638
	<u>1 479 000</u>		<u>1 479 000</u>
		19)	1 479 000
			<u>1 479 000</u>

Exploitation principale au 31.3.N

DÉBIT	Exploitation principale	CRÉDIT
Bénéfices d'exploitation de 1 ^{er} degré	566 948	Résultat sur modèle R 20. 337 310
		Résultat sur modèle S 20. 229 638
Différences d'imputation et charges non imputées 21. 320 975		Bénéfice d'exploitation de 1 ^{er} degré 566 948
Bénéfice d'exploitation de 2 ^e degré 247 138		Différences d'imputation 21. 1 165
Différences d'incorporation sur amortissements de fabrication 23. 5 000		Bénéfice d'exploitation de 2 ^e degré 247 138
Bénéfice d'exploitation de 3 ^e degré 32. 256 430		Différences d'incorporation sur autres charges indirectes de fabrication 23. 11 450
		Différences d'incorporation sur charges de vente & d'administration 23. 2 842

Clôture

Variations stocks de produits finis	78 470	
Ventes réfléchies	2 657 000	
à Variations stocks mat. premières		183
Achats mat. premières réfléchis		1 117 880
Charges réfléchies		1 360 977
Bénéfice d'exploitation 3 ^e degré		256 430

REMARQUES

- Les événements comptables ont été enregistrés dans la suite logique des différents types de comptes. Ceci est possible dans un enregistrement *a posteriori*.

- Les comptes achats de matières premières à imputer ne sont pas utilisés ci-dessus par souci de simplification, étant convenu par avance que les matières premières ne présentaient pas de différences d'incorporation.

Journal de la comptabilité de gestion autonome

1. *Enregistrement des stocks de matières premières*

Stock acier	163 200	
Stock contreplaqué	85 750	
Stock vinyle	46 550	
Stock vis	89 900	
à Stock matières premières réfléchi		385 400

Extourne

Achats acier	163 200	
Achats contreplaqué	85 750	
Achats vinyle	46 550	
Achats vis	89 900	
à Stock acier		163 200
Stock contreplaqué		85 750
Stock vinyle		46 550
Stock vis		89 900

2. *Enregistrement des stocks de produits finis*

Stock produits finis R	245 200	
Stock produits finis S	401 400	
à Stock produits finis réfléchi		646 600

3. *Produits de la comptabilité financière*

Ventes réfléchies	2 657 000	
à Ventes R		1 178 000
Ventes S		1 479 000

4. *Charges par nature de la comptabilité financière*

Achats acier	479 800	
Achats contreplaqué	244 605	
Achats vinyle	129 510	
Achats vis	263 965	
à Achats matières premières réfléchis		1 117 880
Main-d'œuvre directe de fabrication	426 384	
Salaires indirects de fab.	136 782	
Amortissements de fabrication	60 800	
Fournitures diverses	127 281	
Energie	40 572	
Autres charges indirectes de fabrication	99 500	
Charges de vente & administration	469 658	
à Main-d'œuvre directe de fabrication réfléchi		426 384
Salaires indirects de fab. réfléchis		136 782
Amortissements de fab. réfléchis		60 800
Fournitures diverses réfléchies		127 281

Hidden page

<i>11. Imputation des coûts d'ordonnancement et d'approvisionnement</i>		
Usiner	13 659	
Assembler	27 506	
à Ordonnancer		41 165
Fabrication R	19 600	
Fabrication S	36 400	
à Approvisionner		56 000
<i>12. Imputation des coûts d'usinage</i>		
Fabrication R	49 581	
Fabrication S	87 357	
à Usiner		136 938
<i>13. Imputation des coûts d'assemblage</i>		
Fabrication R	94 528	
Fabrication S	164 242	
à Assembler		258 770
<i>14. Imputation des coûts des activités d'administration et de vente</i>		
Exploitation R	72 518	
Exploitation S	99 849	
à Vendre et administrer		172 367
<i>15. Produits finis sortis de la fabrication</i>		
Stock produits finis R	771 900	
Stock produits finis S	1 224 180	
à Fabrication R		771 900
Fabrication S		1 224 180
<i>16. Coût de fabrication des produits vendus (CFPV)</i>		
CFPV R	768 100	
CFPV S	1 149 510	
à Stock produits finis R		768 100
Stock produits finis S		1 149 510
<i>17. Virement du CFPV à Exploitation</i>		
Exploitation R	768 100	
Exploitation S	1 149 510	
à CFPV R		768 100
CFPV S		1 149 510
<i>18. Virement des arrondis</i>		
Exploitation R	72	
à Fabrication R		72
Exploitation S	3	
à Fabrication S		3
<i>19. Virement des ventes à Exploitation</i>		
Ventes R	1 178 000	
Ventes S	1 479 000	
à Exploitation R		1 178 000
Exploitation S		1 479 000

20.	<i>Virement des résultats d'exploitation (1^{er} degré)</i>		
	Exploitation R	337 310	
	Exploitation S	229 638	
	à Exploitation principale		566 948
21.	<i>Virement des différences d'imputation et des charges non imputées à exploitation (2^e degré)</i>		
	Exploitation principale	320 975	
	à Entretenir		3 814
	Approvisionner		13 300
	Usiner		989
	Assembler		157
	Vendre et administrer		302 715
	Ordonnancer	1 165	
	à Exploitation principale		1 165
22.	<i>Virement des comptes de charges par nature selon la comptabilité financière dans les comptes de charges par nature selon la comptabilité de gestion</i>		
	<i>Charges à imputer:</i>		
	Main-d'œuvre directe de fabrication	426 384	
	Salaires indirects de fab.	136 782	
	Amortissements de fabrication	60 800	
	Fournitures diverses	127 281	
	Energie	40 572	
	Autres charges indirectes de fabrication	99 500	
	Charges de vente & administration	469 658	
	<i>Charges selon compt. financière:</i>		
	à Main-d'œuvre directe de fabrication		426 384
	Salaires indirects		136 782
	Amortissements de fabrication		60 800
	Fournitures diverses		127 281
	Energie		40 572
	Autres charges indirectes de fab.		99 500
	Charges de vente & administration		469 658
23.	<i>Virement des différences d'incorporation à Exploitation (3^e degré)</i>		
	Exploitation principale	5 000	
	à Amortissements de fab. (charges à imputer)		5 000
	Autres charges indirectes de fabrication (à imputer)	11 450	
	à Exploitation principale		11 450
	Charges de vente & administration (à imputer)	2 842	
	à Exploitation principale		2 842
24.	<i>Virement des stocks finals de matières premières</i>		
	Stock acier	162 000	
	Stock contreplaqué	88 330	
	Stock vinyle	44 770	
	Stock vis	90 117	

	à Achats acier		162 000
	Achats contreplaqué		88 330
	Achats vinyle		44 770
	Achats vis		90 117
25.	<i>Virement à stock matières premières réfléchi</i>		
	Stock matières premières réfléchi	385 217	
	à Stock acier		162 000
	Stock contreplaqué		88 330
	Stock vinyle		44 770
	Stock vis		90 117
26.	<i>Virement variations stock matières premières réfléchi</i>		
	Stock matières premières réfléchi	183	
	à Clôture		183
27.	<i>Virement à stock produits finis réfléchis</i>		
	Stock produits finis réfléchi	725 070	
	à Stock produits finis R		249 000
	Stock produits finis S		476 070
28.	<i>Virement variations stock produits finis réfléchi</i>		
	Clôture	78 470	
	à Stock produits finis réfléchi		78 470
29.	<i>Virement ventes réfléchies</i>		
	Clôture	2 657 000	
	à Ventes réfléchies		2 657 000
30.	<i>Virement achats matières premières réfléchis</i>		
	Achats matières premières réfléchis	1 117 880	
	à Clôture		1 117 880
31.	<i>Virement autres charges réfléchies</i>		
	Main-d'œuvre directe de fabrication réfléchie	426 384	
	Salaires indirects de fab. réfléchis	136 782	
	Amortissements de fabrication réfléchis	60 800	
	Fournitures diverses réfléchies	127 281	
	Energie réfléchie	40 572	
	Autres charges ind. de fabrication réfléchies	99 500	
	Charges de vente & adm. réfléchies	469 658	
	à Clôture		1 360 977
32.	<i>Boucllement de la comptabilité de gestion autonome</i>		
	<i>par virement du résultat d'exploitation 3^e degré</i>		
	Exploitation principale	256 430	
	à Clôture		256 430

Clôture intermédiaire au 31 mars N

Comptes	Balances/Solde		Ajustements		Bilan intermédiaire		Résultat intermédiaire	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Actif	Passif	Charges	Produits
Stock mat. premières réfléché		385 400				385 400		
Stock produits finis réfléché		646 600				646 600		
Achats mat. premières réfléchés		1 117 880				1 117 880		
Ventes réfléchies	2 657 000				2 657 000			
Salaires indirects de fab. réfléchés		136 782				136 782		
Amortissements de fab. réfléchés		60 800				60 800		
Fournitures réfléchies		127 281				127 281		
Energie réfléchie		40 572				40 572		
Autres ch. ind. de fab. réfléchies		99 500				99 500		
Charges de vente & adm. réfléchies		469 658				469 658		
Main-d'œuvre directe réfléchie		426 384				426 384		
Stock acier			1. 162 000		162 000			
Stock contreplaqué			1. 88 330		88 330			
Stock vinyle			1. 44 770		44 770			
Stock vis			1. 90 117		90 117			
Stock produits finis R	249 000				249 000			
Stock produits finis S	476 070				476 070			
Achats-acier	162 000			1. 162 000				
Achats-contreplaqué	88 330			1. 88 330				
Achats-vinyle	44 770			1. 44 770				
Achats-vis	90 117			1. 90 117				
Entretien	3 814			6. 3 814				
Approvisionner	13 300			6. 13 300				
Ordonnancer		1 165	6. 1 165					
Usiner	989			6. 989				
Assembler	157			6. 157				
Vendre & Administrer	475 082			5-6. 475 082				
Am. de fabrication à imputer	5 000			7. 5 000				
Autres ch. ind. de fab. à imputer		11 450	7. 11 450					
Ch. de vente & adm. à imputer		2 842	7. 2 842					
Fabrication R	72			4. 72				
Fabrication S	3			4. 3				
C.F.P.V. R	768 100			2. 768 100				
C.F.P.V. S	1 149 510			2. 1 149 510				
Ventes R		1 178 000	3. 1 178 000					
Ventes S		1 479 000	3. 1 479 000					
Exploitation R			2. 768 100	3. 1 178 000				337 510
			5. 72 518					
			4. 72					
Exploitation S			2. 1 149 510	3. 1 479 000				229 638
			5. 99 849					
			4. 3					
Différences d'imputation			6. 320 975	6. 1 165			319 810	
Différences d'incorporation			7. 5 000	7. 14 292				9 292
Résultat intermédiaire 3 ^e degré						256 430	256 430	
TOTAUX	6 183 514	6 183 514	5 473 701	5 473 701	3 767 287	3 767 287	576 240	576 240

Hidden page

11.6.9.2 Le budget statique ou les données prévisionnelles statiques

Le budget statique correspond à un compte de résultat prévisionnel. Pour l'établir, il est nécessaire d'estimer les montants à inscrire aux rubriques d'un tel compte de résultat.

La démarche proposée dans cette section pour l'établissement du compte de résultat prévisionnel des 3 premiers mois de l'année N de l'entreprise Ludica S.A. comprend la préparation des documents suivants:

- le budget des ventes;
- le budget de production et des stocks de produits finis;
- le budget de la consommation des matières premières;
- le budget des achats de matières premières;
- le budget de la consommation de main-d'œuvre d'usinage et d'assemblage;
- le budget des charges indirectes de fabrication;
- le budget des charges indirectes de vente et d'administration;
- le décompte d'exploitation prévisionnel;
- le budget statique prévisionnel.

REMARQUE

Les montants écrits en gras dans les différents tableaux se retrouvent dans le décompte d'exploitation (tab. 11.51) et les comptes prévisionnels (§ 11.6.9.2.9).

11.6.9.2.1 Budget des ventes

Le budget des ventes pour le premier trimestre N se base sur les informations fournies par le directeur des ventes. Il est composé du volume des ventes budgétisé par modèle, par région et par mois et du prix de vente unitaire standard.

Suisse romande

	Modèle R			Modèle S			Total R+S
	Quantité	PV/u	Ch. d'affaires	Quantité	PV/u	Ch. d'affaires	Ch. d'affaires
Janvier	6 000	35	210 000	10 000	30	300 000	510 000
Février	6 000	35	210 000	10 000	30	300 000	510 000
Mars	5 000	35	175 000	11 000	30	330 000	505 000
Trimestre	17 000		595 000	31 000		930 000	1 525 000
Avril	6 000			10 000			

Suisse allemande

	Modèle R			Modèle S			Total R+S
	Quantité	PV/u	Ch. d'affaires	Quantité	PV/u	Ch. d'affaires	Ch. d'affaires
Janvier	4 000	35	140 000	8 000	30	240 000	380 000
Février	5 000	35	175 000	8 000	30	240 000	415 000
Mars	5 000	35	175 000	8 000	30	240 000	415 000
Trimestre	14 000		490 000	24 000		720 000	1 210 000
Avril	4 000			8 000			

Hidden page

Acier

	Modèle R			Modèle S			Total R+S	Coût unitaire x quantité		Coût de la matière consommée
	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Quantité de matière nécessaire à la production	Matière sortie du stock au 1.1.N (FIFO)	Consommation de la matière à acheter durant la période	
	Pièces	Mètres	Mètres	Pièces	Mètres	Mètres	Mètres	Coût unitaire x quantité	Coût unitaire x quantité	
Janvier	11 000	2	22 000	18 000	2,7	48 600	81 600	$2 \times 81 600 = 163 200$		163 200
Février	10 000	3	30 000	19 000	2,7	51 300	81 300		$2 \times 81 300 = 162 600$	162 600
Mars	10 000	3	30 000	18 000	2,7	48 600	78 600		$2 \times 78 600 = 157 200$	157 200
Total	31 000		92 000	55 000		148 500	241 500			483 000
Avril	10 000	3	30 000	18 000	2,7	48 600	78 600			

Contreplaqué

	Modèle R			Modèle S			Total R+S	Coût unitaire x quantité		Coût de la matière consommée
	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Quantité de matière nécessaire à la production	Matière sortie du stock au 1.1.N (FIFO)	Consommation de la matière à acheter durant la période	
	Pièces	M ²	M ²	Pièces	M ²	M ²	M ²	Coût unitaire x quantité	Coût unitaire x quantité	
Janvier	11 000	1	11 000	18 000	0,7	12 600	23 600	$3,5 \times 23 600 = 82 600$		82 600
Février	10 000	1	10 000	19 000	0,7	13 300	23 300	$3,5 \times 900 = 3 150$	$3,6 \times 22 400 = 80 640$	83 790
Mars	10 000	1	10 000	18 000	0,7	12 600	22 600		$3,6 \times 22 600 = 81 360$	81 360
Total	31 000		31 000	55 000		38 500	69 500			247 750
Avril	10 000	1	10 000	18 000	0,7	12 600	22 600			

Vinyle

	Modèle R			Modèle S			Total R+S	Coût unitaire x quantité		Coût de la matière consommée
	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Quantité de matière nécessaire à la production	Matière sortie du stock au 1.1.N (FIFO)	Consommation de la matière à acheter durant la période	
	Pièces	M ²	M ²	Pièces	M ²	M ²	M ²	Coût unitaire x quantité	Coût unitaire x quantité	
Janvier	11 000	1	11 000	18 000	0,7	12 600	23 600	$1,9 \times 23 600 = 44 840$		44 840
Février	10 000	1	10 000	19 000	0,7	13 300	23 300	$1,9 \times 900 = 1 710$	$1,8 \times 22 400 = 40 320$	42 030
Mars	10 000	1	10 000	18 000	0,7	12 600	22 600		$1,8 \times 22 600 = 40 680$	40 680
Total	31 000		31 000	55 000		38 500	69 500			127 550
Avril	10 000	1	10 000	18 000	0,7	12 600	22 600			

Vis

	Modèle R			Modèle S			Total R+S	Coût unitaire x quantité		Coût de la matière consommée
	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Volume de production budgétisé	Quantité de matière par unité produite	Quantité de matière nécessaire à la production	Quantité de matière nécessaire à la production	Matière sortie du stock au 1.1.N (FIFO)	Consommation de la matière à acheter durant la période	
	Pièces	Paquets de 20	Paquets de 20	Pièces	Paquets de 20	Paquets	Paquets de 20	Coût unitaire x quantité	Coût unitaire x quantité	
Janvier	11 000	1	11 000	18 000	1	18 000	29 000	$3,1 \times 29 000 = 89 900$		89 900
Février	10 000	1	10 000	19 000	1	19 000	29 000		$3 \times 29 000 = 87 000$	87 000
Mars	10 000	1	10 000	18 000	1	18 000	28 000		$3 \times 28 000 = 84 000$	84 000
Total	31 000		31 000	55 000		55 000	86 000			260 900
Avril	10 000	1	10 000	18 000	1	18 000	28 000			

Consommation totale de matières pour le premier trimestre N	1 319 200
---	-----------

11.6.9.2.4 Budget des achats de matières premières

En plus de la consommation prévue, ce budget doit tenir compte de la politique de l'entreprise en termes de stocks de matières premières.

A la fin de chaque mois, l'entreprise désire maintenir un stock de base égal aux besoins en matières pour la production budgétisée du mois suivant. Le stock initial de janvier se base sur l'exercice précédent

Acier

	Janvier	Février	Mars	Total	
Quantité de matières requise pour la prod. en mètres	81 600	81 300	78 600	241 500	
+ Stock final de matières estimé en mètres	81 300	78 600	78 600	238 500	
= Quantité totale de matière requise en mètres	162 900	159 900	157 200	480 000	
/. Stock initial de matière estimé en mètres	81 600	81 300	78 600	241 500	
= Quantité de matière à acheter en mètres	81 300	78 600	78 600	238 500	
×	Coût unitaire en francs	2,00	2,00	2,00	2,00
= Coût total des achats de matière en francs	162 600	157 200	157 200	477 000	

Contreplaqué

	Janvier	Février	Mars	Total	
Quantité de matières requise pour la production en m ²	23 600	23 300	22 600	69 500	
+ Stock final de matières estimé en m ²	23 300	22 600	22 600	68 500	
= Quantité totale de matière requise en m ²	46 900	45 900	45 200	138 000	
/. Stock initial de matière estimé en m ²	24 500	23 300	22 600	70 400	
= Quantité de matière à acheter en m ²	22 400	22 600	22 600	67 600	
×	Coût unitaire en francs	3,60	3,60	3,60	3,60
= Coût total des achats de matière en francs	80 640	81 360	81 360	243 360	

Vinyle

	Janvier	Février	Mars	Total
Quantité de matières requise pour la production en m ²	23 600	23 300	22 600	69 500
+ Stock final de matières estimé en m ²	23 300	22 600	22 600	68 500
= Quantité totale de matière requise en m ²	46 900	45 900	45 200	138 000
/. Stock initial de matière estimé en m ²	24 500	23 300	22 600	70 400
= Quantité de matière à acheter en m ²	22 400	22 600	22 600	67 600
×	Coût unitaire en francs	1,80	1,80	1,80
= Coût total des achats de matière en francs	40 320	40 680	40 680	121 680

Vis (paquet de 20 vis)

	Janvier	Février	Mars	Total
Quantité de matières requise pour la prod. en paquets	29 000	29 000	28 000	86 000
+ Stock final de matières estimé en paquets	29 000	28 000	28 000	85 000
= Quantité totale de matière requise en paquets	58 000	57 000	56 000	171 000
/. Stock initial de matière estimé en paquets	29 000	29 000	28 000	86 000
= Quantité de matière à acheter en paquets	29 000	28 000	28 000	85 000
×	Coût unitaire en francs	3,00	3,00	3,00
= Coût total des achats de matière en francs	87 000	84 000	84 000	255 000

Achats totaux de matières premières en francs

	Acier	Contreplaqué	Vinyle	Vis	Total
Janvier	162 600	80 640	40 320	87 000	370 560
Février	157 200	81 360	40 680	84 000	363 240
Mars	157 200	81 360	40 680	84 000	363 240
Total	477 000	243 360	121 680	255 000	1 097 040

11.6.9.2.5 Budget de la consommation de main-d'œuvre d'usinage et d'assemblage

Ce budget dépend en particulier de la quantité standard et du coût standard de la main-d'œuvre directe.

La quantité de main-d'œuvre directe (m.-o. dir.) par unité produite qui apparaît dans le budget est la quantité standard par unité produite pour chaque modèle.

Le coût horaire est le coût horaire standard pour chaque partie de la fabrication.

	Modèle R			Modèle S			Total R+S		
	Volume de prod. budgétisé Pièces	M.-o. dir. par unité produite Heures	M.-o. dir. totale Heures	Volume de produit budgétisé Pièces	M.-o. dir. par unité produite Heures	M.-o. dir. totale Heures	M.-o. dir. totale Heures	Coût horaire de m.-o. dir. Francs	Coût total de m.-o. dir. Francs
Janvier									
Usiner	11 000	0,10	1 100	18 000	0,10	1 800	2 900	18	52 200
Assembler	11 000	0,20	2 200	18 000	0,20	3 600	5 800	15	87 000
			3 300			5 400	8 700		139 200
Février									
Usiner	10 000	0,10	1 000	19 000	0,10	1 900	2 900	18	52 200
Assembler	10 000	0,20	2 000	19 000	0,20	3 800	5 800	15	87 000
			3 000			5 700	8 700		139 200
Mars									
Usiner	10 000	0,10	1 000	18 000	0,10	1 800	2 800	18	50 400
Assembler	10 000	0,20	2 000	18 000	0,20	3 600	5 600	15	84 000
			3 000			5 400	8 400		134 400
Trimestre									
Usiner	31 000	0,10	3 100	55 000	0,10	5 500	8 600	18	154 800
Assembler	31 000	0,20	6 200	55 000	0,20	11 000	17 200	15	258 000
			9 300			16 500	25 800		412 800

11.6.9.2.6 Budget des charges indirectes de fabrication

Ce budget dépend d'une part de la forme de lien entre les variables explicatives et expliquées et d'autre part du nombre de chacune des variables.

Les équations des charges indirectes de fabrication budgétisées sont de la forme:

$y = ax_b + b$; l'erreur type n'est pas prise en compte par simplification;

dans laquelle

y = Charges indirectes de fabrication budgétisées en francs.

a = Taux d'imputation standard des charges indirectes variables de fabrication.

x_b = Volume budgétisé de la base d'imputation des charges indirectes variables de fabrication.

ax_b = Charges indirectes *variables* de fabrication budgétisées en francs.

b = Charges indirectes *fixes* de fabrication budgétisées en francs.

Les taux d'imputation des différentes charges indirectes fixes de fabrication prennent la forme générale:

$$\frac{b_j}{x_{ni}}$$

dans laquelle

x_{ni} = volume d'activité normal exprimé en nombre d'unités de la base d'imputation (variable explicative) des charges indirectes fixes de fabrication.

Les charges indirectes fixes de fabrication imputées dans le budget prennent la forme générale:

$$\frac{b_i}{x_{ni}} \times x_{bi}$$

Enfin, si $x_{bi} \neq x_{ni}$, des écarts de volume sur charges indirectes fixes de fabrication apparaissent dans le budget; ces écarts sont égaux à :

$$b_i \times \left(1 - \frac{x_{bi}}{x_{ni}}\right)$$

Les charges indirectes de fabrication concernent les activités Usiner, Assembler, Entretenir, Approvisionner et Ordonnancer.

Usiner

Budget en volume de la variable explicative, nombre d'heures de main-d'œuvre directe d'usinage

	Modèle R			Modèle S			Total R+S
	Volume de prod. budgétisé Pièces	M.-o. dir. par unit. produite Heures	M.-o. dir. totale Heures	Volume de prod. budgétisé Pièces	M.-o. dir. par unit. produite Heures	M.-o. dir. totale Heures	M.-o. dir. Heures
Janvier	11 000	0,10	1 100	18 000	0,10	1 800	2 900
Février	10 000	0,10	1 000	19 000	0,10	1 900	2 900
Mars	10 000	0,10	1 000	18 000	0,10	1 800	2 800
Trimestre	31 000	0,10	3 100	55 000	0,10	5 500	8 600

Taux d'imputation des charges indirectes totales d'usinage

Heures de main-d'œuvre directe d'usinage budgétisées mensuelles :

$$x_n = \frac{11\,050 \text{ heures}}{3 \text{ mois}} = 3\,683 \text{ heures/mois}$$

Equations des charges indirectes d'usinage budgétisées mensuelles

Charges indirectes	Equation	Taux d'imputation des charges indirectes fixes d'usinage	Taux d'imputation des charges indirectes total d'usinage
Salaires contremaîtres	$y = 0x_b + 9\,000$	2,44	2,44
Amortissements	$y = 0x_b + 3\,600$	0,98	0,98
Fournitures diverses	$y = 3x_b + 0$	0	3,00
Énergie	$y = 0,3x_b + 6\,000$	1,63	1,93
Autres ch. indirectes	$y = 2,7x_b + 1\,200$	0,33	3,03
Total	$y = 6x_b + 19\,800$	5,38	11,38

Budget des charges indirectes d'usinage

	Janvier			Février			Mars			Total trimestriel		
	Charges indirectes d'usinage imputées		Ecart de vol.	Charges indirectes d'usinage imputées		Ecart de vol.	Charges indirectes d'usinage imputées		Ecart de vol.	Charges indirectes d'usinage imputées		Ecart de vol.
	R	S		R	S		R	S		R	S	
Heures	1 100	1 800		1 000	1 900		1 000	1 800		3 100	5 500	
Salaires contram.	2 684	4 392	1 924	2 440	4 636	1 924	2 440	4 392	2 168	7 564	13 420	6 016
Amort.	1 078	1 764	758	980	1 902	758	980	1 764	850	3 088	5 590	2 372
Peint. div.	3 300	5 400		3 000	5 700		3 000	5 400		9 300	16 500	
Énergie	2 123	3 474	1 273	1 930	3 667	1 273	1 930	3 474	1 436	5 983	10 615	3 583
Autres ch.	3 333	5 634	243	3 030	5 757	243	3 030	5 454	276	9 293	16 863	762
Total	12 518	20 684	4 158	11 380	21 822	4 198	11 380	20 684	4 736	35 253	61 395	12 132

Hidden page

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- à capacité normale l'usinage consomme 0,02615 heure d'entretien pour 1 heure d'usinage (289 heures d'entretien /11 050 heures d'usinage);
- à capacité normale, l'assemblage consomme 0,007059 heure d'entretien pour 1 heure d'assemblage (156 heures d'entretien / 22 100 heures d'assemblage);
- ces proportions sont considérées comme constantes.

Taux d'imputation des charges indirectes d'entretien

Heures d'entretien normales mensuelles:

$$x_n = \frac{289 + 156 + 65 \text{ heures}}{3 \text{ mois}} = 170 \text{ heures/mois}$$

Equations des charges indirectes d'entretien budgétisées mensuelles

Charges indirectes	Equation	Taux d'imputation des charges indirectes fixes d'entretien	Taux d'imputation des charges indirectes totales d'entretien
Salaires contremaîtres	$y = 0x_b + 3\,350^{79}$	19,71	19,71
Travaux d'entretien et autres charges	$y = 25 x_b + 1\,190^{80}$	7,00	32,00
Total	$y = 25 x_b + 4\,540^{81}$	26,71	51,71
$x_b = [(0,02615 \times x_u \text{ usinage}) + (0,00706 \times x_a \text{ assemblage})]$			

Ces équations prennent en compte tant les charges de fabrication que les charges de vente et d'administration de l'activité entretenir. En ne prenant en compte que les charges de fabrication, les charges fixes auraient été respectivement de 2923 et de 1038; le total aurait été de 3961 pour un nombre d'heures mensuel d'entretien (x_b) de 148,33.

Ce procédé n'aurait de toute façon pas modifié les taux d'imputation.

Budget des charges indirectes d'entretien

	Janvier			Février			Mars			Total		
	Charges indirectes d'entretien imputées	Ecart de vol.	Total	Charges indirectes d'entretien imputées	Ecart de vol.	Total	Charges indirectes d'entretien imputées	Ecart de vol.	Total	Charges indirectes d'entretien imputées	Ecart de vol.	Total
Heures	117		117	117		117	113		113	347		347
Salaires contremaîtres	2 306	617	2 923	2 306	617	2 923	2 227	696	2 923	6 839	1 939	8 769
Trav. d'entretien et autres ch.	3 744	218	3 963	3 744	219	3 963	3 616	247	3 863	11 104	685	11 789
Total	6 050	835	6 886	6 050	836	6 886	5 843	943	6 786	17 943	2 623	20 566

⁷⁹ Dont 2923 pour les activités d'usinage et d'assemblage (fabrication) et 427 pour l'activité de vente (distribution).

⁸⁰ Dont 1038 pour la fabrication et 152 pour la distribution.

⁸¹ Dont 3961 pour la fabrication et 579 pour la distribution.

Approvisionner

Budget du volume de la variable explicative, le nombre d'arrivages

	Modèle R			Modèle S			Total R+S
	Volume de prod. budgétisé Pièces	Arrivage par unité produite	Nombre d'arrivages	Volume de prod. budgétisé Pièces	Arrivage par unité produite	Nombre d'arrivages	Nombre d'arrivages totaux
Janvier	11 000	0,00047 ¹	5	18 000	0,00044 ²	8	13
Février	10 000	0,00047	5	19 000	0,00044	8	13
Mars	10 000	0,00047	5	18 000	0,00044	8	13
Trimestre	31 000	0,00047	15	55 000	0,00044	24	39

¹ 0,00047 = 19/40 435.

² 0,00044 = 31/70 065.

Taux d'imputation des charges indirectes d'approvisionnement

Nombre normal d'arrivages: $x_n = \frac{19 + 31 \text{ arrivages}}{3 \text{ mois}} = 16,66 \text{ arrivages/mois}$

Equations des charges indirectes d'approvisionnement budgétisées mensuelles

Charges indirectes	Equations	Taux d'imputation des charges indirectes fixes d'approvisionnement	Taux d'imputation des charges indirectes totales d'approvisionnement
Amortissements	$y = 0x_b + 9\,000$	540	540
Salaires	$y = 0x_b + 8\,400$	504	504
Travaux d'entretien et autres charges	$y = 450x_b + 0$	0	450
Total	$y = 450x_b + 17\,400$	1 044	1 494

Budget des charges indirectes d'approvisionnement

	Janvier			Février			Mars			Total		
	Ch. indirectes de fabrication imputées	Ecart de vol.	Total	Ch. indirectes de fabrication imputées	Ecart de vol.	Total	Ch. indirectes de fabrication imputées	Ecart de vol.	Total	Ch. indirectes de fabrication imputées	Ecart de vol.	Total
	R	S		R	S		R	S		R	S	
Arrivages	5	8		13			5	8		13	15	24
Amortissements	2 700	4 320	1 980	9 000	2 700	4 320	1 980	9 000	5 100	12 960	5 940	27 000
Salaires	2 520	4 032	1 848	8 400	2 520	4 032	1 848	8 400	7 560	12 096	5 544	25 200
Travaux d'entretien et autres charges	2 150	3 600	—	5 850	2 250	3 600	—	5 850	6 750	10 300	—	17 450
Total	7 470	11 952	3 828	23 250	7 470	11 952	3 828	23 250	22 410	35 856	11 484	69 750

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Total des charges de vente

	Janvier			Février			Mars			Total trimestriel						
	Charges indirectes de vente imputées		Ecart de vol.	Charges indirectes de vente imputées		Ecart de vol.	Charges indirectes de vente imputées		Ecart de vol.	Charges indirectes de vente imputées		Ecart de vol.				
	Total			Total			Total									
	R	S		R	S		R	S		R	S					
Etablenir	879		325	1 004	971	98	1 029	951	96	1 029	2 741	321	3 062			
Partie livraison	9 745	16 707	3 713	30 165	9 745	18 098	2 857	30 700	9 745	16 705	3 313	30 068	29 236	51 611	00 383	91 030
Partie ch. d'aff.	6 680	10 200	4 500	21 380	7 315	10 200	3 925	21 500	6 690	10 300	4 020	21 300	20 615	31 280	12 535	64 500
Total	41 241	3 428	52 669	46 349	8 880	57 279	44 865	7 711	52 082	125 453	27 139	158 592				

Charges d'administration

La part des charges d'administration non imputées est de 300 000.

11.6.9.2.8 Remarques générales

Ces remarques se rapportent aussi bien au budget statique de la comptabilité de gestion qu'au compte de résultat prévisionnel de la comptabilité financière du premier semestre N qui vont être étudiés dans les paragraphes suivants.

Stocks de produits finis

En comptabilité de gestion et en comptabilité financière, les stocks de produits finis sont évalués en coûts standard; par conséquent, les coûts de fabrication effectifs utilisés dans le tableau pour évaluer les stocks initiaux de produits finis sont remplacés dans notre système de coûts standard par les coûts de fabrication standard correspondants (dernier trimestre N-1); les coûts de fabrication standard des produits finis en stock au 1.1.N sont estimés égaux aux coûts de fabrication standard du premier trimestre N, ceci en dépit de la variation des coûts standard unitaires de matière.

Matières consommées

Le coût de fabrication de la période étant fixe en standards de la période, il faut encore tenir compte du fait que les matières consommées durant la période sont évaluées à deux coûts standard unitaires différents selon qu'elles proviennent des stocks au 1.1.N ou des achats de la période. Il apparaît dès lors les différences suivantes:

- Acier (2 - 2) × 81 600 = 0
- Contreplaqué (3,50 - 3,60) × 24 500 = - 2 450
- Vinyle (1,90 - 1,80) × 24 500 = 2 450
- Vis (3,10 - 3) × 29 000 = 2 900

Il s'agit maintenant de répartir ces différences par modèle: il semble logique d'effectuer cette répartition en fonction des quantités de matière nécessitées par la production de chaque modèle:

- les contreplaqués et le vinyle s'annulent,
- les vis:

Modèle R: $2\,900 \times \frac{31\,000}{86\,000} = 1\,045$

Modèle S: $2\,900 \times \frac{55\,000}{86\,000} = 1\,855$

2 900

Différences d'incorporation

Les différences d'incorporation de charges effectives sont égales aux différences d'incorporation des charges prévues.

Hidden page

Tableau 11.51 Décompte d'exploitation (budget statique).

Comptes financiers	Ajustements		Charges/Produits à imputer	Entretien	Ajouts-soustractions	Cédon-ancement	Usinage	Assemblage	Vente & admn.	Fabrication		Produits finis		Produits vendus		
	Bilan	Résultat								Modèle R	Modèle S	Modèle R	Modèle S	Modèle R	Modèle S	
Matières premières	1 159 200		1 159 200				739 750	368 450							1	
Main-d'œuvre dir. de fabrication	412 800		412 800				154 800	258 000							2	
Salaires indirects de fabrication	135 900		135 900	10 000	25 200	20 000	27 000	43 250							3	
Amortissements de fabrication	60 800		56 700		27 000	9 900	10 800	9 000							4	
Fournitures diverses	129 000		129 000				25 800	103 200							5	
Énergie	39 900		39 900				20 500	19 400							6	
Autres charges de fabrication	104 620		104 620	13 570	17 450		26 520	46 600							7	
Charges de vente & d'administration	459 880		455 550						455 550						8	
Imposition ch. ind. vente	2 401 710		2 435 250	23 620	69 750	39 900	696 550	807 900	455 550						9	
Attribution:				12 300					2 300						10	
des matières premières															11	
de la m.-o. directe de fabrication										446 400	666 900				12	
Expansion des activités:										148 800	264 000				13	
Enteactir				117 900			11 635	6 309							14	
Approvisionnement					156 386					22 410	35 856				15	
Globaliser															16	
				2 953	11 484	8 547	130 336	253 813	458 271						17	
Usiner							119 884			43 214	76 670				18	
Assembler								123 920		89 330	148 600				19	
Vente & administration										745 144	1 196 026			49 851	82 861	20
Coût de fabrication										745 144	1 196 026					21
Coût de fabrication des produits finis										745 144	1 196 026					22
Coût de fabrication des produits vendus										745 144	1 196 026			745 144	1 196 026	23
	2 401 710		2 435 250	2 953	11 484	8 547	10 652	19 805	325 559	0	0	0		399 995	1 278 887	24
Chiffre d'affaires	(2 735 000)		(2 735 000)											(1 085 000)	(1 680 000)	25
Diff. au négées														1 045	1 855	26
	(201 389)		(280 746)	2 953	11 484	8 547	12 102	14 545	325 559	0	0	0		(2 883 960)	(3 400 258)	27
	a	b	c	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	

Hidden page

Hidden page

11.6.9.3 Le budget flexible ou les données prévisionnelles flexibles. Le calcul des écarts

Le budget statique présente les prévisions établies à un moment donné qui n'apparaissent de ce fait en principe pas dans la comptabilité, mais seulement dans des tableaux prévisionnels extra-comptables.

Au cours de l'exercice, il est remplacé par le budget flexible qui tient compte des volumes de vente ou de production effectifs plutôt que prévisionnels. Les mesures utilisées sont cependant les prix standard unitaires et les quantités standard unitaires. Les différences entre les données effectives mesurées en prix et quantités unitaires effectifs et les données effectives mesurées en prix et quantités standard sont nommées *écarts de budgets flexibles*. Ceux-ci comprennent donc logiquement une composante *écarts de prix ou de frais* et une composante *écarts de quantité ou de volume*.

Quelle que soit la forme d'enregistrement utilisée, une comptabilité intégrée ou autonome, un décompte d'exploitation, elle devra être structurée de manière à mettre en évidence les distinctions qui viennent d'être évoquées. Le décompte d'exploitation devra donc, par exemple, comprendre des colonnes qui permettent d'inscrire séparément les montants relatifs aux écarts de prix et de quantités.

11.6.9.3.1 Données prévisionnelles flexibles et décompte d'exploitation

Le décompte d'exploitation présenté ci-dessous se base sur les données effectives telles qu'elles avaient été prises en compte dans les décomptes d'exploitation précédents. Les processus de production et de vente se basent par contre sur des données standard. Il est ainsi possible de calculer ce que ces processus auraient dû coûter ou rendre si les standard avaient été respectés. Les différences par rapport aux données effectives apparaissent dans les trois colonnes *Écarts de prix ou de frais*, *Écarts de quantités ou de rendement* et *Écarts de volume*. La différence de résultat du 2^e degré provient du calcul d'une nouvelle variation de stocks basée sur les coûts standard.

11.6.9.3.2 Données prévisionnelles flexibles et calcul des écarts de vente et de consommation en comptabilité de gestion

La différence entre les données effectives mesurées aux prix et quantités effectifs et les données effectives mesurées aux prix et quantités standard représente la somme des écarts de budget flexible. Ces écarts concernent aussi bien des prix de vente, des charges variables que des charges fixes.

Les écarts sur charges variables peuvent être analysés par rapport aux prix et par rapport aux quantités. Les écarts sur charges fixes comprennent des écarts de frais ou de dépenses. Ils peuvent néanmoins aussi comprendre une dimension de volume si les charges fixes imputées sont basées sur des capacités normales de production ou de vente. Le calcul de ces derniers écarts se base sur les formules vues précédemment.

De manière générale le calcul des écarts sur charges variables se base sur la formule suivante :

$$N_r q_r p_r - N_r q_s p_s = (N_r q_r - N_r q_s) p_s + (N_r p_r - N_r p_s) q_s + [(p_r - p_s)(q_r - q_s) N_r]$$

avec

- p_r expression générale des éléments liés au facteur prix effectif unitaire : prix de vente effectif unitaire, marge sur coûts variables effective unitaire ;
- p_s expression générale des éléments liés au facteur prix standard unitaire, marge sur coûts variables standard unitaire ;
- q_r expression générale des éléments liés au facteur quantité effective unitaire : quantité effective unitaire standard ;
- q_s expression générale des éléments liés au facteur quantité standard unitaire : quantité standard unitaire ;
- N_r nombre d'unités effectif ;
- N_s nombre d'unités prévu.

Cette formule comprend un écart de prix pur, un écart de quantité pur et un écart combiné prix/quantité.

En réalité, les calculs d'écart se basent plutôt sur une approche en deux composantes dans laquelle l'écart combiné est attribué soit à l'écart de prix soit à l'écart de quantité. En pratique, l'écart combiné est généralement attribué à l'écart de prix. Donc seul l'écart de quantité reste pur.

La formule générale prend dès lors la forme suivante :

$$N_r q_r p_r - N_r q_s p_s = (N_r q_r p_r - N_r q_r p_s) + (N_r q_r p_s - N_r q_s p_s)$$

où le premier terme de la partie droite de la formule exprime un écart de prix, le second un écart de quantité : la somme des deux termes représente l'écart de budget flexible.

Les écarts peuvent être déterminés pour chaque fonction ou secteur d'une entreprise.

L'approche développée dans cette section présente successivement les écarts relatifs à la fonction vente, à la fonction de production puis à la fonction de l'administration générale.

11.6.9.3.3 Les écarts de vente

Les écarts de vente proviennent de prix de vente effectifs différents des prix de vente prévus, de volumes de vente effectifs différents des volumes de vente prévus ainsi que des différences entre les coûts effectifs et les coûts prévus dans les charges de vente. Ces dernières seront traitées dans l'exemple avec les charges générales d'administration.

L'écart total de vente comprend les écarts de volume de vente globaux et les écarts de prix de vente.

Ecart de volume de vente global

Cet écart se base sur la variation du total des marges prévues due à une variation des volumes de vente.

$$\begin{aligned} \text{Ecart de volume de vente global} &= \sum_{i=1}^n [(V_{r_i} \times PV_{s_i} - CFT_{s_i} - CVVT_{s_i}) \\ &\quad - (V_{s_i} \times PV_{s_i} - CFT_{s_i} - CVVT_{s_i})] \end{aligned}$$

Cas Ludica

$$\text{Ecart de volume de vente} = [(31\,000 \times 35 - 745\,144 - 49\,851) - (31\,000 \times 35 - 745\,144 - 49\,851)] + [(51\,000 \times 30 - 1\,109\,658 - 80\,581) - (55\,000 \times 30 - 1\,196\,026 - 82\,861)] = -31\,352.$$

Ce montant équivaut à la différence entre les résultats d'exploitation du 1^{er} degré du budget flexible et du budget statique: 626 866 – 658 218 (tab. 11.51 et 11.52).

Ecart de prix de vente

Cet écart se base sur la variation du total des ventes effectives due à une variation des prix de vente. Deux formules peuvent être posées:

$$\text{Ecart de prix de vente par produit} = (PV_r - PV_s) \times V_r$$

$$\text{Ecart de prix de vente global} = \sum_{i=1}^n (PV_{r_i} - PV_{s_i}) \times V_{r_i}$$

Cas Ludica

$$\text{Ecart de prix de vente du Modèle R} = (38 - 35) \times 31\,000 = 93\,000$$

$$\text{Ecart de prix de vente du Modèle S} = (29 - 30) \times 51\,000 = -51\,000$$

$$\text{Ecart de prix de vente global} = 93\,000 - 51\,000 = 42\,000 \text{ (2^e degré II)}.$$

Enfin, la réunion des écarts de vente pour *Ludica* donne:

$$\text{Ecart total de vente: écart de volume de vente global} + \text{écart de prix de vente global} = -31\,352 + 42\,000 = 10\,648.$$

L'écart de volume de vente global est un écart d'ajustement du budget; il montre l'effet sur le résultat d'exploitation d'un volume de vente effectif différent du volume de vente budgétisé.

L'écart de prix de vente est un écart de budget flexible; il montre l'effet sur le résultat d'exploitation effectif d'un prix de vente effectif différent du prix de vente standard. Seul cet écart apparaîtra dans les comparaisons entre les données effectives et les données du budget flexible.

11.6.9.3.4 Les écarts de fabrication

Les écarts de fabrication proviennent des différences entre les données budgétisées ou standard et les données effectives ou réelles relatives aux charges de production.

Cas Ludica

Reprenons le cas *Ludica* et complétons la donnée.

Données complémentaires

	Modèle R	Modèle S
Volume de production budgétisé	31 000 pièces	55 000 pièces
Volume de production effectif	31 000 pièces	54 000 pièces

Commençons par une énumération de tous les éléments nouveaux qui seront utilisés dans le processus de budget flexible et fixons leur abréviation dans les formules.

Termes	Abréviations
Volume de production budgétisé	N_s
Volume de production effectif	N_r
Quantité standard de ressource utilisée par unité produite	Q_s
Quantité réelle de ressource utilisée par unité produite	Q_r
Coût unitaire standard de la ressource consommée	P_s
Coût unitaire effectif de la ressource consommée	P_r
Écart de prix sur les matières consommées sorties du stock initial dans le budget statique	E_{p1}
Écart de prix sur les matières consommées et achetées durant la période = Quantités réelles de matières consommées et achetées durant la période $\times (P_r - P_s)$	E_{p2}
Écart de prix sur les matières consommées durant la période (Cet écart influence le résultat de la période)	$E_{p1} + E_{p2}$
Écart de prix sur matières en stock à la fin de la période = Matières achetées durant la période et non consommées durant cette période = Quantités réelles de matières dans le stock final de la période $\times (P_r - P_s)$ (Cet écart n'influence pas le résultat de la période, on le retrouve dans la valorisation du stock final de matières en comptabilité financière qui est ainsi tenu en prix effectifs)	E_{p3}
Écart de prix sur matières achetées durant la période	$E_{p2} + E_{p3}$
Écart de quantité	$E_q = N_r \times (Q_r - Q_s) \times P_s$

Calculs des écarts

Les écarts qui vont être successivement calculés servent à expliquer, dans le compte d'exploitation de la comptabilité de gestion, le passage du résultat du premier degré selon budget flexible à celui du deuxième degré selon budget flexible; puis du deuxième degré selon données effectives. Pour faciliter la lecture, les montants concernés seront respectivement signalés par (2^e degré I) ou (2^e degré II).

On calculera successivement:

- I Écarts sur les charges directes variables de fabrication.
- II Écarts sur les charges directes fixes de fabrication.
- III Écarts sur les charges indirectes variables de fabrication.
- IV Écarts sur les charges indirectes fixes de fabrication.

I. Écarts sur les charges directes variables de fabrication

Quantité standard de ressource utilisée par unité produite (Q_s)

	Matières				Main-d'œuvre directe	
	Usinage		Assemblage		Usinage	Assemblage
	Acier	Contreplaqué	Vinyle	Vis		
Modèle R	3 m	1 m ²	1 m ²	1 paquet	0,1 h	0,2 h
Modèle S	2,7 m	0,7 m ²	0,7 m ²	1 paquet	0,1 h	0,2 h

Hidden page

Vis

		Paquet de 20 pièces	Fr./paquet	
E_p	E_{p2}	$= (31\,030 + 54\,050 - 29\,000) \times$	$3,10 - 3,00$	$= 5\,608$
E_q	R	$= (31\,030 - 31\,000) \times$	$3,00$	$= 90$
	S	$= (54\,050 - 54\,000) \times$	$3,00$	$= 150$
Total				<u>240</u>

Totaux assemblage (vinyle et vis)

E_p	E_{p2}	$= 4\,460 + 5\,608$	$= 10\,068$
E_q	R	$= 360 + 90$	$= 450$
	S	$= 180 + 150$	$= 330$
Total			<u>780</u>

Totaux matières (usinage et assemblage)

E_p	E_{p2}	$= (4\,465) + 10\,068$	$= 5\,603$
E_q	R	$= 3\,080 + 450$	$= 3\,530$
	S	$= 1\,580 + 330$	$= 1\,910$
Total			<u>5\,440</u>

Ecart de budget flexible (2^e degré II): $5\,603 + 5\,440 = 11\,043$

Ecarts de fabrication sur main-d'œuvre directe

Ecart de prix de budget flexible (2^e degré II)

		Usinage		Assemblage		Ecart total
		Heures	Fr./h	Heures	Fr./h	
E_p	R	$3\,150 \times (18,40 - 18,00)$	1 260	$6\,400 \times (15,20 - 15,00)$	1 280	2 540
	S	$5\,550 \times (18,40 - 18,00)$	2 220	$11\,120 \times (15,20 - 15,00)$	2 224	4 444
	Total usinage		<u>3 480</u>	Total assemblage	<u>3 504</u>	<u>6 984</u>

Ecart de quantité de budget flexible (2^e degré II)

E_q	R	$(3\,150 - 3\,100) \times 18,00$	900	$(6\,400 - 6\,200) \times 15,00$	3 000	3 900
	S	$(5\,550 - 5\,400) \times 18,00$	2 700	$(11\,120 - 10\,800) \times 15,00$	4 800	7 500
	Total usinage		<u>3 600</u>	Total assemblage	<u>7 800</u>	<u>11 400</u>

II. Ecarts sur les charges directes fixes de fabrication

Dans notre exemple, les charges directes fixes sont nulles.

III. Ecarts sur les charges indirectes variables de fabrication

Quantité standard de ressources de la base d'imputation utilisée par unité produite

	Usiner (h. m.-o. directe)	Assembler (h. m.-o. directe)	Entretenir (h. m.-o. d'entr.)	Approvisionner (nbre d'arrivage)	Ordonnancer (h. m.-o. directe)
Modèle R	0,10	0,20	0,00402 ⁸⁵	0,00047	0,30
Modèle S	0,10	0,20		0,00044	0,30

⁸⁵ $0,00402 = (289 + 156) / (40\,435 + 70\,065)$.

Quantité réelle de ressources de la base d'imputation utilisée par unité produite

	Usiner (h. m.-o. directe)	Assembler (h. m.-o. directe)	Entretien (h. m.-o. d'entr.)
Modèle R	$\frac{3\ 150}{31\ 000} = 0,102$	$\frac{6\ 400}{31\ 000} = 0,206$	$\frac{227 + 122}{85\ 000} = 0,00410588$
Modèle S	$\frac{5\ 550}{54\ 000} = 0,103$	$\frac{11\ 120}{54\ 000} = 0,206$	

	Approvisionner (nombre d'arrivage)	Ordonnancer (h. m.-o. directe)
Modèle R	$\frac{14}{31\ 000} = 0,0004516$	$\frac{9\ 550}{31\ 000} = 0,308$
Modèle S	$\frac{26}{54\ 000} = 0,0004815$	$\frac{16\ 670}{54\ 000} = 0,309$

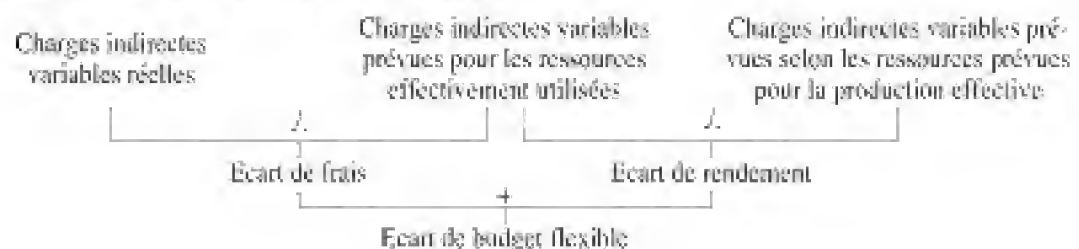
Taux d'imputation standard de la charge directe variable consommée

Usiner	Assembler	Entretien	Approvisionner	Ordonnancer
6,00	9,00	25,00	450,00	0,00

Taux d'imputation effectif de la charge indirecte variable consommée

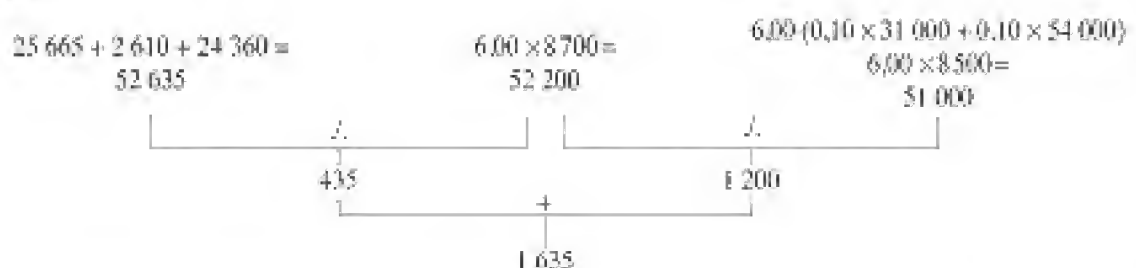
Usiner	Assembler	Entretien	Approvisionner	Ordonnancer
$(25\ 665 + 2\ 610 + 24\ 360)$	$(101\ 616 + 10\ 512 + 45\ 552)$	9 073 ⁸⁹	18 220	0,00
8 700	17 520	$(227 + 122)$	40	
= 6,05	= 9,00	= 25,997	= 455,50	

Canevas du calcul de l'écart de budget flexible⁹⁰



Calcul des écarts de budget flexible

Usiner



⁸⁹ Les charges d'entretien variables réelles se partagent entre 9 073 pour l'usinage et l'assemblage et 1 325 pour les charges d'administration et de vente.

⁹⁰ Le calcul des écarts sur charges indirectes peut aussi se baser sur les formules développées pour l'explication des différences d'imputation mais dans une optique *a priori*.

Assembler

$$\begin{array}{r} 101\,616 + 10\,512 + 45\,552 = \\ 157\,680 \end{array} \quad \begin{array}{r} 9,00 \times 17\,520 = \\ 157\,680 \end{array} \quad \begin{array}{r} 9,00 \times 0,20 \times (31\,000 + 54\,000) = \\ 9,00 \times 17\,000 = 153\,000 \end{array}$$
$$\begin{array}{r} \text{J.} \\ 0 \end{array} \quad \begin{array}{r} \text{J.} \\ 4\,680 \end{array}$$
$$\begin{array}{r} + \\ 4\,680 \end{array}$$

Entretenir⁹¹

$$\begin{array}{r} 9\,073 \end{array} \quad \begin{array}{r} 25,00 \times 349 = \\ 8\,725 \end{array} \quad \begin{array}{r} 25,00 \times ((0,02615 \times 8\,500) + \\ (0,007059 \times 17\,000)) = \\ 25,00 \times 342 = 8\,550 \end{array}$$
$$\begin{array}{r} \text{J.} \\ 348 \end{array} \quad \begin{array}{r} \text{J.} \\ 175 \end{array}$$
$$\begin{array}{r} + \\ 523 \end{array}$$

Approvisionner

$$\begin{array}{r} 18\,220 \end{array} \quad \begin{array}{r} 40,00 \times 450 = \\ 18\,000 \end{array} \quad \begin{array}{r} 450 \times ((31\,000 \times 0,00047) + \\ (54\,000 \times 0,00044)) = 450 \times 39 = \\ 17\,550 \end{array}$$
$$\begin{array}{r} \text{J.} \\ 220 \end{array} \quad \begin{array}{r} \text{J.} \\ 450 \end{array}$$
$$\begin{array}{r} + \\ 670 \end{array}$$

Ordonnancer

Pas de charges variables.

Total

Ecart de frais	$435 + 0 + 348 + 220 =$	1 003 (2 ^e degré II)
Ecart de rendement	$1\,200 + 4\,680 + 175 + 450 =$	6 505 (2 ^e degré II)
Ecart de budget flexible	$1\,003 + 6\,505 =$	<u>7 508</u>

REMARQUE

Vu que l'entretien dépend de l'usinage et de l'assemblage, l'écart de rendement pour cette activité dépendra de :

- la variation du nombre d'heures d'usinage et assemblage,
- la variation du nombre d'heures d'entretien.

IV. Ecart sur charges indirectes fixes de fabrication

Les charges indirectes fixes se démarquent des charges indirectes variables par le fait qu'elles présentent :

- un écart de frais,
- un écart de rendement toujours nul,
- un écart de volume représentant un écart d'ajustement,

⁹¹ Les charges d'entretien variables réelles se composent de 9 073 pour l'usinage et l'assemblage et 1 325 pour la vente.

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Annexe

Calcul du taux de rendement

Cas général

Un investisseur a la possibilité – moyennant un investissement initial – de générer, pendant $t = 1 \dots n$ années¹, une série de flux de trésorerie (cash-flows) qui seront dénotés CF_t .

On obtient le schéma suivant:



où (I) représente le montant de l'investissement initial que l'on écrit entre parenthèses (montant négatif), car il représente une sortie de trésorerie.

Si l'on veut calculer la rentabilité du projet, il faut «comparer ce qui est comparable» ou, autrement dit, quantifier cette série de flux de trésorerie à la même époque (au même moment) que survient l'investissement I, soit au temps initial $t_0 = 0$.

Ceci revient donc à actualiser la série de cash-flows de la manière suivante (voir équation (11.2)):

$$\text{Valeur en } t_0 \text{ de la série} = \sum_{t=1}^n \frac{CF_t}{(1+r)^t}$$

où r représente le taux de rendement de ces cash-flows.

Définition

Le taux de rendement r se définit comme le taux tel que la valeur en t_0 de la série soit égale à l'investissement I.

¹ La date n représente donc l'échéance, ou la «maturité» du projet.

Le taux de rendement ne fait qu'assurer l'équilibre entre l'*input* (l'investissement) et l'*output* (les cash flows actualisés).

$r \Rightarrow$ Valeur en t_0 de la série = 1

$$\Rightarrow \sum_{t=1}^n \frac{CF_t}{(1+r)^t} = 1 \quad (A.1)$$

De fait, le taux de rendement n'est que la solution de l'équation (A.1) (ou, autrement dit, r est le taux tel que l'équation (A.1) prévale).

Ce taux de rendement connaît différentes appellations: taux de rendement, taux de rendement interne, *internal rate of return*, ...

Illustration

Prenons le cas d'une obligation simple. Contre le paiement du prix P , l'investisseur reçoit une suite de cash-flows constants (les coupons) ainsi que le remboursement du prêt au bout d'une durée prédéterminée (maturité). On a ainsi (si on est à une date de coupon = date de jouissance):

$$\text{Valeur en } t_0 \text{ de la série} = \sum_{t=1}^n \frac{k_t}{(1+r)^t} + \frac{\text{Remboursement}}{(1+r)^n}$$

Si coupons constants: $k_1 = k_2 = \dots = k_n = k$

$$\begin{aligned} &= \sum_{t=1}^n \frac{k}{(1+r)^t} + \frac{\text{Remboursement}}{(1+r)^n} \\ &= k \frac{1 - \left(\frac{1}{1+r}\right)^n}{r} + \frac{\text{Remboursement}}{(1+r)^n} \\ &= k a_{\overline{n}|r} + \frac{\text{Remboursement}}{(1+r)^n} \end{aligned}$$

ce qui est naturellement équivalent à l'équation (11.2). Le taux r est donc le taux tel que:

$$P = k a_{\overline{n}|r} + \frac{\text{Remboursement}}{(1+r)^n} \quad (A.2)$$

Application

En se référant à l'exercice 11.3 du MIC 4, - 1^{er} cas -, on a:
 $n = 10$

$$P = 100\,000\,000 \times 0,99 - 4\,000\,000 = 95\,000\,000$$

$$k = 5\% \times 100\,000\,000 = 5\,000\,000$$

$$\text{Remboursement} = 100\% \times 100\,000\,000 = 100\,000\,000$$

En appliquant l'équation (A.2):

$$P = ka_{10r} + \left(\frac{\text{Remboursement}}{(1+r)^{10}} \right)$$

$$95\,000\,000 = k \frac{1 - \left(\frac{1}{1+r} \right)^{10}}{r} + \frac{\text{Remboursement}}{(1+r)^{10}}$$

$$95\,000\,000 = 5\,000\,000 \frac{1 - \left(\frac{1}{1+r} \right)^{10}}{r} + \frac{100\,000\,000}{(1+r)^{10}}$$

Cette dernière équation ne peut être solutionnée directement: il est nécessaire de passer soit par des formules d'approximation empiriques, soit par des fonctions disponibles dans la plupart des calculatrices financières et des programmes informatiques scientifiques qui fournissent alors des solutions exactes.

Ainsi, par l'utilisation d'un logiciel scientifique, il est aisément trouvé que $r = 5,668717559\%$.

La formule présentée au chapitre 12 (§ 12.1.1.3.3) représente une approximation de r , appelée *taux de rendement empirique à l'échéance (tre)*:

$$\text{tre} = \frac{i + \frac{C_r - C_a}{g}}{\frac{C_r + C_a}{2}}$$

$$= \frac{0,05 + \frac{1 - 0,95}{10}}{\frac{1 + 0,95}{2}}$$

$$= 0,05641025641$$

$$= 5,641025641\%$$

avec

i = taux d'intérêt nominal;

g = durée résiduelle de l'emprunt jusqu'à maturité;

C_a = cours d'achat, compte tenu des frais;

C_r = cours de remboursement.

On voit donc que l'approximation est assez bonne (r et tre sont assez proches).

Bibliographie

- ALAZARD CL., SEPARI S., *Contrôle de gestion – Manuel et applications*, Dunod, Paris, 2007, 720 p.
- ANTHONY R.N., GOVINDARAJAN V., *Management Control Systems*, 12th edition, McGraw Hill, 2006.
- ANTHONY R.N., *Tell it like it was*, Richard D. Irwin, Homewood, Illinois, 1983, 313 p.
- APOTHÉLOZ B., SCHWARTZ J.J., « Aspects économiques de la nouvelle loi sur les réserves de crise », *L'Expert-comptable suisse*, Zurich, n° 7 et 8, 1987, pp. 300-306.
- APOTHÉLOZ B., STETTLER A., « Essai sur l'éthique et l'élaboration de l'information comptable de l'entreprise », *L'Expert-comptable suisse*, n° 10, 1993, Zurich, pp. 683-690.
- APOTHÉLOZ B., *Pertinence de l'information comptable. Le cas du crédit-bail*, Méta-Editions, Lausanne, 1989, et Chambre fiduciaire suisse, Zurich, 1991, 301 p.
- ARTHUR ANDERSEN UND SCHWEIZERISCHE VEREINIGUNG FÜR FINANZANALYSE UND VERMÖGENSVERWALTUNG, *Rechnungslegung und Berichterstattung*, Information der Aktionäre, Zurich, 1991, 143 p.
- ARTHUR ANDERSEN UND SCHWEIZERISCHE VEREINIGUNG FÜR FINANZANALYSE UND VERMÖGENSVERWALTUNG, *Transparente Rechnungslegung und Berichterstattung von Banken*, Information der Aktionäre, Zurich, 1994, 214 p.
- BEAMS F.A., ANTHONY J.H., CLEMENT R.P., LOWENSOHN S.H., *Advanced Accounting*, ninth edition, Prentice Hall, 2006, 848 p.
- BEAVER W.H., *Financial Reporting*, second edition, Prentice Hall International, 1989, 204 p.
- BELKAOUI A.R., *Accounting Theory*, fifth edition, Thomson Learning, 2004, 576 p.
- BELKAOUI A.R., *International and Multinational Accounting*, The Dryden Press, Londres, 1994, 502 p.
- BERLINER C., BRIMSON J.A., editors, *Cost Management for Today's Advanced Manufacturing*, The CAM-I Conceptual Design, Harvard Business School Press, Boston, 1988, 253 p.

- BESCOS P.-L., MENDOZA C., *Le Management de la performance*, Editions Comptables Malesherbes, Paris, 1994, 287 p.
- BÜCKLI P., FORSTMOSER P., RAPP J.-M., *Révision du droit de la Sàrl.*, CEDIDAC, Lausanne, 1997, 190 p.
- BÜCKLI P., *Schweizer Aktienrecht*, 3. Auflage, Schulthess, Zurich, 2004, 2329 p.
- BÜCKLI P., HUGUENIN C., DESSEMONTET F., *Le gouvernement d'entreprise*, Rapport du Groupe de travail en vue de la révision partielle du droit de la société anonyme, CEDIDAC, Lausanne, 2004, 302 p.
- BÜCKLI P., *Revisionsstelle und Abschlussprüfung nach neuem Recht*, Schulthess, Zurich, 2007, 399 p.
- BOEMLE M., «Cas pratique comptable», in *Le nouveau droit de la société anonyme*, Philippe Ciocca éditeur, CEDIDAC, Lausanne, 1993, pp. 371-391.
- BOEMLE M., *Praxis der Jahresabschlussanalyse*, Verlag des Schweizerischen Kaufmännischen Verbandes, Zurich, 1995, 278 p.
- BOEMLE M., *Der Jahresabschluss*, Verlag SKV, Verlag des Schweizerischen Kaufmännischen Verbandes, Zurich, 4. Auflage, 2001, 688 p.
- BOEMLE M., STOLZ C., *Unternehmensfinanzierung*, 13. Auflage, Verlag des Schweizerischen Kaufmännischen Verbandes, Zurich, 2002, 744 p.
- BONBRIGHT J.C., *Valuation of property*, 2 volumes, Mc Graw-Hill, New York, 1937.
- BOUQUIN H., *Comptabilité de gestion*, 4^e édition, Economica, Paris, 2006, 408 p.
- BOURQUIN G.-Ch., «Le bilan d'apport», *L'Expert-comptable suisse*, Zurich, n° 2, 1985.
- BOURQUIN G.-Ch., *Le principe de sincérité du bilan*, Georg, Genève, 1976, 526 p.
- BOUSSARD D., SLEZIAK J.-Cl., *La comptabilité des opérations en devises*, Editions ESKA, Paris, 1990, 181 p.
- BOUSSARD D., *Comptabilité et inflation*, Masson, Paris, 1983, 142 p.
- BREIDERT U., *Grundsätze ordnungsmässiger Abschreibungen auf abnutzbare Anlagegegenstände*, IDW-Verlag, Düsseldorf, 1994, 303 p.
- BROMWICH M., *The Economics of Accounting Standard Setting*, Prentice Hall International, The Institute of Chartered Accountants in England and Wales, Londres, 1985, 127 p.
- BURLAUD A., *Comptabilité et inflation*, Editions Cujas, Paris, 1979, 233 p.
- BUXBAUM-CARONI M., *Die vermögensrechtliche Stellung des Kommanditärs*, Schulthess Polygraphischer Verlag, Zurich, 1987, 378 p.
- CARSBERG G., *The Usefulness of Current Cost Accounting*, The Accounting Standards Committee, Londres, 1982, 32 p.
- CHAMBERS R. J., *Accounting, Evaluation and Economic Behavior*, Scholars Book, Houston, 1966, 388 p.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Révision du droit des sociétés anonymes*, Zurich, 1984, 178 p.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, «Le nouveau droit des sociétés anonymes», *L'Expert-comptable suisse*, n° spécial 11, Zurich, 1991.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Congrès de la Chambre 1993*, Montreux, Zurich, 1994.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Manuel suisse d'audit 1998*, Chambre fiduciaire, Zurich, 4 volumes.

- CHAMBRE FIDUCIAIRE, «Droit comptable», *L'Expert-comptable suisse*, n° spécial 5, Zurich, 1999.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Normes d'audit*, Edition 2001, Chambre fiduciaire, Zurich, 2001.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Directive d'audit n° 5: Passage des Normes d'audit aux Normes d'audit suisses (NAS)*, Chambre fiduciaire, Zurich, 2004.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Normes d'audit suisses (NAS)*, édition 2004, Zurich, 2004, 660 p.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Recommandation d'audit: Audit selon la loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (loi sur la fusion, L.Fus) (RA 800-1, Version 2.0)*, Chambre fiduciaire, Zurich, 2007.
- CHAMBRE FIDUCIAIRE, *Norme relative au contrôle restreint* publiée par la Chambre fiduciaire et l'USF/STV Union suisse des fiduciaires, décembre 2007, 91 p.
- CHARDONNENS J.-P., *Comptabilité des sociétés*, 4^e édition, Adoc Treuhand & Consulting AG, Cham, 2007.
- CHAUDET F., *Droit suisse des affaires*, 2e édition, Helbing & Lichtenhahn, Genève, 2004, 780 p.
- CHOI F.F.S., MEET G.K., *International Accounting*, sixth edition, Prentice Hall, 2007, 528 p.
- COHEN R., *Modèle de comptabilisation des transactions en devises*, Economica, Paris, 1985, 288 p.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Assemblée fédérale, Code civil suisse du 10 décembre 1907 (Etat le 1^{er} décembre 2007), *Recueil systématique (RS)*.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Assemblée fédérale, Loi fédérale complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) du 30 mars 1911 (Etat le 1^{er} mai 2007), *Recueil systématique (RS)*.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, *Message concernant la révision du droit des sociétés anonymes du 23 février 1983*, Berne, 277 p.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Ordonnance concernant la tenue et la conservation des livres de comptes (Olico) du 24 avril 2002 (Etat le 18 juin 2002), *Recueil Systématique (RS)*.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Message concernant la révision du code des obligations (Droit de la société à responsabilité limitée; adaptation des droits de la société anonyme, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce) du 19 décembre 2001, *Feuille Fédérale 2002*, pp. 2949 ss.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Message concernant la modification du code des obligations (obligation de révision dans le droit des sociétés) et la loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs, *Feuille Fédérale 2004*, pp. 3745 ss.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Assemblée fédérale, Code civil suisse (Droit des fondations), Modification du 8 octobre 2004, *Recueil officiel du droit fédéral 2005*, pp. 4545 ss.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Ordonnance concernant l'organe de révision des fondations du 24 août 2005 (Etat le 20 septembre 2005), *Recueil Systématique (RS)*.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Assemblée fédérale, Code des obligations (CO), (Transparence des indemnités versées aux membres du conseil d'administration et de la direction), Modification du 7 octobre 2005, *Feuille Fédérale 2005*, pp. 5593 ss.

- CONFÉDÉRATION SUISSE, Assemblée fédérale, Code des obligations (CO) (Droit de la société à responsabilité limitée; adaptation des droits de la société anonyme, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce), Modification du 16 décembre 2005, *Recueil officiel du droit fédéral*, pp. 4791 ss.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Assemblée fédérale, Loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (Loi sur la surveillance de la révision, LSR) du 16 décembre 2005 (Etat le 1^{er} septembre 2007), *Recueil Systématique (RS)*.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Ordonnance sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (Ordonnance sur la surveillance de la révision, OSRev) du 22 août 2007 (Etat le 1^{er} septembre 2007), *Recueil Systématique (RS)*.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Modification du code des obligations, *Rapport explicatif concernant l'avant-projet de révision du code des obligations: Droit de la société anonyme et droit comptable*, 2 décembre 2005.
- CONFÉDÉRATION SUISSE, Conseil fédéral, Ordonnance sur le registre du commerce (ORC) du 17 octobre 2007, *Recueil officiel du droit fédéral*, pp. 4851 ss.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGRÉÉS, Association des Directeurs de comptabilité – Corriger les comptes des variations de prix: Pourquoi? Comment?, Economica, Paris, 101 p.
- COOPER R., KAPLAN R. S., *The Design of Cost Management Systems*, Text, Cases and Readings, Prentice-Hall International Editions, 1991, 580 p.
- COOPERS & LYBRAND, INSTITUT FRANÇAIS DES AUDITEURS CONSULTANTS INTERNES, *La nouvelle pratique du contrôle interne*, Les Editions d'organisation, Paris, 1994, 379 p.
- DE STERGER F., *Le droit des sociétés anonymes en Suisse*, Payot, Lausanne, 1976, 407 p.
- DEL PERO F., OTTIKER M., BÜCKLI P., FORSTMOSER P., RAPP J.-M., NOBEL P., REYMOND J.-A., REISSAMEN K., *Les projets de Sàrl révisée et de SA privée*, CEDIDAC, Lausanne, 1998, 337 p.
- DIMEESTERE R., LORINO Ph., MOTTIS N., *Contrôle de gestion et pilotage de l'entreprise*, 2e édition, Dunod, Paris, 2002, 320 p.
- DEUTSCHES RECHNUNGLEGUNGS STANDARDS COMMITTEE, Deutsche Rechnungslegungs Standards DRS), <http://www.standardsetter.de/drsc/news/news.php>
- DUFILS P., LOPATER C., et coll., *Mémento pratique Francis Lefebvre Comptable*, Editions Lefebvre, Paris, 2008, 2044 p.
- Editions Francis Lefebvre, *Mémento Sociétés Commerciales*, Paris, 2007, 1647 p.
- EDWARDS E. O., *The Theory and Measurement of Business Income*, University of California Press, Berkeley, 1961, 323 p.
- EDWARDS J. R., editor, *Zwentieth-Century Accounting Thinkers*, Routledge, Londres, 1994, 374 p.
- EISELE W., *Technik des betrieblichen Rechnungswesens*, 7. Auflage, Verlag Franz Vahlen, Munich, 2002, 1225 p.
- FER, Fondation pour les recommandations relatives à la présentation des comptes, *Swiss GAAP RPC 2007*, Zurich, 2007, www.fer.ch
- FICKERT R., *Inflation Accounting, Theorien – Methoden – Formen*, Schulthess Polygraphischer Verlag, Zurich, 1983, 342 p.

- FLATTET O., *La société en participation du droit français au regard de la société simple du droit suisse*, Imprimeries vaudoises, Lausanne, 1982, 131 p.
- GIENSSÉ P., *Système comptable et variations monétaires*, Economica, Paris, 1985, 253 p.
- HARVEY M., KEER F., *Current Cost Accounting – An Introduction to SSAP 16*, The Certified Accountants Educational Trust, Londres, 1981, 132 p.
- HEBLING C., «Der Anhang – neuer Teil der Jahresrechnung und des Konzernabschlusses», *L'Expert-comptable suisse*, Zurich, n° 7-8, 1992.
- HIRSCH A., «L'Organe de révision dans le nouveau droit des sociétés anonymes», in *Mélanges en l'honneur de Louis Lombard*, Société de contrôle fiduciaire, Genève, 1992, pp. 21-33.
- HORNGREN CH. T., DATAR S. M., FORSTER G. M., *Cost Accounting*, 12th edition, Prentice-Hall, 2006, 896 p.
- IRI Y., «Cash Flow Accounting and its Structure», *Journal of Accounting, Auditing and Finance*, Summer 1978, pp. 331-348.
- IRI Y., *Historical Cost Accounting and its Rationality*, La Fondation de recherche de l'Association des comptables généraux licenciés du Canada, Research Monograph Nr. 1, Vancouver, 1981, 100 p.
- IRI Y., *Momentum Accounting and Triple-Entry Bookkeeping: Exploring the Dynamic Structure of Accounting Measurements*, American Accounting Association, Sarasota, 1994.
- IRI Y., *Theory of Accounting Measurement*, Studies in Accounting Research, American Accounting Association, Sarasota, 1975, 210 p.
- INTERNATIONAL ACCOUNTING STANDARDS BOARD, *International Financial Reporting Standards (IFRSs)*, 2007, Londres; IAS 23 *Borrowing Costs*, March 2007; IAS 1 *Presentation of Financial Statements*, September 2007; *Exposé-sondage relative au projet de Norme internationale d'information financière (IFRS) pour les petites et moyennes entités*, février 2007.
- INTERNATIONAL ACCOUNTING STANDARDS BOARD, *Discussion Paper Measurement Bases for Financial Accounting – Measurement on Initial Recognition* – November 2005, <http://www.iasb.org>.
- INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS, IFAC, *Handbook of International Auditing, Assurance, and Ethics Pronouncements*, New York, www.ifac.org.
- JENSEN D.L., COFFMAN E.N., *Accounting for Changing Prices*, Reston Publishing Company, Reston, 1984, 205 p.
- JOURNOT P., *Obligations comptables et révision des comptes*, Chambre fiduciaire suisse, Zurich, 1984, 185 p.
- KÄFER K., *Die Bilanz als Zukunftsrechnung*, Mitteilungen aus dem handelswissenschaftlichen Seminar der Universität Zürich, Heft 115, Schulthess, Zürich, 1962, 47 p.
- KÄFER K., *Die Erfolgsrechnung, Theorie – Methoden – Formen*, Mitteilungen aus dem handelswissenschaftlichen Seminar der Universität Zürich, Heft 136, Schulthess, Zürich, 1970, 228 p.
- KÄFER K., *Grundzüge der Buchhaltungs- und Kontentheorie*, Mitteilungen aus dem handelswissenschaftlichen Seminar der Universität Zürich, Heft 142, Schulthess, Zürich, 1974, 68 p.

- KÄFER K., *Kapitalflussrechnungen*, 2e édition avec complément de Weilenmann P., SKV, Zürich, 1984, 419 p.
- KAPLAN R. S., COPPER R., *Cost & Effect*, Harvard Business School Press, Boston, 1998, 358 p.
- KPMG FIDES, «Le traitement des réserves latentes selon le nouveau droit des sociétés anonymes», *Actuel*, mars 1993, n° 13, KPMG FIDES, Lausanne, 1993.
- LAFFONT J., *Fondements et théories de la comptabilité*, Thèse pour le doctorat ès sciences économiques, Université de Toulouse, Faculté de droit et des sciences économiques, 1967, 541 p.
- LÖNING H., MALLERET V., MERIC J., *Le contrôle de gestion*, Dunod, Paris, 2003, 288 p.
- MEVELLEC P., *Le calcul des coûts dans les organisations*, Editions la Découverte, Paris, 1995, 126 p.
- LOPATER C., BLANDIN A.L. et coll., *Code pratique Francis Lefebvre Comptable 2007*, Paris, 2007, 658 p.
- LOPATER C. et coll., *Des règles françaises aux IFRS 2007, Principales divergences*, Editions Francis Lefebvre, Paris, 2007, 527 p.
- MOXTER A., *Bilanzlehre, Band I, Einführung in die Bilanztheorie*, 3. Auflage, Gabler, Wiesbaden, 1984, 171 p.
- MOXTER A., *Bilanzlehre, Band II, Einführung in das neue Bilanzrecht*, 3. Auflage, Gabler, Wiesbaden, 1986, 156 p.
- MUKENDI-KABONGO TH., *Analyse des stratégies de publication des résultats comptables*, Peter Lang, Berne, 1994, 360 p.
- MULLER G., «Le droit comptable», in *Le nouveau droit de la société anonyme*, Philippe Cioeca éditeur, CEDIDAC, Lausanne, 1993, pp. 85-127.
- MULLER G., «Questions de droit comptable», in *Le nouveau droit de la société anonyme*, Philippe Cioeca éditeur, CEDIDAC, Lausanne, 1993, pp. 355-369.
- NADIG L., *Kostenrechnung als Führungsinstrument*, Grundlagen, Schulthess, Zürich, 2000, 379 p.
- NADIG L., *Prozesskostenrechnung in Theorie und Praxis*, Schulthess, Zürich, 2000, 161 p.
- NADIG L., *Comptabilité par activités en théorie et en pratique*, Schulthess, 2002, 167 p.
- NOBES CH., PARKER R.B., *Comparative International Accounting*, 9th edition, Prentice Hall, 2006, 600 p.
- OBBERSON X., *Droit fiscal suisse*, 3^e édition, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, 2007, 540 p.
- PARKER R.H., HARCOURT G.C., *Readings in the Concept and Measurement of Income*, University Press, Cambridge, 1969, 402 p.
- PATRY R., *Précis de droit suisse des sociétés*, Editions Staempfli, Berne, 1976, vol. I.
- PATRY R., *Précis de droit suisse des sociétés*, Editions Staempfli, Berne, 1977, vol. II.
- PESQUEUX Y., MARTORY B., *La nouvelle comptabilité des coûts*, PUF, Paris, 1995, 295 p.
- PESQUEUX Y., *Questions de contrôle*, PUF, Paris, 1999, 352 p.
- PEYROLLAZ J., «Image fidèle et réserves latentes», *L'Expert-comptable suisse*, n° 7-8, Zurich, 1991, pp. 358-362.
- PEYROLLAZ J., «Immobilisations incorporelles, nouvelles bases de révision?», *L'Expert-comptable suisse*, n° 4, Zurich, 1994, pp. 321-322.

- RAYBAUD-TURRILLO B., *Le modèle comptable patrimonial – Les enjeux d'un droit comptable substantiel*, Vuibert, 1997, 364 p.
- REY F., *Développements récents de la comptabilité*, Entreprise moderne d'édition, Paris, 1979, 343 p.
- REYMOND J.-A., Les droits financiers des associés sortants dans la société coopérative, in *Mélanges Robert Patry*, Payot, Lausanne, 1988, pp. 165-176.
- RÜCHTI H., *Die Abschreibung*, C. E. Poeschel Verlag, Stuttgart, 1953, 243 p.
- RUEDIN R., «La fondation», in *Le nouveau droit de la société anonyme*, Philippe CioCCA éditeur, CEDIDAC, Lausanne, 1993, pp. 251-274.
- RUEDIN R., *Droit des sociétés*, deuxième édition, Stämpfli Editions SA, Berne, 2007, 468 p.
- SCHEID J.-CL., *L'analyse prix-volume du capital*, Thèse pour le doctorat d'Etat ès sciences de gestion, Paris, 1983, vol. 1-3, 581 p.
- SCHMALENBACH E., *Le bilan dynamique*, Dunod, Paris, 1961, 245 p.
- SCHMIDT F., *Die organische Tageswertbilanz*, 3. Auflage, G.A. Gleockner, Leipzig, 1929, 359 p.
- SIMON H.V., *Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und der Kommanditgesellschaften auf Aktien*, 3. Auflage, Guttentag, Verlagsbuchhandlung, Berlin, 1899, 490 p.
- SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE SUISSE COOPERS & LYBRAND, Pictet & Cie, *La transparence financière des sociétés suisses*, décembre 1991, 163 p.
- STETTTLER A., «Comptabilité analytique et contrôle de gestion comme outils de contrôle de l'entreprise», in *Questions économiques de notre temps*, Presses polytechniques romandes, Lausanne, 1987, pp. 37-88.
- STETTTLER A., «L'apport de la communauté européenne à l'information des utilisateurs des états financiers en Suisse», *Hommage à un Européen*, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, 1991, pp. 251-260.
- STETTTLER A., «Les coûts et les valeurs en matière de bilan et de résultat: un essai de synthèse et d'explication de la présence de réserves latentes volontaires», in *Bewertung, Prüfung und Beratung in Theorie und Praxis*, Festschrift für Carl Helbling, Treuhand- Kammer, Zurich, 1992, pp. 399-413.
- STETTTLER A., OYON D., «Analyse des coûts et du management basée sur les activités dans les entreprises de service» in *L'Expert-comptable suisse*, n° 12, Zurich, 1997, pp. 1125- 1133.
- STETTTLER A., «Nouvelles directives de l'ISAR», in *L'Expert-comptable suisse*, n° 3, 2000, Zurich, p. 189-195.
- STETTTLER A., «La logique de la constatation des provisions», in *L'Expert-comptable suisse*, n° 6-7, 2002, Zurich, pp. 567-572.
- STETTTLER A., MISSONIER-PIERA F., «L'établissement des comptes annuels des PME, Nouvelles directives de l'ISAR», in *L'Expert-comptable suisse*, n° 12, 2003, Zurich, pp. 1067-1074.
- STETTTLER A., GHERBI R., «Les cadres conceptuels comptables et les méthodes d'évaluation, A la recherche d'une logique interne», *L'Expert-comptable suisse*, n° 4/05, pp. 241-251, Zurich, 2005.

- STETTLER A., «Le résultat, son concept, ses méthodes de mesure, sa portée», in Meyer C., Pfaff D., *Finanz- und Rechnungswesen Jahrbuch 2007*, WEKA Verlag, Zurich, 2007, pp. 27-67.
- STOFFEL A., DALLÈVES L., RAPP J.-M., PETER H., *La société anonyme dans ses rapports avec ses actionnaires*, CEDIDAC, Lausanne, 2001, 149 p.
- STOFFEL W., «Le conseil d'administration et la responsabilité des administrateurs et réviseurs», in *Le nouveau droit de la société anonyme*, Philippe Ciocca éditeur, CEDIDAC, Lausanne, 1993, pp. 157-217.
- SWX Swiss Exchange, *Admission des valeurs immobilières*, Manuel, www.swx.ch.
- TANNER B., «Die Auswirkungen des neuen Aktienrechts auf Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Genossenschaften und Bankaktiengesellschaften», in *Neues zum Gesellschafts- und Wirtschaftsrecht: zum 50. Geburtstag von Peter Forstmoser*, Schulthess Polygraphischer Verlag, Zurich, 1993, pp. 31-52.
- TERCIER P., Amstutz M. (éd.), *Code des obligations II*, Buchstämpfli, Berne, 2007, 3200 p.
- TERRIER C., *La comptabilité des sociétés coopératives*, Chambre fiduciaire, Zurich, 1983, 161 p.
- TWEDDIE D.P., WHITTINGTON G., *Capital maintenance concepts: the choice*, The Accounting Standards Committee, Londres, 1985, 44 p.
- UNION EUROPÉENNE, *Quatrième directive du Conseil concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés* (78/660/CEE), Journal officiel, L 222, Bruxelles, 1978, p. 11, Texte consolidé de l'Office des publications officielles des Communautés européennes, 01.01.2007.
- UNION EUROPÉENNE, *Septième directive du Conseil concernant les comptes consolidés* (83/349/CEE), Journal officiel, L 193, Bruxelles, 1983, p.1, Texte consolidé de l'Office des publications des Communautés européennes, 01.01.2007.
- UNION EUROPÉENNE, *Règlements (CE) modifiant le règlement (CE) n° 1725/2003 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil*: http://ec.europa.eu/internalmarket/accounting/ias_fr.
- UNION EUROPÉENNE, *Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil*, Journal officiel, L 157/87, du 9.6.2006.
- UNION EUROPÉENNE, *Décision de la Commission du 14 décembre 2005 instituant un groupe d'experts chargé de conseiller la Commission et de faciliter la coopération entre les systèmes publics de supervision des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit*, Journal officiel, L 329/38, du 16.12.2005.
- WATTS R.L., ZIMMERMAN J.L., *Positive Accounting Theory*, Prentice Hall International, 1986, 388 p.
- WHITTINGTON G., *Inflation Accounting, An introduction to the debate*, University Press, Cambridge, 1983, 243 p.
- WILLIAMS J.R., *Miller GAAP Library Online* (US GAAP).

Index

- actif(s), [8](#), [215](#)
 - financier(s), [263](#), [272](#)
 - financiers détenus jusqu’à l’échéance, [272](#)
 - financiers disponibles à la vente, [273](#)
 - immobilisés ou groupes d’actifs immobilisés destinés à la vente ou à l’abandon, [487](#)
 - monétaires, [220](#)
 - non monétaires, [401](#)
 - non monétaires incorporels, [488](#)
 - non monétaires, réservoirs de disponibilités directes, [220](#), [245](#)
 - non monétaires, réservoirs de stocks, [429](#)
 - non monétaires, réservoirs de stocks ou de services futurs pour l’entreprise, [220](#)
 - social, [8](#)
- actionnaire(s), [8](#)
 - important, [110](#)
- actions
 - et bons de participation propres, [417](#)
 - gratuites, [417](#)
 - propres, [110](#), [423](#)
- activité(s), [554](#)
 - de soutien, [554](#), [574](#)
 - principale(s), [554](#), [574](#)
- affecter, [568](#)
- agio, [384](#)
- amortissement(s), [475](#)
 - arbitraires, [99](#)
 - cumulé, [106](#)
 - dérogatoires, [332](#)
 - des frais d’émission, [387](#)
 - et méthodes de détermination du montant de l’amortissement, [464](#)
 - fiscaux supplémentaires, [332](#)
 - (plan d’), [98](#)
 - progressifs, [473](#)
 - supplémentaires (non planifiés), [98](#)
- analyse des différences de change, [531](#)
- annexe, [124](#), [349](#), [108](#)
 - (indications supplémentaires), [103](#)
- apports
 - en espèces, [47](#)
 - en nature, [46](#), [47](#)
- approche fiscale, [397](#)
- autofinancement, [337](#)
- autorité
 - de surveillance, [47](#), [86](#)
 - fédérale, [47](#)
- autres
 - charges, [99](#)
 - créances (actif) ou autres dettes (passif), [103](#)
- Balanced Scorecard*, [559](#)
- bénéfice(s)
 - à répartir, [7](#)
 - et pertes de change, [522](#)
 - (ou perte) résultant du bilan, [107](#)
- bilan, [212](#)
 - «consolidé», [39](#)
 - dynamique, [210](#)
 - organique, [211](#)
 - statique, [210](#)
 - statique en continuité d’exploitation, [211](#)

- billet à ordre, [365](#)
- budget(s)
 - en comptabilité de gestion, [664](#)
 - flexible, [683](#)
 - statique, [665](#)
- business income*, [249](#)
- cadre conceptuel de l'IASB, [210](#)
- calcul matriciel, [587](#)
- capacité normale de production, [622](#)
- capital(aux)
 - «actions», [8](#)
 - autorisé, augmentation conditionnelle, [110](#)
 - participation, [54](#)
 - propres, [71](#), [423](#)
 - social, [9](#)
- centralisée (comptabilité), [16](#)
- centres de responsabilité, [558](#)
- cession-bail, [512](#)
- change compte en devise, [520](#)
- charges, [568](#)
 - calculées ou de substitution, [575](#)
 - d'amortissement et de provision, [97](#)
 - de matières et de marchandises, [96](#)
 - de personnel, [97](#)
 - directes, [568](#)
 - et produits d'exploitation, [91](#)
 - et produits exceptionnels, [92](#)
 - et produits hors exploitation, [91](#)
 - et produits hors période d'exploitation ou hors exploitation, [93](#)
 - financières, [97](#)
 - fixes, [568](#)
 - identifiables, [16](#)
 - imputées, [568](#)
 - indirectes, [568](#)
 - indirectes variables, [568](#)
 - non identifiables, [16](#)
 - non incorporables, [575](#)
 - supplétives ou complémentaires, [575](#)
 - variables, [568](#)
- chiffre d'affaires des ventes et des prestations de services, [93](#)
- compensation dettes-créances, [48](#)
- comptabilité
 - autonomie des succursales, [133](#), [136](#)
 - centralisée, [16](#)
 - de gestion, [600](#)
 - de gestion autonomie, [594](#), [654](#)
 - de gestion intégrée, [594](#)
 - de gestion intégrée et autonome, [646](#)
 - des succursales intégrée à celle du siège, [135](#), [143](#)
- compte(s)
 - de résultat «consolidé», [38](#)
 - de régularisation (actifs et passifs de régularisation), [105](#)
- consolidé
 - (bilan), [39](#)
 - (compte de résultat), [38](#)
- consortium, [5](#), [24](#)
- continuité de l'exploitation, [212](#)
- contrats de location, de leasing ou de crédit-bail, [493](#)
- contrôle
 - ordinaire, [47](#), [86](#)
 - ordinaire (rapport détaillé), [87](#)
 - restreint, [47](#), [86](#)
- coupons d'intérêts, [384](#)
- coût(s)
 - a posteriori, [604](#)
 - a priori, [604](#)
 - complet, [566](#)
 - complet a posteriori, [622](#)
 - complet de production, [429](#)
 - complet unitaire de production basé sur la capacité effective, [430](#)
 - complet unitaire de production basé sur la capacité normale, [431](#)
 - de remplacement, [227](#)
 - des activités, [572](#)
 - direct, [568](#)
 - direct a posteriori, [641](#)
 - direct de production, [432](#)
 - historique, [230](#)
 - partiel, [568](#)
 - variable, [568](#)
 - variable a posteriori, [635](#)
 - variable de production, [431](#)
- coût de remplacement en aval, [270](#)
- créances (actif) et dettes (passif) envers des sociétés du groupe ou des actionnaires, [103](#)
- crédit-bail et autres contrats de long terme, [108](#)
- current-non current method*, [529](#)
- décompte d'exploitation, [595](#), [615](#)
- dépréciation, [475](#)

- d'actifs, [487](#)
- exceptionnelle sur effets de change, 367
- dérogations aux principes, [108](#)
- dette(s)
 - financière, [263](#), 272
 - financières (autres), 273
- différences
 - d'imputation, 618
 - d'incorporation, [562](#), 576
- disagio, 384
- dissolution de réserves latentes, [109](#)
- droit
 - à un intérêt, [7](#)
 - comptable général, [125](#)
 - de change, [364](#)
- durée de vie, 475
- écart(s), 683
 - de volume, 692
- école
 - classique et néoclassique de la comptabilité, 223
 - moderne de la comptabilité, 231
- effets
 - à recevoir, [366](#)
 - de change, [364](#), 376
 - de change actifs, [366](#)
 - en portefeuille, [366](#)
 - impayés, [366](#)
- efficacité (perfection) du marché, 267
- emprunts
 - obligataires: approche de l'IASB, [393](#)
 - par obligations, 384
 - par obligations à long terme, 384
 - par obligations en francs suisses, [381](#)
- engagements conditionnels, [108](#)
- entreprise(s), [3](#)
 - de grande taille, [128](#)
 - de petite et moyenne taille, [125](#)
 - de révision agréée, [86](#)
- établissement principal, [131](#)
- évaluation(s), 331
 - à la valeur vénale, [410](#)
 - des actifs non monétaires incorporels, [492](#)
 - des éléments libellés en devises, 529
 - des stocks, 432
 - et influence fiscale, 331
 - globale, [410](#)
- événements postérieurs à la date du bilan, 349
- exemple
 - de comptabilisation des opérations relatives aux relations entre un siège et ses succursales, [148](#)
 - de comptabilité des succursales intégrée à celle du siège, [182](#)
- exigences
 - minimales, 342
 - supplémentaires, 342
- expert(s)-réviseur(s), [86](#)
 - agréé, [47](#)
- finalité des états financiers, [217](#)
- fixes (charges), 568
- fondation de la société, [44](#)
- forme matricielle, 584
- frais d'émission, 384, 386
- [goodwill](#), [46](#)
- gouvernement d'entreprise, [218](#), 555
- honoraires, [7](#)
- IASB, 307
 - (IFRS), [261](#)
- identifiables (charges), [16](#)
- image fidèle, 331
- immobilisations
 - corporelles et incorporelles, 463
 - financières ou de rendement, 411
 - incorporelles, [106](#)
- impôt(s)
 - courants, 331
 - différés, 331, 335
 - exigible, [332](#)
- imputées (charges), 568
- indexation des comptes, 353
- indirectes (charges), 568
- informations non financières, 348
- instrument
 - de capitaux propres, [263](#), 273, [424](#)
 - financier, [263](#)
- intégration proportionnelle, [38](#)
- intérêt(s)
 - courus, 384
 - (droit à un), [7](#)

- sur capitaux étrangers, 433
- sur capitaux propres, [434](#)

juste

- à temps, 570
- valeur, [266](#), 329

lettre de change, [364](#)

life cycle accounting, 565

liquidités (variation des), [117](#)

Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine, [56](#)

maintien de la capacité opérationnelle, [277](#), [313](#)

méthode

- d’amortissement dégressif à décroissance arithmétique, [470](#)
- d’amortissement dégressif à taux constant, 467
- d’amortissement linéaire, [466](#)
- des comptes à deux monnaies, 519
- du court terme-long terme (*current-non current method*), [529](#)
- du coût de remplacement en amont, 451
- du coût historique, [224](#)
- modifiée monétaire-non monétaire, [530](#)
- monétaire-non monétaire (*monetary-non monetary method*), [530](#)
- Position-devise, Change compte en devise, [520](#)
- temporelle ou méthode des coûts et valeurs (*temporal method*), [530](#)

modèle

- contractualiste, 555
- conventionnaliste, 555
- de hiérarchie des contrôles, 560

moins-valeur potentielle, [410](#)

monetary-non monetary method, [530](#)

non identifiables (charges), [16](#)

objets de coûts, [556](#), [572](#)

obligation(s)

- de tenir une comptabilité, [3](#), [125](#)
- rachetées, 391

observations et indications des normes

IAS / IFRS, Swiss GAAP RPC notamment, [511](#)

opérations

- courantes entre le siège et une succursale, [136](#), [138](#)
- entre succursales autonomes, [142](#)
- et évaluation des postes libellés en devises, [517](#)
- libellées en devises, [518](#)
- relatives aux titres (méthode rationnelle), 405
- relatives aux titres (méthode usuelle), 406

ordre de liquidité ou d’exigibilité décroissant, [102](#)

organe de révision, [47](#)

participation importante, [110](#)

partiel (coût), [568](#)

parts sociales, [9](#)

passifs, [216](#)

– monétaires, [220](#)

– non monétaires, [220](#), [401](#)

périodicité des charges et des produits, [92](#)

personne morale, [4](#)

personnelle (responsabilité), [8](#)

potentiel

– économique, [215](#)

– économique futur, [410](#)

pouvoir d’achat général, [225](#), [287](#)

preneur, [365](#)

prêts et créances émis par l’entreprise, 272

principe de la clarté, 340

prix d’une obligation, [381](#)

processus, 554

– internes, [559](#)

production

– continue, 570

– par stade, 570

– sur commande, 570

produits financiers, [95](#)

proportionnelle (intégration), [38](#)

propriété commune, [23](#)

protêts et retours, [366](#)

provision(s), 397

– (indications additionnelles), [104](#)

– et approche fiscale, 397

– pour dépréciation de stocks, [364](#)

- pour dépréciation des créances, [104](#)
- pour dépréciation des effets commerciaux, [366](#)
- pour dépréciation des effets financiers, [366](#)
- pour impôts ou impôts différés passifs, [104](#)
- pour risques de change, [527](#)
- pour risques et charges, [104](#), 397

rachat

- d'obligations, 391
- et aliénation d'actions et de bons de participation propres, [418](#)
- et annulation d'actions et de bons de participation propres, 420

rapport de révision, [87](#)

réconciliation, 593

réévaluation, [110](#)

référentiel comptable, 342

registre du commerce, [3](#)

- (inscription), [54](#)

répartir (bénéfices à), [1](#)

réserve(s)

- arbitraires, 336
- d'appréciation, 336
- de crise, [214](#)
- de gain de change, 528
- de l'administration, 336
- de marge, 252
- de réévaluation, [72](#), 233
- de remplacement, 337, 340
- dites d'appréciation, 336
- latentes, 335, 336
- latentes (constitution), 330
- latentes (dissolution), 330
- latentes (mouvements), 340
- latentes (moyens de créer des), 338
- latentes (publicité), 338
- obligatoires ou forcées, 336
- pour actions propres, [72](#)
- sur effets de change, 367

réservoirs

- de disponibilités directes, [401](#)
- de stocks, 429

responsabilité personnelle, [7](#), [8](#)

résultat

- économique, 337
- global, 531

réunion des comptes annuels des succursales et du siège, [136](#), [141](#), [145](#)

revenu, [3](#)

réviseur(s), [86](#)

- agréé, [47](#)

rôle de l'annexe, [107](#)

social(es)

- (capital), [9](#)

- (parts), [9](#)

société(s), [3](#)

- à responsabilité limitée, [5](#), [9](#), [12](#)

- anonyme, [5](#), [8](#), [12](#)

- coopérative, [5](#), [9](#), [12](#)

- en commandite par actions, [5](#), [11](#)

- en commandite simple, [4](#), [10](#)

- en nom collectif, [4](#), [6](#), [12](#)

- en participation, [14](#)

- simple, [4](#), [5](#), [11](#), [12](#)

- unipersonnelle, [3](#), [60](#)

sorties

- futures, [216](#)

- futures de moyens d'activité, [401](#)

soulte, [59](#)

stade de fabrication, 570

structure minimale de l'annexe, [127](#)

succursales, [131](#)

survaleur et prime à l'émission, [48](#)

tableau

- de bord, [559](#)

- des flux de trésorerie, [123](#)

- du résultat intégral, [412](#)

taille des entités, [125](#)

taxinomie

- financière, [262](#)

- monétaire, [219](#)

temporal method, [530](#)

théorie fiduciaire, [217](#)

tiré, [365](#)

tireur, [364](#)

traitements comptables différenciés, [47](#)

traites et remises, [366](#)

transactions internes comptabilisées à un prix qui comprend une marge interne, [164](#), [172](#)

transformation, [56](#)

unipersonnelle

- (société), [3](#), [8](#)

- valeur(s)
 - actuelle, [234](#)
 - actuelle indexée, 315
 - comptable, 475
 - d'assurance, [108](#)
 - d'une action, 337
 - d'usage, 268
 - de liquidation, 329
 - économique, [212](#)
 - escomptée, 329
 - (juste), 329
 - nominale de l'action, [8](#)
 - réalisable nette, [234](#)
 - réelles, 280
 - résiduelle, 475
 - utile, 329
 - vénale, 269, [302](#)
- valorisation
 - des stocks, 599
 - du coût des produits ou services, 599
- variable(s), 568
- variation
 - de stock des produits en cours et finis – prestations propres activées, [96](#)
 - du pouvoir d'achat, 336

Table des matières

<u>Avertissement</u>	<u>v</u>
-----------------------------	-----------------

Chapitre 8 **Les entités économiques sociétés**

8.1	Définition de l'entreprise et des sociétés	2
8.1.1	L'entreprise	3
8.1.2	Les sociétés	3
8.1.2.1	Introduction	3
8.1.2.2	La société simple	5
8.1.2.3	La société en nom collectif	6
8.1.2.4	La société anonyme	8
8.1.2.5	La société à responsabilité limitée	9
8.1.2.6	La société coopérative	9
8.1.2.7	Les autres sociétés	10
8.2	Traitements comptables de la société simple	11
8.2.1	Introduction	11
8.2.2	Analyse	15
8.2.2.1	Aspect statique	15
8.2.2.2	Aspect cinétique	15
8.2.2.3	Elaboration logique de l'information	15
8.2.3	Formalisation logique du traitement comptable	18
8.2.3.1	Formalisation logique du traitement comptable chez l'associé gérant	18
8.2.3.2	Formalisation logique du traitement comptable chez l'associé non gérant	20
8.2.3.3	Observations	20
8.2.4	Exemple de comptabilisation dans un consortium	24
8.2.4.1	Donnée générale	24

8.2.4.2	Solution relative à la société X S.A. gérante du consortium (deux variantes)	25
8.2.4.3	Solution relative à la société en nom collectif Y, participante au consortium	39
8.2.4.4	Solution relative à l'entreprise individuelle Z, participante au consortium	41
8.3	Les sociétés commerciales et la société coopérative	43
8.3.1	Fondation de la société, formation du capital social	44
8.3.1.1	Analyse	44
8.3.1.1.1	Aspect statique	44
8.3.1.1.2	Aspect cinétique	44
8.3.1.1.3	Elaboration logique de l'information	44
8.3.1.2	Formalisation logique du traitement comptable	44
8.3.1.2.1	Engagement et libération totale ou partielle	44
8.3.1.2.2	Apports en espèces ou en nature	46
8.3.1.2.3	Frais de fondation	50
8.3.1.3	Exemple général de fondation d'une société	50
8.3.1.3.1	Donnée générale	50
8.3.1.3.2	Journal de la fondation de la société anonyme Bijouxfous S.A.	51
8.3.1.3.3	Grand livre de la fondation de Bijouxfous S.A., (en milliers de francs)	52
8.3.1.3.4	Différences formelles	53
8.3.2	Préparation du bilan d'apport dans l'entreprise en transformation ou objet d'un transfert de patrimoine	56
8.3.2.1	Introduction	56
8.3.2.2	Analyse	60
8.3.2.2.1	Aspect statique	60
8.3.2.2.2	Aspect cinétique	60
8.3.2.2.3	Elaboration logique de l'information	60
8.3.2.3	Formalisation logique du traitement comptable	61
8.3.2.4	Exemple de préparation du bilan d'apport dans une entreprise en transformation	63
8.3.2.4.1	Journal de transformation chez Gianini et compagnie	63
8.3.2.4.2	Grand livre de transformation de Gianini et compagnie	64
8.3.3	Relations financières des associés avec la société en cours d'exercice	66
8.3.3.1	Analyse	66
8.3.3.1.1	Aspect statique	66
8.3.3.1.2	Aspect cinétique	66
8.3.3.1.3	Elaboration logique de l'information	67
8.3.3.2	Formalisation logique du traitement comptable	68
8.3.3.3	Exemple d'opérations entre les associés et leur société	70
8.3.4	Répartition du résultat	70
8.3.4.1	Définitions	70
8.3.4.1.1	Résultat	70

8.3.4.1.2	Réserves	71
8.3.4.2	Analyse	73
8.3.4.2.1	Aspect statique	73
8.3.4.2.2	Aspect cinétique	75
8.3.4.2.3	Elaboration logique de l'information comptable	75
8.3.4.3	Formalisation logique du traitement comptable	75
8.3.4.3.1	Journal de la répartition	75
8.3.4.3.2	Tableau de répartition	76
8.3.4.4	Exemple de répartition du résultat	78
8.3.4.4.1	Répartition du bénéfice dans une société anonyme	78
8.3.4.4.2	Répartition du bénéfice dans une société en commandite simple	80
8.4	Présentation des états financiers	83
8.4.1	Introduction	84
8.4.2	Un modèle type des états financiers à partir des exigences minimales du droit des sociétés	88
8.4.2.1	Introduction	88
8.4.2.2	Structure du compte de résultat (Profits et pertes)	89
8.4.2.2.1	Modèles	89
8.4.2.2.2	Commentaires sur la présentation du compte de résultat	91
8.4.2.3	Structure du bilan	100
8.4.2.4	Modèle de structure de l'annexe des comptes annuels	107
8.4.3	Structure minimale des comptes selon les Swiss GAAP RPC	111
8.4.4	Structure minimale des comptes selon IFRS	117
8.4.5	Avant-projet de révision du CO du 2 décembre 2005	125

Chapitre 9 ***Etablissement principal et succursales***

9.1	Analyse	132
9.1.1	Aspect statique	132
9.1.2	Aspect cinétique	132
9.1.3	Analyse par les principes comptables	132
9.1.4	Elaboration logique de l'information pour la succursale	133
9.1.4.1	Comptabilité autonome des succursales	133
9.1.4.2	Comptabilité des succursales intégrée dans celle du siège	135
9.2	Formalisation du traitement comptable	136
9.2.1	Comptabilité autonome des succursales	136
9.2.1.1	Hypothèse I: les transactions entre le siège et les succursales s'effectuent au coût d'acquisition du siège donc sans marge .	136
9.2.1.2	Hypothèse II: les transactions entre le siège et les succursales autonomes s'effectuent avec une marge par rapport au coût d'acquisition du siège	138
9.2.1.3	Opérations entre succursales autonomes	142

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

Hidden page

11.5	<u>Comptabilisation des opérations et évaluation des postes libellés en devises.....</u>	517
11.5.1	Aspect général	517
11.5.2	Analyse des opérations libellées en devises	518
11.5.3	Evaluation des éléments libellés en devises dans le bilan	529
11.5.3.1	Analyse générale	529
11.5.3.2	Méthodes	529
11.5.3.3	Analyse des différences de change	531
11.5.4	Exemple	532
11.5.4.1	Introduction	532
11.5.4.2	Méthode des comptes à deux monnaies	535
11.5.4.3	Méthode Position-devise, Change compte en devise	542
11.6	<u>Evaluation des stocks et information sectorielle dans les entreprises de transformation à l'aide de la comptabilité de gestion</u>	552
11.6.1	La comptabilité de gestion au service du gouvernement de l'entreprise	553
11.6.1.1	L'entreprise système	553
11.6.1.2	Le gouvernement de l'entreprise et les formes d'organisation	555
11.6.1.3	La comptabilité de gestion et le gouvernement de l'entreprise	561
11.6.2	Structure et fonctionnement de la comptabilité de gestion ...	565
11.6.2.1	Analyse	565
11.6.2.2	Elaboration de l'information comptable	593
11.6.2.3	Formalisation logique de l'information comptable	595
11.6.2.4	Evaluation des stocks	599
11.6.3	Exemple de comptabilité de gestion dans une entreprise de fabrication: le cas de Ludica S.A.	600
11.6.3.1	Introduction	600
11.6.3.2	La situation de Ludica S.A.	601
11.6.4	Le coût complet <i>a posteriori</i> , basé sur une capacité effective	604
11.6.4.1	Solution selon la voie de la comptabilité financière	607
11.6.4.2	Solution selon la voie de la comptabilisation de gestion: le coût complet <i>a posteriori</i> basé sur la capacité effective ...	610
11.6.4.3	Étude des différences d'imputation dans les activités de soutien	618
11.6.5	Le coût complet <i>a posteriori</i> , basé sur une capacité normale de production	622
11.6.6	Le coût variable <i>a posteriori</i>	635
11.6.6.1	Présentation du problème	635
11.6.6.2	Étude des différences d'imputation dans les activités de soutien	640
11.6.7	Le coût direct <i>a posteriori</i>	641

<u>11.6.8</u>	<u>Compléments: comptabilité de gestion intégrée</u>	
	et autonome	646
11.6.8.1	Comptabilité financière et de gestion intégrées	646
<u>11.6.8.2</u>	<u>Comptabilité financière et comptabilité de gestion autonome</u>	<u>654</u>
11.6.8.2.1	Comptabilité financière	655
11.6.8.2.2	Comptabilité de gestion autonome	655
11.6.9	Les budgets en comptabilité de gestion	664
11.6.9.1	Introduction	664
11.6.9.2	Le budget statique ou les données prévisionnelles statiques ..	665
11.6.9.2.1	Budget des ventes	665
11.6.9.2.2	Budget de production et des stocks de produits finis	666
11.6.9.2.3	Budget de la consommation des matières premières	666
11.6.9.2.4	Budget des achats de matières premières	667
11.6.9.2.5	Budget de la consommation de main-d'œuvre d'usinage et d'assemblage	669
11.6.9.2.6	Budget des charges indirectes de fabrication	669
11.6.9.2.7	Budget des charges indirectes de vente et d'administration ..	675
11.6.9.2.8	Remarques générales	678
11.6.9.2.9	Compte de résultat prévisionnel en comptabilité de gestion ..	679
11.6.9.2.10	Clôture prévisionnelle en comptabilité financière	681
11.6.9.3	Le budget flexible ou les données prévisionnelles flexibles. Le calcul des écarts	683
11.6.9.3.1	Données prévisionnelles flexibles et décompte d'exploitation	683
11.6.9.3.2	Données prévisionnelles flexibles et calcul des écarts de vente et de consommation en comptabilité de gestion	683
11.6.9.3.3	Les écarts de vente	684
11.6.9.3.4	Les écarts de fabrication	685
11.6.9.3.5	Les écarts sur les charges d'administration et de vente	692
11.6.9.3.6	Clôture prévisionnelle	694
11.6.9.4	Conclusion sur la comptabilité de gestion tenue <i>a priori</i> et <i>a posteriori</i>	697

Annexe

Calcul du taux de rendement

Cas général..... 699

Définition..... 699

Illustration.....700

Application.....700

Bibliographie.....703

Index.....711

Cet ouvrage est le deuxième d'une série dont l'objectif général est de donner une compréhension approfondie du contenu possible de l'information comptable, ainsi qu'une capacité d'interprétation de cette information.

Les auteurs ont choisi d'étudier pour chaque domaine particulier la solution la plus conforme aux théories modernes de la comptabilité, avant de décrire les solutions usuelles ou recommandées par la doctrine et les normes comptables Swiss GAAP PPC, IFRS et IIE actuelles. Cette approche doit permettre aux utilisateurs de juger de façon éclairée de la fiabilité et de la pertinence de l'information comptable dispensée par les entreprises.

Ce volume donne une analyse commune et générale du traitement comptable des différentes entités sociétées, les succursales y sont présentées de manière approfondie. Il expose également les différentes théories de l'évaluation des postes du bilan, puis justifie et illustre leur application pratique en se référant aux cadres généralement reconnus. Il étudie enfin les apports de la comptabilité de gestion à la comptabilité financière.

Bernard Apothéoz est maître et professeur associé à l'Université de Lausanne, où il occupe la chaire de la HEC de l'Université de Lausanne. Il a enseigné la comptabilité financière dans le programme de Bachelor et dans le programme de maîtrise en gestion de l'Université (MBA).

Alfred Stettler est professeur de comptabilité à l'Université de Lausanne et sa maîtrise d'un MBA de la HEC de Lausanne. Il est professeur assistant de comptabilité et de audit à l'École des HEC de l'Université de Lausanne. Il est membre du Comité d'experts de la Fondation pour les Relations économiques et sociales et le secrétaire des comités Swiss GAAP PPC et International Council of Management Accountants (ICMA) pour la Suisse et le secteur de l'énergie.

Vincent Dousse est maître et professeur associé de l'Université de Lausanne, où il occupe la chaire des HEC de l'Université de Lausanne, ainsi qu'il a été directeur adjoint de l'École de gestion de Lausanne. Il intervient dans des cours et des séminaires de différentes institutions, notamment celle pour la formation suisse en expertise comptable et des entreprises qui ont été fondées.

Maryvère Elomaj est docteur en sciences de gestion de l'Université Polytechnique de Zurich. Elle a travaillé pendant six années de son cursus à l'Université de Lausanne. Elle a travaillé également à l'École des HEC de l'Université de Lausanne et la y enseigné la comptabilité. Elle a publié plusieurs articles dans des revues.

